

HISTOIRE TCHÉCOSLOVAQUE

I. aaf 10

HISTOIRE TCHÉCOSLOVAQUE

PAR

JAROSLAV PROKEŠ,

DOCTEUR ÈS LETTRES



ÉDITIONS ORBIS

62, FOCHOVA TRÍDA, 62

PRAGUE

1927

AVERTISSEMENT.

Pour ne pas défigurer l'aspect habituel des noms de personnes et de lieux ni les alourdir par une transcription, souvent inexacte d'ailleurs, nous avons cru devoir conserver dans notre texte l'orthographe originale des noms tchèques. Il convient de remarquer, du reste, que beaucoup de signes diacritiques de la langue tchèque sont déjà d'un usage courant parmi les philologues. En vue d'en faciliter la lecture, nous donnons ici, une fois pour toutes, le tableau de leur prononciation.

- á = â
c = ts ou tç, comme dans tsar
č = tch, comme dans tchèque
ch = kh guttural, sans équivalent en français
ď = di mouillé, comme dans diable (devant i ou ě, d se prononce de la même manière)
e = é
é = ê
ě = ié, comme dans lié
g = gu, comme dans guerre
h = est toujours fortement aspiré
í = i
j = ill mouillé, comme dans aiguille
ň = gn, comme dans montagne (devant i ou ě, n se prononce de la même manière)
ó = ô
ř = rj, les deux lettres étant nettement liées. Ce son n'a pas d'équivalent en français
s = se prononce toujours ç ou ss
š = ch, comme dans chat
ť ou t devant i ou ě = ti mouillé, comme dans tiers
ou = ouu
u, ú, ů = ou
ž = j ou ge, comme dans jambe



136

inv. cis. 5.167

*Koupi a pomsta kosti prof. M. H. -
Zimmernanová,
40-let*

PRÉFACE

L'histoire de la nation tchèque — en donnant au mot nation son sens le plus étendu — embrasse une période de mille années. C'est en effet au X^e siècle seulement que la dynastie des Přemyslides a réussi à grouper en une seule nation politiquement formée les diverses tribus slaves qui, au plus tard au début de l'ère chrétienne, s'étaient établies en Bohême, en Moravie et en Slovaquie. Jusqu'alors les Přemyslides n'avaient régné que sur le groupe occidental des Tchèques résidant au centre de la Bohême. On peut donc dire que ces mille années d'histoire ont été précédées d'un autre millénaire durant lequel les Slaves ont occupé les territoires de la Tchécoslovaquie actuelle. Sur cette dernière période on ne possède malheureusement que fort peu de données historiques. On ne possède d'ailleurs aucune donnée précise touchant l'immigration des Slaves en Bohême. Il faut, à cet égard, se contenter des déductions de l'archéologie, laquelle a cependant fourni touchant l'arrivée des tribus slaves des hypothèses très vraisemblables. D'après cela, le peuplement par des tribus slaves des territoires de la Bohême remonte à l'époque où ces territoires étaient temporairement habités par des Celtes, les Boïens et les Cotins, et par des Germains, les Marcomans et les Quades. Il semble qu'au début les Slaves ne se soient fixés que dans les régions situées au Nord et au Nord-Est de la Bohême et de la Moravie, où de nouvelles tribus slaves, venues des Carpathes, berceau de leur race, ne cessaient de leur apporter des renforts. Ce n'est que lorsque la population germanique eut quitté le Sud et l'Ouest de la Bohême (pour aller sans doute s'établir en Bavière), que les tribus slaves purent étendre paisiblement leur domaine et occuper tout le pays, voire pour en dépasser les limites naturelles tant vers le Sud que vers l'Ouest. Les Slaves se trouvèrent donc en contact direct tant avec les Celtes qu'avec les Germains, et surtout avec ces derniers. On peut s'en rendre compte par certains termes toponymiques d'origine celtique ou germanique adoptés par la langue tchèque.

Il va de soi que le contact des Tchèques avec les Celtes et les Germains n'est pas resté sans effet sur la pureté de cette race slave. A partir du moment où commence la période historique, on peut constater avec

certitude un perpétuel croisement des tribus slaves, et plus tard de la nation tchèque, avec d'autres races, voire même parfois avec des races d'autre origine qu'indo-européenne. C'est ainsi, par exemple, que les victoires des Avars, à la fin du VI^e et au commencement du VII^e siècle, qui leur valurent la soumission des tribus slaves de la Bohême et de la Moravie, eurent une influence marquée sur le caractère physique de cette population slave. Des documents historiques datant du X^e siècle constatent que la Bohême est habitée par une population de peau foncée. C'est là un des résultats de cette soumission aux Avars. Dès le premier millénaire de l'ère chrétienne, la population slave s'est mélangée avec des tribus germaniques; depuis, ces croisements n'ont jamais cessé. Au cours de la période historique, la nation tchèque a assimilé un grand nombre d'éléments germaniques, de même que beaucoup d'éléments tchèques se sont fondus dans les groupes germaniques. Enfin, au cours de l'histoire, au sang tchèque s'est mêlé quelque peu de sang latin (italien et français); il s'en faut cependant que la proportion en soit aussi forte que de sang german. Ethniquement, la nation tchèque résulte donc de fréquents croisements des Slaves avec diverses tribus indo-européennes ou autres. Il est remarquable cependant que, malgré l'afflux d'éléments étrangers dans les territoires tchèques, la nation tchèque ait pu sans dommage les absorber et se les assimiler. Elle a ainsi montré, et continue à montrer une rare puissance d'assimilation. Elle a ainsi joué le rôle que Palacký, son grand historiographe, définissait en ces paroles mémorables: „Seule, la nation tchèque, bien que s'étant, en tant qu'égale, associée à la nation allemande et ayant été, pendant plus de mille ans, en relations très étroites avec elle, a pu jusqu'à présent conserver sa nationalité. Bien qu'ayant pris beaucoup aux Germains et qu'ayant même subi leur influence intellectuelle, la nation tchèque est toujours demeurée slave. Aujourd'hui encore, son histoire et sa situation géographique lui assignent le même rôle: servir de pont entre les Germains et les Slaves, entre l'Europe orientale et l'Europe occidentale.“

L'histoire de la nation tchèque se divise, pour employer les termes courants, en trois périodes: la période ancienne; la période moyenne et la période moderne. Comme l'a fort bien expliqué M. V. Novotný, professeur à l'Université de Prague, la meilleure date à assigner comme borne, dans cette histoire, entre la période ancienne et la période moyenne est celle de l'avènement de Charles IV au trône de Bohême, en 1346. Naguère, suivant l'exemple de Palacký, on fixait cette limite à l'année 1403, date où éclata à l'université de Prague le premier conflit sérieux entre les partisans tchèques de l'Anglais Wicief, le docteur „évangélique“, et ses adversaires, qui étaient surtout des Allemands. Le génial historien

tchèque voit dans cette manifestation des adeptes de Wicief les débuts du mouvement hussite, lequel marque le changement de conception qui ouvre une ère historique nouvelle. De récentes études ont cependant montré que le hussitisme n'est pas né simplement de l'influence des idées de Wicief. S'il a ressenti les effets de la crise morale subie par la chrétienté dans l'Europe occidentale, c'est surtout à la situation intérieure du pays qu'il doit d'avoir pris des allures révolutionnaires. L'action de Hus, qui a donné son nom à tout le mouvement d'idées de la première moitié du XV^e siècle, est l'aboutissement de très anciennes aspirations du pays en même temps que du désir de voir réformée la vie chrétienne. Dès la seconde moitié du XIV^e siècle un intense mouvement intellectuel, lié à la fondation de l'université de Prague, s'était manifesté en Bohême. Il avait été précédé d'une période d'épanouissement économique résultant de la réforme monétaire de Venceslas II. De nombreux professeurs de l'université s'élevèrent alors vigoureusement contre l'état moral de l'Eglise; ce faisant, ils attirèrent l'attention de la jeune génération sur de brûlantes questions d'ordre théorique et pratique. Alors que ces critiques des maîtres de l'université agissaient presque exclusivement sur la jeunesse des écoles, quelques prédicateurs, surtout à Prague, agissaient sur le gros de la population. Prêchant dans la langue nationale, ils jetaient les germes d'un sentiment religieux plus profond. Les efforts aussi bien des maîtres de l'université que de ces prédicateurs tendaient au même but: apporter des réformes sérieuses à la vie chrétienne. Les deux courants se fondirent ensuite dans les doctrines de Hus, qui étaient donc une merveilleuse synthèse d'aspirations anciennes.

Ce qui caractérise la période ancienne, c'est la fondation de l'Etat de Bohême, son maintien et son développement. Les efforts d'unification des Přemyslides ayant, à la fin du X^e siècle, été couronnés de succès lorsque fut anéantie la domination de Slavníkovici sur l'Est de la Bohême, des difficultés surgirent — elles avaient même surgi auparavant — avec l'Empire romain germanique. Ce n'est pas, en effet, sans jalousie et sans hostilité que celui-ci avait vu croître un puissant Etat slave. Dès le IX^e siècle, l'Empire avait vu lui échapper son principal prétexte d'intervention dans les affaires de cet Etat, lorsque, grâce aux apôtres slaves Cyrille et Méthode, le peuple tchèque avait embrassé la religion chrétienne. Dans le conflit sans cesse croissant entre le christianisme oriental et le christianisme occidental (qui était, au fond, un conflit entre la civilisation orientale et la civilisation occidentale), le clairvoyant Svato-pluk, souverain de l'Empire de Grande Moravie, s'était montré hostile à la civilisation orientale. Les Přemyslides, héritiers de la dynastie morave des Mojmir, continuèrent cette politique réfléchie et clairvoyante.

Ils réussirent ainsi à éviter au peuple tchèque le sort que l'Empire germanique fit subir aux Slaves polabes. De cette façon, par sa civilisation, l'Etat tchèque se rattache à l'Europe occidentale. A cet égard, il influence sur sa voisine la Pologne dont, dans la seconde moitié du X^e siècle, le monarque Mieszko, sous l'influence de sa femme Doubravka, qui était Tchèque, embrassa le christianisme. La politique des Přemyslides visait à ce que l'Etat tchèque restât aussi indépendant que possible à l'égard du puissant Empire voisin. La Bohême devint, il est vrai, un fief du Saint-Empire romain germanique, mais, à l'encontre de qui se produisit pour les autres fiefs de l'Empire, elle conserva une certaine indépendance. Cela ne se fit naturellement pas sans fluctuations. En plusieurs circonstances, la politique de l'Empire mit en danger l'Etat tchèque, mais, chaque fois, aux périodes de décadence succédèrent des périodes d'épanouissement que facilitaient un constant affaiblissement de la puissance impériale. Finalement les rapports entre l'Etat tchèque et le Saint-Empire valurent au roi de Bohême (ce titre marquait d'ailleurs la puissance du monarque vassal) des droits importants et précieux et enfin la libération de toute obligation. L'habile politique des derniers Přemyslides, au XIII^e siècle, fit de l'Etat tchèque un Etat puissant qui fut souvent l'âme de toute la politique de l'Europe centrale. Le roi de Bohême était le premier des princes électeurs. On comprendra quelle forte position occupait l'Etat tchèque si l'on songe que, dans la seconde moitié du XIII^e siècle, Přemysl II forma le projet d'obtenir la couronne impériale. Cette tentative échoua, mais, plus tard, une autre réussit et Charles IV, roi de Bohême, fut élu empereur.

Comme ils avaient fait dans le domaine politique, les Přemyslides, représentants de la nation tchèque, se prononcèrent nettement pour la civilisation occidentale. Le christianisme oriental, répandu en Moravie et en Bohême par les apôtres Cyrille et Méthode, eut une heureuse influence en matière de civilisation. Prêché en langue slave, c'est-à-dire dans une langue accessible au peuple, il hâta la conversion du pays, enlevant ainsi à l'Empire germanique tout prétexte pour intervenir gravement dans les affaires intérieures de l'Etat tchèque. La civilisation occidentale put donc pénétrer dans les pays tchèques sans violence; or, vu le voisinage, c'est par l'intermédiaire de l'Empire germanique que cette civilisation pénétrait dans le pays. Néanmoins, à cet égard même l'influence de l'Allemagne n'était pas la seule. En effet un grand nombre de Tchèques allaient alors puiser directement à la source de cette civilisation occidentale, dans les pays latins (Italie et France). Le premier évêque de Prague, saint Adalbert, fit venir en Bohême des bénédictins d'Italie; le premier chroniqueur tchèque, Kosmas, était allé faire ses études en Occident. De plus en plus,

ensuite, l'influence unilatérale du milieu germanique fait place au contact direct de la civilisation occidentale. Sous le règne du premier roi de la Maison de Luxembourg, notamment, on voit apparaître les premiers effets des rapports entre la nation tchèque et la civilisation française, très avancée, effets qui ne feront que se développer ensuite.

Si l'on examine attentivement la période ancienne de l'histoire des Tchèques, on voit qu'elle se divise en deux époques, qui se séparent au début du XIII^e siècle. Au cours de la première règne un régime économique primitif, le régime du troc (bien que dès le X^e siècle on ait frappé monnaie), qui, dans le domaine social, se caractérise par l'existence de l'esclavage. L'époque suivante est marquée par d'importants changements économiques et sociaux. La fondation des villes entraîna la formation dans la vie sociale tchèque d'une nouvelle classe, celle de la bourgeoisie, qui devait jouer plus tard un rôle important dans le domaine économique et en matière de civilisation. La colonisation des campagnes mit fin à l'esclavage; une classe de manants, plus libres, fit place à celle des esclaves. La découverte des riches gisements de Kutná Hora, qui permit au roi Venceslas II de frapper des pièces d'argent, mit fin au régime du troc. Du point de vue ethnique, la colonisation des campagnes et la création des villes amenèrent d'importants changements. On voit, en effet, se mêler à la population du royaume, en grande majorité tchèque, un élément étranger nombreux, les Allemands. Cette minorité allemande eût pu constituer un grand danger pour la nation tchèque; les colons allemands, en effet, formaient un élément d'une grande force économique et qui, partant, jouissait d'une grosse influence. La noblesse tchèque avait alors renoncé à l'agriculture pour s'adonner aux pratiques de la chevalerie et s'exercer dans l'art de la guerre. Cette mode, venue surtout d'Allemagne, pouvait faire craindre que la noblesse tchèque et la dynastie qu'elle soutenait ne perdissent leur caractère national. La suite des événements montra cependant que cette germanisation de la noblesse tchèque était fort superficielle; la Chronique dite de Dalimil, qui est la première des chroniques tchèques rimées, prouve que la conscience nationale des Tchèques était demeurée très vivace.

Les historiens tchèques contemporains sont à peu près d'accord pour fixer à l'année 1346 les limites entre la période ancienne et la période moyenne de l'histoire de la nation tchèque. On est cependant loin d'un tel accord lorsqu'il s'agit de déterminer les limites entre la période moyenne et la période moderne. Palacký, et après lui M. Novotný, considère comme la limite la mieux appropriée l'année 1627, c'est-à-dire celle où la promulgation de la „Constitution nouvelle du Pays“ apporta „une nouvelle base juridique en vue d'amener un bouleversement complet des vues et

des conditions existantes". La bataille de la Montagne Blanche, certes, met fin à la merveilleuse tentative de la nation tchèque d'établir la vie tant privée que publique sur la base de l'Évangile. Il est certain également que la Réformation tchèque et la Contre-Réformation, dont les conceptions divergent totalement, sont deux mondes absolument opposés. L'échec de l'insurrection des Tchèques amena aussi un revirement néfaste dans le domaine national, et il faut reconnaître que la formation d'esprit inspirée par la Contre-Réformation n'eut pas une heureuse influence sur le caractère tchèque. Néanmoins, un abîme sépare les idées contemporaines aussi bien des conceptions de la Réformation que des conceptions de la Contre-Réformation. Il semble donc préférable d'associer dans l'histoire de la nation tchèque la Réformation et la Contre-Réformation, les conceptions de ces deux mouvements découlant d'un supranaturalisme. On ferait alors reculer les limites entre la période moyenne et la période moderne jusqu'à l'époque où, dans les pays tchèques, se manifestent les conceptions nouvelles, basées sur la science, la raison et l'intelligence humaines. Or, les premiers signes de ces conceptions apparaissent dans les pays tchèques sous le règne de Marie-Thérèse, c'est-à-dire vers le milieu du XVIII^e siècle. Alors en effet la Bohême est gagnée par les idées philosophiques venues d'Angleterre et de France, idées dont l'heureuse influence amena la renaissance de la nation tchèque. Il y a rapport de cause à effet entre le mouvement philosophique et la renaissance tchèque, car c'est grâce aux idées nouvelles que la nation tchèque pourra se relever de la décadence provoquée par la Contre-Réformation et inaugurer une existence meilleure parce que plus libre. Il est vrai, par contre, que l'absolutisme éclairé de Marie-Thérèse et de Joseph II portera un coup sensible à l'indépendance de la Bohême, laquelle, à partir de cette époque, se fonda parmi les provinces de l'empire des Habsbourg. Pour ces diverses raisons (dont la première est prépondérante), il convient de faire reculer les limites entre la période moyenne et la période moderne à l'année 1740, date de l'avènement au trône de Marie-Thérèse, qui marque le début du nouveau mouvement d'idées et où se manifestent les premiers symptômes d'une renaissance nationale.

La période moyenne de l'histoire de la nation tchèque se divise en deux époques tout à fait distinctes: l'époque du hussitisme (réformation tchèque) et l'époque de la Contre-Réformation. L'année 1627, où le catholicisme fut, dans un pays où jusqu'alors la majorité de la population n'était pas catholique, proclamé la seule religion d'État, cette année, comme on l'a dit, forme la limite très nette qui départage ces deux époques.

L'excellent historien français Ernest Denis, sincère ami de la nation tchèque, a écrit de fort belles pages sur le mouvement hussite. Il a dit notamment que le hussitisme a porté un coup mortel au moyen âge. Après une étude approfondie du hussitisme, cependant, les historiens tchèques contemporains ont acquis la conviction qu'au contraire ce mouvement, et il n'y a pas à s'en offusquer, est d'origine purement médiévale. Il serait d'ailleurs erroné de voir des rapports entre le hussitisme et le protestantisme du XVI^e siècle. Ces deux mouvements sont d'origines tout à fait différentes, le hussitisme devant sa naissance à des causes tout autres que celles qui ont donné naissance au protestantisme. Le hussitisme est le fait d'une nation jeune, aux énergies neuves, qui, après s'être imprégnée de la vieille civilisation occidentale, entend édifier sur ces bases anciennes une nouvelle existence chrétienne. Ce mouvement religieux tchèque se préoccupe moins de recherches spéculatives d'ordre théologique que d'expériences pratiques; il ne lutte pas pour l'interprétation théorique de la Sainte-Ecriture, mais pour l'application des principes évangéliques à la vie pratique. Au fond, le mouvement hussite tendait à purifier l'existence, à amener une renaissance de la vie morale. En faveur de cet idéal, la nation tchèque ne s'est pas contentée de lutter par la plume, elle a aussi fait le sacrifice de sa vie. Sous des apparences religieuses, le hussitisme dissimule la plénitude de la vie nationale, profondément morale et sincère. Le hussitisme est, en somme, un mouvement vers le progrès; si, comme toutes les manifestations du moyen âge il use de formules théologiques, il n'en est pas moins de caractère purement profane.

Cela explique pourquoi le hussitisme ne se préoccupe pas seulement de la réorganisation des affaires religieuses et ecclésiastiques, mais pourquoi il s'efforce d'organiser aussi le royaume conformément à son idéal. Le hussitisme ne s'oppose pas seulement à l'Église ancienne, mais aussi à la dynastie des Luxembourg dont le représentant d'alors, le roi Sigmond, fut détrôné. La nation tout entière prend part à la lutte sans s'effrayer des forces supérieures qu'elle a contre elle, aussi s'assure-t-elle le respect de ses adversaires les plus déterminés. La nation tchèque a su ainsi débarrasser les villes de leur vernis allemand, et elles ont pris la tête du mouvement. L'Église ayant été privée de ses immenses biens, les prêtres qui avaient adhéré au hussitisme ne s'appuyaient plus sur des vastes latifundia de la „main morte". Au début des guerres hussites se manifesta également un mouvement social dont le programme fut notamment développé par les chiliastes. Il sembla alors que le monde ancien, son organisation et sa culture allaient sombrer. Néanmoins la clairvoyance de certains (parmi lesquels Žižka) parvint à orienter le fa-

natisme des foules vers une autre voie, vers la défense de la nation tchèque. Dans cette âpre lutte les „champions de Dieu“, ces chevaliers aux mœurs pures et intègres, firent merveille. L'idée qu'ils réalisaient la loi divine emplissait tous les esprits.

Un tel héroïsme coûta naturellement beaucoup d'existences et de biens. Aussi, après ces longues années de campagnes, aspirait-on à la paix, d'autant plus que, Žižka, chef suprême, ayant été emporté prématurément, aucune autorité n'était assez puissante pour régler le malentendu surgi entre les radicaux et les hussites modérés. Les dirigeants de la nation tchèque ne se refusaient pas à une transaction avec l'Eglise, se contentant de demander que leur programme, résumé en quatre articles, leur fût accordé. Les Pères du Concile de Bâle, devant lesquels, en tant que membres réguliers du Concile, les délégués tchèques vinrent soutenir les vues de leur nation, mirent à profit le conflit qui avait ainsi éclaté entre les deux groupes. Ceux-ci finirent par en venir aux mains; ils se battirent à Lipany, où les radicaux furent défaits. La plus grande partie de la nation accepte alors les compactata, piteux résultat de ces longues luttes. L'empereur Sigmund remonta sur le trône d'où il avait été chassé, et il semblait que la réaction dût triompher sur toute la ligne.

L'idée hussite, cependant, n'était pas morte; elle était plus vivace au sein de la nation que ses adversaires ne l'avaient cru. L'Union des Frères Bohêmes (ou Moraves) née sous l'inspiration des écrits de Chelčický, redonna une force nouvelle au programme moral du hussitisme; quant à l'idéal profane des hussites, il s'incarna dans Georges de Poděbrady. Ce roi aux convictions anti-cléricales s'efforça de réaliser un plan grandiose, mais impossible à cette époque. Il voulait grouper contre la curie romaine les principaux monarques d'Europe. Il dut cependant se borner à défendre l'existence de la Bohême utraquiste contre la peu clairvoyante politique de la curie romaine et les intrigues de la minorité catholique du pays. Les avances pacifiques que fit à Rome le roi Georges furent repoussées, si bien que, par la faute de l'Eglise romaine, se trouvait créée la situation qui, au XVII^e siècle, aboutit à la Montagne Blanche. Si, en 1564, à la demande de Ferdinand I^{er}, le pape put accorder (trop tard d'ailleurs) les compactata à la nation tchèque, les papes Pie II et Paul II eussent tout aussi bien pu le faire. Or, l'intransigeance de la curie romaine ramena les Tchèques à leur radicalisme; le nombre des adhérents à l'Union des Frères Bohêmes augmenta et celle-ci se décida à ce que les hussites n'avaient jamais osé faire, à une rupture complète avec l'Eglise occidentale.

L'utraquisme tchèque désemparé trouva un puissant appui dans l'action de Luther. Ceux des utraquistes tchèques qui n'avaient pas osé

suivre l'Union des Frères Bohêmes trouvèrent dans le luthéranisme une aide contre Rome. Le protestantisme donne naissance à un nouvel utraquisme tchèque qui, bien qu'apparenté au luthéranisme, ne se confond pas avec lui. Les nouveaux utraquistes ne se considéraient pas comme satisfaits par les compactata, auxquels, en fin de compte, n'adhéra plus qu'une minime partie de la nation. On s'explique donc les efforts faits alors en vue de l'élaboration d'un nouveau programme national approprié aux changements intervenus. La situation des Tchèques non-catholiques devint d'autant plus difficile qu'à partir de 1526 le trône de Bohême fut occupé par les Habsbourg, qui avaient, presque sans réserves, pris le parti de Rome. Dès la seconde moitié du XVI^e siècle, le royaume de Bohême devient le théâtre de la lutte entre la Réformation et la Contre-Réformation. Les Jésuites s'efforcent d'y créer une atmosphère propice à leurs projets de recatholisation. Grâce à leurs persévérants efforts, ils réussirent à former une génération catholique faible sans doute par le nombre, mais forte par sa résolution de vaincre, fût-ce par la violence, la majorité de la nation.

Ce fut alors l'intransigeance et l'agressivité des catholiques qui poussa à régler par la force la question tchèque. Les non-catholiques, qui avaient toujours respecté les droits des catholiques, étaient prêts aux plus vastes concessions. Il leur était certainement pénible de voir que les plus hautes fonctions, auxquelles leur nombre leur donnait droit, leur étaient fermées. Leurs actes n'étaient cependant pas dictés par un égoïsme intéressé, mais par leur désir de faire respecter une précieuse liberté religieuse chèrement acquise. Lorsqu'en 1618 les États de Bohême entrèrent en lutte contre la réaction, ce n'est pas sans raisons ni sans réflexion qu'ils le firent. La défénéstration ne fut pas, comme le prétend Denis, un crime, mais un acte de légitime défense. Les gens qui, en effet, furent jetés par les fenêtres du château de Prague, étaient des violateurs des lois, c'est-à-dire des traîtres. D'ailleurs la catastrophe de la Montagne Blanche est due en grande partie à des circonstances qu'il était impossible de prévoir. Les Tchèques non-catholiques croyaient pouvoir compter sur l'aide du protestantisme allemand, qui, l'électeur de Saxe s'étant rangé du côté de la Contre-Réformation, trahit la cause évangéliste. La fameuse „fidélité allemande“ prit, en réalité, figure de perfidie, si bien que la défaite des Tchèques est due surtout au manque de solidarité de la réformation allemande.

La bataille de la Montagne Blanche mit fin à l'évolution jusqu'ici suivie par la nation tchèque. La Contre-Réformation profita de son triomphe: la majorité fut réduite par la force, ruinée matériellement et (nous ne parlons que de la population franche) obligée de s'expatrier.

Or, la culture contre-réformatrice imposée au peuple et hostile à la nation tchèque ne pouvait servir de base à un nouveau programme national. La conscience nationale subit donc une décadence; la germanisation s'étendit sur le pays, gagnant surtout les villes. Le bouleversement consécutif à la Montagne Blanche avait affecté surtout les villes et la petite noblesse, qui avaient été jusqu'alors les principales représentantes de l'idée nationale. C'est sur elles, qui étaient à la tête de la nation, que s'abattit le plus pesamment la main du vainqueur, aussi est-ce principalement dans les villes et la petite noblesse qu'apparaît la décadence de la nation. Cette nation est, comme „rebelle et hérétique“, mise au ban de la société; ceux mêmes des Tchèques qui finissent par faire leur soumission au catholicisme sont considérés avec dédain. Quant à la population rurale, liée au sol, elle est exploitée aussi bien par l'Etat que par le seigneur. C'est par le dur labeur du paysan tchèque que la dynastie des Habsbourg a pu s'élever, et cependant sa politique était hostile à la nation tchèque; ses luttes sur le Rhin et en Hongrie pour l'Empire germanique ont été menées en grande partie aux frais des Tchèques cependant que la Bohême était plongée dans la misère matérielle et morale. Pendant plus d'un siècle la nation tchèque dut suivre cette voie douloureuse. Elle a su, certes, ne pas oublier sa langue, et voir le danger qui la menaçait, mais elle n'avait plus la force, sans secours étranger, de mettre fin à l'oppression dont elle souffrait.

Ce n'est qu'au milieu du XVIII^e siècle qu'une aube nouvelle apparut en Bohême avec les idées philosophiques qui inauguraient une ère nouvelle dans l'histoire de la nation tchèque. Cette période moderne de l'histoire nationale comprend visiblement deux époques dont l'une s'achève en 1848, année qui marque la fin du régime absolutiste et le début de l'ère constitutionnelle. D'autres raisons d'ailleurs distinguent la seconde moitié du XIX^e siècle de l'époque antérieure. La période moderne de l'histoire des Tchèques est marquée par la renaissance nationale. Cette renaissance est due surtout à l'influence de la philosophie occidentale, à laquelle vinrent s'ajouter, d'une part le souvenir de la Réformation tchèque et, d'autre part, le réveil de la conscience nationale au temps de la Contre-Réformation, réveil qui se manifesta avec éclat dans les écrits du Jésuite Balbín. L'idée de liberté si hautement proclamée par les philosophes et leur haine de la violence aussi bien morale que physique, ouvrirent à la nation tchèque la voie qui devait la conduire à l'indépendance. Le rationalisme scientifique des philosophes amena la création d'une nouvelle science tchèque, et notamment de l'histoire, qui eut une si profonde influence sur la renaissance nationale. La connaissance du passé élargit la conscience nationale des Tchèques; ceux-ci, non seulement

arrêtèrent les progrès de la germanisation, mais, passant à la contre-attaque, s'efforcèrent de reconquérir les positions perdues. Dans ce mouvement de renaissance, les chefs de la nation tchèque, sortis de la bourgeoisie, trouvèrent l'appui de certains membres de la noblesse, lesquels usèrent de leur influence pour dissiper la défiance du gouvernement centralisateur et germanisateur de Vienne à l'égard des Tchèques et de leurs efforts.

Le principal problème de la renaissance tchèque était de gagner les villes et les classes instruites. Alors, en effet, que, même pendant la Contre-Réformation, les campagnes avaient conservé la langue nationale, les villes avaient subi, à partir de la seconde moitié du XVII^e siècle une germanisation qui, pour être superficielle n'en était pas moins dangereuse. Malgré cette germanisation, c'est cependant des villes que partit le mouvement de renaissance; c'est que l'esprit philosophique avait bien plus tôt et bien plus profondément agi sur les villes que sur les campagnes. Tout comme pendant la période hussite, les villes étaient devenues le centre du mouvement, et comme alors leurs efforts furent couronnés de succès. La lutte qui devait aboutir à la renaissance nationale fut naturellement longue; elle ne s'est achevée qu'à la conquête de l'indépendance politique.

L'épanouissement de l'idée nationale au cours de la période moderne rencontra naturellement divers obstacles. La Maison des Habsbourg avait, par principe, été toujours hostile à la nation tchèque. Même lorsque fut inaugurée l'ère de la philosophie, elle ne prit pas fait et cause pour les efforts de la nation tchèque. Le „despotisme éclairé“ de Joseph II eut, il est vrai, d'heureuses conséquences pour la nation tchèque, de même que les tendances centralisatrices et germanisatrices du gouvernement contribuèrent grandement au réveil de la conscience nationale. Toutefois ni alors, ni dans la première moitié du XIX^e siècle, si les Habsbourg ne s'opposèrent pas au mouvement tchèque, ils ne le soutinrent pas non plus. Le nouveau mouvement national tchèque rencontra un rude adversaire dans le nationalisme allemand né pendant la période romantique et qui s'affirma surtout dans la seconde moitié du XIX^e siècle, pendant l'ère constitutionnelle. C'est cette forme du libéralisme allemand qui constitua le plus gros danger pour la cause tchèque; c'est lui qui provoqua ces ardentes luttes ethniques qui devaient aboutir au démembrement de l'Autriche-Hongrie.

Ce n'est qu'en 1848 que les dirigeants de la nation tchèque formulèrent un programme politique. Jusqu'alors ils ne s'étaient attachés qu'au relèvement intellectuel de la nation, puis à son relèvement économique. Tout d'abord, le programme politique des dirigeants bourgeois de la nation tchèque ne tendait qu'à la fédéralisation de l'Autriche conformément

au droit naturel. Ces tendances fédéralistes n'ayant pas abouti, les luttes politiques ultérieures s'appuyèrent sur les droits politiques de la Bohême, en vertu desquels la nation tchèque réclama l'autonomie des pays de la Couronne de Bohême. Le compromis austro-hongrois de 1867 rendit plus difficile, voire impossible, la lutte en faveur des droits politiques de la Bohême. L'empire des Habsbourg se trouva depuis lors divisé en deux sphères d'intérêts: la sphère des intérêts allemands dans la partie occidentale de la monarchie, et la sphère des intérêts hongrois, dans la partie orientale. Il s'agissait, en fait, de clouer au mur tout aussi bien les Tchèques que les Slovaques. Comme il fallait s'y attendre, la politique anti-tchèque du gouvernement de Vienne ne fit qu'augmenter la résistance des Tchèques, si bien que l'empereur François-Joseph désemparé ne fit que balancer entre cette politique et des sentiments plus conciliants. A plusieurs reprises, il promit solennellement aux Tchèques de faire droit à leurs revendications les plus essentielles; ce fut chaque fois une déception pour la nation tchèque. La situation apparut donc si désespérée que les Tchèques finirent par croire que les justes revendications de leur nation n'auraient de chance de succès qu'après la chute des Habsbourg. A la formule de Palacký: „Si l'Autriche n'existait pas, il faudrait, dans l'intérêt de l'Europe et même de l'humanité, la créer“, fait bientôt place celle que proclamait plus tard ce même chef politique lorsqu'il disait: „Nous existions avant l'Autriche, nous existerons encore après elle.“ Malgré tout, la grande guerre, en 1914, surprit la nation tchèque sans préparation. Peu après cependant ses chefs politiques se rendirent compte que l'heure décisive était venue. L'un d'eux, notamment, M. Masaryk, qui, avant la guerre, avait en plusieurs circonstances dévoilé la turpitude de l'Autriche-Hongrie, devait devenir à l'étranger, à un moment où se jouait le sort de l'Autriche-Hongrie et de la nation tchèque, le représentant le plus autorisé de la nation. Grâce à l'aide des Puissances alliées, s'appuyant sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, droit que la nation tchèque proclamait depuis longtemps, put ainsi s'accomplir le dernier acte de la renaissance nationale des Tchèques.

La lutte menée par la nation tchèque, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, contre le germanisme et la dynastie des Habsbourg ne passa pas inaperçue hors d'Autriche-Hongrie. Comme, pour beaucoup d'hommes politiques des pays d'Occident, l'existence de l'Autriche semblait nécessaire à l'équilibre européen, ils suivirent avec l'intérêt les luttes intérieures de la monarchie danubienne. Mais, pour les bien comprendre, il fallait connaître le passé de cette monarchie, et surtout l'histoire des diverses nationalités qui la constituaient, qui seule pouvait permettre de bien saisir la situation de l'Autriche-Hongrie. C'est pourquoi beaucoup

d'étrangers s'adonnèrent à l'étude de la question tchèque et que certains même étudièrent l'histoire de la nation tchèque. C'est ainsi que deux éminents amis des Tchèques, Louis Leger et le comte Lützow, écrivirent des précis d'histoire de la nation tchèque destinés à l'information des pays occidentaux et des Iles Britanniques.

Parmi les étrangers qui se sont livrés à des recherches historiques touchant la nation tchèque, l'un des plus méritants est Ernest Denis. Après la défaite subie par la France en 1871, sa rare perspicacité conduisit Ernest Denis en Bohême, dans ce pays qui avait publiquement protesté contre la violence que l'impérialisme allemand imposait à la nation française. Avec une profonde sympathie, Ernest Denis étudia toute l'histoire de la nation tchèque et, sous une forme dramatique, la présenta aux érudits européens. Comme on pouvait s'y attendre, les ouvrages de Denis eurent un grand retentissement parmi les Tchèques eux-mêmes. Par ses travaux, en effet, Ernest Denis prenait place parmi les libérateurs de la nation tchèque et s'assurait sa profonde reconnaissance. La science historique tchèque peut n'être pas toujours d'accord avec les idées de l'historien français, elle n'en rend pas moins un sincère hommage à ce qu'il y a de positif dans l'œuvre de Denis, surtout à sa grandiose conception de l'histoire des Tchèques.

LIVRE PREMIER

ÉPOQUE ANCIENNE

(DEPUIS LES ORIGINES JUSQU'À L'AVÈNEMENT DE CHARLES IV, EN 1346)

CHÂPITRE PREMIER

LES CELTES ET LES GERMAINS

Insuffisance de données historiques. — Les premiers habitants: les Boïens et les Kotins de race celtique. — Défaite des Boïens par les Dares et les Marcomans. — Les guerres marcomannes. — L'offensive romaine sous Marc-Aurèle.

Ce qui accroît considérablement la difficulté des recherches historiques en ce qui concerne les pays tchèques, c'est que les peuples civilisés de l'antiquité, les Grecs et les Romains, ne sont entrés en contact que relativement très tard avec les peuplades barbares venant des contrées inconnues du Nord et se poussant l'une l'autre vers les terres soumises à l'Empire Romain qui les attiraient. Tandis que les pays occidentaux, la France et l'Angleterre, traversaient déjà une période bien connue de leur histoire, les contrées situées à l'est du Rhin et au nord du Danube restaient enveloppées d'un brouillard mystérieux, que les rares nouvelles apportées par de hardis marchands romains tendaient plutôt à épaissir qu'à dissiper.

Lorsque les Romains eurent connu les différentes tribus germaniques, et alors que les Goths ariens possédaient déjà une traduction de la Bible dans leur langue, l'histoire n'avait pas encore fait mention des peuples slaves. Ainsi donc leurs origines sont plongées dans des ténèbres dont l'historien s'efforce en vain de percer l'obscurité. Car, l'archéologie — science relativement récente — se montre ici impuissante à secourir l'histoire. Elle se sert d'une autre méthode de travail et, mettant à profit d'autres connaissances, elle arrive, il est vrai, à certains résultats, mais

ceux-ci sont souvent trop difficiles à concilier avec les données qui s'imposent à l'historien.

Les procédés de détermination ethnographique ou chronologique, si différents de ceux de l'histoire, ne peuvent être, au moins dans leur état actuel, acceptés par cette dernière. Il s'ensuit que l'historiographie tchèque en est encore réduite à faire usage des renseignements fragmentaires qu'elle trouve dans les géographes et historiens de l'antiquité dont la clarté est insuffisante, et qui laissent sans réponse les questions les plus importantes.

Quoi qu'il en soit, il est certain que les pays tchèques ont été habités, d'une façon ininterrompue, par une race d'hommes depuis l'époque diluvienne. A quelle souche ethnique appartenait-elle? Quels ont été ses mouvements? A quelle date se sont-ils accomplis? Autant de données qui nous échappent. Le premier peuple que l'histoire trouve installé en Bohême et qui lui donna son nom, c'est celui des Boïens, appartenant à la race celtique comme il appert de leurs yeux bleus, de leur teint clair, de leur haute stature et de leurs cheveux bouclés. L'habitat originnaire des Celtes se trouvait dans la partie méridionale de l'Allemagne actuelle et s'étendait jusqu'en Bohême et en Moravie. La Moravie septentrionale et les contrées adjacentes de la Silésie étaient habitées par la tribu celte des Kotins, célèbres par leur travail du fer. Du reste, le territoire des Boïens ne se restreignait pas à la Bohême (ils semblent avoir habité surtout le Sud et l'Ouest) mais il s'étendait jusqu'en Bavière. C'était un peuple puissant: vers 115 av. J. C. ils repoussèrent victorieusement, non loin de la frontière occidentale de la Bohême, les Cimbres de Germanie et les Teutons des Gaules, qui, deux ans plus tard, devaient anéantir l'armée romaine dans la terrible bataille de Noreia.

Que la Bohême ait été habitée par les Celtes, nous en avons pour preuve non seulement quelques rares renseignements historiques (dont le plus important est celui de la rencontre entre les Boïens et les Cimbres, relatée par Posidonios d'Apameia et qui nous a été conservé par Strabon) mais encore un certain nombre de noms géographiques incontestablement celtes, dont quelques-uns ont été mentionnés par Claude Ptolémée au deuxième siècle de notre ère. (Ainsi le nom du principal fleuve de la Bohême, l'Elbe, est aujourd'hui considéré comme d'origine celtique.) De leur résidence de Bohême, les Boïens étendirent leur domination vers le Sud, jusqu'au Danube et en Pannonie, où ils affermirent leur puissance en englobant les derniers restes des tribus de même race établies originellement dans l'Italie septentrionale, aux environs de Bologne.

Il semble bien qu'ils formaient, à cette époque, un vaste et puissant empire: leur roi Kritasir n'hésita pas à entrer en guerre contre le roi

du jeune mais puissant empire des Daces, Bérébiste. Une terrible rencontre eut lieu, vers l'an 60 avant J. C., dans laquelle les Boïens furent battus et la partie orientale de leur empire dévastée. Ils durent abandonner leur ancien habitat. Les commentateurs de César les mentionnent comme alliés des Helvètes. Ils finirent par s'établir sur le territoire des Eduens, et disparurent complètement en se fondant dans les peuplades environnantes.

Le départ des Boïens de la Bohême paraît aussi avoir eu pour cause la pression exercée sur eux par la tribu germanique des Marcomans, qui, au dire de Tacite, les aurait attaqués et vaincus à peu près à la même date que Bérébiste. Les Marcomans étaient une branche de la grande famille des Suèves, qui, partis du cours moyen de l'Elbe, se déversèrent sur la rive gauche du Rhin et s'allièrent, en 58 av. J. C., avec Arioviste, dans la lutte de ce dernier contre César. Ils essuyèrent encore, vers l'an 9 avant notre ère, une défaite que Claudius Drusus leur infligea; ce qui les força de quitter les terres qu'ils occupaient à l'occident, pour venir s'établir dans celles qu'avaient évacuées les Boïens, c'est-à-dire en Bohême. En même temps qu'eux, une autre tribu suève, les Quades, vint s'installer en Moravie. La tribu celte des Kotins s'était, pendant ce temps, déplacée dans la direction du sud et du sud-est, en pénétrant dans la Slovaquie actuelle, où elle trouva des conditions d'existence favorables, en exploitant les gisements de fer du pays.

Les Marcomans avaient été amenés en Bohême par Marabode, un barbare rusé, sorti des écoles de Rome et doué d'une perspicacité remarquable. Il fut le fondateur du vaste empire des Marcomans, qui comprenait, en outre, les Quades, les Hermundures, les Lombards, les Semnonnes et les Lugiens. Il avait son centre en Bohême et le siège principal du chef, le Maraboduum, se trouvait probablement derrière les murs fortifiés de Stradonice, près de Beroun (dans la vallée de la Berounka). Ce n'était d'ailleurs pas seulement la magnifique résidence d'un souverain puissant, mais aussi un centre de commerce important, entretenant des relations directes avec les emporiums romains. Le plan politique de Marabode, dont on ne saurait méconnaître la grandeur, était, comme on peut en juger par certains indices, d'édifier un grand empire germanique à côté de l'Empire Romain et vivant en bonne intelligence avec lui. Or, c'est justement ce qui constituait un danger pour Rome, car celle-ci se rendait parfaitement compte qu'il était impossible que deux États, si près l'un de l'autre, entretenissent longtemps des relations amicales. En l'an 6 de notre ère, l'armée romaine, conduite par Tibère, fils adoptif d'Auguste, entama des opérations militaires de vaste envergure, mais son action fut déjouée par une insurrection qui éclata subitement en Panno-

nie et en Dalmatie, ce qui obligea les Romains à conclure une paix hâtive avec Marabode. Pour ce dernier, cela équivalait à une victoire instantanée et il n'en cacha point son sentiment.

Cependant un autre péril naissait dans les rangs mêmes des Germains : un jeune chef des Chérusques, du nom d'Arminius, le vainqueur de Varus dans la forêt de Teutberg, en l'an 9 après J. C., devenait pour Marabode un rival d'autant plus dangereux qu'il promettait de délivrer la Germanie du joug des Romains. La neutralité que Marabode avait observée dans les guerres d'Arminius contre les Romains n'avait fait qu'ébranler sa position, en le rendant suspect aux yeux des partisans des libertés germaniques.

Tibère, devenu empereur, averti de la tension qui existait entre les deux partis, interrompit les hostilités qu'il avait entreprises contre les Germains (16 ap. J. C.), comptant sur une lutte entre Arminius et Marabode, que, dans l'intérêt de son empire, il cherchait plutôt à provoquer qu'à arrêter. Dès l'année suivante, peu après que les Lombards et les Semnonnes eurent abandonné le camp de Marabode, les deux ennemis entrèrent en lutte ouverte. Le combat qui devait en décider fut livré quelque part sur le territoire de la Saxe actuelle, sans que les armes décidassent du sort de la journée, mais des désertions en masse obligèrent Marabode à se réfugier en Bohême et à demander des secours à Rome. Celle-ci, fidèle à la tactique qui lui avait valu tant de succès, maintint sa neutralité, tout en envoyant, pro forma, Drusus comme intermédiaire. Lorsque, enfin, en 18 ou 19, la révolte éclata dans son propre entourage et quand *Katwalda* se fut emparé par surprise de sa forteresse, le chef naguère puissant et redouté de l'empire des Marcomans se vit contraint de chercher refuge sur le territoire romain, où Tibère lui assigna Ravenne comme résidence.

Les événements prouvèrent que Rome avait calculé juste en refusant tout secours militaire. *Katwalda* suivit bientôt Marabode chez les Romains pour leur demander protection contre le chef des Hermundures, *Vibilius*; presque en même temps Arminius était assassiné. Tibère établit dans le sud de la Moravie actuelle les gens qui avaient suivi Marabode et *Katwalda*, en leur donnant pour roi *Vannius*, de la tribu des Quades. Mais une révolte, conduite par le vieux *Vibilius*, éclata aussi contre ce chef reçu de Rome, en 50 ap. J. C. Vaincu dans un combat décisif, il fut également obligé de se réfugier sur le territoire romain et de se fixer en Pannonie. Ses neveux, *Vangio* et *Lido*, devinrent les chefs de l'empire marcoman et vécutrent en bons rapports avec Rome. A cette époque, les régions habitées par les Marcomans et les Quades n'étaient pas limitées à la Bohême et à la Moravie, elles s'étendaient plus loin, surtout dans la direction du sud, jusqu'aux rives du Danube. Mais les

relations amicales de leurs chefs avec Rome et le fait qu'ils étaient obligés de prendre part aux expéditions militaires des Romains, provoquèrent un mécontentement général chez les Marcomans, de sorte qu'ils refusèrent, avec les Quades, de combattre sous les aigles romaines, lorsque Domitien entreprit une campagne contre l'héritier de la puissance de Bérébiste, Décébal, roi des Daces. L'empereur, en colère, déclara la guerre à ses alliés infidèles, mais il essuya une défaite complète, qui ne put être réparée que quelques années plus tard.

Néanmoins, ce rétablissement de l'ancien état de demi-servitude, lui aussi, ne dura pas longtemps. La puissance de l'Empire Romain avait atteint son apogée quelques années auparavant et déjà on voyait apparaître les symptômes d'une décadence intérieure. Les bornes de l'Empire étaient assaillies avec une audace et une énergie sans cesse croissantes par les barbares germains, trop à l'étroit sur leurs territoires et alléchés par les richesses fabuleuses du grand empire de l'antiquité. Déjà, sous Antonin le Pieux, s'étaient manifestés les signes précurseurs de ces guerres qui devaient être comprises dans l'histoire sous le nom général, mais non tout à fait exact de „guerres marcomannes“. Les Marcomans, certes, y prirent part, à côté d'autres peuples germains, mais ils n'y combattirent point seuls et leur rôle n'y fut pas des plus décisifs.

La plus vigoureuse attaque des Germains eut lieu sous l'empereur philosophe Marc-Aurèle (162 — 180), au moment où l'Empire Romain était engagé en Orient dans une guerre épuisante contre les Parthes. Ce fut cette circonstance qui fit paraître la première invasion germanique si menaçante et si dangereuse que Rome, cette ville sceptique, revint tout d'un coup aux autels délaissés et adressa ses prières aux dieux, qui semblaient seuls avoir assez de puissance pour arrêter le flot des barbares, s'apprêtant à engloutir la civilisation matérielle et spirituelle des provinces romaines de l'Europe centrale. En 166, l'empereur, accompagné de son frère, Lucius Verus, le vainqueur des Parthes, se mit en route pour le Nord. Ils passèrent les Alpes et remportèrent sur les Quades une victoire décisive. Mais après le retour de Marc-Aurèle en Italie et la mort de Verus, de nouvelles défaites se succédèrent et amenèrent même le siège d'Aquilée par les barbares. En 169, Marc-Aurèle, à la tête d'une armée toute fraîche, entreprit une seconde expédition dans les pays du nord. Son intervention énergique et son abnégation exemplaire lui permirent, après avoir infligé une seconde défaite aux Quades, de dater de Vindobona, la future Vienne, le second livre de ses „Pensées“. Du reste, l'offensive romaine ne s'arrêta pas au Danube.

L'armée romaine gagna la rive gauche du fleuve et s'avança dans la direction du Nord jusqu'en Moravie. Ce fut là qu'un fort orage — cette

„pluie miraculeuse“ qui figure sur les reliefs de la colonne de Marc-Aurèle — sauva l'armée romaine au moment où elle était menacée d'une catastrophe imminente et permit à l'empereur de dicter la paix aux Quades, ne leur imposant, toutefois, que des conditions modérées. L'armée romaine attaqua bientôt après les Marcomans et pénétra victorieusement jusqu'en Bohême. L'invasion germanique semblait être refoulée; Marc-Aurèle prit le titre de „Germanicus“. Mais cet espoir se montra bientôt prématuré, car après une nouvelle victoire des Romains sur les Quades et les Marcomans, Marc-Aurèle fut rappelé subitement en Orient par une révolte fomentée contre lui par Avidius Cassius et à laquelle l'épouse de l'empereur, Faustine, n'était pas étrangère. Cette révolte fut réprimée, mais les exactions commises par les garnisons romaines laissées dans les pays germaniques provoquèrent de nouveaux soulèvements qui obligèrent Marc-Aurèle à entreprendre, en 177, une troisième expédition dans les contrées du nord. Les légions romaines firent preuve une fois de plus de leur ancienne endurance, mais la mort qui surprit l'empereur, en 180, à Vindobona, l'empêcha de recueillir les fruits d'une série de combats victorieux. Son successeur, Commode, conclut une paix hâtive qui rangeait les Marcomans parmi les nations tributaires de l'Empire.

La Bohême et la Moravie étaient encore à cette époque le centre des régions habitées par les Marcomans et les Quades, bien que ces deux peuples se fussent déjà, par suite d'une évolution naturelle, avancés vers le sud jusqu'au Danube. Ils continuèrent dans la suite leur mouvement dans la direction du sud et du sud-est, de sorte que la Bohême et la Moravie se vidèrent peu à peu pour faire place à une nouvelle race qui devait s'y installer définitivement — c'étaient les Slaves... Le nom des Marcomans ne disparut pas à ce moment, mais, d'après les documents de l'époque qui nous ont été conservés, il est évident que leur force et leur importance furent éclipsées par celles des autres peuplades germaniques. Pendant un certain temps, les Quades occupèrent les contrées que les Kotins avaient occupées dans la Slovaquie occidentale; mais leur pouvoir, comme celui des Marcomans, s'était déjà si affaibli au IV^e siècle qu'on les redoutait peu, comme le remarque l'historien romain Ammien Marcellin. Il est probable qu'à cette époque les deux peuples germaniques en question devaient avoir été englobés dans le vaste empire des Ostrogoths, dont le centre se trouvait dans la Russie actuelle. Finalement, ce qui restait des Marcomans se retira en Bavière, où ces émigrés de la *Boiohaemia* constituèrent cette branche méridionale des Allemands qu'on appela les Bavarois. Les Lombards, au cours de leurs pérégrinations, s'installèrent pendant quelques temps sur les territoires que les Quades avaient occupés en Bohême.

CHAPITRE II

L'ARRIVÉE DES SLAVES

Les Slaves en Bohême. — Le berceau et la répartition des Slaves. — Slaves et Germains. — Autochtonie des Slaves de Bohême. — Fin du peuplement des pays tchèques. — Arrivée des Slaves en Slovaquie. — Les Slaves de Bohême, de Moravie et de Slovaquie forment un seul groupe linguistique. — Les Slaves sous le joug des Avars. — Samo, fondateur d'un empire slave. — Les Slaves, tributaires de l'Empire franc.

La colonisation des pays tchèques par les Germains fit place à celle des *tribus slaves*. A quelle date cela se passa-t-il? Dans quelles circonstances cela se fit-il? Nous n'en savons presque rien aujourd'hui. Une antique légende, rapportée par le plus ancien des chroniqueurs de Bohême, Cosmas († 1125), doyen du chapitre de l'église de Prague, nous parle de l'ancêtre Čech, arrivant de l'Est, après avoir passé trois fleuves et trouvant dans la vallée de l'Elbe une contrée convenable pour y établir son peuple.

L'idée de nationalité et d'État tchèque, telle que nous la comprenons de nos jours, ne s'est formée, comme nous le verrons, qu'au cours des X^e et XI^e siècles, grâce surtout à la dynastie des Přemyslides, qui créa l'État tchèque, non seulement en lui donnant la forme d'un organisme politique particulier, mais en développant en lui les caractères d'une nation.

Il serait donc inexact de parler d'une nation tchèque avant le X^e siècle: le nom de tchèque ne servait alors à désigner que les membres d'une des tribus qui s'étaient établies en Bohême à côté de bien d'autres peuplades slaves. Voilà pourquoi la légende de Cosmas, mentionnée plus haut, qui parle d'un seul peuple et d'un seul chef, ne correspond à l'état des choses qu'à partir du XI^e siècle. En réalité, d'ailleurs, la colonisation de la Bohême par les peuplades slaves avait été bien plus compliquée et avait demandé assez de temps pour s'effectuer.

Le rameau slave des Tchèques forme une partie de la grande famille slave, dont il faut placer le berceau, d'après les résultats actuels des recherches scientifiques, dans la plaine marécageuse qui s'étend au delà des Carpathes entre la Vistule et le Dniéper. Les Slaves appartiennent, quant à la langue, au groupe indo-européen, en dépit des éléments étrangers qui sont venus, au cours des temps, grossir leur vocabulaire. Dans leur patrie primitive, ils se divisaient déjà en plusieurs groupes et leurs

différences linguistiques s'accrurent à mesure que les diverses tribus, poussées par la surabondance de la population, furent obligées de chercher, de plus en plus loin de leurs demeures ancestrales, de nouveaux terrains de colonisation. Avant leur dispersion, ils se partageaient en trois grandes branches. La première, dite du Nord-Est, comprend aujourd'hui les Russes, divisés en Grands-Russes, Petits-Russes et Blancs-Russes; la deuxième, ou groupe des Slaves du Nord-Ouest, comprend les Tchécoslovaques, les Serbes de Lusace — derniers descendants des Polabes — et les Polonais. On compte dans le troisième groupe, dit groupe du Sud, les Serbo-Croates, les Bulgares et les Slovènes. Ces branches, à leur berceau, ne formaient pas entre elles un seul organisme politique, quoiqu'elles dussent parfois s'unir, soit pour se défendre, soit pour entreprendre des conquêtes.

Le mot „*Slave*“ dérive probablement de la même racine que le mot „*Slovo*“ (parole) et servait à désigner les gens qui pouvaient s'entendre entre eux dans leurs langues, en contraste avec les étrangers dont le langage était inconnu.

Le caractère national des Slaves s'accusait déjà au temps où ils vivaient tous encore de l'autre côté des Carpathes. Depuis Palacký, le grand historien tchèque, une légende romantique s'est propagée, représentant les Slaves „doux comme des pigeons“; ils auraient été pacifiques et d'esprit démocratique, à l'encontre de leurs voisins, les Germains. En fait, au moment où ils apparaissent sur la scène de l'histoire, leur principale occupation est l'agriculture, à laquelle ils sont contraints de s'adonner par la nature même du pays. Cependant, en cas de besoin, ils savaient abandonner leur charrue primitive pour courir aux armes qu'ils s'entendaient à manier avec autant d'habileté. Eux aussi d'ailleurs étaient poussés, comme tous les barbares, par la soif des richesses, mais ils n'entrèrent que relativement très tard en contact avec les peuples civilisés de l'antiquité.

Cependant, quoique l'histoire ne parlât point d'eux, ils ne vivaient pas entièrement isolés, comme en témoignent les mots germaniques passés dans leurs langues avant leur dispersion.

Les Slaves s'étaient donc rencontrés déjà dans leur patrie primitive avec les Germains. Ceux-ci occupaient à l'origine la partie septentrionale de la péninsule du Jutland et les contrées méridionales de la Scandinavie. De là, ils descendirent lentement vers le Sud et quelques-uns eurent à traverser, dans leur marche progressive, les territoires occupés par les Slaves. Le plus important de ces passages de Germains, au point de vue slave, fut celui des Basternes qui se déplacèrent lentement au cours du IV^e siècle avant notre ère, de l'Elbe vers la Mer Noire. Non moins riche en conséquences fut la prise de contact, qui se produisit

plus tard, des Slaves avec les Goths: ces derniers réussirent même à en assujettir une partie.

Si l'histoire a pu déterminer les directions dans lesquelles les Slaves se dispersèrent en quittant leur berceau commun au delà des Carpathes, elle est, par contre, très embarrassée pour en fixer la date. Evidemment, les migrations de peuples doivent être considérées comme une progression très lente, puisque la cause principale qui les a engendrées, à savoir la surpopulation, ne s'est point fait sentir tout d'un coup dans toute son acuité. Pour peu que l'on soit familier avec l'histoire, on sait que le mouvement qui a reçu le nom d'invasions barbares, commença à une époque qui ne nous a pas laissé de documents historiques, et que le flot principal se déversa à l'aube du moyen-âge. Il faut donc supposer que la dispersion des Slaves avait commencé, elle aussi, avant l'ère chrétienne, dans la première moitié du I^{er} millénaire avant J. C., tandis qu'elle ne s'est terminée qu'après l'installation de quelques-uns d'entre eux dans la péninsule Balkanique, c'est-à-dire à une époque tout-à-fait historique. Le processus fut très lent: les premières avant-gardes furent suivies de masses de plus en plus grandes, sans que le centre de rayonnement fût jamais entièrement abandonné et sans que tout contact avec le point de départ fût rompu. L'expansion des Slaves se fit d'abord dans la direction de l'Est, qui s'ouvrait devant eux sans présenter d'obstacles sérieux. Vers le Sud et l'Ouest, les Carpathes dressaient leurs crêtes difficilement franchissables, puis on rencontrait des fleuves qui coulaient tous dans le sens des méridiens, enfin les tribus germaniques qui barraient le passage. Ces obstacles n'étaient cependant pas insurmontables. Les Germains eux-mêmes se trouvaient aussi en mouvement, de sorte que leur présence ne pouvait empêcher les premiers habitants slaves de venir s'intercaler de-ci de-là au milieu d'eux.

On peut en déduire que la Bohême, surtout au Nord et au Nord-Est, avait déjà des colons slaves, sinon à l'époque des Boïens, du moins à celle des Marcomans, comme en témoigne la découverte de nombreux champs d'urnes cinéraires du type lusacien-silézien. La Moravie du Nord et, avant elle, la Silésie furent aussi selon toute probabilité occupées par des Slaves après le départ des Kotins.

Ces colonies ne furent certainement pas très compactes au début: elles durent s'installer prudemment dans les espaces laissés libres entre les régions habitées par une population plus ancienne. La philologie, surtout, nous enseigne que les nouveaux venus reçurent des anciens habitants certaines de leurs institutions et inventions et notamment leur empruntèrent des dénominations géographiques celtiques et germaniques; mais, accrues par l'afflux continu des Slaves arrivant de l'Est, ils finirent par

absorber les restes de la population primitive. Ce processus dura quelques siècles et nous ignorons entièrement s'il s'accomplit paisiblement ou par la force. A en juger par analogie, il dut se faire alternativement des deux façons. Les pays les premiers occupés furent donc la Bohême du Nord et la Moravie septentrionale avec la Silésie. La marche continua ensuite surtout vers le Sud et ne s'arrêta qu'aux bords du Danube, suivant pas à pas le mouvement des Marcomans et des Quades qui se pressaient l'un l'autre dans cette direction. A l'Ouest, la ceinture de montagnes qui borne de ce côté la Bohême fut atteinte et même dépassée en quelques endroits, quoique pour peu de temps. Quant aux Slaves qui s'établirent en Slovaquie, nous ne devons pas les considérer comme venus seulement dans le pays directement par le Nord; le col de Vlára, qui coupe les Blanches-Carpathes à l'Ouest, a certainement joué un grand rôle dans les relations entre les Slaves tchéco-moraves et ceux de la Slovaquie.

Les Slaves de Bohême, de Moravie et de Slovaquie formaient à cette époque un seul groupe linguistique; il portait, il est vrai, les germes d'une floraison dialectale, mais ces germes ne pouvaient produire les différences qui existent aujourd'hui que sous l'influence d'une évolution politique et d'un progrès social différents. Les Slovaques actuels ont la même origine que les Tchèques, ce sont des rameaux de la même branche et, au point de vue ethnographique aussi bien que philologique, il faut les considérer comme une seule nation. Les théories tendant à faire croire que les Slovaques faisaient partie du groupe des Slaves méridionaux, ont été édifiées sur des hypothèses fragiles et proviennent d'études superficielles. Les tendances anti-tchèques et magyarophiles y ont joué le plus grand rôle, car les Magyars ont toujours vu d'un mauvais œil l'intérêt sincère que les Tchèques témoignaient à cette branche sœur. Le centre principal des tribus slovaques était originairement la Slovaquie occidentale et il restait en contact avec les autres tribus qui s'étaient installées dans le Sud-Est de la Moravie et qui, aujourd'hui encore, témoignent de la continuité du langage.

On ne peut cependant pas considérer comme absolument impossible qu'il y ait eu des relations avec les Slaves méridionaux. Jusqu'aux environs de l'ère chrétienne, le bassin hongrois était évidemment occupé tout entier par les Slaves, qui, ayant franchi le Danube, commençaient à progresser vers la péninsule des Balkans. Tout graduel que fut leur déplacement, il n'en était pas moins continu; la force supérieure des tribus guerrières ennemies savait bien les exploiter, mais non pas les exterminer. Le Danube devint alors la ligne de séparation entre les tribus des Slaves occidentaux et celles des Slaves méridionaux. Ce voisinage

fut rompu, d'une part, par la poussée des Allemands venant de l'Ouest, à l'époque de Charlemagne, et, d'autre part, par l'invasion des Magyars, venant de l'Est, vers la fin du IX^{ème} siècle. C'est alors que se forma ce mélange bigarré de langues et de peuples qui caractérise les pays du Danube; sans les malencontreuses invasions du IX^{ème} siècle, l'histoire de l'Europe centrale aurait pris un autre cours.

Les Allemands et les Magyars se considéraient dans l'ancienne monarchie austro-hongroise comme les maîtres légitimes des pays danubiens, quoiqu'ils y fussent des intrus et non pas les premiers occupants et qu'ils s'y fussent établis aux dépens des Slaves, par la violence. A l'aurore de l'époque historique, l'Europe centrale était complètement occupée par des tribus slaves et la ligne formant leur frontière à l'occident allait de l'embouchure de l'Elbe à Trieste. De même que les tribus slaves établies en Bohême et en Moravie eurent à soutenir des luttes continuelles contre les empiétements des Allemands, de même les tribus slovaques furent toujours exposées aux coups des Magyars. Si donc l'illustre historien tchèque Palacký a démontré que les luttes continuelles entre les Slaves et les Germains constituent le fond de l'histoire des Tchèques, nous pouvons en dire autant des luttes entre les Slaves et les Magyars pour l'histoire des Slovaques. Le trait fondamental de l'histoire des deux branches de la nation tchécoslovaque est donc le même. Il est vrai que, jusqu'au XIX^{ème} siècle, le danger de la magyarisation était bien moins grand que le danger de la germanisation. Mais au cours du XIX^{ème} siècle s'opéra un changement total: tandis que les Tchèques se remettaient de leur mauvaise fortune, la branche slovaque était foulée aux pieds et exterminée systématiquement et brutalement par les Magyars.

L'occupation des territoires de la Bohême par les Slaves était déjà achevée vers la première moitié du VI^e siècle; mais quelques dizaines d'années plus tard, ils furent obligés de se soumettre au rude esclavage que leur imposa la peuplade turco-tatare des Avares, ce qui eut, d'ailleurs, pour résultat final d'amener la fondation du premier empire slave, dont la Bohême fut le centre. Après qu'ils eurent défait les Gépides et que les Lombards se furent dirigés sur l'Italie, les Avares fondèrent en Pannonie (dans la Hongrie actuelle) un puissant empire, qui, après avoir soumis de nombreuses tribus slaves, ses voisines, devint un fléau continu pour les deux empires romains d'Orient et d'Occident. Aussi les Slaves de Bohême furent-ils de bonne heure soumis au joug féroce des Avares, car il semble bien que la rencontre que ces derniers eurent avec les Francs, en 561 ou 562, se décida sur le sol de la Bohême.

La façon dont les Avares traitaient les peuples assujettis était des plus cruelles: les Slaves devaient leur servir de guerriers; ils étaient

placés aux premiers rangs et leurs maîtres n'intervenaient dans le combat que pour décider de la victoire ou simplement pour s'emparer du butin. Le chroniqueur franc Frédégaire décrit, en bas latin, le régime atroce subi par les Slaves : leurs femmes et leurs filles étaient violées par les Avars, leurs maîtres, et ils étaient chargés de lourds impôts. La langue tchèque conserva longtemps le souvenir de ces terribles conquérants : le mot *avar* signifiait, pour les Slaves de Bohême, un homme d'une taille et d'une force extraordinaires (un géant). Cette tyrannie ne suscita aucune résistance décisive jusque vers la deuxième décennie du VII^e siècle. A ce moment arrivait à l'âge mûr une génération dans les veines de laquelle coulait le sang des oppresseurs et qui était remplie d'une haine invincible contre des tyrans sans merci. Vers 620, les opprimés s'insurgèrent d'eux-mêmes, la révolte gagna de nouveaux partisans et devint bientôt redoutable grâce à l'apparition d'un chef inattendu qui devait l'organiser.

Un marchand franc, du nom de *Samo*, accompagné d'une suite des mieux armés, arriva, en 623 ou 624, en Bohême et la trouva en état d'insurrection. Les Avars, avec leur désir insatiable de butin et leur habitude de troubler la sécurité publique, ne pouvaient naturellement inspirer aucune sympathie à un homme qui jugeait la paix nécessaire aux bonnes relations commerciales. C'est pourquoi Samo, se rendant compte de la situation, n'hésita point à prendre parti pour les Slaves révoltés, qu'il savait posséder, en temps de paix, quantité d'articles précieux pour le commerce d'échange. Son intervention énergique fut couronnée de succès. A la suite d'une défaite décisive qu'il infligea aux Avars, il fut élu roi par les Slaves reconnaissants et après l'échec essuyé par les Avars près de Constantinople en 626, Samo les battit définitivement. Les Slaves de Bohême et de Moravie étaient enfin délivrés du joug de leurs oppresseurs.

Samo devint ainsi le fondateur d'un vaste empire slave qui avait la Bohême pour centre. Les succès remportés sur les Avars ne furent pas la seule cause de l'extension de son pouvoir. Son empire avoisinait celui des Francs, qui virent d'un mauvais œil et non sans crainte s'élever un grand État sur leurs frontières orientales. On en vint aux armes, en 631, sous le prétexte que quelques marchands francs auraient été dépouillés sur le territoire de Samo. Le roi des Francs, Dagobert, fit partir d'Austrasie trois armées, en se plaçant à la tête de la plus forte. Mais il fut complètement battu par Samo dans une bataille livrée près de Wogastisburg, dans l'Ouest de la Bohême (près de la ville actuelle de Kadaň). Puis, l'armée slave envahit le territoire franc. Ces invasions se répétèrent les années suivantes, sans que les Francs eussent été toujours en état de leur résister avec succès. Entre temps, l'empire de Samo s'était

étendu au Nord, car le prince des Serbes de Lusace, Dervan, s'était placé volontairement sous sa protection. Il semble que la résidence de Samo ait été dans la Bohême centrale, comme autrefois celle de Marabode ; car les archéologues tchèques font remonter à ce prince un cimetière mérovingien découvert dans la vallée de la Vltava, non loin de Prague (près de Podbaba).

Il régna jusqu'en 658 et, quoiqu'il ait eu vingt-deux fils, son empire se désagrégea aussitôt après sa mort, parce que la raison qui lui avait donné naissance avait disparu. L'aptitude des Slaves de Bohême à fonder un État d'une façon permanente ne devait se manifester que beaucoup plus tard.

A partir de la mort de Samo jusqu'à la fin du VIII^e siècle, l'histoire ne nous dit plus rien des Slaves de Bohême et de Moravie. Les conquêtes de Charlemagne firent entrer dans la sphère des intérêts francs ces Slaves que les sources de l'époque désignent sous le nom général de *Bohemi*. Déjà, au retour de l'expédition de 791 contre les Avars, une partie de l'armée de Charlemagne avait traversé la Bohême ; peut-être même les Slaves de ce pays y avaient-ils pris part en qualité d'alliés. Quoique, bientôt après, il eût été créé à Nordgau une „Marche de Bohême“, évidemment dans l'intention d'attaquer les Slaves de ce côté, les Francs ne firent aucune tentative, jusqu'en 805, pour soumettre le pays. Il ne faut point en chercher la raison dans la régénération du nouvel empire que Charlemagne aspirait à déclarer l'héritier de l'Empire Romain et de sa puissance, mais simplement dans le fait que les forces militaires de Charles étaient, pour le moment, occupées ailleurs. En l'an 800, Charlemagne fut couronné empereur par le pape ; dès lors, la propagation de la foi chrétienne lui servit de prétexte pour couvrir des motifs politiques moins désintéressés. Il est très naturel que l'attention de Charles se soit portée aussi sur les Slaves de Bohême, déjà assez gênants pour l'empire franc du temps des Mérovingiens et de Samo. Néanmoins, l'expédition entreprise contre eux, en 805, par Charlemagne et composée, comme autrefois celle de Dagobert, de trois armées, montra qu'il était très difficile de conquérir un pays marécageux et couvert d'épaisses forêts. Cependant, il n'y eut pas de rencontre décisive. La Bohême de l'Ouest et du Nord-Est sortit de cette expédition terriblement dévastée, mais le manque de ravitaillement avait obligé Charlemagne à rentrer sans avoir pu réaliser ses projets.

Bientôt après, on interdit aux négociants francs, sous peine de confiscation de leurs marchandises, de fournir des armes aux Slaves de Bohême. L'année suivante, une nouvelle expédition fut organisée, qui se termina comme les précédentes, c'est-à-dire sans résultat.

Cependant nous possédons un document authentique qui compte les Slaves parmi les peuples tributaires de l'empire franc. L'explication la plus vraisemblable en serait que les Slaves, atteints par les expéditions de 805 et 806, se seraient engagés spontanément à payer un tribut afin de parer à la possibilité d'une nouvelle dévastation de leur territoire; mais il est certain que tous les Slaves de la Bohême n'acceptèrent pas de se plier à une charge qui impliquait la soumission au vainqueur. Du reste, les documents de l'époque qui en font mention ne sont ni précis ni exacts.

Cette espèce de vasselage auquel s'étaient soumises quelques-unes des tribus dura même sous le règne du successeur de Charlemagne, Louis le Débonnaire, mais il nous est impossible d'en connaître la nature et l'étendue. Peut-être ne frappait-il que celles qui habitaient les confins occidentaux de la Bohême; en tous cas, c'était un sérieux avertissement pour celles qui n'étaient point encore asservies. C'est ce qui rend vraisemblable l'opinion suivant laquelle ce vasselage même aurait amené chez les Slaves de Bohême, lorsqu'ils sentirent l'impossibilité où ils étaient de faire face, vu leur émiettement, à l'ennemi extérieur, les premiers essais d'unification. Cette évolution dans une direction nouvelle devait durer très longtemps et n'aboutir que beaucoup plus tard. Mais ce processus était à peine commencé en Bohême, que déjà la Moravie était arrivée, au IX^e siècle, à former un véritable État, grâce à la fondation du *Grand Empire Morave* par la dynastie de Mojmir.

CHAPITRE III

LE GRAND EMPIRE MORAVE

Les Slaves moraves. — Le règne de Mojmir et la christianisation du pays. — Rostislav. L'orientation vers l'Est: Cyrille et Méthode. — Le premier alphabet et la première langue littéraire slave. — Difficultés des deux missionnaires. — Guerre avec les Germains. — La conquête de la Moravie par Carloman. — Le règne de Svatopluk. — Effondrement de la Grande Moravie. — Séparation de la Slovaquie.

Comme la Bohême, la Moravie avait été peuplée par des tribus slaves venues du Nord. Une chronique franque de la première moitié du IX^e siècle enregistre pour la première fois leur nom collectif de Moraves. Il est certain que bien des peuplades différentes avaient participé à la colonisation du pays, comme paraissent l'indiquer les dialectes que l'on y parle encore aujourd'hui. Cependant, à l'exception de celle des Hlasovici, leurs noms nous sont inconnus. En tout cas, le travail de centralisation s'opéra chez elles beaucoup plus rapidement qu'en Bohême, de sorte que, à l'époque où nous rencontrons pour la première fois le nom du premier prince morave, Mojmir (vers 830), les Moraves constituaient une nation formant un organisme politique bien déterminé.

Il est probable que ce prince acheva de réunir les Slaves de Moravie, posant ainsi les fondements d'un empire étendu qui surprend non seulement par son importance politique, mais aussi parce qu'il dénote un état de civilisation assez avancé chez les Slaves occidentaux. C'est l'époque où le christianisme de l'Ouest commence à pénétrer tant en Bohême qu'en Moravie. Les annales du monastère de Fulda mentionnent qu'en 845 quatorze princes de la Bohême reçurent volontairement le baptême à Ratisbonne, et que grâce aux efforts des évêques de Passau et de Ratisbonne, le christianisme n'était point resté inconnu même en Moravie. Presque dans le même temps, le prince slave Pribina, bien que païen, fit bâtir dans sa résidence de Nitra (Slovaquie actuelle) une église chrétienne, qui fut ensuite consacrée par l'archevêque de Salzbourg, Adalram (vers 830). Bientôt après, Pribina fut chassé par Mojmir, mais, s'étant fait baptiser, il reçut en fief, de Louis le Germanique, les contrées arrosées par la Slaná en Pannonie inférieure, où il fonda le château de Moosburg. Cette extension du pouvoir de Mojmir ne semble pas avoir porté ombrage

aux Francs, vis-à-vis desquels il dut probablement prendre certains engagements qui lui permirent de consolider son pouvoir.

A sa mort, une révolte, dont il faut chercher les causes dans sa politique trop indulgente envers les Francs, éclata dans ses États. Louis le Germanique dut intervenir à main armée et il installa comme prince des Moraves le neveu de Mojmir, Rostislav. Celui-ci semble avoir bientôt abandonné la politique de son oncle, car, déjà en 855, Louis le Germanique s'apprêta à marcher contre lui, à la tête d'une puissante armée. Cette expédition ne réussit pas et les États de Rostislav devinrent de plus en plus le centre où venaient se réfugier tous ceux pour qui le séjour devenait dangereux sur le territoire des Francs. Carloman lui-même, le fils ambitieux de Louis le Germanique, qui avait essayé de fomenter une révolte contre son père, trouva un allié dans Rostislav. Ce ne fut qu'en 864 que Louis pénétra dans la Moravie par le Sud et contraignit Rostislav à conclure la paix avec lui. Cet événement se produisit au moment où le prince morave mûrissait le plan, aussi habile que fécond pour la civilisation, de faire baptiser tout son peuple.

On ne peut nier qu'à cette époque le christianisme représentait une conception philosophique du monde fort élevée et qu'il apportait un nouveau progrès, autant au point de vue moral qu'au point de vue intellectuel et matériel. D'un autre côté, la propagation du christianisme n'était trop souvent pour les princes séculiers qu'un moyen politique : la croix leur servait de prétexte pour étendre leur pouvoir et leur domination. C'était l'idée qui avait dirigé Charlemagne dans ses conquêtes, et l'Empire des Francs, surtout le royaume de Germanie, resta longtemps encore le foyer de propagation de la foi, à laquelle se joignait trop souvent l'expansion germanique, dont les Polabes furent les principales victimes. Les Slaves de Bohême et ceux de Moravie étaient aussi compris dans le programme de la germanisation franque, mais celui-ci ne fut pas réalisé, grâce à Rostislav, qui avait jeté les véritables bases de la conversion de ces pays au christianisme.

Le christianisme venant des pays germaniques ne trouvait pas chez les Slaves occidentaux des conditions très favorables pour sa diffusion ; au contraire, la manière dont il était propagé dans ces contrées soulevait plutôt des obstacles à l'expansion de la nouvelle foi. Que l'épée servît à ouvrir la route à la croix, ce n'était pas là la seule cause de l'insuccès ; le défaut principal consistait en ce que les missionnaires germains chargés d'évangéliser les Slaves ne connaissaient point la langue de ces peuples. Il en résulta que le christianisme ne fut accueilli qu'avec méfiance et même avec une certaine répugnance, comme cela s'était passé pour la tribu germanique des Saxons. L'exemple même de Rostislav, embrassant

la foi chrétienne, n'avait pu exercer une influence profonde. La perspicacité politique de ce prince lui fit heureusement trouver des missionnaires connaissant la langue slave en dehors des frontières de la Germanie, d'où la foi n'arrivait que suivie de l'esclavage politique. Il fallait que les Slaves occidentaux, en devenant rapidement chrétiens, fussent sauvés des atteintes dominatrices du royaume de Germanie et que la nouvelle foi accomplît chez eux sa tâche civilisatrice. Les événements qui suivirent prouvent que Rostislav ne visait pas seulement à assurer son indépendance politique vis-à-vis de la Germanie, mais aussi à émanciper son Église, en fondant le diocèse de Méthode, dont les limites coïncidaient à peu près avec les frontières de la puissance morave. Réaliser ce plan habile et préparé de longue main n'était pas précisément une tâche facile ni l'œuvre d'un seul jour.

Les sources qui nous instruisent sur l'œuvre accomplie en Moravie par les apôtres byzantins *Cyrille* et *Méthode*, sont peu abondantes ; celles qui nous ont été conservées, par exemple les légendes, plus prolixes qu'exactes, des frères de Salonique, se contredisent souvent sur des points d'une importance capitale. Rostislav, une fois convaincu qu'il ne sauverait son empire qu'en le christianisant le plus rapidement possible, eut à choisir entre deux moyens : faire venir des missionnaires francs, ou bien en demander à la métropole des empereurs byzantins, à Byzance.

Des raisons d'ordre politique vinrent s'ajouter au fait qu'il n'existait pas en Occident de missionnaires capables d'exposer en langue slave les vérités chrétiennes. Rostislav était, en effet, menacé à l'Ouest par les Francs et, en 863, Louis le Germanique conclut même une alliance avec les Bulgares, qui avaient sous leur domination une partie des Slaves établis dans les Balkans. A cet instant, les intérêts de Rostislav coïncidaient donc avec ceux des empereurs byzantins, dont la puissance avait été déjà tellement affaiblie par les incursions répétées des peuples slaves dans la péninsule balkanique, qu'ils ne s'étaient plus sentis assez forts pour ne pas consentir, en l'an 800, au couronnement de Charlemagne comme héritier de l'Empire d'Occident. Aucune entente n'était parvenue à adoucir les sentiments d'hostilité profonde qui existaient entre ces deux empires, dont chacun se prétendait le continuateur des anciennes traditions, de sorte qu'un conflit semblait inévitable, malgré les concessions faites par Byzance. Rostislav, en cherchant à Constantinople des alliés contre l'Empire Franc, y trouva la solution de la question relative à la christianisation de son empire.

Un peu après 860, il s'adressa à l'empereur Michel pour le prier de lui envoyer des missionnaires connaissant la langue slave. Et, en effet, l'on trouva à Constantinople deux hommes éminents, capables de mener à

bonne fin une tâche aussi ardue. C'étaient deux frères, originaires de Salonique: l'un, Constantin, avait reçu de ses contemporains le surnom de „philosophe“ à cause de sa grande érudition; l'autre, Méthode, grand amateur de la vie tranquille et contemplative que l'on mène dans les monastères. Salonique était, il est vrai, habitée par une population grecque, mais l'élément slave s'étendait presque jusqu'aux portes de la ville; les deux frères, fils d'un haut fonctionnaire byzantin, semblaient tout désignés, par leurs connaissances linguistiques, pour venir à bout de l'œuvre qui leur était confiée.

Les missions dont Constantin s'était acquitté précédemment avaient donné des résultats dont la religion n'avait pas été seule à profiter, de sorte que l'on pouvait fonder sur lui les plus beaux espoirs. Ceux-ci ne furent point déçus.

Déjà à la façon dont l'habile Constantin se prépara à sa mission en Moravie, on vit qu'il avait conscience des difficultés qui l'attendaient. Les Slaves, placés, par rapport aux Grecs, à un degré moins avancé de civilisation, n'avaient point de langue littéraire, chose encore impossible, d'ailleurs, à l'époque de leur unification. Constantin créa donc la *première langue littéraire slave*, en se basant sur le dialecte que l'on parlait dans les environs de Salonique, c'est-à-dire le dialecte que l'on appela plus tard *l'ancien bulgare*. Si ce travail nous paraît assez aisé, il n'en est point de même de l'invention du premier alphabet slave, dit glagolique, que Constantin composa principalement sur le modèle des caractères grecs.

Enfin, après avoir traduit les principaux textes liturgiques du grec en ancien bulgare, le missionnaire se trouva prêt pour aller évangéliser les Slaves.

En 863, la Moravie, conduite par Rostislav et son neveu, Svatopluk, prince de Nitra, accueillait la mission byzantine.

Les envoyés du christianisme, Germains, Romains ou Grecs, qui jusqu'alors avaient tenté de répandre la foi en Moravie, avaient tous échoué. La situation changea du tout au tout à l'arrivée des frères de Salonique. Le christianisme, prêché dans une langue qu'il comprenait, fut accepté avec reconnaissance par le peuple. Néanmoins, cette première conversion au christianisme ne fut en somme, comme partout ailleurs, que très superficielle; il ne suffisait pas, en effet, de renoncer formellement au paganisme, il fallait de plus changer radicalement de mœurs en adoptant la morale chrétienne. Sans parler d'une série nombreuse d'usages et de rites païens, dont plusieurs, sous une forme tant soit peu modifiée, se sont conservés jusqu'à nos jours dans les campagnes de la Bohême, la question la plus importante était celle du mariage. Comme bien d'autres

nations primitives, les Slaves, dans les temps païens, étaient polygames; ainsi Samo épousa, après avoir été élu chef par les Slaves, douze femmes de ces tribus, afin de se conformer aux habitudes de ses sujets. Bien que la plupart des Slaves ne fussent pas assez riches pour pouvoir entretenir un aussi grand nombre de femmes, la polygamie n'en était pas moins reconnue en principe.

Constantin et Méthode se virent donc contraints de combattre cette coutume si opposée aux principes de la morale chrétienne, et qui faisait encore scandale au X^e siècle, du temps de l'évêque Adalbert. Les frères de Salonique savaient bien qu'ils ne pouvaient se contenter d'un succès rapide mais superficiel; c'est pourquoi, dès le début, tout en catéchant le peuple, ils cherchèrent, parmi les nouveaux convertis, des disciples capables de continuer l'œuvre entreprise.

On ne peut nier, en tous cas, que le succès des deux apôtres ait été fort rapide et on s'explique qu'il ait suscité l'envie des évêques germains, qui avaient des prétentions sur une grande partie des vastes territoires moraves.

Quand il arriva en Moravie, Constantin n'était qu'un simple prêtre et Méthode, probablement, n'avait pas reçu les ordres. Il semble donc bien que leur voyage avait, dans l'esprit des gens de Constantinople, un but de propagande aussi bien politique que religieuse. Plus tard, lorsque les premiers succès eurent dépassé toute attente, il fallut se préparer à continuer l'œuvre commencée. Il devenait nécessaire, au point de vue ecclésiastique, d'abord de sacrer Constantin métropolitain du nouveau diocèse de Moravie, ensuite d'ordonner ses disciples indigènes. Aussi, après un séjour de trois ans et demi en Moravie, les deux frères prirent-ils le chemin de Venise, afin de s'y embarquer pour Byzance. Ils traversèrent, en route, les territoires qui avaient été assignés à Pribina et où régnait maintenant son fils *Kocel*. Malgré la brièveté de leur séjour dans ces contrées, ils y obtinrent, dans la population slave, un succès remarquable. Toutefois, leur voyage ne s'acheva pas comme ils se l'étaient proposé, parce que Constantin trouva à Rome ce qu'il allait chercher à Byzance.

En effet, le pape Nicolas I^{er}, quelque temps avant sa mort, ayant eu connaissance — on ne sait par quel moyen — de la mission des deux frères, les invita à se rendre à Rome. Constantin, y trouvant l'avantage de rester moins longtemps éloigné de la Moravie, accepta cette invitation. Le nouveau pape Adrien II reçut en grande pompe ces apôtres de Salonique qui portaient, paraît-il, avec eux les reliques de S^t Clément, trouvées par Constantin en Chersonèse. Il écouta le rapport que lui fit Constantin, approuva le travail accompli par lui et le fit sacrer évêque,

tandis qu'on conférait la prêtrise à ses disciples et à Méthode. Les querelles dogmatiques sur la formule „filioque“, qui ne devaient pas tarder à amener la séparation de l'Église orientale, quoiqu'elles ne fussent qu'une des manifestations les plus frappantes de la différence profonde de civilisation qui existait entre l'Orient et l'Occident de l'Europe, n'avaient pas encore pris le caractère d'acuité qu'elles allaient revêtir plus tard, de sorte que le pape put, sans trop d'hésitation, tant au point de vue du dogme que de la langue liturgique, ratifier l'œuvre de Constantin.

Celui-ci, toutefois, ne devait pas terminer ce qu'il avait entrepris en Moravie, car il mourut moine, sous le nom de frère Cyrille, en 869. Méthode, consacré évêque, devint l'héritier de la mission de Cyrille, mais une crise politique, qui éclata entre temps en Moravie, l'empêcha de reprendre sur-le-champ l'apostolat de son frère.

Rostislav était bien allé chercher auprès des empereurs d'Orient des secours contre les Francs, mais Byzance, déchirée par des querelles intestines et assaillie de tous côtés par des voisins convoitant ses richesses, ne pouvait lui prêter un appui efficace contre un ennemi si puissant et éloigné. Louis le Germanique était inquiet, il est vrai, par les révoltes incessantes de ses fils, Louis et Carloman, mais celles-ci n'étaient cependant pas assez dangereuses pour affaiblir sérieusement le royaume de Germanie. D'un autre côté, le roi german, sentant dans ces révoltes la main secrète de son rival, le prince de Moravie, trouva dans cet appui prêté à ses fils un prétexte pour tâcher d'affaiblir le puissant État slave qui s'était élevé sur les confins de son royaume et qui offrait un asile à ceux qui voulaient le trahir.

Une incursion en Bavière des tribus de Bohême (869) hâta son intervention. L'expédition qu'il organisa comprenait de grands effectifs et ne devait pas se borner à attaquer l'empire de Rostislav. Son fils Louis battit les Serbes de Lusace et les tribus de Bohême alliées avec eux, tandis que Carloman dévastait l'ouest de la Slovaquie, alors gouvernée par Svatopluk. Une troisième armée, conduite par Charles, le plus jeune de ses trois fils, fit irruption en Moravie et la ravagea en partie, sans toutefois remporter de succès décisif. Rostislav, qui n'avait pu être réduit par les armes, fut vaincu par la trahison. En effet, à peine ses territoires venaient-ils d'être dévastés, que son neveu Svatopluk, impatient de succéder à la puissance de son oncle, lui refusa l'obéissance et se plaça sous la protection de Carloman. Rostislav, furieux et assoiffé de vengeance, tomba dans un piège qu'on lui tendit; il fut livré à Carloman par Svatopluk. Ce dernier, cependant, ne recueillit pas immédiatement les fruits de sa trahison.

Après s'être assuré de Rostislav, Carloman entra en Moravie; ce pays se soumit à lui sans grande résistance. Svatopluk en fut nommé gou-

verneur, mais comme fonctionnaire du royaume, sous l'œil inquisiteur des Francs. L'empire morave n'était plus considéré que comme une de leurs provinces: le trésor de Rostislav fut emporté par Carloman et lui-même, après avoir eu les yeux crevés, fut jeté dans un cloître. Svatopluk, de son côté, quoique parrain du neveu de Carloman, eut aussi à craindre pour sa vie. Suspecté, en 871, d'infidélité, il fut mis en prison, et on le remplaça dans ses fonctions de gouverneur par les deux margraves Guillaume et Engelschalk. Ce fut le signal de la révolte: les Moraves, conduits par Slavomír (probablement de la famille de Mojmir) ouvrirent aussitôt une guerre d'escarmouches. La révolution morave devait détruire les effets de la trahison de Svatopluk, et le réveil du sentiment national et dynastique devait ramener sur le trône la famille de Mojmir.

Il arrive parfois que l'adversaire semble frappé de cécité: Carloman tira Svatopluk de prison pour le mettre à la tête de l'armée des Francs chargée d'étouffer la révolte. On comprend que la première idée de Svatopluk ait été de se venger, puisque le principal motif qui l'avait conduit, en 870, à la trahison, avait été son désir de s'emparer des possessions de Rostislav, dont il s'était vu évincé. Il saisit donc l'occasion qui se présentait et conduisit l'armée des Francs jusqu'au pied de l'ancienne forteresse où avait résidé autrefois Rostislav. Là, il l'abandonna et, s'étant entendu avec Slavomír, il entreprit d'attaquer, à la tête des guerriers moraves, cette armée dévoyée qui ne se doutait de rien. Son plan fut couronné de succès: la plus grande partie des Francs furent tués ou faits prisonniers; Guillaume et Engelschalk restèrent sur le terrain. Svatopluk prit possession de l'héritage de Rostislav et noua des relations plus intimes avec les tribus de Bohême en épousant la fille d'un de leurs ducs.

Vers la fin de l'année 869, Méthode quitta Rome, pour se rendre, en qualité d'évêque de Moravie, dans les contrées du Nord, afin d'y continuer l'œuvre d'évangélisation dont le pape avait approuvé le plan.

Mais il n'alla pas plus loin qu'en Pannonie, où Kocel, qui avait compris l'importance de la mission accomplie par les deux frères de Salonique, le renvoya à Rome, en proposant au pape de le sacrer archevêque de Pannonie. Le pape trouva ce plan d'autant plus à son goût qu'il promettait d'ajouter à son pouvoir des avantages très réels. Cependant la nomination de Méthode souleva une tempête de dépit chez les évêques german. En un temps où les profits matériels jouaient un si grand rôle, comment l'envie ne se serait-elle pas déchaînée contre celui qui relevait l'ancien siège métropolitain de Srijem? A cela venait s'ajouter une opposition instinctive contre l'érection d'un siège archidiocésain *slave*, devant jouir du privilège extraordinaire de se servir de la langue

slave comme langue liturgique. Dans l'attitude des prélats germains à l'égard du chef spirituel des Slaves d'Occident, on voit poindre la lutte „culturelle“ qui fera rage entre Allemands et Tchèques. Cette première phase de la lutte se termina par la défaite de l'idée slave, ce qui retarda le développement de la civilisation chez les Slaves occidentaux, avec les caractères propres qu'ils lui auraient donnés, et ce fut cette circonstance, puissamment aidée par l'invasion brutale des Magyars, qui les sépara, intellectuellement et peut-être politiquement du noyau de leur race et des Slaves orientaux.

Peu de temps avant la catastrophe qui atteignit Rostislav, Méthode était revenu en Moravie. La crise politique, causée par la trahison de Svatopluk, apporta également le trouble dans l'Église slave. Les évêques germains qui accompagnaient l'armée franque brutalisèrent Méthode, le souffletèrent et même l'évêque de Passau, Hermandrich, voulut le battre à coups de cravache. À la fin, ils l'emmenèrent prisonnier. Les peines qu'il eut à endurer en captivité se prolongèrent plus de deux ans; la fureur des évêques germains augmentait avec l'inflexibilité de l'archevêque de Pannonie qui, ne se laissant pas dompter par les brutalités et la sauvagerie de ses adversaires, refusait de signer sa résignation. La plainte qu'il adressa à la curie papale resta presque inaperçue, par suite des manœuvres de l'épiscopat allemand. Ce fut seulement le nouveau pape Jean VIII qui, peu après son élection au pontificat, intervint en faveur de Méthode, en faisant valoir ses propres droits sur le diocèse de Pannonie. Il intimida les ennemis de l'apôtre par des punitions directes et ouvrit au captif les portes de sa dure prison. Méthode, une fois libre, revint en Moravie, sans avoir reçu, pourtant, complète satisfaction, car Jean VIII avait supprimé le principal privilège accordé par son prédécesseur, en défendant l'emploi du slave comme langue liturgique. Du reste, les conditions qu'il allait trouver en Moravie n'étaient plus les mêmes qu'auparavant.

Svatopluk, en prenant de son chef le gouvernement de la Moravie, était bien décidé à combattre les Francs, sans rejeter, toutefois, une paix honorable qui lui permettrait de consolider et, au besoin, d'étendre ses Etats. En 872, l'armée franque fut repoussée et subit une défaite humiliante, tandis que son attaque dirigée en même temps contre des tribus de Bohême avait plus de succès, sans toutefois aboutir à une victoire décisive. L'année suivante, la chance fut encore plus défavorable pour les Francs. Il ne restait plus à Louis le Germanique qu'à accepter la main que Svatopluk lui tendait. En 874, la paix fut conclue à Forchheim: le grand empire morave redevenait complètement autonome, Svatopluk s'engageait à verser un tribut annuel et à ne pas rompre la paix conclue.

S'étant ainsi assuré contre les entreprises de la puissance germanique, d'ailleurs en décadence, Svatopluk voua son attention à la situation intérieure de ses Etats. Peu de temps après le retour de Méthode de sa captivité en Germanie, une discussion aiguë s'était engagée entre les partisans de la liturgie slave et ceux qui défendaient celle d'occident et la liturgie latine. Les prêtres germains n'avaient pas vu sans envie leur influence diminuer au profit des évangelisateurs venus d'Orient: ils purent facilement faire passer la dispute sur un terrain plus dangereux pour leurs adversaires; d'une question de compétence on fit une question de dogme. Méthode, malgré l'interdiction de Jean VIII, n'avait point renoncé à la liturgie slave, qui avait servi, à lui et son frère, d'instrument si efficace dans leur œuvre civilisatrice. Et cela, mêlé aux intrigues des prêtres germains, parvint à créer une mésintelligence profonde entre l'apôtre et Svatopluk. A ces questions de principes, vint s'ajouter une animosité personnelle, car le sévère Méthode reprochait vivement à Svatopluk de mener une vie dépravée et peu en harmonie avec les préceptes de l'évangile. Enfin, les prêtres d'Occident trouvèrent dans l'hérésie d'Orient sur l'origine du Saint-Esprit (disputes à propos de la formule „filioque“) une arme excellente contre Méthode. Sur une demande directe de Svatopluk adressée à Rome, Méthode fut invité à venir s'expliquer devant le pape. Ce voyage apporta la justification de l'apôtre, en même temps qu'il permit la réalisation d'un des désirs les plus chers de Svatopluk. Par sa bulle „*Industriae tuae*“ (juin 880), le Pape approuva la liturgie slave et de plus, il confirma Méthode dans le siège archiepiscopal de Moravie, étendant sa juridiction à l'évêché de Nitra, qui fut, à cette occasion, confié à un prêtre germain du nom de Wiching.

Considérée sous cet aspect, la politique de Svatopluk nous apparaît comme celle d'un souverain habile et sachant où il vise: la paix de Forchheim assurait l'indépendance de ses Etats vis-à-vis de l'empire germanique et la nomination de Méthode leur procurait l'indépendance religieuse. Si donc la paix n'y régna pas après 880, ce n'est pas lui qui en porte toute la responsabilité.

La rancune que les prêtres germaniques exerçant en Moravie nourrissaient contre Méthode, ne fit que s'accroître en se le voyant imposer par le pape comme administrateur. La lutte ouverte n'offrant aucune chance de succès, ils entreprirent de l'attaquer par un autre procédé, qui ne porta ses fruits qu'après la mort de Méthode.

Svatopluk, qui envisageait l'organisation religieuse de son pays avant tout du point de vue politique, ne se laissa pas détourner, par les querelles religieuses entre l'Orient et l'Occident, des autres buts politiques qu'il s'était fixés. Il devint le créateur d'un vaste Etat qui avait la Mo-

ravie pour centre et s'étendait jusqu'au Danube. Les territoires des peuples tchèques et serbes, jusqu'à la Saale et l'Elster, à l'Ouest, ainsi que la Slovaquie occidentale à l'Est en faisaient partie. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner si parfois ses contemporains donnèrent à Svatopluk le titre de roi. A cette époque, la Moravie avait non seulement une importance politique supérieure à celle de la Bohême, mais elle avait aussi une civilisation plus avancée. Avec la soumission politique, la liturgie slave pénétra en Bohême, où elle exerça une action aussi salutaire qu'en Moravie. Vingt ans après la venue des frères de Salonique en Moravie, le prince tchèque Bořivoj reçut le baptême des mains de Méthode et accepta probablement, à cette occasion, la suzeraineté de Svatopluk. Bientôt après, ce dernier entreprit une expédition victorieuse en Pannonie, que dans l'automne de 884, l'empereur Charles III lui donna en fief.

A mesure que s'étendaient les frontières de l'Empire morave, s'étendait aussi le champ d'action de Méthode. Mais son œuvre, loin de s'accomplir dans le calme, lui attirait des ennemis dont la puissance croissait d'année en année. Svatopluk l'abandonna complètement, si bien qu'il mourut en 885, après avoir frappé solennellement ses adversaires d'anathème. Les résultats de son œuvre immense allaient disparaître avec lui. Svatopluk, qui n'était pas partisan de la liturgie slave accepta volontiers la bulle du Pape Etienne V qui interdisait à nouveau cette liturgie. Tous les prêtres slaves furent chassés de ses Etats après avoir été soumis à toutes sortes d'humiliations. La liturgie slave disparaissait ainsi pour toujours de chez les Slaves occidentaux, mais elle trouva un refuge d'abord en Bulgarie et ensuite en Russie, ce qui fit de la langue de Méthode la langue liturgique de la plus grande partie des Slaves. En agissant comme il le fit, Svatopluk commit une lourde faute, car il livrait sans défense son pays à l'influence de la civilisation occidentale et en premier lieu aux Germains.

Ce prince énergique, mais peu scrupuleux sur les moyens, profita des désordres dont souffrait le royaume de Germanie aussi bien par suite de ses dissensions intérieures que des attaques du dehors. Arnulf, fils naturel de Carloman, prince doué d'une grande force de volonté, après qu'il se fut emparé du pouvoir dans le royaume de Germanie, ne put faire autrement que de respecter, pendant les premiers temps, la puissance très réelle de Svatopluk. Mais dès qu'il eut raffermi sa position, il tenta de rattacher ce prince à son royaume par des liens qui ne fussent pas purement formels. En 892, il mit sur pied une grande armée, dans laquelle se trouvaient aussi des *Magyars*, il la jeta sur la Moravie qu'elle dévasta terriblement, sans remporter, cependant, de victoire décisive. Une expédition tentée l'année suivante eut encore moins de succès.

A ce moment, Wiching, l'ancien évêque de Nitra et le principal adversaire de Méthode, abandonna traîtreusement la cour de Svatopluk pour se rendre chez Arnulf. Svatopluk eut encore le temps de s'apercevoir, de son vivant, des fautes qu'il avait commises dans sa politique religieuse, mais il ne vécut pas assez longtemps pour en voir les conséquences, car il mourut en 894.

Sa mort fut un grand malheur pour le Grand Empire Morave. Il perdait son chef au moment où l'énergique Arnulf faisait le projet d'affaiblir par tous les moyens et au besoin d'anéantir la puissance des Slaves occidentaux. Tant que ces derniers avaient été régis par un prince aussi réfléchi et aussi habile que Svatopluk, il avait été difficile d'atteindre un résultat palpable. Mais Svatopluk laissait le gouvernement à ses trois fils, dont l'aîné Mojmir, devait prendre le pouvoir dans des circonstances d'une gravité exceptionnelle. La même année (894), les farouches Magyars firent irruption en Pannonie, où ils commirent les déprédations les plus terrifiantes. Depuis la mort de Bořivoj (890), Svatopluk avait exercé directement son pouvoir en Bohême, mais, l'année qui suivit l'invasion magyare, tous les ducs tchèques déclarèrent se séparer de la Moravie après avoir fait hommage de vassalité à Arnulf à l'assemblée de juillet, à Ratisbonne. Les liens qui unissaient la Bohême à la Moravie allaient être rompus pour plus d'un siècle. A l'effet produit par ces événements vinrent s'ajouter des querelles répétées entre les fils de Svatopluk, tandis que le royaume d'Arnulf servait de refuge à tous ceux qui fuyaient devant la colère de Mojmir.

A la cour de ce dernier, les intrigues germaniques ne restaient pas sans effet et l'imprévoyant Arnulf se réjouissait de voir l'affaiblissement systématique de l'Empire Morave sans se rendre compte qu'il aidait ainsi lui-même à démolir la digue qui aurait pu le protéger contre le flot des Magyars. Mojmir repoussa victorieusement les attaques que son frère Svatopluk dirigea contre lui avec l'appui efficace des Germains, et il entama avec Rome des pourparlers en vue de rétablir l'indépendance religieuse de la Moravie. Les évêques germaniques, voyant cette riche proie leur échapper pour la seconde fois, présentèrent au pape un mémoire rempli d'allégations fausses et de basses calomnies. Leur protestation, dictée par la haine nationale mêlée d'une convoitise sordide, resta sans effet. Le danger magyar qui, en 898, avait menacé l'Italie et, en 900, leur Marche de l'Est, décida les Francs à accepter la paix offerte par Mojmir. Mais, à ce moment, le sort de la Moravie était déjà scellé.

En 902, Mojmir put encore repousser victorieusement l'agression des Magyars, mais ses Etats étaient si affaiblis par les querelles intérieures et les coups du dehors, que les assauts répétés des Magyars finirent

par amener la chute de l'empire autrefois célèbre de Svatopluk. Nous ignorons la date précise de la catastrophe; elle dut avoir lieu en 905 ou en 906.

L'irruption des Magyars dans les plaines de la Hongrie, ainsi que leur destruction du Grand Empire Morave, marquent une date importante, et peut-être même décisive, dans l'histoire des Slaves. Les Magyars, qui, peu après avoir vaincu les Slaves, furent obligés d'abandonner leur vie guerrière pour les mœurs sédentaires d'une nation pacifique, se trouvèrent placés, comme un coin, entre les Slaves d'occident et ceux du sud. Ils firent ainsi échouer l'édification d'un grand empire slave qui se serait étendu sur le territoire occupé depuis par l'ancienne Monarchie austro-hongroise, en s'appuyant, à l'Est, sur la masse compacte des Slaves orientaux. Nous avons des raisons de croire, comme Palacký, que ce puissant empire slave aurait ajouté à la civilisation de nouvelles conquêtes d'un caractère original, car, en lui, se seraient équilibrées les influences venues de l'Occident et celles venues de l'Orient, quoique ces dernières eussent pu jouir d'une certaine prépondérance, surtout si la liturgie slave, non encore oubliée, avait pu être ressuscitée en Moravie. L'invasion magyare vint compliquer les choses en Europe centrale de telle façon que nous en ressentons la répercussion jusque de nos jours. La dernière occasion de continuer l'expansion commencée par Svatopluk à travers la Pannonie et de tendre la main aux Slaves dispersés des Balkans, avait disparu, et, déjà du temps de la dynastie des Arpad, l'établissement de ce corridor naturel était devenu impossible. Il n'est pas non plus sans intérêt de rappeler que si les Magyars et les Germains s'allièrent pour détruire le grand empire slave, la lutte opiniâtre de ces deux éléments contre les Slaves, inaugurée à une époque presque préhistorique, s'est continuée, pour ainsi dire sans interruption, à travers l'histoire, jusqu'aux époques les plus rapprochées...

Jusqu'à l'invasion des Magyars, l'histoire de la Slovaquie s'était déroulée parallèlement à l'histoire de la Bohême. Le christianisme pénétra en Slovaquie aussi très tôt, venant de l'Ouest, et là, comme en Bohême et en Moravie, la foi du Christ fut prêchée par des missionnaires allemands. Mais là non plus, la langue étrangère des prédicateurs n'eut pas assez de prestige pour que le christianisme y pût prendre racine; ce ne fut que dans la seconde moitié du IX^{ème} siècle qu'il y eut, comme en Bohême et en Moravie, un changement à cet égard. A cette époque, la Slovaquie faisait partie intégrante de l'Empire de la Grande Moravie, édifié par les Mojmir: de là lui vint le christianisme, enseigné en slave intelligible par les frères Cyrille et Méthode, venus de Salonique. L'archidiocèse de Méthode embrassait aussi la Slovaquie, de sorte que les Slovaques, sous la

domination politique de la dynastie de la Grande Moravie comme les tribus tchèques, se trouvèrent également unis à leurs frères par les liens de la civilisation, et même, lorsque l'unité politique de la Bohême, de la Moravie et de la Slovaquie se fut brisée, les relations intellectuelles ne cessèrent pas entre elles; elles ont duré sans interruption jusqu'à nos jours. Tombés sous la domination d'une tribu étrangère, les Slovaques n'en restèrent pas moins, par leur vie intellectuelle, en relations continues avec leurs frères établis à l'ouest des Carpathes; ils trouvèrent auprès d'eux un appui pour leur progrès social, et des richesses intellectuelles qu'ils transmirent au peuple qui les avait subjugués. Comme on l'a vu dans l'histoire à propos de Tchèques, les Slovaques se firent ainsi les porteurs et les propagateurs d'une civilisation plus avancée: l'influence slovaque sur la langue magyare en est un témoignage.

L'anéantissement du Grand Empire Morave eut une autre conséquence funeste: la Slovaquie, partie naturelle de l'empire de Svatopluk, vit se briser pour toujours les liens politiques et intellectuels qui l'unissaient à la souche fraternelle des Tchèques. A partir de ce moment, une vie différente commença pour elle: côte à côte avec une race étrangère qui ne devait rien faire pour élever son niveau politique et moral. C'est donc de cette époque que datent les différences de caractère et de culture, qui se sont accentuées au cours des temps et que l'on constate aujourd'hui entre les deux branches de la nation tchécoslovaque.

CHAPITRE IV

LES PREMIERS PŘEMYSLIDES

Les débuts des Slaves en Bohême. — Légendes: Přemysl, fondateur de la dynastie. — Les tribus slaves de Bohême. — Règnes de Bořivoj, de Svyatopluk et de Vratislav. — Interrègne: régence de Drahomira, assassinat de Ludmila. — Saint-Venceslas. — Boleslas le Cruel. Guerre avec les Saxons. Relations avec la Pologne. — Boleslas II. La lutte contre le paganisme. L'évêque Adalbert; son conflit avec la nation. Fondation du premier monastère d'hommes en Bohême. Massacre des Slavnikovci. Unification de la Bohême. Martyre d'Adalbert.

La ruine de l'empire de Samo est suivie d'une lacune dans l'histoire des Slaves de Bohême: pendant 150 ans, l'historiographie occidentale, d'ailleurs très pauvre alors, garde sur eux le silence le plus complet. On n'a, sur la manière dont les diverses tribus se soudèrent peu à peu en une nation qu'une idée très vague, grâce aux traditions formées plus tard et recueillies, déjà très altérées, par le plus ancien des chroniqueurs tchèques, Cosmas, qui d'ailleurs ne se faisait pas faute de dénaturer encore les vieilles légendes en les agrémentant de ses réminiscences de l'antiquité classique. Il a conscience, lui-même, que ce qu'il raconte jusqu'à l'époque de Bořivoj est peu digne de créance; aussi range-t-il toutes ces légendes dans les temps fabuleux, tandis que l'histoire ne commence, pour lui, qu'au moment où Bořivoj reçut le baptême.

En première place, figure dans Cosmas la légende qui rapporte l'arrivée des ancêtres de la nation tchèque, conduits par le patriarche Čech, sur la colline du Říp. Elle est sortie probablement de l'imagination populaire, bien que la forme et les retouches de détail doivent être attribuées au chroniqueur. Il faut n'y voir que le fruit d'une invention avide de se figurer les causes et qui forge la figure du chef et du héros qui donnera son nom à la nation entière. Les autres légendes rapportées par Cosmas ne reposent pas sur un fondement plus historique, par exemple celles qui parlent de „l'âge d'or“, du prince Krok et de sa sagesse, de ses filles, dont l'aînée, Kazi, se serait rendue célèbre par ses connaissances en médecine, la seconde, Teta, comme prêtresse et la plus jeune, Libuše, comme héritière de la sagesse de son père et annonciatrice du glorieux avenir de la Bohême, enfin la légende du laboureur de Stadice, Přemysl, le fondateur de cette dynastie des Přemyslides qui devait régner sans

interruption sur le pays jusqu'en 1306. Toutes ces fables ont fourni naturellement d'abondants sujets à la poésie et aux autres arts: la „guerre des filles“ qui aurait éclaté à la mort de Libuše, à l'instigation de la fière Vlasta, avait déjà tenté, au XVI^e siècle, le traducteur français François Bandelle de Belleforest, dit le Commingeois. Elles inspirèrent au génie du compositeur tchèque Smetana son immortelle „Libuše“... Cependant l'histoire, elle, n'y trouve presque rien à glaner et les quelques fragments de vérité qu'elle croit en tirer sont sujets aux interprétations plus ou moins objectives des historiens.

Tout ce que l'on peut affirmer avec certitude, et que nous avons déjà mentionné, c'est que la Bohême fut colonisée par toute une série de tribus slaves qui, peu à peu, s'unirent en une seule nation. Au Sud de la Bohême, était installée la tribu des *Dudlebové*, qui occupait non seulement la contrée appelée plus tard Vitorazsko, mais aussi une partie de la Haute et de la Basse-Autriche. Sur les frontières du Sud-Ouest habitaient les *Netolici* et les *Domažlici*; dans la région de Žatec, les *Lučané* et à l'Ouest de ceux-ci, les *Sedličané*; dans un saillant formé par le pays de Cheb et s'étendant à l'Ouest au-delà des frontières actuelles de la Bohême, se trouvaient les *Chebané*; aux alentours des villes actuelles de Litoměřice et de Děčín, les *Litoměřici* et les *Děčané*; les *Lemuzi*, établis dans le Nord-Est, avaient comme voisins à l'Orient les *Pšované*; enfin, l'Est de la Bohême était occupé par la puissante tribu des *Croates*. Les *Tchèques*, établis au centre, formaient la tribu principale des Slaves de Bohême; elle réunit finalement sous son pouvoir tous les habitants du pays. Ceux-ci trouvèrent, au X^e siècle, des concurrents redoutables dans les *Zličané*, tribu qui habitait la contrée appelée plus tard le Kouřimsko. Par conséquent, les Slaves n'occupaient pas seulement les territoires appartenant aujourd'hui à la Bohême, mais ils s'étendaient encore, tant au Midi qu'à l'Occident, bien au-delà de ses frontières. Le pays était alors couvert en grande partie d'immenses forêts d'arbres feuillus, et par places de marécages, qui étaient très souvent un grand obstacle pour les invasions.

Les tribus étaient commandées par des chefs à qui, plus tard, les sources historiques donnent le titre de ducs (*duces*) et dont l'autorité était limitée par les droits des autres hommes libres, c'est-à-dire par la noblesse.

Le mode de vie encore très primitif de ces populations disséminées sur de grands espaces ne pouvait créer de liens bien solides entre les différentes tribus, puisque chaque famille dont elles se composaient se suffisait à elle-même. Seule, la menace d'un ennemi extérieur les forçait pour un temps à s'unir entre elles, mais dès que le danger était passé, chacune reprenait son indépendance. Néanmoins, la nécessité fréquente de s'entraider leur fit sentir les avantages d'une union durable qui assurerait

leur sécurité. Dans les conditions primitives de l'époque, cette idée n'arriva que lentement à se faire jour, car il était tout naturel que chacun des chefs fût peu disposé à renoncer à son pouvoir au profit de la communauté.

Le mouvement de consolidation ne progressa donc que très lentement; ses pionniers en furent les Tchèques, à la tête desquels se trouvaient les princes de la famille légendaire des Přemyslides. Nos connaissances sur la façon dont s'opéra l'unification ne sont que très imparfaites; l'histoire ne réussit à en saisir d'une façon précise que la dernière phase, celle qui s'effectua au X^e siècle. Mais il faut en placer les débuts à une époque bien plus reculée et supposer que, déjà du temps de Samo, toutes les tribus avaient été réunies, pendant quelques dizaines d'années, sous la main énergique du marchand franc.

L'unification se fit, sans doute, par trois moyens: la force brutale, les traités et les mariages. La légende, rapportée par Cosmas, du prince Neklan et du combat sur le „Turské Pole“, qui renferme certainement un noyau de vérité, nous en présente le côté brutal — le prince légendaire Neklan vainc par les armes son adversaire, le guerrier Vlastislav, prince des Lučané — et lorsque, plus tard, Bořivoj, le premier prince historique tchèque, étend son territoire en épousant Ludmila, fille de Slavibor, prince des Pšované, le processus est encore loin d'être terminé.

Les tribus tchèques s'étaient de bonne heure affranchies, en fait, du tribut qu'elles payaient à l'Empire franc, sans que cette obligation tombât jamais dans l'oubli. L'expansion du pouvoir de Svatopluk mit les Tchèques sous la dépendance du Grand Empire Morave; la mort seule de ce prince, en 894, leur apporta un soulagement.

Mais ce fut Bořivoj qui décida de leur évolution ultérieure, tant en leur montrant la voie de la consolidation pacifique, qu'en recevant le baptême des mains de Méthode. C'est lui qui fit construire la première église chrétienne de Bohême, et cela à Levý Hradec, parce que le paganisme, encore puissant dans le pays, ne lui permit pas de l'élever dans les murs de sa résidence de Prague. En 895, ses fils, Spytihněv et Vratislav prêtèrent, avec quelques autres princes tchèques, serment de fidélité à Arnulf. En parlant de ce serment prêté à Ratisbonne, les sources historiques de l'époque citent Spytihněv en premier lieu, ce qui prouve que le prince des Tchèques occupait déjà une position prééminente parmi les autres princes du pays. Quant à la propagation du christianisme, Spytihněv, durant son règne relativement court (895—905), suivit la politique religieuse de son père. Il doit être considéré comme le fondateur de l'église S^{te} Marie dans l'enceinte du château de Prague, dont l'emplacement, inconnu jusqu'à nos jours, a été retrouvé au cours des travaux de réparation

entrepris au château en 1918, et qui mirent ainsi au jour les fondations de la plus ancienne des églises pragoises. Spytihněv fit construire, en outre, l'église S^t Pierre et Paul à Budeč, auprès de laquelle devait bientôt se créer une excellente école latine. Vratislav, son frère (905—921) resta fidèle à la politique de son père et de son frère. Il fut le fondateur de la deuxième église du château de Prague, consacrée à S^t Georges. Pendant son règne, la Bohême eut à subir un assaut des Magyars, cependant, malgré l'insuffisance des renseignements qui nous sont parvenus, il semble bien que cette tentative n'eut aucun succès.

Vratislav avait épousé *Drahomíra*, qui appartenait à une des tribus des Slaves de l'Elbe, les Stodorané. Des sept enfants issus de cette union, Venceslas et Boleslas méritent une mention spéciale pour l'influence qu'ils eurent sur les destinées de leur pays. Après la mort de son époux, l'énergique *Drahomíra* avait pris la régence à la place de son fils Venceslas encore mineur (il était né en 907). La première éducation du jeune prince avait été confiée à sa pieuse grand'mère, Ludmila, qui lui fit connaître les livres de l'Église slave, car, à cette époque, l'ancienne liturgie n'était pas encore oubliée en Bohême. Plus tard, il termina ses études à l'école de Budeč. C'est au début même de la régence qu'il faut placer le conflit qui mit aux prises l'impériuse *Drahomíra* et Ludmila. Les motifs n'en étaient pas purement matériels bien que Ludmila, en tant que princesse douairière jouît de domaines considérables: son influence sur son petit-fils n'était pas sans y jouer un rôle important. Contrainte de fuir la colère de sa rivale, Ludmila se réfugia à Tetín, son apanage douairier. Elle y fut étranglée par des assassins soudoyés à cet effet, en 921. Une légende s'est formée autour de son nom: dès le XII^e siècle elle était vénérée comme une sainte.

Le jeune Venceslas, entièrement gagné à la nouvelle foi, se voua à sa propagation avec une ardeur de néophyte qui rappelle par certains côtés le zèle réformateur des moines de Saint-Benoît. Il est probable que les prouesses que lui dicta son enthousiasme religieux ont été enjolivées par la légende, mais il est certain que son entourage ne vit pas sans appréhension l'exaltation mystique du futur souverain: à bon droit d'ailleurs, car elle était peu en harmonie avec la diplomatie prudente qu'étaient obligés d'observer les princes tchèques.

Vers 924, Venceslas, alors âgé de 17 ans, prit en mains le gouvernement du pays et aussitôt se mit à construire, dans l'enceinte du château de Prague, une nouvelle église qui fut ensuite consacrée à S^t Guy. Lorsque Venceslas monta sur le trône, les circonstances n'étaient guère favorables à ses penchants ascétiques. Mais il montra bientôt qu'il avait l'énergie nécessaire pour réprimer les intrigues de sa cour et il eut

même la force d'en éloigner sa mère, Drahomíra. Il entretint des rapports assez amicaux avec la Germanie, où régnait alors Henri l'Oiseleur, premier roi de la maison de Saxe, qui avait succédé à la dynastie dégénérée des Carolingiens.

Cependant, les intrigues et surtout l'ambition de son frère Boleslas, devaient mettre une fin prématurée à son règne. Il n'est pas impossible non plus que le réveil du sentiment national y ait eu une part, car on ne voyait pas d'un bon œil ce prince d'habitudes claustrales s'entourer d'une foule de prêtres germaines qu'il comblait de ses largesses. Le mécontentement général se manifesta ouvertement en 929. Attiré au château fort de son frère Boleslas, il y fut traîtreusement assassiné, à peine âgé de 22 ans, le 28 septembre de la même année. Presque aussitôt après sa mort, la légende s'empara de sa figure et en fit l'idéal du souverain, le transformant de bonne heure en un saint invoqué dans une vieille chanson tchèque en qualité de patron et protecteur de la Bohême.

Le successeur de Venceslas, Boleslas I^{er}, à qui son fratricide valut le surnom de „Cruel“, que lui donne déjà Cosmas, compte parmi les meilleurs souverains de la famille des Přemyslides. Sous son règne, la Bohême atteint son apogée dans la première période de son histoire et non seulement son fils et successeur Boleslas II, mais une longue lignée de princes postérieurs vécut de ses plans et de son héritage. Au début, Boleslas se trouva dans une situation difficile. Le meurtre de Venceslas avait fourni à l'habile Henri I^{er} un prétexte pour se faire l'exécuteur de la justice immanente et entrer en Bohême à la tête d'une armée qui pénétra jusqu'à Prague. Boleslas, qui venait à peine de prendre le pouvoir, dut se soumettre et s'engager à payer un tribut annuel au vainqueur. C'est tout ce que désirait Henri I^{er}, qui avait profité de l'occasion pour remettre en vigueur le tribut payé anciennement par les princes tchèques au royaume de Germanie. Boleslas employa les premières années de son règne à consolider son pouvoir et continua à remplir, pendant ce temps, „fidèlement et utilement“ ses engagements envers Henri I^{er}. Mais, à la mort de ce dernier (936), les choses changèrent, car Boleslas ne se sentit plus lié par sa promesse de 929 et essaya même de tirer parti des embarras dans lesquels se trouvait le successeur du fondateur de la dynastie saxonne. Les hostilités commencèrent dès 936, mais se prolongèrent pendant quatorze ans, jusqu'à ce qu'Othon I^{er} se décidât à marcher sur la Bohême pour y livrer un combat décisif. L'armée allemande pénétra jusqu'au centre du pays et Boleslas, écrasé par des forces supérieures, fut obligé d'accepter une paix qui renouvelait, il est vrai, l'ancien état de vasselage de la Bohême envers l'Allemagne, mais, en même temps, lui laissait la possibilité de poursuivre son développement. Elle devenait

fief du Saint Empire, mais avec des droits assez étendus : son duc n'était point nommé par l'empereur, mais par la noblesse tchèque, qui le choisissait toujours dans la famille des Přemyslides. Sa confirmation par l'empereur n'était qu'une formalité, à l'occasion de laquelle le nouveau souverain s'engageait à remplir certaines obligations qui n'avaient rien de vexatoire.

Boleslas I^{er} resta fidèle à l'empereur Othon, même lorsque celui-ci fut menacé par des révoltes intérieures, ou lorsque les Magyars, jusque-là indomptés, envahirent le Sud de l'Allemagne, en 953, dans cette expédition qui les conduisit, à travers la Lorraine, jusqu'en France. Boleslas s'était bien rendu compte que le danger magyar menaçait également ses États ; c'est pourquoi lorsque, en 955, la horde s'avança jusqu'à Augsburg, il envoya à Othon des renforts, et lui-même, postant le gros de ses troupes sur la frontière bohémomorave, réussit à anéantir une armée que les Magyars avaient envoyée contre lui. Il semble qu'il profita de l'occasion pour leur arracher la Moravie et la Slovaquie occidentale jusqu'au Váh qui, depuis 905, étaient en leur pouvoir. Cette conquête étendit singulièrement ses États : un géographe arabe contemporain, Ibrahim ben Jacoub, l'appelle „roi de la Frâgie, de Bûima et de Krâkva“.

Le lien politique entre les branches tchèque et slovaque ne fut donc pas rompu pour toujours, même après la désagrégation de l'Empire de la Grande Moravie. Mais à cette époque le centre politique de la nation tchèque, alors en train de se former, se déplaça quelque peu vers l'Ouest ; les Slovaques se trouvèrent ainsi en dehors des efforts centralisateurs des princes tchèques, tandis que ceux-ci, embarrassés par de graves complications survenues sur le territoire de la Bohême actuelle, ne purent vouer l'attention désirable aux intérêts d'un pays si éloigné de leur résidence habituelle. Toutefois, les liens qui unissaient la Slovaquie à la Bohême et à la Moravie actuelle restaient plus forts que de simples liens politiques, car le nouvel évêché de Prague, fondé peu de temps après la mort de Boleslas I^{er}, s'étendait aussi sur la Slovaquie. Cette union ne fut pas de longue durée, la séparation s'accomplit bientôt et, cette fois, d'une façon définitive.

Après leur défaite sur le Lech en 955, les Magyars comprirent que leur existence en tant qu'État n'était possible qu'à la condition de s'accommoder au genre de vie des peuples de l'Europe centrale et d'adopter leur civilisation. C'était le seul moyen d'assurer leur avenir et les premiers Arpads que connaisse l'histoire consacrèrent tous leurs efforts à cette importante tâche. Ce passage de la vie nomade à la vie sédentaire et les défaites qu'ils avaient subies ne laissèrent plus aux Magyars la possibilité de songer à de nouvelles incursions.

Les Arpads eurent le bon sens de reconnaître que, dans leur situation, seul, le christianisme était capable de leur assurer une place parmi les autres nations chrétiennes. Que l'Etat tchèque du temps des Boleslas leur ait servi en cela de modèle, on ne doit pas s'en étonner; si nous pouvons prêter créance aux chroniques qui relatent le baptême du fils de Geiza, nommé Etienne, par Saint-Adalbert, évêque tchèque, il n'est pas douteux non plus que la Slovaquie chrétienne ait exercé sa part d'influence sur la Pannonie magyare. Or, comme, à cette époque, l'acceptation du christianisme équivalait à l'initiation à une civilisation plus avancée, à des conceptions morales plus élevées, ce fut donc bien la nation tchèque, plus particulièrement la branche slovaque, qui contribua à semer les misères qui devaient lui survenir plus tard, en favorisant l'établissement des Magyars dans l'Europe centrale. Nous rencontrons souvent dans l'histoire des Slaves, comme ailleurs, des faits semblables. Ainsi, les Bulgares qui avaient subjugué politiquement les Slaves des Balkans, ont fini par s'assimiler complètement à ceux qu'ils avaient conquis, après avoir accepté leur civilisation. Les Varègues également se fondirent de bonne heure dans le flot des Slaves russes. Malheureusement, ce processus ne s'accomplit pas jusque dans ses dernières conséquences en Hongrie. Il est certain que les Magyars étaient numériquement affaiblis en 955, néanmoins ils conservèrent, bien qu'ayant adopté les idées de l'Occident, leur caractère national et, tout en empruntant aux Slovaques une nouvelle civilisation, ils ne fusionnèrent cependant pas avec eux.

Cependant la Bohême n'appartenait pas tout entière à Boleslas : la partie orientale du pays était occupée par les vastes possessions de la dynastie des *Slavníkovci* originairement princes de la tribu des *Zličané*. Ce territoire s'étendait vers le Nord en une pointe aiguë qui séparait le centre de la Bohême de la Moravie, de sorte que, pour gagner cette dernière, il fallait se servir d'un chemin détourné par le Nord, à travers la Silésie méridionale et le pays de Cracovie, où Boleslas régnait en maître apparemment depuis 950.

La possession de Cracovie avait mis les Etats tchèques en relations directes avec la Pologne gouvernée, depuis 960, par un prince très énergique et prévoyant, Mieszko, fils de Zemomysl. Les premiers rapports noués entre Tchèques et Polonais peu après l'avènement de Mieszko furent des plus amicaux. Les Tchèques, d'une civilisation plus avancée, jouèrent volontiers le rôle d'éducateurs. En 965, Mieszko, encore païen comme le peuple qu'il gouvernait, épousa Dubravka, une des filles de Boleslas I^{er}. Celle-ci fit embrasser la foi chrétienne à son époux, qui, peu de temps après (vers 968) fonda un siège épiscopal en Posnanie, tandis qu'une grande partie de son peuple recevait le baptême. Boleslas,

de son côté, s'était efforcé de donner à ses Etats une organisation ecclésiastique indépendante, mais il mourut prématurément en 967.

Boleslas II, le fils de ce grand prince, en lui succédant, trouva sa politique gouvernementale déjà toute tracée par son père. Il vécut en bons termes tant avec Mieszko qu'avec l'empereur d'Allemagne, ce qui lui permit de porter la frontière orientale de ses Etats jusqu'au Bug et au Styr. Les rapports d'amitié qu'il entretenait avec Othon I^{er} lui permirent de réaliser un des plans favoris de son père,¹ surtout lorsque Wolfgang, le nouvel évêque de Ratisbonne, eut renoncé à ses prétentions ecclésiastiques sur le territoire tchèque. La mort d'Othon I^{er} ne fit que retarder pour quelque temps la fondation de l'évêché de Prague. En 973, le moine saxon Dětmar, homme aussi savant qu'éloquent et qui connaissait la langue slave, devint le premier évêque de Prague. Le nouvel évêché ressortissait à l'archevêque de Mayence, par conséquent à une autorité fort éloignée, qui ne pouvait avoir qu'une faible influence sur les affaires religieuses de la Bohême.

Ce pays passait, à cette époque, pour chrétien, quoique son christianisme dût être assez superficiel, car, en plus d'une foule de superstitions et d'habitudes anciennes, il avait conservé du paganisme sa conception du droit et de la morale. Du temps de Svatopluk, Méthode avait essayé de toutes ses forces de concilier les coutumes matrimoniales en vigueur avec les préceptes de la morale chrétienne, mais ses efforts s'étaient heurtés au mur des traditions et des habitudes païennes. Il en fut de même en Bohême et les coutumes matrimoniales ne furent pas la seule pierre d'achoppement qu'y rencontrèrent les premiers propagateurs de la foi. Il va sans dire que Dětmar ne put extirper le paganisme et sur son lit de mort (au début de janvier 982) il fut pris de peur devant le châtement de Dieu, qu'il croyait avoir encouru par sa trop grande indulgence. Ses lamentations nous semblent quelque peu prématurées, car ni le zèle ardent de son successeur immédiat, ni celui d'une longue lignée d'évêques ne devaient encore suffire à déraciner complètement les conceptions païennes du cerveau tchèque.

Adalbert, issu de la puissante famille des *Slavníkovci*, lui succéda. Ce choix avait, avant tout, une grande importance politique, bien que — comme l'avenir le prouva — il ne fût point mauvais non plus au point de vue religieux.

Dans la seconde moitié du X^e siècle, les *Slavníkovci*, ducs de la tribu des *Zličané*, régnaient sur une grande partie de la Bohême orientale.

¹ Encore du vivant de Boleslas I^{er}, Mlada, sa fille, avait été envoyée à Rome pour demander au Pape de consentir à la fondation d'un siège épiscopal à Prague.

Leur frontière, à l'Occident, n'était pas très éloignée de Prague. C'était la seule des grandes régions du territoire qui n'eût point encore succombé aux efforts centralisateurs des princes de Prague; ceux-ci en effet n'avaient pas osé entrer en lutte ouverte contre des rivaux aussi puissants. L'intronisation de l'évêque Adalbert aurait dû apporter une détente dans les relations des deux partis. Si l'on aboutit à un résultat tout contraire, Boleslas II et ses conseillers n'en portent point seuls la faute.

Par sa ferveur religieuse, Adalbert rappelle beaucoup le prince Venceslas. Comme lui, il finit par être la victime de son exaltation, qui, l'empêchant d'envisager froidement les choses, l'entraîna inévitablement à des conflits violents avec les représentants attitrés de la nation. De même, comme Venceslas, qui, d'après la légende, aurait voulu renoncer à la couronne pour aller finir sa vie comme un simple moine, dans quelque cloître romain, Adalbert ne s'attacha pas entièrement à sa patrie, qu'il quitta, presque sans hésitation, pour aller mourir à l'étranger. Néanmoins, les débuts de son épiscopat furent pleins de promesses, bien que les succès réels — il n'en pouvait être autrement — ne se fussent manifestés que très lentement.

A cette époque, Boleslas II prenait une part très active aux affaires d'Allemagne, où des troubles avaient éclaté après la mort d'Othon II. Finalement, il se rangea aux côtés d'Othon III, qui sut apprécier l'amitié d'un prince aussi puissant. Peu après, il eut à faire d'un autre côté: l'amitié qui avait existé jusqu'alors entre Tchèques et Polonais se refroidit à la mort de Dubravka. Mieszko, jaloux du pouvoir de son beau-frère, s'empara d'une partie de la Silésie qu'il conserva en son pouvoir avec l'aide des Allemands. L'ancienne amitié ne se renouvela même pas lorsque, après la mort de Mieszko, le fils de Dubravka, Boleslas le Hardi, monta sur le trône de Pologne. Au contraire, le nouveau souverain, très doué et adroit, n'attendit qu'une occasion qui lui permit d'étendre ses domaines aux dépens de la puissance tchèque.

Entre temps, des troubles éclataient en Bohême, par suite du conflit qui mettait aux prises Adalbert avec la plus grande partie de la nation. Cet évêque avait, dès ses débuts, développé une ardente activité comme missionnaire; — il aurait même, paraît-il, baptisé le fils du chef magyar Geyza, le futur Saint-Etienne, et il donnait à son entourage l'exemple d'une vie vraiment chrétienne. Le but de ses aspirations était très élevé, mais la rude réalité de la vie l'arrachait chaque jour à son idéal, que la Bohême de ce temps-là ne pouvait réaliser. Ce pays, encore à demi-païen, apparaissait à l'enthousiaste de la réforme monastique, comme un aride désert où l'arbre de la véritable vie chrétienne ne pouvait verdir. En 980, après cinq ans d'un travail épuisant, Adalbert

partit pour Rome, sans même dire adieu à son diocèse, avec l'intention d'entreprendre un pèlerinage en terre sainte. En Italie, il changea d'intention et entra dans un cloître pour s'y livrer à la vie ascétique et à la contemplation. Mais il ne put jouir longtemps de la paix claustrale: sur l'intervention de l'archevêque de Mayence, un messenger se rendit de Prague à Rome pour lui apporter des promesses étendues qui le décidèrent, en effet, à regagner son diocèse tout en réservant sa liberté d'action pour l'avenir.

Il arriva donc en Bohême en 992, amenant avec lui des moines bénédictins, pour lesquels on fonda près de Prague, l'année suivante, le monastère de Břevnov, le premier monastère d'hommes fondé sur le territoire tchèque. Le premier couvent de femmes avait été probablement créé, en même temps que l'évêché, près de S^t Georges, au château de Prague.

Mais Adalbert fut bientôt convaincu de la vanité des promesses qu'on lui avait faites.

A la suite d'un conflit avec la famille des Vršovci, qui avait violé grossièrement le droit d'asile dont jouissait son monastère, il quitta pour la seconde fois la Bohême (en 994). Il n'avait même pas été soutenu par Boleslas qui, pour des raisons politiques, trouvait plus d'avantages à le combattre. Les domaines des Slavníkovci étaient si considérables que les princes de Prague ne pouvaient voir sans appréhension la puissance de leurs maîtres et il était tout naturel qu'ils cherchassent à affaiblir et à détruire si possible l'importance de cette famille. Les attaques personnelles que se permettait Adalbert ne pouvaient qu'envenimer le différend au lieu de l'aplanir. Il s'y ajoutait encore l'animosité que témoignait aux Slavníkovci la famille des Vršovci, qui avaient acquis un rang très important au service des princes tchèques.

En 995, les inimitiés mutuelles atteignirent leur comble. Boleslas II vint assiéger la forteresse de Libice, résidence des Slavníkovci, qui fut prise le 28 septembre, jour de S^t Venceslas, et presque tous ses défenseurs, parmi lesquels se trouvaient aussi quatre des frères d'Adalbert, furent passés au fil de l'épée. Cet acte de violence acheva *l'unification de la Bohême*; le domaine des Slavníkovci tomba tout entier en la possession de Boleslas II; les Vršovci eurent aussi une grasse récompense. L'aîné des frères d'Adalbert, Soběbor, qui était absent de Bohême lors de ces événements, s'empressa, lorsqu'il apprit la fin tragique de ses frères, de se réfugier en Pologne, auprès du roi Boleslas le Hardi.

Adalbert se rendit à Rome, l'année même du désastre de sa famille, avec l'intention de rentrer dans le monastère du mont Aventin, d'où il n'était sorti, en 992, que sur l'ordre du Pape. Mais cette fois encore,

un ordre pontifical le força à abandonner la vie monacale et il regagna lentement la Bohême par un chemin détourné.

Il ne franchit cependant pas les frontières du pays, car un messenger de Boleslas lui intima l'ordre de ne plus y rentrer. Adalbert accueillit ce message avec joie et décida d'entreprendre une mission chez les peuplades païennes du Nord-Est de l'Allemagne.

Il n'y put déployer longtemps son activité, car, dès 997, il trouva chez les Prussiens idolâtres la couronne des martyrs qu'il avait tant désirée. Le roi de Pologne, Boleslas le Hardi, vieil ami des Slavníkovci, fit transporter son corps à Gniazdno (Gnesen), où on l'enterra en grande pompe. Ainsi la dépouille mortelle de cet ami de l'imaginatif Othon III fut ensevelie loin de sa patrie, qui de son vivant ne l'avait pas compris et ne pouvait le comprendre. Le vieux Boleslas mourut deux ans plus tard, après avoir fondé, peu de temps avant sa mort, un monastère à Ostrov, près de Prague. Le siège épiscopal de Prague, devenu vacant après la mort d'Adalbert, fut occupé par le moine Thiddag du monastère de Corvey, qui s'était fait une réputation de médecin habile.

CHAPITRE V

PÉRIODE DE DÉCADENCE ET D'EFFORTS RÉGÉNÉRATEURS

Boleslas III (999—1003). Massacre des Vršovci. Interrègne de Boleslas le Hardi de Pologne. — Jaromír (1004—1012). — Le duc Oldřich (1012—1034) et la régénération du pays. Conquête de la Moravie et séparation de la Slovaquie. — Břetislav (1034—1055). Négociations avec Rome. Guerre avec Henri III, empereur d'Allemagne. Traité avec la Pologne. — Règnes de Spytihněv (1055—1061) et Vratislav (1061—1092). Conflit entre Vratislav et Jaromír, évêque de Prague. Couronnement de Vratislav. — Břetislav II (1092—1100). Introduction funeste d'un nouveau mode de succession.

Boleslas II passa le sceptre à son fils aîné Boleslas III, surnommé *le Roux*, à cause de la couleur de sa barbe et de ses cheveux. Les défauts de ce prince contribuèrent à la ruine de sa puissance. Boleslas le Hardi n'attendait qu'une occasion d'affaiblir les Tchèques; aussitôt après la mort de Boleslas II, il s'empara par surprise de Cracovie. Othon III avait fait élever une cathédrale sur le tombeau d'Adalbert et le frère utérin du défunt, Radim (Gaudentius), avait été fait premier archevêque de Gniazdno. Boleslas le Hardi trouva dans l'amitié qui le rattachait à l'empereur, amitié fondée sur le soin que ce dernier vouait au culte de S^t Adalbert, un appui qu'il sut faire servir à ses conquêtes ultérieures en Bohême.

Boleslas III fut un prince dont le caractère ne nous apparaît pas sous les plus belles couleurs. Il se laissa surtout guider par la soif de vengeance et la cruauté, tandis que son administration manquait de fermeté et de prudence. Il crut trouver son principal soutien dans la puissante et ambitieuse famille des Vršovci, qui était celle de sa femme, mais il semble que ceux-ci, notamment leur chef, Kochan, ne songeaient, au contraire, qu'à renverser les Přemyslides pour se mettre à leur place. Ce plan n'était pas irréalisable et pour y parvenir, les Vršovci cherchèrent d'abord à semer le désaccord entre Boleslas et ses deux frères puînés, Jaromír et Oldřich. A leur instigation, Jaromír fut privé de sa virilité et Oldřich n'échappa que par miracle à la mort qu'on lui avait préparée dans un bain.

En 1002, une révolution éclata contre Boleslas, et Vladivoj, appelé de Pologne, fut nommé à sa place.

Le nouvel élu reçut la Bohême en fief, à Ratisbonne, des mains d'Henri II, mais il mourut quelques mois après. Le frère de Boleslas III, Jaromír, qui, avec Oldřich et sa mère Emma, avait vécu en exil à la cour

de Bavière, prit le gouvernement du pays. Les Vršovci lui résistèrent et le retour de Boleslas III lui fit perdre la couronne.

Son pouvoir à peine rétabli, Boleslas III se mit à poursuivre les Vršovci, qu'il reconnut avoir été les auteurs des maux qui lui étaient survenus. Le coup mortel qu'il porta lui-même à son propre gendre, fut le signal d'un massacre général dans lequel périrent la plupart des membres de cette ambitieuse famille. Cet acte épouvantable souleva l'indignation générale en Bohême. C'est alors que Boleslas le Hardi jugeant l'instant venu d'intervenir dans les affaires tchèques, invita Boleslas III à venir le trouver en son château de Cracovie. Là, il fit crever les yeux au malheureux prince, qui s'était rendu sans rien soupçonner à son invitation, et, à la tête d'une armée puissante, il marcha sur Prague, qui l'accueillit comme un libérateur (mars 1003). Il amenait avec lui le frère d'Adalbert, Soběbor, dernier survivant des Slavníkovci.

Le roi de Pologne tenait à conserver ses nombreuses conquêtes avec l'assentiment de l'empereur Henri II, qui, de son côté, était disposé à lui concéder en fief la Bohême et même la Moravie.

Mais Boleslas ne voulait pas les tenir à titre de vassal, car son dessein était de fonder un vaste empire slave, complètement indépendant, aussi puissant que celui d'Allemagne et qui, devant embrasser tous les Slaves occidentaux, engloberait aussi ceux de l'Elbe, prêts à succomber à l'influence funeste de la germanisation. Henri II comprit le danger qui s'élevait à ses portes: il prit donc le parti de soutenir les frères de la famille des Přemyslides qui vivaient chez lui en exil. En 1004, il rassembla une grande armée qui franchit sans trop d'encombre la barrière que dressent, au Nord de la Bohême, les Monts Métalliques, et il marcha rapidement sur Prague. Les habitants de la Bohême firent presque partout bon accueil à l'armée allemande qui amenait avec elle les deux frères Jaromír et Oldřich, dont le premier devait prendre le gouvernement du pays. Une insurrection se produisit même à Prague et Boleslas s'enfuit sans opposer la moindre résistance, lorsque les premières troupes allemandes, commandées par Oldřich, s'approchèrent des murs de la ville. Arrivé à Prague, Henri donna la Bohême en fief à Jaromír, lequel, dans les années suivantes, prit part aux expéditions organisées par l'empereur contre Boleslas le Hardi. Ces expéditions eurent pour résultat que le roi de Pologne dut renoncer à la Bohême, gardant, toutefois, la Moravie et la Slovaquie.

Jaromír, non plus, ne jouit pas longtemps de sa dignité. Oldřich, le plus jeune des fils de Boleslas III, voyant le manque d'énergie de son frère, causé par une mutilation cruelle, s'empara, en 1012, du pouvoir — peut-être avec l'appui des Vršovci — et expulsa Jaromír du pays.

Henri abandonna ce dernier et reçut volontiers l'hommage d'Oldřich pour le fief de Bohême.

L'avènement d'Oldřich marque un renouvellement des forces de l'Etat: la décadence qui menaçait de désagréger la puissance cimentée par les premiers Boleslas s'arrêta; de nouvelles bases, sur lesquelles on pourra construire, sont jetées. Oldřich participa, comme son frère l'avait fait, aux expéditions d'Henri II contre Boleslas le Hardi, sans toutefois, en tirer aucun profit. L'importance d'Oldřich dans l'histoire tchèque consiste surtout en ceci qu'il donna à son pays son fils et successeur, Břetislav, l'„Achille tchèque“, enfant issu d'une liaison illégitime, célèbre par son esprit audacieux et romanesque et pour avoir enlevé la princesse allemande Judith, qui devint sa femme. Oldřich fut, en outre, l'un des fondateurs du monastère slave de la Sázava, où la liturgie slave mourante trouva, grâce au premier abbé, Procope, un dernier refuge avant de s'éteindre complètement.

Profitant des complications politiques qui agitèrent la monarchie des Přemyslides après la mort de Boleslas II, en 999, les Magyars agrandirent considérablement leurs conquêtes. Lorsque plus tard le glorieux prince tchèque Břetislav tenta de réparer cette perte, il dut se contenter de reprendre seulement la Moravie en 1029. Une expédition, entreprise en 1030, pour reconquérir la Slovaquie ne réussit pas; ce pays resta définitivement entre les mains des successeurs d'Arpad et fit partie intégrante des possessions de la couronne de Saint-Etienne. Trop éloignés à l'Est du centre politique tchèque, les Slovaques perdirent toute connexion politique avec leurs frères d'Occident, mais, bien que leur histoire politique restât dès lors étroitement liée à celle des pays hongrois, au point de vue intellectuel, la parenté intime des deux branches ne fut jamais oubliée. De sorte que si nous voulons écrire l'histoire commune de la nation tchécoslovaque, nous devons surtout insister sur les relations qui continuèrent entre Tchèques et Slovaques sur le terrain de la civilisation et qui, à certaines époques, produisirent les plus beaux fruits.

Oldřich mourut subitement en 1034, peu après avoir fait crever les yeux à son malheureux frère Jaromír, que l'empereur Conrad avait pu installer pour quelque temps sur le trône de Bohême.

Oldřich eut pour successeur le restaurateur de la puissance tchèque, l'énergique Břetislav. Celui-ci chercha avant tout à vivre en bons termes avec le Saint-Empire, sans que cela gênât sa liberté d'action.

Il est probable qu'il voulut reprendre les desseins politiques de Boleslas le Hardi, et fonder un grand empire slave dont le centre, cette fois, fût Prague. En effet, depuis la mort de ce roi (1025), la Pologne était en proie à des luttes intestines très graves, qui aboutirent à l'expul-

sion du prince Casimir. Břetislav, jugeant avec raison, que le moment propice était venu, partit, en 1038, à la tête d'une puissante armée, dans la direction de l'Orient.

Il occupa Cracovie et rétablit ainsi les frontières de ses Etats dans l'étendue qu'elles avaient eue sous Boleslas I^{er} et sous Boleslas II. Mais il ne s'en tint pas là: son but était Gniazdno, où reposait le corps de S^t Adalbert. L'armée tchèque ne rencontra aucune résistance sur son chemin et après trois jours de marche elle atteignit la ville archiépiscopale, où le corps du martyr fut respectueusement exhumé, puis transporté à Prague. Le retour de Břetislav dans sa capitale fut un véritable triomphe.

Mais, après s'être emparé des reliques du saint, il voulut obtenir pour l'église de Prague les prérogatives dont jouissait celle de Gniazdno en tant que tombeau du célèbre martyr; il se proposait de faire élever à l'archiépiscopat l'évêque de Prague, Šebíř.

Dès son retour de Pologne, il envoya donc des messagers à Rome pour y exposer ses demandes. Mais celles-ci n'y rencontrèrent pas un terrain favorable: entre temps, un messager était arrivé de Pologne pour se plaindre au pape des ravages faits dans son pays par l'armée tchèque. Les plans de Břetislav devaient donc échouer, car ses envoyés, loin de pouvoir songer à en hâter la réalisation, durent d'abord chercher à excuser leur maître et à obtenir l'absolution des péchés qu'on lui reprochait.

De son côté, l'empereur d'Allemagne n'avait pas vu d'un bon œil les entreprises de Břetislav. C'est en vain que celui-ci tenta de lui prouver qu'il était prêt à régler amiablement ses démêlés avec la Pologne. En 1040, Henri III envahit la Bohême, mais après une défaite qu'il essuya dans l'Ouest du pays, il fut forcé de se retirer en toute hâte. Il ne réussit que l'année suivante à franchir les frontières en usant d'un stratagème et, après avoir dévasté la contrée, il vint mettre le siège devant Prague.

Břetislav, affaibli par la trahison qui s'était glissée dans son camp, demanda la paix. Henri le maintint dans ses fiefs de Bohême, de Moravie et de Silésie, mais lui enleva la Pologne. En outre, Břetislav devait payer à l'empereur une redevance annuelle pour sa tenure. Il n'atteignit donc pas le but qu'il s'était proposé, mais ses Etats n'en furent pas moins agrandis. Réaliser le rêve de Boleslas le Hardi était, d'ailleurs, chose à peu près impossible à cette époque, car l'empire d'Allemagne n'aurait jamais souffert de voir s'élever un puissant empire slave sur ses confins.

Břetislav s'occupa de même activement des affaires intérieures de sa principauté. S'étant aperçu qu'il ne pouvait compter sur l'évêque Šebíř, il s'employa à gagner l'appui des monastères. Non content d'augmenter la dotation primitive que son père avait faite aux moines de la Sázava,

il combla de ses faveurs ceux de Břevnov et d'Ostrov. Ce fut probablement lui qui fonda le monastère de Rajhrad en Moravie et le chapitre de Stará Boleslav. Sous son règne, le château de Prague fut fortifié et la prospérité commença à se répandre dans le pays.

Un traité conclu en 1054 mit fin aux querelles qui avaient existé entre la Bohême et la Pologne depuis les dernières années du règne de Boleslas II. Břetislav céda la Silésie avec Breslau au roi de Pologne, Casimir, qui s'engagea, de son côté, à verser une redevance annuelle de 500 deniers d'argent et de 30 deniers d'or. A la part que prit Břetislav aux expéditions d'Henri III contre la Hongrie, on peut juger des bons rapports qui existaient alors entre la Bohême et le Saint-Empire. Břetislav mourut en 1055, laissant à son fils Spytihněv un Etat florissant et en exprimant le désir que la principauté passât désormais héréditairement à l'aîné de la famille des Přemyslides, ce qui, du reste, avait été de règle jusqu'alors. La Moravie était divisée en trois apanages pour trois des fils de Břetislav (Vratislav, Conrad et Otto), sous la souveraineté du prince de Prague et Jaromír, fils cadet de Břetislav, était désigné pour remplacer Šebíř sur le siège épiscopal.

Spytihněv, homme avide de domination, s'empara bientôt des territoires moraves adjugés à ses frères. Vratislav, pour échapper à sa colère, s'enfuit en Hongrie où il épousa en secondes noces Adlète, fille du roi du pays, André. Cette union était sans doute le fruit de combinaisons politiques sur la nature desquelles nous sommes insuffisamment renseignés. Il est évident aussi que l'expulsion des moines slaves du monastère de la Sázava fut également dictée à Spytihněv par des raisons politiques. La colère de ce prince l'entraîna même contre sa propre mère, Judith, qui, comme les moines de la Sázava, se réfugia en Hongrie. Cependant l'animosité ne devait pas persister longtemps entre les deux frères: Spytihněv, craignant que l'empereur d'Allemagne n'intervînt en faveur de Vratislav, rappela ce dernier de son exil de Hongrie et lui rendit son apanage de Moravie.

Comme ses prédécesseurs, Spytihněv se montra protecteur généreux des fondations ecclésiastiques tchèques: il fonda le chapitre de Litoměřice et fit démolir la vieille église S^t Guy, édiflée par S^t Venceslas dans l'enceinte du château de Prague, pour la rebâtir en plus grand afin qu'elle pût contenir la foule des pèlerins qui s'y pressaient. Il mourut en 1061, après un règne de courte durée. Vratislav, le deuxième fils de Břetislav, lui succéda.

Celui-ci fut un des meilleurs souverains de la famille des Přemyslides. Son énergie et son adresse, jointes à son don de juger sainement des événements, lui valurent de porter le premier la couronne royale.

sion du prince Casimir. Břetislav, jugeant avec raison, que le moment propice était venu, partit, en 1038, à la tête d'une puissante armée, dans la direction de l'Orient.

Il occupa Cracovie et rétablit ainsi les frontières de ses Etats dans l'étendue qu'elles avaient eue sous Boleslas I^{er} et sous Boleslas II. Mais il ne s'en tint pas là: son but était Gniazdno, où reposait le corps de S^t Adalbert. L'armée tchèque ne rencontra aucune résistance sur son chemin et après trois jours de marche elle atteignit la ville archiépiscopale, où le corps du martyr fut respectueusement exhumé, puis transporté à Prague. Le retour de Břetislav dans sa capitale fut un véritable triomphe.

Mais, après s'être emparé des reliques du saint, il voulut obtenir pour l'église de Prague les prérogatives dont jouissait celle de Gniazdno en tant que tombeau du célèbre martyr; il se proposait de faire élever à l'archiépiscopat l'évêque de Prague, Šebíř.

Dès son retour de Pologne, il envoya donc des messagers à Rome pour y exposer ses demandes. Mais celles-ci n'y rencontrèrent pas un terrain favorable: entre temps, un messenger était arrivé de Pologne pour se plaindre au pape des ravages faits dans son pays par l'armée tchèque. Les plans de Břetislav devaient donc échouer, car ses envoyés, loin de pouvoir songer à en hâter la réalisation, durent d'abord chercher à excuser leur maître et à obtenir l'absolution des péchés qu'on lui reprochait.

De son côté, l'empereur d'Allemagne n'avait pas vu d'un bon œil les entreprises de Břetislav. C'est en vain que celui-ci tenta de lui prouver qu'il était prêt à régler amiablement ses démêlés avec la Pologne. En 1040, Henri III envahit la Bohême, mais après une défaite qu'il essuya dans l'Ouest du pays, il fut forcé de se retirer en toute hâte. Il ne réussit que l'année suivante à franchir les frontières en usant d'un stratagème et, après avoir dévasté la contrée, il vint mettre le siège devant Prague.

Břetislav, affaibli par la trahison qui s'était glissée dans son camp, demanda la paix. Henri le maintint dans ses fiefs de Bohême, de Moravie et de Silésie, mais lui enleva la Pologne. En outre, Břetislav devait payer à l'empereur une redevance annuelle pour sa tenure. Il n'atteignit donc pas le but qu'il s'était proposé, mais ses Etats n'en furent pas moins agrandis. Réaliser le rêve de Boleslas le Hardi était, d'ailleurs, chose à peu près impossible à cette époque, car l'empire d'Allemagne n'aurait jamais souffert de voir s'élever un puissant empire slave sur ses confins.

Břetislav s'occupa de même activement des affaires intérieures de sa principauté. S'étant aperçu qu'il ne pouvait compter sur l'évêque Šebíř, il s'employa à gagner l'appui des monastères. Non content d'augmenter la dotation primitive que son père avait faite aux moines de la Sázava,

il combla de ses faveurs ceux de Břevnov et d'Ostrov. Ce fut probablement lui qui fonda le monastère de Rajhrad en Moravie et le chapitre de Stará Boleslav. Sous son règne, le château de Prague fut fortifié et la prospérité commença à se répandre dans le pays.

Un traité conclu en 1054 mit fin aux querelles qui avaient existé entre la Bohême et la Pologne depuis les dernières années du règne de Boleslas II. Břetislav céda la Silésie avec Breslau au roi de Pologne, Casimir, qui s'engagea, de son côté, à verser une redevance annuelle de 500 deniers d'argent et de 30 deniers d'or. A la part que prit Břetislav aux expéditions d'Henri III contre la Hongrie, on peut juger des bons rapports qui existaient alors entre la Bohême et le Saint-Empire. Břetislav mourut en 1055, laissant à son fils Spytihněv un Etat florissant et en exprimant le désir que la principauté passât désormais héréditairement à l'aîné de la famille des Přemyslides, ce qui, du reste, avait été de règle jusqu'alors. La Moravie était divisée en trois apanages pour trois des fils de Břetislav (Vratislav, Conrad et Otto), sous la souveraineté du prince de Prague et Jaromír, fils cadet de Břetislav, était désigné pour remplacer Šebíř sur le siège épiscopal.

Spytihněv, homme avide de domination, s'empara bientôt des territoires moraves adjugés à ses frères. Vratislav, pour échapper à sa colère, s'enfuit en Hongrie où il épousa en secondes noces Adlète, fille du roi du pays, André. Cette union était sans doute le fruit de combinaisons politiques sur la nature desquelles nous sommes insuffisamment renseignés. Il est évident aussi que l'expulsion des moines slaves du monastère de la Sázava fut également dictée à Spytihněv par des raisons politiques. La colère de ce prince l'entraîna même contre sa propre mère, Judith, qui, comme les moines de la Sázava, se réfugia en Hongrie. Cependant l'animosité ne devait pas persister longtemps entre les deux frères: Spytihněv, craignant que l'empereur d'Allemagne n'intervînt en faveur de Vratislav, rappela ce dernier de son exil de Hongrie et lui rendit son apanage de Moravie.

Comme ses prédécesseurs, Spytihněv se montra protecteur généreux des fondations ecclésiastiques tchèques: il fonda le chapitre de Litoměřice et fit démolir la vieille église S^t Guy, édiflée par S^t Venceslas dans l'enceinte du château de Prague, pour la rebâtir en plus grand afin qu'elle pût contenir la foule des pèlerins qui s'y pressaient. Il mourut en 1061, après un règne de courte durée. Vratislav, le deuxième fils de Břetislav, lui succéda.

Celui-ci fut un des meilleurs souverains de la famille des Přemyslides. Son énergie et son adresse, jointes à son don de juger sainement des événements, lui valurent de porter le premier la couronne royale.

Cependant son règne ne fut pas exempt d'amertumes et celui qui lui fournit le plus de sujets de mécontentement fut son plus jeune frère, Jaromír, destiné par son père à la carrière ecclésiastique, mais qui se montra incapable de dompter l'impétuosité de son caractère. Vratislav, devenu chef de la famille, partagea la Moravie entre ses deux frères, Otto et Conrad. Le bouillant Jaromír, quoiqu'il eût déjà été ordonné diacre, demanda sa part de biens temporels et, se la voyant refuser, s'enfuit en Pologne.

Bientôt après son avènement, Vratislav fit revenir les moines slaves dans leur monastère de la Sázava. En outre, il songea de bonne heure à diminuer le pouvoir de l'évêque de Prague, en érigeant un siège épiscopal indépendant en Moravie (1063). Cet acte lui était dicté, avant tout, par des raisons politiques. Il ne pouvait compter sur le successeur désigné de l'évêque de Prague, son frère Jaromír, car celui-ci était plus enclin à gouverner qu'à se laisser gouverner. De plus, l'évêque de Moravie pouvait être un instrument précieux dans son diocèse pour appuyer la politique du prince de Prague contre toute opposition des princes apanagés. Le moine Jean, du monastère de Břevnov, fut consacré premier évêque de Moravie, avec siège à Olomouc. Ce nouvel évêché fut créé sans le concours du Pape, grâce aux bons offices de l'évêque Šebř, qui se fit payer ses concessions en biens-fonds. L'utilité de ces mesures prises par Vratislav apparut bientôt.

En 1067, lorsque Šebř mourut, Conrad et Otto firent venir Jaromír de Pologne. Mais Vratislav n'était aucunement enclin à consentir à ce que l'aventureux Jaromír, plus fait pour la vie de chevalier que pour celle d'homme d'église, devînt évêque de Prague; il avait, d'ailleurs, un autre candidat en tête: son aumônier, l'archiprêtre de Litoměřice, Lanso. Son opposition fut cependant brisée par l'effervescence qui s'empara de son entourage pour l'y forcer et Jaromír, vers le milieu de l'année 1068, prit possession de son siège avec l'assentiment formel du prince. Du reste, le nouvel évêque se conduisit, au début de son épiscopat, d'une manière beaucoup plus calme qu'on ne s'y serait attendu.

Cependant la Bohême devait, sous ce règne, être mêlée aux complications extérieures. Déjà vers la fin du règne de Spytihněv, les relations jusque-là assez bonnes entre la Bohême et la Pologne avaient fini par se gâter et les querelles entre les deux pays, dans lesquelles l'empereur Henri IV chercha à intervenir, s'envenimèrent encore sous Vratislav. Cela ne donnait que plus de valeur et d'importance à l'aide que Vratislav avait prêtée à Henri IV dans les luttes que celui-ci eut à soutenir dans son empire même.

Vratislav et Jaromír ne vécurent pas longtemps en bonne intelligence. En 1070, Vratislav fonda le chapitre de Vyšehrad. Ce lieu devint la

résidence préférée du prince, tandis que Jaromír demeurait au château de Prague. Le prince avait obtenu du pape des prérogatives spéciales pour son nouveau chapitre: il n'était pas soumis à l'autorité de l'évêque de Prague, mais dépendait directement du Saint-Siège. Cela ne fit qu'irriter Jaromír, qui réclama avec insistance l'abolition de l'épiscopat d'Olomouc. Le conflit des deux frères prit de telles proportions que Vratislav dut demander à Rome qu'on lui envoyât un légat spécial pour régler le différend. En attendant, Jaromír se laissa aller à des brutalités contre l'évêque d'Olomouc, le frappant de sa main et exigeant qu'il se démit de sa dignité. Cet acte de violence fit se dissiper tout espoir de réconciliation: l'offense faite à l'évêque Jean atteignait aussi Vratislav. En 1073, celui-ci envoya un nouveau messenger à Rome. Le pape, touché par les riches présents qu'il lui apportait, envoya deux légats en Bohême chargés non seulement d'aplanir le conflit entre le prince et l'évêque, mais aussi de faire entrer en vigueur dans la lointaine Bohême les nouvelles réformes que se proposait d'introduire le pape Grégoire VII. Les deux légats reconnurent Jaromír coupable d'insubordination et le destituèrent de ses fonctions. Mais le clergé tchèque prit ouvertement le parti de son évêque, si bien que, finalement, les légats durent quitter le pays sans avoir pu rien arranger. L'archevêque de Mayence prit ensuite Jaromír sous sa protection. Grégoire VII cita ce dernier et l'évêque d'Olomouc à comparaître devant son tribunal. A Rome, l'évêque Jean faisant défaut, Jaromír nia avoir commis contre lui aucun acte de violence et finit même par obtenir satisfaction.

Ce succès ne fit qu'augmenter son amour-propre, de sorte que, à son retour, les anciennes querelles ne purent que s'envenimer. Vratislav se plaignit encore à Rome et cette fois-ci l'intercession seule de la comtesse Mathilde de Toscane sauva Jaromír d'une décision défavorable. Le pape décida que les évêchés de Prague et d'Olomouc se partageraient les biens qu'ils se disputaient, ce qui impliquait évidemment que le pape reconnaissait l'évêché d'Olomouc et que, par conséquent, Jaromír avait perdu sa cause.

Bien que les deux frères se fussent engagés dans des voies différentes et parfois opposées, ils restèrent cependant d'accord sur un seul point: la fidélité au Saint-Empire. Henri IV, au cours de la querelle des investitures, se trouva plus d'une fois dans une situation très critique. On peut soutenir à juste titre que seules, la fidélité et l'aide infatigable de Vratislav lui permirent de traverser les périodes difficiles de révoltes intérieures qui ne pouvaient être réprimées souvent qu'au prix des plus grands efforts. Jaromír fut même, pendant quelque temps, chancelier d'Henri IV, ce qui l'éloigna du diocèse de Prague et lui permit d'oublier

un peu les discordes de son pays. Henri, qui savait bien que l'aide généreuse de Vratislav l'avait seule préservé d'une catastrophe, récompensa son allié en lui accordant les Marches de l'Est et le margraviat de Misnie. Même lorsque le conflit eut éclaté avec la papauté et que l'Allemagne fut tout entière soulevée par la révolte, Vratislav n'abandonna point son protecteur et l'armée tchèque aida l'Empire à surmonter la crise. En 1081, Henri IV reprit à Vratislav — d'ailleurs avec le consentement de celui-ci — les territoires qu'il lui avait donnés quelques années auparavant, en lui offrant en échange les Marches d'Autriche. Il semble bien que Vratislav conserva aussi quelques forteresses en Misnie. Dans une expédition qu'il organisa bientôt après contre Rome, Henri fut accompagné par trois cents guerriers tchèques, conduits par Bořivoj, fils de Vratislav, et par son futur gendre, Wiprecht de Groitzsch. Henri, grâce surtout au courage des Tchèques, s'empara de la ville papale, où il fut couronné avec son épouse en 1084.

A son retour, l'empereur n'oublia pas son fidèle allié. Vratislav dut renoncer, il est vrai, aux Marches d'Autriche, dont il n'avait même pas encore pris possession, mais, en revanche, il fut investi d'une dignité qu'avait déjà convoitée Spytihněv II: en 1085, il reçut, à Mayence, la couronne royale des propres mains de l'empereur, qui lui conféra le titre de *roi de Bohême et de Pologne*. C'est aussi vers cette époque que les souverains de Bohême cessèrent de payer à l'Empire Germanique la redevance annuelle jusque-là en usage; mais une obligation leur restait: celle d'accompagner l'empereur à Rome, ce dont ils pouvaient se racheter. Le roi de Bohême demeurait donc vassal de l'Empire et était tenu d'assister à certaines diètes. Mais c'est tout de même à cette époque que s'opère ce changement si profond dans les relations de vasselage, que les devoirs du suzerain l'emporteront sur ses droits. Le couronnement proprement dit de Vratislav eut lieu le 15 juin de la même année à Prague. L'archevêque de Trèves, Egilbert, posa la couronne royale sur le front du nouveau roi et sur celui de son épouse Svatava. Peu de temps après, les relations avec l'Empire se refroidirent. Vratislav ne pouvait voir sans mécontentement Henri combler de faveurs ses anciens ennemis, alors que lui-même avait été privé des territoires qu'on lui avait jadis donnés. Il prit la résolution de ne plus s'exposer pour son ancien allié, dont, d'ailleurs, l'expédition de Rome avait consolidé le pouvoir, et, dans toutes les guerres ultérieures de l'Empire, il garda une neutralité absolue.

Vratislav fut un zélé patron de la liturgie slave. Non seulement, il combla de ses faveurs le monastère de la Sázava, mais encore, en 1079, il s'adressa au pape pour que celui-ci autorisât l'usage de la liturgie slave; l'autoritaire Grégoire VII rejeta sa demande. La fin de son règne ne fut

pas exempte de troubles. La mort de Jaromír en 1090 termina, il est vrai, les querelles qu'il avait de nouveau soulevées depuis 1086 contre son frère, mais les affaires de Moravie et surtout la révolte de son fils Břetislav remplirent d'amertume les derniers mois de la vie du premier roi de Bohême; il mourut au commencement de l'année 1092. Břetislav II succéda à son père, après un court passage au pouvoir de Conrad, prince de Moravie.

Le règne relativement court de Břetislav II fut surtout marqué par la façon dont il pourchassa les vieilles habitudes païennes qui s'étaient maintenues opiniâtrément dans le pays, en dépit des fameuses ordonnances de Břetislav I^r, données en 1039 à Gniazdno, sur le tombeau de S^t Adalbert. Les bois sacrés furent abattus, les ensevelissements en dehors des cimetières défendus et les fêtes funéraires (les „tryzny“) interdites. Břetislav, bientôt après son avènement, entra à la tête d'une armée en Silésie, car le roi de Pologne, Ladislas, avait refusé de payer la redevance convenue en 1054. L'expédition produisit son effet, les sommes dues furent payées. Cependant la paix fut de courte durée. En 1096, Břetislav dut envahir une seconde fois la Silésie. Ce coup fit découvrir un complot dans lequel se trouvaient impliqués les membres les plus influents de la famille des Vršovci.

Peu après l'expédition de Silésie, Břetislav dut agir contre les moines slaves du monastère de la Sázava. Ils avaient alors pour abbé Božetěch, excellent sculpteur sur bois et peintre très habile, mais peu aimé de ses confrères. Déjà du vivant de Vratislav, les assemblées du chapitre avaient été le théâtre de querelles violentes suscitées par les adversaires du père abbé. Břetislav, qui ne portait pas à la liturgie slave le même amour que son père, mit fin à ces dissensions en destituant Božetěch et en expulsant les moines slaves, qu'il remplaça dans leur monastère par les bénédictins de Břevnov, qui suivaient le rite romain. Au reste, ce prince se montra ardent et généreux protecteur de la foi chrétienne. La nouvelle église S^t Guy, dont la construction avait été commencée sous Spytihněv, fut consacrée en 1096 par l'évêque Cosmas; peu après, fut bâtie l'église du château ducal de Litomyšl. Vers cette époque, les premières troupes de croisés passèrent par Prague; elles se jetèrent sur les juifs de cette ville, les obligèrent à se faire baptiser et égorgèrent ceux qui refusaient. Les juifs, craignant de nouveaux excès, conçurent secrètement le plan d'émigrer en Pologne et en Hongrie. Cela fournit aux fonctionnaires du prince l'occasion désirée de confisquer leurs biens au profit du trésor royal.

En 1099, Břetislav établit un précédent funeste: désirant avoir pour successeur son frère puîné Bořivoj, il demanda à l'empereur Henri IV d'accorder à ce dernier la Bohême en fief, encore de son vivant. Henri s'empressa d'accéder à ce désir, encore qu'il violât l'usage jusque-là

observé, selon lequel l'empereur ne donnait l'investiture qu'à celui qui avait été auparavant accepté comme souverain par la noblesse tchèque et que l'on avait présenté au peuple sur un trône de pierre dans la cour intérieure du château de Prague. Břetislav montra ainsi aux empereurs le chemin à suivre et qu'ils suivirent effectivement à partir du XII^e siècle, ce qui constitua un péril sérieux pour l'indépendance de la Bohême. Ce prince mourut assassiné en 1100; Bořivoj II, qui tenait déjà le pays en fief, lui succéda. Son règne inaugura une période de décadence, dont Břetislav II, en dépit de son gouvernement énergique, avait semé les premiers germes.

CHAPITRE VI

PÉRIODE DE DÉCADENCE POLITIQUE

Bořivoj II (1100—1107). Sa détronisation par Svatopluk (1107—1109). — Désordres et troubles sous le règne de Vladislav (1109—1125). — Soběslav (1125—1140). Règlement de la succession. — Vladislav II (1140—1173). Intervention de la papauté. Croisade de Vladislav. Couronnement de Vladislav roi de Bohême. Campagnes en Italie et en Hongrie. Tchèques et Allemands. Abdication de Vladislav. — Soběslav II (1173—1179). Campagne dans le Vitoraz. — Frédéric (1179—1189). Création du margraviat de Moravie. — Conrad Othon (1189—1191). — Luites de succession (1191—1197).

Bořivoj II avait les qualités qui honorent un simple mortel, mais il manquait complètement de l'énergie nécessaire à un souverain. Il ne sut pas déjouer à temps les intrigues des princes apanagés de Moravie, dont l'un, Oldřich de Brno, se fit allouer, par l'empereur, moyennant finances, le fief de Bohême. La tentative faite en vue de dépouiller Bořivoj ne réussit pas, il est vrai, mais la Bohême n'en était pas moins devenue un jouet entre les mains de l'empereur germanique. Bořivoj à cette occasion, ne se montra pas assez énergique: malgré son acte de révolte ouverte, Oldřich ne fut point privé de ses territoires autour de Brno (Brněnsko). D'un autre côté, Bořivoj, par sa conduite sans caractère lors d'une invasion des Polonais en Moravie, se fit un ennemi de Svatopluk, le prince vassal d'Olomouc. Ce dernier, qui avait en Bohême de nombreux partisans, conçut le dessein de s'emparer du trône. En 1105, il entra en Bohême, pendant que Bořivoj faisait la guerre en Allemagne. Cette expédition échoua, mais Svatopluk s'assura l'appui de Boleslas III de Pologne. Avec l'aide de ce dernier et avec celle du roi de Hongrie, Coloman, il parvint, en 1107, à supplanter Bořivoj sur le trône de Bohême.

Le prince détrôné eut recours à Henri V, qui se laissa gagner à sa cause par des moyens sonnants. Mais lorsque Svatopluk vint aussi offrir à l'empereur une somme importante, celui-ci, n'ayant plus rien à attendre de Bořivoj qui s'était déjà exécuté, laissa la couronne au dernier offrant. Cependant Svatopluk n'échappa pas lui-même à la trahison des siens. Pendant qu'il accompagnait en Hongrie une expédition de l'empereur, Boleslas III de Pologne, qui s'était déclaré pour Bořivoj, attaqua ses frontières du Nord-Est, alors défendues par Mutina, chef des Vršovci. Celui-ci, ayant été obligé de battre en retraite, fut soupçonné de trahison et, dès son

retour en Bohême, Svatopluk tira de la famille des Vršovci une vengeance sanglante (1108) qui ne fut pas, d'ailleurs, sans profit pour ses finances. En 1109, il tomba sous les coups d'un assassin, au cours d'une expédition envoyée par l'empereur contre les Polonais.

Sa mort ouvrit carrière aux intrigues des trois prétendants. En fin de compte, ce fut *Vladislav*, frère de Bořivoj, qui, avec l'aide de l'empereur, monta sur le trône. Le pays était alors déchiré par une guerre civile qui épuisait toutes les cruautés. Partout régnaient la méfiance et la fausseté; promesses et serments n'étaient faits que pour trahir, on n'y ajoutait plus foi. L'empereur intervenant d'un côté, la Pologne de l'autre, les affaires prenaient chaque jour un tour inattendu.

Les amis étaient, tout d'un coup, à couteaux tirés et les adversaires se changeaient en alliés. En 1117, Vladislav, subitement et de son propre gré, renonça à la couronne et Bořivoj, qui, depuis 1107, avait mené la vie errante de l'exilé tant en Allemagne qu'en Pologne, reprit en mains le pouvoir. Toutefois, sa propre incapacité lui fit perdre en 1120 encore une fois le trône, dont Vladislav s'empara de nouveau. Celui-ci mourut en 1125, après s'être réconcilié peu de temps avant sa mort avec Soběslav, le plus jeune de ses frères, à qui il laissa la couronne.

Soběslav était passé par la dure école de l'exil; ses rapports avec son frère ayant été longtemps moins qu'amicaux, il avait vécu à la cour des rois de Pologne. Le trône de Bohême acquit en lui un souverain énergique qui releva le pays, malgré les circonstances défavorables contre lesquelles il fut obligé de lutter. Ses débuts mêmes furent difficiles. Othon, prince de Moravie, éleva contre lui ses prétentions au trône et chercha un protecteur dans l'empereur Lothaire. Ce dernier saisit l'occasion qui s'offrait à lui d'intervenir dans les affaires de la Bohême, et se mit en route à la tête de son armée. Soběslav le battit complètement près de Chlumec, dans une bataille où l'armée tchèque combattit pour la première fois sous l'étendard de S^t Adalbert, arboré sur la lance de S^t Venceslas. Lothaire, qui avait été fait prisonnier, donna le fief de Bohême à Soběslav, qui rendit généreusement la liberté à tous les Allemands qui étaient tombés entre ses mains. A partir de ce jour, les relations des deux princes furent très amicales.

Après la victoire de Chlumec, Soběslav régla les affaires de Moravie, qui s'étaient compliquées par la formation de nombreuses branches collatérales de la famille des Přemyslides, dont beaucoup de membres, supportant difficilement d'être éloignés du pouvoir, prirent à plusieurs reprises les armes pour faire valoir leurs prétentions.

Plus d'une fois au cours de son règne, Soběslav dut intervenir avec énergie; sa vie fut même menacée par un complot dans lequel était impliqué l'évêque de Prague, Menhart. Il songea d'assez bonne heure

à fixer le droit de succession au trône, qui depuis longtemps avait été l'occasion de troubles à la mort de chaque prince.

Pendant son séjour à Bamberg, à la cour de l'empereur Conrad (1138), Soběslav lui demanda la Bohême en fief pour son fils aîné, Vladislav. L'empereur accéda volontiers à son désir et ce ne fut que plus tard, à une assemblée de la noblesse, tenue à Sadská, que Soběslav fit aussi reconnaître par la noblesse tchèque son fils comme son successeur. Il aurait fallu procéder juste de la façon contraire; mais Soběslav suivit l'exemple dangereux qui lui avait été donné par Břetislav. L'ordre de succession par droit de primogéniture remplaçait ainsi l'ordre ancien qui faisait héritier du trône l'aîné de la famille et puisque le premier-né du roi devenait son successeur, les lignes collatérales de la famille régnante étaient exclues de la succession.

Le règne énergique de Soběslav laissa des traces visibles dans la prospérité croissante du pays, débarrassé des guerres civiles par la consolidation du pouvoir central. Soběslav fut un zélé protecteur du clergé et l'amitié qui l'unissait à l'évêque d'Olomouc, Henri Zdik, prouve qu'il savait apprécier le travail civilisateur que l'Église accomplissait alors dans le pays.

Soběslav mourut en 1140, avec la certitude d'avoir assuré sa succession à son fils Vladislav. Mais la noblesse tchèque ne voulut point se soumettre à la résolution qu'on lui avait arrachée à l'assemblée de Sadská et proclama roi Vladislav, fils de Vladislav I^{er}. *Vladislav II* n'avait été élu que dans l'espoir qu'il serait docile aux désirs des grands du royaume. Mais, contre toute attente, le prince montra son énergie, dès le début, en s'employant à faire régner l'ordre dans ses Etats.

Cela ne manqua pas de faire des mécontents, qui se groupèrent autour des princes de Moravie, toujours heureux de trouver une occasion de profiter des désordres en Bohême. Ils proclamèrent candidat au trône Conrad de Znoïmo qui battit Vladislav dans une bataille qu'il lui livra près de Vysoká Hora (région de Čáslav) en 1142.

Mais Vladislav demanda du secours à l'empereur Conrad III, qui força les mécontents, qui avaient déjà incendié une grande partie du château de Prague (notamment l'église S^t Guy), à se retirer. Cette intervention, payée naturellement à prix d'or, consolida la position de Vladislav; bientôt après, la Moravie fut à son tour soumise.

Le légat du pape, Guido, venu en Bohême afin d'y faire exécuter les décisions du concile de Latran (1139), prit part aux négociations entre le roi et les insurgés de Moravie. La curie romaine, soucieuse, depuis Grégoire III, de s'assurer l'hégémonie universelle, cherchait avant tout à faire de ses prêtres d'infatigables pionniers, soumis aveuglément à l'autorité papale. Mais le clergé tchèque vivait encore, selon l'ancienne cou-

tume, en état de mariage et suivant les principes d'une morale toute laïque. La tâche de Guido était donc très difficile. Il ne pouvait agir partout et toujours avec rigueur, sans quoi le diocèse de Bohême aurait perdu la plus grande partie de son clergé; mais au moins combattait-il avec énergie les désordres les plus criants et, surtout, il s'efforçait d'amener les prêtres à vivre dans le célibat. Soutenu par Vladislav, il y réussit en partie.

Sous le règne de Vladislav, l'ordre des Prémontrés et celui de Cîteaux furent introduits en Bohême, grâce aux efforts de l'évêque d'Olomouc, Henri Zdík, et à la générosité du roi. Mais Vladislav donna une autre preuve de son attachement à la foi. Après la chute d'Edesse, d'ardents enthousiastes, parmi lesquels se distingua Bernard de Clairvaux, se mirent à prêcher avec tant d'insistance une nouvelle croisade qu'ils décidèrent l'empereur Conrad III à lever, avec Louis VII de France, une armée de croisés. Par une lettre autographe, Bernard de Clairvaux pressa Vladislav de se joindre à l'expédition. Le roi se mit en route accompagné d'Henri Zdík. Mais la croisade n'eut pas de succès. Déjà avant que Conrad eut quitté l'Asie Mineure, Vladislav, aigri par la façon dont se passaient les choses dans l'armée des croisés et par les pertes graves que ses troupes avaient subies, revint à Prague, en passant par Constantinople, la Russie et la Pologne.

A son retour de cette expédition manquée, il trouva un excellent conseiller dans l'évêque de Prague, *Daniel*, qui avait acquis de profondes connaissances dans les écoles de Paris. Daniel fit preuve non seulement d'une vraie piété, mais aussi d'une habileté politique qui rendit de réels services à son souverain. C'est lui qui fit disparaître la tension qui s'était produite entre le prince et Frédéric I^{er} Barberousse, tant à cause de l'appui que celui-ci donnait à certains Přemyslides, qu'à cause de l'annexion qu'il avait faite de la Lusace du Nord, sur laquelle Vladislav avait des prétentions. Ce malentendu finit par se dissiper et Vladislav devint l'allié de l'empereur dans ses expéditions d'Italie, après avoir obtenu la promesse de recevoir la couronne royale et de se voir restituer le territoire de Budišín (Bautzen).

Avant l'expédition d'Italie, Frédéric couronna Vladislav comme roi de Bohême (janvier 1158), en lui conférant cette dignité non seulement à titre personnel, mais pour tous ses successeurs. Bientôt après, l'armée tchèque, conduite par Vladislav et accompagnée par Daniel, se mit en route vers le Sud. Après quelques succès de moindre importance, les Tchèques, par une manœuvre hardie, parvinrent à couper les Milanais de leurs communications et l'armée de Frédéric vint assiéger la capitale de la Lombardie. Milan finit par capituler aux conditions les plus dures et Vladislav, comblé par Frédéric de nouvelles distinctions, retourna en Bohême, lais-

sant en Italie Daniel comme lieutenant de l'empereur, pour livrer de nouveaux combats, de sorte que l'armée tchèque se trouva présente à l'humiliation définitive et à la destruction de Milan (1162).

Vladislav s'engagea ensuite, avec son alliée, la reine Euphrosyne, épouse de Geiza, dans la guerre de Hongrie, qui avait éclaté après la mort de Geiza (1161). Grâce à son intervention, le fils de Geiza, Etienne III, put monter sur le trône. Les contingents tchèques prirent part aussi aux autres expéditions de Frédéric en Italie et Daniel lui-même mourut en 1167, victime de la peste qui éclaircissait les rangs de l'armée impériale. Ce fut une grande perte pour Vladislav, car cet évêque, plus que lui, avait dirigé la politique tchèque.

Après la mort de son illustre conseiller, Vladislav tomba entièrement sous l'influence, point toujours heureuse, de sa femme, la spirituelle Judith. Néanmoins, à cette époque le pouvoir du roi de Bohême s'étend d'une façon remarquable. En 1114, le prince Vladislav I^{er}, porte déjà le titre de grand échanson de l'Empire et en 1169, à la diète de Bamberg, le roi Vladislav figure parmi les grands électeurs qui élurent roi allemand le fils de Frédéric, Henri, alors âgé de quatre ans. Il est très intéressant de constater qu'à l'époque de Barberousse, où l'autorité de l'empereur est si forte, cette élection se fait sous une forme qui laisse déjà sentir le rôle prépondérant que le roi de Bohême jouera plus tard dans l'élection du souverain de l'Empire Germanique. Mais par ailleurs, Frédéric n'eut aucun égard pour le plus fidèle de ses alliés et ne donna pas à Vladislav une preuve bien belle de sa reconnaissance pour les secours qu'il lui avait si souvent fournis.

Quelque temps après la diète de Bamberg, Vladislav commença à penser à sa succession. Il avait à cœur d'assurer le trône de Bohême à son fils Frédéric. Comme l'expérience avait prouvé que l'investiture impériale n'était pas un moyen très sûr, il résolut d'abdiquer de son vivant en faveur de son fils. C'est ce qu'il fit à la fin de 1172, en se réservant quelques domaines pour son usage, mais sans convoquer, comme le voulait l'usage, l'assemblée de la noblesse („de tous les Tchèques“) et sans prévenir l'empereur des ses intentions. La politique sans ménagements de Barberousse profita de l'acte imprudent de Vladislav. L'empereur songeait non seulement à abolir le titre de roi de Bohême, quoiqu'il eût conféré héréditairement, mais il cherchait encore à augmenter les droits de l'Empire Germanique aux dépens du fief de Bohême. Il se posa en adversaire de Frédéric et prit sous sa protection le fils de Soběslav, séquestré depuis longtemps au château de Přimda.

Soběslav II prit le pouvoir en 1173 avec le simple titre de prince, tandis que Frédéric allait goûter le pain amer de l'exil soit en Hongrie, soit à

la cour impériale. Vladislav II mourut également à l'étranger et son corps fut transporté plus tard à Strahov.

Depuis l'avènement de Soběslav II jusqu'à la fin du XII^e siècle, il n'y eut pas moins de sept princes qui se succédèrent sur le trône de Bohême. A cette époque, le pouvoir politique tchèque est en pleine décadence; l'Empire intervient sans aucun égard dans les affaires intérieures du pays et s'efforce d'affaiblir le prince en lui enlevant la Moravie et en rendant indépendant l'évêché de Prague. Ces années sont remplies de guerres civiles continuelles et de luttes entre les différents prétendants.

Soběslav II ne favorisa point la haute noblesse (de là son surnom de „prince des paysans“). Malgré la reconnaissance qu'il devait à l'empereur qui l'avait installé sur le trône, il tint à garder autant que possible sa liberté d'action. Il étendit considérablement les privilèges donnés par Vratislav II aux colons allemands établis près de l'église S^t Pierre, à Poříč, en leur accordant une très large autonomie administrative. Il combla de ses présents le cloître de Kladruby et beaucoup d'autres monastères de Bohême qui jouissaient de sa protection.

En 1175, il entra en guerre contre Henri II d'Autriche à cause du territoire de Vitoraz, qui avait été colonisé récemment par la famille autrichienne des Kuenring. L'armée tchèque dévasta le pays jusqu'au Danube. Le pape Alexandre excommunia Soběslav pour le punir d'avoir détruit, dans son expédition, plusieurs églises. L'empereur, craignant que le prince de Bohême n'acquît trop de puissance, s'apprêta à le détrôner. Des intrigues surgirent aussi en Moravie, mais Soběslav, pour les déjouer, confisqua les terres du prince Conrad Othon.

A ce moment, le fils du roi Vladislav, Frédéric, réussit à obtenir de l'empereur qu'il le replaçât sur le trône de Bohême, qu'il lui avait enlevé quelques années auparavant. Frédéric s'empara de Prague et Soběslav, malgré une brillante victoire qu'il remporta près de Lodenice, fut obligé de s'enfuir à l'étranger où il mourut en 1180. L'empereur fixa lui-même les frontières jusqu'alors en litige entre la Bohême et l'Autriche, dans le pays de Vitoraz, de telle manière qu'une bonne partie de cette contrée resta à la Bohême. La politique changeante de Frédéric devint très impopulaire dans ses Etats. Conrad Othon, prince de Moravie, se fit l'interprète du mécontentement général et, en 1182, éclata une révolte qui chassa Frédéric du pays. L'empereur Barberousse vint au secours de son protégé, mais au prix d'un affaiblissement notable de l'Etat tchèque. *La Moravie fut constituée en un margraviat indépendant* que Conrad Othon reçut des mains de Barberousse à titre de fief directement dépendant de l'Empire et sans aucune obligation envers les ducs de Bohême. Ce fut un rude coup porté à l'intégrité de l'Etat tchèque, et dont la cause remonte au

caractère querelleur et peu prévoyant des Přemyslides, toujours prêts à sacrifier l'indépendance du pays à leurs avantages personnels. Il n'est pas étonnant que la noblesse, de son côté, se soit efforcée de tirer profit de ces changements fréquents, quoiqu'elle ne supportât pas certainement sans peine les empiètements de l'Empire Germanique dans les affaires intérieures de la Bohême. Conrad Othon ne se réconcilia point avec Frédéric, de sorte qu'on en vint de nouveau en 1185 à un conflit armé. La paix ne fut conclue que l'année suivante; Conrad Othon, sans renoncer à son titre de margrave, reconnaissait la suzeraineté du duc de Bohême sur la Moravie. Ainsi finit l'indépendance de la Moravie, instituée si peu de temps auparavant par l'empereur. C'est le seul point lumineux dans cette sombre période de l'histoire tchèque. Vers la même époque, de graves démêlés surgirent entre Frédéric et l'évêque de Prague, Henri Břetislav, de la famille des Přemyslides. Ce dernier adressa une plainte à l'empereur qui saisit avec joie cette occasion pour intervenir dans les affaires tchèques; en 1187 *l'évêque de Prague fut élevé par l'empereur à la dignité de prince d'Empire* avec tous les droits afférents à ce titre, et, par conséquent, exempt de toute obligation envers le duc de Bohême. C'était une atteinte à l'intégrité de l'Etat Tchèque, semblable à celle qui lui avait été portée par la déclaration de l'indépendance de la Moravie. Heureusement, cet état de droit fut aussi de courte durée.

En 1189, le duc Frédéric mourut au moment où il s'apprêtait à partir pour la croisade. Conrad Othon, prince intelligent et très populaire, lui succéda, en vertu des stipulations du traité de Knín (1186). Le territoire de la Moravie fut réparti en apanages princiers, soumis à la suzeraineté du duc de Bohême. Le règne de Conrad Othon mérite une mention spéciale à cause de l'essai, tenté pour la première fois en Bohême, *de codifier le droit coutumier*; cela se fit d'une façon solennelle à la cour ducale de Salská. Conrad mourut en Italie, en 1191, alors qu'il accompagnait le nouveau roi allemand, Henri VI, qui allait se faire couronner à Rome. Ce fut une grande perte pour l'empereur aussi bien que pour la Bohême, qui redevint un jouet entre les mains des prétendants. Dès que la nouvelle de la mort de Conrad parvint en Bohême, on plaça sur le trône un fils de Soběslav I^{er}, Venceslas, qui fut renversé trois mois après par le prince Přemysl, fils du roi Vladislav. L'évêque Henri Břetislav et l'empereur Henri se mêlèrent à ces luttes de succession. Přemysl fut destitué par l'empereur Henri VI, en 1193, pour avoir fait partie d'une ligue contre l'Empire. La Bohême fut ensuite donnée en fief à l'évêque Henri Břetislav. Přemysl n'avait pas abandonné le pouvoir sans coup férir, mais, bientôt trahi par les siens, il s'enfuit pour ne pas tomber en captivité. Henri Břetislav fut aussi maître de la Moravie et réunit ainsi dans ses mains trois

dignités différentes. Mais, bien qu'à la fois évêque, duc et margrave, il n'eut pas, tout de même, l'autorité nécessaire pour s'opposer aux exigences de l'empereur, tandis que, de son côté, il lui rendit de précieux services.

Přemysl ne restait pas inactif dans son exil : il n'attendait qu'une occasion pour tenter un coup d'Etat. En 1197, il envahit la Bohême ; Henri Břetislav s'enfuit devant lui et vint mourir à Cheb. La noblesse tchèque, craignant que la trahison qu'elle avait commise contre lui en 1193 ne portât Přemysl à se venger d'elle, donna la couronne ducale à Vladislav, son plus jeune frère. Cela ne détourna pas Přemysl de son but. Mais la guerre civile fut arrêtée, grâce à la générosité de Vladislav qui, vers la fin de l'année 1197, abandonna la couronne ducale à son frère aîné, se contentant lui-même du titre de margrave de Moravie, sous la suzeraineté du duc de Bohême. L'avènement de Přemysl marque dans l'histoire tchèque le début d'une nouvelle période qui vit la fin de la décadence de l'Etat et la fondation d'une royauté héréditaire par l'autorité de cet énergique souverain.

CHAPITRE VII

LES ROIS DE LA FAMILLE DES PŘEMYSLIDES

(1197—1306)

Přemysl I^{er} (1197—1230). La Bohême royaume héréditaire. La bulle d'or de Sicile. Querelles entre le pouvoir temporel et l'Église. La Moravie réunie directement à la Bohême. — Venceslas I^{er} (1230—1253). Les Tchèques avant-garde des Slaves. Les marchands étrangers. Transformations économiques et conditions politiques. Colonisation allemande. Les villes. Invasion des Tatars. Politique extérieure. — Přemysl II (1253—1278). Union personnelle de la Bohême et de l'Autriche. Réunion du territoire de Cheb. Relations avec la Hongrie. Lutte des Přemyslides contre Rodolphe de Habsbourg. Paix de 1276 et révoltes. Défaite et mort de Přemysl : crise intérieure. — Régence d'Othon de Brandebourg (1278—1283). Paix de Čáslav. Révolte. — Venceslas II (1283—1305). Influence de Závřš de Falkenstein. Politique extérieure et intérieure. La monnaie tchèque. Venceslas couronné roi de Pologne. — Venceslas III (1305—1306). Extinction de la famille des Přemyslides. Troubles (1306—1310).

Přemysl I^{er} avait cinquante ans lorsqu'il monta sur le trône ; ses brillantes capacités naturelles et son sens politique avaient été aiguisés par l'expérience. Cependant, bien que l'Etat tchèque dût sa prospérité, qui se manifesta dès le début de ce règne, avant tout à l'énergie de ce prince, il ne faut tout de même pas oublier qu'un événement d'importance lui facilita singulièrement sa tâche. Le jeune Henri VI mourut subitement à Messine, l'année même où Vladislav III céda la couronne de Bohême à son frère. Quoique le droit de succéder au trône impérial eût été reconnu, en 1196 à Francfort, au fils d'Henri, Frédéric, alors âgé de deux ans, l'Allemagne devint, cependant, tout de suite après la mort de l'empereur, le théâtre de luttes acharnées entre deux partis, dont l'un élut roi le duc Philippe de Souabe, tuteur du jeune Frédéric encore mineur, tandis que l'autre, désireux d'écarter du pouvoir la famille des Hohenstaufen, proclama Othon, duc de Brunswick, de la famille des Guelfes.

Přemysl I^{er} sut y trouver son compte. Cédant au désir du pape, il soutint, en abandonnant Philippe, du moins pour quelque temps, le parti d'Othon, bien qu'il sympathisât au fond avec les Hohenstaufen, et trouva le moyen d'obtenir des deux partis, avides de s'assurer sa précieuse alliance, de larges concessions et de grands privilèges, qui tournèrent au profit des pays de Bohême. L'histoire tchèque, à cette époque, est étroitement liée à celle de l'Allemagne, mais, au point de vue politique, la Bohême établit son indépendance et, à mesure que ses forces s'accrois-

sent, elle prend de moins en moins en considération l'autorité affaiblie de l'Empire qui devient, comme cela s'était passé au XII^e siècle, complètement incapable de mettre un frein à l'œuvre émancipatrice de Přemysl.

Au début de son règne, Přemysl I^{er} s'était montré partisan résolu de Philippe de Souabe, qu'il soutint de son autorité et de ses armes. Philippe s'empressa de récompenser largement son allié. En 1198, *la Bohême fut constituée en royaume héréditaire* et Přemysl fut couronné roi de Bohême la même année. Parmi les autres avantages qu'il obtenait, il faut considérer comme le plus précieux le droit, cédé par Philippe aux rois de Bohême, d'investir les évêques de Prague, droit qui, depuis le temps de Dětmar, avait été exclusivement réservé aux empereurs. Il est vrai que la Bohême ne cessait pas d'être un fief de l'Empire Germanique, mais la confirmation des rois de Bohême ne devenait plus désormais qu'une simple formalité. Les empereurs Romains étaient obligés de reconnaître pour roi seulement le candidat élu par la noblesse tchèque.

Ces avantages, acquis dès le début de son règne, étaient pour Přemysl d'une valeur incalculable, car, outre qu'ils rendaient la Bohême indépendante, ils mettaient un terme à toute tentative dans le genre de celles de 1182 et de 1187. Cependant, Přemysl ne resta pas longtemps l'allié de Philippe, mais s'il l'abandonna pour passer dans le camp des Guelfes, on ne saurait l'accuser d'avoir été le seul coupable de cette rupture. Dès le début, ses intérêts furent liés au sort de deux procès en instance devant la curie romaine. Le premier avait été ouvert sur une plainte adressée à Rome par le clergé allemand contre l'évêque de Prague, Daniel, qui était accusé d'avoir reçu, en 1197, l'investiture du prince Vladislav et non de l'empereur. L'autre concernait sa demande en nullité du mariage existant entre lui et sa femme Adlette, fille du margrave de Misnie. Le pape Innocent III, ennemi juré de Philippe et des Gibelins, trancha les deux procès en sa faveur, en l'invitant à se joindre au parti d'Othon. Přemysl, qui désirait obtenir du pape et de l'empereur la confirmation des privilèges de 1198, passa, avec son oncle Herman, landgrave de Thuringe, du côté d'Othon. Grâce à l'aide qu'il apportait, Philippe fut battu et le pape aussi bien que l'empereur confirmèrent Přemysl dans sa dignité royale. Innocent III ne satisfait cependant pas son désir de voir transformer l'évêché de Prague en archevêché, mais il canonisa Procope, premier abbé du monastère de la Sázava.

Une fois qu'il eut obtenu ce qu'il désirait, Přemysl abandonna le parti d'Othon et lorsqu'en 1205 sa deuxième femme Constance, fille du roi de Hongrie Emerich, lui donna un fils, il fit célébrer les fiançailles du jeune prince avec Cunégonde, fille de Philippe. Mais ce dernier étant mort assassiné en 1208, Přemysl, pressé par le pape, reconnut Othon IV; néan-

moins, il fut un des premiers qui se détournèrent de cet empereur pour se ranger du côté du jeune fils de Henri VI, Frédéric.

Celui-ci, qui jouissait de la faveur du pape Innocent, sut apprécier l'alliance de Přemysl et dans sa *bulle d'or dite de Sicile*, donnée à Bâle, il lui confirma les privilèges accordés par Philippe, et en ajouta de nouveaux. En outre, le roi de Bohême reçut certains domaines situés sur le territoire de l'Empire. Lorsque quatre ans plus tard, Přemysl fit reconnaître à la noblesse tchèque et à Vladislav, prince de la Moravie, son fils, Venceslas, pour son successeur, Frédéric II n'hésita point à confirmer cette élection.

Ce fut sous le règne de Přemysl qu'éclatèrent en Bohême de terribles querelles entre l'Église et le pouvoir temporel. L'évêque de Prague, André, qui avait pris part au concile de Latran, convoqué par Innocent III, aspirait à s'affranchir de la tutelle de l'État. Jusque-là, l'évêque de Prague avait été considéré comme le chapelain du prince de Bohême, qui l'élevait à cette dignité par un acte de sa volonté souveraine après une approbation, de pure forme, donnée par la noblesse. Les nombreuses fondations offertes aux églises et aux monastères, tant par le prince que par les nobles, étaient considérées comme des dons faits au saint, et non pas au clergé. A une époque où les échanges se faisaient moitié en nature, moitié en espèces, ces donations représentaient des avantages économiques considérables. Le donateur, resté propriétaire des terres offertes, disposait de la liberté de faire bénéficier ceux qui lui plaisaient de la prébende qu'il avait fondée, de sorte que les prêtres se trouvaient entièrement à la merci de leur seigneur et le plus souvent aussi mal traités que des serviteurs. Quelques documents de l'époque nous prouvent que leur situation était des plus humbles. Jusqu'à la fin du XII^e siècle, le clergé ne forma pas une caste à part. L'effort tenté par la curie romaine pour introduire en Bohême le célibat des prêtres se heurta au début à une résistance opiniâtre chez les intéressés eux-mêmes, sur le siège de Prague il n'y eut personne, avant l'évêque André, qui fût capable de réaliser les désirs de la curie romaine. — En Moravie, la situation était quelque peu différente. L'évêque d'Olomouc, Henri Zdík, homme remarquable par ses talents, s'était occupé d'améliorer la situation du clergé morave. En 1144, il avait obtenu que son église fût soustraite à l'influence des princes de la Moravie et qu'elle dépendît directement du souverain. D'autres institutions religieuses, suivant cet exemple, réclamèrent les mêmes droits *d'immunité* que le roi leur accorda souvent dans l'intention d'affaiblir le pouvoir de la noblesse. Ce procédé était trop lent pour qu'il parvînt à affranchir complètement l'Église tchèque de la tutelle du pouvoir temporel. Tandis que Zdík, sans rencontrer toujours le succès, cherchait à éviter

tout conflit avec les princes de la Moravie ou avec le duc de Bohême, l'évêque André essaya de changer d'un seul coup l'état de choses existant. La lutte entre André et Přemysl commença ouvertement en 1217. Elle dura cinq années pendant lesquelles les deux partis adverses se servirent de tous les moyens à leur portée : d'un côté l'excommunication, de l'autre la confiscation des biens. Le pape même intervint dans ce conflit auquel Přemysl mit fin, en 1221, en accordant un privilège qui retirait les institutions ecclésiastiques de la juridiction des seigneurs et les plaçait sous la dépendance directe du roi. Les sujets des domaines appartenant à l'Église furent exemptés en partie des travaux publics. On reconnut à l'évêque le droit de punir lui-même les prêtres et celui de nommer et de destituer les desservants des églises. Ceux qui, jusqu'alors, avaient été les propriétaires de fondations religieuses devinrent simplement leurs patrons, de sorte que leur influence sur les prébendiers en fut considérablement restreinte. Evidemment, l'ancien état des choses ne changea pas en un clin d'œil, car les auteurs de fondations ecclésiastiques ne réussirent pas à se familiariser d'un coup avec leur nouveau rôle plus ou moins représentatif de simples protecteurs de ces biens et furent soumis aux ordres ecclésiastiques concernant la nomination des prêtres. Mais, en général, l'influence du souverain sur les choses de l'Église resta toujours assez étendue. Přemysl n'avait pas dispensé les institutions religieuses de payer les impôts et bientôt les domaines ecclésiastiques furent regardés comme des biens de la couronne, c'est-à-dire sur lesquels le roi pouvait prélever des impôts selon ses besoins et à sa volonté. Le conflit entre André et Přemysl s'était donc terminé par un compromis ; néanmoins, les deux partis interprétèrent le privilège de 1221 chacun à sa guise et à son avantage, de sorte qu'il en résulta de nouvelles querelles. André s'enfuit à Rome, où il mourut en 1224. Après sa mort, le pape Honorius II conclut avec Přemysl un traité selon lequel le chapitre de Prague obtint le droit d'élire l'évêque de la Bohême.

Du vivant de Přemysl et après la mort d'Henri Vladislav, fils du prince Vladislav de Moravie (1222), la Moravie fut réunie directement à la Bohême et passa dans les mains de la branche régnante de la famille des Přemyslides. Le fils de Přemysl, Venceslas, couronné solennellement par l'archevêque de Mayence en 1228, tenait déjà depuis assez longtemps un apanage dans la contrée de Plzeň et, depuis son couronnement, il prit part au gouvernement à côté du „vieux roi“. Son frère Přemysl devint margrave de la Moravie. Přemysl I^{er} mourut en 1230, à un âge très avancé. Il laissait à son successeur un État renforcé au-dedans, étayé sur les privilèges importants que lui avait concédés l'Empire Germanique, un État qui, après avoir achevé sa consolidation, pouvait songer à s'étendre au dehors.

L'art avec lequel Přemysl avait su régner permit à Venceslas I^{er} de prendre paisiblement possession du trône. Dans sa politique intérieure, Venceslas suivit la voie tracée par son père ; dans sa politique extérieure, il subit pendant toute sa vie les influences alternatives de sa mère Constance, de son épouse Cunégonde ou de sa sœur Agnès. Le trait saillant de sa politique intérieure ce fut l'appui qu'il prêta à la *colonisation allemande*, qui, déjà du temps de Přemysl, se frayait des voies en Bohême. Cette colonisation n'était pas seulement un fait d'ordre purement économique, mais elle avait une importance capitale au point de vue de la nation.

Au début de son immortelle „Histoire du peuple tchèque“, Palacký désigne comme pensée maîtresse de cette histoire la lutte entre les Slaves et les Germains.

Les Tchèques sont évidemment l'avant-garde des Slaves à leurs postes les plus avancés à l'Occident. Là, pendant de longs siècles, comme une digue isolée, ils ont résisté opiniâtement aux assauts furieux du flot germanique qui menaçait et menace encore de les engloutir. Mais la lutte des nationalités qui dure depuis la naissance même de la nation tchèque n'épuise pas la haute portée de son histoire. Si, au cours des siècles, elle a eu bien des fois l'occasion de prouver qu'elle savait résister à l'expansion germanique, elle n'en a pas moins donné à l'Europe un exemple de franchise morale, et cela en un temps où les autres nations civilisées se courbaient sous la puissance universelle de l'Église romaine. Il n'y a pas de doute que la révolution hussite a eu ses origines dans le fond même du caractère national tchèque. Si ce fut un mouvement par excellence moral, ce fut en même temps un mouvement national. Mais les Hussites concevaient l'idée de nationalité à un point de vue plus élevé et plus moral, ils lui donnèrent le sens plus profond qui convient encore à l'idéal moderne.

Déjà à l'époque préhistorique, la Bohême était un des lieux de rendez-vous favoris des marchands étrangers. Ils y pénétraient par des routes déterminées, dressaient leurs tentes dans les endroits importants, presque toujours les mêmes, ils y étalaient leurs marchandises, produits inconnus apportés des contrées du Midi ou de l'Occident et ils les échangeaient contre des matières premières ou des objets fabriqués dans le pays. Il n'en fut pas autrement dans les temps historiques. Par son courage personnel, Samo, un marchand franc, s'éleva jusqu'au rang de chef chez ces tribus qui fournissaient des fourrures si recherchées dans les pays voisins. A ces marchands étrangers, pour la plupart de nationalité allemande, se joignirent, à l'époque de la première expansion du christianisme, des missionnaires étrangers, ordinairement allemands eux aussi. Au XI^e siècle, il existait déjà à Prague (dans le quartier que nous appelons aujourd'hui

Poříč, et qui fait partie de la Nouvelle Ville) une colonie de marchands allemands, qui, comme nous l'avons dit, obtint au même siècle une très large autonomie. De même l'Église tchèque fut fortement pénétrée d'éléments allemands et, dans une moindre mesure, d'éléments italiens. Le premier évêque de Prague fut un Allemand et plusieurs de ses successeurs eurent la même origine. Le fondateur du monastère de Břevnov, l'évêque Adalbert, le peupla de moines italiens, tandis que plus tard ce furent les Allemands qui occupèrent dans les couvents de Bohême une place prépondérante.

La famille régnante des Přemyslides finit, elle aussi, par s'accoutumer à des influences allemandes, grâce à l'influence des duchesses d'origine germanique qui y introduisirent un esprit étranger. Déjà, le prince Břetislav, „l'Achille tchèque“ avait épousé une Allemande, Judith, qu'il avait enlevée d'un couvent et, plus tard, les mariages allemands furent assez nombreux chez les princes de cette lignée, quoiqu'ils ne se fissent pas souvent d'une façon aussi romanesque. C'est justement au XIII^e siècle, dont nous nous occupons en ce moment, que les Přemyslides devinrent une famille pleine de sympathie pour les coutumes allemandes. A la cour royale de Prague les „minnesænger“ étaient accueillis avec générosité.

Il n'est pas étonnant que la position privilégiée des immigrants allemands ait été peu goûtée des habitants du pays. Dès le début du XII^e siècle, le chroniqueur Cosmas, se faisant l'interprète de cet état d'esprit, manifeste avec éloquence, en plusieurs passages de sa chronique ses sentiments de fervent patriotisme. Mais ce ne fut que plus tard, au cours du XIII^e siècle, lorsque le nombre des Allemands se fut accru à tel point que la Bohême était presque entre leurs mains, que l'indignation générale éclata ouvertement contre la faveur dont ils jouissaient.

Le XIII^e siècle vit, d'ailleurs, de grands changements d'une portée non seulement nationale, mais aussi économique. Jusqu'à la fin du XII^e siècle, la Bohême avait été défendue par un puissant rempart de montagnes et d'immenses forêts vierges, praticables seulement aux endroits où l'on avait pu frayer un chemin, et qui couvraient une grande partie de l'intérieur du pays. Les habitants, relativement peu nombreux, vivaient, en majorité, du produit de leur industrie domestique encore toute primitive. Le commerce se faisait dans les villes ou bourgades au pied de châteaux forts, l'administration était concentrée dans les châteaux mêmes, où se réfugiait, en cas d'attaque, le peuple sans défense. L'autorité des premiers Přemyslides, sous un absolutisme patriarcal, était tant soit peu limitée par les „parlements généraux“ (commune colloquium omnium Bohemorum), tenus par tous les hommes libres du pays, c'est-à-dire par les nobles. Au début, cette noblesse se recrutait parmi les hommes d'armes,

mais bientôt l'élément administratif qui avait acquis de vastes domaines au service du prince, commença à y gagner en importance. A chaque nouvel avènement, le souverain se voyait obligé de se faire des amis en distribuant largement des terres, et souvent la confiscation des domaines de ses ennemis ne suffisait pas à rétablir l'équilibre dans ses biens. En outre, les princes s'appauvrirent, et diminuaient ainsi leur puissance, par les largesses exagérées qu'ils faisaient à l'Église, espérant trouver en elle un appui contre les prétentions de la noblesse. D'un autre côté, d'après les principes du droit tchèque, ils étaient propriétaires de toutes les terres inhabitées, mais, dans un temps où la main-d'œuvre faisait défaut, cela ne constituait qu'un capital improductif.

Dès le XII^e siècle nous rencontrons les premiers essais en vue de peupler certaines contrées restées jusque-là en friche, mais ce ne fut que dans les siècles suivants que cette œuvre s'accomplit systématiquement. Les Přemyslides, et, à leur exemple, les grands propriétaires ecclésiastiques ou séculiers, profitèrent des grands courants de colonisation germanique se pressant du Rhin vers l'Orient et pénétrant dans les pays slaves, parfois avec une telle violence que, dans quelques contrées, l'élément slave qui les habitait se trouva complètement absorbé. Pour attirer les colons allemands encore en plus grand nombre, les rois de Bohême fondaient pour eux des villages dont l'administration, reposant sur le droit germanique (jus teutonicum), offrait de bien plus grands avantages que celle des villages plus anciens qui se servaient du droit slave (tchèque). Cette différenciation du droit germanique et du droit tchèque est une création des rois de Bohême, et il est inexact d'affirmer que les Allemands furent les importateurs de certaines conceptions plus élevées du droit (par exemple l'autonomie villageoise). Le fait est que les colons slaves aussi bien que les allemands pouvaient jouir des avantages de ce droit germanique, mais dans une mesure bien moindre, parce que les habitants slaves étaient établis en général depuis plus longtemps. Les villages anciens, d'ailleurs, acquirent également peu à peu les privilèges du nouveau droit, si bien qu'au XIV^e siècle, la classe paysanne possédait en somme un droit unique, présentant seulement des différences de détail d'un domaine à l'autre. Au moyen de la colonisation, non seulement l'intérieur du pays fut défriché, mais les grandes forêts qui couvraient les frontières tombèrent sous la hache. Le roi et les seigneurs, tant ceux de Bohême que ceux de Moravie, n'en devinrent que plus riches.

Les colons allemands apportèrent en Bohême une nouvelle entité économique et juridique : la ville. Jusqu'au XIII^e siècle, on avait ignoré complètement ce que c'était qu'une ville, en dépit du terme latin „civitates“ que l'on trouve dans les documents de l'époque. Les gens habitaient

dans des villages construits de façon à ce que les maisons entourassent la place principale (c'est le type de l'„Okrouhlice“, ou village circulaire slave), et l'on fabriquait soi-même les ustensiles dont on avait besoin, ou on les achetait dans les bourgades situées au pied des châteaux-forts. Ce ne fut que sous Přemysl I^{er}, que l'on commença à fonder des villes d'après le système allemand, qui avait trouvé lui-même ses modèles dans le Nord de la France. Les villes fortifiées devinrent non seulement des points stratégiques aussi importants que les châteaux, mais elles furent, avant tout, des centres commerciaux. Les rois de Bohême trouvèrent dans les villes une source abondante de revenus et, comme ils les avaient dotées d'importants privilèges, ils trouvèrent souvent en elles des alliés contre la noblesse. Les communes de Bohême furent constituées d'après le droit de Magdebourg ou d'après celui de Nuremberg. Le commerce et l'industrie s'y concentrèrent et leurs habitants, presque tous de nationalité allemande, s'enrichirent rapidement. Il n'est pas étonnant que, fières de leurs richesses, elles aient essayé d'assez bonne heure de jouer un grand rôle politique; mais ces tentatives lésaient trop les intérêts de la noblesse pour que leur succès fût durable. Ce ne sera qu'au temps des Hussites que les municipes de Bohême prendront une part prépondérante à la vie politique.

Sous l'influence de sa mère, Venceslas I^{er} en tant qu'allié du roi de Hongrie, fut entraîné dans les affaires d'Autriche et lorsque, en 1236, Frédéric II mit au ban de l'Empire le duc d'Autriche Frédéric, il occupa les terres du proscrit, y compris Vienne. Mais, immédiatement après, ce fut une autre influence qui prévalut sur lui, celle de sa sœur Agnès qui, fiancée, du vivant de son père, au fils de Frédéric II, Henri, avait été repoussée par ce dernier. Venceslas fut donc entraîné dans les rangs des ennemis de l'empereur et dans la ligue formée contre lui par le pape Grégoire IX. La première conséquence de ce changement fut qu'il conclut avec le duc d'Autriche une paix qui ne dura pas longtemps, d'ailleurs, car Léopold d'Autriche ne tint pas ses promesses. Mais Venceslas ne persévéra pas non plus dans sa politique contre l'empereur.

Une invasion des Tatars mongols fit cesser toutes dissensions intérieures dans l'Empire germanique. Ces barbares avaient quitté l'Asie centrale et, après avoir soumis progressivement toutes les diverses parties de la Russie désunie, ils avaient incendié Kiev en 1240 et fait subir, l'année suivante, le même sort à Cracovie. L'Europe centrale sentit le péril imminent, surtout lorsque l'armée polonaise eut été, en 1241, taillée en pièces près de Legnica. Il semblait qu'il n'y eût pas de puissance capable d'arrêter ce flot destructeur. Après la bataille de Legnica, l'armée tatare s'était mise en marche vers les pays tchèques. Mais tandis que la Bohême restait

intacte, la Moravie eut quelque peu à souffrir du passage de ces troupes qui se contentèrent, du reste, de démolir quelques monastères et quelques châteaux, pour prendre ensuite, comme cela avait été leur première intention, la route de la Hongrie. Ce pays fut terriblement dévasté. Cependant, les Tatars, forcés par la situation intérieure de leur empire, abandonnèrent volontairement leur conquête et s'en retournèrent vers l'Orient, pour ne plus jamais revenir menacer l'Europe centrale.

L'épisode de l'invasion des Tatars détourna pour un instant l'attention de Venceslas de la politique extérieure. Mais, aussitôt qu'ils furent partis, il s'empressa de regagner le temps perdu. L'Autriche, surtout, attirait ses regards, car la famille des Babenbergs, qui y régnait alors, était sur le point de s'éteindre. Le mariage de Vladislav, fils du roi Venceslas, avec Gertrude sembla assurer aux Přemyslides les terres d'Autriche, surtout lorsque le dernier des Babenbergs, Frédéric le Belliqueux, eut été tué dans une bataille, en 1246. Mais la mort de Vladislav, survenue l'année suivante, parut anéantir ces espoirs. Ce ne fut qu'en 1251 que la noblesse autrichienne choisit pour son duc le fils de Venceslas, Přemysl II. Celui-ci, pour confirmer ses droits sur la couronne ducale, épousa, bien qu'il n'eût que vingt-quatre ans, la sœur de Frédéric, Marguerite, qui en avait quarante-six.

Une grande partie du règne de Venceslas avait été remplie par les démêlés qu'il eut avec son fils, ce même Přemysl, nommé en 1247 margrave de Moravie. Přemysl avait su se faire dans les rangs de la noblesse tchèque de nombreux alliés, parmi lesquels Ctibor joua un rôle prépondérant (c'était aussi l'expression de l'opposition gibeline contre la politique guelfe du roi Venceslas). Comme Venceslas était en grande partie responsable du mécontentement qu'il avait suscité contre lui, il se trouva plus d'une fois, au cours du conflit, dans une situation très embarrassante. La révolte prit même de telles proportions qu'une partie de la noblesse proclama Přemysl. Aidé par l'évêque d'Olomouc, Bruno, grand germanisateur de la Moravie, Venceslas finit par triompher de ses ennemis. Přemysl fut emprisonné pendant quelque temps et les principaux seigneurs qui avaient conspiré payèrent de leur tête leur insurrection.

La nouvelle de la mort de Venceslas I^{er} (1253) surprit Přemysl II au milieu de son expédition contre le roi de Hongrie, Béla, qui avait déclaré prétendre à l'héritage du dernier des Babenbergs. La situation en Bohême nécessitant la présence du nouveau roi, Přemysl conclut la paix avec Béla. Aux termes du traité, la Haute et Basse-Autriche avec les contrées de Styrie adjacentes revenaient à Přemysl, tandis que la Styrie elle-même était donnée à Étienne, fils de Béla. Ce n'était pas là un règlement définitif, mais une simple trêve qui devait permettre à Přemysl d'arranger

ses affaires ailleurs. A peine eut-il réglé les choses en Bohême, qu'obéissant au désir du pape Innocent IV, il se mit à la tête d'une croisade contre les Prussiens encore païens. Il pénétra jusqu'aux rives de la Baltique, où fut fondée la ville de Königsberg, qui fit entrer le lion de Bohême dans ses armoiries. Pour la Bohême, cette expédition n'eut qu'un résultat purement moral, tandis que les chevaliers de l'ordre Teutonique en tirèrent le profit réel.

Přemysl II sut agir avec beaucoup d'adresse dans la situation embrouillée de l'Allemagne et il obtint la double élection d'Alphonse de Castille et de Richard de Cornouailles. L'affaiblissement de l'Empire Germanique ne pouvait constituer qu'un avantage pour la Bohême. Mais bientôt les contestations à propos de la Styrie réclamèrent de nouveau l'attention de Přemysl. En 1260, dans une bataille livrée près de Kressenbrun, l'armée hongroise fut battue à plate couture. Le traité de 1254 se trouva par là annulé et la Styrie vint se joindre aux autres parties de l'héritage de Frédéric le Belliqueux, de sorte qu'ainsi l'État de Bohême s'agrandit sensiblement vers le Sud. Přemysl devint, suivant une formule fréquemment citée, le constructeur de la première Autriche fondée en Bohême. Les liens qui unissaient les deux États étaient, d'ailleurs, assez lâches : c'était seulement la personne du souverain qui les liait. Cette union personnelle se montra très fragile, pour cette simple raison que les Přemyslides n'eurent pas le temps de la fortifier et d'écarter tous les obstacles qui s'opposaient à la fusion des deux moitiés de cet État dualiste. D'un autre côté, la Bohême, déjà largement germanisée par les colonies allemandes, risquait de perdre son caractère national par cette adjonction d'un territoire presque exclusivement occupé par des habitants de race germanique. La lutte qui avait eu son dénouement à Kressenbrun fut scellée, en 1261, par le mariage de Přemysl avec la belle Cunégonde, petite-fille de Béla IV. En faveur de ce mariage, le pape Innocent avait consenti à délier Přemysl de son union restée stérile avec Marguerite. La cérémonie eut lieu à Bratislava et elle fut bientôt suivie du couronnement à Prague, qui fut célébré avec tant de pompe que presque toutes les chroniques du temps en font mention.

Plus tard, Přemysl II se mêla aux affaires intérieures de la Bavière. En 1266, il réunit le territoire de Cheb à ses États. Ce roi, surnommé „le roi de fer“ depuis la bataille de Kressenbrun, avait été énergiquement appuyé par la curie romaine dans toutes ses expéditions militaires. Il lui témoigna sa reconnaissance en organisant une seconde croisade en Prusse et en Lithuanie (1267). Il poursuivait, du reste, ce faisant, un but politique : il aurait voulu christianiser la Lithuanie et l'ériger en fief de la couronne de Bohême. Le pape Urbain IV lui accorda son appui. Né-

anmoins, l'expédition échoua à cause d'un brusque dégel, phénomène assez rare, en hiver, sous ces latitudes. Peu après le retour des armées tchèques, le duc de Carinthie, Ulrich, assura à Přemysl son duché qui, en 1269, après la mort du légataire fut rattaché aux terres d'Autriche. Ce fut alors que le pouvoir de Přemysl atteignit son apogée, et l'Empire Germanique chancelant ne put que s'y résigner. Mais les signes précurseurs d'une catastrophe prochaine apparaissaient déjà.

De même que l'Allemagne, la Hongrie se sentait menacée par l'expansion du pouvoir de Přemysl. Le successeur de Béla, Étienne, prêta son appui à Philippe, patriarche d'Aquilée, qui élevait des prétentions sur l'héritage du duc de Carinthie. En 1270, on en vint aux mains : Přemysl s'empara même de la partie occidentale de la Hongrie, qu'il rendit spontanément à Étienne, mais sans parvenir à se réconcilier avec la Hongrie, comme le prouve l'alliance de cette dernière avec Rodolphe I^{er} de Habsbourg. Après la mort de Richard de Cornouailles (1272), les princes allemands, sans s'occuper d'Adolphe de Castille qui était encore en vie, proclamèrent roi le comte Rodolphe de Habsbourg, personnage assez peu connu alors et qui avait été recommandé par l'archevêque de Mayence. Přemysl II avait lui-même l'intention de poser sa candidature, car seule la couronne d'Allemagne pouvait lui assurer la possession définitive des pays d'Autriche. Les princes allemands, qui ne tenaient nullement à être gouvernés par la main ferme d'un souverain énergique, s'y opposèrent et allèrent, contre tous droits, jusqu'à se passer de la voix de l'électeur de Bohême à la diète électorale de 1273. Dès le début de son règne, Rodolphe I^{er} de Habsbourg conçut l'idée d'obliger Přemysl, qui avait refusé de reconnaître son élection, à renoncer aux terres d'Autriche. Il avait le dessein de faire de ces pays un domaine héréditaire dont les possesseurs pourraient jouer un rôle important, sans pour cela être obligés de posséder la couronne d'Allemagne. Il n'était point animé du haut idéal de relever l'autorité impériale, autrefois si puissante, mais, comme les membres de la plupart des familles princières d'alors, il écouta la voix d'un égoïsme borné, aspirant à étendre son pouvoir personnel, surtout au point de vue matériel.

Pour parvenir à ses fins, ce Habsbourg, bigot et dénué de scrupules, se servit de tous les moyens sans avoir égard à la justice. En 1274, il ordonna que tous les détenteurs de fiefs dépendant de l'empire aient à faire vérifier leurs titres dans un délai d'un an, sous peine de se les voir enlever. Cette mesure visait en première ligne Přemysl, car les pays d'Autriche étaient considérés comme fiefs de l'empire, et le roi de Bohême fut invité à demander, conformément aux ordonnances, confirmation de ses droits sur ses terres alpines. Přemysl, se déclarant partisan d'Alphonse

de Castille, refusa d'obéir à cet ordre. Sa situation tourna au pire lorsque le pape se mit du parti de Rodolphe. En 1275, il fut dépossédé formellement des pays qu'il tenait dans la région des Alpes et mis au ban de l'Empire. Mais il était clair, dès le début, que Přemysl ne se laisserait pas effrayer par un simple arrêt de justice. Vers le milieu de l'année 1276, Rodolphe dut prendre les armes contre lui et envahit l'Autriche. Le roi de Bohême, frappé par le pape d'anathème et abandonné de son allié Henri de Bavière, ne songea pas davantage à céder sans opposer de résistance. Une révolte qui éclata en Styrie contre son gouvernement ébranla d'abord sa position, tandis que l'Autriche, Vienne en tête, se déclaraient pour lui. Mais à ce moment critique, le „roi de fer“ fut rendu impuissant par une insurrection de la noblesse tchèque, fomentée par la puissante famille des Vítkovci.

Cela l'obligea de conclure avec Rodolphe une paix aux termes de laquelle il renonçait aux pays d'Autriche en faveur de son adversaire et se déclarait son homme lige pour les fiefs de Bohême et de Moravie. Additionnellement, un traité fut signé entre les deux familles, traité d'après lequel le fils de Přemysl devait épouser une fille de Rodolphe et le fils de Rodolphe une fille de Přemysl. A son retour en Bohême, après cette défaite sans effusion de sang, le premier soin du roi fut de punir les chefs de la rébellion. Mais Rodolphe leur fit accorder l'amnistie, s'immisçant ainsi, sans aucun droit, dans les affaires intérieures du pays. En 1277, le traité conclu un an auparavant fut modifié au détriment de Přemysl, car la plupart des privilèges accordés aux rois de Bohême par la bulle de Sicile en 1212 étaient abrogés. Mais, même ce dernier traité, pour si déshonorant qu'il fût, ne devait pas régler définitivement la situation des deux adversaires. Les Vítkovci, soutenus en secret par Rodolphe, se révoltèrent de nouveau et leur chef Závíř de Falkenstein trouva à la fin l'hospitalité à la cour impériale. Les mesures énergiques prises contre les rebelles fournirent à Rodolphe un prétexte pour intervenir encore en Bohême. Cette fois, Přemysl était décidé à défendre les armes à la main, l'intégrité de son pouvoir royal.

Cependant, vers la fin du mois d'août 1278, Rodolphe, aidé par les Hongrois, défit son ennemi sur le Moravské Pole, dans une bataille où Přemysl trouva la mort. Son cadavre mutilé fut transporté à Vienne. Après cette malheureuse guerre, la Bohême fut à la merci de Rodolphe qui sut exploiter largement sa victoire.

Ce qui causa la chute de Přemysl ce fut avant tout une crise intérieure politique, nationale et économique. A partir de Přemysl I^{er}, la dynastie était devenue ardente protectrice de la colonisation allemande, surtout dans les villes, parce qu'elle constituait pour elle un soutien puissant contre

l'orgueil grandissant de la noblesse. Celle-ci, tout en adoptant la langue et les mœurs allemandes, à l'exemple de ses souverains, et tout en baptisant de noms germaniques les „burgs“ qu'elle faisait bâtir sur le sommet de rocs inaccessibles, se refusa, néanmoins, à accepter les conséquences qu'amenait avec elle cette civilisation étrangère. Elle jalousait cette nouvelle classe sociale qui s'était intercalée entre elle et les sujets, sans être toutefois soumise au droit commun. L'autonomie des villes tendait déjà à constituer cette liberté politique qui pouvait faire des communes une puissance capable de rivaliser avec les seigneurs. Et, en fait, on peut déjà, à l'époque dont nous nous occupons, constater cette tendance, qui devait aller en grandissant. D'un autre côté, la noblesse ne formait pas encore une caste fermée: tout bourgeois enrichi qui achetait avec une partie de sa fortune une terre libre du pays devenait membre de la petite noblesse. Les grands seigneurs, pour toutes ces raisons, s'opposèrent donc au développement des villes; néanmoins, en profitant d'un moment si critique pour tenter une action contre Přemysl II, non seulement ils causèrent la ruine de l'autorité royale, mais ils sapèrent l'existence de l'État de Bohême. Heureusement, leur politique égoïste et imprévoyante n'eut point de conséquences irréparables, bien que la formation, dans le voisinage de la Bohême, du domaine héréditaire des Habsbourg qui servit de base à la future monarchie autrichienne, dût être des plus funestes dans l'avenir.

Aussitôt après la bataille du Moravské Pole, Rodolphe entra avec son armée en Moravie, où la bourgeoisie allemande l'accueillit avec un empressement déconcertant: les faveurs dont Přemysl II l'avait comblées furent en un instant oubliées. En même temps, de graves querelles éclataient en Bohême, où l'on se disputait le gouvernement provisoire, car le fils de Přemysl, Venceslas, était à peine âgé de sept ans. La façon dont se conduisaient les communes de Moravie ouvrit les yeux à la noblesse tchèque qui, de concert avec Rodolphe, venait de causer la chute de Přemysl; elle comprit alors que le vainqueur était aussi dangereux pour elle, car il semblait avoir formé le dessein de joindre la Moravie et la Bohême à son récent domaine d'Autriche. La régence fut donc confiée au neveu de Přemysl, Othon de Brandebourg, appelé d'urgence en Bohême, auquel on adjoignit la veuve du roi défunt, Cunégonde.

Tandis que celle-ci traitait pour son propre compte avec Rodolphe, Othon, après avoir rassemblé en Bohême une armée assez puissante, s'avança à la rencontre de l'empereur qui, pendant ce temps, avait pénétré dans le pays. A Čáslav, les deux ennemis se reconcilièrent sur les bases d'un traité dont les stipulations, bien que des plus onéreuses, ne firent tout de même pas de la Bohême une simple dépendance du domaine héréditaire des Habsbourg. La paix de Čáslav garantissait au

fils de Přemysl la succession au trône. Pendant cinq ans, Othon de Brandebourg devait exercer la tutelle sur le jeune prince et administrer le pays. Rodolphe conservait la Moravie en gage jusqu'au jour où Venceslas serait déclaré majeur.

Aux termes de ce traité, le futur roi devait épouser Judith, fille de Rodolphe. L'empereur crut ainsi avoir les Přemyslides en son pouvoir, mais Venceslas prouva, au cours de son règne, que ces calculs étaient faux.

La régence d'Othon de Brandebourg constitue une des plus tristes périodes de l'histoire de la Bohême. Celui à qui l'on avait confié l'administration du pays le considéra comme son bien propre et s'efforça d'en tirer tout le profit possible. Il s'empara du trésor de l'église St Guy, tandis qu'il gardait Cunégonde et le prince royal en captivité dans le château de Bezděz. Cunégonde ayant réussi à s'échapper, Othon fit transférer Venceslas dans le Brandebourg.

Les exactions du règne de cet étranger provoquèrent une violente réaction dans la noblesse tchèque qui se révolta contre ses oppresseurs. Závíř de Falkenstein, chef de la famille des Vítkovci, qui jouissait des faveurs de la belle reine Cunégonde, se mit à la tête des mécontents. Rodolphe lui-même intervint, en 1280, dans ce conflit et prit le rôle de médiateur entre les deux partis. Il se tint à Prague une assemblée à laquelle les représentants des deux principales communes : Prague et Kutná Hora prirent également part, dans l'intention de négocier avec Othon. Il fut décidé que le prince de Brandebourg quitterait le pays et rendrait Venceslas à la Bohême, moyennant une somme de 15.000 marks d'argent. Mais Othon n'exécuta point le traité et le jeune Venceslas, affaibli par une captivité de plusieurs mois, ne rentra en Bohême qu'en 1283, après que son cousin eut reçu une nouvelle somme de 20.000 marks d'argent.

Venceslas II rentrait dans un pays dévasté par plusieurs années de guerres civiles, amené au dernier degré de la misère par la famine et par une terrible épidémie de peste qui sévit de 1281 à 1282. Son arrivée ne rétablit pas immédiatement la situation intérieure, d'autant moins que le jeune prince, alors âgé de douze ans, était livré à l'influence des partis. Dans les premières années de son règne, ce fut Závíř de Falkenstein qui jouit de la plus grande influence auprès du roi. La mère de celui-ci, Cunégonde, n'avait quitté que sur son désir exprès, l'Opavie pour venir à Prague où elle avait été reçue avec empressement ainsi que son amant. Les amours ne restèrent pas stériles, mais ils ne furent régularisés qu'en 1284 par un mariage formel. Bientôt l'adroit Závíř exerça son empire sur le jeune roi et sut briser l'opposition de la noblesse qui s'était formée contre lui. La mort de Cunégonde, arrivée en 1285, n'ébranla en rien sa position et tant lui que sa famille furent comblés de faveurs et de biens par Venceslas.

Cependant, malgré son ambition, Závíř n'abusa jamais de son influence dans un but personnel. Grâce à sa claire compréhension des buts qu'avait poursuivis Přemysl, Venceslas lui dut de continuer la politique de son père. Et cette politique était dirigée contre les Habsbourg, car Závíř, malgré l'hospitalité dont il avait joui autrefois à la cour de Rodolphe, ne laissa passer aucune occasion de rappeler au jeune prince que les vastes États de son père avaient été démembrés par ce même Rodolphe. Il est naturel que ce dernier, dans la crainte d'une restauration du pouvoir des Přemyslides, ait fait tous ses efforts pour amener la disgrâce de Falkenstein. Judith, la femme de Venceslas, n'arriva à Prague qu'en 1287, quoique leur mariage eût été célébré en 1279, alors que la fiancée n'était âgée que de huit ans et le jeune époux de dix. Závíř alla chercher un appui en Hongrie, où il épousa la sœur du roi Ladislas. Il quitta donc la cour de Bohême et laissa ainsi le champ libre à ses adversaires qui purent tramer à loisir leurs intrigues afin d'anéantir le beau-père détesté. Il va sans dire qu'ils trouvèrent un instrument tout préparé dans la nouvelle épouse, une Habsbourg elle-même, pour faire arriver aux oreilles du roi leurs calomnies qui tendaient à lui faire croire que Závíř cherchait à le renverser. Venceslas finit par ajouter foi à leurs affirmations, si bien que Závíř fut attiré à Prague et emprisonné dans la Tour Blanche, fameuse prison du château de Prague; ensuite on confisqua tous ses biens. Mais l'affaire ne devait pas en rester là. Cet emprisonnement provoqua une révolte des Vítkovci dans le Sud de la Bohême. Les armées du roi prirent l'un après l'autre tous les châteaux forts des insurgés; elles traînaient toujours avec elles l'infortuné otage dont elles se servaient pour paralyser les forces de leurs ennemis. Enfin, en 1290, il fut exécuté sous les murs du château de Hluboká, non loin de České Budějovice, dans un endroit appelé encore aujourd'hui „pré de la punition“, parce que son frère Vítek refusait de livrer de bon gré cette forteresse. Pour remercier Dieu de sa victoire, Venceslas fonda à Zbraslav un monastère cistercien, appelé „Aula regia“.

Rodolphe avait donc réussi à faire tomber Závíř, néanmoins, peu après l'exécution de celui-ci, Venceslas revint à la politique de son beau-père et de son père. Rodolphe mourut en 1291 et Venceslas prit position contre son beau-frère, le duc Albrecht, candidat à l'Empire, et donna sa voix à Adolphe de Nassau. Il trouva, presque en même temps, une occasion d'agrandir ses États au dehors, dans la direction de l'Orient. La Pologne, déjà depuis quelques dizaines d'années, était en proie à l'anarchie suscitée par les disputes presque continuelles entre les prétendants au trône. En réalité, ce pays s'était démembré en plusieurs petits États dont aucun ne pouvait parvenir à prendre une prépondérance marquée sur les autres et à reconstruire l'ancien État. Dans la dernière décade du XIII^e siècle,

la Bohême avait gagné la réputation d'être un pays où régnait l'ordre et le bien-être, si bien qu'on ne peut s'étonner si quelques seigneurs polonais cherchèrent aide et protection auprès de Venceslas. C'est ainsi qu'en 1289, Casimir de Pologne se déclara volontairement le vassal de Venceslas. L'année suivante, le roi de Bohême acquit le territoire de Těšín et il prit, en 1291, le titre de duc de Cracovie. La Pologne lui était ouverte; un seul ennemi lui barrait le chemin: le duc de Sandomir, Ladislas Lokietek. En 1292, il prit Cracovie et porta ses frontières jusqu'à la Vistule. Ce ne fut d'ailleurs pas là le terme de ses succès vers l'Orient.

Venceslas tourna ensuite son attention, pendant quelques années, vers le gouvernement de ses États. Le légiste italien Gozzi d'Orvieto fut chargé par lui d'élaborer un code de justice sur les principes du droit romain; mais cette tentative échoua, car elle se heurta à une résistance opiniâtre de la noblesse. Le „Jus regale montanorum“ ou droit minier, composé pour les villes de Jihlava et de Kutná Hora, resta le seul fruit des travaux du légiste italien. Le plan conçu par Venceslas de fonder une université à Prague n'eut pas plus de succès, malgré la renommée dont jouissait à cette époque l'école latine de cette ville dans toute l'Europe centrale.

Parmi les progrès matériels qu'il réalisa, il faut noter la réglementation de la frappe de la monnaie. En 1300, l'hôtel de la monnaie, établi à Kutná Hora, émit les premiers *groš*, „*grossi pragenses*“, frappés en bel et bon argent de Kutná Hora, qui devinrent une monnaie courante et recherchée non seulement en Bohême, mais dans tous les pays de l'Europe centrale. L'histoire de la monnaie tchèque commence au début du X^e siècle, sous le règne de Boleslas I^{er} qui fit frapper les premières pièces tchèques, appelées deniers. Mais le nombre de ces deniers mis en circulation ne fut pas grand; le troc était alors la forme de commerce la plus usitée et quelquefois les tissus de lin servaient de monnaie. Au début, le droit de battre monnaie n'appartenait qu'au prince de Prague, plus tard seulement, certains princes apanagés de Moravie l'obtinrent aussi. Les pièces d'argent, surtout aux époques postérieures, furent souvent retirées de la circulation et soumises à une nouvelle frappe; ce qui équivalait à une dévalorisation, car chaque nouvelle monnaie était plus mince que la précédente, si bien qu'à la fin on ne frappa l'effigie et la légende que sur l'un des côtés. Ces réductions continuelles du poids des pièces d'argent eurent de graves conséquences économiques, notamment lorsque le commerce commença à se concentrer dans les villes et à prendre un développement considérable. La réforme monétaire de Venceslas, occasionnée par la prospérité des mines d'argent de Kutná Hora, vint à propos.

Adolphe de Nassau, qui n'était parvenu au trône d'Allemagne que grâce à Venceslas, était un concurrent des Habsbourg. Il employa son règne,

qui fut du reste assez court, à acquérir un domaine héréditaire pour sa famille, se créant ainsi beaucoup d'ennemis. Le roi Venceslas lui-même, cédant aux instances de sa femme, finit par l'abandonner et la candidature d'Albrecht de Habsbourg fut mise en avant. On profita du couronnement de Venceslas et de Judith, en 1297, pour rassembler tous ceux qui possédaient une influence décisive dans les affaires de l'Empire et l'on décida de prendre parti contre Adolphe. Aidé des Tchèques, Albrecht d'Autriche l'emporta sur Adolphe de Nassau, dans une bataille qu'il lui livra près de Göllheim. En récompense de ce service, la Misnie et la Lusace furent placées sous l'administration de Venceslas. Celui-ci se fit couronner roi de Pologne à Gniadzno, en 1300, et par là l'Etat de Bohême s'accrut considérablement et finit par atteindre les rives de la Baltique, après l'adjonction de la Poméranie à la Pologne. Venceslas, veuf depuis 1297, se remaria avec la belle Élisabeth, fille du duc de la Grande Pologne. Ainsi se trouva renouvelé le puissant empire tchéco-polonais de Boleslas le Hardi; mais cette fois, c'était la Bohême qui l'avait fondé. Cependant, comme la première fois, l'unité de cet empire devait être bientôt rompue, au désavantage des deux parties, bien que le régime tchèque en Pologne, si court qu'il fût, y ait laissé, tout de même, des traces assez durables.

Un an après que Venceslas II eût accepté la couronne de Pologne, une troisième couronne fut offerte aux Přemyslides. Celle-ci était devenue vacante par la mort du dernier des Arpadiens (1301). La Slovaquie — comprise dans l'empire hongrois se trouva à nouveau, par le fait même, liée étroitement avec l'État tchèque. Comme elle avait partagé le sort de l'empire hongrois depuis le jour où elle avait été détachée de la couronne de Bohême, il est bon de retracer succinctement son évolution historique sous la couronne de Saint-Etienne.

A l'époque où les Slovaques allaient faire partie de la monarchie des Arpads, celle-ci se bornait en somme au territoire de l'ancienne Pannonie entre la Drave et le Danube; ce ne fut que plus tard que certains pays limitrophes lui furent incorporés de diverses façons, et que se forma finalement une nouvelle nation, le „*totum regnum Hungariae*“. La Slovaquie fut aussi séparée de la Bohême au point de vue ecclésiastique, puisqu'elle fut comprise dans le nouvel archidiocèse de Gran (Esztergom).

Le roi Etienne avait laissé à son fils Imrich, dans son testament, des préceptes de sagesse royale qu'il exprimait en ces termes: „Sois affable envers les étrangers, traite-les avec aménité, car ils apportent avec eux le savoir et la civilisation... Un royaume où ne règne qu'une seule langue, les mêmes mœurs, est fragile et faible“. Cependant le système de centralisation prit bientôt le dessus en Hongrie, grâce à la féodalité et à l'emploi de la langue latine dans l'administration de l'Etat. Le système

féodal, importé d'Allemagne, se fit accepter par la possibilité qu'il offrait de créer une noblesse de caste dépendante du souverain, laquelle, ayant reçu en apanage d'immenses domaines, prouvait sa fidélité à la dynastie en lui venant en aide en cas de péril. La féodalité rendait la noblesse dépendante du monarque et inversement; c'était un facteur d'unification reposant, il est vrai, sur des intérêts matériels, mais contribuant largement à l'accroissement du sentiment dynastique qui, à cette époque, était la forme du sentiment patriotique. On en arriva donc de bonne heure à la centralisation des pays de la couronne de Saint-Etienne; avec elle se produisit un nivellement fatal d'éléments aussi hétérogènes que possible; les diverses nationalités perdirent peu à peu leurs traits caractéristiques et finirent par être englouties par l'idée unificatrice. L'introduction du latin comme langue d'Etat — il s'est maintenu jusqu'en 1846 — eut un effet analogue. Il en résulta un arrêt dans le développement des divers éléments nationaux; mais, d'autre part, il ne faut pas méconnaître un avantage de cette mesure: si la langue latine empêcha l'évolution intellectuelle des différentes nations, elle les sauvegarda de la magyarisation. La langue magyare au temps de Saint-Etienne, était, à la vérité, arrivée à un degré de développement qui la rendait peu propre à l'administration publique, mais un heureux conservatisme ne lui permit pas même plus tard de déloger le latin international, alors que la langue tchèque avait déjà pris sa place en Bohême dans les rapports diplomatiques et dans l'administration.

Au point de vue social, la féodalité produisit en Hongrie les mêmes effets qu'elle avait eus en Allemagne et en Bohême. La population des campagnes se trouva livrée à la merci des seigneurs féodaux qui trouvaient dans la servitude et dans la sueur de la pauvre plèbe leur bien-être, ainsi que la satisfaction de leurs caprices grossiers. La position de l'homme de la glèbe approchait de l'esclavage (l'esclavage lui-même était alors un phénomène commun); l'Eglise n'était pas un frein suffisant pour empêcher de fouler ainsi aux pieds les principes du christianisme. La haute hiérarchie ecclésiastique faisait partie du système féodal et les dignitaires, pas plus que les seigneurs, ne se montraient disposés à faire passer les nobles enseignements du Christ dans la pratique; ils avaient trop d'intérêt à tirer profit du servage. Le bas clergé était trop sous la coupe des possesseurs des églises et des seigneurs féodaux, pour pouvoir exercer une influence bienfaisante sur la condition matérielle et morale des masses. Ainsi, depuis Saint-Etienne jusqu'au XV^e siècle, époque à laquelle l'influence tchèque recommence à se faire sentir sur la vie intellectuelle de la Slovaquie, un silence lugubre règne sur la Haute Hongrie, symbole de longues et cruelles souffrances. Ceux des Slovaques qui parvenaient

à une situation élevée, oublièrent bientôt leur origine, et le latin, langue des classes supérieures, les y aidait puissamment. La terrible invasion des Tatars en 1241, remplit la Slovaquie, de même que toute la Hongrie, de misères indicibles: ces féroces Mongols laissaient un désert derrière eux. La colonisation du pays par les Allemands pratiquée, comme en Bohême, par les Arpads, à partir du XII^{ème} siècle, n'apporta au peuple slovaque aucun avantage soit au point de vue de la civilisation, soit au point de vue social. Aux seigneurs féodaux vint s'ajouter ainsi un nouvel élément hétérogène non moins hostile, que l'on eut soin, d'ailleurs, de bien séparer de la population indigène par des privilèges étendus et surtout par la langue. Les premières colonies allemandes apparurent sous Geiza II, aux environs de Levoč et de Kežmark, et un coup d'œil sur la carte ethnographique de la Slovaquie actuelle nous apprend que cette enclave allemande dans cette région existe encore de nos jours, quoique ce pays ait été longtemps retenu à titre de gage par la Pologne, à savoir depuis 1412 jusque sous Marie-Thérèse, en 1771.

La colonisation du pays se continua au XIII^{ème} siècle; notamment, après le dépeuplement qui suivit l'invasion tatare, les rois de Hongrie attirèrent par des conditions avantageuses le flot des colons allemands en Slovaquie, où s'offraient à eux de riches forêts, des pâturages et de nombreux minerais. C'est ainsi que prirent naissance les villes royales qui, dotées d'énormes privilèges, surent bien mettre à profit les richesses du pays, mais sans montrer à la population la moindre reconnaissance des avantages qu'elles en recevaient. Suivant l'exemple des rois, les magnats, à leur tour, introduisirent dans leurs domaines des colons allemands, de sorte que le pays entier en fut bientôt rempli.

Les rapports qu'elle entretenait avec la Bohême furent pour la Slovaquie d'un grand secours dans cette pénible période de son histoire. S'il faut se garder de les exagérer, on ne peut non plus en méconnaître la valeur. Des rapports pacifiques, nous ne savons presque rien, ce qui ne signifie pas qu'ils étaient inexistantes. Des relations s'établirent aussi entre la Bohême et la Slovaquie au cours d'expéditions guerrières — Břetislav, prince tchèque, comme vassal du Saint-Empire, prit part, peut-être dans le secret espoir de trouver un dédommagement à son insuccès de 1030, à plusieurs expéditions de l'Empereur contre la Hongrie, expéditions qui atteignirent aussi la Slovaquie. Ces expéditions ne furent malheureusement d'aucune utilité pour l'union tchécoslovaque; du reste, la manière de faire la guerre à cette époque n'était pas faite non plus pour enthousiasmer les Slovaques et les enflammer pour une union avec le royaume de Bohême. Même dues au hasard, ces relations occasionnées par la guerre, et qui d'ailleurs ne furent pas les seules, n'en méritent pas moins d'être notées.

Cinquante ans à peine après les expéditions de Břetislav, un autre prince Břetislav, fils de Vratislav II, roi de Bohême, alla avec le consentement de Ladislav, roi de Hongrie, se réfugier en Slovaquie, où il s'établit près de Trenčín avec sa suite composée d'environ 2000 personnes. Ce séjour fut cependant trop court pour qu'il pût produire quelques effets. Par contre, les relations suivies avec la Moravie méridionale et orientale, durent certainement avoir beaucoup plus d'importance. A ce sujet, on ne peut trop s'élever contre l'opinion erronée de certains écrivains qui, interprétant mal les relations tchécoslovaques de cette époque, cherchent à prouver que les Slovaques, Slaves méridionaux par leur origine, furent alors tchéquisés. Telle est la thèse du Slovaque magyrophile Czambel qui le dit. Il convient d'accentuer ici que, bien que les rapports tchécoslovaques existassent et fussent assez intenses, à cette époque, ils n'étaient pas suffisants pour que les Slovaques pussent se rapprocher des Tchèques au point de s'assimiler leur langue. Ces rapports suffisaient seulement à alimenter le souvenir d'une origine commune et à maintenir l'unité.

L'extinction des Arpads, en 1301, semblait faire espérer une amélioration. Quoique l'idée de l'union des deux branches fût passée à l'arrière-plan, au moment où le fils de Venceslas II, roi de Bohême, fut élu au trône de Hongrie, en 1302, il n'en est pas moins vrai que cette élection de Venceslas III marque une phase importante dans l'histoire des rapports tchéco-slovaques. A la tête du parti qui avait soutenu la candidature tchèque se trouvait Matúš Trenčanský (Csák) qu'une chronique tchèque versifiée, dite de „Dalimil“, traitait de „héros hongrois“ et qui possédait des biens très étendus en Slovaquie. Le nouveau roi Venceslas lui garantit à titre de privilège presque tout le comitat actuel de Trenčín; cet immense domaine de Matúš forma, pour ainsi dire, un Etat dans l'Etat. Cependant le règne de Venceslas en Hongrie ne fut qu'un court épisode.

L'opposition des ennemis intérieurs et extérieurs obligea le roi de Bohême, Venceslas II, à rappeler son fils d'un pays dont les magnats se distinguaient par leur rapacité, aussi bien que par leur manque de fidélité; le court séjour de Venceslas en Hongrie, même s'il n'eut pas d'autres raisons, ne put servir d'une manière efficace la cause de l'unité tchécoslovaque. Par contre, plus fécond en résultats fut le privilège octroyé par Venceslas à Matúš Trenčanský. Celui-ci, en dépit de l'opposition du nouveau roi de la famille d'Anjou qui monta sur le trône, garda jusqu'à sa mort (1321) son domaine de Trenčín et, par sa résistance contre Charles Robert d'Anjou, ébranla l'unité de la Hongrie. C'est que Matúš Trenčanský, dans sa principauté de la Slovaquie occidentale, était pleinement indépendant; en tant que souverain, il entretenait une armée dont il complétait les rangs par des recrues venues de Bohême et de Moravie.

Tout cela était de nature à encourager le séparatisme slovaque d'une part, et d'autre part à augmenter le prestige de l'élément tchèque en Slovaquie. Quand même la politique de Matúš Trenčanský n'aurait été inspirée que par l'intérêt personnel, quand même elle n'aurait rien eu de commun avec un idéal national, on ne peut néanmoins s'empêcher de voir en lui le précurseur d'une époque où, un siècle plus tard, la conception nationale devait se manifester avec bien plus d'évidence: l'époque de Jiskra de Brandýs.

Cet accroissement considérable de la puissance tchèque inquiéta le roi Albrecht qui se laissa volontiers gagner par le pape Boniface contre Venceslas. A la cour pontificale vivait encore Ladislav Lokietek, autrefois chassé de Pologne, mais qui n'avait pas renoncé à ses prétentions au trône. Venceslas se tourna vers la France où le roi Philippe le Bel se trouvait, depuis assez longtemps déjà, en violent conflit avec le pape, pour y trouver un appui contre la coalition de ses ennemis. Albrecht exigea qu'on lui livrât la Hongrie, la Pologne, le territoire de Cheb et la Misnie et qu'on lui cédât, en outre, les mines d'argent de Kutná Hora, pour une durée de six années, ou qu'on lui payât une dîme de 80.000 deniers d'argent. Venceslas n'avait pas l'intention de céder aux menaces. La position de son fils en Hongrie étant devenue incertaine, il le rappela en Bohême avec les joyaux de la couronne et se prépara à la guerre. Albrecht entra en Bohême en 1304 et pénétra jusqu'à Kutná Hora, mais, finalement, il fut obligé de quitter le pays sans avoir rien gagné. Cet insuccès ne pouvait évidemment régler le conflit et l'on s'attendait, l'année suivante, à une nouvelle campagne. Au milieu de ces préparatifs, Venceslas mourut, à un âge relativement peu avancé, laissant à son fils un héritage composé de parties par trop disparates pour qu'il pût les tenir groupées longtemps à une époque si agitée.

Tout de suite après son avènement, Venceslas III conclut la paix avec Albrecht, au profit duquel il renonçait à la Misnie et au territoire de Cheb. Tout en renonçant à la couronne de Hongrie, il s'efforça, d'un autre côté, de conserver son héritage polonais. En 1306, il entreprit une expédition contre Ladislav Lokietek et son parti, mais au commencement du mois d'août, il fut traîtreusement assassiné à Olomouc. *C'était le dernier descendant par les mâles de la lignée des Přemyslides.*

L'extinction de la famille des Přemyslides clôt cette période préparatoire de notre histoire, dans laquelle l'Etat de Bohême, parti de débuts assez insignifiants, a fini par constituer un puissant royaume, dont l'importance, dépassant les bornes du pays, joua plus d'une fois un rôle décisif dans l'histoire de l'Europe centrale. Cette évolution ne présente évidemment pas une courbe de développement régulière, il y eut alternativement

des périodes d'épanouissement et des périodes de décadence; cependant l'idée d'unité et de rapports mutuels resta toujours assez forte pour étouffer les tendances séparatistes, de quelque côté qu'elles se produisissent. Les Přemyslides fondèrent leur politique extérieure sur l'entente avec l'Empire Germanique, mais ils cherchèrent à assurer en même temps à leur État la possibilité de s'agrandir au dehors tant vers le Midi que vers l'Orient. Des mœurs primitives qui prévalaient sous Bořivoj, cette dynastie éleva peu à peu son peuple à un degré de civilisation qui lui permettait de prendre sa place au milieu des autres nations indépendantes de l'Europe. Les Luxembourg, qui reprirent l'œuvre commencée, ne furent souvent que les continuateurs et les réalisateurs des plans déjà conçus par les Přemyslides, car les insuccès de Vratislav II et de Venceslas II n'eurent d'autre cause que l'impossibilité où ils se trouvèrent d'exécuter leurs desseins à leur époque. Le génie de Charles IV ne fut pas l'unique source de la grandeur de ce roi: les Přemyslides avaient déjà posé des bases si solides qu'à l'époque des Luxembourg, la Bohême put devenir le foyer de l'Europe centrale et un modèle de civilisation pour toute la chrétienté...

Depuis le meurtre d'Olomouc jusqu'à l'avènement de Jean de Luxembourg (1310), il s'écoula quatre années orageuses — ce qu'on appelle l'interrègne — pendant lesquelles les Habsbourg essayèrent encore d'annexer la Bohême à leur domaine héréditaire. Le roi d'Allemagne Albrecht, considérant d'abord la Bohême comme un fief vacant de l'Empire, et sans respecter le droit des seigneurs tchèques d'élire librement leur souverain, fit nommer roi de Bohême son fils Rodolphe, qui avait épousé Élisabeth, veuve de Venceslas II. Mais bientôt une révolte éclata dans le pays contre le nouveau roi, qui mourut en 1307, au milieu du désordre général. La diète de Prague, convoquée après la mort de Rodolphe, décida, au cours d'une session très agitée, d'offrir le trône de Bohême au duc de Carinthie Henri, mari de la princesse Anne, fille de Venceslas II. Albrecht étant mort assassiné par Jean le Parricide, les Habsbourg durent renoncer à la Bohême; mais, de son côté, Henri de Carinthie ne réussit pas davantage à rétablir l'ordre et la paix dans le pays. Il n'avait pas été choisi pour ses qualités personnelles, mais parce que, étant marié avec une princesse de la famille des Přemyslides, son règne semblait prolonger en quelque sorte l'ancienne dynastie. Une guerre civile éclata, bientôt après l'arrivée d'Henri en Bohême, entre les villes allemandes qui soutenaient les prétentions étrangères de la maison de Carinthie et la noblesse tchèque. La question des nationalités joua un rôle important à cette époque où apparaissait la première chronique écrite en langue tchèque, la „Chronique de Dalimil“, dont les pages res-

pirent un fervent patriotisme. Au cours de ces guerres civiles, Henri ne se montra ni assez énergique, ni suffisamment impartial, ce qui fit germer bientôt la conviction qu'une nouvelle élection était nécessaire. La noblesse tchèque désirant encore que le sang des Přemyslides coulat dans les veines de ses souverains, tourna ses regards vers la dynastie des Luxembourg, représentée alors par l'empereur Henri VII, de qui le fils, Jean de Luxembourg, avait épousé Elisabeth, la plus jeune des filles de Venceslas II. Le désir des seigneurs fut exaucé, surtout grâce à l'intervention de Pierre d'Aspelt, archevêque de Mayence, ancien chancelier de Venceslas II. Vers la fin de l'année 1310, le nouveau roi prenait possession de Prague.

CHAPITRE VIII

NOUVELLE DYNASTIE — JEAN DE LUXEMBOURG
(1310—1346)

Jean de Luxembourg (1310—1346). Difficultés intestines. Politique étrangère. Lieutenance du prince Charles. Intervention dans la guerre franco-anglaise. Mort de Jean à la bataille de Crécy.

Le règne de Jean de Luxembourg se place à l'aurore d'une nouvelle et glorieuse période de l'histoire de la Bohême. Jean est le premier roi de Bohême issu d'une dynastie d'origine allemande, mais française d'esprit. Le souffle vivifiant de la civilisation française et anglaise vint à cette époque remplacer avantageusement l'influence de la culture allemande jusque-là presque exclusive, bien que la culture intellectuelle romane n'eût pas été inconnue en Bohême auparavant. Un horizon plus large s'ouvre alors devant l'esprit tchèque qui, avec sa jeune vitalité, s'élançait avec ardeur dans ce courant d'idées nouvelles.

Jean de Luxembourg monta sur le trône à la fleur de l'âge. Pendant les premières années, il trouva dans Pierre d'Aspelt, mentionné plus haut, un excellent conseiller, admirablement versé dans les affaires de Bohême. Son règne ne fut pas cependant sans difficultés, dûes, en partie, à son manque de souplesse à s'accommoder à des conditions nouvelles, sans qu'il faille pour cela lui attribuer toutes les erreurs commises sous son gouvernement. Le sang inquiet et impétueux qui coulait dans ses veines le jetait facilement dans les aventures et ce n'est pas sans raison que le roi d'Angleterre le nomma, en 1346, „le dernier des chevaliers“. Mais, malgré l'instabilité de son caractère, Jean fut un habile politique qui sut profiter des événements, tout en conservant dans la conduite des affaires les traditions léguées par les Přemyslides.

Immédiatement après son avènement, il concéda à la noblesse tchèque une charte qui lui conférait des privilèges considérables, limitant dans une grande mesure le pouvoir royal. Un semblable privilège fut accordé peu après à la noblesse de la Moravie. Mais, d'un autre côté, il s'appliqua à réprimer d'une main ferme les querelles incessantes entre les grandes familles, qui troublaient la sécurité publique. Néanmoins, les événements

qui se passaient à l'étranger détournèrent bientôt l'attention du roi des questions intérieures. Son père, l'empereur Henri VII, mourut subitement en 1313 et la question de l'élection à l'Empire passa au premier plan. Jean songea tout d'abord à poser sa candidature, mais, les Habsbourg s'y étant opposés, il y renonça bientôt en faveur de Louis de Bavière. Celui-ci lui fit de grandes promesses et remporta, grâce au secours qu'il lui prêta, une victoire définitive sur les Habsbourg près de Mühldorf, en 1322. En récompense de ses services, Jean reçut le territoire de Cheb.

A partir de 1313, Jean de Luxembourg resta longtemps absent de la Bohême, où la noblesse du pays, qui se sentait tenue à l'écart, manifesta à plusieurs reprises son mécontentement contre les conseillers étrangers dont le roi était entouré. La noblesse tchèque elle-même s'était divisée en deux camps, le premier s'était concentré autour de la reine Elisabeth, femme de Jean, l'autre autour de „la reine de Hradec“, c'est-à-dire autour de la veuve de Venceslas II. Le chef de l'un de ces camps était Zajic de Waldek, l'autre avait à sa tête Henri de Lipá. La haine que ces deux partis se portaient mutuellement, attisée encore par de mesquines intrigues, amena la guerre civile et la formation d'une ligue des seigneurs contre le roi. Le roi Jean ne réussit à réprimer cette révolte qu'en 1318, avec l'aide de Louis de Bavière, et au prix de concessions faites à la noblesse, en donnant notamment la promesse formelle que les hautes fonctions administratives du pays ne seraient plus occupées par des Allemands. Les intrigues parvinrent même à brouiller le roi et la reine, de sorte qu'ils en furent bientôt à couteaux tirés.

Peu après la bataille de Mühldorf, les bons rapports que le roi de Bohême entretenait avec Louis de Bavière se gâtèrent, parce que ce dernier ne tint pas toutes les promesses qu'il avait faites. Les Luxembourg se réconcilièrent donc avec les Habsbourg et, en 1323, les ducs d'Autriche livrèrent à Jean le territoire de Znojmo. A partir de ce moment, le roi ne s'occupait plus des affaires intérieures de ses États; il en abandonna l'administration à Henri de Lipá dont le premier devoir était de fournir à son roi de grandes sommes d'argent, que celui-ci dépensait dans ses entreprises à l'étranger. Dès 1319, Jean de Luxembourg, à titre d'héritier des rois Venceslas II et III, avait fait valoir les droits de la Bohême sur la Pologne, à l'encontre des prétentions de Ladislas Lokietek. Il entreprit même, en 1327, une expédition militaire dans la direction de Cracovie: il obtint la soumission de quelques seigneurs de Silésie. L'année suivante, à l'instar de Přemysl II, il fit campagne contre les Prussiens et les Lithuaniens dans l'intention de secourir les chevaliers de l'Ordre Teutonique et remporta de remarquables succès. A son retour, il acquit le territoire de Žhořelec (Görlitz) qu'il réunit à la Bohême.

Dans une autre direction encore, Jean de Luxembourg fut l'héritier de la politique de Přemysl II. En 1330, quand mourut la dernière descendante des Přemyslides, la malheureuse reine Elisabeth, il se trouvait à la cour du duc Henri de Carinthie, qui n'avait pas d'héritier mâle. De tous les prétendants à cette succession, Jean finit par l'emporter en mariant son fils Jean-Henri à la fille et héritière du duc de Carinthie. Ses vieux ennemis, les Habsbourg, irrités de cette victoire politique, s'unirent contre lui aux Wittelsbach et réussirent finalement à lui en arracher les fruits. A la demande de la ville de Brescia, il intervint ensuite dans les querelles qui troublaient le Nord de l'Italie et de nombreuses villes de la Lombardie se placèrent pour un temps sous la souveraineté du roi de Bohême. Immédiatement après, par une manœuvre diplomatique, il parvint à rompre la coalition entre Louis de Bavière et les Habsbourg.

Les succès de Jean de Luxembourg dans le Nord de l'Italie ne furent que temporaires. Son fils Charles, à qui il avait confié le gouvernement des villes lombardes, réussit pendant un certain temps à y maintenir son pouvoir, mais le roi le rappela de lui-même, en 1333, pour lui donner le gouvernement de la Bohême avec le titre de Margrave de Moravie.

L'arrivée du prince royal en Bohême marque un changement dans la situation intérieure de ce pays. Le roi Jean passait le plus clair de son temps en dehors de son royaume, laissant l'administration aux mains de seigneurs jaloux l'un de l'autre et plus soucieux de leurs intérêts propres que de ceux du pays. Depuis sa plus tendre enfance, le prince Charles avait été élevé à la cour du roi de France. Séparé de bonne heure de sa mère et de son pays natal, il avait acquis un caractère indépendant. Vers 1333, la situation en Bohême était peu engageante. Le château royal tombait en ruines, de sorte que, dans les premiers temps, Charles se trouva obligé d'habiter une maison bourgeoise. La plus grande partie des domaines royaux étaient donnés en gage et les châteaux livrés à l'abandon. Charles s'appliqua d'une main ferme à mettre de l'ordre dans l'administration, afin que le roi ne fût pas dépouillé de ses revenus les plus importants.

Quoiqu'il eût déployé dans son administration de précieux talents d'organisateur, Charles ne tarda pas à devenir l'objet de la méfiance de son père, qui le suspendit même pendant quelque temps. Mais la situation extérieure ne permettait pas qu'une querelle éclatât dans la famille royale. A la mort du duc Henri, Louis de Bavière et les Habsbourg se partagèrent la Carinthie, sans se soucier de la convention passée avec la Bohême et qui en réglait la dévolution. Jean fut donc obligé de chercher ailleurs un allié. En 1335, il conclut avec Casimir de Pologne une entente suivant laquelle il renonçait au titre de „roi de Pologne“ qu'il avait porté jusqu'alors, tandis que le roi de Pologne cédait la principauté de

Silésie à la Bohême. A un congrès qui se tint au mois de novembre de la même année, les rois de Pologne et de Hongrie se déclarèrent les alliés du roi de Bohême. Une fois cette entente conclue, Jean de Luxembourg déclara la guerre à la coalition des Habsbourg et des Wittelsbach, mais, à la fin, malgré les protestations de ses deux fils, Charles et Jean-Henri, il renonça aux droits de la Bohême sur l'héritage des ducs de Carinthie. Cet insuccès n'eut point l'effet de calmer son besoin d'aventures: en 1337, pour la seconde fois, il entra en campagne, avec son fils Charles, contre la Lithuanie. Mais la douceur de l'hiver fit manquer cette expédition et Jean y perdit l'œil droit. L'ophtalmie qui s'ensuivit ne put être arrêtée malgré les soins des médecins de la faculté de Montpellier, et en 1340 il se trouva complètement aveugle.

La politique tyrolienne de Louis de Bavière éloigna tout-à-fait le roi Jean de l'empereur. Les Luxembourg nouèrent des relations très étroites avec la curie romaine qui menait une lutte acharnée contre Louis. De plus, Jean de Luxembourg était un vieil ami du roi de France, à la cour duquel il séjournait très souvent. Les premiers fruits des bonnes relations entretenues avec la curie romaine se montrèrent en 1344. La Bohême fut délivrée de la tutelle ecclésiastique de l'archevêque de Mayence et l'évêché de Prague fut transformé en archevêché. En même temps, le pape donna son assentiment à l'érection d'un siège épiscopal à Litomyšl. Ernest de Pardubice, dont les talents politiques ne le cédaient en rien à l'intelligence qu'il avait des besoins intellectuels et moraux de son temps, fut élevé à la dignité de premier archevêque de Prague. L'amitié de la curie romaine devait apporter aux Luxembourg un autre avantage: elle avait le dessein de terminer le conflit qui s'éternisait entre elle et Louis de Bavière en déclarant ce dernier déchu de la couronne impériale. Déjà en 1344, on commença à parler de l'élection de Charles comme roi allemand; mais un pas décisif ne fut fait en ce sens que deux ans plus tard. Le pape lança une nouvelle bulle d'excommunication contre Louis et, au mois de juillet 1346, les grands électeurs de Mayence, de Cologne, de Saxe et de Bohême donnèrent leurs voix à Charles. Cette élection n'avait évidemment pas été faite par le collège des électeurs au complet et, de plus, Louis de Bavière n'avait nullement l'intention de déposer la couronne sans relever le gant. C'est pourquoi Charles se préparait à une rude campagne lorsque l'entreprise dut être reculée pour permettre à la Bohême de prendre part à la guerre qui venait d'éclater entre la France et l'Angleterre.

L'année 1346 marque le paroxysme de la lutte engagée entre Philippe de Valois, roi de France, et Edouard III, roi d'Angleterre. Ce dernier débarqua, à la tête d'une armée considérable, sur les côtes de Normandie et, à marches forcées, atteignit Paris. Mais là, il fit faire à ses troupes

une conversion vers le Nord-Est pour les amener en contact avec les renforts qui lui venaient des Flandres. Le roi Jean, ne pouvant supporter patiemment l'envahissement d'un pays qui lui était cher, se hâta, avec les chevaliers de son escorte, de porter secours au roi de France. La bataille décisive eut lieu près de Crécy. L'armée française fut battue et le roi Jean trouva la mort, avec la plupart des gens de sa suite, dans le tumulte des armes. Charles, l'héritier de la couronne, fut blessé au cours du combat, mais il fut entraîné loin du champ de bataille par les chevaliers tchèques qui craignaient „de perdre leurs deux rois à la fois“.

LIVRE II

PÉRIODE INTERMÉDIAIRE

(DEPUIS L'AVÈNEMENT DE CHARLES IV JUSQU'À LA MORT DE CHARLES VI)
(1346—1740)

CHAPITRE PREMIER

CHARLES IV (1346—1378)

Débuts de l'époque dite intermédiaire. — Charles IV (1346—1378). Difficultés intérieures. Fondation de l'Université de Prague (1348). Agrandissement de la ville de Prague. Le patriotisme de Charles. Relations avec la chrétienté occidentale. Haine des voisins de Charles IV. Nouvelles acquisitions territoriales. Jugement sur le règne de Charles : l'âge d'or de la Bohême.

M. V. Novotný a montré récemment, dans la première partie de son œuvre monumentale sur l'Histoire de la Bohême, que l'on doit placer le commencement de la période intermédiaire de cette histoire à l'avènement du célèbre „Père de la Patrie“. Cependant, il ne faut pas perdre de vue que cette division en périodes n'est qu'un procédé commode et que les événements eux-mêmes s'enchaînent sans discontinuité. Le règne de Charles IV sert d'introduction à la plus brillante période de l'histoire de la Bohême à la période hussite pendant laquelle la nation tchèque, sortant de l'isolement où elle avait vécu jusqu'alors, se met à l'avant-garde du progrès en Europe. Comme on le verra par la suite, c'est alors que furent jetées les bases de la vie intellectuelle tchèque qui, au XV^e siècle, devait représenter la plus haute expression des désirs et des tendances dont les courants s'entrecroisaient dans l'Europe occidentale de l'époque, dans cette Europe qui finit par s'effrayer de la spontanéité et de l'intransigeance qui caractérisèrent le mouvement tchèque.

Charles, premier roi de Bohême de ce nom, trouva le royaume qu'il héritait de son père dans une situation assez satisfaisante. Dans les

dernières années de son règne, et grâce à l'aide de son fils, le roi Jean, en dépit de son caractère aventureux, avait réussi à consolider la position de la Bohême et à lui donner une place importante dans l'Europe centrale. Ce fut, d'ailleurs, cette position raffermie qui permit à Charles de donner carrière à ses talents de diplomate, d'agrandir sensiblement la Bohême et, enfin, de faire de Prague non seulement une résidence royale, mais un siège digne de la majesté impériale. A Paris, Charles avait appris à considérer les choses d'un point de vue plus large, plus européen; il y avait acquis le sentiment de l'art, tandis que son indépendance de caractère et son énergie se fortifiaient, sur une terre étrangère, loin de la tutelle de ses parents.

A peine guéri, dans l'abbaye d'Ourchamp, des blessures qu'il avait reçues à la bataille de Crécy, Charles regagna la Bohême par un chemin détourné. L'empereur Louis refusait toujours de lui céder de bon gré le gouvernement de l'empire, mais sa mort subite, qui survint en 1347, débarrassa Charles de son plus sérieux concurrent. Il est vrai que le parti bavarois ne renonça pas, même après la mort de Louis, à ses plans contre les Luxembourg et qu'il chercha à se faire un allié du roi d'Angleterre, Edouard III. Mais celui-ci ne voulut point s'immiscer dans les affaires allemandes, de sorte que le chemin du trône impérial resta aplani.

Cependant, les affaires intérieures de la Bohême réclamaient une main ferme, car le roi Jean les avait par trop négligées, se souciant principalement de tirer du pays de quoi payer la pompe de ses voyages et ses expéditions chevaleresques. Le gouvernement se trouvait dans les mains de quelques familles nobles qui, ayant profité de l'absence presque continue du roi et de son non moins continu besoin d'argent, s'étaient emparées de la plus grande partie des domaines de la Couronne dont le rapport constituait le plus clair des revenus des rois de Bohême. Charles, sous sa précédente administration, en avait revendiqué avec succès un grand nombre qui furent retirés des mains des particuliers, de sorte qu'il arriva à avoir à sa disposition des moyens financiers assez considérables pour ne plus en être réduit aux prêts que consentait la noblesse. D'un autre côté, il s'attacha à relever, dès le début, l'autorité et la dignité de la Couronne. Depuis les temps les plus reculés, le prince ou le roi de Bohême était considéré comme la source immanente du droit: c'était le législateur et le juge suprêmes. A partir du règne du roi Jean, le droit était passé au second plan; à sa place régnait l'arbitraire. Charles rétablit les tribunaux réguliers et leur donna une organisation nouvelle.

Son plus grand souci fut d'embellir la ville de Prague, sa résidence. Après s'être entendu avec le pape, il y fonda, en 1348, une école d'enseignement supérieur, c'est-à-dire la première Université de l'Europe cen-

trale. Il la créa „afin que les fidèles habitants du royaume [de Bohême], désireux d'acquérir le fruit des arts, ne soient pas obligés de le mendier à l'étranger, mais trouvent au contraire dans leur propre royaume une table toute servie“. L'Université de Prague fut organisée sur le modèle de celles de Paris et de Bologne, et l'on y appela de l'étranger d'éminents professeurs. L'archevêque de Prague, sous la surveillance duquel elle fut placée, était son chancelier. Bientôt, comme l'Université de Paris, elle se divisa en quatre nations: la tchèque, la saxonne, la bavaroise et la polonaise. En philosophie, on y défendit la doctrine nominaliste, doctrine qui passait pour avancée à cette époque. Si l'alma mater éleva le niveau intellectuel de la Bohême, elle contribua aussi à sa prospérité matérielle, surtout à celle de la ville de Prague. Les étudiants, aussi bien étrangers que tchèques, y affluèrent; de puissants courants intellectuels ne tardèrent pas à s'y former sous l'influence du souffle nouveau qui venait de l'Occident. Les heureux résultats de cette vie intellectuelle ne se firent pas longtemps attendre.

Prague, formée à cette époque de deux agglomérations, la Cité ou Vieille Ville (Staré Město) et la Ville Mineure (Menší Město), devenait trop étroite pour contenir la masse de ses habitants. L'année même où il fonda l'Université, Charles jeta les fondements d'un nouveau quartier, appelé la Nouvelle Ville (Nové Město), sur la pente douce d'une colline, en ayant soin de laisser au centre une grand-place qui, après avoir servi plus tard de Marché aux bestiaux, porte aujourd'hui le nom de son fondateur (Karlovo náměstí). Cette Nouvelle Ville fut, dès le début, le quartier des petits artisans, en grande majorité tchèques, le quartier de ceux qui gagnent leur pain à la sueur de leur front. Charles se préoccupa de la faire bâtir sur un plan déterminé, dont on peut retrouver le dessin encore de nos jours.

Dans les environs de Prague, l'excellent maître Mathieu d'Arras construisit, sur un rocher à pic dominant un ravin, le château fort de Karlštejn destiné à mettre en sûreté les bijoux de la Couronne et les chartes précieuses. C'est là que Charles se retirait lorsqu'il désirait s'éloigner du monde et qu'il s'adonnait aux pieuses méditations dans la chapelle de S^{te} Catherine. Les autels de ce château, comme ceux des églises de Prague, renfermaient une quantité de reliques précieuses, amassées par l'empereur et payées à beaux deniers dans le monde entier. Une fois l'an, tout Tchèque religieux entreprenait un pèlerinage aux saintes reliques de Prague dont la plus grande partie constituait les bijoux impériaux. Charles lui-même fut un souverain très pieux, parfois même bigot. Mais, à côté de cela, son esprit politique prévoyant et réfléchi lui faisait préférer l'emploi des moyens diplomatiques à la force des armes.

Les quatre mariages qu'il contracta, sauf peut-être le premier avec Blanche de Valois, lui furent dictés par des raisons politiques et là où

les liens de parenté ne suffisaient pas, il savait s'assurer une succession par un traité.

Charles, qui aimait tendrement la Bohême et qui lui témoignait des attentions de père, en fit le centre de ses États. Elevé à la cour de France, il avait oublié la langue maternelle, mais il s'empressa de la rapprendre à son retour. Il recommandait aux princes électeurs d'Allemagne de faire apprendre une langue slave à leurs fils. Il était fier de sentir circuler dans ses veines le sang illustre des Přemyslides et de descendre ainsi par sa mère d'une lignée à laquelle avait appartenu S^t Venceslas. Il avait posé lui-même la nouvelle couronne de Bohême sur le crâne que l'on conservait du prince martyr et avait composé en son honneur une esquisse hagiographique. Il tenta finalement de ressusciter la liturgie slave, en fondant, en 1347, à Prague à l'endroit dit „Na Slovanech“ un monastère de moines bénédictins pratiquant cette liturgie. Cet essai, trop artificiel, n'eut aucun résultat pratique; néanmoins, il témoigne de la connaissance que Charles avait acquis du passé tchèque et de l'amour qu'il lui portait.

Charles essaya, comme l'avait déjà tenté Venceslas II, de fixer le droit en Bohême en faisant rédiger un code appelé *Majestas Carolina*. Mais cet ouvrage ne put être accepté en entier, à cause de la résistance des seigneurs que choquait toute une série de prescriptions relatives aux affaires intérieures du pays. Néanmoins, Charles restreignit le droit qu'avait la noblesse tchèque, d'élire librement son souverain, et qui lui avait été confirmé par la bulle d'or de Sicile, en décrétant que la famille des Luxembourg régnerait en Bohême de père en fils et que le droit d'élection de la noblesse n'entrerait en vigueur qu'après l'extinction de cette lignée. Dans sa bulle d'or de 1356, Charles réglait le rapport de la Bohême avec l'Empire d'Allemagne, réservant expressément au roi de Bohême la primauté dans le collège des grands-électeurs. La Bohême continuait, il est vrai, à faire partie du Saint-Empire, mais sa position était tellement indépendante des rois d'Allemagne que ceux-ci, au contraire, étaient obligés de rechercher la faveur de ses souverains.

Mais les soins que Charles prenait des intérêts de son royaume ne lui firent point oublier les affaires de l'Empire. En Allemagne, les tendances décentralisatrices, qui cherchaient à affaiblir le pouvoir absolu de l'empereur, triomphaient au XIV^e siècle. En Italie, la situation était pire encore. Du temps de Charles, le pape résidait encore dans le Midi de la France, à Avignon, tandis qu'à Rome, comme dans tout le reste de l'Italie, les guerres déchaînées par les différents partis semaient la ruine dans ce pays rempli des monuments de l'antiquité classique. Quelques patriotes songèrent à reconstituer l'unité de l'Italie. De même que l'illustre

Dante avait cru apercevoir en Henri VII le génie sauveur de la péninsule, l'enthousiaste Cola di Rienzi, mû par le même espoir, se rendit en 1350 à Prague pour proposer à Charles de vouloir bien transférer sa résidence à Rome, de briser le pouvoir des papes et de renouveler l'ancien ordre des choses, ce qui était, selon lui, le seul moyen de faire renaître le royaume dévasté. Charles rejeta les plans de Rienzi, mais, quatre ans plus tard, il entreprit cependant une expédition à Rome et s'y fit couronner avec sa femme, la reine Anne, en 1355. Les Italiens reçurent Charles en sauveur, croyant qu'il allait les tirer d'une situation désespérée, mais le nouvel empereur, fidèle à une promesse faite au pape, ne tenta en aucune façon de rien changer à l'état des choses et séjourna le moins longtemps possible sur le sol de l'Italie. Charles, portant comme empereur le nom de Charles IV fut donc le premier roi de Bohême détenteur de la couronne impériale.

En sa qualité de roi de Bohême et d'empereur, il eut à prendre part aux problèmes de la politique européenne. Il n'est pas étonnant qu'au bout du compte sa puissance ait provoqué la jalousie de ses voisins, et que ceux-ci aient conçu le plan de le renverser. Les Wittelsbach de Bavière, Louis le Grand, roi de Hongrie, et Casimir, roi de Pologne, prirent part à une conspiration ourdie contre Charles IV; Rodolphe IV de Habsbourg, le propre beau-fils de Charles, en était le chef, car il en voulait à son beau-père d'avoir refusé de lui confirmer certains titres et privilèges fabriqués sans droit par la chancellerie d'Autriche. L'empereur fit échouer les plans de ses ennemis en épousant Elisabeth, petite-fille de Casimir, et en se faisant reconnaître, en 1363, le droit de succession sur le Brandebourg, par une habile manœuvre favorisée par les discordes qui séparaient alors les possesseurs de ce territoire. Charles IV et Rodolphe IV se réconcilièrent à Brno, la même année, en concluant un pacte de famille qui réglait leurs successions respectives.

Le séjour des papes à Avignon, dans la „captivité de Babylone“, affligeait les pieux chrétiens. Leurs prières ardentes invitaient le pape Urbain V à quitter cette ville de plaisirs et à réintégrer Rome, la ville éternelle, sanctifiée par le sang des premiers martyrs. Charles fit, lui aussi, des démarches dans le même sens, espérant que cela aiderait à apaiser les querelles furieuses dont la péninsule était le théâtre. En 1365, il se rendit à Avignon, auprès du pape Urbain V, qui lui promit effectivement d'acquiescer sous peu à son désir. A cette occasion, Charles IV rapporta du cloître de S^t Maurice en Bourgogne les reliques de S^t Sigismond. Urbain V quitta Avignon en 1367 et, bientôt après, Charles entreprit son deuxième voyage à Rome afin d'y assister à l'installation solennelle du pape. Mais cette rentrée fut loin d'opérer le revirement que l'on s'en était promis

et, après un court séjour dans la ville éternelle, Urbain s'en retourna à Avignon.

Pendant que Charles se trouvait en Italie, le prince Bolek de Svidnice mourut et la Basse-Lusace, conformément au traité conclu avec Charles, échut à la Bohême. Cette nouvelle extension du pouvoir des Luxembourg raviva les craintes de quelques princes d'Allemagne, mais Charles déjoua, par une habile diplomatie, les intrigues qu'ils tramèrent contre lui et obligea les Wittelsbach à renoncer à leurs droits sur le Brandebourg, qui, en 1374, fut déclaré partie intégrante des territoires appartenant à la famille des Luxembourg. Par là, Charles IV mit la clef de voûte à l'œuvre de son père, et le territoire de la Bohême se trouva avoir presque doublé en étendue depuis l'époque des Přemyslides. C'est alors que se forma la notion des „pays de la couronne de Bohême“; ils comprenaient, outre la Bohême et la Moravie, la Silésie, la Lusace du Sud, le Brandebourg, le Luxembourg érigé en 1354 en duché, enfin les domaines situés en Misnie et dans le Palatinat. Jamais les bornes de l'État de Bohême ne devaient s'étendre plus loin, Charles IV lui-même, en le partageant entre ses fils donna l'exemple des scissions et divisions futures.

Arrivé à l'apogée de sa puissance politique, Charles songea à assurer la couronne d'Allemagne à son fils aîné, Venceslas. Par des négociations adroites, il réussit à lui gagner les voix de tous les princes électeurs, de sorte qu'au mois de juin de l'année 1376, ce prince fut proclamé roi allemand. Bientôt après, le roi Charles partagea l'Empire entre ses fils. Venceslas, son aîné, devait régner sur la Bohême, la Silésie et sur une partie de la Lusace, tout en conservant la suzeraineté des fiefs échus à ses frères. Sigismond reçut le Brandebourg avec la dignité de prince électeur. Jean, le plus jeune des fils de Charles, eut le reste de la Lusace. A cette époque, le margraviat de Moravie se trouvait en possession de Jean-Henri, frère de Charles. Jost, fils aîné de ce dernier, lui succéda, tandis que de ses deux frères, l'un, Procope, recevait un apanage et le plus jeune, Jean devenait évêque d'Olmouc. Les questions religieuses remplirent les derniers mois de la vie de Charles. En 1377, il prit, bien que malade, la route de Paris, où il avait passé sa jeunesse. Là il essaya de détourner le schisme qui menaçait de se déclarer dans le monde chrétien d'Occident. Au milieu de cette situation tendue, la mort surprit le „père de la patrie“, enlevant malheureusement trop tôt ce souverain aux rares qualités qui, pendant trente ans, avait dirigé les destinées de la Bohême, devenue, grâce à lui, un des premiers États de l'Europe.

Le règne de Charles IV a été à juste titre, appelé, par les historiens, „l'âge d'or de la Bohême“. La paix, en effet, permit à l'État de fleurir et de développer une prospérité en rapport avec l'importance inter-

nationale qu'il avait acquise. L'Université de Prague attirait tous ceux qui, en Europe centrale, étaient avides de s'instruire. L'amour du beau avait poussé Charles à appeler à sa cour les artistes étrangers les plus réputés, qui ne se contentèrent pas de bâtir les magnifiques monuments existant encore de nos jours, mais qui formèrent des élèves tchèques capables de donner plus tard au style gothique dans les pays de la Bohême un cachet national. La musique française exerça une heureuse influence sur l'évolution de la musique tchèque, et, à l'instigation du roi, des œuvres historiques remarquables virent le jour. Charles est lui-même l'auteur d'une autobiographie et d'une légende de St Venceslas. Le puissant courant d'idées qui distingua son époque donna le branle à l'activité intellectuelle d'où devait sortir le mouvement religieux tchèque.

Les progrès matériels furent également nombreux. Charles introduisit en Bohême la vigne de Bourgogne, qui bientôt étala ses pampres sur le flanc des collines des environs de Prague; la pisciculture commença à se développer, basée sur des principes plus rationnels. La répression énergique du brigandage débarrassa le pays des entraves qui gênaient le travail pacifique. Le cultivateur put labourer son champ en paix sans crainte pour sa récolte et le marchand importer en toute sécurité les marchandises des pays lointains. La Bohême se trouvant au carrefour de toutes les routes du commerce, Prague devint un des entrepôts les plus importants de l'Europe. L'industrie tchèque ne resta pas non plus en arrière sur les pays étrangers. Vers la fin de sa vie, Charles IV essaya de réformer la monnaie, car les „groš“ frappés sous Jean de Luxembourg n'avaient plus la même valeur que ceux de Venceslas.

La mort de Charles fut une perte immense pour la Bohême. Des troubles se manifestaient en Europe et un schisme fatal divisait le monde chrétien d'Occident en deux camps. Le mouvement religieux tchèque chercha à sortir de l'incertitude qui dominait partout en prenant pour but un idéal de vérité et de progrès. Cela devait amener un violent conflit avec les représentants de l'Église romaine, et finir par une lutte épuisante de la nation hussite contre le reste du monde chrétien. Le mouvement religieux tchèque commence à germer à l'époque de Charles IV, mais il ne se précise que sous Venceslas IV, à l'apparition de Jean de Husinec.

CHAPITRE II

LE MOUVEMENT RELIGIEUX TCHEQUE.

Résultats du règne de Charles. Décadence religieuse. Influence de l'Occident. Les précurseurs de la Réforme: Conrad Waldhauser, Milič de Kroměříž, Mathieu de Janov. Développement de l'élément tchèque. — Venceslas IV (1378—1419). Caractère de Venceslas IV. Débuts du règne. Conflit avec l'archevêque Jean de Jenštejn. Supplice de Jean de Nepomuk (Saint-Jean Népomucène). Conspiration des grands seigneurs. Venceslas destitué du trône allemand. Captivité du roi, son évasion. — Jean Hus. Tchèques et Allemands à l'Université. Activité littéraire de Jean Hus. La Bohême et le grand schisme. Le décret de Kutná Hora. Querelle des Indulgences. Excommunication de Jean Hus. Hus et le Concile de Constance. Mort de Jean Hus. Protestation de la nation tchèque. Mouvement religieux. — Mesures de Venceslas contre le hussisme. Mort de Venceslas IV: le peuple contre Sigismond.

Sous Charles IV, Prague était devenue le centre de la civilisation en Europe centrale. Ses magnifiques églises attiraient en pèlerinage les pieux fidèles; sur les bancs de son Université s'asseyaient les nombreux étudiants des quatre coins de la Bohême et de l'étranger. La fondation de l'archevêché de Prague avait donné au pays son autonomie religieuse. Les agglomérations qui formaient les quartiers de la capitale s'enrichissaient par le commerce et l'industrie; les exigences matérielles de la bourgeoisie s'accrurent avec le bien-être et se manifestèrent souvent par un luxe somptueux. Il ne manquait pas d'ombres au tableau, car l'on remarque à cette époque des signes indubitables de décadence morale.

C'était surtout dans la vie religieuse qu'un relâchement des mœurs se faisait sentir. La générosité des souverains et des particuliers avait mis le clergé tchèque en possession de domaines fort étendus. Le droit canonique en avait fait une caste privilégiée, supérieure sous tous les rapports à la classe laïque. Mais les prêtres étaient loin de mener une vie exemplaire. De nombreux récits de l'époque nous parlent de nombreux forfaits, y compris même d'assassinats, dont ils se rendaient coupables. A cela s'ajoutait l'exploitation éhontée que pratiquait la curie romaine en introduisant partout un système fiscal sans scrupules institué par le pape Jean XXII. Les prébendes passaient aux mains de gens indignes, qui, par simonie, se procuraient de riches bénéfices. Le cas d'un ecclésiastique jouissant des revenus de plusieurs bénéfices à la fois était tout-à-fait courant. Le clergé sombrait dans un matérialisme égoïste, considérant le sacerdoce comme un commerce lucratif qui consistait à procurer aux fidèles le salut

éternel, en échange des plaisirs de ce monde. En Bohême, comme dans toute l'Europe occidentale, le mécontentement causé par la conduite indigne et les allures hautaines du clergé était général.

L'Université de Prague, comme d'ailleurs la Sorbonne, était animée des idées révolutionnaires qui grondaient dans l'Europe occidentale. La lutte entre Louis de Bavière et la curie romaine n'était pas passée inaperçue, ni surtout l'arsenal d'idées dont s'étaient servis ceux qui avaient défendu l'empereur. Bien des professeurs ne se privaient pas de manifester du haut de la chaire leur mécontentement contre la curie romaine et de critiquer sévèrement aussi bien la vie ecclésiastique que beaucoup d'institutions de l'Eglise. De nombreux Tchèques avaient étudié à l'Université de Paris, d'où ils étaient revenus confirmés dans leur mécontentement. La conviction que l'état de choses existant ne pouvait durer de la sorte et qu'une réforme radicale était nécessaire, s'était répandue aussi bien parmi les érudits que parmi le peuple.

Des prédicateurs célèbres se firent les interprètes de ces sentiments. Conrad Waldhauser et Milič de Kroměříž furent les plus illustres d'entre eux. Charles IV et l'archevêque Ernest de Pardubice ne fermaient pas, eux non plus, les yeux sur les désordres du clergé, mais, au contraire, soutenaient les idées de réforme. C'est à eux que revient en premier lieu le mérite d'avoir fait venir à Prague Waldhauser. Ce dernier était de nationalité allemande, mais bientôt le mouvement réformiste prit un caractère exclusivement tchèque. Milič, le continuateur de Waldhauser, était Tchèque et prêchait aux Pragoais dans leur langue maternelle. Parmi ces prédicateurs réformistes, que l'on a pris l'habitude, depuis Palacký, d'appeler les précurseurs de Hus, ce fut un élève de Milič, Mathieu de Janov qui manifesta le plus énergiquement son esprit révolutionnaire. C'est en lui que s'incarna le mécontentement de ses compatriotes mêlé aux idées révolutionnaires qu'il avait rapportées de Paris, et qu'il exposa dans un traité intitulé „*De periculis novissimorum temporum*“, composé à l'Université de Paris. Il reprit ces idées dans son œuvre principale, „*De regulis veteris et novi testamenti*“, où il soumettait à une critique rigoureuse les désordres de l'Eglise et proposait de revenir à la simplicité et à la candeur d'âme des premiers chrétiens. Rejetant les cérémonies pompeuses, il demandait une religion intérieure qui ne se manifestât pas uniquement par des paroles, mais aussi par des actes. Ses efforts tendaient à combler l'abîme qui s'était creusé entre le prêtre et le fidèle, et pour cela il réclamait que le peuple fût admis à communier aussi souvent que le clergé. Le mouvement religieux tchèque était l'expression des tendances de l'individu à se débarrasser des chaînes de l'autorité. Malgré son caractère religieux, les aspirations nationales et sociales en formaient un élément important.

Charles IV, en dépit de la faveur qu'il témoignait à la nationalité tchèque, avait été impuissant à réparer tout ce qu'avait causé une longue politique de protection envers l'élément allemand aux dépens de la population autochtone. Les immigrés allemands s'étaient surtout concentrés dans les villes, où ils s'étaient beaucoup enrichis. Il est vrai que, du temps de Charles, les villes se tchéquisaient lentement, mais ce processus était trop lent pour que les Tchèques, de bonne heure conscients de leur rôle dans la civilisation et de leur importance, fussent satisfaits de cet état de choses. C'est ce qui nous explique pourquoi la Nouvelle Ville, ce quartier de Prague habité depuis sa fondation par une grande majorité de Tchèques, fut la première gagnée par l'esprit révolutionnaire. Il n'est donc pas étonnant que dans la révolution hussite, pénétrée d'esprit patriotique, la langue tchèque prit une importance prépondérante. Thomas de Štítné (Tomáš ze Štítného), gentilhomme tchèque à l'esprit cultivé, ainsi que Mathieu de Janov avaient composé, avant Jean Hus, des traités religieux en langue populaire. C'était se délivrer du joug de l'empire universel du latin, en dépit des protestations des docteurs scolastiques. La résistance opposée par l'individualisme national à l'universalisme de Rome trouva bientôt des adhérents dans toute la Bohême.

C'est au milieu de cette fermentation des esprits que le jeune Venceslas IV monta sur le trône. Son père avait voulu de trop bonne heure le familiariser avec l'art difficile de gouverner, de sorte qu'il ne se mêla qu'avec dégoût à la politique. Son caractère était bien différent de celui de son père : il manquait surtout de cette modération nécessaire à l'homme d'État, de réflexion et de persévérance. Et cependant nous trouvons en lui de nombreux traits qui attirent notre sympathie et semblent le rapprocher des temps modernes. Ne pouvant souffrir la fierté hautaine du clergé, il est un des représentants typiques de l'anticléricalisme de l'époque hussite parmi les laïques. Il aimait les gens simples et haïssait l'égoïsme des grands seigneurs qui cachaient leurs intérêts personnels sous le masque du bien public. C'est pourquoi il s'entourait volontiers de gens de petite noblesse et de bourgeois, qui trouvaient en lui un ardent défenseur. Il soutenait les aspirations des Tchèques, parce qu'il était convaincu que leurs efforts visaient à la prospérité des pays de la Couronne de Bohême...

Pendant les premières années de son règne, il continua la politique de son père. Il reconnut Urbain VI comme pape véritable, et, en 1379, au concile de Francfort, il réussit à faire rejeter Clément VII par les princes allemands. Cela ne pouvait que gêner l'amitié traditionnelle qui liait les Luxembourg à la France, aussi Venceslas dut-il chercher un nouvel appui en Angleterre. Les négociations entamées à cet effet aboutirent au mariage du roi Richard avec la princesse Anne, fille de Charles IV, ce

qui contribua beaucoup à rapprocher les deux pays, surtout au point de vue de la culture intellectuelle. Déjà auparavant, l'Université d'Oxford n'était vue pas entièrement inconnue des étudiants tchèques. A cette époque, les nouvelles idées prêchées par le grand penseur anglais Wiclef exerçaient un attrait irrésistible sur les esprits. Comme Mathieu de Janov, l'avait fait en Bohême, Wiclef passait au crible les institutions ecclésiastiques et il arriva même, quant aux dogmes, à des conclusions qui l'amènèrent forcément à quitter l'Église. En philosophie, il renouvela le réalisme que le nominalisme avait supplanté et prépara ainsi le terrain à la réforme. Ses doctrines sur la transsubstantiation et la sécularisation des biens de l'Église, furent connues de bonne heure en Bohême, quoiqu'elles y eussent rencontré au début l'opposition chez les uns, l'incertitude et l'hésitation chez les autres. Toutefois, ses écrits théologiques n'y furent lus qu'assez tard, probablement dans les toutes premières années du XV^e siècle, alors que les traités philosophiques du „maître évangélique“, si frappants par la nouveauté des idées, étaient déjà fort connus des maîtres et des étudiants de l'Université de Prague.

Sous le règne de Venceslas IV, les sentiments contre le clergé débordèrent. La cour, le roi en tête, entra en guerre contre les hauts dignitaires de l'Église, qui faisaient trop sentir à tout le monde leur supériorité. Le siège archiépiscopal était alors occupé par Jean de Jenštejn, qui, après avoir passé une jeunesse par trop joyeuse, s'adonnait maintenant à une vie ascétique. Il était pénétré de l'orgueilleuse conscience de la supériorité de son état, mais manquait absolument d'habileté diplomatique et de modération. Dans son ardeur à défendre les privilèges ecclésiastiques, il se laissa entraîner dans un grave conflit avec la cour et, en 1392, il excommunia même le vice-chambellan qui, sur ordre du roi, avait puni sévèrement plusieurs mauvais étudiants de l'Université. Les adversaires de l'archevêque se vengèrent en dévastant une partie de ses terres. En 1393, le conflit atteignit son paroxysme. Le roi Venceslas songeait alors à la fondation d'un nouveau siège épiscopal en Bohême et n'attendait pour cela que la mort du vieil abbé de Kladruby, Racek, car les revenus de ce monastère devaient passer au nouvel évêché. L'archevêque de Prague, pour contrecarrer le dessein du roi, s'empressa, aussitôt après la mort de l'abbé, de confirmer son successeur qui venait d'être élu. Le vicaire général de l'archevêque, Jean Népomucène, un Allemand joua un rôle important dans cette manœuvre de son supérieur. Dès qu'il apprit que ses plans avaient été déjoués, le roi entra dans une violente colère contre l'archevêque et ses subalternes. Jean de Jenštejn réussit à s'enfuir de Prague, mais la colère royale atteignit ses principaux conseillers qui furent emprisonnés et mis à la torture.

Le vicaire Jean Népomucène se trouvait aussi parmi les prêtres arrêtés; il était regardé comme l'inspirateur de cette affaire, aussi le tortura-t-on bien plus cruellement que les autres. Le roi ordonna qu'il fût jeté, à la tombée de la nuit, pieds et poings liés dans la Vltava (1393). Ce n'est que plus tard, aux XVII^e et XVIII^e siècles, que les Jésuites firent de ce vicaire général, plusieurs fois prébendé, un saint dont le culte devait effacer le souvenir de Jean Hus dans l'esprit des Tchèques. Pour échapper à la colère de Venceslas, Jean de Jenštejn chercha refuge à Rome auprès du pape Boniface. Mais ses plaintes restèrent sans écho. Le pape ne tenait pas à se brouiller avec un prince aussi puissant que Venceslas; il exauça donc, au contraire, les désirs du roi en accordant sa grâce à la Bohême. Venceslas triomphait de l'archevêque. Celui-ci retourna dépité et se démit de ses dignités. Néanmoins, sa retraite ne devait pas amener la paix dans la vie publique.

Venceslas IV, le roi démocrate, fut bientôt l'objet de la haine des grands seigneurs qui se sentaient tenus à l'écart et par trop peu récompensés. Le frère de Venceslas, l'ambitieux Sigismond, alors roi de Hongrie, excitait leur mécontentement, espérant bien en tirer parti. Il fut l'inspirateur d'une ligue des seigneurs, dirigée contre Venceslas et dont Henri de Rosenberg, puissant baron du Sud de la Bohême, et Jost de Moravie étaient les chefs. Même quelques souverains étrangers, tels que le duc d'Autriche, Albrecht, et Guillaume, margrave de Misnie, en faisaient partie. Cette ligue avait pour objet de restreindre le pouvoir royal et d'arracher à Venceslas la promesse qu'il ne gouvernerait plus que d'accord avec un conseil de hauts fonctionnaires de la Couronne qui devaient se recruter dans les rangs de la haute noblesse. Venceslas n'ayant pas voulu céder à leurs menaces, ils l'emprisonnèrent dans le château de Prague et proclamèrent son cousin, Jost de Moravie, régent du royaume. La nouvelle de la mise en captivité du roi bien-aimé causa une grande émotion dans le peuple. La plupart des bourgeois de Prague prirent fait et cause pour lui. Les hommes les plus marquants de son parti étaient, d'abord, son frère, Jean de Zhořelec, et son cousin, Procope, ensuite quelques princes allemands qui, indignés de voir captif le roi d'Allemagne, intervinrent en sa faveur. La ligue des seigneurs ne put faire autrement que de rendre au roi sa liberté. Malgré l'amnistie que Venceslas promit aux conspirateurs, la lutte entre la noblesse et le roi ne se termina point si facilement. La haine qui régnait entre les deux partis dura encore quelques années; ce ne fut que l'intervention de Sigismond qui amena un calme relatif. Henri de Rosenberg, le chef de la conspiration, fut nommé grand burgrave de Prague, c'est-à-dire qu'il eut en mains le poste le plus important du pays.

Cette affaire était à peine réglée que le roi fut obligé d'intervenir dans les affaires d'Allemagne. A cette époque, le Saint-Empire était en train de se désagréger. La conscience de l'unité s'effaçait de plus en plus, et l'esprit de particularisme, qui s'opposait au relèvement du pouvoir central, prit le dessus. L'empereur n'était en somme que le primus inter pares, son pouvoir n'était très souvent que platonique et presque personne ne respectait son autorité.

Ruprecht, l'ambitieux électeur palatin, suscita contre Venceslas un mouvement qui, dans l'intention de son auteur, devait tendre à déposer le roi et à en élire un autre. En 1398, Venceslas convoqua une diète à Francfort, mais cette mesure venait déjà trop tard. D'Allemagne le roi se rendit en France pour discuter avec Charles VI sur les moyens à employer pour faire cesser le schisme qui avait créé deux papes. Cette démarche et notamment l'entente entre les deux souverains, qui furent d'avis que les deux pontifes devaient abdiquer, ainsi que le collège des cardinaux, pour que l'on pût procéder à l'élection d'un nouveau pape, dressa Boniface contre Venceslas et en fit un protecteur zélé de la candidature de Ruprecht. En 1400, Venceslas fut destitué à une minorité des voix — trois seulement — et le comte palatin Ruprecht fut élu roi allemand. Venceslas était accusé de ne pas s'être occupé des affaires d'Allemagne et de ne pas avoir cherché à relever le pouvoir et l'autorité de l'Empire. Ces reproches étaient sans aucun fondement. Venceslas s'était occupé, autant qu'il l'avait pu, de l'Empire d'Allemagne, mais il était impossible d'en arrêter la décomposition; le règne de son antagoniste, Ruprecht, en fournit la preuve la plus évidente. Naturellement, le roi de Bohême ne voulut point renoncer à la couronne d'Allemagne et refusa de reconnaître son adversaire. Néanmoins, il ne put lui opposer de résistance sérieuse, l'aristocratie tchèque s'étant encore une fois révoltée contre lui.

Le roi Venceslas, supportant difficilement la tutelle des Grands de l'État, voulut s'en débarrasser avec l'aide de son frère Sigismond qu'il avait associé au gouvernement. Mais celui-ci s'entendit traîtreusement avec la coterie des seigneurs, arrêta son frère et le fit même transporter à Vienne, où le monarque resta captif entre les mains du duc d'Autriche. Cependant l'anarchie régnait en Bohême. La plus grande partie de la nation et quelques villes prirent parti pour Venceslas. Leur résistance ne put être vaincue, d'autant moins que Sigismond fut obligé, par des troubles qui avaient éclaté en Hongrie, de quitter la Bohême. En 1403, Venceslas réussit à s'évader de la prison de Vienne et put rentrer en Bohême, où il fut reçu avec joie et reprit le gouvernement sans que personne s'y opposât.

L'année qui vit le retour de Venceslas, il se passa à Prague un événement remarquable, signe précurseur des luttes futures; nous voulons parler du conflit à propos des 45 articles de Wiclef. Au temps de Venceslas l'élément national tchèque avait pris une grande importance à l'Université de Prague. Les maîtres et les étudiants tchèques s'étaient, pour la plupart, déclarés partisans de la philosophie progressiste et réaliste de Wiclef, à l'encontre des maîtres allemands qui la combattaient par principe. Parmi les premiers adhérents des doctrines du réformateur anglais, il faut compter Stanislav de Znojmo, Etienne de Páleč et Jean Hus. Stanislav de Znojmo fut au début, à l'Université, le chef de cette opposition avancée qui, tant au point de vue dogmatique qu'au point de vue philosophique, défendait l'opinion de Wiclef, alors qu'elle était considérée comme une hérésie par l'Eglise. Il écrivit même un traité pour soutenir la doctrine qui niait la transsubstantiation, mais fut obligé dans la suite de se rétracter. A partir de ce moment, il passe au second plan et la place de chef est prise par *Jean Hus*.

Jean Hus est une de ces grandes figures nationales dont aucune bouche vraiment tchèque ne peut prononcer le nom sans vénération. Il naquit, en 1369, à Husinec, dans la Bohême méridionale, et fit ses études à l'Université de Prague où il fut promu maître ès arts libéraux et bachelier en théologie. Il avait eu pour maître Stanislav de Znojmo, qui avait attiré particulièrement son attention sur les écrits de Wiclef. De bonne heure, il sentit que le désir d'une réforme était général et devint le porte-parole du mouvement réformateur tchèque.

Héritier conséquent d'aspirations déjà vieilles dans le pays, il s'adonna avec ferveur à la prédication, notamment dans la chapelle dite de Bethléem, qui venait d'être ouverte, en 1391, pour donner à Prague un abri convenable aux prédicateurs tchèques. Car on s'était si peu soucié jusqu'alors dans cette ville de leur fournir une chaire appropriée, que lorsque les citoyens tchèques, avides de connaître les vérités chrétiennes, voulaient entendre un sermon dans leur langue maternelle, ils étaient obligés de s'assembler en particulier pour écouter la chaude parole de leurs prédicateurs. Hus devint d'un coup des plus populaires. Son éloquence naturelle s'alliait à un noble enthousiasme pour une réforme morale dont sa vie donnait aux Praguais le plus bel exemple. Grâce à lui, la chapelle de Bethléem fut le rendez-vous de toutes les classes de la société: la reine Sophie et les favoris du roi, aussi bien que les simples artisans de la Nouvelle Ville emplissaient l'espace intérieur assez vaste limité par ses murs. Jean Hus n'avait pas seulement l'amour que lui portait la population, mais aussi les sympathies du roi et celles de Zbyněk Zajíc de Hasenburg, le nouvel archevêque de Prague,

qui n'avait certes pas apporté sur son siège de grandes connaissances en théologie, mais assez de bonne volonté pour tâcher, de remédier aux désordres du clergé. Dans les synodes ecclésiastiques, les prédicateurs, pénétrés comme Hus des idées nouvelles, blâmaient sévèrement les fautes du clergé, et demandaient qu'on y mît ordre. Mais tous les nobles efforts de Jean Hus et de ses partisans, parmi lesquels il faut citer Jakoubek de Střibro (Jacobellus de Misa), se heurtèrent bientôt à l'opposition opiniâtre des réactionnaires qui, craignant la perte de leurs grasses prébendes et de leur pouvoir excessif, cherchèrent à rendre suspects d'hérésie les propositions des novateurs.

Déjà, à l'assemblée de l'Université, en 1403, Hus s'était attiré ce reproche en s'opposant à ce que l'on condamnât en bloc les articles de Wiclef. Il s'était fait le défenseur du progrès tandis que les maîtres allemands s'en tenaient au point de vue traditionnel et réactionnaire. La discorde qui régnait à l'Université entre les deux nations était déjà de date ancienne. Les maîtres allemands, au désavantage des Tchèques, étaient à la fois membres de plusieurs des collèges universitaires créés pour secourir les professeurs et les étudiants. Il éclata souvent des disputes pour l'obtention de ces places auxquelles les Tchèques, quoiqu'ils y eussent naturellement droit, ne parvenaient que difficilement. En tout et pour tout, les professeurs allemands étaient, par principe, leurs opposants. Aussi profitèrent-ils de la discussion des articles de Wiclef pour prendre une attitude hostile aux Tchèques aussi bien en matière de philosophie qu'en matière de religion. Cependant la défense d'enseigner les articles de Wiclef n'arrêta point la marche des idées avancées. Il faut chercher les racines du hussitisme dans l'inquiétude d'esprit qui s'était emparée du peuple tchèque, désireux de sortir des ténèbres de l'incertitude et de la démoralisation. Ses chefs se firent les interprètes de ses aspirations, c'est pourquoi le peuple les suivit avec un enthousiasme approchant de l'héroïsme. Le mouvement religieux tchèque ne fut pas produit artificiellement par l'importation des idées de Wiclef, car il est bien antérieur à la connaissance en Bohême des écrits du réformateur anglais. Le hussitisme fut spécifiquement tchèque, car il naquit non seulement de la situation où se trouvait le monde chrétien d'Occident, mais sous l'influence des conditions spéciales qui prévalaient dans la Bohême de ce temps.

Ce n'est pas seulement comme prédicateur, mais aussi comme écrivain que Jean Hus fut le représentant attitré du mouvement de renaissance. Il s'est acquis des mérites inoubliables en créant la langue littéraire tchèque sur la base du dialecte praguais et en fixant l'orthographe par des règles en vigueur jusqu'à aujourd'hui. De plus, il enrichit la littéra-

ture tchèque de beaucoup d'œuvres nouvelles. Son Exposition du décalogue, du symbole et du Pater (Výklad), le „*Sermonnaire*“ („*Postila*“) et son traité „*De la Simonie*“ („*O svatokupectví*“) écrits plus tard doivent être cités en premier lieu. Son importance dans la littérature tchèque est bien plus grande que celle de Wicief dans la littérature anglaise. Il fut très lu aux XVI^e et XVII^e siècles et ses écrits, aussi bien par le fond que par la forme, servirent de modèle dans les temps qui suivirent les guerres des Hussites.

Il était naturel que le schisme papal fût profondément ressenti en Bohême et nous avons déjà dit que le roi Venceslas avait cherché une issue à l'anarchie qui régnait dans l'Église. La voix de Mathieu de Janov avait exprimé l'incertitude générale qui résultait de l'existence de deux papes; il s'était plaint amèrement que l'esprit de l'Antéchrist eût envahi l'Église car personne ne pouvait plus dire où se trouvait l'Église véritable, bien que chacun des deux partis opposés invoquât le Christ et accusât l'autre d'hérésie. Dans les autres pays, comme en Bohême, le besoin de mettre fin à ces disputes scandaleuses devenait de jour en jour plus pressant. C'est surtout en France que l'on cherchait le moyen de sortir de cette situation précaire. Lorsqu'une grande partie des cardinaux de Rome eurent été amenés à s'entendre avec ceux d'Avignon, la France se fit le champion du retrait d'obédience, c'est-à-dire qu'elle proposa qu'on refusât d'obéir aussi bien à l'un des papes qu'à l'autre. Le roi Venceslas, à qui les cardinaux avaient promis de ne reconnaître d'autre empereur d'Allemagne que lui, était prêt à adopter la méthode française. Mais entre temps, l'archevêque de Prague, Zbyněk de Hasenburg, sous l'influence de conseillers réactionnaires, ne voulut pas renoncer à l'obédience à l'égard du pape de Rome. Le roi s'adressa alors à l'Université pour l'inviter à se prononcer sur la question. Le vote qui, aux assemblées universitaires, se faisait par nationalités, donnait dans toutes les décisions trois voix aux Allemands, tandis que les Tchèques, les autochtones, n'en avaient qu'une. L'heure était venue de réparer cette injustice. Les maîtres de nationalité allemande adoptèrent le même point de vue réactionnaire que les conseillers de Zbyněk, tandis que les maîtres tchèques défendaient l'opinion du roi sur la nécessité du retrait.

Au commencement de l'année 1409, le roi Venceslas se trouvait justement à Kutná Hora, où il reçut un message du roi de France lui demandant de prendre définitivement parti dans la question papale. Les maîtres allemands, sentant que leur décision était contraire aux sentiments du roi, avaient retardé leur réponse, tout en profitant du retard pour rendre suspects leurs collègues dans l'esprit du roi. Mais le moment critique étant arrivé, ils furent obligés de déclarer que l'Université,

à la majorité des voix, s'était prononcée contre le retrait d'obédience. Venceslas entra en colère de se voir ainsi compromis devant la députation française. Sur la recommandation de quelques-uns de ses conseillers, il promulgua le même mois (janvier 1409) le fameux *Décret de Kutná Hora*, supprimant la prédominance des Allemands à l'Université, et donnant aux Tchèques la majorité qui leur revenait de droit. La plupart des maîtres et des étudiants allemands, quand ils virent que la décision du roi était irrévocable, quittèrent Prague pour aller fonder à Leipzig une nouvelle université. L'Université de Prague tchéquisée déclara ensuite que la Nation tchèque devait se soustraire à l'obédience du pape de Rome et se conformer aux ordres du concile qui devait se réunir à Pise, pour reconstituer l'unité de l'Église. Lorsque les Allemands eurent quitté Prague, Jean Hus fut élu recteur de l'Université, parce qu'il incarnait les tendances nationales.

Le concile de Pise ne fit point disparaître le schisme; au contraire, il y eut même trois papes après l'élection d'Alexandre V. Lorsque, en 1410, Ruprecht du Palatinat mourut, une partie des princes électeurs élurent Jost de Moravie, tandis que les autres donnèrent leurs voix au roi de Hongrie Sigismond. Comme Venceslas n'avait pas renoncé à la couronne d'Allemagne, il y eut aussi trois rois à la fois. Mais, en 1411, après la mort de Jost, Venceslas s'entendit avec Sigismond; il fut convenu qu'il conserverait la dignité impériale, mais qu'en réalité ce serait Sigismond qui régnerait.

En attendant, la situation avait empiré en Bohême. Le parti réactionnaire opposait une résistance de plus en plus opiniâtre au parti progressiste tchèque tandis que ce dernier réclamait des réformes toujours plus radicales. L'archevêque Zbyněk était entièrement gagné par le parti réactionnaire et bien qu'il se fût déjà rangé à l'opinion du roi, il n'en restait pas moins l'adversaire acharné de Jean Hus. Il finit même par ordonner, en 1410, qu'on lui livrât tous les écrits de Wicief, qu'il fit ensuite brûler. Cet acte d'arbitraire ne fit qu'irriter le roi et il incita Jean Hus et quelques-uns de ses partisans à entreprendre une défense publique des œuvres de Wicief. A ce moment, la curie romaine commençait à s'occuper de l'hérésie tchèque et Jean Hus fut même cité à comparaître à Rome. Le roi Venceslas et la reine Sophie intercédèrent en sa faveur auprès du pape Jean XXIII et réussirent en effet à faire arrêter la procédure entamée contre lui par la curie romaine. Il semblait même que le conflit entre le parti hussite et l'Église dût s'apaiser, car l'implacable Zbyněk mourut et le médecin personnel du roi, le complaisant Albík d'Uničov, devint archevêque de Prague.

De fait, la situation commençait à devenir plus calme lorsque, en 1412, la bulle des Indulgences, lancée par Jean XXIII contre le roi de Naples,

Ladislav, tomba comme un coup de foudre. La plupart des prédicateurs réformistes tchèques s'étaient déjà prononcés nettement contre la vente des Indulgences, car cet abus permettait au plus criminel des pécheurs d'acheter, s'il en avait le moyen, l'absolution de toutes ses fautes, tandis que le pauvre peuple, faute d'argent, était privé de cet avantage. Si la chose était condamnable en principe au point de vue de la morale, elle le devenait d'autant plus par la façon scandaleuse dont se faisait le trafic, qu'on pouvait, à juste titre, taxer de regratterie. Jean Hus combattit avec courage et énergie la bulle du pape. Dans une discussion célèbre, à laquelle prit également part son ami Jérôme de Prague, Jean Hus obtint la majorité des voix universitaires, surtout celles des étudiants. Mais les anciens partisans du mouvement réformiste, Stanislas de Znojmo et Étienne Páleč furent des premiers à s'élever contre Hus. La querelle des Indulgences ne devait pas rester purement académique. L'influence exercée par les prédicateurs réformistes remplit le peuple de dégoût et de colère contre la bulle papale, si bien qu'à Prague des manifestations eurent lieu contre les prédicateurs qui recommandaient les Indulgences. Au milieu de la fièvre générale, Jakoubek de Stříbro prononça une série de sermons pathétiques dans lesquels il annonçait que le règne de l'Antéchrist était arrivé et que tous les chrétiens fidèles allaient être persécutés. La colère du peuple contre la bulle n'ayant pu être apaisée par les moyens ordinaires, les échevins de la ville publièrent, sur l'ordre du roi, une défense absolue de la critiquer. Trois jeunes gens qui avaient désobéi à cet ordre, furent exécutés et enterrés dans la chapelle de Bethléem. Le mouvement réformiste entraînait dans la voie de la révolution.

L'entreprise de Jean Hus lui valut une excommunication du pape et la défense de prêcher dans la chapelle de Bethléem. Au mois d'octobre de l'année 1412, les Allemands tentèrent même de s'emparer de cette chapelle dans l'intention de la démolir, mais le peuple tchèque repoussa les assaillants et les obligea à se disperser. Se conformant aux désirs du roi Venceslas, Jean Hus quitta Prague et la situation devint un peu plus calme. C'est à partir de cet instant que Jean Hus engage avec ses amis fidèles une correspondance qui ne devait plus cesser qu'à la mort du Maître. Cette correspondance, qui a été publiée par le Venceslas Novotný, le meilleur connaisseur du hussitisme, constitue un précieux document sur la personnalité de Jean Hus. Le Maître fut obligé d'abandonner l'œuvre qu'il avait commencée à Prague, néanmoins il chercha à entretenir des relations constantes avec ses partisans, pour les exhorter à rester fermes et persévérants. Mais, en revanche, il propageait ses idées dans les villages, surtout dans la Bohême du Sud, où la parole franche de ce courageux prédicateur était accueillie avec joie par les paysans.

Ainsi, comme une avalanche subite de printemps, se répandaient sur la campagne les doctrines du Maître. Paysans comme citadins furent gagnés à son parti.

Cependant le roi Venceslas tâchait d'amener entre les adversaires un *modus vivendi*. Le parti réactionnaire, dont Stanislas de Znojmo et Étienne Páleč étaient les chefs, n'ayant voulu faire aucune concession, Venceslas IV bannit ses leaders non seulement des murs de la capitale, mais du territoire du royaume. Néanmoins, Hus ne devait plus retourner à Prague pour s'y fixer définitivement. Il y revint plusieurs fois, mais pour s'en retourner bientôt à la campagne reprendre l'œuvre qu'il y avait commencée. C'est aussi parmi les paysans que Jean Hus acheva plusieurs de ses ouvrages de polémique en latin, ainsi que quelques écrits en tchèque.

Les rapports de Jean Hus et de l'Église devaient être tirés au clair dans un concile convoqué par Jean XXIII à Constance, ville de l'Allemagne du Sud. C'était à Sigismond que revenait en premier lieu le mérite de l'avoir préparé. Jean XXIII ne s'y était décidé qu'à contre-cœur et n'avait émis le décret de convocation que contraint et forcé, car les milieux ecclésiastiques étaient pénétrés des désirs de réforme et beaucoup prétendaient que les conciles représentaient l'autorité suprême de l'Église et que celui qui allait se réunir devait restreindre le pouvoir du pape. Le programme du concile de Constance était de reconstituer l'unité de l'Église d'Occident, ensuite de réformer l'Église *in capite et in membris*, enfin de prononcer son avis *in causa fidei*. L'empereur Sigismond, qui devait succéder à son frère sans enfants, avait le plus grand intérêt à ce que les affaires de l'Église fussent réglées. Dans ce but, il invita Jean Hus à se rendre à Constance, pour se justifier de l'accusation d'hérésie portée contre lui. Le Maître accepta l'offre de l'empereur qui le munit d'un sauf-conduit (*gleit*) assurant sa sécurité à l'aller et au retour, ainsi que la liberté de ses mouvements dans la ville même.

En octobre 1414, Jean Hus, accompagné de plusieurs gentilshommes tchèques, se mit en route pour Constance. Mais il était à peine arrivé au terme de son voyage, que ses ennemis tchèques, Étienne Páleč, Michel de Causis et quelques autres encore, se mirent à travailler contre lui. En dépit du sauf-conduit de l'empereur, il fut jeté dans une prison où il tomba sérieusement malade, pendant que l'on entamait son procès. La fuite et la dégradation de Jean XXIII n'ouvrirent pas les portes de sa prison. Ses ennemis rassemblèrent contre lui toute une série de propositions qu'il avait, paraît-il, professées en Bohême. Quelques-unes étaient au premier coup d'œil si naïves qu'elles ne furent même pas admises à être discutées. D'autres accusations, contre lesquelles Hus se défendit avec raison, n'étaient que des déformations de la vérité. Ses ennemis

soutenaient surtout qu'il avait prêché la doctrine de Wicief sur la transsubstantiation, ce que Jean Hus niait à bon droit, car nous ne trouvons dans aucun de ses écrits la preuve qu'il ait défendu cette doctrine. Les principaux chefs d'accusation furent enfin ordonnés et rédigés. Sur l'intervention des seigneurs tchèques on accorda à l'accusé d'être entendu une fois par le concile in pleno.

Mais Hus et le concile étaient en désaccord sur un point capital : il désirait que son hérésie lui fût prouvée et voulait discuter les différents points de l'acte d'accusation, tandis que le concile exigeait de lui une rétractation catégorique. La conviction individuelle se trouvait ainsi en conflit radical avec l'autorité qui ne voulait pas reconnaître un point de vue subjectif et réprouvait tout écart de la règle prescrite. De son côté, Jean Hus avait conscience de la vérité et de la justice de ses affirmations. L'abîme qui séparait les deux façons de voir ne pouvait être comblé. Le 6 juillet de l'an 1415, Jean Hus, après avoir été dépouillé ignominieusement de la dignité sacerdotale, fut conduit, de grand matin, hors des portes de la ville où on le brûla comme hérétique et relaps. Cet acte du concile fit s'évanouir toute possibilité d'un rapprochement avec la nation tchèque, qui ressentit la mort du Maître comme un outrage fait à elle-même.

Le 2 septembre 1415 elle fit entendre sa protestation énergique au concile par la voix de la noblesse tchèque qui reprocha à l'assemblée d'avoir rendu un jugement arbitraire et de parti-pris, elle déclarait toute la nation tchèque solidaire avec le mouvement réformiste. Le concile ne sut pas juger la situation et cita devant son tribunal ceux qui avaient signé la plainte. En 1416, le concile finit même par envoyer au bûcher le fidèle partisan de Hus, maître Jérôme de Prague, dont l'éloquence et l'érudition avaient été célébrées dans une lettre enthousiaste par l'humaniste italien Poggio Bracciolini. Ces mesures du concile suivies de bien d'autres encore furent inopérantes pour endiguer le mouvement hussite. Bien au contraire, tous les décrets des pères du concile de Constance ne faisaient que verser de l'huile sur le feu. Le peuple se fit son propre justicier et chassa des églises tous les prêtres qui refusaient d'offrir aux laïques la communion sous les deux espèces. Le calice, symbole de cette communion, servit de ralliement au parti utraquiste. Le sacrement sous les deux espèces avait été institué par Jakoubek de Stríbro, l'ami intime de Jean Hus, qui, en étudiant les écrits de Mathieu de Janov, était arrivé à la conviction que le calice était aussi obligatoire pour les laïques que pour les prêtres. Jean Hus, avant sa prison, avait approuvé cette thèse, ce qui fit du calice, dès 1415, l'emblème des partisans de la réforme tchèque.

Surtout à la campagne, les principes hussites se propagèrent avec une force invincible. Le paysan tchèque, tirant les conséquences des idées

du Maître, dépassa bientôt dans son radicalisme le citoyen de la capitale. C'est alors que la nation tchèque brisa définitivement avec le concile et ne voulut reconnaître d'autre autorité suprême dans les choses religieuses que l'Université de Prague qui, ainsi, pour quelque temps, donna au peuple sa ligne de conduite. A l'encontre des décisions du concile, elle approuva la communion sous les deux espèces, mais elle s'élevait en même temps contre le radicalisme, dont les principaux représentants à Prague étaient Jakoubek de Stríbro et après lui Jean Želivský, un prédicateur de la Nouvelle-Ville. Ce radicalisme, inspiré par Mathieu de Janov, s'attaquait aux richesses de l'Église, au culte des saints, aux vêtements somptueux usités dans les cérémonies de l'Église et cherchait à rendre le mystère de la messe plus accessible au peuple en voulant qu'il fût célébré en langue tchèque.

Le roi Venceslas était lui aussi agri par la mort de Jean Hus ; à Constance, on disait même à voix basse qu'ils étaient, lui et la reine Sophie, des hérétiques. Il avait adopté une attitude toute passive à l'égard des nouveautés instituées par les hussites, car au fond il était d'accord avec la plupart des réformes exigées par le mouvement tchèque. Mais l'intervention de son frère Sigismond l'obligea à faire quelques efforts pour restaurer l'ancien état de choses. Le concile de Constance déçut les espérances qu'il avait suscitées. Dans les questions de foi, il ne procéda pas toujours avec cette même énergie dont il avait fait preuve à l'égard de Jean Hus. La question de la réforme „in capite et in membris“ fut renvoyée à plus tard et celle de l'unification traitée en premier lieu. Grâce à Sigismond, tous les papes abdiquèrent et le concile élut Martin V qui, profitant de la lassitude générale, déclara le concile dissous, en 1418, après avoir promis d'en convoquer un autre dans un délai de cinq ans pour s'occuper de la réformation „in capite et in membris“. Martin V fut sans contredit un diplomate habile qui sut parer à temps au danger qui aurait pu résulter pour la papauté de la théorie conciliaire. Toutefois, son attitude à l'égard des progressistes tchèques fut aussi hostile que celle du concile. Bientôt, il entra en pourparlers avec Sigismond pour lui faire entreprendre une croisade qui ramènerait à l'obéissance la Bohême hérétique.

La situation n'était pas engageante pour Sigismond qui ne se souciait pas de prendre la charge du gouvernement dans un pays où l'hérésie avait poussé de si profondes racines. Il engagea donc sérieusement son frère Venceslas à faire face énergiquement au mouvement hussite. Ce n'est que lorsqu'il vit que ses démarches restaient sans effet, qu'il se servit d'un moyen plus effectif en prenant pour alliés plusieurs seigneurs catholiques de Bohême, qu'il invita à se rendre auprès de lui pour aviser aux mesures à prendre contre les hussites.

Venceslas, craignant de voir se renouveler la ligue des seigneurs, s'occupa de supprimer tout ce qui pourrait donner à Sigismond un prétexte pour intervenir dans les affaires de la Bohême. Il changea pour la première fois d'attitude envers les hussites au commencement de l'année 1419. Les prêtres réactionnaires, qui avaient refusé de faire communier sous les deux espèces, revinrent dans les cures d'où ils avaient été chassés. Tant à Prague qu'à la campagne, l'esprit des foules fut irrité de ce revirement et des troubles éclatèrent. Le peuple se rassemblait autour des prêtres progressistes qui lui prêchaient l'évangile dans l'esprit de Jean Hus. Comme on avait fermé aux hussites les portes des églises, ils organisèrent des assemblées en pleine campagne, généralement sur des collines auxquelles ils donnaient des noms tirés de la Bible, tels que „Tábor“ (dans la Bohême du Sud) ou „Oreb“ (dans le Nord-Est). Ces assemblées, appelées en général „Tábory“, furent tenues dès le début du printemps de 1419; le nombre des participants grossissait comme les rivières à la fonte des neiges. C'est là que se fit le premier résumé du programme hussite, connu sous le nom des „Quatre articles de Prague“.

Prague se montrait, comme la campagne, mécontente de la politique du roi. La Nouvelle-Ville surtout devint le centre du radicalisme sous la direction de l'éloquent prédicateur, Jean Želivský. Le roi essaya de le combattre en faisant entrer des échevins d'opinion réactionnaire dans le conseil des échevins de la Nouvelle-Ville; ceux-ci s'opposèrent avec énergie aux radicaux et finirent même par en mettre plusieurs en prison. Le 30 juillet 1419, un incident fit éclater l'orage et inaugura l'ère des guerres hussites. Ce jour-là, une procession hussite, conduite par Jean Želivský, s'arrêta devant l'hôtel de ville de la Nouvelle-Ville pour réclamer la mise en liberté des personnes qui avaient été emprisonnées à cause de leurs opinions religieuses. Pour toute réponse, une pierre fut jetée de l'hôtel de ville sur Jean Želivský qui portait le saint sacrement. Ce fut le signal de l'assaut. Le peuple révolté pénétra, sous la conduite d'un gentilhomme borgne, Jean Žižka de Trocnov, dans le bâtiment et précipita les échevins dans la rue, où on les acheva. Tout de suite après, les habitants élurent un nouveau conseil.

Venceslas se trouvait alors près de Prague, au château de Kunratice, qui était sa résidence préférée, car il ne se sentait pas assez en sûreté à Prague, où le bruit courait qu'un gentilhomme tchèque nommé Nicolas de Hus, avait conçu le plan de le renverser pour se faire élire roi à sa place. La défénestration de juillet irrita tout d'abord Venceslas, néanmoins il finit par se soumettre à la volonté de son peuple.

Il mourut le 16 août suivant, avant que l'on eût pu s'apercevoir si ce changement d'attitude était sincère et durable. L'empereur Sigismond, frère de Venceslas, en vertu de la bulle d'or de Charles IV, était appelé

à monter sur le trône de Bohême, car, bien que deux fois marié, Venceslas n'avait pas d'enfants. Or Sigismond ne faisait aucun secret de ses sentiments anti-hussites. C'est à lui en premier lieu que l'on imputait la mort de Jean Hus à Constance et on n'ignorait pas non plus que c'était son intervention qui avait amené Venceslas à s'opposer au mouvement hussite. La majorité de la nation n'avait donc pas confiance en Sigismond et de nombreux hussites étaient résolus, dès le début, à l'empêcher, à tout prix, de prendre possession du trône.

Ce fut donc là la cause immédiate des luttes acharnées qui prirent dans la suite de si grandes proportions. L'Europe centrale devait prendre une part active et l'Europe occidentale participer au moins moralement, à cette croisade contre la Bohême hérétique. L'histoire des guerres hussites prouva la force et l'énergie de la nation tchèque, qui n'hésita pas à accepter la lutte que Sigismond et le monde chrétien d'Occident lui imposait et qui, pendant quatorze ans, tint tête à des forces bien supérieures aux siennes sans succomber.

CHAPITRE III

LES GUERRES HUSSITES

(1419—1437)

Les partis hussites: les Praguois et les Taborites. Le mouvement chiliaste. Nicolas de Hus et Jean Žižka. Diète d'août 1419. Marche de Žižka sur Prague: défaite de Sigismond. Divergences de vues entre Prague et la campagne. Activité des Taborites. Les „Picards“. La question du trône. Déchéance de Sigismond. Žižka défait Sigismond. — Korybut, lieutenant gouverneur de Bohême. — Expédition de Žižka en Moravie et en Hongrie. Žižka devant Prague. L'armée Taborite, après la mort de Žižka. Défaite infligée aux Allemands par les Taborites. Crise dans le parti praguois. Expédition en Allemagne et Croisade allemande contre les hussites. Tendances vers la paix: pourparlers infructueux. Nouvelle croisade contre les hussites: son insuccès. — Concile de Bâle (1431). Procope le Grand. Succès diplomatique des hussites. — Les représentans hussites au concile de Bâle. La délégation du concile à Prague. Succès des intrigues. Ligue contre les Taborites. Bataille de Lipany. Résultats moraux de la Révolution. Sigismond, roi de Bohême. La question de succession. Diète de Prague.

A la mort du roi Venceslas, la grande majorité de la nation tchèque avait adhéré aux idées hussites. Elles ne formaient pas un corps de doctrine exclusif, mais on pouvait y discerner plusieurs courants. On parle ordinairement d'un parti *Praguois* ou modéré et d'un parti radical ou des *Taborites*. Mais chacun d'eux comprenait des divergences d'opinions assez accentuées pour qu'un coup d'œil superficiel pût nous faire croire que le mouvement s'émiettait en une foule de sectes secondaires. Ce serait s'en faire, cependant, une idée bien fautive. On trouvait, certes, dans son sein, dès le début, des conservateurs intransigeants à côté de radicaux passionnés, mais il présentait au dehors des revendications bien précises, qui peuvent se ramener à quatre: d'abord, que l'Evangile fût prêché librement et sans restrictions; puis, que la communion fût administrée aux fidèles sous les deux espèces; en troisième lieu, que les prêtres fussent privés de leurs biens temporels; enfin, que les fautes publiques fussent réprimées. Ce programme connu sous le nom de *Quatre articles de Prague* et qui, dans les premiers jours du mois d'octobre 1419, fut approuvé par les habitants des villes et des campagnes, manifesta clairement le but principal du mouvement: *l'épuration générale des mœurs*. Le hussitisme n'est pas né du désir de révolutionner le dogme, mais d'un effort pour ramener la vie chrétienne à sa source primitive: la Bible. C'est pourquoi ses adeptes s'employèrent à écarter tout ce qui, dans leur opinion, pouvait entraver les fidèles dans la voie de la vie évangélique,

quoique les différents partis ne fussent pas d'accord sur l'importance des retranchements à faire dans les usages adoptés jusque-là par l'Eglise.

Le parti des Praguois tirait son nom de la ville où il avait son centre; beaucoup d'autres villes, qui subissaient la tutelle non seulement religieuse mais politique de la capitale, y avaient donné leur adhésion. Jusqu'à la mort de Venceslas, les villes avaient été administrées par un officier du roi qu'on appelait le sous-chambellan. Après la mort du roi, Prague elle-même avait assumé les fonctions de cet administrateur, de sorte que les villes qui s'étaient volontairement déclarées pour elle, ou qui furent plus tard conquises, lui versaient leurs impôts et recevaient d'elle la confirmation de leurs échevins. L'élément bourgeois était donc prédominant dans le parti praguois mais, de bonne heure, la noblesse apporta aussi son adhésion, surtout la haute aristocratie qui, d'abord, s'était prudemment tenue à l'écart pour attendre le résultat des mesures prises par Sigismond. Il y avait dans ce parti une fraction conservatrice, menée par Jean de Přebor, qui ne désirait que le calice; les avancés avaient à leur tête l'introducteur même de l'utraquisme, Jakoubek de Strýbro, qui, à mesure que le radicalisme des taborites alla en s'accroissant, se trouva obligé d'abandonner ses principes primitifs. Le milieu entre les Praguois et les Taborites était tenu par Jean Želivský déjà cité: ce chef du peuple de la Nouvelle Ville, mécontent des tendances conservatrices qui dominaient à l'Université, travaillait à ce que la révolution hussite ne s'attachât pas au simple symbole, mais qu'elle pénétrât plus profondément.

Le parti des Taborites était ainsi appelé parce qu'il avait son foyer à Tábor, ville de la Bohême méridionale, qui avait été fondée, dans les premiers mois de l'an 1420, pour servir de centre de ralliement au radicalisme des campagnes. Ses adhérents exigeaient la simplification des cérémonies et la suppression de toute leur pompe. Ils réprouvaient l'usage des ornements et leurs prêtres célébraient la messe exclusivement en langue tchèque. Suivant la doctrine de Mathieu de Janov, ils avaient supprimé le culte des saints, ne croyaient pas au purgatoire et niaient la présence réelle dans l'Eucharistie. Le théologien principal du parti taborite fut Nicolas de Pelhřimov, appelé Biskupec, auteur de l'importante *Chronicon Taboritarum*. Ce parti ne désirait pas seulement une réforme de la vie religieuse, mais il voulait changer *l'ordre social* existant. Le radicalisme taborite avait déjà germé dans les assemblées des paysans, dont nous avons parlé dans le chapitre précédent, et il s'était développé tant sous les coups directs de la persécution dans les derniers mois du gouvernement de Venceslas, que sous la menace d'une oppression plus terrible encore lorsque son successeur, l'empereur Sigismond, monterait sur le trône. Les nuages qui assombrissaient l'avenir ne pouvaient que

porter la nervosité du peuple des campagnes à son paroxysme et il en résulta ce que l'on appela le *mouvement chiliaste*. Ses adeptes attendaient dans les temps les plus prochains la venue du Christ qui anéantirait par un miracle les ennemis du hussitisme et fonderait l'empire de la paix où il n'y aurait plus ni douleurs, ni souffrances. Tout servage serait aboli, le sol serait la propriété de tous, impôts et redevances n'existeraient plus. Tous les hommes seraient absolument égaux, il n'y aurait plus ni seigneurs ni sujets; toutes les lois écrites et tous les privilèges seraient abrogés, la loi même du Christ serait périmée, et l'humanité n'obéirait plus qu'à la loi inscrite au cœur de chacun. On croyait aussi que le Christ détruirait comme étant le repaire de tous les vices, la plupart des villes tchèques et particulièrement Prague, dont le luxe irritait la simplicité sincère de l'homme des champs. Les paysans abandonnaient leurs terres et se rassemblaient sur les collines pour attendre le miracle désiré qui devait établir l'égalité absolue.

Ces doctrines stériles et d'une passivité fataliste pouvaient devenir dangereuses, car Sigismond concentrait ses armées pour porter un coup fatal à ce pays d'hérétiques, tandis que, d'un autre côté, Prague n'était pas éloignée de reconnaître, sous certaines conditions, Sigismond comme roi de Bohême. Ce fut alors que quelques hommes perspicaces pleins d'un dévouement sincère à la cause hussite donnèrent une direction nouvelle au mouvement. Notamment Nicolas de Hus et Jean Žižka de Trocnov surent faire usage de ces forces accumulées, mais inutiles. Sous leur influence, la conviction se répandit que les „fidèles“, c'est-à-dire les hussites, ne devaient pas attendre un miracle, mais lui préparer la voie en s'opposant, l'épée à la main, aux ennemis du Seigneur. Beaucoup de prêtres, comme Venceslas Koranda de Plzeň, adoptèrent cette façon de voir hostile à tout compromis; ce furent les partisans de cette idée qui formèrent la première armée hussite, „les champions de Dieu“.

Après la mort du roi Venceslas, Sigismond confia le gouvernement à la reine-douairière Sophie et au plus haut fonctionnaire du pays, Čeněk de Vartemberk. En août 1419, la noblesse et les représentants des villes se réunirent à Prague dans une Diète qui fut d'avis de reconnaître Sigismond à condition qu'il autorisât le sacrement sous les deux espèces et qu'il promît de s'occuper de la réforme du clergé. Les paysans, ainsi que leurs chefs, ennemis jurés de Sigismond, furent peu satisfaits de cette décision. A Prague, Jean Želivský partageait leur opinion. Ils étaient tous convaincus qu'il était impossible de négocier avec Sigismond et qu'il fallait se préparer à la guerre. L'Université ayant déclaré, sur la demande qui lui en fut faite par quelques adversaires déterminés de l'empereur, que le peuple pouvait prendre les armes de son chef et sans y être appelé

par les autorités, lorsqu'il s'agissait de défendre la loi divine, la question de droit se trouva tranchée.

Cependant, le gouvernement s'efforçait d'endiguer le radicalisme, et les Praguois s'en montraient consternés, mais il était trop tard pour y mettre des bornes. Prague se rangea dans parti de la modération, mais Žižka quitta la ville et alla à Plzeň, d'où il entreprit quelques expéditions contre les seigneurs catholiques des environs. Bientôt il se rendit à Tábor, qui venait d'être fondée, où on le chargea d'organiser l'armée.

Sigismond fit à la délégation qui lui avait été envoyée de Bohême une réponse évasive, mais ses actes montrèrent bientôt où tendaient ses desseins. Il quitta Bude et par Brno se rendit à Breslau. C'est dans cette ville que, le 17 février 1420, en sa présence, fut proclamée la croisade du pape Martin V contre les Tchèques; un des notables bourgeois de Prague, Krása, y fut cruellement exécuté pour avoir défendu l'ultraquisme. Cet affront provoqua en Bohême, même chez les plus modérés, une grande indignation, et Čeněk de Vartenberk déclara Sigismond „un grand et cruel ennemi du royaume de Bohême et de la langue tchèque“. Mais quand le roi approcha avec une armée considérable, les Praguois essayèrent de nouveau, à Kutná Hora, de se réconcilier avec lui. Ce fut seulement sa réponse hautaine et outrageante qui les décida à demander en toute hâte du secours à Tábor.

Žižka qui, en attendant, avait fait de Tábor une forteresse inexpugnable, partit avec l'élite de son armée et arriva à Prague en temps opportun. On éloigna de la ville toutes les personnes suspectes de favoriser Sigismond et, sur la demande des Taborites, on promulgua des lois somptuaires. Sur ces entrefaites, une grande armée de croisés, accompagnée du légat du pape, Fernando, arriva sous les murs de Prague. Sigismond parvint, il est vrai, à se faire couronner roi de Bohême à la cathédrale S' Guy; mais le 14 juillet 1420, Žižka le battit de telle sorte, sur la colline de Vítkov (aujourd'hui le quartier de Prague Žižkov), qu'il n'osa plus tenter le sort des armes. La tâche de l'armée taborite n'était cependant pas terminée. L'ennemi extérieur était vaincu et aurait besoin de pas mal de temps pour se relever de sa défaite, mais la lutte contre l'ennemi intérieur ne faisait que commencer.

Jusqu'ici, il y avait eu une différence essentielle entre la ville et les campagnes. Les mœurs urbaines s'étaient raffinées et formaient souvent un contraste trop violent avec celles du plat pays pour ne pas éveiller la haine dans le cœur du simple paysan. Ce dernier, vivant plus près de la nature, ignorait de nombreuses commodités qui rendent la vie plus agréable et, dans l'ardeur de sa dévotion, il n'y voyait qu'une invention diabolique détournant l'homme de la voie de Dieu. En 1420, Prague adhérait

sincèrement au hussitisme, mais il ne lui serait pas venu à l'idée de renoncer à tous les bienfaits de la civilisation dont l'époque de Charles IV l'avait comblée. Elle ne s'indignait pas des vêtements luxueux de ses riches bourgeoises et si elle consentait à détruire les maisons de stупre, elle n'avait pas le courage de dépouiller ses églises des magnifiques tableaux qui les embellissaient, ni ses prêtres de leurs ornements richement brodés. Aux yeux des Taborites, toutes ces pompes, tout ce luxe équivalaient à des péchés mortels, et ils ne cachaient pas leur mécontentement des mœurs qui régnaient dans la ville de Prague. Au cours de la lutte avec Sigismond, on avait bien solennellement rétabli les quatre articles de Prague, mais un différend s'éleva touchant leur interprétation. Tandis que les Praguois s'en tenaient en général à la lettre de ce programme, les Taborites allaient jusqu'aux limites de ses conséquences et demandaient aux Praguois d'accepter leur interprétation. Dans la Nouvelle Ville, sous l'influence de Jean Želivský, dominait une disposition d'esprit favorable aux exigences taborites, mais la Vieille Ville, rempart du conservatisme, refusa de les accepter. Aussi les Taborites et Žižka quittèrent-ils la ville vers la fin du mois d'août de la même année. Dans les mois qui suivirent, les Praguois, qui n'étaient pas disposés à reconnaître Sigismond comme roi, tentèrent quelques entreprises militaires de leur propre chef. Leur attention se porta naturellement sur la forteresse de Vyšehrad, aux portes de la ville, où se maintenait une garnison impériale. Le 1^{er} novembre 1420, fut livrée, au pied de la colline de ce nom, une bataille dans laquelle Sigismond, déjà remis de sa défaite de juillet, fut complètement battu.

Cependant les Taborites ne restaient pas oisifs. Žižka réduisit à l'impuissance le magnat du Sud de la Bohême Ulrich de Rosenberg, soutien du parti catholique, et se rendit maître d'un nombre considérable de châteaux et de villes du midi. Il n'oubliait cependant pas l'idée de l'unité nationale et faisait tous ses efforts pour arriver à un accord entre les Praguois et les Taborites. Žižka fut l'un des meilleurs fils de la patrie tchèque. Il chercha à réconcilier les différents partis et à écarter tout ce qui pouvait servir de brandon de discorde. Il avait conscience que les dissentiments affaiblissaient la position du hussitisme, aussi profitait-il de toute occasion pour amener une entente entre les deux partis. Sa tâche était cependant assez difficile. Chacun persistait obstinément dans ses principes, bien que les Taborites aient manifesté en général plus de bon vouloir à faire des concessions que les Praguois. En effet, cette scission qui s'était produite dès le début et qui causa souvent de graves querelles intestines, devait être fatale au mouvement et amener finalement la catastrophe. Mais le danger qui menaçait les Tchèques du dehors ne leur permettait pas d'oublier complètement la nécessité de rester unis.

La situation se compliquait par les questions religieuses et un schisme prêt à éclater : car si le mouvement visait principalement à l'épuration des mœurs, les questions de dogme ne cessaient pas d'y jouer un certain rôle. Le Saint Sacrement avait été l'objet principal de la vénération des fidèles pendant tout le moyen-âge. Cependant Milič et Mathieu de Janov avaient réclamé le droit pour les laïques de communier fréquemment et sous l'influence de Wicief, beaucoup de maîtres tchèques (mais ce n'était pas l'avis de Hus) avaient adhéré à la doctrine de la rémanence, c'est-à-dire qu'il n'y aurait pas transsubstantiation dans l'eucharistie sous les paroles du prêtre. Jakoubek de Strěbro, partisan de cette opinion, demanda que tout laïque, sans distinction d'âge et de sexe, fût admis, comme les prêtres, à communier sous les deux espèces. Mais on ne s'en tint pas là. Quelques partisans avancés du taborisme refusèrent d'accorder leur vénération à l'hostie consacrée, la considérant seulement comme un signe du corps du Christ ; quelques-uns d'entre eux, connus sous le nom de „Picards“, ne se privaient pas de la railler, la traitant de „papillon“ et même de biscuit à donner aux chiens.

Les Taborites, aussi bien que les Praguois, avaient le plus grand respect pour l'eucharistie, aussi ne virent-ils dans la nouvelle doctrine qu'une hérésie abominable. Ses adeptes furent persécutés et leurs chefs brûlés dans des tonneaux de poix. Les persécutions ne firent qu'exciter les passions jusqu'au paroxysme. Les Picards, sous prétexte de célébrer les festins de l'amour „spirituel“ des premiers chrétiens, s'adonnèrent à des orgies qui soulevèrent la juste indignation de leurs voisins. Ils trouvèrent un dernier refuge dans une petite île de la rivière de Nežárka, où ils furent exterminés par l'armée de Žižka, en octobre 1421. Ces „Adamites“, comme on les appelait, ne furent jamais bien nombreux, mais, malgré leur destruction complète, le nom de „Picard“ ne devait plus être oublié. Dans cette affaire, les Taborites agirent d'accord avec les Praguois, car une mission fut envoyée à ces derniers, de Tábor, pour les prévenir de cette hérésie.

Une autre question importante, qui devait nécessairement unir les deux partis, c'était la question du trône. Comme on l'a vu, Sigismond s'était fait couronner roi de Bohême, mais la nation, loin de le reconnaître, avait chassé ses armées du pays. Jusqu'en 1436, la Bohême vécut en fait en république, mais le désir de donner un successeur à la dynastie des Luxembourg s'était manifesté dès le début de la révolution. Seuls, au commencement de la lutte contre Sigismond, les adhérents du chiliasme rêvèrent d'un royaume de Dieu, où il n'y aurait ni gouvernants ni gouvernés. La majorité de la nation était au fond monarchiste, car le sentiment dynastique avait pénétré profondément dans les masses.

Presque au lendemain de la mort de Venceslas, la dynastie polonaise avait eu de nombreux partisans : c'était le désir des Praguois et d'une bonne partie des Taborites, Žižka en tête. Les autres membres de ce parti, menés par l'ambitieux Nicolas de Hus, déjà guetté par la mort, réclamaient un roi de sang tchèque. Au sujet de la candidature polonaise, on entama dès 1420, des négociations avec le roi Vladislav ; les Tchèques firent remarquer que les deux nations sortaient de la même souche slave et qu'il fallait prévenir l'emprise des Allemands. Mais la question de religion formait à ce moment un obstacle infranchissable, car les Polonais, à quelques exceptions près, avaient pris une attitude hostile envers la réforme tchèque. Cependant Vladislav ne refusa pas positivement la couronne, n'aurait-ce été que pour contrecarrer Sigismond.

Les négociations avec la Pologne traînant en longueur, il fallut tout au moins établir un gouvernement provisoire. En juin 1421, une session importante de la diète, convoquée par les Praguois d'accord avec Žižka, eut lieu à Čáslav. On y déclara Sigismond, „assassin de l'honneur et des personnes de langue tchèque“, déchu de ses droits au trône de Bohême et on élut un gouvernement, composé de 20 membres, qui devait administrer le royaume jusqu'à nouvel ordre. Prague joua dans cette affaire un rôle décisif : elle se trouvait alors à l'apogée de sa puissance politique et des documents de source étrangère la comparaient à la puissante république de Venise. Une délégation de Moravie prit part à cette diète, car une grande partie de la Moravie, quoique ce pays fût alors occupé par Sigismond, sympathisait avec la révolution tchèque. Presque en même temps, la situation religieuse se trouva améliorée par le ralliement de l'archevêque Conrad de Vechta au parti praguois, tandis que le synode convoqué par lui essayait de rendre possible l'adhésion du parti taborite. Jean Želivský et les radicaux de la Nouvelle Ville devinrent une puissance avec qui il fallut compter.

Pendant ce temps, Žižka, profitant du répit que lui donnait l'ennemi extérieur, étendait la puissance de Tábor surtout dans la Bohême méridionale. Sous la forteresse de Ráb, il perdit le seul œil qui lui restait (on ignore à quelle époque il avait perdu le premier), sans que cela mit fin à sa carrière militaire. Cependant Sigismond ne lui laissa pas le temps de s'emparer de tous les domaines catholiques : ayant trouvé un auxiliaire zélé dans la personne de son gendre, Albert d'Autriche, il envahit la Bohême vers la fin de l'année 1421 ; la trahison des bourgeois allemands, adversaires passionnés du calice, lui permit de pénétrer dans les murs de Kutná Hora. Mais Žižka, à la suite de longues opérations, le força à quitter cette ville et lui fit subir une grave défaite non loin de Nêmecký Brod. L'énorme butin que transportait l'armée impériale tomba

aux mains des Tchèques et Sigismond ne dut qu'à une fuite précipitée de pouvoir se réfugier en Moravie avec ce qui lui restait de troupes.

Le roi de Pologne Vladislav ayant refusé la couronne de Bohême, les Tchèques s'adressèrent au prince de la Grande-Lithuanie Vitold, à la cour duquel Jérôme de Prague avait autrefois séjourné. L'offre fut acceptée : le grand-duc prit la Bohême sous sa protection et y envoya pour le représenter le neveu du roi Vladislav, Sigismond Korybut. Celui-ci fut reçu avec joie par les Tchèques dans l'espoir qu'il ramènerait l'ordre dans le pays et le reconcilierait avec le christianisme occidental. Les Taborites le reconnurent aussi comme „lieutenant et gouverneur“ du pays de Bohême. Cette arrivée raffermirait la position du parti conservateur et, déjà en mars 1422, Jan Želivský était mis à mort, tandis que le parti modéré reprenait le dessus à Prague.

Dès le début, Korybut s'appliqua à faire tout rentrer dans l'ordre. Il agit énergiquement contre Ulrich de Rosenberg et prit personnellement part au siège de la forteresse de Karlštejn qui était encore tenue par une garnison impériale. Mais le mécontentement se manifesta bientôt chez une partie des Taborites qui, voyant avec inquiétude l'influence croissante des réactionnaires praguois, essayèrent, sans y réussir, de faire un coup d'Etat à Prague. A cette époque, Žižka s'était séparé des Taborites, ne pouvant supporter leurs disputes théologiques sans fin et leur radicalisme exagéré. Mais lorsqu'il s'aperçut que Korybut devenait l'instrument de la réaction, il retourna dans le camp des radicaux. Cependant, en 1423, le gouverneur polonais quitta la Bohême, rappelé par le roi Vladislav qui avait obtenu de Sigismond des concessions satisfaisantes dans l'affaire des chevaliers de l'ordre teutonique. Prague alla même jusqu'à conclure avec les catholiques tchèques une alliance dirigée contre les Taborites. Cette union mal assortie fut rompue par Žižka, à qui les Praguois durent principalement de se reconcilier avec Tábor. A ce moment les deux partis hussites tenaient entre leurs mains la plus grande partie de la Bohême. Entre temps, Sigismond rassemblait ses forces pour tenter une nouvelle expédition, mais Žižka le prévint en envahissant la Moravie et la Hongrie (septembre 1423).

Cette célèbre expédition du chef hussite ne rencontra pas de résistance sérieuse en Moravie. Par une inspiration de son génie militaire habituel, Žižka envahit ensuite la Slovaquie et ce ne fut qu'entre Komárno et Ostrihom (Esztergom) que la cavalerie hongroise essaya de lui tenir tête. Il atteignit donc le but qu'il s'était fixé et montra à Sigismond qu'il n'était pas en sûreté même dans son propre pays. Pendant ce temps, les Praguois oublièrent les promesses qu'ils avaient faites aux Taborites et approuvèrent à la diète de S' Gall les articles dirigés contre ces derniers. Cette décision n'était pas due à la bourgeoisie, mais bien à la noblesse qui,

depuis la défaite de Sigismond sous Vyšehrad, était entrée en masse dans le parti pragois et y avait acquis la prédominance. La noblesse utraquiste, de même que l'aristocratie catholique, avait le plus grand intérêt à empêcher la révolution sociale et à s'assurer le profit qu'elle avait tiré de la sécularisation des nombreux biens ecclésiastiques. Elle était donc, au moins dans sa masse, disposée à reconnaître Sigismond comme roi de Bohême, à condition qu'il ne lui enlevât pas ce qu'elle avait gagné.

Ces intrigues menaçaient de saper l'idéal pour lequel la nation tchèque avait entrepris la lutte contre le christianisme occidental. Žižka, comme il l'avait fait l'année précédente, était décidé à agir sans faiblesse. Les réactionnaires tentèrent de le faire assassiner. L'armée taborite en tira vengeance en pillant les domaines appartenant aux partisans des Pragois. La guerre civile était déchaînée dans tout le pays. Pour forcer les Pragois à collaborer aux opérations du parti taborite, il fallait d'abord s'emparer de Prague, centre de la réaction. Au commencement du mois de septembre 1424, l'armée de Žižka vint se concentrer autour de la ville et se préparait à une lutte décisive. Mais dans ce moment critique, les Pragois sortirent à la rencontre du héros aveugle et, s'il faut en croire un récit postérieur, l'un d'eux, Rokycana, éloquent élève de Jakoubek de Stříbro, réussit à calmer sa colère. Une convention fut conclue et Žižka partit immédiatement après pour la Moravie, afin de porter le dernier coup à Sigismond. Les Pragois prirent part à cette expédition ainsi que Korybut qui était revenu un peu auparavant, mais cette fois-ci pour son propre compte.

Un malheur irréparable allait frapper la cause tchèque : le célèbre guerrier Žižka, l'illustre chef militaire, mourut soudainement à la frontière du pays le 11 octobre 1424.

Cette mort marque la conclusion de la première période des guerres hussites. En Žižka s'incorporaient toutes les aspirations du hussitisme. Il était par principe l'ennemi de Sigismond et avait travaillé à ce que les deux partis maintinssent, par un effort commun, l'idéal fondamental du hussitisme, les quatre articles de Prague. Ce fut lui qui, dès le début, forma l'armée des „champions de Dieu“ et qui la plia à une tactique inconnue jusqu'alors. Ses principes d'organisation militaire fournirent des règles à l'avenir. L'armée hussite, pénétrée d'un profond idéal moral, s'en tint, sous les ordres de Žižka, à une guerre de défense. Dans la période qui va suivre, quand sa valeur morale aura bien diminué, elle prendra l'offensive et s'engagera dans des expéditions de revanche qui la conduiront jusqu'au cœur de l'Allemagne.

Le chef disparu, l'armée des Taborites se scinda en deux parties. Ceux qui partageaient ses idées politiques et religieuses formèrent la confrérie

des „Sirotsi“ (orphelins), pour indiquer par leur nom même les rapports qui les avaient liés à leur chef. Comme lui, ils s'efforçaient de tenir le milieu entre les Pragois et les Taborites, quoique leurs sympathies allasent plutôt à ces derniers. Mais, d'un autre côté, l'opposition des Pragois contre l'Église catholique, qu'ils avaient si sévèrement condamnée au commencement de la révolution, faiblit sensiblement, après que Žižka eut disparu, et le désir se fit jour de se réconcilier avec elle. Cela naturellement ne se fit pas d'un seul coup et ne signifiait pas non plus une capitulation complète devant l'autorité toute puissante de Rome, puisque les armées hussites continuaient à prouver que l'esprit de Žižka vivait encore.

Le grand chef n'avait pas emporté dans la tombe le secret de sa stratégie. Comme le fait remarquer avec raison Palacký, ses capitaines, en prenant l'habitude de faire les rapports les plus circonstanciés à leur chef aveugle, avaient eu l'occasion de s'assimiler ses méthodes et notamment d'apprendre l'emploi du rempart de chars. L'armée taborite fut d'abord commandée par Hvězda de Vícemilice, qui avait joué un rôle important à Prague du vivant de Žižka, tandis qu'à la tête des „Sirotsi“, dont le centre était à Hradec Králové, se trouvait Kuneš de Bělovice. Cette scission dans le camp de Tábor avait redonné l'espérance au parti modéré d'arriver à un accord avec l'Église catholique et de faire reconnaître comme roi de Bohême, sinon Sigismond, tout au moins Korybut. Mais cet espoir fut de nouveau déçu. Les Sirotsi s'unirent de nouveau aux Taborites et, au printemps de 1425, la guerre civile reprit entre les deux anciens partis. Les Pragois étaient soutenus par les catholiques qui espéraient qu'après l'anéantissement du parti radical, les modérés ne pourraient plus s'opposer à leurs plans. Mais c'était compter sans son maître, car l'on vit bientôt que les Taborites étaient bien supérieurs à leurs adversaires au point de vue militaire et d'ailleurs aussi au point de vue moral. Les Pragois furent donc réduits à conclure une paix qui leur imposait de se joindre à une expédition contre Sigismond et contre son gendre Albert d'Autriche.

De son côté, Sigismond, ne perdant pas l'espoir de reconquérir la Bohême, avait rassemblé une armée considérable en Moravie. Mais il fut chassé de ce pays par l'armée hussite commandée par le prêtre taborite Prokop Veliký (le Grand), car Hvězda de Vícemilice était mort au printemps 1425 d'une blessure reçue au siège de Vožice, dans le Sud de la Bohême. Les hussites pénétrèrent jusqu'en Autriche. Cette victoire ne devait leur donner qu'une courte trêve, car, malgré l'insuccès qui les poursuivait, les princes allemands étaient en train de préparer une nouvelle armée. Vers le milieu de l'année 1426, les croisés de Misnie envahirent la Bohême et se dirigèrent vers la ville d'Ústí nad Labem (sur l'Elbe), que les hussites assiégeaient. Les croisés étaient bien supérieurs

en nombre; ils repoussèrent avec insolence la proposition qui leur fut faite d'épargner les prisonniers qu'on se ferait mutuellement. Le jour de la bataille décisive arrivé, on donna le commandement en chef au prêtre taborite Procope le Grand qui, suivant la tactique de Žižka, disposa ses troupes sur une colline dans le voisinage de la ville. Les pertes sanglantes que subirent les Allemands dans la première attaque leur enlevèrent tout courage et ils s'enfuirent vers la frontière. Les Tchèques n'eurent que très peu de tués; tous les bagages de l'ennemi tombèrent entre leurs mains et la ville d'Ústí fut incendiée. Après cette défaite, la terreur se répandit en Allemagne, car on était convaincu que les hussites, profitant de leur victoire, franchiraient la frontière. Il n'en fut rien cependant, car dans le camp des vainqueurs avait éclaté aussitôt après un malentendu qui fut, d'ailleurs, assez vite aplani. Néanmoins les opérations militaires furent terminées pour cette année-là; ce ne fut que l'année suivante que les Taborites purent chasser de Moravie Albert d'Autriche et le battre d'une manière décisive sur le territoire même de son pays. Mais cette nouvelle victoire ne fut pas davantage exploitée, à cause d'une crise qui éclata dans le parti pragois.

Depuis quelque temps déjà, ce parti était tombé sous l'influence de la noblesse qui, redoutant le socialisme des Taborites, penchait vers le conservatisme, voire même vers la réaction. Beaucoup de seigneurs, guidés par des sentiments peu idéalistes, n'avaient d'autre crainte que celle qu'on les dépouillât de la riche part qu'ils s'étaient taillée dans les biens sécularisés. Aussi désiraient-ils à tout prix une réconciliation avec l'Église catholique et, si on en excepte le calice, ils étaient prêts à renoncer à toutes les aspirations vers la perfection morale pour lesquelles le pays avait ruisselé de sang pendant tant d'années. Leur chef était le théologien Jean de Přebor, le plus modéré des modérés, adversaire implacable des Taborites. Parmi les adhérents de cette fraction réactionnaire se trouvait aussi Sigismond Korybut, qui avait attaché son espoir aux négociations avec le pape. Cependant, dans le camp des modérés, on n'avait pas entièrement oublié les revendications idéalistes de 1419 et les quatre articles de Prague: c'était encore pour beaucoup de partisans une question de toute première actualité. Cette autre fraction s'inquiétait surtout de maintenir la concorde et s'efforçait de donner satisfaction dans la mesure du possible aux idées taborites. Elle avait alors à sa tête un excellent orateur, Jean Rokycana, qui avait aussi été cité devant le concile de Constance pour s'y justifier de toute adhésion à l'hérésie de Wiclef. Il était l'héritier des idées de Jakoubek de Střibor, et son habileté diplomatique ne l'induisit jamais à trahir les aspirations hussites. Comme il le montra par la suite, il avait également hérité du

caractère de son maître, qui redoutait les conséquences pratiques de son propre radicalisme. Cependant, en 1427, Rokycana comprit que la voie choisie par Jean de Přebor et Korybut menait les hussites à la défaite et c'est certainement son éloquence qui mit le parti utraquiste en garde contre toutes négociations avec le Saint Siège. Il arriva donc que Korybut devint la victime de la politique des modérés: après qu'il eut passé quelque temps en prison, on le renvoya en Pologne. Les maîtres de l'Université d'opinion conservatrice, notamment Jean de Přebor, furent expulsés de Prague. Le parti de Rokycana s'empara complètement de la direction des affaires de la ville dont les citoyens ne désiraient aucunement renouveler les hostilités contre les Taborites.

Cette crise intérieure une fois conjurée, l'armée des Taborites et celle des Sirotci entreprirent une grande expédition en Allemagne. Il s'agissait de venger les cruautés dont les Croisés s'étaient rendus coupables en Bohême depuis 1420. Leur marche fut loin de causer d'aussi grandes dévastations que celles qu'on avait commises dans leur pays. La terreur fut grande en Allemagne: on y organisa sur-le-champ une nouvelle croisade qui fut prête en août 1427. L'armée était accompagnée par les plus hauts dignitaires de l'empire, mais le fiasco qui l'attendait allait être encore plus lamentable que les défaites précédentes. Elle franchit la frontière occidentale de la Bohême et vint assiéger la ville de Střibor. Cependant, dès que l'on apprit que les „champions de Dieu“ approchaient, les troupes prirent la fuite, sans livrer combat, et ne s'arrêtèrent que près de la frontière, à Tachov. Là, le cardinal Henri de Winchester réussit à rallier une partie des fuyards en déployant à tous les yeux la bannière du pape, mais à peine les Allemands eurent-ils entendu le chant de guerre des hussites: „Vous qui êtes les champions de Dieu“, qu'ils s'enfuirent en désordre. La victoire était complète et n'avait pas coûté une goutte de sang. On commença à croire à l'étranger que la tactique des chars rendait les Tchèques invincibles et que, puisqu'il ne servait à rien de les combattre, il valait mieux conclure avec eux, malgré leur hérésie, une paix qui éviterait toute effusion de sang à l'avenir.

Chaque nouvelle victoire des hussites augmentait chez les Allemands l'envie de se réconcilier avec eux. Encore vers la fin de 1427, Procope le Grand envahit la Hongrie, et se tourna ensuite vers la Silésie. Au mois de mars 1428, il battit les troupes de l'évêque de Breslau et celles de quelques princes de Silésie qui se trouvèrent forcés pour la plupart de demander la paix. La même année, des troupes hussites pillèrent les régions bavaoises et autrichiennes, voisines de la frontière.

L'espoir de vaincre les hussites par les armes diminuait à chaque nouveau coup qu'ils portaient. Sigismond lui-même, après tant de défaites, était

prêt aux concessions et disposé à entrer en pourparlers. Le parti qui l'aurait reconnu comme roi sous certaines conditions gagnait tous les jours de nouveaux partisans. Il avait à sa tête Menhart, seigneur de Jindřichův Hradec, membre du parti utraquiste, très estimé en Bohême. On pouvait d'autant plus facilement essayer de négocier avec Sigismond que les Taborites semblaient nourrir moins d'hostilité à son égard. Menhart de Hradec réussit même à ménager une entrevue entre Procope le Grand et l'empereur à Bratislava (Presbourg), en avril 1429. Ces négociations échouèrent parce que ni les Taborites, ni les Praguois ne voulurent renoncer à leur programme minimum, énoncé dans les quatre articles de Prague. D'autre part, Sigismond n'était pas incliné à céder sur les questions de principe aux exigences hussites et les renvoyait au concile qui devait se réunir à Bâle. Ce furent les points de vue extrêmes qui se heurtèrent à Bratislava : la doctrine des Taborites et l'intransigeance de l'Église. Il fallut proroger les négociations, afin d'avoir le temps de trouver un terrain d'entente.

Les pourparlers furent repris à la diète de Prague, mais là les Tchèques ne se montrèrent non plus disposés à céder sur la question religieuse. Ils ne refusaient pas de prendre part au concile, mais ils demandaient qu'on leur reconnût des droits égaux et s'opposaient absolument à ce que les négociations prissent la forme d'un procès dans lequel le concile jouerait le rôle du juge et les hussites celui de l'accusé. Ils voulaient bien aller à Bâle, mais à condition que les questions contestées y fussent discutées et que l'autorité décisive qui les résoudrait ne fût pas la façon de voir exprimée par le concile, mais bien l'Écriture sainte et les principes du christianisme primitif. Le concile devait donc d'abord prouver que les hussites avaient quitté la doctrine primitive du Christ et s'étaient égarés dans les voies de l'hérésie. C'était décliner l'autorité du concile qui, d'après la théorie conciliaire, représentait le pouvoir suprême dans l'Église, particulièrement en matière de dogme. En outre, la diète de Prague exigeait que le concile fût vraiment œcuménique, c'est-à-dire que toute la chrétienté y fût convoquée, y compris l'Église orientale, notamment les Grecs et les Arméniens. Quant à l'armistice exigé, la diète de Prague était bien disposée à faire quelques concessions à Sigismond, mais non point à accepter son point de vue en bloc. Les négociations ne purent donc aboutir.

Cet insuccès diplomatique fit que l'espoir des ennemis du calice et particulièrement de Sigismond se tourna vers une nouvelle expédition militaire qui serait organisée avec le plus grand soin possible. Le pape Martin V vint au-devant des désirs de l'empereur en publiant une bulle proclamant une nouvelle croisade contre les hérétiques de Bohême. Le bruit courut en Allemagne que Jeanne d'Arc entendait prendre part à cette expédi-

tion et la gloire que l'héroïne s'était acquise contre les Anglais ne fit qu'accroître les espérances des catholiques. Cependant l'armée des Croisés ne se rassemblait que lentement, de sorte que Procope le Grand eut le temps d'envahir la Saxe et d'arriver jusque devant Naumburg. La peur qu'inspiraient les troupes tchèques était si grande, que l'armée allemande concentrée en hâte près Leipzig se débanda avant d'avoir été mise en présence de l'ennemi. La ville de Naumburg ne fut sauvée que grâce à l'entremise de Frédéric de Hohenzollern, qui signa avec Procope un armistice en février 1430 et, après le paiement de la somme promise, l'armée hussite retourna dans son pays. Cette expédition démontra aux moins clairvoyants l'impuissance de l'Allemagne; les conséquences en étaient d'autant plus dangereuses que la plume y avait joué un rôle important à côté de l'épée. Les soldats taborites s'étaient efforcés de faire comprendre au peuple allemand ce qu'ils demandaient et pourquoi leurs exigences étaient justifiées; ils lui avaient montré que cette guerre n'avait pas de sens, car le reproche d'hérésie qu'on leur faisait était sans fondement. Les petits traités en latin et en allemand qu'ils répandirent augmentaient chez les gens du peuple le désir de voir finir une guerre qui anéantissait leurs propriétés. Cet état d'esprit n'empêcha cependant pas les irréconciliables de tenter encore le sort des armes.

Le concile, qui devait reprendre les travaux de celui de Constance, fut convoqué à Bâle pour le 3 mars 1431. Le pape Martin V lui donna comme président le cardinal Julien Cesarini qui accepta, dans la persuasion que sa tâche principale serait d'organiser la croisade contre les hérétiques de Bohême. Il assista à la diète de Nuremberg qui, sous sa pression et celle de Sigismond, se déclara disposée à rassembler une armée. Presque en même temps, les Tchèques élisèrent à Kutná Hora un conseil composé de douze représentants de tous les partis, chargé d'administrer le pays. Avant que les hostilités eussent commencé, une entrevue eut lieu à Cheb (Eger) entre les délégués de Sigismond et les représentants des partis hussites, à l'effet de reprendre les négociations de Prague au sujet de la participation des Tchèques au concile de Bâle. Cependant les hussites restèrent fermes sur les principes adoptés en 1429, de sorte que ces pourparlers n'eurent aucun résultat.

La situation était grave, on le savait : Procope le Grand fut nommé commandant en chef de l'armée. Le prince Korybut, oubliant son expulsion récente, offrit spontanément ses services. Comme d'ordinaire, la concentration des Croisés prit beaucoup de temps. Ce ne fut que le 1^{er} août qu'ils franchirent les frontières de la Bohême, accompagnés du cardinal Julien Cesarini, tellement convaincu de la victoire des Croisés qu'il avait sollicité de Sigismond certains domaines comme s'ils étaient déjà conquis.

L'ours dont on se partageait la peau était loin d'être mort et montra plus tard que ses griffes n'étaient pas émoussées.

Les envahisseurs, en pénétrant par l'Ouest, firent subir à la population tchèque, y compris les catholiques, les plus incroyables cruautés. Mais ils n'allèrent pas plus loin que Domažlice. Le 14 août 1431, le bruit se répandit dans leur camp que les troupes hussites approchaient, et bientôt, on entendit le bruit des chars et les échos du chant de guerre „Vous qui êtes les champions de Dieu“. Quoiqu'ils comptassent au moins 100.000 hommes (les hussites n'en avaient que la moitié), les Croisés prirent la fuite, et le cardinal Julien Cesarini dut se sauver déguisé, car les soldats dans leur rage lui imputaient leur malchance. L'attaque combinée qu'Albert d'Autriche entreprit en même temps de l'Est, n'eut pas plus de succès, grâce au prêtre Prokúpek, chef des Sirocti. Après leur victoire, les hussites se trouvèrent maîtres de toute la Bohême, à l'exception de la ville de Plzeň et de quelques châteaux peu nombreux; ils tenaient la Moravie et une grande partie de la Silésie, de sorte qu'ils avaient en leur pouvoir les pays les plus importants de la couronne de S^t Venceslas.

L'importance de la victoire de Domažlice, dont le chroniqueur Laurent de Březová chante le péan en vers latins dithyrambiques, n'échappait pas aux Tchèques, mais ils étaient prêts à accueillir toutes ouvertures de paix, à condition qu'on leur donnât satisfaction sur les questions de principe. D'ailleurs, ces guerres interminables avaient épuisé le pays, le commerce et l'industrie dépérissaient par suite de l'incertitude générale et du manque de relations avec les autres contrées européennes. Cependant les adversaires les plus obstinés des hérétiques tchèques durent reconnaître eux-mêmes à ce moment que les Croisés n'étaient pas en état de les vaincre. Tous, sans en excepter Cesarini, étaient enclins à négocier. Le 15 octobre 1431, les pères de Bâle invitèrent par écrit les hussites à envoyer au concile leurs représentants. Prague reçut ce message avec joie et les modérés y virent le gage que leurs désirs seraient exaucés. Les Taborites, au contraire, gardèrent dès le début une attitude sceptique et les Praguois ne purent faire autrement que de se prêter à leur façon de voir, car il s'agissait d'envoyer à Bâle une mission qui représentât tous les partis unis et solidaires. On convoqua donc en février 1432 une diète à Prague; elle décida que l'on enverrait en attendant des délégués à Cheb (Eger), pour traiter avec les envoyés du concile des points principaux qui serviraient de base aux délibérations futures. La délégation tchèque comptait dans son sein les personnalités les plus en vue du hussitisme, notamment Procope le Grand, Jean Rokycana et Pierre Payne, un Anglais qui avait trouvé en Bohême une seconde patrie, et qui y jouissait de l'estime générale et d'une grande autorité.

Procope le Grand était le membre le plus influent de la mission. Ses talents militaires ne l'empêchaient pas d'être également un savant théologien. Il n'était pas hostile aux accommodements là où l'intérêt commun l'exigeait et à condition que l'on ne touchât pas aux principes. Il inspirait plus la crainte que la confiance et les Taborites, dont il était le chef, le lui firent parfois bien sentir. Il fut le précurseur de cette génération hussite qui admettait la possibilité de transiger même dans les affaires religieuses et ne se refusait pas à traiter là-dessus. A mesure que les rudesses primitives s'adouciaient et que le fanatisme épuisait sa flamme, cette tendance se manifesta de plus en plus et finit par prévaloir sous Georges de Poděbrady. A Cheb, les négociations furent assez pénibles, car les Tchèques, se rappelant le sort que l'on avait réservé à Jean Hus à Constance, exigeaient des garanties que tout se passerait à Bâle en pleine liberté. Néanmoins, on finit par s'entendre grâce à la pression exercée sur les négociateurs tant par la bourgeoisie de Cheb que par certains princes allemands qui redoutaient une nouvelle invasion tchèque dans leur pays.

Ce fut, en tous cas, une grande victoire morale. Ce qui avait été autrefois refusé à Hus, était maintenant concédé à ses successeurs par les autorités suprêmes de l'Église. Il fut entendu qu'à Bâle le concile, ainsi que les Tchèques, ne seraient que les parties en instance et que la Bible et la pratique du christianisme primitif décideraient. Les discussions religieuses devaient se concentrer autour des quatre articles de Prague que les Tchèques défendraient tandis que le concile aurait à les réfuter. On donna des garanties suffisantes que la délégation tchèque ne serait exposée à aucune offense ni danger soit dans la ville, soit à l'aller ou au retour. C'était pour le concile et l'Église en général une dure capitulation. Par là, les décrets du concile de Constance contre Hus et les hérétiques tchèques se trouvaient annulés; par là, était remise dans ses droits l'autorité divine que l'autorité humaine avait supplantée. Le mérite de cette victoire morale, la plus éclatante réparation que l'on pût donner à Hus après sa mort, revenait avant tout aux Taborites et particulièrement à Procope le Grand qui savait jusqu'à quel point les Tchèques pouvaient céder avec honneur. Le parti de Rokycana soutint en ce moment-là le point de vue des Taborites; la désagrégation dans le parti des Praguois ne se montra que plus tard, mais à un moment où elle devait avoir des conséquences fatales.

En août 1432, on élut à Kutná Horá les délégués qu'on envoyait à Bâle; parmi eux figuraient aussi les négociateurs de Cheb. Au nombre de quinze ils arrivèrent, accompagnés d'une forte escorte de gens armés, dans la ville du concile, au commencement de 1433. Les premières journées

furent remplies par les présentations mutuelles et par des banquets amicaux. Les habitants de Bâle assistèrent même au service divin des prêtres Praguois et des Taborites. Quelques petits malentendus n'arrivèrent pas à gâter les espérances que l'on fondait sur les négociations entamées. Cependant, il apparut bientôt que l'entente ne se ferait que difficilement, ou même ne se ferait pas du tout. Le concile ne sut s'empêcher d'exploiter toute occasion d'intrigues qui pouvait affaiblir la position des Tchèques. Pendant qu'on discutait en public sur les quatre articles de Prague, quelques-uns de ses membres s'entendirent avec les plus modérés des délégués tchèques qui, au fond, haïssaient moins Rome que les Taborites. Le premier conflit entre le concile et la délégation éclata à l'occasion d'un discours de Payne qui, en défendant le troisième article de Prague (sécularisation des biens ecclésiastiques), se mit à défendre également la doctrine de Wiclef. Bientôt après, le cardinal Cesarini, en dépit de la convention de Cheb, fit donner, dans une session du concile, l'énumération des 28 articles qui, prétendait-on, séparaient les hussites de l'Église catholique, et demanda aux Tchèques d'en entreprendre la réfutation. Ces articles comprenaient presque exclusivement les principes taborites auxquels les Praguois n'avaient pas adhéré. Cette habile manœuvre n'avait pour objet que de produire une scission dans le camp hussite. Les délégués tchèques reconnurent la ruse et Rokycana répondit avec raison qu'il ne s'agissait, d'après la convention de Cheb, que de discuter les quatre articles de Prague.

L'effet de cette déclaration officielle de Rokycana, qui ne voulait aucunement à ce moment abandonner les Taborites, fut contreminé par les pourparlers qui se passaient dans la coulisse. Cesarini ainsi que d'autres membres du concile invitaient chez eux les représentants du parti modéré et préparaient sous le manteau l'accord futur. Ces entrevues clandestines furent plus fécondes en résultats que les grands débats tenus dans les assemblées plénières qui, depuis ce moment, ne furent plus qu'une simple formalité. Les pères de Bâle, cachant leur astuce sous des dehors bienveillants, étaient parvenus à saper l'unité hussite, acquise avec tant de peine, et il ne restait plus qu'à attendre le moment favorable pour porter le dernier coup qui la ferait s'écrouler. Après quelques mois de négociations infructueuses, les Tchèques quittèrent Bâle après que l'on eut décidé que le concile enverrait ses délégués à Prague. Les pourparlers n'étaient donc pas rompus, mais on les transférait habilement dans un endroit où les hostilités entre les partis hussites et les querelles nationales pourraient se donner libre jeu. L'opinion du concile fut cyniquement résumée par l'un des principaux négociateurs, Jean Palomar : „Les Tchèques, dit-il, sont comme un cheval fougueux qu'il faut

caresser tant qu'on ne lui a pas passé le licou“. La seule concession faite par le concile fut qu'il était prêt à autoriser la communion sous les deux espèces, sans reconnaître la nécessité d'étendre cette institution à toute la chrétienté.

A la tête des délégués du concile était l'évêque normand Philibert. La diète de Bohême s'assembla en juin 1433. On entendit le rapport de la délégation tchèque sur les résultats des négociations de Bâle et l'on accueillit avec joie l'intention du concile de reconnaître le calice, quoique la solution des autres questions pendantes eût été remise à plus tard. Les États rassemblés demandèrent seulement que la communion sous les deux espèces fût obligatoire en Bohême et en Moravie pour tous les habitants, et qu'elle fût permise en Silésie et en Pologne. Les délégués du concile n'étant pas autorisés à faire une déclaration qui engageât le concile, retournèrent à Bâle accompagnés des délégués tchèques ; ceux-ci déclarèrent, en arrivant dans cette ville, que les Tchèques étaient prêts à rentrer dans le sein de l'Église, dès qu'on leur aurait accordé les demandes contenues dans ce qu'on appela les Compactata. C'est la charte lamentable de l'abdication tchèque. Les articles de Prague en forment bien la base, mais on leur avait enlevé tout caractère subversif, de sorte que l'Église pouvait les accepter sans scrupules. De l'abondant courant d'idées dont avait débordé l'âme tchèque, il ne devait rester qu'un symbole : le calice, encore devait-il être accordé par faveur mais nullement déclaré obligatoire.

Mais alors même que le parti modéré capitulait d'une façon à peu près complète, le concile n'était pas décidé à se montrer trop complaisant. Il envoya une nouvelle délégation à Prague, car il savait fort bien qu'il ne pouvait que gagner en faisant traîner les choses en longueur. Ses délégués arrivèrent en Bohême au moment où Procope le Grand était en train d'assiéger, sans l'aide du parti modéré, la ville catholique de Plzeň, le talon d'Achille du hussitisme. La concorde entre Tchèques, édiflée avec tant de difficultés, commençait à chanceler, et les délégués contribuèrent beaucoup à la faire disparaître complètement. Les Taborites s'opposèrent aux moyens d'accommodement proposés par le concile et que le parti modéré était disposé à accepter. Rokycana, lui-même, n'en était pas parfaitement satisfait et fit observer que si dans une Église on distribuait la communion en même temps sous les deux espèces et sous l'espèce unique, cela ne manquerait pas d'engendrer des conflits. Le parti de Přibram, auquel appartenaient les seigneurs les plus influents, déclarait, de son côté, que ce serait un péché mortel de continuer la guerre et qu'il fallait absolument accepter l'offre du concile. On ne put prendre encore cette fois de décision définitive et les délégués quittèrent Prague n'ayant qu'en apparence manqué leur but.

Presque en même temps, les États élurent Aleš de Riesenbourg comme administrateur du pays, en lui adjoignant un conseil de douze membres. Quelques nobles organisèrent une ligue qui prétendait avoir pour objet „de rétablir la paix et l'ordre dans le pays“, mais qui était, en réalité, dirigée contre les Taborites. Le siège de Plzeň traînait en longueur et la discorde éclata parmi les troupes, de sorte que Procope le Grand se démit du commandement et se rendit à Prague. A cette époque, l'armée taborite avait un peu perdu le caractère idéaliste que lui avaient donné les „champions de Dieu“, car, après la mort de Žižka, quelques individus s'y étaient enrôlés, qui s'intéressaient moins au triomphe de la loi divine qu'au butin que l'on pouvait faire. Les expéditions que Procope le Grand entreprit dans les pays voisins contribuèrent beaucoup à grossir le nombre de ces éléments suspects. Il n'est donc pas étonnant que la sévère discipline introduite par Žižka s'y relâchât outre mesure et que Procope lui-même ne pût réussir devant Plzeň à y maintenir l'ordre. La ligue des seigneurs savait bien qu'il serait facile de venir à bout d'une armée qui pensait plus au butin qu'à la pratique de la loi divine, aussi s'employait-elle à en remplir les rangs, même par la force, de sujets indisciplinés. La Vieille-Ville, qui avait été, dès le début, le foyer du conservatisme, rentra dans la ligue, tandis que la Nouvelle-Ville refusa d'y adhérer. La première, depuis longtemps jalouse de la seconde, profita du secours que lui donnait la ligue pour s'en emparer. Procope reconnut la gravité de la situation et il invita le prêtre Prokûpek qui, après son départ, avait pris le commandement de l'armée taborite, à abandonner le siège de Plzeň et à venir à Prague. Le moment décisif était arrivé, la lutte entre le radicalisme et le parti modéré commençait.

Le conflit entre le parti taborite et le parti pragois était inévitable. Tous deux rassemblaient leurs troupes en grande hâte; celles des Pragois comptaient à peu près tout ce qu'il y avait de catholique en Bohême. En outre, elles comprenaient les renforts que leur envoyait une grande partie de la noblesse et ceux de Prague, de Plzeň et de Mělník. Les autres villes soutenaient les Taborites et les Sirotci; quelques nobles, en premier lieu Jan Roháč de Dubá, se joignirent aussi à ce parti. La bourgeoisie était alors divisée en deux camps: le moins nombreux sympathisait avec les Pragois, l'autre avec les Taborites. La noblesse constituait les cadres de l'armée pragoise; la bourgeoisie n'y jouait qu'un rôle secondaire. La bataille décisive fut livrée le 30 mai 1434 près de Lipany. L'armée taborite était, certes, plus faible, mais sa défaite fut causée par un stratagème machiné par le commandant des troupes seigneuriales, Bořek de Miletínek. Les Pragois attaquèrent d'abord le rempart de chars des Taborites et, après un court combat, prirent la fuite. Suivant la méthode de Žižka, le rempart

de chars s'ouvrit alors et les Taborites, croyant l'ennemi en fuite, s'élançèrent à sa poursuite. Il ne s'agissait cependant que d'une ruse. Tandis que les vainqueurs se pressaient sur les talons des fuyards, la cavalerie seigneuriale, tenue jusque-là en réserve, se plaça entre eux et le rempart de chars, dans lequel elle pénétra. L'apparente victoire se changea en débâcle. Les troupes seigneuriales, plus nombreuses, fauchèrent sans pitié les Taborites, dont un très petit nombre parvint à se sauver. Procope le Grand et Prokûpek trouvèrent la mort sur le champ de bataille. Le parti taborite ne périt pas tout entier dans cette catastrophe, mais il en fut si profondément affaibli qu'il ne fut plus en état de s'opposer à ce que les négociations avec le concile fussent reprises.

Lipany est la date la plus triste de l'histoire de la Bohême. Deux ans se sont à peine écoulés depuis la convention de Cheb, mais il s'est produit pendant ce temps toute une révolution dans les idées et les caractères. Ce que les puissantes armées des croisés n'avaient pu accomplir, les Tchèques le firent eux-mêmes à Lipany: ils portèrent le coup fatal au hussitisme pur...

Cette bataille vint d'un coup aplanir à Sigismond le chemin du trône. Un armistice fut conclu entre les utraquistes et les catholiques. Cependant ces négociations ne se passèrent pas sans tiraillements et sans ajournement, car la question de savoir si la communion sous les deux espèces serait obligatoire ou facultative empêchait le parti de Rokycana de se rallier au point de vue du concile. Les négociations furent continuées à Brno en 1435, et la question de pourvoir à l'occupation du siège archiepiscopal de Prague se posa de nouveau. L'archevêque Conrad de Vechta était mort depuis 1431; depuis lors son siège était resté vacant. Sigismond faisait aux Tchèques beaucoup plus d'avances que le concile. Le vieil empereur désirait au moins occuper le trône paternel sur la fin de ses jours; de là, sa hâte bien naturelle et les concessions qu'il fit à l'encontre du concile, quoi qu'il n'eût pas, comme la suite le prouva bientôt, une bien ferme intention de tenir ses promesses. La diète de Prague, en septembre 1435, élut Rokycana archevêque de Prague. Cette élection ne fut pas approuvée par le concile, qui voulait que l'archevêché de Prague fût administré par le légat Philibert. Ce ne fut que le 5 juillet 1436 que les représentants tchèques signèrent à Jihlava les compactata; là-dessus les délégués du concile reconnurent les Tchèques comme les vrais fils de l'Église. Sigismond fit encore quelques promesses; particulièrement il s'obligea à faire reconnaître par le pape Rokycana comme archevêque de Prague.

Quoique la loi de succession éditée par le roi illustre et prévoyant que fut Charles IV, garantit aux Luxembourg des deux sexes la succession au trône de Bohême, sans tenir compte de l'opposition ou de l'assenti-

ment des États du royaume, le fils de Charles avait été obligé de mener pendant seize ans une lutte ardue et exténuante pour obtenir le trône paternel. La révolution avait effacé le sentiment dynastique du cœur de la population dont les exigences morales et sociales avaient des hardiesses difficiles à concilier avec les sentiments qui dominaient dans la chrétienté occidentale. La Bohême avait été envahie par un salutaire courant d'idées démocratiques qui avait fait de tous ses habitants sans distinction des „champions de Dieu“ animés du même idéal et hostiles aux mêmes abus.

La guerre, en se prolongeant, avait fait perdre aux principes quelque chose de leur inflexibilité, la vie pratique obligea de chercher un compromis qui donnât à la nation la possibilité de se reposer un peu au milieu de la tourmente. C'est à cette lassitude générale que Sigismond dut d'être, en 1436, reconnu roi par la majorité du peuple. Il fut encore obligé de se réconcilier avec les radicaux, qui, tout affaiblis qu'ils eussent été par leur défaite, n'en étaient pas moins à considérer. L'empereur conclut donc avec les Taborites et les Sirotci des conventions particulières qui leur garantissaient certains privilèges spéciaux s'éloignant des termes des compactata. Il restait encore les irréconciliables qui, héritiers de l'esprit de Žižka, refusaient de pactiser. Ils avaient à leur tête Jan Roháč de Dubá, qui, enfermé dans son château fort de „Sion“, ne se rendit aux armées royales qu'après un siège prolongé. Sigismond, qui avait d'abord manifesté une prudente modération, se vengea de son adversaire en le faisant pendre avec ses partisans sur la place de la Vieille Ville. Mais, dès cette époque, une opposition plus dangereuse commençait à se faire sentir contre lui et il ne faut pas s'étonner que ses façons d'agir aient surtout indigné les Taborites.

Cependant le parti modéré lui-même était mécontent. La population de Prague avait reçu le roi avec enthousiasme, mais les premiers malentendus ne tardèrent pas à se produire. Ni lui, ni le concile de Bâle ne considéraient la paix de Jihlava et les compactata comme définitifs; c'était dans leur esprit, une étape obligatoire dans leur lutte contre l'hérésie. Tandis que le parti pragois ne voyait dans les compactata qu'un programme minimum qu'il avait dû accepter pour ne pas être exclu de la chrétienté occidentale, et que ses partisans avaient pleine conscience de tout ce qu'ils avaient été obligés d'abandonner de leur idéal primitif pour avoir la paix, les catholiques considéraient ce compromis comme un provisoire fâcheux qu'ils ne cessaient de méconnaître et dont ils abusaient. Leurs façons d'agir inconsidérées incitaient les hussites à la prudence. Il devint aussi évident, presque dès le début, que Sigismond, quoiqu'il ne se répandît plus en invectives contre les hérétiques, était au fond resté le même. Il agissait avec plus de circonspection, mais on s'aperçut bientôt que ses promesses

étaient fallacieuses. Il s'était obligé à Jihlava à faire reconnaître par Rome Rokycana comme archevêque de Prague et, de fait, il écrivit dans ce sens au concile. Mais, sous main, il conseilla de n'en rien faire et ce fut évidemment avec son consentement que le légat Philibert, dont nous avons déjà parlé, parut à Prague en qualité d'administrateur du diocèse. L'approbation définitive des compactata par le concile, connue à Prague en 1437, ne parvint pas à dissiper la méfiance générale.

Si la fausseté de Sigismond et les faveurs dont il comblait le parti catholique inspiraient des craintes pour l'avenir, la question de la succession au trône était encore plus redoutable. En effet, l'empereur, grand amateur de femmes, n'avait eu de son épouse Barbe qu'une fille unique Elisabeth, mariée à l'archiduc d'Autriche, Albert de Habsbourg. Ce dernier ne manquait pas de traits sympathiques, mais les Tchèques voyaient surtout en lui l'Allemand et le catholique fanatique qui avait été, dans les années précédentes, un des pires ennemis des hussites. Sigismond, le considérant comme son fils et successeur, faisait tout son possible pour le faire reconnaître en cette qualité dans tous les pays en son pouvoir. En automne 1437, il convoqua à Prague une diète où l'on devait débattre la question de succession au trône pour les pays de la couronne de Bohême. Sigismond avait alors près de soixante-dix ans.

La diète s'assembla sous des auspices peu favorables. L'indignation soulevée dans la population par la récente exécution de Roháč était loin d'être apaisée; le vainqueur de Lipany lui-même, Bořek de Miletínek, était dans les rangs de l'opposition. Avant peu, Sigismond se trouva également abandonné par celui qui avait pris Sion, le seigneur Hynek Ptaček de Pirkštejn. Il en résulte que la question de succession ne fut point résolue par la diète, et ne devait plus l'être du vivant de l'empereur, malgré tous les efforts qu'il fit pour assurer à son gendre le trône de Bohême. Sa femme Barbe ne tenait pas non plus à la candidature d'Albert, mais, songeant à une union étroite avec la Pologne, elle était décidée à prendre le pouvoir en Bohême à la mort de son mari. Son plan avait l'assentiment des chefs de la noblesse tchèque, Aleš de Riesenbourg, Ptaček et le jeune Georges de Poděbrady. En novembre 1437, Sigismond quitta Prague avec sa cour libertine, mais il mourut le 9 décembre, à Znojmo en conjurant les seigneurs tchèques qui l'accompagnaient d'élire Albert pour lui succéder.

CHAPITRE IV

L'INTERREGNE (1437—1458)

Nouveaux troubles. — Élection d'Albert (1438—1439). Animosité des Tchèques contre les Allemands. Mort d'Albert et dissensions intérieures. — Question de succession. Intrigues du parti catholique. Nouvelle génération. — Georges de Poděbrady. Intrigues des catholiques : négociations avec Rome. Georges s'empare de Prague. Défaite de l'Union catholique de Strakonice. Georges élu administrateur du pays de Bohême. Élection de Ladislas le Posthume (1453—1457). Discussions religieuses. Mort de Ladislas.

Avant de mourir, Sigismond avait eu conscience que l'œuvre à laquelle il avait consacré tant d'énergie et d'habileté diplomatique était menacée. Il se rendait compte que, même si son gendre montait sur le trône, sa situation ne serait pas enviable. Ses craintes étaient bien fondées. Lorsqu'il mourut, la Bohême était divisée en trois partis : *le parti autrichien*, le plus nombreux, qui réunissait les catholiques et les utraquistes modérés ; *le parti radical*, mécontenté par Sigismond et qui ne voulait pas reconnaître Albert (il avait son foyer dans le Sud et le Sud-Est de la Bohême) ; enfin, *le parti intermédiaire*, ayant à sa tête Ptaček de Pirkštejn, qui sympathisait avec le plan de l'impératrice Barbe et qui avait assez de partisans pour qu'on dût compter avec lui.

Vers la fin du mois de décembre 1437, la diète s'assembla à Prague pour élire un roi. Le parti radical n'y prit pas part et celui de Ptaček, qui avait cru d'abord devoir essayer d'arriver à un compromis, se retira avant qu'il fût procédé à l'élection. Le parti autrichien élut Albert roi de Bohême. Les partisans de Ptaček étaient disposés à le reconnaître sous certaines conditions que le roi accepta sans réserves. Mais les réactionnaires manifestèrent bientôt leurs véritables intentions ; notamment à Prague, ils en vinrent à des excès. Cela obligea le parti de Ptaček à s'entendre avec les radicaux, et, bientôt après l'élection d'Albert, la candidature polonaise fut mise en avant. Une guerre civile s'ensuivit. A la tête du parti catholique, se trouvait Ulrich de Rosenberg ; ce seigneur était peu scrupuleux sur les moyens, pourvu qu'ils affaiblissent l'adversaire.

Ce n'est qu'en avril 1438, qu'Albert vint en Bohême, après s'être fait élire roi de Hongrie et empereur d'Allemagne. Le roi de Pologne Vladislas se trouvait à ce moment parmi ses adversaires et les soutenait de tout son pouvoir. Tant en Bohême qu'en Pologne, l'animosité nationale

envenimait les hostilités, car, comme le dit un chroniqueur tchèque contemporain des événements, „les Allemands ont été et seront toujours les ennemis jurés des langues tchèque et polonaise et de tout ce qui est slave“. La situation d'Albert était des plus difficiles. Beaucoup de ses partisans n'étaient pas disposés à le servir sans récompense : ils réclamaient des domaines et des emplois. Albert chercha du soutien à l'étranger, et quelques princes allemands lui envoyèrent en effet, des troupes. Il assiégea Tábor, mais sans résultat, bien que le parti polonais eût subi ailleurs de lourdes pertes. La menace turque mit fin à cette guerre civile, qui recommençait à épuiser le pays à peine remis des pertes subies dans les guerres hussites.

Les circonstances étaient peu favorables lorsque Albert partit pour le Sud. Aux disputes intestines qu'il laissait en Bohême, vint s'ajouter le manque de complaisance des Magyars, qui — comme cela s'est répété si souvent dans l'histoire — en dépit de leurs promesses bruyantes et ostentatoires, n'équipèrent que des troupes insignifiantes et peu sûres, dont la seule vue laissait prévoir le complet insuccès de l'expédition contre les Turcs.

Aussi la débâcle ne se fit-elle pas longtemps attendre ; l'empereur, moralement brisé, relégué à l'arrière-plan par son ambitieuse épouse Elisabeth, prit le chemin du retour, portant le germe d'une maladie mortelle, qu'il avait contractée dans les plaines marécageuses de la Hongrie. Il mourut, abandonné de sa femme, dans une contrée inhospitalière, sans laisser d'héritier mâle.

Cette défaite ne fit qu'augmenter le danger turc, d'autant plus que l'Occident chrétien se trouvait alors déchiré par la lutte engagée entre le concile de Bâle et le pape Eugène.

Il n'était guère possible d'opposer un front résistant, tant aux hérétiques tchèques, qu'à l'Islam, car le matérialisme égoïste des seigneurs catholiques et des magnats ne pouvait tenir tête à la force morale des Tchèques et des Turcs, conscients de leur valeur.

Le parti autrichien (catholique) en Bohême cherchait avant tout à conserver le trône du pays soit aux filles d'Albert, soit éventuellement à son fils posthume dont la naissance était fiévreusement escomptée.

L'intérêt personnel n'était pas le moindre des motifs de cette sollicitude, car quelques-uns des seigneurs tchèques avaient confié à Albert des sommes d'argent considérables.

Il importait de gagner à ce plan Ptaček de Pirkštejn, car il eût été difficile de conserver le trône sans son appui ou contre sa volonté.

La Diète de Prague, au début de l'année 1440, réussit bien à réconcilier les deux partis religieux en Bohême, mais la question de la succession n'y fut pas résolue.

Cette assemblée devint l'organe législatif suprême et la Bohême fut divisée, au point de vue administratif, d'après le modèle ancien, en une série de districts (landfrid).

Cette institution signifiait, il est vrai, une augmentation considérable de la puissance des États, mais, en même temps, elle garantissait une certaine sécurité au pays, faisant notamment contrepois au brigandage toujours croissant.

Ce n'était, d'ailleurs, qu'un expédient et l'on vivait toujours sous la menace de voir quelque-une des tendances particularistes prendre le dessus et mener le pays à l'émiettement.

C'est pour parer à ce danger que Ptaček créa une organisation solide des districts du Nord-Est de la Bohême, donnant ainsi un éclatant exemple de concentration des forces nationales. Cette union des utraquistes tchèques, à laquelle prenait part, outre les villes, la petite noblesse, ne pouvait que gêner considérablement les seigneurs catholiques qui essayèrent de faire échouer par des intrigues l'œuvre de consolidation si bien commencée.

L'assemblée de la Diète de Prague était à peine close, qu'Elisabeth donna le jour à un fils, qui reçut le nom de Ladislas. Cette naissance, loin de résoudre la question de la succession au trône, ne fit que compliquer la situation.

Le parti de Ptaček se rendait bien compte que le gouvernement d'un régent au nom d'un enfant nouveau-né n'assurerait pas la paix intérieure dont on avait tant besoin, cependant, il renonça à la candidature polonaise, soutenue jusque-là d'accord avec les Taborites.

A ce moment, le roi de Pologne Vladislas, ayant accepté l'offre des magnats hongrois, se fit couronner comme successeur de Saint-Etienne, à Székes Fejervar, au mois de juillet de 1440, sans abandonner toutefois ses vues sur la couronne de Bohême.

Le parti autrichien, qui ne pouvait méconnaître les raisons qui plaçaient contre Ladislas le Posthume, porta son attention sur la personne du duc de Bavière, Albert, lequel, en sa qualité de neveu de Sophie, femme de Venceslas IV, avait, parmi les arguments qui militaient en sa faveur, sa connaissance de la langue tchèque, apprise au cours d'un long séjour qu'il avait fait à la cour de Prague.

On ne peut nier que les questions matérielles jouèrent un rôle considérable dans les élections de 1440, l'appétit des riches récompenses s'y donna carrière, mais, surtout il faut mentionner l'attitude plus que singulière d'Ulrich de Rosenberg, chef du parti catholique.

Lorsque, après la Diète du mois de mai, se réunit le comité électoral composé des représentants de la noblesse, des grands propriétaires et des

villes, — Rokycana en faisait partie — on s'aperçut bientôt que l'élection du nouveau roi ne serait pas aisée. On dressa une liste de tous les candidats au trône de Bohême, sur laquelle figuraient, à côté de Vladislas de Pologne, d'Albert de Bavière, les noms de Frédéric de Brandebourg et de Louis du Palatinat.

Le parti catholique et surtout Ulrich de Rosenberg abandonnèrent complètement la candidature de Ladislas : l'espoir d'une récompense plus lucrative fit oublier d'un coup à Rosenberg son amour pour le fils d'Albert II.

Albert de Bavière l'emporta sur tous les autres prétendants. On ne laissa pas les pays secondaires prendre part à l'élection, car on craignait leur attachement légitimiste. Par suite des machinations auxquelles se livra Ulrich de Rosenberg, Albert, après avoir hésité quelque temps, finit par refuser la couronne de Bohême. Ce fut pour les Tchèques l'angoissante perspective de nouvelles élections et pour Rosenberg une occasion de plus de pêcher en eau trouble. Ce dernier fit son possible pour contre-carrer les efforts des partisans de Ptaček, qui eussent désiré honnêtement que l'administration du pays fût convenablement assurée, en attendant la solution du problème de la succession au trône. Il arriva, soit par ses intrigues, soit par des attermolements sans fin, à les faire échouer, de sorte que c'est sur lui que retombe la faute, si, à la mort de Ptaček, la question du roi aussi bien que celle de la régence restaient encore sans solution, en dépit des nombreuses sessions de la Diète, malgré les pourparlers et bien que la majorité des Tchèques se fût ralliée à la candidature de Ladislas le Posthume.

Le parti des Taborites, loin d'avoir été complètement anéanti à la bataille de Lipany, formait une fraction assez puissante et pouvait constituer, au besoin, un contrepois considérable. Ptaček s'en servit quelque temps, mais l'obstination que ce parti montra en faveur de la candidature polonaise et dans d'autres questions contestées amena un relâchement dans leurs rapports réciproques voire même, à la fin, un conflit à main armée.

D'autre part, le parti de Ptaček, sous la conduite théologique de l'archevêque Rokycana, dont l'élection n'avait pas été confirmée par Rome, se rapprocha des Praguois. Le point décisif de la scission entre le parti de Ptaček et celui des Taborites fut marqué par le congrès et le synode tenus en 1443 à Kutná Hora. Les Taborites restèrent alors complètement isolés. Ils se trouvaient menacés d'un côté par les catholiques, notamment par Ulrich de Rosenberg, et, de l'autre, par le parti de Ptaček qui s'était lié avec les Praguois.

Le savant professeur Urbánek, qui connaît bien cette époque, appelle le congrès de Kutná Hora la „fin théorique du Taboritisme“. Ce fut l'épilogue des longues disputes religieuses entre les partis modéré et radical,

nés aux époques précédentes et la lutte engagée, soit par la parole soit par la plume, ne diminua pas de fureur même à ce moment-là.

Les hommes politiques tenaient beaucoup à ce que le résultat des pourparlers fût favorable et ils durent sans cesse intervenir dans les discussions théologiques, afin de concilier l'intransigeance des prêtres. La situation était vraiment difficile. Le principal orateur des Taborites, Nicolas Biskupec, eut à plusieurs reprises l'occasion de mettre à découvert le point faible de la manière de voir de Rokycana, dont la conduite et les réponses évasives n'avaient d'autre but que de ménager ses bons rapports avec Přebíram, représentant des Utraquistes les plus modérés. L'évocation du passé, au cours des débats, produisait le plus souvent un effet pénible, l'effet d'une douche sur des têtes échauffées.

Le conflit se déchaîna à propos de la question du Saint Sacrement et, loin de se terminer au synode de Kutná Hora, il provoqua au contraire une grande polémique littéraire entre le parti des Taborites et celui de Rokycana, dont la propagande ne manqua pas de profiter. La Diète, dans sa session de Prague, au mois de janvier de l'année 1444, prit une décision définitive en adoptant le point de vue de Rokycana; par là l'utraquisme fut officiellement reconnu. Les efforts que Ptaček avait déployés depuis si longtemps en faveur de l'union des Utraquistes, afin de pouvoir ensuite tenter l'union du pays, se trouvaient donc théoriquement couronnés de succès.

En comparaison avec les temps passés, le changement qui s'était opéré fut dès lors évident: le point de vue politique l'emportait sur la théologie, une nouvelle génération apparaissait qui, ne se laissant pas lier par des arguments théologiques trop tendancieux et désapprouvant l'attitude irréconciliable des prêtres, mettait uniquement en avant les points sur lesquels tout le monde était d'accord. Rokycana lui-même, bien que théologien dogmatique, s'inspira de ce nouveau courant d'idées et chez lui aussi, les considérations politiques l'emportèrent souvent sur les principes.

Les Taborites protestèrent contre la décision de la Diète, et Ptaček, d'autre part, ne voulait pas, pour des raisons politiques, les contraindre par force à se soumettre à l'utraquisme officiel; car ils constituaient dans le Sud de la Bohême un contrepoids sûr à l'expansion du pouvoir de Rosenberg, qui continuait de faire la guerre aux radicaux dans l'espoir de les anéantir à jamais.

L'énergie déployée par Ulrich de Rosenberg de concert avec d'autres seigneurs catholiques, en particulier Menhart de Hradec, en faveur de leurs appétits égoïstes, tenait constamment en éveil l'attention de Ptaček, inquiet du danger qui pouvait en résulter: aussi Ptaček s'ingénia-t-il à fonder une organisation solide qui lui permit de résister victorieusement aux

intrigues des chefs du parti catholique qui s'intéressaient bien moins à la pacification qu'à l'entretien systématique d'une anarchie profitable à leurs intérêts matériels et à la consolidation de leur pouvoir. Au milieu des préparatifs faits en vue de ce conflit, Ptaček mourut prématurément en 1444. Ses tendances, ainsi que son plan d'exécution, furent repris à titre d'héritage par son jeune collaborateur, Georges de Poděbrady.

A peine âgé de 24 ans, Georges de Poděbrady fut nommé, après la mort de Ptaček, gouverneur des districts de l'Est de la Bohême; comme tel, il devint le chef reconnu du parti de Ptaček, qui prit désormais le nom „*d'Union de Poděbrady*“. Son intelligence naturelle, sa noble ambition et son sens remarquable des besoins de la nation étaient une garantie que l'élan donné par Ptaček aboutirait, sous sa conduite, à la réalisation des vœux de prospérité faits pour tout le pays. L'espoir en la victoire prochaine était d'autant plus justifié que les articles du programme ne furent aucunement modifiés par le changement de chef. Georges considérait comme sa tâche la plus pressante, de doter le pays d'une bonne administration qui donnerait au royaume la sécurité et le calme nécessaires pour permettre la solution d'une foule d'autres questions.

Cela n'alla pas, cela va sans dire, sans de continuelles escarmouches avec Ulrich de Rosenberg, qui s'opposait de toutes ses forces à la réalisation de ce programme. La question de la succession au trône n'avancait guère. Après l'insuccès de l'élection bavaroise, les partisans de Ptaček s'étaient bien déclarés disposés à accepter Ladislav comme roi de Bohême, non pas en vertu d'un droit héréditaire, mais en tant que souverain librement choisi.

A ce moment, comme déjà en 1420, la voix du peuple se fit entendre.

Il répugnait à l'âme du paysan de voir le trône de Bohême occupé par un étranger et, qui plus est, par un catholique; le peuple réclamait un roi qui fût issu de son sein et qui communiât sous les deux espèces.

Le souvenir encore vivant du premier prince tchèque Přemysl, quittant la charrue pour occuper le trône, mêlé à d'autres influences, agissait sur l'imagination paysanne, comme les reminiscences des oracles sybillins. Au mois d'avril 1445, l'apparition à Stadice d'un usurpateur du nom de Jakub causa une grande sensation; il se faisait passer pour le roi envoyé par Dieu, et il trouva de nombreux partisans dans la population des campagnes.

L'envoyé de Dieu fut, cependant, mis en prison et l'épisode n'eut pas d'autres suites; mais cette apparition en elle-même, ainsi que l'écho qu'elle trouva dans la population, montraient bien quelle était l'état d'esprit du peuple. Bien entendu, le problème de la succession au trône ne pouvait être résolu par cette incarnation des espérances populaires et la voie menant vers la solution était encore longue.

Georges de Poděbrady sut bientôt gagner la confiance de son parti, qui mit tout son espoir dans sa direction.

Le nombre de ses partisans croissait de jour en jour, les indécis craignant les dangers d'une réaction. Le chapitre de Prague était le foyer des efforts tendant à anéantir les modestes résultats des compactata, Ulrich de Rosenberg entamait de son chef des pourparlers avec le roi Frédéric et cherchait à faire échouer, par des intrigues, le plan du parti de Georges, visant à mettre ce dernier à la tête de l'administration du pays entier.

Les intrigues des catholiques s'étendaient jusqu'à Rome. Au cours de nombreuses réunions avec les Utraquistes, le parti d'Ulrich promit à ceux-ci d'appuyer leurs desiderata en matière de religion, à savoir d'obtenir du pape l'approbation des compactata ainsi que l'institution canonique de Rokycana comme archevêque de Prague, mais, en secret, les partisans d'Ulrich intervenaient à Rome, par écrit et oralement, pour mettre en garde contre toute espèce de concession.

Il va sans dire que Rome prêtait volontiers l'oreille à ces conseils. La grande lutte entre le concile de Bâle et la papauté venait alors de finir par une victoire éclatante de cette dernière. L'idée de la priorité des conciles passa à l'arrière-plan, elle redevint la théorie pure de quelques isolés, tandis que, dans la pratique, l'absolutisme pontifical garda sa place dominante.

Le pape victorieux — même s'il n'avait pas eu d'autres raisons — n'était nullement disposé à sanctionner ce que le concile avait approuvé, de sorte que même les compactata tchèques se trouvèrent condamnés. La délégation tchèque, envoyée à Rome en 1447, en rapporta cette amère expérience, bien que le refus de Nicolas V n'entraînât pas une complète rupture entre la papauté et les Utraquistes. L'envoyé du pape en Bohême, le légat Carvajal, qui en cette qualité avait plusieurs fois déjà fait preuve d'habileté, chercha à force d'artifices et de tergiversations à tromper les Utraquistes; ceux-ci s'aperçurent bientôt que les négociations en cours seraient également stériles. Rome ne voulait pas se départir de son refus, les Utraquistes ne pouvaient renoncer ni aux compactata, ni à Rokycana, à moins de renier tout le passé.

Dans ces conditions, on conçoit facilement quelle indignation dut soulever chez les Utraquistes la supercherie de Carvajal qui, après l'insuccès des négociations, quitta précipitamment Prague, emportant dans ses bagages l'original des compactata.

Il ne réussit pas à franchir la frontière avec son trésor: il lui fut repris dès Benešov, mais le parti de Georges acquit la certitude qu'il fallait, pour se rendre maître de la situation, tenter une suprême action contre le parti catholique en Bohême.

La tâche la plus importante et la plus pressante était de s'emparer de Prague, où la réaction se manifestait par trop bruyamment et ostensiblement. Les préparatifs pour une intervention à main armée se firent sans attirer l'attention, de sorte que, dans les premiers jours du mois de septembre 1448, la ville de Prague se trouva sans trop de difficultés entre les mains de Georges. Les chefs de la réaction s'enfuirent précipitamment et la population fit aux soldats de Georges un accueil enthousiaste. Peu de temps après, Rokycana arriva dans la ville où il revêtit les fonctions de directeur suprême du clergé utraquiste.

L'occupation de Prague porta au parti catholique un coup décisif qui paralysa pour longtemps son initiative, de sorte que Georges put entrer en pleine possession de presque tout le pays, en qualité de „gouverneur“, titre qu'il avait déjà accepté auparavant. Son premier soin fut d'assurer la sécurité de la ville et de confier son administration à des fonctionnaires du parti utraquiste. Le rétablissement de l'ordre dans tout le royaume ne pouvait s'opérer que par une rencontre décisive avec les troupes du parti catholique, notamment avec Rosenberg.

Sous l'impression de la victoire de Georges, ce parti, au mois de février de l'année 1449, se réorganisa sous le nom d'„Union de Strakonice“ et recruta des partisans dans le Sud et l'Ouest de la Bohême. A la tête, se trouvaient Ulrich de Rosenberg et son fils Henri, qui se hâtèrent de préparer une expédition militaire. En même temps, une nuée d'écrits vinrent agiter l'opinion contre Georges, stigmatisant tous les mouvements de l'Union de Poděbrady comme autant d'actes de rébellion contre le roi légitime, et, sous prétexte de légitimité, tout fut mis en œuvre pour indisposer le pays ainsi que l'étranger contre le nouveau gouverneur.

Le pays était divisé en deux camps, à l'exception de ceux qui, pour diverses raisons, crurent devoir observer une stricte neutralité. Ulrich de Rosenberg chercha du secours à l'étranger; il en trouva surtout chez Frédéric de Saxe, avec lequel il conclut une alliance défensive contre Georges. Tout cela ne fit qu'augmenter les troubles dans le pays, exciter les passions guerrières.

En vain Georges essaya-t-il de traiter à l'amiable, l'intransigeance de l'Union de Strakonice fit échouer toute tentative faite pour écarter le conflit. Tous ceux qui, jusqu'alors, avaient observé une stricte neutralité, ne purent plus douter que, bien loin de n'envisager que la prospérité du pays, Ulrich de Rosenberg et ses partisans ne servaient que leurs intérêts particuliers et ne visaient que des buts inavoués.

Il y avait contre eux et l'Union de Strakonice, un excellent moyen de gagner l'opinion publique: leur alliance avec Frédéric de Saxe. Une pareille machination avait, en effet, offensé le sentiment national et réveillé dans les consciences endormies la fierté nationale.

C'est ainsi que l'Union de Strakonice débuta dans la lutte qui s'ouvrit en 1450, sous de fâcheux auspices.

Les intrigues d'Ulrich furent divulguées, ses artifices et sa malhonnêteté étalés au grand jour. Après la défaite de l'Union de Strakonice près de Rokycany, les anciens partisans d'Ulrich entamèrent avec Georges des négociations qui aboutirent à une paix et à une entente qui consolidaient le terrain pour l'avenir. Georges compléta sa victoire en faisant irruption dans les pays de Meissen, sur le territoire de Frédéric de Saxe afin de le punir de s'être allié avec Ulrich. Sa popularité gagna dans ces entreprises et son pouvoir s'accrut de telle sorte qu'il put tenir tête victorieusement aux tendances particularistes des catholiques, aussi bien qu'à celles de quelques-uns des membres de l'Union de Poděbrady.

On pouvait à ce moment s'occuper de la question de la succession au trône; il s'agissait de ramener dans le pays le jeune roi Ladislas et d'entamer des pourparlers pénibles avec son tuteur, Frédéric III. Ce dernier avait bien reconnu Georges comme gouverneur de Bohême, mais seulement „par faveur“, ce qui ne suffisait ni à Georges, ni à son parti. A la session de la Diète tenue à Prague en 1452, à laquelle prirent part un grand nombre de membres des deux unions, ainsi que beaucoup de ceux qui jusque-là avaient observé la neutralité, Georges de Poděbrady fut élu, le 27 avril, administrateur du pays de Bohême pour une durée de deux ans; on lui enjoignit d'accepter un conseil composé en majorité de ses partisans et comprenant des représentants de la haute noblesse, des chevaliers et des villes.

Par cette élection, à laquelle avaient participé tous les principaux partis, Georges se trouvait reconnu par tous comme gouverneur suprême de la Bohême et la composition du collège dans lequel, il est vrai, les Utraquistes tenaient la plus grande place, prouvait que les catholiques n'étaient pas exclus du gouvernement.

Cette entente cordiale eut l'avantage d'écartier, au moins pour un certain temps, l'opposition embarrassante d'un parti quelconque puisque tous se trouvaient représentés dans le gouvernement. De plus, la Diète de Prague intima l'ordre à tous ceux qui n'avaient pas pris part aux séances d'avoir à donner leur adhésion à ses arrêtés, jusqu'au 15 août au plus tard, faute de quoi ils seraient traités en ennemis de l'ordre public et punis comme tels. Parmi ceux qui n'avaient pas pris part à la Diète et qui, dans les délais fixés, ne reconnurent pas ces décisions, se trouvèrent, outre le vieil Ulrich de Rosenberg et quelques-uns de ses partisans, les Taborites. Georges prit le parti de sévir avec sévérité contre ces derniers.

Assiégés dans leur ville de Tábor, ils allèrent jusqu'à rechercher, dans leur détresse, l'alliance du catholique Ulrich, mais ils durent bientôt

se rendre et se soumettre aux arrêtés de la Diète du mois d'avril. Ce succès achevé, Georges se retourna vers son ennemi le plus puissant et le plus rusé, Ulrich de Rosenberg, qui, une fois acculé, promit, comme les Taborites, de reconnaître les articles votés. Ainsi fut brisée l'opposition contre Georges; celui-ci put enfin procéder à la solution de la question royale. Les prêtres irréconciliables de Tábor furent incarcérés et la politique qu'Ulrich avait poursuivie toute sa vie subit un fiasco complet.

Le point de vue de Georges à l'égard de Ladislas était celui qu'avait autrefois soutenu Ptaček. Il était disposé à reconnaître le fils d'Albert comme roi de Bohême, à condition qu'il montât sur le trône comme l'élu de la nation et non en vertu d'un droit successoral. La majorité de la Diète qui se réunit à Prague en 1452, le jour de la Saint-Gall, se rangea à cette façon de voir et l'on fixa les conditions de l'élection. Une entrevue personnelle, qui eut lieu après des négociations prolongées, entre Georges et Ladislas, fut couronnée de succès, car Ladislas, acceptant entièrement les conditions imposées par les Tchèques, promit de se rendre bientôt à Prague pour le couronnement. Georges conserva sa situation exceptionnelle aux termes d'un décret de Ladislas, qui le confirma dans ses fonctions d'administrateur encore pour six ans. Cet acte rejetait le parti catholique et surtout Ulrich de Rosenberg à l'arrière-plan; toutes les intrigues dirigées contre Georges avaient échoué.

Le 28 octobre 1453, la couronne royale fut posée sur la tête du jeune Ladislas, dans la cathédrale de Saint-Guy; le peuple acclama joyeusement le roi si impatientement attendu qui devait mettre fin à l'anarchie. Si l'extérieur sympathique du jeune roi lui attirait de sincères affections, les raisons de craindre pour l'avenir ne manquaient pas.

Bien que né en Hongrie, Ladislas était allemand par éducation et l'ennemi des hérétiques. Il semble assez paradoxal qu'un pays comme la Bohême, où le sentiment national était si vif et même souvent exalté, où la majeure partie de la population professait le culte utraquiste, ait pu élever sur son trône un catholique rigoureux, un étranger qui n'avait et ne pouvait avoir aucune connaissance des besoins du pays. Heureusement le destin, pour parer à ces imperfections, avait fourni au pays une compensation en la personne de Georges de Poděbrady. Libre de tout fanatisme religieux, il n'était néanmoins pas disposé à se désintéresser du programme des modérés, représentés par Rokycana. En sa qualité d'administrateur du pays, il conserva son influence sans bornes sur la gérance des affaires de l'État; mieux que conseiller et gouverneur, il était roi sans porter la couronne.

Ladislas ne connaissait pas la langue du peuple qui lui avait confié sa destinée, il fut entendu qu'il s'appliquerait à l'apprendre. Dès son ar-

rivée à Prague, les personnes de nationalité allemande de sa suite avaient été congédiées, et on l'avait entouré de personnalités tchèques; Jan Holubář de Náchod devint son précepteur de langue tchèque.

Les rapports entre Georges et Ladislav prirent un tour particulièrement affectueux; le jeune roi appelait l'administrateur „mon père,“ et celui-ci appelait le monarque „mon fils.“

Cette confiance réciproque fut d'un grand secours pour celui qui s'était voué, depuis l'époque de la guerre civile, à l'œuvre de la pacification et de la consolidation du pays. Les résultats de ses efforts apparurent bientôt. Les pays limitrophes (la Moravie et la Silésie), dont les liens avec la métropole s'étaient relâchés, furent rattachés plus solidement et leurs États se montrèrent disposés à consentir des impôts assez élevés. On procéda à la révision des possessions de la couronne et de celles du pays; ce qui mit fin aux incertitudes juridiques qui avaient régné jusque-là.

Les litiges se décidèrent désormais devant les tribunaux du pays, d'après une procédure bien établie, et un ordre interdisant sévèrement de se faire justice à soi-même, débarrassa le pays des petites guerres privées. Les biens de la couronne et ceux de l'Église furent peu à peu repris aux particuliers qui s'en étaient emparés, de sorte que l'ordre et la paix se rétablirent peu à peu. La prospérité générale atteignit un degré jusque-là inconnu, les prix des denrées alimentaires et ceux des marchandises subirent des baisses considérables et d'abondantes récoltes firent oublier aux paysans leurs misères passées. La Bohême, autrefois redoutée, devint un pays dont on recherchait l'amitié; Prague surtout recevait solennellement dans ses murs toutes sortes d'imposantes ambassades et la cour devint de nouveau le centre politique par excellence de l'Europe centrale.

Mais, quoique les conditions de la vie eussent subi des changements radicaux, le calme rétabli en Bohême au milieu du XV^e siècle n'était pas tout à fait idyllique; la question religieuse obscurcissait encore l'horizon. Le roi Ladislav s'avisait, à plusieurs reprises, de manifester sa répugnance à l'égard de l'hérésie tchèque; en outre, l'agitation produite en Silésie par un fanatique, Jean Kapistrán, était bien de nature à remettre la fièvre dans les esprits. A Breslau notamment, on était d'avis qu'il fallait à tout prix enlever le jeune roi de l'enfer hérétique de Prague; il va sans dire que la malignité n'épargnait pas non plus la personne de Georges de Poděbrady.

Les négociations entamées par les Utraquistes tchèques avec l'Église orientale pour compenser l'insuccès des pourparlers sans fin et sans utilité avec Rome, furent interrompues par la prise de Byzance par les Turcs, en 1453.

Le caractère hésitant et inconséquent d'Utraquistes tels que de Rokycana, se faisait remarquer dans tout ce qu'ils entreprenaient. Quoiqu'ils

eussent désiré s'unir avec Rome, ils ne pouvaient se décider à renoncer à leurs particularités que Rome ne voulait pas reconnaître. Bien que se sentant placés en dehors de l'Église, ils hésitaient à s'en détacher complètement et s'efforçaient, au contraire, d'obtenir de Rome l'institution canonique pour Rokycana. Ladislav dans les capitulations faites à propos de son élection s'était bien engagé à intercéder auprès du pape en faveur de Rokycana et à obtenir aussi l'approbation des compactata, mais son intervention auprès de la curie romaine, si même elle eût été sincère, ne pouvait pas aboutir. On fondait à Rome de grandes espérances sur le nouveau roi qu'on croyait capable de ramener ses sujets au bercail; cela explique aussi les tendresses de la curie pour Georges, qui, au dire d'Æneas Silvius, était considéré comme un homme tout disposé à faire rentrer la Bohême dans le giron de l'Église, sans que cette dernière eût besoin d'accorder des concessions. Que Georges, en sa qualité d'administrateur du pays, eût manifesté quelques égards pour la minorité catholique, c'est fort probable, sa ligne de conduite ne pouvait plus être celle d'un ataman des districts de l'Est de la Bohême et, du reste, la sagesse politique lui commandait de ne rien négliger, pour écarter tout conflit religieux. De cette manière, les négociations avec Rome devaient traîner en longueur, comme une maladie chronique, jusqu'à moment où Georges, devenu roi, fit comprendre à l'Église qu'elle avait à abandonner le beau rêve de le voir ramener la Bohême sous son autorité sans concessions et sans compromis.

Une foule de questions de politique étrangère occupaient l'activité de Georges, et la cour de Prague fut témoin de bien des négociations diplomatiques.

D'un autre côté, les affaires intérieures ne demandaient pas moins d'attention. Breslau, la ville la plus puissante de la Silésie, refusa d'envoyer une délégation à Prague pour rendre hommage à Ladislav; elle préféra payer une grosse amende et forcer le roi à se déplacer. L'animosité contre l'hérésie tchèque trouva l'occasion de se manifester une fois de plus et ce ne fut pas pour la dernière fois. Le départ de Ladislav pour Breslau marqua le début d'une longue absence de Prague, car le roi, après avoir reçu l'hommage en Silésie, partit pour Vienne où une vieille querelle entre Ulrich de Celje et Ulrich Eizinger exigeait sa présence. En même temps, le péril turc, qui déjà depuis longtemps inquiétait l'Europe centrale, devenait de jour en jour plus pressant. L'influence et la position de Georges de Poděbrady ne furent nullement affaiblies par l'absence de Ladislav; au contraire, avec une habileté consommée il intervint avec succès dans l'enchevêtrement politique des affaires de l'Europe centrale.

Ce fut seulement en 1457 que Ladislav retourna à Prague, où la population le reçut avec joie. Bientôt après, une députation solennelle se ren-

dit en France pour en ramener la fiancée de Ladislav, Madeleine, fille du roi de ce pays. Au milieu des préparatifs nuptiaux, Ladislav fut enlevé par la peste, au mois de novembre de l'année 1457; son enterrement fut accompagné de „la plus grande affliction des seigneurs tchèques, du plus petit jusqu'au plus grand, et celle surtout de Monsieur l'administrateur du pays.“ Georges de Poděbrady voyait s'ouvrir ainsi devant lui le chemin qui le conduirait à la dignité royale qu'il détenait en fait; il pouvait devenir roi couronné, élu par la majorité de la nation qui avait confiance en son habileté diplomatique et en son expérience politique. Les quelques années de son administration avaient amplement démontré qu'il était à la hauteur de sa tâche; ses ennemis eux-mêmes durent reconnaître qu'il mettait le bien de la nation au-dessus de ses avantages personnels et nul ne doutait qu'il ne sût défendre les intérêts de la nation entière contre les tentatives particularistes.

L'ère hussite resserra de façon remarquable les rapports entre Tchèques et Slovaques. La fondation d'une Université à Prague offrait aussi aux Slovaques la possibilité d'acquérir l'instruction la plus parfaite que le moyen âge pût donner. Bien que l'université médiévale se servît de la langue latine pour répandre les conquêtes de la science, la fermentation de l'époque et les idées nouvelles qui commençaient à agiter la nation ne purent manquer de se refléter dans l'enseignement de la chaire professorale. Il n'est pas sans intérêt d'apprendre que des quatre nations entre lesquelles se répartissaient les professeurs et les étudiants de l'Université pragoise, la tchèque comprenait des étudiants originaires de la Bohême, de la Moravie et aussi de la Hongrie, par conséquent des Slovaques.

Sur le nombre de Hongrois qui fréquentèrent l'Université de Prague dans la période de 50 ans qui s'étend de 1370 à 1420, évalués par l'écrivain Botto à 100 personnes, il y avait un bon nombre de Slovaques. Pendant leur séjour à Prague, ces Slovaques durent certainement être frappés par l'étroite parenté de la langue tchèque avec la leur et ils durent emporter dans leur patrie, outre des conceptions nouvelles, des idées moins vagues que celles qui avaient régné jusqu'alors sur leur unité nationale. En outre, les relations commerciales entre la Bohême et la Hongrie et plus encore avec la Slovaquie, contribuèrent largement à la consolidation des rapports tchécoslovaques. L'élément tchèque gagna particulièrement en importance et en prestige à partir de 1395, à l'avènement au trône de Hongrie de Sigismond, frère de Venceslas IV, roi de Bohême. Le premier, il osa rompre définitivement avec la langue latine et nous possédons de lui une série de documents écrits dans le plus pur tchèque. Il est intéressant de remarquer que l'on rencontre ces manuscrits tchèques de Sigismond en Hongrie peu de temps après que le

tchèque fut devenu la langue officielle en Bohême. Cette langue se maintint en usage dans l'administration hongroise même après Sigismond, sous Albert et sous Ladislav le Posthume, ce qui met en lumière le fait important que, d'une part, la chancellerie royale hongroise comptait des fonctionnaires tchèques; et que, d'autre part, la langue tchèque s'imposait dans la pratique parce qu'elle était intelligible à tout le monde. Comme nous le verrons, cette influence du tchèque devint bientôt encore plus forte en Hongrie.

Les idées du mouvement progressiste tchèque ne restèrent donc pas ignorées de la branche slovaque. Si l'attitude fière de Jérôme de Prague devant l'empereur Sigismond, à la cour de Hongrie, ne fut probablement pas connue des paysans slovaques, trop courbés sous le joug, il en fut autrement des guerres hussites, qui trouvèrent un puissant écho aussi dans leur pays. Le terrain y était favorablement préparé pour recevoir la semence des idées radicales des Taborites, lesquelles contenaient en germe la révolte contre l'oppression des seigneurs sans scrupules et promettaient, sinon l'abolition, du moins un adoucissement de la corvée.

La propagande des idées hussites fut organisée systématiquement, non seulement en Allemagne mais aussi en Slovaquie et, de là, chez les Magyars. Car c'est uniquement en Slovaquie qu'ont pu être rédigés en langue magyare ces pamphlets de propagande que l'on trouve dans les diverses bibliothèques. Ce sera une tâche intéressante pour la science future de rechercher quelle part d'influence le mouvement hussite a pu avoir sur l'essor de la langue littéraire magyare.

La diffusion des idées nouvelles ne se fit pas en Slovaquie uniquement par écrit, mais aussi oralement. La langue maternelle commença à se faire entendre dans les églises, le peuple pieux accueillit avec joie la nationalisation du service divin et la langue tchèque, saturée naturellement d'expressions dialectales slovaques, prit une place importante dans la vie publique du pays. La diffusion des idées hussites en Slovaquie fut favorisée dans une grande mesure par la multiplication des sectes religieuses qui avait déjà commencé dans ce pays au XII^{ème} siècle. C'étaient avant tout les Vaudois, dont nous trouvons les traces non seulement en Bohême, mais aussi en Slovaquie, et qui, ardemment persécutés par l'Église, ne purent être exterminés.

Enfin, les guerres hussites eurent à plusieurs reprises pour théâtre le territoire de la Slovaquie. En 1423, la Slovaquie occidentale vit la fameuse expédition de Žižka, qui poussa jusque dans les environs de Gran; au cours des années suivantes, les expéditions des Taborites se renouvelèrent sans cesse. Ces entreprises n'avaient pas précisément pour but la propagande, mais plutôt le butin; il s'agissait surtout de nuire

à Sigismond, si détesté sur son propre territoire. Les expéditions des Taborites et des Sirotci (Orphelins) n'étaient donc pas le meilleur moyen de répandre des idées, néanmoins, elles ne furent pas sans importance à cet égard. Ainsi à la fin des guerres hussites, nous rencontrons en Slovaquie un nombre considérable de Hussites et de partisans des convictions taborites, qui, s'appuyant sur la loi de Dieu, refusaient d'obéir aux décrets du pape et de l'empereur.

Mais l'époque la plus glorieuse pour le mouvement hussite en Slovaquie fut, sans contredit, celle de Jiskra de Brandýs. Ce gentilhomme morave s'était formé sur les champs de bataille de l'époque; il fit preuve d'une telle habileté dans les choses militaires, que Sigismond le mit, en 1437, à la tête d'une expédition contre les Turcs. Après la mort de Sigismond, Jiskra passa au service d'Albert et à la mort de ce dernier, il devint, sur le désir formel de la reine douairière, Elisabeth, le protecteur des droits à la couronne de Hongrie du jeune Ladislav le Posthume. Košice, dans la Slovaquie orientale, fut le noyau de sa puissance ultérieure; il profita de son titre de „capitaine suprême“ pour étendre, au nom du roi, ses domaines de tous les côtés. Sa position était excessivement difficile. La reine douairière mourut d'assez bonne heure (1442) et de la Bohême, de même que de la Hongrie, élevèrent des prétentions au trône. Jiskra dut faire la guerre à ses frais; on ne peut donc s'étonner si ses irruptions sur le territoire ennemi n'avaient souvent d'autre but que de remplir sa caisse vide et de satisfaire ses soldats. Parmi ses atamans, non seulement des Tchèques, mais aussi bon nombre de Slovaques se distinguèrent.

Il pouvait aussi compter sur la complaisance de certains nobles slovaques, qui, profitant du chaos de l'époque, agrandissaient par la force leurs domaines et se montrèrent souvent des alliés fidèles du protecteur tchèque des droits du roi de Hongrie. Mais il trouva l'appui le plus précieux dans la personne d'un autre Tchèque, Pierre Aksamit de Lideřovice, qui disposait d'une bonne armée, organisée à la manière des Taborites. Les péripéties des guerres de cette „fraternité“ ont été narrées d'une manière magistrale par le célèbre romancier tchèque Alois Jirásek, qui, dans les quatre volumes de son roman „Bratrstvo“ (Fraternité) déroule aux yeux du lecteur, en se servant de documents authentiques, un tableau frappant de cette époque mouvementée.

Les domaines de Jiskra embrassaient la presque totalité du territoire de la Slovaquie actuelle et sa base d'opérations était constituée par un système de châteaux forts construits ou restaurés à cet effet. Lorsque Jean Huniade, gouverneur de Hongrie, demanda à Jiskra de lui livrer la Slovaquie, il se heurta à une résistance opiniâtre d'où naquit une longue guerre.

Les chroniques relatent toute une série de beaux faits d'armes et de victoires éclatantes, grâce auxquels Jiskra put, non seulement conserver, mais encore agrandir ses possessions. La bataille de Lučenec, au cours de laquelle la petite phalange tchèque défit des forces magyares plusieurs fois supérieures (le 7 septembre 1450), constitue le plus glorieux épisode d'une longue série de rencontres et de combats. Bien que défendue „de jure“ pour le compte du roi Ladislav, la Slovaquie était à cette époque quelque chose comme une position avancée de la Bohême et Georges de Poděbrady, administrateur du royaume de Bohême, intervenant en qualité de médiateur entre Jiskra et Jan Huniade, amena ce dernier à conclure une paix qui reconnaissait la domination de Jiskra sur la Slovaquie.

Mais si pour ébranler cet état de choses, les forces supérieures des Magyars s'étaient montrées impuissantes, la „reconnaissance“ d'un Habsbourg y réussit. Les Habsbourgs se sont de tout temps distingués par une noire ingratitude; ils se sont toujours empressés d'oublier au plus vite les services qu'on a eu le malheur de leur rendre. Lorsque en 1453, le jeune Ladislav prit entre ses mains le pouvoir en Hongrie, il récompensa Jiskra, qui avait administré la Slovaquie et la lui avait conservée à ses propres frais, en le congédiant. Il n'est pas étonnant que cette ingratitude, rendue plus écœurante encore par de généreuses faveurs accordées en même temps à Huniade, fût ressentie comme un outrage; si donc Jiskra, qui était en possession de territoires étendus et bien défendus, céda tout de même sans opposer aucune résistance, il faut y voir la preuve d'un caractère foncièrement honnête.

La retraite de Jiskra ne résolvait cependant pas la question slovaque. Son armée avait dans ses domaines de Slovaquie sa raison d'être; rien ne pouvait persuader ces troupes d'abandonner de bon gré ce qu'elles avaient défendu pendant de longues années au prix de leur sang et qui leur avait coûté tant de peine à conserver. Jiskra se vit obligé de quitter la Slovaquie avec un petit nombre de ses soldats, tandis que la majeure partie restait pour se joindre à Pierre Aksamit, décidé à continuer la lutte jusqu'au bout.

La lutte fut acharnée et se prolongea pendant de longues années. En 1457 encore, à la mort de Ladislav, une partie considérable de la Slovaquie était entre les mains des „Frérôts“ et ce ne fut que le nouveau roi de Hongrie, Mathias Corvin, qui réussit, après bien des combats, à anéantir la plus grande partie de la glorieuse armée de Jiskra, tandis que le reste passait à son service.

L'importance de l'administration de Jiskra dans la Slovaquie ne réside pas tant dans sa gloire militaire que dans ce qui s'accomplit au profit de l'unité tchécoslovaque pendant le temps assez long qu'elle dura. La

domination de Jiskra, qui, de fait, détacha la Slovaquie du reste de la Hongrie, fit émerger à la surface la conscience nationale slovaque. La Slovaquie passe de l'influence magyare sous l'influence tchèque; la langue tchèque, parfaitement intelligible aux Slovaques, devient la langue officielle. La méthode remplace à ce point de vue le hasard qui avait régné antérieurement; la langue tchèque apparaît comme la langue littéraire des deux branches de la nation. Il n'y avait pas, à proprement parler, de langue slovaque littéraire, mais bien une langue tchèque mélangée de particularités dialectales slovaques, que le peuple parlait alors, car les différences actuelles, en réalité peu saillantes, se sont développées bien plus tard. Le rapprochement entre Tchèques et Slovaques avait d'autres facteurs. Nombreux furent les soldats de Jiskra qui épousèrent des femmes slovaques, excellent moyen de fortifier les liens du sang. Et, enfin, les liens religieux n'y contribuèrent pas moins. Les germes de l'enseignement hussite avaient poussé en Slovaquie avant l'arrivée de Jiskra dans le pays, et après son départ, la religion tchèque dut pénétrer encore plus profondément. Les soldats n'étaient pas venus seulement avec leurs armes, mais accompagnés de leurs prêtres qui s'adressèrent au peuple, avec la liturgie taborite, dans une langue qu'il comprenait. Dans les églises, jusqu'alors catholiques, la communion eut lieu sous les deux espèces, et le service divin tchèque fut célébré non pas seulement pour les combattants tchèques, mais aussi pour le peuple slovaque. Ainsi fut préparé le terrain non seulement pour la propagande ultérieure des Frères Bohêmes en Slovaquie et pour l'expansion de la Réforme, mais encore en faveur du réveil du sentiment national. Il appartiendra aux futurs chercheurs d'étudier jusqu'à quel point s'accomplit la renaissance nationale slovaque, mais nous voyons dès maintenant qu'elle fut riche en résultats.

CHAPITRE V

GEORGES DE PODĚBRADY

(1458—1471)

La Bohême, royaume électif. Élection de Georges de Poděbrady. Le point de vue de la Moravie et de la Silésie. Esprit diplomatique de Georges. Georges et le pape. Précurseur de la Société des Nations. Lutte pour les compactata. Pierre Chelčický. Union des Frères Bohêmes. Intervention guerrière de Mathias, roi de Hongrie. Mort de Georges.

Après la mort du roi Venceslas IV, la Bohême devint de fait un royaume électif. Les traités de succession passés avec les maisons de Luxembourg et de Habsbourg, ainsi que le règlement de succession de Charles IV, n'avaient pas plus d'importance que de vieux parchemins sans valeur juridique; la volonté nationale, représentée par les trois ordres de la nation, prit la place des intérêts dynastiques. La masse de la population, bien que passive politiquement, n'avait pas encore perdu au XV^e siècle tout intérêt pour les questions d'ordre public, comme ce sera le cas dans les siècles postérieurs. L'opinion publique l'emportait souvent dans les décisions importantes, notamment celle de la population de Prague savait exercer une pression décisive. Au cours des guerres hussites, le sentiment de la légitimité s'était émoussé de plus en plus. Les idées révolutionnaires en se répandant en Bohême avaient brisé bien des fétiches du passé et la nation, après avoir traversé de dures épreuves, chercha à gérer elle-même ses affaires. En ce qui concerne le mode de gouvernement, le système monarchique avait été préconisé même par la Bohême hussite, la conception républicaine lui était, en somme, restée étrangère. Toutes les voix s'élevaient en faveur de la royauté, qu'elles fussent celles des classes dotées de droits politiques ou celles des classes populaires (si nous faisons exception du court épisode chiliaste). Tandis que le peuple demandait un roi de sang indigène, les États étaient disposés à accueillir un monarque étranger, s'il acceptait leur programme politique et religieux, et pourvu qu'il fût enclin à récompenser leur bonne volonté; ce dernier desideratum était surtout caressé par le parti catholique.

Cependant, en 1458, les aspirations du peuple et la volonté de la majorité se trouvèrent d'accord. Les prétendants au trône, après la mort de Ladislas, ne faisaient pas défaut mais à peine avaient-ils posé leur candi-

date que l'on vit qu'ils avaient peu de chances d'être élus. Georges de Poděbrady, ne s'opposant pas au vœu général de la population qui voulait lui voir porter la couronne si lourde de responsabilités, prit les mesures nécessaires afin de sortir victorieux du scrutin. Bien qu'il fût surtout le candidat du parti utraquiste, de nombreux catholiques, faisant passer l'intérêt du pays et de la nation avant celui de leur parti, n'hésitèrent pas à voter pour lui. Les autres, qui nourrissaient des sentiments hostiles à son égard, étaient trop peu nombreux pour oser s'aventurer à lutter ouvertement contre la volonté unanime de la majorité nationale. Georges fut donc élu roi de Bohême en l'hôtel de Ville de la Vieille Ville le 2 mars 1458, tandis qu'un sentiment d'allégresse s'emparait du peuple parce que „Dieu avait bien voulu affranchir Georges du pouvoir des princes allemands, qui voulaient du mal à la nation tchèque et surtout à ceux qui étaient restés fidèles aux Saintes Ecritures.“

L'élection unanime de Georges se fit à la Diète de Bohême sans le concours des représentants de la Moravie et de la Silésie. La révolution hussite, dont l'influence avait rayonné sur la Moravie, n'y avait cependant pas jeté des racines aussi profondes qu'en Bohême. La Silésie, habitée en majeure partie par des Allemands, était restée hostile au hussitisme, ne voyant en lui qu'un mouvement hérétique qu'il fallait supprimer à jamais. Les habitants de ces deux pays, partisans des idées légitimistes, avaient considéré Ladislas comme roi par droit héréditaire et non pas par droit d'élection.

Cette conception politique avait tenu leurs représentants à l'écart des débats, de sorte que le désaccord entre la métropole et les pays limitrophes n'avait fait que s'accroître. La position de Georges en montant sur le trône n'était donc point aisée. Quoiqu'il fût pleinement conscient de la nécessité de rétablir l'unité du royaume de Bohême, et qu'il n'eût jamais négligé au cours de son administration, de nouer des rapports amicaux avec la Moravie et la Silésie, il se vit néanmoins contraint, après 1458, d'employer toute son énergie ainsi que son habileté de diplomate, pour réduire à néant les velléités de rébellion attisées par certains éléments irréductibles. En cette occurrence, la bonne opinion que la curie romaine s'était faite de lui le servit à souhait : sûre de trouver en Georges un instrument complaisant de ses projets en Bohême, Rome accueillit avec joie son élection. Profitant de cette faveur, Georges réussit à se faire reconnaître en Moravie, en Lusace ainsi que dans la plus grande partie de la Silésie. Seule, la ville de Breslau refusa d'accepter un roi hérétique, mais elle dut, à la fin elle aussi, donner la promesse de prêter solennellement serment de fidélité avant l'expiration d'un délai de trois ans.

L'élection de Georges ne rencontra donc d'opposition sérieuse ni dans le pays, ni à l'étranger. Ses concurrents eurent le bon sens de reconnaître l'inutilité de leurs tentatives et finirent par se résigner à leur sort. Non content d'avoir été reconnu roi, Georges, bientôt recherché comme allié, se fit estimer comme médiateur habile et arbitre impartial.

En 1459, il se réconcilia avec le chef de la maison des Habsbourg, l'empereur Frédéric III. Avant son élection il s'était déjà ménagé les faveurs de Mathias Corvin, fils de Jean Huniade, gouverneur de la Hongrie, en lui ouvrant les portes de sa prison, après la mort de Ladislas ; cette amitié réciproque devait être scellée par le mariage de Mathias avec Catherine, fille de Georges. En d'autres occasions encore, ce dernier, en mariant habilement ses enfants, réussit à aplanir des conflits d'ancienne date ; notamment les contestations à propos de fiefs, qui avaient si longtemps nourri les querelles entre la Bohême et la Saxe, furent résolues de cette manière. Ce fut certainement une grande satisfaction pour lui que le nouveau pape Pie II (Ænéas Silvius), qui le connaissait personnellement, intervint en sa faveur à Breslau et brisât la résistance opiniâtre que cette ville manifestait à l'égard d'un roi utraquiste.

Cette intervention ne fut certes pas dictée par le désir de seconder le roi hérétique, mais par l'espoir toujours caressé de l'amener à rétablir la suprématie de l'Église romaine en Bohême. La perspective était certainement tentante, mais Pie II dut bientôt reconnaître son illusion. Georges faisait partie de cette génération hussite qui ne possédait plus l'esprit fanatique et l'intrépidité des premiers champions de Dieu, mais qui était plutôt portée à user de politique pour mettre fin aux conflits ou, tout au moins, les apaiser. Cette génération ne se serait plus livrée par goût à des discussions dogmatiques sans fin, cependant elle n'était pas indifférente en matière de religion. Ses aspirations ne tendaient pas vers la recherche de nouvelles idées morales, elle se bornait à sauvegarder contre la malveillance des catholiques, l'idéal formulé dans les compactata, qu'elle avait hérité des ancêtres.

La tâche n'était pas facile. La lutte que Georges mena toute sa vie contre la curie romaine et ses suppôts, montre combien de persistance héroïque et de fermeté de caractère il fallut dépenser contre les tentatives de mauvaise foi du parti catholique, lesquelles finirent, d'ailleurs, par provoquer une nouvelle lutte des Tchèques contre l'Europe.

Georges devait nécessairement tromper les espérances de la curie romaine, non seulement à cause de ses idées politiques, mais encore en sa qualité d'utraquiste sincère, pour qui les compactata n'étaient pas seulement une loi du pays, mais un article de foi et d'honneur. D'autre part, Georges n'avait nulle intention de se montrer particulièrement rigoureux

à l'égard du catholicisme tchèque, qui ne représentait qu'une faible minorité; en Bohême devait régner la tolérance religieuse, et non seulement la tolérance, mais les deux confessions devaient être traitées sur un pied d'égalité. Ce n'est donc pas à Georges qu'il faut imputer la guerre qui éclata plus tard entre les utraquistes tchèques et les catholiques; elle eut, d'ailleurs, des motifs plus politiques que religieux. S'il combattit l'Union de Zelená Hora, ce n'est pas parce que les partisans de cette ligue appartenaient à une autre confession, mais parce qu'ils nourrissaient des idées subversives dont ils espéraient assurer la victoire avec l'aide de l'étranger. Il s'agissait par conséquent d'une lutte contre des ennemis du pays, contre des traîtres à l'idée de l'unité nationale, cherchant à susciter des troubles et à semer l'anarchie dans le pays à peine guéri des plaies causées par de longues guerres.

Bien mieux, on découvre déjà chez Georges de Poděbrady des idées qui devançaient de beaucoup celles de son temps et dont les inspirateurs se trouvaient dans son entourage. Le grand mouvement pacifiste, resté jusqu'à nos jours une aspiration de nobles théoriciens plutôt que le but précis de politiciens pratiques, doit compter Georges parmi ses représentants les plus remarquables. Et c'est vraiment une ironie de l'histoire que ce grand monarque, inspiré de la généreuse idée de fonder une société de tous les Etats chrétiens, le roi de France en tête, société qui devait avoir pour objet de résoudre pacifiquement tous les conflits entre ses membres et qui ferait face à l'invasion turque menaçant l'Europe, ait eu à soutenir de longues et terribles luttes contre ses ennemis intérieurs et contre l'étranger. Une autre de ses idées, non moins sympathique, du reste assez répandue dans les milieux hussites (cf. le 3^e article de Prague et l'anticléricalisme hussite), consistait à exclure l'influence du pape de toutes les questions de la politique européenne et à la borner aux affaires spirituelles.

Dans le cadre de ces idées, vraiment audacieuses pour l'époque, il avait conçu le plan de réformer le Saint Empire et il s'efforça d'être un conseiller prudent pour le faible Frédéric III, au milieu des questions compliquées qui agitaient l'Europe centrale.

Ces plans, tout irréalisables qu'ils fussent, aussi bien que ceux qu'il fut en état de réaliser, lui attirèrent l'estime générale. Fait intéressant à constater, ce roi tchèque, qui parlait très mal la langue allemande, sut pacifier l'empire allemand et, par son attitude habile, se concilier les faveurs de l'empereur. Il eût été bien difficile à la curie romaine d'entrer en lutte ouverte contre un homme de cette trempe, estimé de tout le monde, toujours disposé à employer ses facultés extraordinaires à la solution des conflits les plus persistants et qui savait au besoin gagner des amis

et des alliés. Aussi, le pape Pie II se contenta-t-il, en 1462, de dénoncer les compactata et, peu de temps avant sa mort, il trouva le courage de faire citer Georges à venir se justifier devant son tribunal.

En vain l'empereur et Jošt de Rosenberg, évêque de Breslau, cherchèrent-ils à s'interposer, afin d'écartier le conflit menaçant; ils réussirent bien à éviter la rupture, mais ils ne purent amener ni la curie ni Georges, à se faire mutuellement des concessions.

Georges réitéra, en 1462, son serment solennel d'être prêt à sacrifier sa vie à la cause du calice et déclara qu'il ne reconnaîtrait jamais l'abolition des compactata. Le nouveau pape Paul II, après s'être montré assez conciliant au début, se décida bientôt pour une politique énergique. Le but était clair: il fallait briser le pouvoir de Georges; les collaborateurs pour cette besogne furent vite trouvés: les catholiques tchèques et Mathias Corvin, roi de Hongrie. L'opposition des catholiques tchèques, dont les principaux partisans appartenaient à la noblesse, n'était pas dictée par des motifs religieux. Jamais aucun acte de Georges n'avait donné aux adhérents du catholicisme des raisons de se plaindre. Ce qui les avait irrités, c'était son énergie à réprimer les abus de pouvoir commis par les États et ses efforts pour renforcer l'autorité royale. Cette dernière tendance de Georges était soutenue par les villes et par la petite noblesse qui, pour des raisons de classe, aussi bien que pour des motifs religieux, ne pouvait supporter l'égoïsme des seigneurs catholiques. Ceux-ci, dirigés par Zdeněk de Šternberk, fondèrent une association, dite „Union de Zelená Hora“ (du nom d'une ville située au Sud de Plzeň) et qui devait produire la dissidence dans le pays. Georges tenta de négocier à l'amiable avec l'Union, mais sans aucun résultat.

Au mois de décembre 1466, le pape l'ayant proclamé hérétique et parjure, et ayant délié ses sujets du serment de fidélité, Georges se vit forcé d'agir avec énergie et en quelques mois il réussit presque complètement à mettre fin aux dissensions intérieures. A ce moment le seul facteur important était l'attitude que prendraient les puissances étrangères à la suite de la sentence du pape.

Cette même année (1467), où Georges appelait de la sentence papale au concile œcuménique et entamait avec Louis XI, roi de France, des pourparlers pour convoquer cette assemblée, il se passa dans le Nord-Est de la Bohême un événement, assez insignifiant en apparence, mais dont les conséquences considérables devaient se montrer ultérieurement. Presque sur les confins de la Bohême, dans les Monts de l'Orlice, se réunissaient les représentants peu nombreux de la jeune Union des Frères Bohêmes, qui, par suite de résolutions précédemment prises, fondèrent un ordre spécial de prêtres, se séparant ainsi complètement de l'Eglise de Rome.

Il faut chercher les germes de cette communauté religieuse dans la première moitié du XV^e siècle; son père spirituel était un paysan du Sud de la Bohême, un penseur original, Pierre Chelčický.

L'esprit de ce dernier s'était formé à l'époque où dans tout le royaume résonnaient les échos des prédications que faisait Jean Hus à la chapelle de Bethléem; les écrits tchèques du prédicateur furent la source de sa nouvelle vocation. Quelques années après la mort de Hus, Chelčický apparut avec une doctrine caractéristique et radicale qui, tout en s'accordant en de nombreux points avec celle des Taborites, n'en différait pas moins sur des points fort importants. Il prêchait l'anarchisme chrétien, enseignant que les lois du pouvoir temporel, de même que celles de l'Eglise, obscurcissent les lois divines et que l'Etat, édifié par la force, constitue l'antithèse des doctrines de Jésus-Christ sur l'amour. Un vrai chrétien ne pouvait être fonctionnaire public, un vrai chrétien ne pouvait faire la guerre, ni punir qui que ce soit de mort. Un vrai chrétien devait fuir toute sorte de négoce — les villes étant l'œuvre de Caïn, le fratricide — le négoce qui engendre les bénéfices illicites et la contrainte; le chrétien devait se détourner aussi de l'Eglise romaine, „la grande prostituée“. Seule, l'occupation paisible du laboureur pouvait sauvegarder le chrétien du péché et l'aider à supporter les iniquités, contre lesquelles il ne devait pas se défendre. Le fameux principe de Tolstoï „ne pas combattre le mal par le mal“ a donc été déjà conçu et formulé en Bohême dans la première moitié du XV^e siècle. Chelčický exposa ses principes dans quelques écrits en langue tchèque, qui, vers 1450, devinrent la source d'inspiration de l'Union naissante.

Après la conclusion de la paix avec Sigismond et après la confirmation des compactata par le concile de Bâle, quelques voix isolées s'étaient fait entendre en Bohême, prétendant que cette paix stérile avec Rome ne faisait qu'arrêter l'essor de l'évolution religieuse et que les compactata étaient une trahison commise contre l'idéal des premiers hussites.

Ce mécontentement grandit surtout dans les premières années de la seconde moitié du XV^e siècle, alors que le jeune roi Ladislas ne cachait pas son dédain pour l'utraquisme et que Rokycana, navré de cette disgrâce, se laissait aller, au cours de ses prédications, à de violentes diatribes. Sa chaire était constamment entourée, surtout par un groupe d'enthousiastes sous la conduite de Grégoire, un de ses parents, à qui son oncle avait fait connaître les écrits de Chelčický. L'étude des principes de Chelčický réveilla chez Grégoire et chez ses amis l'irrésistible désir de réaliser l'idéal du philosophe tchèque, en se détachant de ce monde dépravé pour vivre conformément aux préceptes de Jésus-Christ. Rokycana, tout en refusant de devenir le directeur spirituel de ces

zélateurs de la pure doctrine du Christ, leur procura un asile dans les Monts de l'Orlice, sur le domaine de Litice. Ce fut là que les sectateurs de ce même idéal, hommes et femmes, accoururent de tous les points de la Bohême et de la Moravie pour se placer sous la conduite spirituelle du prêtre Michel. Grégoire, dont l'influence était reconnue par tous, devint l'organisateur et le chef de cette jeune communauté.

Les Frères Bohêmes différaient des autres utraquistes en ce qu'ils n'aspiraient pas à l'unité avec l'Eglise romaine, qu'ils considéraient, avec Chelčický, comme une source de dépravation morale. Excluant tous les doctes traités, ainsi que toutes les discussions théologiques, ils cherchaient à réaliser leur idéal: la vie simple selon l'Ecriture, à l'instar des apôtres. Comme tout le mouvement religieux tchèque, eux aussi mettaient en première ligne la vie morale et ils vivaient en parfait accord spirituel. Partant des idées du mouvement taborite, ils arrivèrent à simplifier l'office divin, ce qui contribuait à spiritualiser l'enseignement de Jésus-Christ. Leur façon différente de célébrer le service divin attira bientôt l'attention publique et leur valut plus de reproches que d'approbations. Georges de Poděbrady, voyant en eux une secte dont l'existence n'était pas compatible avec les lois du pays et avec le serment prêté à la curie, se décida à agir contre eux en 1460. Cette première persécution de l'Union, au cours de laquelle quelques-uns de ses adhérents souffrirent même le martyre, loin d'anéantir la jeune communauté, lui fournit l'occasion de montrer sa force de résistance et de sortir victorieuse de l'épreuve. Ce fut justement ce qui attira l'attention de tous ceux qui espéraient retrouver la pureté des doctrines primitives de Jésus-Christ; nombreux furent ceux qui devinrent ses prosélytes. L'Union donna, en 1464, à ses membres des règles fixes de discipline et d'ordre. Trois ans plus tard, elle en arriva à la séparation formelle de l'Eglise de Rome et à la création d'un clergé indépendant. Mathias de Kunvald fut le premier évêque des Frères. Par là même, les Frères se séparaient également de l'Eglise utraquiste qui se considérait comme faisant partie de l'Eglise romaine; cela ne fit qu'augmenter le nombre de leurs ennemis et donner un nouvel aliment à la persécution.

Le roi Georges, bien qu'il fût en 1468 en lutte ouverte contre le pape, n'hésita point à réprimer ce mouvement sectaire par une nouvelle persécution plus rigoureuse que celle de 1460. Beaucoup de Frères furent incarcérés, quelques-uns mêmes payèrent de leur tête leur attachement à une vie pure, mais tout cela n'effraya pas tellement les autres membres qui se réunirent désormais de nuit. Exterminer complètement ce nouveau mouvement sectaire, telle était bien l'intention de Georges, mais une guerre terrible avec Mathias Corvin, ainsi que des complications intérieures, ne

lui permirent pas de mener son plan à bonne fin. Ainsi, cette seconde persécution rapporta à l'Union bien plus d'avantages que de pertes : elle gagna de la sympathie de différents côtés, obtint une protection efficace et de nouveaux adhérents. Et, en attendant, le désir de vivre également d'une vie pure croissait de plus en plus en Bohême.

Les vellétés belliqueuses du pape Paul n'excitèrent pas grand enthousiasme chez ceux qui tenaient en main l'autorité politique dans l'Europe centrale. De nombreux princes et, avant tout, l'empereur, dont Georges s'était acquis la bienveillance, objectaient, avec une mauvaise humeur assez mal dissimulée, que le danger de l'expansion turque était bien plus considérable. Les brillantes facultés de Georges, ses efforts sincères pour maintenir la paix, parlaient en sa faveur, et ses qualités remarquables faisaient oublier son hérésie. L'Allemagne n'avait pas non plus perdu le souvenir de la défaite honteuse de ses croisés, cinquante ans auparavant ; elle n'avait guère envie de mettre de nouveau sa sécurité en danger. Casimir, roi de Pologne, montrait également peu d'empressement à enlever à Georges la couronne de Bohême pour la mettre sur sa propre tête.

Les universités de Leipzig et d'Erfurt déclarèrent nulle la sentence papale. Dans cette situation, il ne resta plus au pape qu'à accepter l'offre de Mathias, roi de Hongrie qui, sous le prétexte de protéger la catholicité, dissimulait une insatiable ambition. Bien que ce monarque ne manquât pas de grandes qualités, au point de vue du caractère, il était bien inférieur à Georges. Son ambition égoïste l'emportait sur ses scrupules de conscience et, après la mort de sa première épouse Catherine, il ne se laissa pas enchaîner par de nouveaux liens de parenté à la fortune du roi de Bohême. La popularité grandissante de son beau-père avait toujours été l'objet de sa jalousie mal dissimulée ; c'est pourquoi il s'empessa de profiter de la rupture de Georges avec Rome, dans l'espoir d'agrandir son royaume et sa puissance vers l'Ouest. La situation était grave : Mathias était un adversaire qui n'était pas à mépriser. Au cours de longues guerres contre Jiskra de Brandýs, les soldats hongrois s'étaient familiarisés avec la tactique des hussites ; le dévouement qu'ils portaient à leur roi, leur férocité et leur avidité pour le butin menaçaient d'annuler l'œuvre de la paix. La première attaque de Mathias lui donna de nouveaux espoirs. La Moravie tout entière tomba entre ses mains, la majeure partie des habitants de la Silésie et de la Lusace passèrent dans son camp (1468). Ranimés par cet insuccès de Georges, les unionistes de Zelená Hora s'enhardirent et nombreux furent ceux qui désertèrent le roi. Mais dans ce péril, l'ancien courage tchèque ne se démentit pas, la grande majorité de la nation se groupa autour de son roi chéri et le trop sanguin Mathias, qui avait déjà fait irruption en Bohême, fut

cerné, en 1469, par les troupes de Georges à Vilémov, au Sud-Est de Kutná Hora. Cependant, Georges, dans un accès de générosité, laissa Mathias partir de sa captivité, après que celui-ci eut promis solennellement d'intervenir à Rome en faveur de la Bohême pour rétablir la paix.

Cet acte de magnanimité, qui causa beaucoup de surprise et souleva beaucoup d'indignation dans le camp tchèque, fut cependant sans aucun profit. Mathias ne se départit point de son animosité contre Georges, et donna un nouvel aliment à l'hostilité qui les divisait en se faisant élire, à Olomouc, roi de Bohême. Cette perfidie que, seule, la trahison du camp catholique avait rendue possible, fut un stimulant pour l'ardeur des ultrquistes tchèques qui ne demandèrent qu'à laver ce sanglant outrage. La situation de Mathias changea bien vite. Il fut acculé à la défensive et tandis que les ennemis de Georges donnaient des preuves manifestes de dépression générale, les troupes tchèques montraient par leur bravoure que les exploits des phalanges de Žižka et de Procope n'étaient pas oubliés. En même temps, des voix conciliantes se faisaient entendre dans le parti catholique, condamnant amèrement les vociférations démagogiques et les discours incendiaires d'autrefois et prenant un ton plus calme.

Georges changea alors complètement sa façon d'agir. Il était évident que le parti adverse n'entraît en pourparlers que pour gagner du temps et pour pouvoir préparer un nouveau coup perfide. La moindre condescendance à ce moment eût équivalu au suicide et aurait été considérée comme une preuve de faiblesse. La force morale était de son côté, puisqu'on l'avait forcé à la guerre et bientôt il eut aussi pour lui la supériorité militaire. Les troupes tchèques pénétrèrent en Moravie et en Silésie, chassant devant elles la cavalerie magyare si redoutée alors, et elles pénétrèrent à plusieurs reprises sur le territoire de la Hongrie. La lutte fut terrible et épuisante, surtout pour un pays à peine relevé des suites des guerres précédentes. Georges se rendait bien compte de la difficulté, car il ne s'agissait pas seulement de vaincre, mais de rester maître de la situation. Dans ces terribles circonstances, il chercha un allié à l'étranger et le trouva dans la personne de Casimir, roi de Pologne. Renonçant héroïquement au désir de devenir le fondateur d'une nouvelle dynastie, il offrit à Vladislav, fils de Casimir, la succession au trône de Bohême. Georges montra une fois de plus en cette occurrence qu'il savait subordonner son intérêt personnel à la prospérité nationale, ne se doutant d'ailleurs pas que le sacrifice qu'il faisait pour l'avenir de son peuple serait pour celui-ci plutôt une malédiction qu'une bénédiction. Cependant, Georges put se passer des secours du roi de Pologne. Les troupes tchèques surent si bien maîtriser l'ennemi, que les têtes les plus chaudes de Rome commencèrent à se refroidir, à mesure que les esprits

mieux équilibrés se rendaient compte de l'impossibilité de vaincre les hérétiques tchèques. Mathias lui-même affirmait qu'après avoir bu de la bière de Bohême, il se contenterait du vin de Hongrie. Tout semblait présager que la furie guerrière s'apaiserait bientôt et qu'un traité de paix acceptable mettrait fin aux hostilités.

Mais l'inclémence du destin ne permit pas à Georges de couronner sa carrière par une paix qui pût effacer les traces laissées par une guerre meurtrière. Un mois après la mort de Rokycana, Georges mourut subitement en pleine force (au mois de mars de l'année 1471) et la nation entière versa des pleurs sur sa tombe.

Sa mort marque une brusque interruption dans l'histoire de la Bohême. Depuis l'époque de Charles IV, l'évolution de la nation tchèque joue un rôle important dans l'histoire de l'Europe, non seulement au point de vue politique, mais surtout à celui de la civilisation. Maintenant qu'il a donné le meilleur de lui-même et, que de longues luttes l'ont épuisé, le peuple tchèque aspire au repos.

La décadence qui commence après la mort de Georges de Poděbrady, s'annonce au début d'une manière hésitante, mais la décadence politique entraîne celle du progrès social, la force morale du hussitisme s'est désagrégée et les influences étrangères viennent saper peu à peu le grandiose édifice national.

Quoique Mathias Corvin eût réussi à arracher la Slovaquie des mains des soldats tchèques et à incorporer à la couronne de Hongrie, l'influence de la langue tchèque en Hongrie, loin d'en être amoindrie, grandit au contraire. Ayant passé les premières années de sa jeunesse à Prague, le roi Mathias, en ramena sa première femme, fille de Georges de Poděbrady, et aussi une solide connaissance de la langue tchèque. On constate avec intérêt que les lettres qui sortaient de sa chancellerie étaient écrites en tchèque et non point en magyar. La langue tchèque devint l'instrument des diplomates, de l'administration, voire même de la cour (de même qu'en Pologne bientôt après); la présence de Tchèques autour de la personne du roi, et surtout dans l'armée royale, contribua à l'extension de l'influence tchèque. L'usage de cette langue n'était pas dicté par le réveil de la conscience nationale, mais — ce qui valait mieux à cette époque — par une nécessité pratique absolue; les fondements jetés par Jiskra en furent consolidés. Tout semblait présager que l'influence intellectuelle serait renforcée encore par une union politique. Après la mort de Georges de Poděbrady, en 1471, le nom de Mathias se trouva parmi ceux des candidats qui briguaient le trône de Bohême. L'ambitieux Corvin convoitait la couronne de Saint-Venceslas, parce que la possession de la voix du Grand Electeur de Bohême, la plus puissante et la plus influente de toutes, lui

ouvrait la perspective de ceindre un jour la couronne impériale. En effet, mieux eût valu pour l'histoire de la Bohême que le trône fût occupé non pas par le faible Jagellon mais par Mathias, qui, peu scrupuleux, il est vrai, sur le choix des moyens, avait beaucoup d'énergie, sans compter que l'influence intellectuelle tchèque se serait accrue encore en Hongrie. L'union de la Bohême et de la Hongrie eût été un grand bienfait; la Slovaquie surtout en aurait largement profité, sinon au point de vue politique, en tout cas au point de vue de la civilisation.

CHAPITRE VI

LES JAGELLONS (1471—1526)

Avènement de Vladislav Jagellon en 1471. — Lutte contre le roi Mathias. — La paix de 1479 et le démembrement de la Couronne de Bohême. — Politique intérieure; catholiques favorisés, utraquistes méprisés. — Aggravation de la réaction. — Émeute à Prague en 1483. — Fin des luttes religieuses. Traité de Kutná Hora en 1485, sa prolongation en 1512. — Lutttes politiques. — Affaiblissement de la puissance royale. — Élection de Vladislav au trône de Hongrie en 1490. — Constitution de 1500. — Le roi „primus inter pares“. — Affaiblissement de la puissance politique des villes. — Lutte entre les villes et la noblesse. — Trêve de 1517. — Situation de la classe agricole. — Asservissement des paysans. — Nouveau train de vie de la noblesse. — Accroissement des „Frères Bohêmes“. — Intervention des utraquistes contre les Frères en 1478. — Reconciliation de l'Unité avec le monde. — Ordonnance de 1508 contre les Frères. — Influence de l'Unité sur les Utraquistes. — Vladislav fait couronner son fils Louis roi de Bohême. — Gestion des finances royales par des seigneurs, dont Léon de Rožmitál. — Tentatives de l'opposition. — Mort de Vladislav en 1516. — La dictature de Léon de Rožmitál. — Retour du roi en Bohême. Léon de Rožmitál destitué de ses fonctions. — Réhabilitation de Léon de Rožmitál. — Faiblesse du parti utraquiste. — Invasion de la Hongrie par les Turcs en 1526. — Mort de Louis en 1526. — Décadence intellectuelle du royaume de Bohême — Déclin de l'idéalisme. — Importance morale des Frères Bohêmes. — Doctrine de Luther. — Rapport de Luther avec la doctrine de Hus. — Essor du radicalisme religieux. — Lutte contre le néo-utraquisme. — Victoire de la réaction. — Maintien de la pureté de l'Unité. — Essai d'un accommodement avec Rome. — Lutte des néo-utraquistes pour une reconnaissance légale.

A la mort du roi Georges, le beau fils du roi de Pologne, Vladislav, alors âgé de quinze ans, fut appelé à monter sur le trône de Bohême par la majorité de la Diète. Cette élection avait d'ailleurs eu lieu à l'encontre des désirs de la Diète d'Empire de Ratisbonne, qui aurait voulu que le trône de Bohême, dont le titulaire était électeur du Saint-Empire, passât entre les mains des Allemands.

Dès le début des guerres hussites, alors que le sentiment de la solidarité slave avait pris un large développement, on avait déjà envisagé l'éventualité d'une candidature polonaise. Les hussites n'avaient pas manqué d'ailleurs de le souligner dans leurs proclamations de propagande.

Si la parenté linguistique constituait un lien puissant entre les deux nations, la différence de religion fut, par contre, un sujet de désaccord. La dynastie des Jagellons était fermement attachée au catholicisme, religion dans laquelle Vladislav avait été élevé. La Diète de Bohême ne tarda pas à présenter au nouveau roi ses desiderata. Non seulement elle insistait pour que les emplois publics ne fussent pas confiés à des

étrangers, mais elle demandait que le monarque prit l'engagement de faire observer les compactata et d'assurer la paix religieuse en Bohême. Vladislav recueillait ainsi un lourd héritage. Il eût fallu pour mettre fin aux luttes religieuses une grande énergie, de la persévérance et de la clairvoyance, qualités que le jeune roi ne possédait guère. A un roi de génie avait succédé un souverain dont les capacités moyennes auraient pu rendre au pays certains services dans une période de paix et de tranquillité, mais s'avéraient insuffisantes dans une période si agitée. L'ardeur de son catholicisme l'empêchait de comprendre la Bohême utraquiste et, l'entraînant à une réaction, risquait de l'amener à manquer à son serment. Catholique, il sut, il est vrai, attacher à sa cause les seigneurs catholiques tchèques; il se montra cependant incapable de poursuivre contre le roi Mathias les victoires décisives du roi Georges.

La faiblesse et l'hésitation, dont le jeune prince avait fait preuve dès son avènement, avaient d'ailleurs encouragé Mathias; aussi celui-ci réussit-il, en 1474, à repousser l'assaut combiné des armées de Bohême et de Pologne. Bien que sa défaite n'eût pas été complète, Vladislav n'osa plus poursuivre la lutte. Il accepta, en 1479, l'humiliante paix d'Olomouc. Le résultat de cette paix fut le démembrement du grand et puissant royaume de Bohême fondé par Charles IV, et qui, pendant plus de cinquante ans, avait victorieusement résisté aux armées des croisés. Pourtant, l'humiliation des Tchèques hérétiques ne fut pas aussi complète que la curie romaine l'eût désiré, bien qu'il ne restât à Vladislav que la Bohême; la Moravie, la Silésie et la Lusace échurent à Mathias qui, dès lors, porta comme Vladislav le titre de roi de Bohême. Amoin-drie dans son territoire, affaiblie politiquement, la Bohême, perdit aussi l'importance et l'autorité dont elle jouissait. Le lien unissant les pays de la couronne de Saint-Venceslas, relâché dans la période précédente, a été alors presque totalement rompu et il ne restait en 1479 que peu d'espoir de le voir un jour aussi fort qu'autrefois.

En politique intérieure comme en politique extérieure Vladislav ne tarda pas à faire preuve d'un manque absolu d'habileté. Élevé au trône de Bohême par la majorité utraquiste, il ne s'en montra pas reconnaissant et sut mal dissimuler son aversion à l'égard des hérétiques tchèques. Ainsi on vit les prêtres utraquistes emprisonnés, insultés et ridiculisés devant la cour royale catholique, alors que les prédicateurs catholiques pouvaient donner libre cours à leur éloquence passionnée. Les esprits s'exaltèrent dans les villes et le parti utraquiste, en présence des actes du roi, se rendit compte que celui-ci ne songeait nullement à observer une ligne de conduite plus circonspecte et à respecter son serment.

Au Congrès du parti utraquiste tenu en 1478, la majorité ne dissimula pas son indignation à l'égard de l'attitude du gouvernement; on vit alors les assistants prêter à nouveau l'ancien serment hussite et s'engager à sacrifier leurs biens et leur vie pour sauvegarder la loi divine. Avec un sens très net de la situation, les Utraquistes se promirent de renoncer à leurs discordes intestines et d'unir leurs efforts contre les dangers de la réaction. Un conseil, comprenant six laïques, reçut la mission de contrôler le consistoire utraquiste reconstitué et de veiller à ce que les compactata ne fussent pas violés par le roi.

La faiblesse des Utraquistes tenait à ce qu'ils manquaient de prêtres. Les hussites qui admettaient la succession apostolique et n'osaient pas rompre définitivement avec Rome en créant un ordre de prêtres indépendants, comme cela s'était produit pour l'Unité des Frères, ne purent obtenir des évêques catholiques l'ordination de leurs prêtres. Jusqu'en 1475 il n'y eut que quelques évêques italiens pauvres à consentir, moyennant rétribution, à ordonner les candidats tchèques. Ce procédé, d'ailleurs peu moral, et qui nécessitait d'autre part de forts crédits, ne dura pas longtemps. Le pape l'interdit bientôt. L'arrivée en Bohême d'Augustin Lucian, évêque de Santorin, qui de 1482 à 1491, ordonna les prêtres utraquistes et dirigea le consistoire, apporta une certaine amélioration. Cependant, malgré toute l'activité déployée par Augustin Lucian et plus tard par Philippe de Novavilla, évêque de Sidon (1504—1507), ceux-ci ne réussirent pas à tenir lieu de chefs des Utraquistes reconnus par la papauté. Tous les efforts tendant à faire accepter par Rome l'archevêque hussite demeurèrent sans succès; pourtant le roi Vladislav, lors de son avènement au trône s'était engagé dans un serment solennel à intervenir auprès du pape, afin que l'investiture canonique fût concédée à l'archevêque utraquiste.

Vladislav choisit comme centres de réaction catholique les deux plus importantes villes tchèques: Prague et Kutná Hora, et y nomma comme échevins les Utraquistes les moins fervents, c'est-à-dire ceux qui pour des questions d'intérêt étaient prêts à abjurer leur foi. Leur vénalité et les mesures administratives prises furent telles qu'elles irritèrent la population sincèrement attachée au calice. Un odieux service d'espionnage leur fit connaître les protestataires qu'ils firent emprisonner. On put voir alors journellement de zélés prédicateurs catholiques lancer des imprecations contre le calice. Les Utraquistes qui tentaient de résister à cette réaction étaient châtiés sévèrement. Le mécontentement devint bientôt général et ne tarda pas à se manifester de tous côtés. On n'ignorait pas que les mesures prises avaient été inspirées par le roi et sa cour; la crainte d'un redoublement de violences provoqua un éclat. Des bruits alarmants circulaient à Prague, c'est ainsi qu'on disait que les

échevins avaient décidé le massacre d'un certain nombre d'Utraquistes praguais et l'expulsion des autres. Ces bruits fortement exagérés, sans doute, n'étaient pas néanmoins dénués de tout fondement. Le peuple énervé n'attendit pas l'exécution de ces projets. Une émeute éclata à Prague en septembre 1483. Quelques échevins périrent, d'autres furent jetés en prison; ceux qui, parmi les Allemands, étaient adversaires irréductibles du calice, ainsi que les fanatiques Cordeliers déchaussés, furent expulsés.

Vladislav tenta de réprimer l'émeute par la force, mais ses armées n'étaient pas assez sûres. C'est ainsi que Kutná Hora lui ferma ses portes; d'autre part, l'étranger qu'il avait appelé à son aide lui refusa tout concours. Il dut se résigner à signer un traité de paix avec le parti utraquiste, en 1485, à Kutná Hora. Par ce traité, il fut décidé que les partis utraquiste et catholique seraient traités sur un pied d'égalité et défense fut faite aux prêtres des deux confessions de se livrer réciproquement à des manifestations hostiles. En 1512 ce traité fut prolongé sans délai de dénonciation. Après une lutte religieuse qui avait duré presque un siècle, une ère de tolérance s'ouvrit enfin. Cette tolérance ne s'étendit pas cependant à l'Unité des Frères.

Pourtant, malgré ce traité qui mettait fin aux guerres religieuses en Bohême, le calme ne se rétablissait pas; aux luttes religieuses succédèrent des luttes politiques non moins acharnées et les conflits sociaux apparurent au premier plan.

La faiblesse de Vladislav compromit l'autorité royale. Les biens de la couronne furent dilapidés par le roi, qui perdit la majeure partie de ses ressources. En réalité la Bohême devint une république oligarchique. Le pouvoir exécutif fut accaparé presque exclusivement par quelques familles nobles qui cherchèrent à dominer les autres classes de la société. Le roi ne sut pas réprimer les abus des nobles, au contraire, il était prêt à leur sacrifier les villes, ses alliés naturels. Tandis que dans les pays occidentaux le pouvoir royal s'affermissait et réprimait les excès de la noblesse, en Bohême, à l'exemple de la Pologne, l'importance des États augmentait au détriment de la puissance royale. Les intérêts particuliers l'emportaient dans les esprits sur l'idée de l'unité et de la solidarité nationales.

Rien ne pouvait mieux favoriser les passions des familles nobles que l'élévation au trône de Hongrie du roi Vladislav, en 1490. De ce fait, il ne résida presque plus en Bohême et vécut dans un pays en proie aux dissensions intestines et, de plus, exposé aux dangers de l'invasion turque. Pourtant les pays de la Couronne cédés à Mathias lors de la paix d'Olomouc revinrent sans compensation à la Couronne de Bohême; ce fut là le seul avantage que la Bohême recueillit de cette élection.

L'union de la Bohême et de la Hongrie à cette époque fut purement personnelle; elle ne donna lieu à un rapprochement ni plus étroit, ni plus durable de ces deux Etats. La Bohême continua à exercer son influence sur les Hongrois et notamment sur les Slovaques, qu'un écrivain de cette époque considère comme une nation distincte. La conscience nationale slovaque, éclosée sous l'influence tchèque, ne cessera plus de se manifester, de même que l'influence tchèque ne cessera pas plus tard d'agir sur la Slovaquie sous le gouvernement des Habsbourg.

En 1500 le pays fut doté d'une constitution dans les dispositions de laquelle se reflétait la suprématie de la noblesse. Dépourvu de toutes ressources, le roi se trouva à la merci de la Diète, qui, ayant le droit de voter les impôts, s'était arrogé également celui de régler les dépenses et de fixer les effectifs nécessaires à la défense du pays. Le roi conservait seulement le droit de disposer de ceux-ci en cas d'attaque extérieure. Les principales fonctions du pays furent réparties entre les seigneurs et les chevaliers dans une proportion convenue; les préfets des districts politiques de Bohême étaient également élus par la noblesse. Les fonctionnaires ne prêtaient serment qu'au nom de la constitution et comme ils étaient chargés de contrôler les actes du roi, celui-ci n'avait pas le droit de les destituer de leurs fonctions. Les membres du tribunal suprême devinrent inamovibles, leurs sentences irrévocables; le roi eut ainsi rarement l'opportunité d'user de son droit de grâce. Ainsi le pouvoir législatif et exécutif tout entier était entre les mains des nobles. Le roi n'était en somme qu'un personnage représentatif placé sous le contrôle de la Diète du pays, composée, en dehors des membres de la noblesse, des délégués des Congrès provinciaux.

Les efforts qui se manifestaient dans la constitution de l'année 1500 tendaient à exclure les villes royales du groupe des états privilégiés et, en conséquence, à les priver du droit de siéger à la Diète. Les villes qui, surtout dans la première période des guerres hussites, étaient devenues le facteur politique prépondérant, avaient vu leur puissance s'accroître considérablement pendant toute la durée de la lutte. La haute noblesse réussit à ce moment à détacher des villes la petite noblesse qui, bientôt, renia son glorieux passé. Les villes où dominaient les éléments utraquistes, furent soumises aux exigences des nobles favorisés par l'imprévoyance du roi Vladislav. Cette lutte avait commencé bien avant l'année 1500. On pouvait croire qu'après la publication de la Constitution approuvée par Vladislav les villes seraient désormais privées de leurs privilèges politiques si importants; le vice-chambellan (subcamerarius) chargé de la haute surveillance des villes royales fut choisi parmi les membres de la petite noblesse. Les villes tombaient ainsi sous la tutelle de la noblesse. Les

villes n'étaient néanmoins nullement décidées à perdre de gaieté de cœur les avantages qu'elles avaient acquis; elles commencèrent une lutte qui dura de longues années et au cours de laquelle elles firent preuve d'une résistance et d'une ténacité remarquables. La noblesse essayait d'anéantir leur commerce en arrêtant les marchands sur les routes et en abolissant les anciens privilèges municipaux. Dans le pays tout entier se déchaîna une guérilla qui épuisait les deux partis et ruinait la contrée. Ce n'est qu'en 1517 qu'une trêve intervint, par le traité de S^t Venceslas. Les villes renoncèrent au monopole de la bière; en échange, la noblesse leur reconnut l'autonomie et le droit d'envoyer à la Diète des délégués avec voix délibérative intégrale. Toutes les difficultés ne furent d'ailleurs pas résolues par ce traité et la noblesse continua à faire sentir sa prépondérance sur le Tiers-État.

La faiblesse du gouvernement des Jagellons fut particulièrement funeste à la classe agricole. Les précédentes guerres avaient éloigné des fermes de nombreux paysans. Cette absence de travailleurs diminuait les revenus des seigneurs qui se virent contraints de prendre des mesures assujettissant les paysans au servage de la glèbe, mesures qui, sous le règne de Vladislav, vinrent renforcer les anciennes tentatives faites au XIV^{ème} siècle pour restreindre la faculté de migration des paysans. Dès l'avènement des Jagellons aucun paysan ne put quitter sa ferme sans le consentement de son seigneur. Les nobles s'engageaient réciproquement à ne pas accepter sur leurs terres des paysans et des domestiques ayant abandonné leurs maîtres. Un arrêté de 1487 de la Diète nationale consacrait ainsi l'asservissement héréditaire des populations rurales, confirmé plus tard par la Constitution de 1500. L'argent perdant son pouvoir d'achat, le rendement des impôts ne suffisait plus aux dépenses nécessitées par le développement du luxe né de l'extension du commerce en Europe Centrale; ce changement fit perdre aux seigneurs même leur ancien idéal de chevalerie. On vit des seigneurs abandonner l'épée pour la charrue; ils descendirent de leurs châteaux forts perchés sur des rochers inaccessibles et s'installèrent dans la plaine près des champs fertiles et des fermes. Abandonnant alors l'ancien système d'affermage de leurs propriétés, ils dirigèrent eux-mêmes des exploitations agricoles, creusèrent des étangs pour la pisciculture et exploitèrent des brasseries tout en augmentant sans cesse les corvées de leurs sujets.

Lors de son avènement au trône, Vladislav ouvrit les portes des prisons royales où étaient incarcérés les chefs des „Frères Bohêmes“ depuis 1468. Les Frères, particulièrement nombreux dans le Nord-Est de la Bohême et dans quelques villes de Moravie, y avaient fondé des communautés protégées par quelques seigneurs bohêmes et moraves. Parmi ces protecteurs, le plus influent était le capitaine morave Ctibor Tovačovský. Les Frères ne jouissant pas de l'estime des Utraquistes, leurs représentants durent

se soumettre en 1478 à un examen de la part du consistoire utraquiste. Cet examen fit ressortir, entre autres divergences, que les Frères n'admettaient pas le baptême des mains des prêtres ordonnés par Rome et exigeaient un nouveau baptême de leurs membres. Pourtant aucune persécution ne suivit cette constatation. Les Frères surveillaient avec un soin jaloux les mœurs de leurs adeptes, et leur but était de se rapprocher de l'idéal du Christ. Ils envoyèrent des missions jusqu'en Orient étudier la vie de certains chrétiens qui, au dire de légendes, menaient une vie d'apôtres.

Néanmoins l'Unité subit une profonde révolution intérieure par suite de l'atténuation de sa règle qui l'empêchait jusqu'alors de se mêler au monde. L'idéal créé par le frère Řehoř (Grégoire), qui fonda l'Unité en s'inspirant des ouvrages de Pierre Chelčický, était trop utopique pour pouvoir s'adapter facilement à la vie pratique. L'Unité se rapprocha dans une certaine mesure du monde extérieur. Des luttes intestines résultèrent cependant de ce changement d'attitude et un schisme, connu sous le nom de „Petit parti“ — qui subsista jusqu'au XVI^{ème} siècle — se produisit lorsqu'en 1494 la majorité se décida à abandonner l'intransigeance de Řehoř. Le congrès de Rychnov en 1494 marque une date importante. Tout en conservant religieusement sa sévère morale, l'Unité, prenant contact avec le monde, exerça une influence salutaire sur les esprits. Ayant abandonné enfin sa méfiance pour les études supérieures, l'Unité vit bientôt surgir de ses rangs des savants et des écrivains qui comptaient parmi les plus importants dans la vie spirituelle tchèque de ce temps. Les assemblées des Frères, dont l'organe exécutif comprenait quatre évêques et quelques prêtres, constituaient le Tribunal suprême de l'Unité. A cette époque, un des membres les plus influents était le frère Lucas, qui résidait à Mladá Boleslav.

Les catholiques et les Utraquistes orthodoxes voyaient d'un fort mauvais œil la prospérité croissante de l'Unité, qui devenait pour eux un rival dangereux acquérant sans cesse une nouvelle force morale. Cette animosité les poussa à agir auprès du roi Vladislav qui prit alors par une ordonnance en 1503 des mesures contre les Frères dont la communauté n'avait pas été reconnue par le traité de paix religieuse conclu à Kutná Hora en 1485. Cette ordonnance, renouvelée et complétée en 1508, fut enregistrée et prit ainsi force de loi; toutes les réunions des Frères furent dès lors interdites et leurs ouvrages littéraires condamnés. Un certain nombre d'entre eux furent emprisonnés, d'autres payèrent leur résistance de leur vie.

En 1514, la persécution diminua d'intensité, et l'on put se rendre compte que cette persécution n'avait fait que développer l'Unité et renforcer son

influence et son autorité. Cette constatation encouragea certains Utraquistes rigoristes à tenter également dans leur parti une semblable épuration et à battre en brèche la rigidité conservatrice de leur Consistoire qui entravait tout progrès spirituel.

De son mariage avec Anne de Coudole, petite-fille de Marie d'Orléans, Vladislav eut deux enfants: une fille, Anne et un fils, Louis. Il fit pendant les dernières années de son règne les plus grands efforts pour assurer à son fils le trône de Bohême et surtout celui de Hongrie, où il vit ses efforts contrariés par l'ambition de Jean Zapoľy. En 1509 la noblesse de Bohême consentit à ce que Louis, alors âgé de trois ans reçût la couronne de Bohême; le titre royal fut à peu près tout l'héritage de Vladislav, qui vers cette époque semblait avoir perdu même le peu d'énergie qu'il avait manifestée par intermittences, pour tomber dans une sorte de léthargie apathique.

En 1508 les États se portèrent garants de toutes les dettes du roi, à la condition de gérer les revenus royaux. Cette solution porta un coup funeste au pouvoir financier du roi et permit aux administrateurs de s'enrichir sans scrupules à ses dépens; un des plus rapaces et dont la cupidité devint proverbiale, fut Zdeněk Léon de Rožmitál qui accrut en peu de temps son faible patrimoine au point de pouvoir passer pour un des plus riches seigneurs tchèques de cette époque. S'appuyant sur le parti catholique et ennemi acharné des villes, il s'entoura de parasites qui espéraient profiter du désordre pour faire leur fortune. L'esprit d'égoïsme reprit le dessus et la guerre civile se ralluma. Les adversaires politiques de Léon, isolés au début, eurent bientôt un chef habile, Bartoloměj de Münsterberg, petit-fils de Georges de Poděbrady, orateur puissant et écouté. Il groupa autour de lui les villes, les chevaliers et quelques membres de la noblesse. Sa mort prématurée ralentit le zèle de ses partisans et le roi Vladislav, qui avait été gagné à leur cause, reprit une attitude passive. Peu de temps après, en 1516, Vladislav mourut en désignant comme tuteurs tchèques de son fils mineur Louis, Léon de Rožmitál, premier burgrave de Prague, et le farouche catholique Břetislav Švihovský de Risenberk, la tutelle suprême étant dévolue à Sigismond de Pologne et à l'empereur Maximilien.

En fait, le gouvernement passa entre les mains de Léon qui dans la circonstance sut faire preuve de patriotisme et regagna ainsi la confiance d'un grand nombre de ses anciens adversaires. En vain Guillaume de Pernštejn, membre estimé de la haute noblesse, essayait-il de percer à jour ces intrigues. Le pouvoir suprême resta entre les mains de Léon de Rožmitál même quand le jeune roi fut déclaré majeur. A vrai dire il n'y avait pas de gouvernement bien établi. Le despotisme de Léon

ne faisait que fortifier l'opposition qui pour se défendre n'hésitait pas à recourir aux armes. Le séjour du roi à l'étranger contribuait encore à l'irritation générale.

Ce n'est qu'en 1522 que Louis, se débarrassant de l'influence des magnats hongrois, prit la résolution de se rendre en Bohême. Son arrivée fut saluée comme si elle eût dû inaugurer une ère de paix et de prospérité. Ce roi de seize ans prit, en arrivant à Prague, une décision énergique d'une très grande portée. Il enleva l'administration du royaume à Léon et la donna à quelques Utraquistes. La surveillance des villes royales fut confiée à Jean Hlavsa de Liboslav, protecteur éclairé du nouveau mouvement luthérien. Mais cette nomination fut violemment combattue par les anciens détenteurs du pouvoir qui n'acceptaient pas de perdre leurs privilèges. Pašek de Vrat, devenu entre temps ami de Léon de Rožmitál, organisa un coup de main à Prague et dispersa les partisans de Hlavsa qui furent obligés de s'exiler. Pendant cinq ans, malgré les ordres du roi, Pašek fut le maître de Prague. En 1524 Louis, homme indécis, rétablit dans ses anciennes fonctions de premier burgrave de Prague Léon de Rožmitál dont les partisans retrouvèrent ainsi les dignités auxquelles ils avaient été forcés de renoncer en 1522. La guerre civile, à peine éteinte, se ralluma. C'est en vain que le jeune roi tenta de remédier à la mesure imprévoyante qu'il avait prise. En gagnant du temps il aurait pu soumettre Léon et Pašek et aurait réussi à grouper autour de lui un certain nombre de partisans disposés à sacrifier leurs intérêts personnels à l'intérêt général de la patrie. Le parti de l'ordre manquait de chefs capables et intelligents tandis que le parti catholique, bien que formant une minorité insignifiante, avait en la personne de Léon de Rožmitál un chef énergique et sans scrupules. Le parti utraquiste, bien que constituant la majorité de la nation, était affaibli par les dissensions intestines et était ainsi incapable de soutenir la lutte contre les catholiques. Le jeune roi n'avait ni le temps, ni l'énergie nécessaires pour prendre la tête de ce parti de l'ordre, qui était cependant son allié naturel dans sa lutte contre les tendances oligarchiques des chefs du catholicisme tchèque.

Déjà maîtres des Balkans, les Turcs, sous la conduite de Soliman, leur audacieux sultan, franchirent en grand nombre le Danube et envahirent la Hongrie en 1526. Dans cette circonstance, le roi, âgé de vingt ans, montra un courage chevaleresque. A la tête d'une poignée de Hongrois il s'avança contre les Turcs, dix fois plus nombreux. Les renforts tchèques, par l'incurie de Léon de Rožmitál et de Pašek, arrivèrent trop tard pour participer à la bataille, de sorte que, le 29 août 1526, après un combat bref, les Turcs remportèrent la victoire. Le roi poursuivi par

l'ennemi se noya dans des marécages, près de Mohacs. La couronne de Bohême vacante excita alors la convoitise de nombreux prétendants.

La défaite de Louis Jagellon à Mohacs en 1526 ouvrit aux Turcs la route de l'Europe centrale et la Hongrie devint le théâtre d'une longue et très dure lutte entre le croissant et les Habsbourg. La Slovaquie, que rien ne défendait au Sud, eut grandement à souffrir, elle aussi, durant cette ère sanglante; là où elle n'était pas directement — comme au Sud — entre les mains des Turcs, elle eut à subir fréquemment les incursions des hordes ennemies qui remontaient dans la Slovaquie du Nord pour s'y ravitailler et y ravir des femmes. Mais, même dans les régions où les Habsbourg maintinrent leur autorité (dans la Slovaquie occidentale, par exemple), les populations ne furent pas beaucoup plus heureuses. Une lourde servitude pesait sur les paysans: on les regardait à peu près comme des brutes et leurs maîtres — tant laïcs qu'ecclésiastiques — n'éprouvaient à leur égard aucun sentiment de pitié. Des insurrections répétées ne changèrent rien à la condition sociale lamentable du peuple slovaque: au contraire, toutes ces révoltes infructueuses furent expiées dans le sang. Par la volonté des magnats hongrois, l'instabilité de la puissance des Habsbourg en Hongrie s'accrut à mesure qu'elle s'étendait matériellement — et cet état de choses se prolongea jusque dans la première moitié du XVIII^e siècle.

Les malheurs de la Bohême à l'époque des Jagellons résultèrent d'une décadence spirituelle qui avait plongé le royaume tout entier dans une espèce de torpeur. Du règne de Charles IV à la mort de Georges de Poděbrady la Bohême s'était maintenue à un haut degré de perfection morale. A cette époque le prestige politique et intellectuel de la Bohême était supérieur à celui des autres pays de l'Europe. Pendant deux siècles elle fut le bastion du progrès et considérablement en avance sur son époque.

Grâce à leur dévouement héroïque, pendant de longues années, les Tchèques défendirent leur idéal moral contre une majorité écrasante. Mais l'ère du courage viril et de la foi ardente en un idéal fut suivie d'une période de lassitude et d'apathie. Les caractères s'amollirent et devinrent la proie facile du matérialisme égoïste. Ce fut surtout parmi les membres de la minorité catholique que ce matérialisme se manifesta; adversaires de l'idéal moral tchèque, ils avaient dû pendant plusieurs dizaines d'années renoncer à leurs intérêts et à leurs plans. Sous le règne de Vladislav, leur funeste exemple fut suivi par un certain nombre d'Utraquistes restés figés dans l'orthodoxie officielle et qui s'opposaient à l'évolution intellectuelle. Le petit groupe de Frères Bohêmes — telle une île au milieu de la mer — résistait seul à la décadence générale. Les procédés du consistoire utraquiste mécontentaient la majorité de la

population. En dehors même de l'Unité des Frères on pouvait donc constater une certaine opposition à l'Utraquisme officiel qui avait presque complètement abandonné l'esprit du Hussitisme. L'ermite Mathias, venu à Prague, au mois de novembre 1519, devint l'interprète de ce mécontentement dans des prédications inspirées de la doctrine de Chelčický et des Taborites. Les nombreux mécontents trouvèrent alors un programme concret dans la nouvelle doctrine enseignée par Luther.

Le conflit entre Luther et l'Église romaine éveilla dès son début un vif intérêt en Bohême. Cet intérêt s'acerut encore lorsque, au cours de la discussion de Leipzig, Luther déclara que Jean Hus avait été injustement condamné. Les amis de Luther en Bohême lui envoyèrent les écrits de Hus et Luther fut condamné, par bulle pontificale, pour avoir renouvelé les hérésies wicléfiennes, hussite et tchèque. Luther n'entra en conflit avec la papauté qu'après de longues luttes morales et sans avoir une connaissance approfondie des théories du hussitisme. Après avoir brûlé la bulle pontificale, il étudia sérieusement la Réforme en Bohême et formula sa célèbre déclaration : „Sans m'en douter j'ai jusqu'à présent enseigné et cru comme Jean Hus; en somme, sans le savoir, nous sommes tous hussites“. Le hussitisme trouva en Luther et en Ulrich Hutten, humaniste passionné, deux zélés protecteurs en Allemagne; la bibliothèque de ce dernier renfermait de nombreux traités hussites dont une partie avait déjà été éditée en trois volumes sous le nom de Hus par Otto de Brunfels en 1524. Après cent ans de luttes épuisantes, l'esprit de la Réforme rapprocha Tchèques et Allemands. L'apathie et l'irrésolution des Tchèques furent secouées par l'action de Luther. Comme à l'époque de Milič, de Mathieu de Janov et de Jean Hus, la Bohême, surtout Prague, retentit à nouveau de protestations indignées contre le culte des saints et celui des images. On dut même interdire dans certaines circonstances des cérémonies religieuses catholiques reprises par l'Utraquisme officiel. Les radicaux agirent surtout à Prague; ce fut l'époque où les ouvrages de Chelčický et d'autres réformateurs tchèques furent édités par Paul Séverin de Kapí Hora.

A Wittemberg les étudiants tchèques se pénétraient d'idées hostiles à la papauté, et revenus dans leur patrie, propageaient des théories avancées et radicales.

Les tentatives des Utraquistes progressistes, appelés *néo-utraquistes*, se heurtèrent bientôt à la résistance des Utraquistes conservateurs dont le synode décida en avril 1521 de s'opposer à toute innovation: défense y fut faite de modifier les rites et les usages liturgiques. Le consistoire utraquiste, citadelle des conservateurs rigides, négocia secrètement avec les catholiques. L'administrateur du consistoire Venceslas Šišmánek se

déclara prêt à observer tous les rites catholiques, tout en restant fidèle au calice. Pourtant la masse du peuple se laissa gagner par le néo-utraquisme qui se concilia également dans une certaine mesure la sympathie des Etats. Luther adressa aux Etats de Bohême une lettre dans laquelle il les exhortait à rester fidèles à l'esprit de Hus et à persévérer dans leur opposition contre Rome. Le coup de main de 1522 qui renversa Léon de Rožmítál apporta au néo-utraquisme un regain d'influence. Le gouvernement passa alors aux mains d'utraquistes tels que Jean de Warthenberg, Conrad Krajiř, zélé défenseur de l'Unité des Frères, et Jean Hlavsa, fervents partisans de l'utraquisme radical. L'Université également se laissa entraîner par le nouveau courant d'idées. Une seconde lettre de Luther vint conseiller aux Tchèques de se séparer complètement de l'Église romaine et d'instituer un ordre ecclésiastique indépendant. Le congrès du parti utraquiste, en janvier 1524, adopta des articles de foi d'un esprit nettement néo-utraquiste et nomma Havel Cahera, curé de Týn et alors fervent partisan de Luther, administrateur du consistoire. C'est ce même congrès qui a refusé d'admettre l'ordination des prêtres néo-utraquistes par les évêques catholiques et qui a fondé, suivant l'exemple de l'Unité des Frères, un ordre ecclésiastique indépendant de l'Église romaine. Cette révolution fut trop subite pour être profonde; les conservateurs dirigés par Pašek de Vrat formaient à Prague même un bloc compact. A ce moment critique, Cahera, administrateur du consistoire, eut la faiblesse coupable de se rallier aux vieux-utraquistes qui l'emportèrent lors du coup de main du mois d'août 1524. Pašek ouvrit alors à Prague une ère de terreur, en expulsa prêtres et bourgeois néo-utraquistes; il fit même brûler un certain nombre de ceux qu'il considérait comme hérétiques. Les Frères qui avaient approuvé l'action de Luther et entretenu des relations avec lui subirent le même sort et furent expulsés de Prague. Ce mouvement qui laissait entrevoir de telles perspectives d'avenir, avorta bientôt. Cependant les Frères veillèrent toujours avec un soin jaloux à conserver la pureté de leur doctrine; le Frère Lucas particulièrement résista à toutes les tentatives de fusionnement tant avec les néo-utraquistes qu'avec les Luthériens. Les Frères réussirent également à préserver la pureté de leur dogme de l'influence des doctrines de Zwingli, qui pénétrèrent en Bohême dès 1526; ceux de leurs adeptes qui s'en montrèrent partisans, furent exclus de l'Unité. Seule la petite secte de Habrovany, fondée depuis peu, adopta les principes eucharistiques de Zwingli.

La victoire de Pašek et du parti vieil-utraquiste en 1524 ne fut pourtant pas complète. Au mois de février 1525, sur l'avis de Zdeněk Léon de Rožmítál, la Diète de Bohême proposa un accord entre catholiques et utraquistes, auquel les Etats néo-utraquistes firent une opposition consi-

dérable. Ainsi il ne fut pas possible de réaliser un accommodement entre Rome et la Bohême utraquiste. Les vieux-utraquistes désiraient, au fond, une entente avec Rome et demeurèrent fidèles aux compactata. Les néo-utraquistes au contraire considéraient les compactata comme un vestige du passé ne correspondant plus à l'esprit de l'époque. L'avantage des vieux-utraquistes consistait en ce que les compactata avaient force de loi. Les néo-utraquistes n'étaient même pas reconnus légalement. Bien que numériquement puissants, les néo-utraquistes avaient fort à faire pour se faire reconnaître légalement, d'autant plus que Ferdinand I^{er}, farouche catholique et ennemi déclaré de toute innovation religieuse allait succéder aux faibles Jagellons.

En résumé, la situation religieuse, en Bohême, à la mort de Louis était plus inextricable encore qu'à la mort de Georges de Poděbrady. Les luttes religieuses au XVI^{ème} siècle ne furent pas aussi violentes qu'au XV^{ème}, mais elles continuèrent néanmoins à troubler la vie publique tchèque jusqu'au commencement du XVII^{ème} siècle, époque où un dénouement tragique vint y mettre fin...

CHAPITRE VII.

LES HABSBOURG.

FERDINAND I^{er} ET MAXIMILIEN II (1526—1576)

Efforts des Habsbourg pour s'emparer de la Bohême. Conventions entre les Habsbourg et les Jagellons. — Ferdinand élu roi de Bohême. — Arrivée du nouveau roi à Prague. — Efforts du nouveau roi pour consolider son pouvoir. — Le danger turc et la lutte religieuse. — Lutte du roi contre les Etats. — Sécurité du pays. — Lutte contre l'opposition. — Accroissement du pouvoir royal sur les villes. — Destruction du capitulaire d'élection de 1527. — Situation religieuse. — Affermissement du parti néo-utraquiste. — Essai d'un rapprochement avec l'Unité des Frères. — Intervention énergique de Ferdinand contre les néo-utraquistes. — Rapports de l'Unité des Frères avec les Réformes allemande et suisse. — Retour à la conception de Lucas. — Rapports de l'Unité avec les néo-utraquistes. — Efforts des Frères pour une reconnaissance légale. — Opposition contre Ferdinand. — Violation de la Constitution par le roi. — Les villes et l'Unité à la tête du mouvement. — Échec de la révolution. — Châtiment des villes. — Affaiblissement politique des villes. — Punition des chefs de la révolte. — Persécution de l'Unité. — Premier exil. — L'Unité en Moravie. — Essai d'accordement. — Nouvelle attaque du roi contre les protestants. — Jan Blahoslav, chef intellectuel de l'Unité. — Activité littéraire de l'Unité. — Les écoles des Frères Bohêmes. — Nouvelles tendances de la politique religieuse. Les Jésuites à Prague 1556. — Réinstallation d'un archevêque à Prague 1561. — Le Consistoire utraquiste entre les mains du roi. — Le pape accorde la communion sous les deux espèces. — Maximilien II (1564—1576). — Espoirs des non-catholiques. — La politique de Maximilien en Bohême. — Vains espoirs des non-catholiques. — Abolition des Compactata. — L'édit de Vladislav contre les Frères est remis en vigueur. — Rejet des revendications des néo-utraquistes et des Frères Bohêmes 1571. — Tentatives de rapprochement entre les vieux-utraquistes et les catholiques. — La religion sur les biens des néo-utraquistes. — Situation de catholicisme. — Politique des Jésuites. — Tendances à l'union des néo-utraquistes et des Frères Bohêmes. — Lutte pour la liberté religieuse. — La Diète de 1575. — Attitude des néo-utraquistes. — Base de la Confession tchèque. — Position difficile du roi. — Règlement de la question par un compromis. — La valeur de la parole royale. Les effets de l'échec des néo-utraquistes. — Mort de Maximilien

Louis, dont la femme Marie appartenait à la famille des Habsbourg, mourut sans enfants. Sa mort laissa vacants les trônes de Bohême et de Hongrie. Les Etats des deux pays se disposèrent à élire un nouveau monarque, se prévalant de leur suprématie acquise sur le pouvoir royal.

La bataille de Mohács avait permis de constater clairement la réalité du danger turc qui menaçait l'Europe occidentale depuis un siècle. Sous l'influence de cette menace, la couronne de St-Etienne chercha un appui auprès des autres Etats de l'Europe centrale. Un certain nombre d'historiens en ont conclu, un peu trop hâtivement, que l'élection de Ferdinand I^{er} comme roi de Bohême était uniquement due à la crainte du danger turc,

de sorte que les Turcs auraient ainsi été en quelque sorte les fondateurs de la monarchie austro-hongroise. Cette conclusion est un peu simpliste; une étude attentive des circonstances qui ont entouré l'élection de Ferdinand comme roi de Bohême mettra les choses au point; on verra que les causes de ce choix furent toutes différentes et qu'à ce moment-là les Etats de Bohême n'étaient pas enclins à participer de bon gré à des mesures de défense contre les Turcs.

La monarchie autrichienne, en tant qu'Etat dynastique, fut fondée par la famille des Habsbourg, et dès le début elle s'efforça d'accroître son pouvoir et ses biens; tous les moyens lui semblèrent bons pour y réussir. Depuis des siècles la Bohême avait été l'objet des convoitises de cette famille. En 1278 Rodolphe de Habsbourg anéantit le puissant Etat de Přemysl II et essaya ensuite de recueillir l'héritage des Přemyslides. Quelque temps après, Albert d'Autriche, qui avait déployé tous ses efforts pour empêcher l'annexion de la Hongrie et de la Pologne par la Bohême, tenta de s'emparer de l'héritage des Přemyslides. La puissance des Luxembourg, qui ajoutèrent à la couronne de S^t Venceslas la Silésie et les deux Lusaces, mit un frein à la convoitise des Habsbourg au moins pour quelque temps. Ne pouvant prétendre à conquérir la Bohême par la force, ils changèrent de tactique et s'assurèrent des droits sur l'Etat le plus puissant de l'Europe centrale par des conventions d'héritage conclues avec la dynastie des Luxembourg. Malgré les efforts d'Albert d'Autriche, gendre de Sigismond, pour affaiblir la Bohême hérétique, les chances des Habsbourg étaient minces. Pendant les guerres hussites, les Tchèques refusèrent de reconnaître comme roi Sigismond, bien qu'il fût de la maison de Luxembourg, la volonté du peuple l'emportant sur les conventions écrites. Seule, la reconnaissance de Sigismond comme roi rendit accessible aux Habsbourg la couronne de Bohême, à sa mort donc son gendre Albert lui succéda. Cependant lorsque Ladislas, fils d'Albert, mourut, cette dynastie, représentée par le faible empereur Frédéric III, fut écartée du trône de Bohême. Georges de Poděbrady obtint même un renoncement formel des Habsbourg à tous leurs droits éventuels sur la couronne de S^t Venceslas, mais cette trêve ne fut pas de longue durée; bientôt les Habsbourg manœuvrèrent encore pour conquérir le trône de Bohême, objet de leurs convoitises. En 1515, Ferdinand se fiança avec Anne, fille de Vladislas de Jagellon, et Louis épousa Marie de Habsbourg. Il était convenu que si Louis mourait sans enfants, Anne, femme de Ferdinand, lui succéderait. Les cours européennes, mises en éveil par les démarches de l'empereur Maximilien auprès de Vladislas de Jagellon pour se faire reconnaître des droits au trône de Bohême et de Hongrie, profitèrent de l'indécision de Vladislas

pour contrecarrer les projets de l'ambitieux empereur qui pourtant l'emporta nettement à la convention de Vienne, en 1515. Cependant il n'en bénéficia pas personnellement.

Le successeur de l'empereur Maximilien, Charles-Quint, au début de son règne, avait des vues sur l'Italie, ce qui l'entraîna à une lutte avec la France et le pape. Son frère l'archiduc Ferdinand régnait depuis 1521 sur les Etats héréditaires d'Autriche. Son mariage effectif avec Anne en 1521 (le mariage par procuration avait eu lieu en 1516) ne l'empêcha pas de concentrer son attention sur les événements d'Italie bien plus que sur ceux de Bohême et de Hongrie. Il ne songea à ces trônes que lors de leur vacance, à la mort de Louis.

Ferdinand, gendre de Vladislas, avait pensé tout d'abord que son mariage lui assurerait facilement le trône de Bohême. Il demandait que les Etats du royaume reconnussent la validité des conventions d'héritage. Mais les émissaires qu'il envoya à Prague se rendirent bientôt compte que les Etats de Bohême ne reconnaissaient pas ces conventions et étaient fermement décidés à n'accepter qu'un souverain librement élu. Il se vit donc forcé de participer à la lutte électorale pour la couronne de Bohême. Ses chances de succès étaient faibles tout d'abord. Son catholicisme avéré indisposait les Utraquistes, d'autre part sa qualité de souverain autrichien laissait craindre que les intérêts de la Bohême ne fussent négligés; en outre, comme il était frère de Charles-Quint, il était exposé à l'inimitié de la France ainsi qu'à celle du pape. Différant d'opinion sur bien des points avec les Etats de Bohême, Ferdinand ne voulait pas, au début de la campagne électorale, consentir de grands sacrifices pour gagner leurs voix.

Parmi les prétendants sérieux au trône de Bohême, les ducs de Bavière, qui suivaient avec intérêt les événements, s'étaient assuré parmi les nobles tchèques de nombreux amis qu'ils comblaient de cadeaux. Se croyant certains de leur élection, ils négligèrent d'intervenir avec énergie au moment décisif et malgré les nombreuses sympathies qu'ils avaient, ils ne furent pas élus.

Le seigneur le plus puissant de l'époque était assurément Léon de Rožmitál, mais sa cupidité et son despotisme lui avaient suscité de nombreux ennemis, surtout parmi les Utraquistes. Il agit donc prudemment en ne posant pas sa propre candidature, mais il se réserva de donner sa voix à qui lui offrirait les plus grands avantages. Aucun des esprits pondérés parmi les chefs de l'aristocratie ne pouvait donc considérer son élection comme certaine; quant aux candidats tchèques, en butte à de mesquines jalousies, ils couraient à un échec certain. Le 8 octobre 1526 la Diète électorale se réunit à Prague. Les Etats de Bohême y participèrent seuls, la Moravie, la Silésie et la Lusace n'ayant pas été convoquées.

La Bohême s'était en effet arrogé le droit de disposer seule du sort de l'Etat tout entier. Cette prétention ne manqua pas d'irriter les autres pays qui, déjà au XV^{ème} siècle, n'avaient pas, à plusieurs reprises, été appelés à discuter et à décider des questions touchant l'intérêt commun. La Diète de Prague déclara la couronne vacante et rédigea des capitulaires destinés au nouveau roi; la place prépondérante y était tenue par les revendications des Etats. Les Etats cherchaient à conserver les positions acquises sous le règne des faibles Jagellons. Concurrément aux négociations officielles, d'autres négociations avaient lieu secrètement entre les émissaires des candidats au trône et les électeurs, à qui des promesses étaient faites. Léon de Rožmitál fut ainsi gagné à la cause de Ferdinand et assura la majorité des voix à ce dernier, qui fut élu et proclamé roi de Bohême le 29 octobre 1526 dans la chapelle de St Venceslas.

L'absolutisme manifesté par la Bohême vis-à-vis des autres parties du royaume: Moravie, Silésie, Lusace, créa des tendances séparatistes qu'il est facile de constater au cours de l'histoire. Cependant ces pays acceptèrent Ferdinand comme roi sans difficultés, ayant reconnu à sa femme Anne le droit de succession au trône. Cette divergence des points de vue juridiques manifestés par les pays de la couronne de Bohême était une cause de faiblesse pour les Tchèques. S'ils avaient en effet voulu contester la décision de la commission électorale, un conflit se serait inévitablement élevé non seulement entre eux et le nouveau roi mais aussi entre eux et les autres pays de la couronne. Les Tchèques ne comprirent réellement la portée de leur décision qu'après la Diète. Ferdinand agit alors avec promptitude et habileté. Ne voulant pas trop s'engager pour l'avenir, il ne donna pas immédiatement satisfaction à toutes les demandes des Etats de Bohême. Au début de 1527 le nouveau roi et la reine se rendirent à Prague pour les fêtes du couronnement. Le souverain prêta solennellement serment, mais sut néanmoins maintenir entière son autorité royale vis-à-vis des Etats. Les Etats se montrèrent irrités par les objections présentées par le roi à certains de leurs desiderata, mais ils furent déconcertés par les arguments du roi. Dès le début de son règne Ferdinand montra une grande fermeté et s'efforça par sa justice de gagner l'opinion publique. Sa situation cependant n'était rien moins que facile.

En Hongrie Ferdinand n'avait été élu roi que par une fraction du pays, la plus grande partie du royaume étant aux mains de Jean Zapoly et des Turcs. En 1541 les Turcs s'étant emparés de Buda, Ferdinand ne posséda plus qu'une bande de terrain étroite en Hongrie occidentale ainsi que la Slovaquie presque tout entière, protégée, il est vrai, contre le péril turc par ses montagnes. Quand les Turcs mirent le siège devant Vienne, en 1529, la situation devint d'autant plus critique qu'elle se

compliquait du fait que l'Allemagne (où Ferdinand fut élu roi en 1531) était depuis 1519 divisée par la question religieuse en deux camps irréconciliables et que la répercussion de cette lutte entre les réformés et les catholiques s'était fait sentir jusqu'en Bohême, où l'ancien mouvement hussite s'était réveillé, et jusque dans les pays alpins.

Bien qu'ayant choisi Ferdinand comme roi les Etats de Bohême n'avaient nullement l'intention d'abandonner leurs privilèges en faveur du pouvoir royal. Ils ne souhaitaient aucun changement de régime, la véritable anarchie du temps des Jagellons leur apportant plus de profits, mais Ferdinand n'était pas disposé à jouer le même rôle que le faible Vladislav et à n'être que le „primus inter pares“ dans un gouvernement oligarchique. Appréciant les difficultés que rencontrait la consolidation du pouvoir royal, il entra en lutte, mais prudemment, contre la vieille féodalité et, suivant les tendances de l'époque, il posa les bases de la souveraineté absolue.

La désunion et les querelles continues des Etats de Bohême lui furent d'ailleurs d'un puissant secours. En quelques années il réussit à ramener le calme dans le royaume et à rétablir l'autorité des tribunaux, ce qui lui valut la reconnaissance des commerçants dont les convois de marchandises purent dès lors circuler sans danger. A la Diète, les chefs de l'opposition furent intimidés ou achetés, et les autres mécontents découragés par la prolongation intentionnelle de la session qui les obligeait à des frais élevés. Le nouveau roi essaya de restreindre le pouvoir des congrès provinciaux qui autrefois s'étaient arrogé un pouvoir politique considérable. Il développa son influence sur les villes royales, particulièrement sur Prague.

Les villes royales, représentant au XV^{ème} siècle la puissance politique de la nation, reflétaient le progrès ou la décadence de celle-ci. Déjà, sous le règne des Jagellons, cette puissance s'était affaiblie et au XVI^{ème} siècle elle diminue encore peu à peu, si bien que les villes se trouvent prises entre les privilèges des seigneurs et le pouvoir royal comme des grains de blé entre deux meules. A Prague Ferdinand mit bientôt fin à la tyrannie de Pašek et rétablit l'ancienne division de la Vieille et de la Nouvelle Ville.

Deux catastrophes aidèrent puissamment à l'affermissement de la puissance royale; en 1541 un violent incendie anéantit la majeure partie de Malá Strana et le château de Hradčany. Au château étaient conservés les Tables du pays („tabulae terrae“), bases du droit public et privé, qui furent la proie des flammes. La Diète, comprenant l'importance de cette catastrophe, ordonna de les reconstituer et d'en conserver désormais séparément deux exemplaires. Les „tabulae“ contenaient notamment le texte de 1527 relatif à l'avènement de Ferdinand au trône par la libre

élection des Etats de Bohême; ce texte ayant été également détruit, le roi profita de la reconstitution des „tabulae“ pour demander à la Diète d'en modifier la teneur de manière que le droit de succession au trône de sa femme Anne y fût expressément reconnu. La Diète ne fit aucune objection sérieuse à cette demande et lui donna satisfaction. Un autre événement d'importance plus grande favorisa les projets de Ferdinand. Ce fut la première révolte contre les Habsbourg qui éclata en 1547 en liaison avec le mouvement religieux qui s'était développé en Bohême depuis l'origine du mouvement luthérien.

Lors de son avènement au trône Ferdinand avait dû reconnaître l'existence de l'utraquisme et des compactata. Il avait solennellement promis d'agir auprès du pape en faveur du calice, et désirait rétablir l'unité religieuse en Bohême. Par suite il s'opposa par principe à toutes les sectes, favorisant seulement le parti vieux-utraquiste dont la doctrine différait en somme peu de celle de Rome et qui escomptait toujours la possibilité d'un rapprochement avec le pape. D'autre part, en cherchant à établir l'ordre en Bohême, Ferdinand consolida involontairement le parti néo-utraquiste. Lors de l'expulsion de Pašek de Prague, Hlavsa revint et en 1530 Jean de Wartemberk, néo-utraquiste notoire, remplaça Léon de Rožmitál. Le parti néo-utraquiste faisait des progrès à Prague. Dans les autres villes royales et dans les Etats il en était de même, aussi se refusa-t-il à conclure avec les catholiques un accommodement sur la base des compactata qu'il ne respectait plus. Les néo-utraquistes l'emportèrent dans le consistoire. Celui-ci avait été considéré par les vieux-utraquistes comme une institution provisoire destinée seulement à fonctionner jusqu'au moment d'un accord avec Rome et de la reconnaissance d'un archevêque utraquiste par le Saint-Siège. Les néo-utraquistes, au contraire, se proposèrent d'en faire une institution stable représentant l'autorité suprême de l'Église néo-utraquiste qui se refusait à tout accommodement avec Rome. Aux congrès ecclésiastiques de 1539 et de 1543 des résolutions importantes furent prises. Toutes inspirées par l'esprit évangélique, elles préconisaient la discipline morale et n'admettaient comme sacrements que le baptême et la communion. A la même époque une tentative fut faite pour organiser une Église tchèque indépendante et en 1543 le congrès du parti résolut d'élire un évêque et d'inviter les membres de l'Unité des Frères à s'entendre avec lui au sujet du dogme.

Cet essai de création d'une Église tchèque nationale, indépendante de Rome, rencontra une énergique opposition de la part de Ferdinand qui ne cessa d'opposer à ce projet la validité juridique des compactata qui pourtant n'étaient plus en harmonie avec le progrès des idées. Un des chefs du consistoire utraquiste, Venceslas Mitmánek, qui préconisait d'im-

portantes réformes dans le sens de la doctrine de Luther, fut exilé. Cette mesure énergique du roi intimida les néo-utraquistes, qui continuèrent néanmoins à entretenir leurs rapports avec les protestants allemands.

L'Unité des Frères se développait en même temps que le néo-utraquisme. Le roi Ferdinand était, certes, par principe, un adversaire des Frères, mais il était trop absorbé par ailleurs pour pouvoir entraver énergiquement ce mouvement. Le frère Lucas, mort en 1528, peu après l'avènement de Ferdinand, s'était efforcé toute sa vie de conserver à l'Unité des Frères son indépendance ecclésiastique et dogmatique ainsi que sa pureté morale. Après sa mort, l'Unité, sous l'impulsion de Jean Augusta, évêque de Litomyšl, subit fortement l'influence de Luther et de Melancton. Les rapports entre les protestants allemands et les Frères devinrent alors plus suivis. Ces derniers firent traduire à cet effet en latin et en allemand leur confession, pour la faire connaître à l'étranger. Ils prirent pour modèle la confession d'Augsbourg de 1530, sous l'influence de laquelle ils s'écartèrent des règles jusqu'alors suivies et se rapprochèrent de la doctrine de Luther sur l'eucharistie. Les Frères continuèrent à observer la pureté de leurs mœurs et leur idéal de vie; ils constataient avec regret que la discipline des Églises protestantes était devenue moins rigoureuse et que les querelles religieuses soulevées entre elles à propos du dogme conduisaient à l'intolérance. Ils étaient disposés, comme Melancton, à revendiquer les principes qui étaient communs à toutes les sectes de la Réforme, et à négliger les divergences secondaires. Ils ne se bornèrent pas à entretenir des relations avec les Luthériens allemands, mais ils entrèrent en rapports avec Calvin et Bucer, représentants de la Réforme suisse, qui ne ménageaient pas leurs éloges à l'Unité.

Après quelques pénibles expériences, l'Unité se convainquit rapidement que la conception rigoriste de Lucas était juste et frère Jean Roh, autrefois luthérien fervent, déclara en 1546 que les Frères n'avaient pas à chercher ailleurs ce qu'ils avaient chez eux. La fermeté des princes impériaux allemands, défendant ardemment le protestantisme, influença plusieurs partisans non encore avoués de l'Unité et l'on vit alors quelques seigneurs tchèques se déclarer ouvertement les partisans de celle-ci.

Pendant que les rapports entre l'Unité et les Réformes allemande et suisse devenaient de plus en plus cordiaux, les Frères rencontraient dans leur propre patrie de graves difficultés. Non seulement l'édit de Vladislav de 1508 était, tel une épée de Damoclès, suspendu au-dessus de leurs têtes, mais encore les catholiques et les vieux-utraquistes se comportaient comme leurs pires ennemis. Seuls les néo-utraquistes entretenaient des relations assez cordiales avec les Frères. Les membres de la

noblesse appartenant à l'Unité et les nobles néo-utraquistes fidèles au même idéal, agissaient généralement d'un commun accord. Les prêtres néo-utraquistes étaient pourtant quelque peu jaloux de l'accroissement de l'influence de l'Unité, à laquelle se ralliaient les meilleurs éléments du parti néo-utraquiste, tandis que les Frères reprochaient à l'Église tchèque son peu de morale et de discipline. Les polémiques des Frères avec les vieux-utraquistes et les catholiques étaient beaucoup plus violentes, de sorte que les néo-utraquistes finirent par considérer les Frères comme leurs alliés naturels. L'idée d'une fusion entre les deux Églises rencontrait donc une faveur de plus en plus grande, surtout auprès des éléments laïques des deux partis, qui se rendaient bien compte de l'importance d'une telle alliance dans la lutte soutenue contre les adversaires de la Réforme.

En 1535 les Frères soumièrent au roi leurs articles de foi. Celui-ci, fervent catholique, ne voulut pas les reconnaître légalement, mais ne prit contre eux aucune mesure, absorbé qu'il était par d'autres affaires, surtout par sa lutte contre les Turcs. La révolte de 1547 lui fournit fortuitement l'occasion d'intervenir dans la question religieuse.

Au cours des vingt années du règne de Ferdinand, le mécontentement contre le roi n'avait fait que s'accroître. On lui reprochait de mettre la majorité religieuse de la nation hors la loi, en favorisant les catholiques, d'autre part de ne pas hésiter à employer les rentrées des impôts perçus dans son royaume de Bohême pour assurer son pouvoir en Hongrie. La méfiance des néo-utraquistes et des Frères vis-à-vis du roi grandissait sans cesse; sa politique égoïste en faveur de la dynastie engendrait à son égard un sentiment de répulsion, et l'appui qu'il donnait à la minorité catholique était une semence de haine. Les Etats de Bohême se rendaient bien compte que Ferdinand devait sa puissance politique et financière surtout à sa qualité de roi de Bohême. Ils voyaient clairement que la voix de prince électeur allemand, qui était le privilège du porteur de la Couronne de St Venceslas, était devenue le principal soutien de la puissance impériale des Habsbourg et que les impôts de la Bohême procuraient à Ferdinand les fonds nécessaires à ses grandes campagnes guerrières. La Diète générale des pays de la Couronne de Bohême, tenue en 1541 à Prague, avait accordé au roi des impôts répartis de telle façon que la contribution du seul royaume de Bohême égalait le chiffre global des charges de tous les pays héréditaires autrichiens. Les autres pays de la Couronne promirent de payer autant que la Bohême. Malgré l'importance évidente du royaume de Bohême, Ferdinand se montrait hostile, aussi bien dans sa politique intérieure que dans sa politique extérieure, aux tendances manifestées par la majorité de la nation. Il faisait dépendre son programme religieux et politique de sa foi catholique et les buts

qu'il poursuivait étaient complètement opposés à la volonté de la nation tchèque aussi bien du point de vue religieux et moral que du point de vue de la langue.

Dès le début de son règne, Ferdinand créa une administration centrale pour tous ses Etats: Bohême, Autriche, Hongrie. Malgré ses serments, cette administration centrale fut dirigée en majeure partie par des Allemands et la langue allemande devint bientôt la langue officielle. Contrairement à la Constitution, les actes officiels de la Bohême furent rédigés de plus en plus en allemand; les documents importants écrits en tchèque durent être traduits en allemand pour être soumis au roi, qui ne comprenait pas la langue nationale. Comparée à l'époque de Georges de Poděbrady, où la langue tchèque était non seulement la langue officielle mais aussi la langue diplomatique, l'époque de Ferdinand marque un état de décadence qui ne fit d'ailleurs que s'accroître. Souvent les dettes royales furent garanties par les villes. Le roi ne rendait aucun compte à la Diète des impôts perçus. Sous la pression de la Chambre centrale de la Cour, l'office de sous-chambellan, chargé de la surveillance des villes, qui était „de jure“ une institution du pays, devint „de facto“ une institution royale. Ainsi Ferdinand, profitant de la désunion des Etats, consolida son pouvoir d'année en année. Il tenta même de réaliser un plan hardi en créant une Diète centrale pour tous ses Etats; pourtant l'opposition des Etats de Bohême ne permit pas la réalisation de ce projet. Ferdinand fut cependant, par les tendances de son esprit, le précurseur de Marie-Thérèse et de Joseph II, qui ne firent en somme que continuer et achever l'œuvre habile commencée dans la première moitié du XVI^{ème} siècle.

Bien que le règne de Ferdinand ne fût pas sans quelque profit pour la Bohême, celui-ci ne fit rien spécialement pour la prospérité du pays et travailla seulement dans l'intérêt de sa dynastie. Aussi un fossé se creusait-il entre le monarque catholique entouré d'étrangers, et la nation; lui-même ne voyait dans ses sujets, dont il ne partageait pas la religion, qu'„un troupeau de porcs enragés“.

Pour défendre la nouvelle foi, la Saxe et les autres principautés allemandes protestantes conclurent une alliance en 1531. En 1535 cette union dite de Smalkalde fut renouvelée pour une période de dix nouvelles années et renforcée par l'adhésion de plusieurs villes et d'Etats de l'empire qui demandaient à en faire partie. A l'union protestante armée les catholiques opposèrent en 1538 l'Union de Nuremberg. L'existence de ces deux groupements devait fatalement amener un grand conflit entre les deux courants religieux, qui n'attendaient qu'une occasion favorable pour se heurter de front.

Charles-Quint, qui désirait rendre au pouvoir impérial son ancienne puissance, ne supportait qu'avec peine les progrès des protestants qui, à tous les points de vue, s'opposaient à son programme politique. Pendant sa lutte avec François I^{er}, roi de France, il ne pouvait s'opposer à l'essor de ce mouvement que par des décrets sans portée.

Il en fut de même pour Ferdinand, absorbé par la guerre contre Soliman, qui devint maître de presque tout le territoire relevant de la Couronne de Saint-Etienne.

Ferdinand et Charles-Quint, qui n'ignoraient pas les imperfections de l'Eglise romaine, auraient désiré quelques réformes opportunes, surtout morales, qui auraient permis de rallier les mécontents. Dans la première moitié du XVI^{ème} siècle, l'Eglise avait compté des esprits réformateurs, mais bientôt aux papes humanitaires succédèrent des adversaires irréductibles de toute réforme comme de toute hérésie; ceux-ci manifestèrent leurs tendances intransigeantes par la réorganisation de l'Inquisition, par la publication de l'Index librorum prohibitorum et l'institution de l'ordre des Jésuites.

Charles-Quint et Ferdinand avaient mis leur dernier espoir dans le Concile de Trente, tenu en 1545, et que les catholiques considéraient comme la dernière tentative de conciliation qu'ils se proposaient de faire aux protestants allemands. Cependant le protestantisme s'était déjà trop écarté du dogme pour pouvoir être sanctionné par le Concile sans l'octroi de concessions importantes. L'acuité des querelles qui avaient jusqu'alors divisé les deux camps, avait démontré l'impossibilité d'une réconciliation. Les chefs de l'Union de Smalkalde, bien qu'ayant été invités par l'empereur, avaient refusé de se rendre au Concile. Les raisons de leur refus révélaient assez clairement leurs véritables buts. Charles-Quint ayant enfin conclu la paix avec François I^{er}, et Ferdinand ayant signé un armistice avec Soliman, avaient, à ce moment, tous deux les mains libres pour commencer immédiatement la lutte. Les hostilités furent ouvertes lorsqu'en juillet 1546, les chefs de l'Union de Smalkalde, Jean Frédéric, prince électeur de Saxe, et Philippe, landgrave de Hesse, furent mis au ban de l'empire. Charles-Quint, ayant achevé ses préparatifs tant militaires que politiques, était prêt à engager l'action contre les protestants. Cette guerre ne semblait avoir pour causes que des raisons politiques, bien que Rome n'eût pas dissimulé son espoir de voir l'hérésie allemande complètement anéantie. En effet, un certain nombre de princes protestants, se fiant à la déclaration fallacieuse de Charles-Quint qui avait affirmé ne poursuivre que des buts politiques, proclamèrent leur neutralité. Le succès de Charles-Quint fut déterminé par le ralliement à sa cause de Maurice de Saxe qui, par ambition, trahit son oncle, le prince électeur, ainsi que

ses correligionnaires, sur l'assurance que la dignité de prince électeur lui serait conférée.

Après avoir ainsi préparé le terrain en Allemagne du point de vue diplomatique, Charles-Quint comptait recevoir de son frère Ferdinand un secours militaire efficace qui lui serait fourni surtout par la Couronne de Bohême.

Les Tchèques surveillaient le cours des événements d'Allemagne avec le plus grand intérêt, auquel, de la part des néo-utraquistes et de l'Unité des Frères, se mêlait une certaine angoisse. Il était incontestable que la victoire de Charles-Quint aurait une répercussion considérable sur la politique de Ferdinand en Bohême et que la défaite des protestants allemands priverait les Tchèques d'un grand appui moral et même d'une aide militaire éventuelle.

Un grand nombre de pamphlets lancés par l'Union de Smalkalde et sortis des presses de Hans Zimmermann d'Augsbourg contribuèrent à raviver les sentiments hostiles aux Habsbourg. En termes violents et grossiers, selon l'usage de l'époque, les Smalkaldiens représentaient dans leurs libelles Charles-Quint comme l'ennemi de la vraie religion et de la liberté allemande.

Le manque d'unanimité, de décision et de fermeté qui régnait parmi les Tchèques rendait leur opposition contre Ferdinand peu efficace. Les adversaires les plus actifs et les plus implacables de Ferdinand étaient les villes et les Frères Bohêmes qui à cette époque se trouvaient entièrement soumis à la domination spirituelle de l'évêque Augusta. Au moment décisif, les néo-utraquistes manquèrent d'audace. Les chefs de l'Union de Smalkalde, le prince électeur de Saxe et le landgrave de Hesse, avaient par écrit demandé secours aux protestants tchèques. Cependant la Diète de Prague accorda à Ferdinand, vers le milieu de 1546, les effectifs destinés à la défense du pays; d'autre part, sur les instances de Ferdinand et malgré la résistance des villes, l'ancienne convention (erbanunk) entre la Saxe et le royaume de Bohême fut renouvelée — avec Maurice de Saxe et non avec l'électeur de Saxe Jean Frédéric. En dépit du vote de la Diète, les effectifs accordés au roi étaient difficiles à rassembler, les troupes étaient peu nombreuses et montraient peu d'enthousiasme à franchir les frontières. Aussi, au commencement de 1547, lorsque Maurice de Saxe fut en danger, sous la pression de l'armée de son oncle, Ferdinand appela-t-il sous les drapeaux les effectifs du pays sans l'autorisation des Etats. Ceux qui obéirent à l'appel du roi ne furent pas nombreux; et encore une grande partie d'entre eux refusèrent-ils de franchir les frontières contre l'électeur de Saxe. La grave atteinte à la Constitution du pays commise par le roi, provoqua une effervescence générale en Bohême, no-

tamment parmi la population de Prague qui manifesta une énergie admirable. Une entente fut conclue entre la Vieille et la Nouvelle Ville, et les villes royales furent invitées à conclure une alliance avec Prague.

Au sein de la noblesse même, l'opposition gagna du terrain et Guillaume Křinecký de Ronov parvint par son éloquence à décider les Etats, qui délibéraient précisément à Prague, à se joindre aux villes. Sans tenir compte de l'interdiction du roi, l'opposition convoqua la Diète; celle-ci prit une série de résolutions d'ordre politique et religieux, nettement dirigées contre l'absolutisme royal. Ces dispositions démocratiques et nationales furent adoptées sous l'impulsion des villes et des membres de l'Unité, encore imbus des idées hussites qui reparaissaient à cette époque.

Se réunissant en Assemblée révolutionnaire, les Etats protestèrent contre la suspension des garanties constitutionnelles, mais manquant de fermeté ils ne surent pas obtenir de sanction légale. Il régnait au sein de la Diète une défiance mutuelle entre les États, certains d'autre part doutaient, sans fondement, de la légitimité de l'action engagée; enfin le rôle prépondérant joué par les villes avait excité la jalousie de la noblesse. Toutes ces raisons firent avorter la révolution.

La Diète accorda, il est vrai, les effectifs nécessaires à la défense du pays et chargea Gaspard Pflug de Rabštejn du haut commandement, mais les troupes apportaient peu de zèle à se rassembler et l'irrésolution des États paralysait l'action du chef militaire. Le prince électeur Jean Frédéric ayant d'autre part été battu près de Mühlberg (1547), sa défaite décida également du sort de la révolte tchèque.

Dès que la nouvelle de cette défaite fut connue en Bohême, seigneurs et chevaliers se hâtèrent d'accourir à Litoměřice à la rencontre du roi et multiplièrent les manifestations d'un loyalisme exagéré. Les villes furent alors abandonnées par eux et le roi ne tarda pas à montrer qu'il désirait tirer vengeance de celles-ci ainsi que de l'Unité des Frères. Il pardonna à ceux de ses adversaires qui appartenaient à la haute noblesse et punit sévèrement les villes royales, spécialement Prague. L'union des villes fut dissoute. Tous les privilèges durent être soumis au roi en vue d'une nouvelle confirmation. Les biens et revenus municipaux furent confisqués par le roi et l'impôt sur la bière devint désormais un revenu régulier de la Chambre royale. Les fonctionnaires royaux: capitaines royaux et juges, contrôlèrent depuis lors l'administration des villes et furent chargés de veiller à la sécurité publique. Quelques pamphlets édités à Prague et dirigés contre le roi lui donnèrent l'occasion de s'arroger la censure des livres, qui jusqu'alors avait été réservée à l'Eglise et à l'Université. Le burgrave du château de Prague fut adjoint à titre de collaborateur au consistoire ultraquiste, à qui incombait la censure des

livres, à l'exception des livres catholiques. La plupart des imprimeries perdirent leur privilège. Une cour royale d'appel, cour suprême de justice pour toutes les villes de la Couronne de Bohême, fut instituée à Prague au château royal. Pendant un certain temps les villes furent même privées du droit d'envoyer des représentants aux séances de la Diète. Bien que le roi ait par la suite rendu aux villes la plupart de leurs privilèges et de leurs biens, ainsi que le droit de représentation à la Diète, l'année 1547 marque néanmoins dans l'histoire des villes de Bohême un affaiblissement considérable de l'influence politique qu'elles étaient parvenues à exercer aux heures de crise et à maintenir également plus tard, malgré l'opposition de la noblesse. Cette défaite étouffa presque complètement les idées démocratiques du hussitisme et les villes devinrent alors des instruments dociles entre les mains du roi. Lorsqu'il raconte la révolution qui éclata contre les Habsbourg en 1546 et 1547, Sixte d'Ottersdorf, un éminent représentant de la bourgeoisie de l'époque, parle avec amertume de la politique royale, du manque de clairvoyance de la noblesse et des orgueilleuses prétentions de celle-ci. Pourtant le roi n'épargna pas non plus les nobles. Les chefs de la révolution qui s'étaient enfuis furent condamnés par contumace et leurs biens furent confisqués; d'autres rebelles appartenant également à la noblesse furent condamnés à la détention perpétuelle et à la perte d'une partie de leur patrimoine. Par la confiscation de ces biens l'intendance royale, alors démunie, s'enrichit considérablement. La répression atteignit son apogée par l'exécution de deux chevaliers et de deux bourgeois, en août 1547.

Peu après, la Diète ayant été convoquée approuva sans protestations les propositions du roi qui tendaient à consolider et à renforcer son pouvoir. Ferdinand se retourna alors contre les Frères et les néo-ultraquistes, moins âprement cependant contre ceux-ci. Peu après la fin de la „Diète sanglante“, l'ancienne interdiction contre les Frères fut renouvelée, leurs chapelles furent fermées et les prêtres frères emprisonnés au château royal de Prague. L'ordre fut strictement exécuté, surtout dans le Nord-Est du royaume; l'évêque Jean Augusta fut interné, d'abord au château de Prague, puis à Křivoklát. Les tortures du chef de l'Unité, décrites par son compagnon de prison, le frère Jacob Bilek, ne prirent fin qu'à la mort de Ferdinand en 1564. Les Frères, avec une fermeté et une persévérance inébranlables, restèrent néanmoins fidèles à leur foi; en raison de leur attitude, ils furent bannis des domaines royaux aussi bien que des terres seigneuriales. Pour la première fois, ils furent contraints de s'exiler. La plupart d'entre eux allèrent fonder en Pologne et en Prusse des communautés religieuses. La Moravie, qui n'avait pas participé à la révolution de 1547, ne fut pas visée par l'édit royal, et jouit

d'une liberté religieuse presque complète; les Frères installés dans divers domaines où ils avaient des communautés (celle d'Ivančice possédait une imprimerie) ne furent pas inquiétés.

Ferdinand luttait contre les néo-utraquistes en favorisant les vieux-utraquistes. Au Congrès du parti, en 1549, il tenta en vain, malgré la complaisance de Mystopol, administrateur du Consistoire, d'arriver à un accommodement provisoire avec les catholiques dans le sens des compactata.

Le sort des néo-utraquistes et des Frères devint plus supportable lorsque l'attitude de Maurice de Saxe contraignit Charles-Quint à accepter la paix d'Augsbourg. Le roi Ferdinand obtint de la Diète que les Etats renonçassent en sa faveur au droit de désigner des protecteurs laïques du Consistoire, nommés défenseurs de la foi. Il fit en outre expulser de Bohême un grand nombre de prédicateurs et de prêtres protestants, mais il dut modérer son intransigeance en raison de l'effervescence qu'elle occasionnait parmi les protestants saxons. De même, le décret lancé contre l'Unité des Frères ne put être exécuté strictement. Le centre intellectuel de l'Unité se trouvait alors en Moravie; son chef respecté était l'illustre savant Jean Blahoslav. Sous la direction de ce dernier l'instruction des Frères s'était développée et de nombreux nobles, parmi leurs partisans, allaient s'instruire dans les universités étrangères et revenaient au pays avec des idées plus larges.

L'Unité s'efforçait toujours d'assurer la pureté des mœurs; d'autre part les Frères combattaient et souffraient pour défendre la liberté de conscience. Certains d'entre eux s'adonnèrent spécialement à la littérature; quelques ouvrages, remarquables par la pureté de la langue et la profondeur de la pensée, parurent alors. L'essor des études humanistes amena la découverte du texte original grec des Saintes Ecritures qui servit de base à Blahoslav pour sa fameuse traduction du Nouveau Testament. Cette version fut plus tard incorporée à la célèbre traduction connue sous le nom de „Kralická Bible“ (Bible de Králice), chef-d'œuvre de l'Unité. Il composa en outre de nombreux ouvrages religieux, linguistiques et historiques. Les écoles des Frères atteignirent alors leur maximum de développement et leur importance, au point de vue du perfectionnement intellectuel et moral de la jeunesse, fut considérable.

La tournure que prenaient les événements religieux en Allemagne convainquit bientôt Ferdinand que la sévérité et la contrainte étaient de mauvais instruments de lutte contre le néo-utraquisme et l'Unité. C'est pourquoi il s'efforça de consolider le catholicisme tchèque de manière à s'en faire un appui pour entreprendre plus tard une lutte morale contre les sectes non catholiques de la Bohême.

Sa première action pour commencer un rétablissement progressif du catholicisme fut d'appeler en Bohême l'ordre des Jésuites, en 1556. Ceux-ci s'installèrent à Prague près du Pont Charles dans un couvent qui devint plus tard le Clémentinum. Malgré l'hostilité du peuple, ils réussirent bientôt à acquérir une certaine popularité comme prédicateurs et éducateurs; même des seigneurs utraquistes envoyaient leurs fils au collège des Jésuites. Ils élargirent avec habileté le rayon de leur influence, tout en ménageant au début les sentiments de la population non catholique de Prague; mais ils jetaient de telle façon les germes de l'intolérance religieuse dans la génération qu'ils élevaient, que celle-ci ne devait pas se contenter de son rôle de minorité catholique.

Le siège archiépiscopal vacant depuis plus d'un siècle fut occupé en 1561 par l'archevêque Antoine Brus de Mohelnice; cet événement contribua pour une grande part à la consolidation du catholicisme. C'était l'homme qui convenait à ce poste difficile; cependant, en tant que représentant de l'empereur au Concile de Trente, il ne lui était pas possible d'intervenir dès sa nomination dans les affaires de la Bohême, qu'il connaissait pourtant bien.

En même temps qu'il fortifiait le catholicisme, Ferdinand favorisait les vieux-utraquistes aux dépens des néo-utraquistes. En 1562, il retira aux Etats le droit de nomination au Consistoire utraquiste, droit qu'ils avaient depuis l'époque hussite. Le Consistoire tomba alors sous la complète dépendance du roi qui n'y nomma que ses créatures. Les Etats ayant protesté, Ferdinand les invita à fournir la preuve des anciens privilèges d'après lesquels le droit de nomination au Consistoire leur appartenait; il savait bien que la preuve écrite de ces privilèges n'existait pas, ceux-ci ne relevant que de la coutume. En outre, il s'efforça d'obtenir que le concile reconnût la communion sous les deux espèces et autorisât l'archevêque de Prague à ordonner les prêtres utraquistes. Aucune décision ne fut prise à ce sujet et le concile laissa au pape le soin de trancher la question. En 1564, peu de temps avant la mort de Ferdinand, le pape permit aux laïques des diocèses de Prague et de Salzbourg, dont l'esprit s'accordait en général avec l'Église catholique, de communier sous les deux espèces. Par ce fait, Pie IV reconnaissait la formule essentielle des compactata abolis par Pie II. Un siècle auparavant, cette reconnaissance aurait ramené les Tchèques dans le giron de l'Église romaine, mais après l'évolution des esprits de la fin du XV^{ème} et du commencement du XVI^{ème} siècle, ce fait n'eut aucune influence sur l'esprit des néo-utraquistes et des Frères Bohêmes. Même le Consistoire utraquiste, dirigé pourtant par des hommes d'un esprit conservateur et conciliant, ne pouvait plus à cette époque accepter cette concession qui ne satisfaisait plus l'esprit du temps.

Il en résulta donc que Ferdinand et l'archevêque Brus, qui se flattaient d'arriver à un accord avec les vieux-utraquistes, virent leurs espoirs déçus au début.

Le fils aîné de Ferdinand, Maximilien II, uni à la branche espagnole des Habsbourg par son mariage avec Marie, lui succéda comme empereur et comme roi de Bohême. Dans sa jeunesse, trahissant les traditions de sa famille, il s'était senti attiré par le luthéranisme. Son chapelain personnel était Pfauser, prêtre luthérien. Repris plus tard par les idées de sa dynastie, il avait promis en 1562 à son père et au pape, qui lui donna secrètement l'autorisation de communier sous les deux espèces, de rester un fils fidèle de l'Eglise; il tint parole. En réalité, ce monarque fut malheureux, souffrant d'une maladie de langueur; il fut en outre toujours tourmenté par sa conscience qui lui reprochait alternativement ses concessions aux deux partis. Le légat du pape, l'ambassadeur espagnol, et sa propre femme, grâce à l'ascendant considérable qu'ils exerçaient sur son esprit, le maintinrent dans les traditions égoïstes des Habsbourg. Il fit élever son fils Rodolphe en Espagne, au cœur même de la contre-réformation, voulant sans doute lui épargner ainsi les luttes de conscience dont il avait souffert lui-même.

Les néo-utraquistes et les Frères Bohêmes avaient fondé sur les sympathies de Maximilien pour le luthéranisme des espérances que l'avenir leur montra exagérées. En 1555, alors qu'il était encore archiduc, les Frères Bohêmes lui avaient soumis, par l'intermédiaire de Pfauser, leur confession, et il leur avait à cette occasion promis sa bienveillance. En 1563 les protestants de Silésie reçurent aussi de grandes promesses. Dès l'avènement de Maximilien, il fut visible qu'il n'apporterait aucun changement au régime en vigueur et qu'il n'accorderait pas ouvertement aux non-catholiques une protection efficace. Il était cependant hostile à tout extrémisme et fut l'adversaire à la fois du jésuitisme et du calvinisme. Il avait pour idéal d'introduire dans le christianisme occidental quelques idées modérées des Evangiles. Entre autres réformes, il eût souhaité l'abolition du célibat des prêtres et la simplification des rites catholiques.

En somme, Maximilien II continua en Bohême la politique de son père et n'accorda aucun appui aux sectaires, non plus d'ailleurs qu'il ne renonça aux prérogatives usurpées par son père; il continua, par exemple, à nommer les membres du Consistoire utraquiste, dont le rôle consistait surtout à modérer le zèle religieux des habitants de villes et de domaines royaux. Parmi ses sujets, les non-catholiques qui s'étaient tout d'abord laissé séduire par son éloquence et l'affabilité de ses manières, attendaient toujours avec un mécontentement croissant des actes, mais en vain.

Les néo-utraquistes ne se contentaient pas d'une tolérance et l'avenir ne leur apparaissait pas sous un jour favorable tant qu'ils n'auraient pas obtenu la reconnaissance légale de leur confession et repris possession du Consistoire afin de réorganiser leur Eglise. Ce parti s'inquiétait de voir, comme au temps de Ferdinand, les nobles catholiques et les vieux-utraquistes particulièrement favorisés par Maximilien et dans les postes les plus importants.

Ainsi les vieux-utraquistes, manquant de prêtres, sollicitèrent du roi l'autorisation de faire ordonner leurs prêtres par l'archevêque. Tout à fait d'accord sur le principe, le roi agit aussitôt près de l'archevêque et du pape, voulant ainsi remédier au manque de prêtres catholiques en Bohême et éviter que les paroisses ne fussent desservies par des prêtres de l'ordination luthérienne. Cédant tout d'abord à la pression de Maximilien, l'archevêque ordonna en 1565 et 1566 un certain nombre de prêtres vieux-utraquistes; il cessa néanmoins ces ordinations, malgré l'insistance de l'empereur, les vieux-utraquistes ne voulant pas abandonner certains de leurs rites. Sur la demande des Etats néo-utraquistes, les Compactata cessèrent d'avoir force de loi, mais ce ne fut qu'une satisfaction illusoire, car bientôt un arrêté vint stipuler que les anciens traités et règlements religieux resteraient en vigueur. C'est ainsi qu'en 1568 on resuscita l'ancien édit de Vladislav contre les Frères Bohêmes; bien que non appliquée, cette mesure était un avertissement; elle décida en même temps les Frères et les néo-utraquistes à unir leurs efforts pour faire substituer une fois pour toutes à la tolérance qu'ils avaient arrachée à l'empereur et qui ne les protégeait qu'insuffisamment, une reconnaissance légale équivalente à celle dont jouissaient les catholiques et les vieux-utraquistes. Maximilien, occupé par une nouvelle guerre contre les Turcs et par les affaires d'Allemagne, résidant d'ailleurs rarement en Bohême, opposa à ces tentatives une fin de non recevoir. Encouragés cependant par le succès des Etats autrichiens, qui venaient d'obtenir la reconnaissance de la confession d'Augsbourg, les néo-utraquistes, soutenus par les Frères Bohêmes, demandèrent en 1571, à la Diète, une liberté religieuse basée sur cette confession. L'archevêque et le Consistoire utraquiste s'y opposèrent et Maximilien, sur les instances de sa femme et de l'ambassadeur d'Espagne, repoussa la demande formulée cependant par la majorité de la Diète.

Le plan de la politique du roi apparut nettement l'année suivante. Maximilien renouvela le Consistoire utraquiste et y installa de vieux utraquistes avérés. Henri Dvorský de Helfenberk en fut nommé administrateur. Devenu secrètement catholique — sous l'influence des Jésuites — celui-ci usa de toute son influence sur les prêtres placés sous ses ordres pour les contraindre à rapprocher la célébration du service divin des

rites et des usages du catholicisme. Une fusion ouverte avec ce dernier était pourtant impossible. Le peuple était en effet trop attaché à ses rites : fête de Jean Hus, abolition de la confession auriculaire, communion sous les deux espèces administrée aux enfants ; leur suppression aurait soulevé l'indignation générale. Seuls les villes et les domaines royaux acceptèrent la juridiction du Consistoire.

La population des domaines appartenant aux seigneurs néo-utraquistes ainsi qu'aux Frères Bohêmes ne s'y soumettait pas ; les patrons des églises choisissaient librement les prêtres conformément à leur confession. Or, parmi les prêtres néo-utraquistes certains étaient partisans du luthéranisme, d'autres, du calvinisme. La doctrine modérée de Melancton avait même de nombreux adeptes. Les divergences qui se manifestaient parmi les néo-utraquistes avaient pour résultat un affaiblissement de leur prestige. Ils en souffraient considérablement et s'efforcèrent d'y porter remède, au moins partiellement, dans un certain nombre de régions, notamment en Moravie, où les seigneurs promulguèrent des règlements pour renforcer l'ordre et la discipline dans le clergé. Il s'était déjà formé avant 1575 des confessions néo-utraquistes qui n'avaient, certes, qu'une autorité locale. Leur naissance était, cependant, la preuve qu'un mécontentement se faisait jour parmi les néo-utraquistes en raison de leur situation et que certains d'entre eux s'efforçaient sincèrement d'aplanir au moins provisoirement les divergences les plus accusées.

Par contre, le catholicisme se consolidait grâce à l'influence des Jésuites. Pourtant la tâche de ceux-ci n'était pas facile. Les ecclésiastiques catholiques étaient peu nombreux ; en outre, leurs mœurs étaient dépravées et leur discipline relâchée. La situation matérielle du clergé catholique était également mauvaise ; en effet, les biens de l'Église, jadis considérables, avaient été sécularisés dès le XV^{ème} siècle. L'archevêque employa tous ses efforts pour améliorer la situation morale du clergé. Les Jésuites d'autre part préparèrent la nouvelle génération, tout en étendant leur influence sur les premières familles de la noblesse catholique. Ils ouvrirent des collèges non seulement en Bohême, mais encore en Moravie (Olomouc 1566, Brno 1572) et fondèrent à Prague la congrégation de la Sainte-Vierge, tandis que leurs prédicateurs multipliaient leur activité. Néanmoins le nombre de leurs adhérents ne progressait que lentement, de sorte qu'à cette époque un soulèvement populaire aurait facilement anéanti leur effort. Le moment du triomphe n'était pas encore venu, ils devaient l'attendre encore plusieurs dizaines d'années. La reconnaissance légale de la majorité utraquiste aurait à ce moment écrasé l'œuvre de restauration tentée par la minorité catholique. Aussi l'archevêque et les Jésuites s'employaient-ils de tout leur pouvoir à empêcher d'une part la prise de

possession du Consistoire par les néo-utraquistes, d'autre part la reconnaissance légale de la confession d'Augsbourg. Il en fut ainsi jusqu'au moment où les néo-utraquistes et les Frères songèrent à unir leurs efforts. Dans l'Unité des Frères l'influence du calvinisme commence à se faire sentir, tandis que l'on peut constater, parmi les néo-utraquistes, la présence d'un groupe de luthériens orthodoxes. Jusqu'en 1571, les Frères Bohêmes étaient restés sous l'influence de Blahoslav qui attirait l'attention des néo-utraquistes sur les divergences et le manque d'unité de leur doctrine. Alors que l'évêque Augusta avait cherché à unir les Frères et les néo-utraquistes, l'évêque Blahoslav s'efforçait au contraire de préserver l'intégrité et l'indépendance de l'Unité. Le synode de Přerov de 1567 s'était déclaré en faveur du point de vue de Blahoslav et avait prononcé la déchéance d'Augusta en tant que chef suprême de l'Unité précisément en raison de ses tendances unificatrices.

Néanmoins les discussions touchant la fusion des deux Églises ou tout au moins un accord de principe et l'adoption d'une politique commune, se poursuivirent. Surtout les néo-utraquistes se montraient partisans d'un règlement de la question. L'attitude de la majorité des prêtres de l'Unité qui s'opposaient à un accord, s'explique facilement. L'Unité représentait, en effet, une organisation solide, la vie de ses membres était exemplaire ; elle était jalouse de son indépendance, acquise à la suite de luttes nombreuses et au prix de cruelles persécutions. La résistance des Frères devint plus marquée encore lorsqu'à la mort de Blahoslav, en 1571, Jean Kálef le remplaça à la tête des communautés des Frères Bohêmes. Comme André Štefán, chef des Frères Moraves, il était nettement opposé à une fusion des deux Églises. Les répugnances des chefs de l'Unité présentaient cependant un danger en raison de la situation dans laquelle se trouvaient alors les Tchèques non-catholiques. Des raisons politiques militaient en effet en faveur d'une action commune ; mais pour la rendre possible, elles auraient dû l'emporter sur les divergences de confession. Il en fut ainsi à la Diète de 1575, à laquelle les Seigneurs comptant parmi les Frères prirent en main la direction politique de l'Unité.

Le moment était bien choisi. La lutte contre les Turcs avait contraint le roi à demander aux États de voter des impôts considérables et ceux-ci, en retour, exigèrent des concessions au point de vue religieux. En 1574 le roi donna sa parole formelle d'ouvrir personnellement la prochaine Diète et de traiter d'abord la question religieuse. L'empereur, ainsi acculé à une impasse, pensait que les Tchèques non-catholiques ne parviendraient pas à se mettre d'accord ; il espérait ainsi l'emporter aisément sur les partis désunis.

La Diète de 1575, une des plus longues, attendue avec impatience par les néo-utraquistes et avec inquiétude par les catholiques, fut l'une des

plus importantes en résultats. La restauration catholique était en jeu. En effet, en cas de reconnaissance légale des néo-utraquistes et de leur mainmise sur le Consistoire, fondement de leur organisation, les chances d'une restauration catholique en Bohême auraient été réduites au minimum. On peut donc bien comprendre les efforts des chefs du parti catholique pour mal disposer l'empereur à l'égard des novateurs. En dehors des négociations poursuivies à la Diète, une lutte occulte ardente se déroulait pour obtenir la faveur du roi Maximilien.

La Diète réunissait 90 seigneurs et 135 chevaliers. L'excellent ouvrage de Hrejsa sur la Confession tchèque indique sa composition comme suit : 13 seigneurs et 17 chevaliers catholiques, 6 seigneurs et 16 chevaliers appartenant à l'Unité des Frères Bohêmes, 69 seigneurs et 98 chevaliers néo-utraquistes.

Tous les représentants des villes royales, sauf ceux de Plzeň qui étaient catholiques, se rallièrent aux néo-utraquistes. Plus des deux tiers des représentants étaient des néo-utraquistes et réclamaient des droits égaux à ceux des vieux-utraquistes.

Dans l'histoire il y a peu d'exemples d'une assemblée législative dans laquelle une majorité aussi forte se soit trouvée hors la loi. L'espoir conçu par le roi que la désunion des non-catholiques les empêcherait de tomber d'accord, se trouva déjoué. Pour s'assurer le concours des Frères, les néo-utraquistes renoncèrent à exiger la liberté exclusivement pour la Confession d'Augsbourg. Les chevaliers et les représentants des villes alléguèrent en faveur de l'utraquisme ses origines tchèques et son droit d'ancienneté sur le luthéranisme. Les caractères spécifiques de la réformation tchèque apparaissaient nettement dans la doctrine des Frères qui se rattachait directement à celle de Jean Hus. En raison de cette filiation évidente, il fut décidé d'élaborer une *Confession tchèque* basée sur les écrits de l'époque hussite et les anciens décrets de la Diète. Une commission particulière, dans laquelle l'Unité avait voix prépondérante, fut constituée pour élaborer cette confession.

Si on examine l'œuvre ainsi préparée, on constate que cette nouvelle confession avait pour base la Confession d'Augsbourg, une large influence ayant été néanmoins réservée à la doctrine des Frères, et qu'on avait tenu compte des „quatre articles de Prague“ de 1419, des articles du synode de 1421 et de quelques autres dispositions religieuses antérieures. Somme toute, la Confession tchèque est née de l'esprit hussite régénéré au commencement du XVI^{ème} siècle et rajeuni par le luthéranisme et le calvinisme. Cette Confession fut complétée par un règlement ecclésiastique comprenant les principales dispositions de la future organisation de l'Église tchèque. Le Consistoire, nommé librement par les

Etats, devait devenir la plus haute autorité religieuse. Les Frères qui, cependant, avaient collaboré à la rédaction de la Confession refusèrent alors de s'y conformer, l'esprit de l'évêque Blahoslav, jaloux de l'indépendance de l'Unité, vivait encore parmi ses successeurs. Finalement une entente intervint : les Utraquistes et les Frères présentèrent d'un commun accord la Confession et le règlement ecclésiastique à Maximilien, le 18 mai.

La position du roi était difficile. L'union des néo-utraquistes et des Frères ne fut pas sans surprendre et embarrasser le souverain, aussi chercha-t-il à se dérober. Peu disposé personnellement à accueillir favorablement la demande des Etats, pour ne pas compromettre sa politique religieuse en Bohême, il subissait d'autre part l'influence de l'archevêque, des seigneurs catholiques et des vieux-utraquistes qui, tous, l'indisposaient contre les novateurs.

Les dépêches du nonce apostolique donnent un tableau exact du point de vue soutenu à cette époque par le parti catholique de Bohême et font ressortir en même temps la pression exercée par ce parti sur le roi.

Maximilien renouvela le procédé si souvent employé par Ferdinand. Il essaya de tergiverser, espérant que les Etats, lassés, se décideraient à se séparer. Mais les Etats manifestèrent une fermeté inébranlable et Maximilien essaya en vain de désunir les néo-utraquistes et les Frères. La Diète siégea pendant plus de six mois et la majorité se refusa obstinément à discuter quoi que ce soit tant que la liberté religieuse ne serait pas reconnue. Néanmoins, l'empereur, tenant fort à voir voter les impôts demandés, la lutte se termina par une transaction.

Se rendant compte de l'embarras du souverain, engagé envers le pape et l'Espagne, les néo-utraquistes se contentèrent de sa promesse verbale, donnée au commencement de septembre, par laquelle il s'engageait à ne pas les persécuter pour leur croyance ; d'autre part il les autorisa à choisir des défenseurs pour la protection de la religion telle qu'elle était exposée dans la Confession tchèque. Après ce demi-succès la majorité des Etats vota les impôts et agréa Rodolphe, fils de Maximilien, comme roi de Bohême.

La joie provoquée chez les néo-utraquistes par la promesse royale était prématurée. Dans l'histoire des rois de Bohême de la Maison des Habsbourg, on trouve d'innombrables exemples de cas où ces souverains ont rompu leurs serments solennels et manqué à leur parole royale. Les Habsbourg en effet faisaient passer leurs intérêts dynastiques avant leur honneur et la confiance de leurs peuples. Ceux-ci ayant été trompés à maintes reprises, finirent par perdre confiance et par chercher les moyens de se soustraire à ce manque de foi... Peu de jours après sa promesse solennelle, Maximilien interdit aux villes royales toute innovation et donna à sa promesse concernant les défenseurs l'interprétation suivante :

A ses yeux les défenseurs n'étaient nullement les administrateurs de l'Eglise tchèque, mais uniquement des intermédiaires entre les néo-utraquistes et le roi, chargés de lui présenter des rapports touchant les plaintes des néo-utraquistes.

De Ratisbonne, où il s'était rendu pour assurer la succession au trône de l'empire allemand à son fils Rodolphe, Maximilien interdit l'impression de la Confession tchèque. Il renouvela le décret contre l'Unité des Frères. Ce décret, toutefois, ne fut pas mis en application, mais, lorsque les néo-utraquistes qui avaient pris parti pour les Frères, protestèrent auprès de l'Empereur, celui-ci répondit que la liberté religieuse ne s'étendait pas aux villes, mais seulement à la noblesse. Les villes apeurées restèrent dans une certaine mesure soumises à la juridiction du Consistoire vieux-utraquiste conformément à la volonté de l'Empereur. Ainsi ces négociations si longues n'avaient abouti qu'à des résultats bien minces : la promesse du roi ne fut tenue qu'en partie et le Consistoire resta aux mains des vieux-utraquistes.

Le moment propice pour l'organisation de l'Eglise tchèque était passé. Lors d'une tentative ultérieure, en 1609, il était trop tard, la minorité catholique s'était entre temps consolidée et son esprit belliqueux, qui devait amener un conflit sanglant, s'était développé.

Ainsi l'histoire de cette époque nous montre que l'opposition systématique de Maximilien aux justes revendications des néo-utraquistes contribua, pour une large part, à la tragédie de la Montagne Blanche... Lorsque l'empereur malade mourut, l'année suivante, les néo-utraquistes et les Frères Bohêmes virent dans cet événement la main de Dieu châtiant le parjure.

CHAPITRE VIII

DE L'AVÈNEMENT AU TRÔNE DE RODOLPHE II (1576) JUSQU'À L'INSURRECTION TCHÈQUE (1618)

Rudolphe II (1576—1611). — Nouvelle génération catholique. — Culture latine. — Faiblesse du niveau intellectuel des chefs catholiques. — Qualités de Rodolphe. — Situation des néo-utraquistes. — Les vieux-utraquistes et le Consistoire. — Mécontentement de la population de Prague. — Décadence de l'Université de Prague. — Développement du luthéranisme. — L'Unité des Frères. — Importance intellectuelle de l'Unité. — Influence du calvinisme. — Revirement vers 1600. — Les catholiques à la tête de l'administration. — Inquiétude des non-catholiques. — Discorde dans la famille des Habsbourg. — État mental de Rodolphe. — Hostilité entre Rodolphe et Mathias. — Expédition militaire de Mathias en Bohême. — Les Etats de Moravie. — Paix de Libeň : 1608. — Revendications religieuses des Etats. — Venceslas Budovec de Budov à la tête des Etats. — Diète de 1609. — Lettre de Majesté de Rodolphe. — Espoirs des non-catholiques. — Accommodement avec les catholiques. — Résistance des catholiques intransigeants. — Conséquences de la Lettre de Majesté. — Consistoire. — Défenseurs de la foi. — Plan de vengeance de Rodolphe. — Invasion de la Bohême par Léopold de Passau. — Abdication de Rodolphe 1611. — Mathias (1611—1619). — Siège de la résidence impériale à Vienne. — Politique gouvernementale. — Politique fédéraliste des Etats. — Politique centralisatrice des Habsbourg. — Inquiétudes causées par la politique du gouvernement. — Opposition des catholiques à la Lettre de Majesté. — Influence funeste du protestantisme allemand. — L'esprit des Tchèques non-catholiques. — Application du principe allemand d'intolérance religieuse. — Violation de la loi par les catholiques. — Election de Ferdinand de Styrie au trône de Bohême. — Les catholiques révèlent leurs véritables intentions. — La politique gouvernementale dans les villes. — Dernière attaque du gouvernement contre la liberté religieuse. — Attitude résolue des non-catholiques. — Congrès du 21 mai 1618. — La défénéstration de Prague 23 mai 1618. — Situation à Prague après la défénéstration.

Sous le règne de Rodolphe II, fils et successeur de Maximilien, les mesures prises par Ferdinand I^{er} un peu avant sa mort, produisirent leurs effets. En effet, grâce aux efforts des Jésuites, le parti catholique se consolida de plus en plus et, bien que numériquement faible, affirme sa volonté inébranlable d'extirper l'hérésie tchèque et de rétablir en Bohême l'unité religieuse du temps de Charles IV.

La nouvelle génération sortait des collèges des Jésuites avec des idées hostiles à toute tolérance religieuse; d'autre part, les jeunes gens qui avaient étudié dans les universités italiennes en revenaient complètement opposés à tout compromis. Les rapports intimes avec l'Espagne, qui était à cette époque le foyer de la contre-réformation, renouvelaient les forces et le courage de cette poignée de fanatiques. Les femmes espagnoles

et italiennes épousées par les seigneurs catholiques contribuaient à entretenir ce nouvel essor de la religion, et leur appui s'avérait pour la cause du catholicisme un secours efficace et fécond.

La noblesse catholique de Bohême se montrait hostile à la vie intellectuelle de la nation, à laquelle elle opposait la culture latine, soumise à l'influence de la contre-réformation, rigide et intolérante. Comme aux époques précédentes, une lutte se préparait entre la culture tchèque, imbue dans une certaine mesure de l'esprit allemand, et la culture latine. Celle-ci était très mal représentée en Bohême. L'éducation des Jésuites était toute partielle, et les seigneurs catholiques tchèques, trop occupés de leurs convoitises personnelles, ne songeaient guère à protéger cette culture, bien qu'ils en fussent quelque peu pénétrés. Les Zdeněk de Lobkovice, Jaroslav de Martinice, Vilém Slavata et autres, ne peuvent être cités comme des champions de la haute culture et de la morale; ils furent seulement des parasites de la civilisation latine, dont le prestige leur permettait d'obtenir une influence politique prépondérante et d'accaparer d'immenses domaines. Ces piliers du catholicisme tchèque étaient en grande partie des transfuges du camp des non-catholiques.

Les premières années du règne de Rodolphe furent calmes, mais déjà les signes précurseurs de l'orage obscurcissaient l'horizon. Rodolphe avait été élevé dans l'esprit espagnol et son aversion pour les hérétiques ne laissait aucun doute; cependant il ne possédait pas un caractère assez énergique pour agir avec fermeté. Les affaires du gouvernement le lassèrent bientôt: les femmes et l'alchimie l'attiraient davantage. Le château de Prague devint sa résidence habituelle; il y constitua une remarquable collection d'objets d'art d'une valeur unique en Europe centrale. En outre il sacrifia de grandes sommes d'argent pour l'alchimie et pour l'astrologie. Aussi sa cour ne tarda pas à devenir le rendez-vous de tous les imposteurs de l'Europe, qui exploitèrent indignement sa confiance et celle des seigneurs. C'est ainsi que Rodolphe en vint à subir l'influence de quelques conseillers sans scrupules, qui devinrent la terreur du pays.

La faible énergie de Rodolphe diminuait d'année en année, son amour exagéré de la solitude indiquait des troubles cérébraux qui, plus tard, se manifestèrent par des accès de folie. Néanmoins, jaloux de son autorité il résistait aux instances des membres de la famille des Habsbourg qui lui conseillaient de régler, de son vivant, la question de sa succession, soit en se mariant, soit en désignant son successeur.

La position des néo-utraquistes, en droit et en fait, était restée la même. Leurs prétentions au Consistoire furent repoussées en 1584 et cette institution, devenue de plus en plus l'instrument docile de l'archevêque, abandonna secrètement en 1587 tous les rites vieux-utraquistes à l'exception

du calice. Quatre ans plus tard, l'administrateur Fabian Rezek Strakonický fut accueilli par l'Église romaine après avoir renié la foi hussite comme une hérésie! Son exemple encouragea quelques-uns des prêtres vieux-utraquistes, qui prêtèrent serment d'obéissance au pape et à l'archevêque et promirent de s'efforcer d'anéantir dans le peuple le culte de Jean Hus.

Ainsi le vieil utraquisme, qui s'était appuyé durant un siècle sur les Compactata, fusionna complètement avec l'Église catholique dont seul le calice le séparait. Le Consistoire vieux-utraquiste perdit alors sa raison d'être. L'administrateur Fabian se démit en effet de sa fonction en 1593 et l'archevêque de Prague devint ou devait devenir le chef suprême des vieux-utraquistes. Mais bientôt les prêtres vieux-utraquistes restèrent isolés, la population n'étant pas disposée à renoncer aux usages hussites consacrés par une tradition séculaire. Le Consistoire fut donc rétabli en 1594. Son rétablissement était bien une concession forcée à la population de Prague, mais en réalité, le gouvernement tenait aussi beaucoup, même après l'année 1594, à ce qu'au moins les villes royales fussent protégées, par l'intermédiaire du Consistoire, contre le néo-utraquisme, afin que la population fût éduquée en vue de la fusion avec le parti catholique.

Le manque de caractère des prêtres vieux-utraquistes indigna le peuple, qui se tourna vers les néo-utraquistes. Ceux-ci, dont le nombre était déjà grand, reçurent ainsi de nouvelles recrues. L'Allemagne, la Saxe en particulier, envoyait en Bohême un nombre considérable de prêtres et les étudiants tchèques suivaient les cours de théologie dans les écoles allemandes. L'Université de Prague qui, depuis sa fondation jusqu'aux guerres hussites, avait conservé la primauté spirituelle dans le pays, était à cette époque dans une certaine décadence; la faculté „des arts“, la seule qui subsistât encore, avait peine à lutter contre les tendances de l'époque et la malveillance de la cour.

Les relations étroites de la Bohême avec l'Allemagne contribuèrent à y renforcer les idées luthériennes. Celles-ci s'étaient développées de plus en plus dans le pays depuis 1575, s'appuyant sur la Confession d'Augsbourg aussi bien que sur la profession de foi luthérienne appelée „formula concordiae“. Les partisans du luthéranisme orthodoxe étaient surtout des Allemands de Bohême; les Tchèques étaient peu nombreux. Plusieurs tendances divisaient en outre le petit nombre des calvinistes. La politique du gouvernement, qui s'obstinait à ne pas remettre le Consistoire entre les mains des néo-utraquistes, avait donc causé un grand désordre dans les rangs des non-catholiques, malgré l'accommodement réalisé par la Confession tchèque.

Pendant que se formait une nouvelle génération catholique militante et que la force du néo-utraquisme se ressentait des divergences d'ordre

dogmatique et liturgique du parti, l'Unité des Frères, contre laquelle le gouvernement lançait parfois des mandats d'interdiction, d'ailleurs sans effet, augmentait en nombre. Les Frères publiaient de nombreux ouvrages littéraires qui se signalaient par la profondeur des pensées et la pureté de la langue, tandis que les autres publications de l'époque manquaient d'originalité et péchaient par l'emphase du style.

La Bible de Králice, en six parties, est un monument de la haute intelligence des écrivains de l'Unité, qui représentait la fleur intellectuelle de la nation tchèque et qui témoignait d'une grande sollicitude pour les écoles.

A cette époque, les Frères penchèrent vers le calvinisme, et envoyèrent des étudiants à Strasbourg, Heidelberg et même à Genève. En 1604, les partisans du calvinisme remportèrent la victoire dans l'Unité même. Cette orientation théologique de l'Unité détermina également son orientation politique vers le calvinisme, en raison de laquelle Frédéric le Palatin fut choisi, en 1619, comme roi de Bohême.

Le développement intérieur de la Bohême fut interrompu tragiquement à la fin du XVI^{ème} et au commencement du XVII^{ème} siècle. Ce fut le moment d'entrée en action de cette génération catholique, élevée dans les années précédentes, qui ne dissimulait pas son désir de provoquer un conflit avec la majorité non-catholique. Ce projet qui apparaissait irréalisable à l'aide de moyens honnêtes, devait réussir grâce à l'astuce et à l'absence de scrupules dans le choix des moyens.

A l'instigation des éléments appartenant aux groupes de la contre-réformation à l'étranger, l'empereur Rodolphe mit à la tête de l'administration du pays des catholiques fanatiques, qui ne tardèrent pas à profiter de leur situation politique pour attaquer ouvertement les non-catholiques. Ainsi les sujets des seigneurs catholiques furent contraints de communier sous une seule espèce et la surveillance supérieure des biens royaux fut confiée à l'archevêque de Prague. Le mandat d'interdiction contre les Frères, renouvelé en 1602, fut également dirigé, d'une manière indirecte, contre les néo-utraquistes, et les fonctionnaires catholiques veillèrent à sa stricte application.

A la Diète, tenue en 1603, l'illustre écrivain Venceslas Budovec de Budov, ardent partisan de l'Unité, se fit, au nom des néo-utraquistes et des Frères Bohêmes, l'éloquent interprète de l'inquiétude qui s'était emparée de la majorité non-catholique. Mais les lieutenants impériaux catholiques prononcèrent la dissolution de cette Diète gênante pour le gouvernement et engagèrent des poursuites contre Budovec. Les fanatiques ne cachaient pas leur dessein de ramener le pays au catholicisme; la minorité qui était au pouvoir entendait ainsi commander à la majorité.

L'administration des villes royales fut confiée seulement aux catholiques et aux vieux-utraquistes afin de briser les liens religieux entre les villes et les hautes classes. La pression s'étendit des villes jusque sur les sujets des domaines catholiques et royaux. Le plan mûrement préparé devait être accompli sans hésitation et sans scrupules. Cependant, l'exécution du programme de la contre-réformation fut sérieusement compromise par une discorde qui éclata au sein de la famille des Habsbourg.

Dans l'âge avancé de Rodolphe, les symptômes de folie s'accusèrent de plus en plus, et le funeste héritage de Jeanne la Folle se manifesta d'une façon sinistre chez Don Jules César, fils naturel de Rodolphe. L'état mental de Rodolphe inspirait d'autant plus d'inquiétude que l'empereur n'avait pas d'héritier légitime. La question de la succession inquiétait les membres de la famille des Habsbourg depuis longtemps et surtout à partir de l'année 1600, mais l'insistance avec laquelle on pressait l'empereur de désigner son successeur augmenta seulement son obstination et fortifia sa défiance.

En 1606, au cours d'une réunion familiale tenue à l'insu de Rodolphe, son frère Mathias fut reconnu chef de la famille des Habsbourg. L'ambitieux Mathias entrevit alors la possibilité d'usurper au moins une partie des pays appartenant à Rodolphe. Les différends entre les deux frères s'aggravèrent encore par le refus de Rodolphe de ratifier la paix conclue par Mathias avec les Turcs et les insurgés hongrois; l'empereur n'apportait d'ailleurs aucune retenue dans ses marques de méfiance à l'égard de son frère.

Faible en somme, Mathias subissait l'influence de l'intrigant Melchior Khlesl, évêque de Vienne, alors véritable directeur de la politique des Habsbourg; celle-ci, malgré son programme contre-réformateur, ne dédaignait pas les alliés non-catholiques. L'opposition de Mathias se manifesta en 1606 par une entente avec les États autrichiens et hongrois pour la sauvegarde du traité de paix. Les négociations entre Mathias et Rodolphe, poursuivies pendant deux ans, n'aboutirent pas et, en 1608, Mathias entreprit une expédition militaire en Bohême.

Les États de Moravie, sous la conduite de Charles aîné de Žerotín, prirent fait et cause pour la rébellion et cherchèrent à entraîner les États de Bohême contre leur roi, mais ceux-ci, ainsi que les États de Silésie, restèrent fidèles à Rodolphe, malgré les efforts de Žerotín. Ils pensaient, à juste titre d'ailleurs, avoir plus de chances d'obtenir des concessions du roi affaibli que de Mathias vainqueur. Le traité de paix signé à Libeň laissa la Bohême et la Silésie à Rodolphe, à condition que ces pays reviendraient à Mathias à la mort de son frère. Mathias régnait alors sur l'Autriche, la Hongrie et la Moravie. Ces pays reçurent la li-

berté religieuse et on put remarquer aussi que le pouvoir des États s'accrut au point de vue politique.

Les États de Bohême, convoqués par Rodolphe dans la seconde moitié du mois de mai de l'année 1608, étaient décidés à régler leur attitude vis-à-vis du roi sur les concessions qu'il leur consentirait en matière de religion. Les États avaient nettement conscience de l'opportunité du moment qui leur permettrait enfin d'acquiescer ce qu'ils désiraient si ardemment, c'est-à-dire l'enjeu d'une lutte de plus de cinquante ans. Il s'agissait en effet de la reconnaissance légale de la religion de la majorité, et du droit, pour celle-ci, de fonder une organisation religieuse et de s'assurer la liberté religieuse.

A la tête des États se trouvait de nouveau Budovec, qui rédigea l'adresse contenant les desiderata présentés à Rodolphe. Outre la reconnaissance de la Confession tchèque, les États demandaient la direction du Consistoire et de l'Université. Rodolphe accéda immédiatement au désir des États en ce qui concernait les articles relatifs à la politique, pour lesquels votaient aussi les catholiques, mais il ajourna les questions religieuses à la Diète suivante. Mais cette fois il ne put jouer d'une politique d'ajournement. Les États néo-utraquistes étaient décidés à user de tous les moyens pour obtenir enfin justice. Ils étaient secondés dans leurs efforts, non seulement par les Frères qui agissaient en parfait accord avec eux, mais aussi par les vieux-utraquistes.

Il va de soi que les catholiques fanatiques, bien qu'en minorité, firent tout ce qu'ils purent pour empêcher les États d'obtenir le moindre avantage, et Rodolphe se trouvait de plus en plus sous leur influence. La Diète de 1609, qui avec celle de 1575 fut l'une des plus longues parmi les diètes de Bohême, devint alors le théâtre de luttes acharnées entre la majorité et la minorité. Les intrigues mises en œuvre pour désunir les non-catholiques échouèrent. Il ne restait plus qu'à recourir à la violence, et la dissolution de la Diète fut prononcée. Cependant, bien décidés à ne pas se séparer avant d'avoir obtenu la liberté religieuse, les États, de leur côté, eurent également recours à la force. Ils instituèrent un gouvernement provisoire et, d'accord avec les États de Silésie qui demandaient aussi la liberté pour la Confession d'Augsbourg, ils procédèrent à une levée de soldats. Les catholiques fanatiques continuaient, même à cette heure critique, à conseiller à l'empereur de ne faire aucune concession. Il se trouva cependant des hommes plus sages qui réussirent à se faire entendre à la cour et, le 9 juillet, Rodolphe II signa la fameuse „Lettre de Majesté“ donnant satisfaction presque entière aux revendications religieuses exposées par les États dans le mémoire de Budovec.

La „Lettre de Majesté“ fut accueillie avec une joie immense par la population non-catholique. L'heure si ardemment désirée où la liberté

religieuse devait ouvrir une ère de bonheur dans le pays était arrivée! Il serait désormais légalement permis aux néo-utraquistes ainsi qu'aux Frères Bohêmes de constituer une organisation ecclésiastique. En complément de la „Lettre de Majesté“, les États catholiques et non-catholiques conclurent un „Accommodement“ précisant le rapport des deux confessions dans le pays et autorisant les sujets des domaines royaux à construire librement leurs églises.

Les luttes religieuses terminées, tout faisait présager que désormais les efforts dépensés jusqu'ici pour conquérir la liberté de conscience pourraient être reportés vers d'autres champs d'activité. L'intolérance d'un petit groupe de catholiques fanatiques empêcha la réalisation de ces justes espoirs. Ils ne voulurent pas reconnaître la „Lettre de Majesté“ et Zdeněk de Lobkovice, grand chancelier, refusa de la contresigner, bien que la loi fût formelle à ce sujet. Leur échec ne les avait point découragés. Ils comprirent cependant qu'ils ne disposaient d'aucun moyen légal pour s'opposer aux conséquences de la „Lettre de Majesté“. Ils essayèrent alors de pousser les États à une révolte dont la répression anéantirait les garanties acquises au point de vue religieux! Ils pensaient pouvoir ensuite aisément rendre la Bohême catholique. Dix années seulement devaient s'écouler avant que leur sinistre projet se réalisât! Dès la délivrance de la „Lettre de Majesté“, les États non-catholiques s'employèrent activement à annuler les effets de l'hostilité que le gouvernement leur avait systématiquement témoignée jusqu'alors.

La Lettre de Majesté de 1609 étant le résultat des revendications communes des néo-utraquistes et des Frères, le Consistoire réorganisé comprenait aussi trois membres de l'Unité, dont l'un était vice-administrateur.

Les Frères conservèrent d'ailleurs leur organisation ecclésiastique et leur liturgie propre, quelque peu différente de celle des néo-utraquistes. Pour les autres adhérents au Consistoire néo-utraquiste un nouveau règlement ecclésiastique organisa l'Église tchèque depuis les Conseils ecclésiastiques locaux jusqu'au Consistoire, délimitant à chacun sa compétence et instituant des règles liturgiques fondamentales. L'Université fut représentée au Consistoire par trois membres; le recteur M. Bacháček de Nauměřice, écrivain et pédagogue distingué, y occupait une place prépondérante. Vingt-quatre „défenseurs de la foi“, dont un certain nombre appartenaient à l'Unité et chargés des intérêts de l'Église tchèque, furent élus vers la fin de l'année 1609.

Les salutaires effets de la Lettre de Majesté ne tardèrent pas à se manifester malgré les troubles politiques qui persistèrent jusqu'à l'avènement de Mathias. En 1609, les facultés intellectuelles de l'Empereur Rodolphe déclinaient fortement; seule l'idée d'assouvir sa vengeance à

l'égard de Mathias et des non-catholiques secouait sa torpeur. La folie, qui à cette époque commençait déjà régulièrement à s'emparer de lui, était caractérisée par des symptômes psycho-pathologiques allant jusqu'à la perversité; l'alcoolisme d'autre part contribuait à accélérer sa ruine.

Dans cet état mental, Rodolphe était évidemment à la merci d'hommes sans scrupules. Le plus remarquable parmi les aventuriers qui entouraient l'empereur était son neveu Léopold, évêque de Passau, de la branche styrienne des Habsbourg. Ce jeune intrigant, dont la dignité sacerdotale s'accordait fort mal avec le caractère, conçut l'audacieux projet de s'emparer de la Bohême et de déposséder ensuite Mathias des autres pays; ce plan fut élaboré de concert avec Rodolphe, qui promit à Léopold de le faire son héritier. Ce plan ne réussit qu'en partie. Les soldats de Passau s'emparèrent aisément du Sud-Ouest de la Bohême, et la partie de la ville de Prague située sur la rive gauche tomba entre leurs mains par trahison. La première partie de cette expédition aboutit à l'annulation de la Lettre de Majesté. Mais on se rendit bientôt compte que le plan de Léopold manquait d'envergure, l'opposition spontanée de la population transforma la victoire passagère des mercenaires de Passau en déroute.

Les États de Bohême comprirent bientôt le danger que courait la liberté de confession si difficilement acquise. Ils renoncèrent alors à leur attitude loyale à l'égard de ce roi en démente, et appelèrent Mathias à leur aide. Celui-ci n'hésita point à profiter de cette occasion. Abandonné de tous, Rodolphe dut abdiquer au mois d'août de l'année 1611. Six mois plus tard la mort le délivrait de ses tourments corporels et spirituels.

Entre temps, les espoirs que la Bohême avait mis en Mathias furent déçus; le nouveau roi (1611—1619) cessa bientôt d'être considéré comme un sauveur et le pays se trouvait devant de nouvelles luttes. Rodolphe fut le dernier roi de Bohême ayant sa résidence habituelle à Prague. Il avait réuni dans cette ville ses précieuses collections d'art dont les éléments, après les pillages consécutifs à la bataille de la Montagne Blanche et ceux de la guerre de Trente ans, vinrent orner divers Musées de l'Europe centrale. Mathias établit sa résidence à Vienne; le gouvernement de Bohême fut confié à des lieutenants pour la plupart catholiques fanatiques. Le nouveau roi n'était pas particulièrement doué. Suivant l'habitude de l'époque, sa femme Anne et lui faisaient bonne chère et les affaires de l'État le préoccupaient peu. Ambitieux mais sans énergie, son esprit de domination ne s'appuyait pas sur une habile diplomatie. Le directeur des affaires était en réalité le cardinal Khlesl, qui ne montrait pas un talent particulier d'homme d'État. Les catholiques intransigeants étaient ses adversaires; ils considéraient en effet son esprit de compromission comme une trahison.

L'avènement de Mathias n'amena en Bohême aucune amélioration du régime auquel étaient soumis les non-catholiques; ce fut plutôt le contraire qui eut lieu. Les personnages influents étaient encore Lobkovic, Martinice et Slavata, qui réservaient leur protection aux catholiques. Khlesl cherchait évidemment à amoindrir le pouvoir politique des États, considérablement consolidé au cours des discordes des membres de la maison des Habsbourg, mais son but principal était d'empêcher la création d'une confédération des pays appartenant à Mathias. La lutte pour la liberté de confession avait rapproché les États de la Couronne de Bohême, ceux de la Couronne de Saint-Etienne et ceux des pays d'Autriche. Ils avaient compris que leur entente faciliterait la réalisation de leurs vœux. Si nous pouvons donner le nom d'Autriche à la fédération préparée par les États des trois pays, cette Autriche aurait sûrement différé de celle que Ferdinand I^{er} songeait à créer. Les Habsbourg ont toujours tenté d'unifier les pays danubiens de l'Europe centrale où ils régnaient et d'en faire un État unique. L'unification religieuse intégrale devait constituer la première étape de cette centralisation. Les visées centralisatrices des Habsbourg étaient dictées par un esprit offensif qui ne tenait nul compte de l'individualité des pays. Le programme fédéraliste des États était au contraire défensif et respectait l'indépendance intérieure de chacun des membres de la fédération.

Au moment où l'absolutisme royal et les tendances centralisatrices s'opposaient au fédéralisme et à la féodalité des États, les Habsbourg étaient soutenus par la tendance générale qui régnait en Europe dès le XVI^{ème} siècle et qui visait à l'anéantissement du pouvoir des États et à l'affermissement du pouvoir absolu. Cet affermissement du pouvoir absolu n'alla pas sans secousses et sans heurts, même en France, qui était cependant un pays unifié. Dans les pays danubiens, les obstacles à surmonter pour atteindre ce but étaient considérables, les individualités ethniques et historiques avaient des traditions et des sentiments différents.

La politique de Khlesl et celle du gouvernement provoquaient de l'inquiétude aussi bien en Bohême qu'en Moravie. Les provocations des catholiques étaient de nature à exciter la majorité de la population et le mécontentement des États contre la politique du gouvernement se manifesta à la Diète de Budějovice, en 1614, alors que Mathias demandait des secours matériels considérables contre les Turcs. Résolu à éluder ou à violer les articles de la Lettre de Majesté, le gouvernement, qui aspirait à l'anéantissement des États non-catholiques, ne faisait rien pour assurer dans le pays l'ordre, la justice et la prospérité. Les finances royales étaient dans un désordre absolu, l'administration corrompue, et le pays dans une

misère profonde. Malgré tout, Khlesl réussit à sauver la couronne du désastre qui la menaçait, à la Diète générale tenue à Prague en 1615. Les États ne surent pas s'unir et agir d'un commun accord et Khlesl profita habilement du particularisme des divers partis.

Le gouvernement, comptant sur l'éparpillement des forces de l'opposition, tenta, deux ans plus tard, un nouvel essai. — C'était une provocation cynique à l'adresse de la Bohême non-catholique que de convoquer la Diète à Prague en 1617, pour y faire reconnaître Ferdinand de Styrie comme successeur de Mathias.

Le parti catholique en Bohême considérait la Lettre de Majesté comme une concession provisoire que la majorité avait obtenue par la force, aussi entendait-il ne pas s'y soumettre. Il voyait d'un mauvais œil la base légale solide acquise ainsi par les néo-utraquistes pour leur organisation ecclésiastique et les avantages sensibles qu'ils en avaient retirés. Les Frères s'établirent dans la chapelle de Bethléem, ancien lieu d'activité de Jean Hus, et organisèrent dans la chapelle du „Corps de Dieu“ des services divins en langue allemande, que de nombreux calvinistes étrangers fréquentaient. Les luthériens se concentrèrent dans le nouveau Temple du Saint-Sauveur, dans la Vieille Ville et, Hoë de Hoënegg, le prédicateur de la cour du prince électeur de Saxe, résida pendant quelque temps à Prague.

Le manque d'union nuisait cependant beaucoup à la cause des non-catholiques tchèques. La fraction de l'Église luthérienne, représentée jadis par Flacius Illyricus, et dont le centre était en Saxe, réunit en Bohême, dans la seconde moitié du XVI^{ème} siècle, un nombre d'adhérents qui allait toujours croissant. Cette fraction recrutait ses adhérents notamment parmi la population allemande du Nord de la Bohême, et le comte Joachim André Šlik, leur chef, avait des rapports intimes avec la cour de Saxe. Un autre groupe était composé des partisans du calvinisme, pour lequel un certain nombre de membres de l'Unité des Frères avaient de vives sympathies.

Il est naturel que les discussions soulevées en Allemagne par les théologiens des deux partis adverses aient eu une répercussion en Bohême, mais ce fut au détriment de l'unité d'action néo-utraquiste. L'influence du protestantisme allemand, figé à cette époque dans le principe „cuius regio eiusdem religio“ acceptant ainsi l'intolérance de l'Église romaine, était plutôt pernicieuse qu'utile à l'évolution religieuse en Bohême.

L'esprit de liberté religieuse exprimé dans la Confession tchèque ainsi que dans la Lettre de Majesté était en contradiction avec l'esprit étroit, dogmatique et rigide du luthéranisme allemand.

L'esprit tchèque était représenté par l'Unité des Frères, qui ne s'attachait jamais à la lettre d'une doctrine et subissait des changements con-

sidérables en matière de dogme; néanmoins elle ne faillit jamais au caractère fondamental du mouvement religieux tchèque, caractérisé par la sincérité dans l'effort vers la réforme morale de la vie.

Les catholiques de Bohême avaient adopté le principe allemand: „cuius regio, eiusdem religio“. Appliquant ce principe, ils ne plaçaient que des prêtres catholiques, fournis par les Jésuites, dans les cures de leurs domaines. L'archevêque Lohelius se fit le protecteur ardent du catholicisme dans les domaines royaux. Le gouvernement cherchait à détacher du Consistoire néo-utraquiste les prêtres vieux-utraquistes ne vivant pas dans les villes royales, qui de leur côté songeaient à fonder un Consistoire indépendant. La Lettre de Majesté ainsi que „l'Accommodement“ furent ouvertement violés et les catholiques devinrent de plus en plus provocants. En outre, les catholiques tchèques trouvèrent auprès de la cour ainsi qu'en Espagne le plus large appui.

L'acceptation de Ferdinand de Styrie comme roi de Bohême, en 1617, marque pour les catholiques une victoire décisive. La personnalité de Ferdinand de Styrie était par elle-même un programme précis; celui de l'irréconciliable contre-réformation que l'archiduc, peu doué, mais fort obéissant, avait fait sien à l'Université jésuite d'Ingolstadt. Les non-catholiques tchèques connaissaient fort bien sa manière de penser, ils savaient aussi que les Jésuites le dominaient complètement. Malgré cela, ils n'osèrent pas faire opposition à Ferdinand à la Diète de 1617; seuls, deux membres dans toute l'assemblée prirent ouvertement position contre lui. La désunion des États non-catholiques, leur insuffisante connaissance des questions juridiques et les menaces de la cour portèrent leurs fruits.

Ferdinand fut élu roi de Bohême le 6 juin 1617. Il avait confirmé, avant le couronnement, la „Lettre de Majesté“; ce n'était cependant qu'une mince fiche de consolation. Après l'élection de Ferdinand, les catholiques et le gouvernement perdirent le peu de retenue qu'ils avaient eu soin d'observer jusque-là. La liberté religieuse fut violée avec ostentation, les non-catholiques furent éloignés des services publics et les prédicateurs jésuites ouvrirent une campagne contre les non-catholiques. Inciter les non-catholiques à accomplir un acte de révolte irréfléchi, dont la répression entraînerait à sa suite l'abolition de la liberté religieuse, telle était l'intention évidente de la minorité catholique!

Dans les villes royales, seuls les catholiques furent nommés échevins et la juridiction du prévôt royal de Prague fut étendue de telle sorte que l'administration communale passait tout entière sous la tutelle du gouvernement. Il ne s'agissait de rien moins que de placer les villes sous la tutelle complète du gouvernement et d'empêcher ainsi leur coopération avec la noblesse.

Un incident susceptible de mettre le feu aux poudres fut l'affaire des églises protestantes dans les petites villes allemandes de Broumov et de Hroby. L'abbé de Broumov fit fermer le temple protestant et les protestataires furent emprisonnés. Le temple de Hroby fut démoli par ordre de l'archevêque. Les deux temples étaient situés sur le territoire de l'Église, et les États non-catholiques affirmaient à juste titre que les biens de l'Église faisaient partie des biens royaux, sur lesquels les sujets pouvaient, conformément aux articles de la Lettre de Majesté, construire librement des églises de culte différent. Les non-catholiques furent d'avis que cet acte arbitraire, qui violait ouvertement la loi de 1609, ne pouvait être toléré. Les défenseurs de la foi, élus en 1609, convoquèrent, pour le mois de mars de l'année 1618, un congrès du parti non-catholique à l'occasion duquel fut élaboré un résumé de leurs griefs, qui fut remis à l'empereur et aux lieutenants impériaux. Le congrès décida en même temps de se réunir à nouveau le 21 mai pour entendre la réponse du roi. Les États non-catholiques étaient autorisés par la loi de 1609 à agir ainsi. Le gouvernement de Mathias agit donc illégalement en interdisant le congrès du mois de mai. Les États mécontents décidèrent de ne pas se soumettre à l'ordre du roi, qui était en opposition avec la loi du pays, et leur exaspération se tourna surtout contre les lieutenants Slavata et Martinice, adversaires connus de la liberté religieuse, qu'on soupçonnait d'être les instigateurs de l'interdiction du congrès de mai.

Le lundi 21 mai, le congrès annoncé se réunit au collège Charles. Il fut inauguré par une prière. Les assistants y furent très nombreux; pourtant les villes royales, qui avaient été auparavant contraintes à des manifestations de loyalisme, n'osèrent pas y envoyer leurs représentants. Dans l'après-midi du mardi quelques personnalités du Congrès tinrent une réunion intime à Malá Strana. Au cours de cette réunion, il fut décidé que le lendemain les lieutenants royaux Slavata et Martinice seraient précipités par les fenêtres du château de Prague. Cette résolution énergique fut prise pour entraîner les hésitants et manifester au gouvernement de Vienne la fermeté et la sincérité des États. Le 23 mai les membres du Congrès se rendirent en grand nombre au château de Prague. Un tribunal à procédure sommaire fut institué pour juger Slavata et Martinice, principaux violateurs de la „Lettre de Majesté“. A la suite de discussions orageuses, ils furent jetés par les fenêtres du château dans un profond fossé, l'impertinent secrétaire Fabricius partagea leur sort. Seul, Slavata fut sérieusement blessé; on le transporta dans le voisinage, au palais Lobkovice, où Madame Polyxena de Lobkovice, catholique fervente, épouse de Zdeněk de Lobkovice, grand chancelier, se chargea de panser ses blessures. Les États ne molestèrent pas autrement les défénestrés.

Martinice et Fabricius s'enfuirent immédiatement de Prague pour se rendre à Vienne y porter la nouvelle de la révolte des États de Bohême. Cette sédition venait à propos pour servir les desseins des catholiques intransigeants d'Autriche, groupés autour de Ferdinand de Styrie.

Au début de leur action, les États avaient déclaré qu'ils ne visaient nullement l'autorité royale mais seulement les violateurs des lois du pays. En témoignage de leur loyalisme, ils firent après la défénestration un cortège d'honneur à deux autres lieutenants catholiques qu'ils accompagnèrent jusqu'à leur résidence. Bien que la population de Prague fût fortement surexcitée, principalement contre les catholiques et les juifs, aucun excès ne fut commis, grâce aux efforts du comte Thurn.

Au lendemain de la Défénestration, les États constituèrent un nouveau gouvernement se composant de trente directeurs, mobilisèrent les effectifs du pays et confisquèrent à leur profit les impôts votés par la Diète. Dans un mémoire qu'ils présentèrent au roi le 26 mai, ils exposèrent les motifs de leur attitude, sans omettre toutefois d'affirmer leur loyalisme. Mais dès ce moment un certain nombre de seigneurs avaient pris la résolution de choisir un nouveau roi.

CHAPITRE IX

L'INSURRECTION TCHEQUE

Intentions de la majorité des Etats. — Motifs de l'insurrection. — Responsabilité de la rupture avec les Habsbourg. — Lutte des deux partis tchèques. — Expulsion des Jésuites. — Attitude néfaste de Žerotín. — Situation de la cour de Vienne. — Victoire des intransigeants. — Les Etats tchèques en quête d'alliance. — Mort de Mathias (mars 1619). — Règne de Ferdinand II (1619—1637). — La Moravie ralliée. — Les troupes tchèques devant Vienne. — Confédération danubienne. — Frédéric le Palatin élu roi (août 1619). — Le caractère de Frédéric. — La situation internationale. — Les alliances de l'empereur. — La bataille de la Montagne Blanche 8 novembre 1620. — Fuite de Frédéric. — Occupation de Prague. — Vienne songe à la revanche. — Charles de Liechtenstein. — Le tribunal d'exception. — Exécution de 27 seigneurs (21 juin 1621). — Confiscation des biens. — Dépréciation de la monnaie. — Prodigalité de Ferdinand. — Albert de Wallenstein. — Débuts de la contre-réformation. — Expulsion des prêtres non-catholiques. — Difficultés du catholicisme. — La terreur contre-réformatrice. — Expulsion de la noblesse non-catholique. — Le destin des émigrés. — La Nouvelle Constitution. (1627). — La ruine des villes et de la petite noblesse. — La période intermédiaire de l'histoire de la Bohême finit-elle en 1627 ou en 1749?

La nouvelle de la Défenestration de Prague se répandit bientôt et les événements de Bohême retinrent à nouveau, après un long intervalle, l'attention de l'Europe. La journée du 23 mai n'était, dans la pensée de la plupart des Etats, qu'une démonstration éclatante devant faire comprendre à l'empereur la gravité de la situation et obliger le gouvernement à modifier sa politique. Au début, l'idée d'une révolution et d'une rupture absolue avec les Habsbourg ne germa que dans l'esprit de quelques-uns des révoltés. Les mesures prises au mois de mai par les Etats n'étaient pas encore considérées comme des manifestations révolutionnaires, on n'y voyait qu'un moyen de rendre le gouvernement plus conciliant; la situation était donc analogue à celle des années 1609 et 1611.

Si nous comparons les mesures prises par les Etats non-catholiques avec les procédés vexatoires employés par les catholiques, nous les trouvons très modérées et nullement de nature à empêcher de trouver un terrain d'entente. Il était loisible au roi de se mettre d'accord avec les Etats mécontents ou de laisser agir librement le parti catholique irréconciliable.

Dans son excellent ouvrage „La Fin de l'Indépendance Bohême“, Ernest Denis, l'illustre ami de la nation tchèque, esquisse un sombre tableau des Etats avant la „Montagne Blanche“. D'après cet historien, la lutte

des Etats pour la liberté religieuse n'aurait été en réalité qu'une lutte entreprise pour la satisfaction d'intérêts égoïstes. Des études plus récentes nous ont montré que ce jugement ne correspond pas exactement à la réalité. L'exposé de l'histoire de la Bohême au XVI^{ème} siècle, que nous avons fait plus haut, montre les Etats luttant avant tout pour leur liberté religieuse qui, en effet, était étroitement liée à leurs droits politiques. Voulant sauvegarder leur liberté religieuse si péniblement arrachée aux Habsbourg, ils comprenaient qu'elle ne pouvait être défendue que par des armes politiques. Ce fut en effet seulement grâce à des manœuvres politiques que les Etats avaient obtenu l'approbation de la Confession tchèque en 1575, de même que la Lettre de Majesté en 1609.

Depuis le commencement du XV^e siècle, la société tchèque menait une vie presque exclusivement religieuse qui absorbait le meilleur des forces nationales. On ne doit donc pas rechercher les causes de l'insurrection tchèque dans le désir unique d'acquiescer des droits politiques, mais dans le désir de s'assurer une entière liberté en matière religieuse, ainsi que de briser la tactique agressive de la minorité catholique. Néanmoins l'action énergique du 23 mai n'avait été conçue que par un certain nombre de membres éminents des Etats. Ce fait montre bien le caractère de la société tchèque d'avant la Montagne Blanche, dans laquelle seuls quelques personnages avaient la direction des affaires publiques, les autres se désintéressant de la politique.

En admettant même que l'idée d'une rupture complète avec la dynastie des Habsbourg eût été énoncée au cours de la réunion de l'après-midi du 22 mai, la conduite de ceux qui ont décidé à cette occasion la défenestration des lieutenants impériaux, ne peut être taxée de légèreté. Tout les autorisait à croire qu'ils avaient la supériorité du point de vue moral et matériel; ils comptaient en effet sur l'aide de tous les pays de la Couronne de Saint-Venceslas, ainsi que sur celle des pays autrichiens et hongrois, où les luthériens et les calvinistes avaient la majorité. Ils avaient également des raisons d'espérer que l'Union protestante allemande empêcherait la Ligue catholique de venir en aide à l'empereur, et qu'elle leur apporterait son concours dans la lutte qu'ils soutenaient pour leur juste cause. En outre, ils avaient à leur tête des hommes sincères et habiles tels que Budovec et Šlik. Il faut reconnaître cependant que les chefs de la révolte commirent certaines fautes, mais elles étaient inhérentes à l'esprit de l'époque et personne alors ne pouvait prévoir leurs conséquences.

Ce qui rendait cette lutte réellement tragique, c'est que les deux partis en présence étaient deux partis tchèques: la minorité catholique et la

majorité non-catholique, qui s'en voulaient mutuellement à mort. Les provocations des catholiques fanatiques, qui se prévalaient de la bienveillance de la cour, avaient amené les non-catholiques à user de la violence. Les catholiques espéraient en effet pouvoir ainsi jeter dans la balance leur volonté inébranlable de vaincre à tout prix.

La société tout entière était à cette époque caractérisée par un profond matérialisme, qui ressort nettement de la comparaison de la période hussite avec celle de la Montagne Blanche; au cours des guerres hussites de nombreux héros n'avaient pas hésité à offrir leur vie pour la gloire de Dieu et le salut de leur âme, tandis que les hommes du XVI^{ème} et du XVII^{ème} siècles ne concevaient pas la nécessité du sacrifice et ne s'y décidaient qu'en hésitant.

L'une des premières mesures prises par le directoire, à la tête duquel était placé Venceslas Guillaume de Roupov, membre de l'Unité, fut l'expulsion des Jésuites et la confiscation de leurs biens. Cette décision s'explique aisément: les intentions des Jésuites à l'égard des hérétiques étaient bien connues; mais rien d'autre ne fut entrepris contre les catholiques. Aussitôt après, les États cherchèrent à s'assurer le concours des autres pays de la Couronne de Bohême. La Silésie, en sa majeure partie protestante et allemande, se montra disposée à collaborer à la lutte pour la liberté religieuse, mais la Moravie, sous la néfaste influence de Charles aîné de Žerotín (membre de l'Unité des Frères), refusa à ce moment son aide, s'offrant seulement comme médiatrice entre Prague et Vienne. Žerotín, ancien partisan de Mathias, se vengeait ainsi du refus des États de Bohême de participer en 1608 à sa lutte contre Rodolphe. Son manque de clairvoyance en la circonstance fut la cause de la passivité des Moraves, qui influença les États des pays autrichiens; ceux-ci, bien que sympathisant en principe avec les mesures prises par les Tchèques, se montrèrent alors assez réservés.

La cour de Vienne comprenait alors deux partis. Les catholiques modérés dirigés par Khlesl conseillaient des négociations avec les Tchèques en vue d'aboutir à un accord. Les partisans du nouveau roi Ferdinand II, comprenant entre autres catholiques tchèques, Zdeněk de Lobkovice, grand chancelier, voyaient au contraire dans la Défenestration de Prague une occasion favorable de s'assurer une victoire complète qui permettrait la confiscation éventuelle des biens des hérétiques révoltés.

Mathias malade, écoutait d'une oreille distraite les conseils de Khlesl, ce qui permit aux partisans de l'intransigeance de recourir à la force; Khlesl fut arrêté et interné dans le Tyrol. La disparition de ce dernier assurait aux fanatiques la direction complète du mouvement et peu après, les armées impériales envahirent la Bohême. La guerre fut menée mol-

lement des deux côtés jusqu'à la mort de Mathias. Aucun des deux partis ne pouvant remporter la victoire décisive, il fallut recourir à des alliances étrangères.

Les capacités financières des belligérants jouaient un rôle important, le XVII^{ème} siècle ne connaissant que les armées mercenaires, qui ne se battaient bien que lorsqu'elles étaient bien payées. Les Tchèques obtinrent les promesses de l'Union protestante, notamment de son chef calviniste Frédéric le Palatin. De son côté, l'empereur put escompter les secours de l'Espagne et de la Pologne. Entre temps, Charles Emmanuel de Savoie, bien que prince catholique, mais par principe ennemi des Habsbourg, vint rapidement au secours des États de Bohême; ses soldats, sous la conduite de Mansfeld, prirent dès 1618 la ville catholique de Plzeň. Budějovice, autre rempart du catholicisme en Bohême, se trouvait aux mains de Bucquoy, chef de l'armée impériale. Pendant que la Bohême méridionale était soumise aux rigueurs de la guerre, des négociations, certes peu sincères, se poursuivaient entre Vienne et Prague, avec le concours de médiateurs étrangers. Les États de Bohême respectèrent toujours Mathias comme roi de Bohême et à la nouvelle de sa mort toutes les cloches de la ville sonnèrent le glas funèbre. Dès ce moment la situation devint plus nette des deux côtés.

Ferdinand II, le nouveau roi, envoya cependant en Bohême un message exprimant son intention de confirmer toutes les libertés du pays. Les États de Bohême, par la bouche de Šlik, déclarèrent qu'ils voulaient s'affranchir eux-mêmes du joug autrichien. Cette démonstration à l'égard de la politique du gouvernement prend dès lors la tournure d'une révolution dirigée contre les Habsbourg. Les États arrêtaient un certain nombre de dispositions énergiques. Après que la Lusace se fut jointe aux Tchèques, Thurn, le chef des armées des États, entra en Moravie. Celle-ci, après une courte démonstration militaire, se rallia à la cause tchèque, et constitua aussi un Directoire. Ce rapprochement prouvait bien que le refus opposé par la Moravie en 1618 ne découlait pas d'une question de principe, mais avait été seulement inspiré par Žerotín.

De Moravie, Thurn passa en Autriche, où les États protestants lui firent un chaleureux accueil. Les pays de la Couronne de Bohême et les pays autrichiens formèrent une coalition contre les Habsbourg. Lorsque les armées des États de Bohême furent arrivées devant Vienne, les États autrichiens demandèrent catégoriquement à Ferdinand de leur accorder par écrit la liberté religieuse. A ce moment critique un détachement de cavaliers de l'armée impériale dégagea Ferdinand, que les États protestants serraient déjà de près. Thurn, devant Vienne, attendait que la ville lui ouvrît ses portes. Déçu dans son espoir et n'ayant pas de forces

suffisantes pour assiéger la ville, il rentra en Bohême où Bucquoy, le chef impérial, avait repris l'offensive.

M. Pekař, professeur d'histoire à l'Université de Prague, a fait observer dans son livre „La Montagne Blanche“, qu'une confédération des pays de la Couronne de Bohême avec les pays autrichiens et hongrois aurait eu un grand avenir politique et la Bohême aurait pu y obtenir la prépondérance. Cette confédération, une fois bien consolidée, aurait constitué un nouvel État comprenant les principaux pays qui devaient, plus tard, former la monarchie autrichienne. L'union de ces pays, née d'une coopération dans une lutte défensive pour la sauvegarde de la liberté de conscience, aurait vraisemblablement engendré une libre fédération, dans laquelle chaque pays aurait vécu une vie indépendante à l'intérieur et dont le centre n'aurait pas été Vienne mais Prague.

Des trois groupes qui, plus tard, finirent par créer l'Autriche-Hongrie, le groupe tchèque aurait été, en temps normal, le plus important au point de vue intellectuel et économique. Cependant, à cette époque, les États de Bohême attachaient un plus grand prix aux alliances étrangères qu'à une union étroite avec les autres pays de la maison des Habsbourg, sans toutefois renoncer à cette dernière. Seule l'élection du nouveau roi de Bohême devait mettre fin à cette situation.

La Diète générale de la Couronne de Saint-Venceslas, qui s'était réunie au mois de juillet de 1619, arrêta avant l'élection une disposition très caractéristique, apportant une fois de plus la preuve que les États de Bohême luttèrent spécialement pour leur liberté religieuse. La confédération militaire, conclue sans délai de dénonciation entre tous les pays de la Couronne de Bohême, marquait une modification profonde de la Constitution du royaume de Bohême. Elle confirmait en effet le droit de la Diète à désigner le roi de Bohême au moyen d'une élection et fortifiait sensiblement les pouvoirs juridiques des Diètes des États. L'élection du roi dépendait d'un comité électoral se composant de six membres, dans lequel deux voix appartenaient à la Bohême et une voix à chacun des autres pays : Moravie, Silésie, Haute et Basse-Lusace.

Le renforcement de la solidarité des pays de la couronne de Bohême était un fait remarquable en soi, les États de Bohême, renonçant à leurs prétentions orgueilleuses de naguère, partageraient désormais le gouvernement avec les États des autres pays de la couronne. Ce n'est qu'après ratification du traité créant la confédération qu'il fut procédé à l'élection d'un roi.

Le parti luthérien, dirigé par Šlik, soutenait le prince-électeur de Saxe; la victoire resta cependant le 26 août à Frédéric, prince-électeur du Palatinat, candidat de l'Unité des Frères et chef de l'Union protestante.

Frédéric n'accepta pas sans hésitation. Il s'y résigna cependant sur les instances de sa femme, l'ambitieuse Elisabeth, fille de Jacques I^{er}, roi d'Angleterre, et surtout sur l'avis de ses conseillers intimes, en particulier d'Anhalt. La situation du pays n'était, certes, pas très favorable au moment de l'avènement du nouveau roi, néanmoins elle n'était pas désespérée. Les États autrichiens d'abord, ensuite la Hongrie avaient adhéré à la confédération. Gabriel Bethlen, duc de Transylvanie, vint aussi au secours des Tchèques. Les manœuvres habiles des troupes alliées les amenèrent à nouveau devant Vienne. Cette ville néanmoins ne succomba pas non plus cette fois, surtout en raison de la tactique irrésolue de Bethlen. Le seul résultat obtenu fut l'évacuation de la Bohême méridionale par les armées impériales.

Le choix de Frédéric comme roi ne fut pas précisément heureux. Ce jeune prince aurait pu être un bon roi en temps de paix, mais il était incapable de dominer une situation aussi périlleuse. Son élection provoqua l'inimitié de Jean Georges, prince électeur de Saxe, alors sous l'emprise de Hoë de Hoënegg, prédicateur passionné qui haïssait les calvinistes. Jean Georges passa finalement dans le camp impérial et, oubliant ainsi la fidélité évangélique et l'oppression de Rome, trahit, pour une partie de la Couronne de Bohême, ses coreligionnaires. Par haine du Palatinat calviniste, le prince électeur luthérien combattit dans les mêmes rangs que Maximilien de Bavière, élève des Jésuites, qui escomptait la dignité de prince électeur du Palatinat. L'espoir d'une aide anglaise s'évanouit également, Jacques I^{er}, légitimiste endurci et doctrinaire scholastique, ne consentit pas, malgré le désir de son peuple, à seconder son gendre dans l'aventure de Bohême en lui envoyant des secours suffisants. Enfin, l'Union protestante et la Ligue catholique avaient conclu — grâce à la France, qui reniait ainsi la politique du grand roi Henri IV — un accord qui laissait à Maximilien de Bavière, chef de la Ligue, sa liberté de mouvement et assurait la passivité de l'Union.

L'aide des protestants étrangers manquant complètement, l'insurrection tchèque ne put compter que sur ses propres forces et sur l'aide des Hongrois. L'empereur Ferdinand obtint à cette époque des secours financiers et militaires de l'Espagne et du pape. Mais les services les plus précieux lui furent rendus par Maximilien de Bavière qui, après avoir longtemps hésité, se laissa gagner par les promesses formelles de l'empereur et marcha en personne à la tête des armées de la Ligue contre la Bohême. Les deux Lusaces furent promises à l'Électeur de Saxe en récompense de la pacification de la Silésie.

La campagne commença au mois de juillet de l'année 1620. La Haute et la Basse-Autriche furent soumises et vers la fin du mois de sep-

tembre, les armées de l'empereur et celles de la Ligue, sous la conduite de Tilly, envahirent ensemble la Bohême en passant par Budějovice et Písek d'où elles se dirigèrent sur Plzeň. Les armées tchèques, commandées par Anhalt, reculèrent jusqu'à la Montagne Blanche, à l'Ouest de Prague. Cette funeste bataille, qui ne dura pas plus de deux heures et au cours de laquelle l'armée tchèque subit une défaite complète, eut lieu le dimanche 8 novembre. La défection, au milieu de la bataille, des cavaliers magyars eut un effet démoralisant sur les autres combattants qui étaient harassés de fatigue par de longues marches et aigris par les retards apportés au paiement de leur solde.

Au point de vue stratégique, la bataille de la Montagne Blanche n'était pas une défaite décisive. La ville de Prague, si peu éloignée, était assez fortifiée et pouvait très bien être défendue par une poignée d'hommes sûrs contre les armées réunies de l'empereur et de la Ligue, non préparées pour une campagne d'hiver et décimées par les maladies. La catastrophe de la Montagne Blanche fut provoquée en réalité par la panique que la nouvelle produisit à Prague. Les autorités responsables perdirent la tête et ne furent pas plus capables d'examiner froidement la situation que de songer à la défense de Prague, de sorte que le matin du 9 novembre, Frédéric, suivi de ses principaux conseillers, s'enfuit de la ville. Deux heures après, Bucquoy fit son entrée au château royal de Prague ayant à sa suite Maximilien de Bavière.

La ville de Prague se rendit à la merci du vainqueur, les chefs restés en ville prêtèrent serment à Ferdinand II, leur roi héréditaire; ils implorèrent Maximilien et le prièrent d'intercéder en leur faveur.

La nouvelle de la bataille de la Montagne Blanche et de la capitulation de Prague parvint à Vienne assez tard et y provoqua une joyeuse émotion. Les fanatiques catholiques voyaient enfin leur désir réalisé: la Bohême hérétique anéantie et l'Église romaine triomphante. Le Père Sabinus, prédicateur de l'ordre des Capucins, paraphrasa devant Ferdinand les paroles des Saintes Écritures: „Tu les frapperas avec une baguette de fer et tu les briseras comme de la vaisselle“. Un misérable parvenu, Don Martin de Huerta conseilla une complète extermination de l'infidèle nation hérétique. A côté de ces conseils haineux, d'autres voix plus modérées s'opposèrent à tout bouleversement par la violence et à un brusque retour au catholicisme, préférant le retour au „status quo ante“. Le faible Ferdinand II, hésitant, finit par écouter les suggestions de son prédicateur jésuite.

La Bohême fut soumise à un régime d'exception. Le gouvernement du pays fut confié à Charles de Liechtenstein, ancien protestant, partisan de l'absolutisme monarchique, mais qui n'affichait pas un fanatisme re-

ligieux exagéré. Plusieurs mois s'écoulèrent avant que Vienne se décidât à agir; on attendait en effet que la Moravie se fût rendue à Bucquoy et la Silésie à l'Électeur de Saxe.

Au mois de février de l'année 1621, Liechtenstein reçut l'ordre d'arrêter les principaux rebelles qui, pour la plupart, étaient restés à Prague. Un tribunal d'exception fut institué, dans lequel siégeaient, contrairement aux lois du pays, plusieurs étrangers. Ce tribunal condamna par contumace les révoltés en fuite et confisqua leurs biens. Le procès se termina par la condamnation à mort de vingt-sept chefs de l'insurrection. Ferdinand signa la sentence exécutoire, non sans hésitation, car les avertissements l'exhortant à la modération ne lui manquaient pas, mais le cardinal Dietrichstein et quelques autres étouffèrent la voix de sa conscience.

L'exécution eut lieu le 21 juin 1621 de grand matin; les suppliciés montrèrent beaucoup de courage et de dédain pour le vainqueur. Cependant, l'avidité sanguinaire des nouveaux maîtres de la Bohême n'était pas apaisée, et les événements qui suivirent l'exécution sur la place de l'Hôtel de Ville de Prague dépassèrent par leur cruauté le massacre des „Martyrs Tchèques“.

Les biens confisqués jusqu'alors représentaient une somme considérable, cependant tous ceux qui auraient voulu mettre à profit cette occasion de s'enrichir n'étaient pas satisfaits. Les confiscations pratiquées après l'Édit connu sous le nom de „pardon général“ de 1622, bien qu'ayant l'apparence de procès juridiques, constituèrent en réalité la plus odieuse spoliation que l'histoire ait jamais enregistrée. La population libre fut réduite à la mendicité afin qu'on pût récompenser largement ceux qui étaient restés fidèles aux Habsbourg. Ce déni de justice apparaît d'autant plus scandaleux qu'on déposséda totalement ceux qui étaient désignés comme ne devant donner qu'une partie de leurs biens; seuls un petit nombre reçurent l'indemnité légale. Bien que la Chambre de Bohême tint le registre de ces dettes en ordre, elle ne paya jamais et, à partir du milieu du XVII^{ème} siècle jusqu'au milieu du XIX^{ème}, la Diète vota toujours un moratorium. Enfin, la catastrophe économique fut achevée par la dépréciation de la monnaie (sous le nom de longue monnaie) ce qui équivalait à une déclaration indirecte de faillite.

La prodigalité de Ferdinand ne connaissait pas de bornes, il distribua à l'Église et aux aventuriers militaires une partie considérable des biens frauduleusement confisqués. Ceux qui acquéraient des biens payaient relativement peu, l'abondance des offres ayant fait baisser le prix des terres et les transactions se réglant habituellement en „longue monnaie“; les fraudes, du reste, n'étaient pas rares dans ces sortes d'achats. Au milieu de cette démoralisation générale, d'immenses domaines se consti-

tuaient, notamment le duché de Friedland, d'Albert de Wallenstein, qui sut habilement s'emparer des biens importants de Marguerite Smiřická.

La contre-réformation par la violence vint s'ajouter à la ruine économique des non-catholiques tchèques; les confiscations devaient servir de châtiment aux rebelles, la contre-réformation extirper l'hérésie jusqu'à la racine. Les exhortations à la prudence ne manquaient cependant pas. Les „hommes politiques“ insistaient sur le fait que les excès de la contre-réformation irriteraient l'allié de l'empereur, l'Electeur de Saxe. Cependant, Charles Caraffa, l'irréconciliable nonce du pape, l'emporta en persuadant l'empereur que les affaires de Dieu ne doivent pas demeurer en souffrance pour des considérations d'ordre politique. Au mois de décembre 1621, les prédicateurs non-catholiques furent expulsés des villes royales. Cette persécution fut motivée par des raisons politiques — la cour de Vienne avait déjà argué du même motif pour expliquer le supplice du 21 juin — et, pour le moment, les prédicateurs non-catholiques, servant sur les domaines de la noblesse non-catholique, ne furent pas molestés.

A mesure que les armées de l'empereur et de la Ligue avançaient victorieusement en Allemagne (le Palatinat fut conquis), l'assurance de la cour de Vienne allait croissant. Finalement même, on n'eut plus aucun égard pour le prince électeur de Saxe et un décret du mois d'octobre 1622 expulsa les prêtres luthériens, que le décret de l'année 1621 n'avait pas touchés. L'exécution de ces décrets traîna en longueur et les troubles de la guerre empêchèrent la stricte application des décrets d'expulsion décidés en 1624 et se rapportant à tous les prêtres non-catholiques de Bohême. Le cardinal Ernest Adalbert, comte Harrach, archevêque de Prague, bien qu'animé de l'esprit de la contre-réformation, la voulait néanmoins aussi douce que possible; il ordonna aux „Visitateurs“ d'user de persuasion plutôt que de violence. L'Église catholique se trouvait en effet aux prises avec une difficulté énorme: elle avait à pourvoir de curés catholiques — auxquels incomberait à l'avenir le soin de convertir la population au catholicisme — les paroisses desservies autrefois par des prêtres non-catholiques. Mais l'impatience des fanatiques était si grande qu'ils manquèrent de discernement. Après la victoire de Wallenstein près de Lutter, en 1626, qui décida de l'issue de la guerre „danoise“ au profit du catholicisme, il fut procédé à l'achèvement du programme de la contre-réformation.

Jusqu'alors, les dispositions prises ne touchaient que les prêtres non-catholiques, les villes et la population. La résistance héroïque du peuple fut mise à l'épreuve d'une manière cruelle: la soldatesque qu'on logea chez les personnes restées fidèles à l'ancienne foi, répandit la terreur

partout autour d'elle et toutes les horreurs sanguinaires des „dragonnades“ furent mises en œuvres pour contraindre les bourgeois et les paysans à se départir de leur attachement à leur foi et à se déclarer catholiques, au moins pour la forme.

L'archevêque Harrach et quelques autres personnes sensées s'élevèrent contre cette méthode de violence; ce fut sur leur conseil qu'on institua une commission de réformation, qui devait ramener le peuple au catholicisme d'une manière pacifique. Quelques mois après l'institution de cette commission, un décret de juillet 1627 ordonna à l'aristocratie d'embrasser la religion catholique ou de quitter le pays dans les six mois.

Le décret de l'année 1627 provoqua une émigration en masse qui priva le pays de ses meilleures forces économiques et intellectuelles. Au moins 15% de l'aristocratie et environ trente mille familles bourgeoises de Bohême émigrèrent. Bon nombre d'émigrés étaient décidés à ne pas rester inactifs; ils devinrent par la suite de zélés agents antihabsbourgeois, nourrissant le ferme espoir que les conséquences de la Montagne Blanche ne seraient pas éternelles et qu'elles seraient corrigées bientôt par une guerre de coalition européenne contre les tentatives d'expansion des Habsbourg.

La majeure partie des émigrés s'établirent en Saxe, où ils durent adopter la confession de l'Etat. Ce fut alors que commença à travers l'Europe la randonnée de Jean Amos Komenský (Comenius), évêque de l'Unité des Frères et grand pédagogue, dont l'activité bienfaisante profita à tout le monde sauf à sa patrie qu'il avait tant aimée.

La première période de la contre-réformation en Bohême, de même que la liquidation de l'insurrection tchèque, se termina en 1627 par la publication de la Nouvelle Constitution octroyée au pays. Cette nouvelle constitution montre clairement que Ferdinand II — ou plus exactement ses conseillers — voulait profiter de sa victoire sur les rebelles, non seulement du point de vue religieux, mais aussi du point de vue politique. Les États de Bohême s'étaient opposés à la tendance européenne de cette époque vers l'absolutisme royal, principalement pour des raisons religieuses, et la confédération de l'année 1619 avait encore fortifié le pouvoir des Diètes en face de celui du roi. La Nouvelle Constitution, en ramenant la vie normale dans le pays, transféra légalement au roi tous les droits que détenaient jusqu'alors les Diètes des États. La suppression du droit d'initiative, en fait de législation, fut la plus grave atteinte aux prérogatives de la Diète; désormais elle ne pourrait délibérer que sur les propositions présentées par le roi. Ce ne fut qu'en 1640 qu'elle obtint l'initiative dans les affaires d'importance secondaire. Les États conservaient bien le droit de consentir les impôts, mais ils ne pouvaient plus deman-

der en échange de concessions au roi. Le trône de Bohême fut proclamé héréditaire dans la famille des Habsbourg, de sorte que la Diète n'avait même plus à „reconnaître“ le nouveau roi et ne se réunissait que pour lui rendre hommage. La Couronne de Bohême, jusqu'alors couronne élective ainsi que l'avait confirmé le traité créant la confédération de 1619, perdit désormais ce caractère; les fonctionnaires du pays ne prêtèrent depuis lors serment qu'au roi. Il fut permis d'en appeler au roi des décisions des tribunaux seigneuriaux. La Nouvelle Constitution ne reconnut que le catholicisme comme religion d'État; les adhérents de tous les autres cultes seraient considérés comme coupables de haute trahison.

La Nouvelle Constitution proclama l'égalité des langues tchèque et allemande. Mais le tchèque, qui avait été déclaré en 1615, langue d'État en Bohême, subit l'affront de se voir relégué au second rang. Le fait que seul le texte allemand de la Nouvelle Constitution fut considéré comme authentique tandis que la traduction en langue tchèque, inachevée, ne fut pas même imprimée, montre bien le peu d'importance attaché à la langue tchèque. Des mémoires de l'époque nous apprennent qu'à la cour de Vienne le mot „tchèque“ devint synonyme de rebelle et d'hérétique; la haine vouée aux Tchèques se reportait aussi sur la langue qu'ils parlaient. On disait encore en 1665 que tout ce qui se rapportait à la nationalité tchèque portait l'empreinte du péché originel.

Les conséquences de la défaite de la Montagne Blanche frappèrent très gravement les villes et la petite aristocratie. L'importance politique des villes, déjà amoindrie en 1547, devint pratiquement nulle. Le droit des villes de prendre part à la Diète du pays n'était plus qu'illusoire, les représentants de toutes les villes royales ne disposant plus désormais que d'une voix unique. Leur prospérité économique fut aussi grandement atteinte et la guerre de Trente ans acheva l'œuvre affreuse de destruction. La puissance des chevaliers s'affaiblit également au profit des seigneurs. C'est ainsi que bourgeois et chevaliers, classes intermédiaires entre les seigneurs et les paysans, furent très sensiblement éprouvés, tandis que la profonde misère des paysans devait s'accroître de plus en plus.

Les horreurs de la contre-réformation ne furent pas moins rigoureuses en Moravie; les principaux rebelles n'y furent cependant pas mis à mort; ils furent emprisonnés et leurs biens confisqués. Les libertés religieuses furent également abolies. Une nouvelle Constitution, analogue à celle de la Bohême, fut octroyée à la Moravie en 1628.

La Silésie fut pacifiée par le prince électeur de Saxe, mais elle conserva ses libertés religieuses et politiques, assurées par l'accord de Dresde que Ferdinand ratifia, bien qu'à contre-cœur. La Lusace également l'échappa belle; elle fut donnée en gage à l'Électeur de Saxe pour le ré-

compenser de son assistance. Maximilien de Bavière, vainqueur à la Montagne Blanche, reçut la dignité de prince électeur enlevée au prince Palatin, ainsi qu'une partie des pays de la succession de Frédéric, lequel tenta, mais en vain, de remédier à son infortune.

* * *

Les historiens tchèques ont l'habitude de faire cesser la période intermédiaire de l'histoire de la Bohême avec la Défénestration de Prague (1618) ou bien avec la Nouvelle Constitution (1627). L'une ou l'autre de ces deux dates peuvent, certes, se justifier par de bonnes raisons, néanmoins d'autres arguments militent en faveur d'une date très postérieure.

La Montagne Blanche est certainement un tournant dans l'histoire de la civilisation tchèque; à la liberté de conscience succéda en effet une intolérance qui frappa d'impuissance la nation tout entière. Les époques qui précédèrent et qui suivirent la Montagne Blanche sont donc nettement différentes; cependant, dans l'une comme dans l'autre, le caractère religieux domine. Le peuple tchèque non-catholique du XVI^{ème} siècle célébrait la fête de Jean Hus avec la même ferveur que le peuple tchèque catholique de la première moitié du XVIII^{ème} siècle adorait Jean Népomucène. Ces deux tendances si différentes sont la preuve historique de l'intensité du sentiment religieux chez ce peuple.

L'argument invoqué pour souligner l'importance de l'année 1627 est qu'elle marque la fin de l'indépendance tchèque, ainsi qu'Ernest Denis, l'éminent historien, l'indiquait dans le titre de son excellent ouvrage.¹ Cependant, l'édit renouvelant la Constitution n'abolissait pas l'indépendance du royaume de Bohême. Ferdinand II et ses successeurs continuèrent à gouverner la Bohême en vertu seulement du pouvoir royal en ce pays. La qualité de prince électeur, possédée par le titulaire de la couronne de Bohême, renforçait encore son influence en Allemagne, bien que l'importance extérieure du royaume de Bohême, diminuée à partir de l'année 1526, devint nulle après la Montagne Blanche. La Nouvelle Constitution sanctionnait la politique de violence et d'intolérance d'où provenait la profonde misère et l'immense souffrance du peuple tchèque. Néanmoins, elle renfermait les germes de toutes les réformes réalisées plus tard à l'époque de Marie-Thérèse. La Bohême détestée cessa d'être la résidence royale, et le malheureux Rodolphe fut le dernier Habsbourg régnant, inhumé à la cathédrale Saint-Guy de Prague. La ville de Prague, outragée et humiliée, céda la place à Vienne, jusque-là peu importante, qui

¹ La Fin de l'Indépendance bohême.

devint dès lors la résidence habituelle des Habsbourg. La faveur de la famille régnante et l'argent affluant de tous les pays, particulièrement l'argent extorqué dans les pays de la Couronne de Bohême, commencèrent à créer à Vienne sa réputation de ville mondiale.

La Montagne Blanche indisposa encore davantage les Tchèques contre les Habsbourg et les rapports de la Cour et du peuple, qui n'avaient jamais été cordiaux, devinrent de plus en plus tendus. La cour haïssait la nation rebelle; seule la vénération commune pour l'image de la Vierge de Stará Boleslav parvenait à tempérer un peu cette haine.

Cette aversion à l'égard de tout ce qui était tchèque, et la nécessité, au point de vue pratique, d'une centralisation d'au moins quelques ressorts administratifs, ont posé les premiers jalons de cette administration centralisatrice qui devait plus tard anéantir complètement l'indépendance du royaume de Bohême. Celle-ci a subsisté, du point de vue administratif, jusqu'en 1749. Jusqu'à cette date en effet, toutes les affaires de la couronne de Bohême furent réglées par un organe administratif spécial, la chancellerie de Bohême.

CHAPITRE X

LE ROYAUME DE BOHÊME PENDANT LA GUERRE DE TRENTE ANS

Les horreurs de la guerre. — Gustave Adolphe. — Albert de Wallenstein. — La trahison de Wallenstein. — Invasion des Saxons en Bohême (1631). — Wallenstein assassiné (1634). — Les espoirs de l'émigration. — Invasion de Baner en Bohême. — Dernière déception des émigrés. — Le legs de Komenský à la nation tchèque.

L'insurrection tchèque déclencha une longue et terrible guerre, qui devint bientôt une lutte européenne contre l'impérialisme des Habsbourg. Dans le camp des ennemis des Habsbourg on vit la France catholique, la Suède protestante, et de nombreux princes allemands qui cherchaient à secouer le joug impérial. Au cours de ces luttes, les émigrés et la population indigène nourrirent toujours l'espoir que la défaite de la Montagne Blanche serait compensée par l'anéantissement de la puissance des Habsbourg.

La Bohême et la Moravie furent le théâtre de luttes acharnées et subirent alternativement l'invasion des troupes impériales et suédoises. Les coins les plus reculés connurent les horreurs de la guerre. Pendant trente années, la Moravie et la Bohême furent soumises à une destruction systématique qui aboutit à leur ruine complète; les paysans fuyaient devant les missionnaires comme devant la soldatesque. Les maladies infectieuses et la famine achevèrent l'œuvre de destruction que soulignait encore l'opulence de quelques individus enrichis au cours de la guerre.

Les classes moyennes, la bourgeoisie et la petite noblesse qui, jusqu'à cette époque, avaient constitué l'élément le plus éclairé de la nation, furent réduites à la mendicité et le peuple perdit ses chefs naturels pour devenir la proie des exploités immigrés. La guerre de Trente Ans réduisit de moitié la population de la Bohême, et un tiers du pays ne fut plus cultivé. Les paysans qui n'avaient pas émigré se cachaient dans les forêts pour sauver au moins leur vie menacée. La guerre causa la dépravation des mœurs et les gens simples recherchèrent uniquement des jouissances purement matérielles. Au début, surtout jusqu'à l'invasion des Saxons, le peuple ne se résignait pas sans protestations à supporter le joug de la contre-réformation. C'est spécialement au Nord-Est de la Bohême que des séditions éclatèrent à plusieurs reprises, au cours des-

quelles un certain nombre de missionnaires catholiques perdirent la vie; cependant ces soulèvements, fomentés quelquefois par des émigrés, furent aisément réprimés par les troupes régulières.

L'issue de la guerre danoise (1625—1629), et plus encore la publication de l'Édit de restitution de 1629, éveilla l'inquiétude non seulement des princes allemands protestants, mais aussi d'autres puissances intéressées au point de vue religieux et politique à l'affaiblissement de la maison des Habsbourg. Pressé par les princes de l'Empire, Ferdinand II disgrâcia finalement Albert de Wallenstein, qui groupa alors une armée importante dans le but de tenter d'autres opérations militaires.

Presque en même temps l'armée de Gustave Adolphe, roi de Suède, apparut dans l'Allemagne du Nord. Il voulait, d'une part, consolider le protestantisme allemand, et en outre assurer à son pays la domination de la Baltique, objet des convoitises de la cour de Vienne. La guerre suédoise (1630—1635) amena dans le camp de Gustave Adolphe le Brandebourg et la Saxe; la victoire des armées alliées sur Tilly, près de Breitenfeld (septembre 1631), menaça la Bohême.

A ce moment critique, l'empereur pria Albert de Wallenstein de prendre le commandement de l'armée impériale en qualité de généralissime. Albert de Wallenstein, issu d'une famille tchèque non-catholique, avait embrassé de bonne heure la religion catholique et grâce à son mariage ainsi qu'aux circonstances, cet aventurier avait acquis un immense domaine dans le Nord-Est de la Bohême. La ville de Jičín était le centre de ses possessions transformées en principauté et plus tard en duché. Sa disgrâce avait inspiré à Wallenstein une haine farouche contre Ferdinand et l'Électeur de Bavière, qui redoutaient comme beaucoup d'autres membres de la Ligue l'ambition de ce parvenu. Partageant sa rancune et sa soif de vengeance, plusieurs personnages, entre autres Adam Trčka et le comte Kinský, se groupèrent autour de lui.

Dans des réunions secrètes, ils élaborèrent un plan d'après lequel Wallenstein, conjointement avec le roi de Suède, devait ouvrir la révolte contre Ferdinand et entrer en relations avec les chefs des émigrés, surtout avec Thurn qui servait dans l'armée suédoise. Après la bataille de Breitenfeld, Wallenstein se mit en rapports directs avec le roi Gustave Adolphe, lui demandant son aide militaire. Les émigrés tchèques, amplement représentés dans l'armée suédoise, se croyaient arrivés au but de leur ardent désir; ils étaient persuadés que l'action de Wallenstein conduirait à la revanche de la Montagne Blanche.

Pour des raisons stratégiques, Gustave Adolphe ne put mettre à la disposition de Wallenstein qu'un petit détachement militaire, mais il proposa à Thurn de faire lever en Saxe une armée d'émigrés. La Saxe

interdit cet enrôlement et envahit la Bohême, à la stupéfaction de Thurn et de tous les émigrés. L'irruption d'Arnim en Bohême était une trahison dictée à la Saxe par la crainte de la reconstitution du royaume de Frédéric ainsi que par son antipathie contre la Suède et la France. Déçu dans ses espoirs, Wallenstein accepta alors le commandement en chef de l'armée impériale, sans toutefois oublier sa rancune. L'invasion saxonne en Bohême et la prise de Prague au milieu du mois de novembre de l'année 1631 ramenèrent en Bohême un nombre considérable d'émigrés et de prêtres non-catholiques. Les têtes des suppliciés de l'année 1621, qui étaient restées exposées jusqu'alors à la tour du pont de la Vieille-Ville de Prague, furent inhumées pieusement.

La pression contre-réformatrice cessa naturellement, le culte non-catholique fut réorganisé et nombreux furent ceux qui revinrent avec joie à leur ancienne foi. Mais les émigrés, conduits par Thurn, se rendirent bientôt compte de la fragilité de leurs espoirs. La Saxe s'opposa à la restauration de la situation d'avant la Montagne Blanche et, comme Maximilien de Bavière à l'époque passée, Arnim traita également en ennemi le territoire occupé en Bohême, qu'il soumit à un pillage organisé. Pour la seconde fois les mains impies d'un spoliateur commirent le sacrilège de toucher aux précieuses collections de Rodolphe. A ce moment, Wallenstein expliqua sa conduite aux émigrés en leur confiant que, bien qu'ayant accepté le commandement suprême de l'armée impériale, il ne renonçait pas cependant à ses anciens projets de vengeance. Il pensait au contraire que son nouveau poste lui permettrait de les réaliser plus facilement. Il confia même son plan contre les Habsbourg à Arnim, adversaire de Thurn aussi bien que de la Suède et de la France.

L'occupation de la Bohême par les troupes saxonnes ne fut pas de longue durée. Wallenstein, au service de l'empereur, réunit une nouvelle armée et les obligea à quitter la Bohême au printemps de l'année 1632. Ils furent suivis par les Tchèques qui étaient rentrés dans leur patrie l'automne précédent, bien qu'une reprise de la contre-réformation ne fût pas à redouter pour le moment dans un pays qui n'était plus qu'un immense camp militaire.

Wallenstein fut vaincu à Lützen en automne 1632, mais le roi de Suède périt dans cette bataille. Le duc de Friedland crut alors toucher au but. Le roi Gustave Adolphe étant mort, le dernier obstacle qui semblait s'opposer à l'action commune de Wallenstein avec les adversaires des Habsbourg se trouvait écarté. Il négocia en 1633 avec la France ainsi qu'avec le Chancelier suédois Oxenstiern et se mit en marche avec ses troupes vers la Silésie pour se rapprocher du camp ennemi. Traitant avec Wallenstein, la Suède préconisa l'annulation des conséquences, aussi

bien politiques et religieuses qu'économiques, de la bataille de la Montagne Blanche, et la Suède et la France offrirent à Wallenstein la couronne royale de Bohême. Diverses circonstances, parmi lesquelles certaines prédictions astrologiques jouaient un rôle assez considérable, empêchèrent le duc de prendre immédiatement une décision définitive. Entre temps ses projets de trahison étaient dévoilés à Vienne. Wallenstein, parfaitement informé de ce qui se passait à la cour de Vienne, ne sut pas à ce moment se résoudre à une action décisive. Au contraire, il éveilla la méfiance des ennemis des Habsbourg en attaquant près de Stínava l'armée suédoise commandée par Thurn.

La petite bataille de Stínava fut une grande humiliation morale pour les émigrés, Wallenstein ayant compromis aux yeux des Suédois le comte Thurn, ennemi irréductible de Ferdinand. Les Suédois, qui jusqu'alors s'étaient fiés à la promesse de Wallenstein, résolurent de ne compter désormais que sur eux-mêmes. Au mois de novembre Ratisbonne tomba entre leurs mains; la Bavière se trouvant ainsi à la merci des troupes suédoises, la route de Vienne était libre. Wallenstein se retira de Silésie pour se diriger avec ses soldats vers les frontières bohémo-bavaroises, mais, malgré l'ordre formel de l'empereur, il ne voulut pas continuer sa marche et obliger les Suédois à évacuer la Bavière. Ce moment lui semblait propice pour sa défection, mais la Suède n'avait plus confiance en lui. Ce fut en vain qu'il implora les Suédois de lui envoyer des secours à Pizeň. Avec une poignée de fidèles il se mit en route, au mois de février 1634, vers le camp ennemi, mais il fut assassiné à Cheb (Eger) par ordre de l'empereur. Pour les émigrés, qui mettaient dans la conspiration de Wallenstein tous leurs espoirs, l'assassinat de Cheb fut un coup cruel.

La paix de Prague en 1635, qui suivit la défaite des Suédois près de Nördlingen, souligna la perfidie de la Saxe vis-à-vis des émigrés tchèques. Cette puissance s'enrichit en effet des deux Lusaces, qui lui furent concédées à titre de fief de la couronne de Bohême. C'est contre la promesse d'un adoucissement de l'édit de restitution que les luthériens saxons trahirent la cause commune du protestantisme allemand. Pourtant, même en ce moment pénible, les émigrés ne cessèrent pas d'espérer un changement de situation. Tous leurs espoirs se tournèrent vers la Suède qui, après la paix de Prague, fut beaucoup plus soutenue par la France qu'auparavant et ils espérèrent alors pouvoir rentrer en Bohême sous l'étendard suédois. Des ruisseaux de sang tchèque furent versés sur les champs de bataille d'Allemagne et de Bohême et l'héroïsme de l'aristocratie tchèque dépassa de beaucoup celui qu'elle avait montré de 1618 à 1620.

Les horreurs de la guerre désolèrent pendant douze ans la Bohême et la Moravie. Au cours des années 1634 et 1639, Baner, chef de l'armée suédoise, suivi d'un certain nombre d'émigrés, envahit la Bohême qui, au cours de ces longues années de guerre, était tombée dans une profonde léthargie. Les horreurs de la guerre annulaient les résultats obtenus par l'action énergique des générations précédentes; en effet, les incendies de villages et la dépravation de la soldatesque anéantissaient dans la population tout sentiment en un idéal élevé. Celui qui venait secouer le joug des Habsbourg et délivrer le pays de la contre-réformation n'était pas accueilli avec empressement par la population. Celle-ci, épouvantée, s'enfuyait dans les forêts et les proclamations suédoises ne parvenaient pas à ranimer l'enthousiasme. Torstenson, successeur de Baner, remporta en 1645 une victoire décisive près de Jankov. A ses côtés se trouvait George Rakoczy, prince de Transylvanie, qui avait opéré sa jonction avec les troupes suédoises en Moravie méridionale. La cavalerie de Torstenson fit des incursions jusqu'aux portes de Vienne et les misères des émigrés semblaient toucher à leur fin. Mais à ce moment décisif, Rakoczy conclut la paix avec l'empereur Ferdinand III, qui avait succédé à son père en 1637, et les Suédois durent alors reculer, tout en conservant des forteresses importantes tant en Bohême qu'en Moravie.

Au cours d'une attaque, en 1648, les Suédois réussirent à s'emparer de la partie de la ville de Prague située sur la rive gauche de la Vltava. Cette fois encore, l'armée suédoise comprenait un nombre considérable de Tchèques qui auraient désiré être accueillis joyeusement et sans résistance. Dans la lutte acharnée qui eut lieu sur le pont Charles, deux Bohêmes se rencontrèrent: d'un côté celle qui, par conviction religieuse, avait dû quitter la patrie aimée; de l'autre, la nouvelle génération, animée de l'esprit d'intolérance religieuse insufflé par les Jésuites, qui étouffait les sentiments de solidarité fraternelle. Les étudiants de l'Université jésuite de Charles-Ferdinand, conduits par Georges Plachý S. J., ne sentaient plus cette solidarité; les bourgeois qui les suivaient, n'avaient pas connu, pour la plupart, l'horrible exécution de la place de l'Hôtel de Ville. Cette fidélité aux Habsbourg fut récompensée plus tard par quelques grâces impériales accordées à la ville de Prague. Les émigrés perdirent là, définitivement, la partie engagée.

Le traité de Westphalie termina cette affreuse guerre qui fut profitable à la France, à la Suède et aux protestants allemands; le nouveau statut donné à la Bohême et à la Moravie après la bataille de la Montagne Blanche, fut approuvé par toute l'Europe; la Suède finit par abandonner les émigrés tchèques, malgré ses promesses et malgré les prières de Comenius qui la conjurait de songer à ceux qui avaient contribué à ses victoires.

Le traité de Westphalie porta un coup mortel à tous les espoirs des émigrés. Komenský (Comenius) a exprimé en 1650 dans son „Testament de l'Unité, mère des Frères, au moment de sa fin“ la résignation des meilleurs fils de la nation tchèque exilés sans espoir de retour. Dans ce legs spirituel à la Bohême future s'exhale, dans la douleur du présent, la forte espérance en un avenir qui ne se réalisa qu'en 1918. S'inspirant des images de l'Écriture sainte, Komenský dresse pour les générations futures le programme intellectuel de la nation tchèque, et sa vision devient prophétique: „Et moi aussi je crois en Dieu; lorsque les orages de la sainte colère attirée sur nos têtes par nos péchés seront dissipés, ton règne, ô peuple tchèque, reviendra...“

Mais à l'époque où le „Testament“ fut composé, la Bohême présentait un aspect désolé. Le Te Deum de grâce résonna tristement sur les villages en cendres, où la population misérable était d'ailleurs considérablement réduite. La contre-réformation suspendue depuis 1630, en raison de la présence des troupes suédoises, reprit dès 1650 son funeste ouvrage afin de réaliser le programme esquissé après la Montagne Blanche. Le pays qui avait proclamé le principe de la tolérance et de la liberté de conscience devint le théâtre d'une odieuse persécution religieuse conduite avec fanatisme. A la place des livres confisqués et brûlés, écrits dans la langue pure des Frères, et imprégnés de leur idéal, on présenta au peuple l'odieuse littérature jésuite, dans laquelle domine une grossière superstition.

CHAPITRE XI

PÉRIODE DE LA CONTRE-RÉFORMATION (1648—1740)

Caractères de l'époque. — L'œuvre des Jésuites. — Progrès du catholicisme. — Misère intellectuelle. — Rapports secrets des non-catholiques avec l'étranger. — Le missionnaire Koniáš. — Le culte de Jean Népomucène. — Littérature. — Le style baroque. — Misère sociale.

Les cent années qui séparent la fin de la guerre de Trente Ans de l'avènement au trône de Marie-Thérèse constituent l'époque la plus tourmentée de l'histoire de la Bohême. Malgré les pompeux édifices de style „baroque“ dont Prague et la province furent dotées pendant cette période, elle est caractérisée par la misère morale et matérielle des classes populaires; les tourments des paysans, seuls dépositaires de la langue tchèque, dépassent tout ce qu'on peut imaginer. Cette époque se caractérise surtout par l'antinomie absolue de la situation de la noblesse et de celle du peuple. La noblesse enrichie partageait son activité entre son engouement pour l'art italien, surtout l'opéra, et une dévotion intense qui se manifestait surtout par la construction de nombreuses chapelles. Quant au paysan tchèque, sa situation a considérablement empiré et il subit bien plus lourdement qu'avant la Montagne Blanche le joug de la classe dominante, composée surtout d'étrangers.

La nation tchèque conserva juste assez de force pour sauvegarder son existence nationale sensiblement diminuée et transmettre aux générations sa langue maternelle, encore que corrompue. Arrachée à son grand passé, la population rurale tchèque vécut sous la pression de la culture contre-réformatrice, étrangère à son esprit. Quelques rares figures répandent un peu de lumière en ces heures ténébreuses, encore portent-elles l'empreinte de l'esprit de la contre-réformation dont elles sont issues. Les Jésuites s'emparèrent de la direction spirituelle de la nation tchèque afin de pouvoir se vanter d'une œuvre agréable à Dieu, c'est-à-dire de la conversion à la vraie religion d'un peuple aussi opiniâtrement hérétique. Ne voulant partager ce mérite avec personne, ils réussirent même à faire éloigner Don Juan Carammel de Lobkovice, le fanatique abbé du couvent d'Emmaüs, à Prague, qui avait cependant inspiré les premiers décrets de la contre-réformation après le traité de paix de Westphalie.

Au mois de février de l'année 1650 fut publié un arrêté des lieutenants impériaux sommant la population, sous peine d'amendes sévères, d'avoir, dans l'espace de trois semaines, à embrasser la religion catholique. A la suite de cet arrêté barbare, les paysans s'enfuirent en foule au delà des frontières; les seigneurs s'en plainquirent à Vienne, où, sous l'influence des Jésuites, on décida de procéder plus humainement à l'œuvre de la contre-réformation. Le pays, privé de la moitié de ses habitants, ayant un bon tiers de ses terres dévastées, ne pouvait sans danger s'exposer à perdre tant de bras! D'autre part, le traité de Westphalie ayant assuré pour l'avenir la restauration du catholicisme, il n'était point nécessaire de brusquer les choses.

Le principe de la contrainte atténuée trouva un partisan avisé dans la personne du cardinal Harrach, archevêque de Prague, dont les instructions de l'année 1652 devaient servir de frein aux partisans de la catholicisation à outrance. Les Jésuites furent chargés de cette tâche et une attention toute particulière fut accordée aux localités situées dans le Nord et le Nord-Est de la Bohême, où la population manifestait une résistance plus énergique, et qui avaient gardé une certaine liberté religieuse en raison de la proximité de la Saxe et de la Silésie. Quelques années suffirent pour ramener, au moins en apparence, ces contrées au catholicisme. Très souvent, cette catholicisation se fit sans égards pour l'esprit conciliant des instructions données, et on se servit de mercenaires pour exalter l'ardeur religieuse de la population — néanmoins un grand nombre des opprimés parvinrent à s'enfuir. Ils allèrent s'installer dans les pays allemands, où l'élément tchèque ne tarda pas à être noyé, bien qu'il eût aidé à édifier la prospérité économique de la Saxe et plus tard de la Prusse.

Beaucoup parmi ceux qui n'avaient pas voulu quitter leur patrie n'acceptèrent la religion catholique que pour la forme. Ils demeuraient en secret non-catholiques; ils se réunissaient la nuit, dans les profondeurs des forêts, pour recevoir la communion sous les deux espèces et puiser du réconfort près de hardis prédicateurs qui, au risque de leur vie, passaient et repassaient les frontières. Mais, par suite de l'insuffisance de ces relations, leurs conceptions religieuses devinrent plus fragiles, leurs propres méditations ainsi que la lecture des livres non-catholiques imprimés à l'étranger, les entraînaient souvent à un curieux mysticisme mêlé de visions. En outre, ils étaient sans cesse exposés au danger de se voir persécutés par le gouvernement.

L'Église catholique s'était chargée en Bohême d'une tâche vraiment surhumaine; tandis qu'avant la Montagne Blanche le dixième à peine de la population était catholique, en 1657 il n'existait plus une seule com-

mune non-catholique, bien que la conversion ne fût pas toujours sincère. La surveillance spirituelle de tout le royaume était cependant impossible, en raison du grand nombre de cures vacantes par suite du manque de prêtres catholiques. La conduite des curés, d'ailleurs, n'était pas toujours édifiante.

En 1655 l'évêché de Litoměřice fut fondé et en 1664 celui de Hradec Králové. L'amélioration dans l'administration spirituelle ne se fit que très lentement, car elle se heurtait à la mauvaise volonté de la noblesse catholique, qui s'était approprié les dîmes du clergé. Néanmoins, le gouvernement soutint de toutes ses forces la restauration catholique. Suivant un usage du Tyrol, on introduisit en Bohême, dans la seconde moitié du XVII^{ème} siècle, le système des bulletins de confession, et les autorités, tant civiles que religieuses, tinrent un registre sur lequel figuraient les noms de ceux qui n'accomplissaient pas leurs devoirs religieux. Cependant le zèle du gouvernement n'empêcha pas la misère du clergé catholique rural, qui ne parvenait pas à obtenir de ses patrons le paiement des redevances qui lui étaient dues. Dans la vie des prêtres de campagne se refléta d'autre part la décadence de la culture et des mœurs de tout le pays; aussi l'archevêque Harrach et ses successeurs ne cessèrent-ils de lutter contre l'ignorance et l'indiscipline du bas-clergé.

La force du catholicisme en Bohême était assurée par les ordres religieux, notamment les Jésuites, qui, au cours de nombreuses missions, contrôlèrent les progrès du catholicisme et brûlèrent tous les livres hérétiques venus clandestinement de la Saxe et de la Prusse. Pour découvrir les traces d'un hérétique aucun moyen ne leur répugnait. Ils organisèrent un système d'espionnage et de dénonciation dans tout le royaume, et plus d'une famille fut décomposée par suite du fanatisme d'un de ses membres. Les congrégations de la Sainte Vierge et les confréries du Rosaire propagèrent l'esprit religieux jésuitique, empreint tout à la fois d'hypocrisie et de fanatisme.

Profitant de l'ignorance du peuple et de sa crédulité, on encouragea son penchant pour le surnaturel; dès lors les miracles deviennent des événements presque quotidiens, et les foules se rendent en pèlerinage aux images miraculeuses. Le Jésuitisme flatta le sentiment esthétique du peuple sans se préoccuper de ses besoins moraux. Dans les églises de style baroque, pleines de figures dorées de saints, dans les nuages embaumés de l'encens, le peuple oublia ses peines et finit par devenir très reconnaissant à ses pères spirituels du calme et de la quiétude que ceux-ci lui avaient apportés.

La guerre de Trente Ans anéantit les résultats d'un travail intensif de trois siècles.

Il n'entraît pas dans les intentions des vainqueurs de contribuer au rétablissement de l'ancien état de choses ; ils étaient satisfaits si le paysan payait de lourdes taxes seigneuriales et se montrait exact pour les corvées. L'éducation religieuse du paysan se trouvait entre les mains du curé parfois ignorant, et du missionnaire d'ordinaire fanatique. Le rural était guidé vers une piété superficielle et, sans réfléchir, s'en rapportait aveuglément à ses directeurs spirituels. Son instruction était rudimentaire ; les illettrés étaient en majorité, un grand nombre de communes étant dépourvues d'écoles et les élèves ne pouvant se rendre à celles des autres localités, en raison de la distance. La position sociale des instituteurs était encore plus précaire que celle des prêtres de campagne ; ils étaient obligés de cumuler des emplois divers pour subvenir aux besoins d'une vie médiocre. Les bâtiments scolaires menaçaient souvent ruine, on y manquait de combustible en hiver ; d'autre part le savoir du maître laissait beaucoup à désirer, et les méthodes d'enseignement étaient primitives. Les livres étaient rares, même dans les villes, et les campagnards ne savaient pas même lire un livre de prières. Les personnes qui savaient lire étaient suspectes d'hérésie ; en effet, la tradition de la lecture s'était conservée chez les adhérents secrets des sectes non-catholiques, qui se transmettaient cette connaissance tout comme ils se communiquaient les vieux livres entachés d'hérésie, et la Bible de Králice, soigneusement dissimulés.

Les collèges, de même que l'Université, étaient entre les mains des Jésuites, qui se souciaient fort peu de l'instruction du peuple ; à leurs yeux, en effet, un paysan instruit était bien plus dangereux qu'un illettré naïf. L'enseignement, au collège, n'avait d'autre but que de développer chez les élèves l'élégance du style en latin. Les représentations dramatiques scolaires qu'on y organisait souvent dissimulaient néanmoins difficilement le caractère superficiel de la méthode et l'imperfection de l'enseignement. L'Université cessa complètement d'être le centre des études scientifiques ; ce ne fut désormais qu'une école supérieure imprégnée de l'esprit scolastique du moyen-âge ainsi que d'un humanisme dénaturé. La censure même tomba aux mains des Jésuites, et les Pères surveillèrent jusqu'aux livres juifs. Les bons livres du passé furent détruits, soit par ignorance soit par fanatisme. Les nouvelles publications n'étaient que de méchants calendriers, des livres de prières et des descriptions des lieux miraculeux, le tout sans valeur.

En 1669, le Jésuite Steyer fonda une collection de livres populaires, désignée sous le nom de „Héritage de Saint-Venceslas“. Ce n'est qu'en 1715 que fut terminée la traduction tchèque des saintes Écritures, approuvée par les autorités religieuses catholiques et pour laquelle on s'était

inspiré de la traduction faite par les Frères et connue sous le nom de Bible de Králice. Mais dans le pays même, où dans la première moitié du XV^{ème} siècle, d'après le témoignage d'Æneas Sylvius (Pape Pie II), une simple femme savait lire et commenter la Bible, le peuple ne manifesta aucun intérêt pour les Écritures saintes ; il se plaisait en effet à la lecture de descriptions de miracles, écrites généralement dans un style ampoulé. Tous ces livres populaires étaient pour la plupart rédigés dans une langue pitoyable ; les auteurs assez instruits pour le faire se servaient de la langue latine.

Au cours des longues soirées d'hiver, à l'époque des veillées, à la lueur de torches de résine, la population rurale s'amusait à raconter des contes et des légendes accompagnés parfois d'une chanson nationale.

Les relations de la Slovaquie avec la Bohême jettent seules quelque lumière au sein de ces épaisses ténèbres. Au temps où Jiskra de Brandýs dominait le „haut pays de Hongrie“, le hussitisme poussa de profondes racines dans les régions slovaques et fraya les voies au luthéranisme qui recruta de très nombreux adeptes dans la population de ce pays tandis que les Magyars allaient plutôt au calvinisme. Mais, si le luthéranisme s'implanta en Slovaquie, c'est la Bohême qui joua le rôle d'intermédiaire : ce luthéranisme était en effet tout imprégné de l'esprit hussite et c'est de Bohême qu'on apporta en Slovaquie des livres religieux, en particulier des bibles et des recueils de cantiques. L'Union des Frères, notamment aux heures de persécution, exerça aussi une action sensible sur presque toute l'étendue de la Slovaquie. La Bible de Kralice, qui était l'œuvre des Frères, était encore la grande source spirituelle où les Slovaques puisaient du réconfort lorsque la Contre-réformation déployait ses rigueurs en Bohême et en Moravie. La Réforme fit naître en Slovaquie les écoles et les imprimeries, qui répandirent, dans le peuple principalement, la littérature religieuse : ces premiers livres étaient écrits en tchèque.

En contradiction avec la Bohême, la Slovaquie jouit, à partir de 1606, de la liberté religieuse, garantie par Mathias. La bataille de la Montagne Blanche n'eut aucune répercussion directe en Slovaquie — au contraire, les remous de la guerre de Trente Ans se firent sentir jusque dans ce pays — parce que les Habsbourg ne voulaient pas compliquer leur tâche déjà fort dure à l'Ouest, but essentiel de leurs visées. Mais, dès cette époque, la Contre-réformation inaugure son œuvre en Hongrie et en Slovaquie : elle y travaille comme elle l'avait fait en Bohême dans la seconde moitié du XVI^e siècle. Le premier artisan de la Contre-réformation dans la protestante Hongrie fut le cardinal Pazmany, que la situation presque désespérée du catholicisme hongrois ne découragea point et qui se jeta dans la mêlée avec une ardeur intrépide. Les plus énergiques zélateurs

de la contre-réformation furent — de même qu'en Bohême et en Moravie — *les Jésuites*. En Slovaquie, leur quartier général fut, à partir de 1635, la ville de Trnava, où ils fondèrent une Université et créèrent une imprimerie pour tenir tête à la littérature réformée. Le mouvement de Contre-réformation fut vigoureusement appuyé, d'un côté, par les Habsbourg — Léopold dut pourtant confirmer à la Hongrie les libertés religieuses conquises en 1606 — et, de l'autre, par la haute noblesse qui dans sa majeure partie fit retour au catholicisme.

Les succès croissants de la contre-réformation et la peur que la noblesse hongroise avait de l'absolutisme donnèrent à plusieurs l'idée de rejeter le joug des Habsbourg. Le soulèvement projeté fut étouffé dans son germe et Léopold I^{er} décida de mettre à profit sa victoire pour consolider son pouvoir royal et restreindre la liberté religieuse. Les prédicateurs protestants furent emprisonnés, puis bannis, et un régime de dictature militaire fut imposé à la Hongrie, du moins aux pays magyars où l'empereur était maître. Ce fut l'occasion d'une nouvelle révolte dont Emeric Tököly prit la direction. Il réussit à s'emparer pour quelque temps de la Slovaquie. Il était soutenu à la fois par la France et par les Turcs; ces derniers l'appelaient le prince de Haute-Hongrie. L'intervention turque en faveur de Tököly ayant échoué devant Vienne en 1683, les Turcs perdirent le pachalik de Budapest qu'ils détenaient depuis 1541. A la Diète de Bratislava (Presbourg), en 1687, Léopold I^{er} fit proclamer les Habsbourg rois héréditaires de Hongrie et restreignit considérablement le pouvoir des États et la liberté religieuse. Mais les mesures prises n'assurèrent pas encore aux Habsbourg la possession pacifique de la Hongrie. Après la paix de Karlovac (1699), elle était tombée aux mains de l'empereur jusqu'au banat de Temesvar. Une nouvelle révolte, conduite par le magnat catholique François Rákoczy que soutenait la France, fit courir de grands dangers à l'autorité des Habsbourg en Hongrie. Le foyer de l'insurrection était la Russie subcarpathique actuelle, mais la Slovaquie fut aussi pendant quelque temps au pouvoir de Rákoczy. Le mouvement — auquel prirent part, comme aux révoltes antérieures, des éléments slovaques — finit par être réprimé, et Rákoczy s'enfuit en Pologne, d'où il gagna Paris.

De même que la Réforme en Slovaquie avait reçu de Bohême ses principes directeurs et avait offert un asile aux non-catholiques tchèques, victimes de la persécution — notamment à l'Union des Frères — de même la Contre-réformation en ce pays organisa la lutte contre les sectes non-catholiques à l'instar de ce qui s'était fait en Bohême. La littérature jésuitique en Slovaquie procède du même esprit que la littérature contre-réformatrice en Bohême et elle use de la même langue: le tchèque,

mais un tchèque influencé çà et là par le dialecte slovaque. La Contre-réformation en Slovaquie remporta des succès incontestables, mais il s'en fallut de beaucoup qu'elle étouffât le protestantisme slovaque: contre lui, les Habsbourg, malgré leurs victoires, n'osèrent pas recourir aux procédés violents qu'ils avaient employés en Bohême et en Moravie.

La période de la contre-réformation atteint son apogée dans la première moitié du XVIII^{ème} siècle, et son esprit fut caractérisé par la sanctification de Jean Népomucène.

Le règne de Charles VI (1711—1740) marqua la fin de la longue lutte entre l'Église et l'État, d'où celui-ci sortit victorieux. De même qu'en France, l'absolutisme monarchique l'emporta sur l'Église, qu'il obligea à lui servir de police. A cette époque, la juridiction relative à l'hérésie est complètement du ressort de l'État, qui s'efforce, coûte que coûte, d'unifier la religion de tous les pays de la monarchie d'Autriche, alors à sa naissance.

Malgré le zèle des missionnaires, sous le règne de Léopold I^{er} (1658—1705) et de Joseph I^{er} (1705—1711), un nombre considérable de non-catholiques, notamment dans le Nord-Est de la Bohême, entretenaient des rapports suivis avec l'étranger, d'où ils attendaient un appui moral. Ces rapports renforçaient encore l'effort des sectes non-catholiques de Bohême, que cent années de persécutions n'avaient pas découragées, et le colportage clandestin des livres protestants provenant d'imprimeries étrangères devint une pratique courante. De nombreux émissaires arrivaient en Bohême; non seulement ils apportaient un réconfort moral, mais emmenaient à leur retour des coréligionnaires au-delà des frontières, où ceux-ci trouvaient, outre un accueil affable, une tolérance religieuse absolue. Inquiet, Charles VI aggrava les mesures prises à l'égard des non-catholiques et les châtiments infligés aux hérétiques devinrent plus cruels. La condamnation aux travaux forcés ou aux galères fut une punition courante, et la peine de mort guettait les émissaires.

On récompensa pécuniairement les délateurs; aux parents dont les convictions religieuses étaient douteuses on enleva leurs enfants pour les faire élever par des personnes plus sûres. C'est en vain que l'archevêque de Prague protesta contre l'empiètement de l'État sur les affaires de l'Église. Les horreurs de la persécution des premiers temps de la contre-réformation furent non seulement égalées, mais dépassées. Les prisons regorgèrent d'hérétiques, dont la résistance fut brisée par les tortures les plus terribles. Des perquisitions domiciliaires furent opérées par les soldats et les missionnaires en quête de livres hérétiques. La ville de Berlin accueillit avec empressement des centaines de ces martyrs si laborieux et si humbles. Parmi les missionnaires jésuites qui acquirent la plus triste

renommée, le plus fameux fut le Père Antoine Koniáš, auteur de l'Index des livres interdits, qui servit de guide non seulement aux missionnaires mais encore au gouvernement jusqu'à l'époque de Marie-Thérèse.

Koniáš était le type modèle du missionnaire jésuite et du prédicateur; sa description des tourments de l'enfer faisait frissonner les auditoires naïfs. Pour remplacer les livres confisqués et brûlés il donna au peuple la littérature sans valeur de la contre-réformation, ainsi que les productions de son esprit fanatique et borné.

La valeur morale de la contre-réformation apparaît dans le procès relatif à la sanctification de Jean Népomucène. Déjà, dans la seconde moitié du XVI^{ème} siècle, alors que le peuple tchèque célébrait pieusement la fête de Jean Hus, les milieux catholiques avaient songé à substituer à cette fête une autre, susceptible de donner le change au peuple et de détourner ainsi son attention de l'hérétique brûlé. Le Jésuite Pontanus, au début du XVII^{ème} siècle, avait tenté de classer Jean Népomucène parmi les saints, patrons du pays, mais ce ne fut qu'après la Montagne Blanche que ce culte commença à se répandre. On fit circuler des récits naïfs, dans l'esprit du temps, relatifs aux miracles opérés par ce martyr du secret de la confession. Les Jésuites organisèrent une propagande en faveur du nouveau saint et l'illustre Balbín prêta même sa plume à la rédaction d'une biographie fantaisiste. La demande en canonisation fut accueillie à Rome d'abord très sceptiquement. Les négociations traînèrent en longueur et engloutirent des sommes considérables. Pour atteindre le but si ardemment désiré, les adorateurs de Jean Népomucène eurent recours à tous les moyens. A tout prix, le nouveau Jean devait se substituer chez le peuple au souvenir confus du vrai saint Jean Hus; au saint de la réformation tchèque, il fallait opposer le saint de la contre-réformation. Ce ne fut qu'en 1729, après de longues et pénibles temporisations, et après le miracle truqué de la langue, qui ne se décompose jamais, que Rome ne s'opposa plus à la sanctification; ainsi, il appartenait à un saint qui n'a jamais existé de purifier le royaume de la dernière tache du passé hérétique!

La solennité de la sanctification fut célébrée en grande pompe à Prague; depuis cette époque jusqu'à ces derniers temps, le 16 mai devint une fête nationale qui l'emporta même en importance sur celle de Saint-Venceslas. La légende de saint Jean Népomucène se maintint intacte jusqu'au règne de Joseph II; c'est seulement alors que le célèbre écrivain tchèque Josef Dobrovský s'éleva contre cette légende et l'anéantit.

Du point de vue national, cette période est caractérisée par une décadence complète. Parmi les écrivains de cette époque, seul un petit nombre possédaient une certaine valeur, mais c'est en latin qu'ils ont écrit la

plupart de leurs ouvrages. Balbín, le Jésuite patriote, écrivit en langue latine en faveur de la langue tchèque, une plaidoirie qui ne put être publiée que cent ans plus tard, et dans laquelle un ardent amour pour la langue tchèque s'allie à une aversion passionnée pour tout ce qui est allemand. Bien qu'il fût pénétré de l'esprit de la contre-réformation et qu'il désapprouvât le passé non-catholique de la nation tchèque, son patriotisme le rendit suspect, de sorte qu'on le réduisit au silence et qu'il fut persécuté durant toute sa vie vouée au travail. Le sort de Balbín est un exemple éclatant de la malveillance témoignée par les milieux officiels aux quelques individualités en qui s'éveillait la conscience patriotique, même lorsque ce patriotisme aspirait à effacer l'hérésie tchèque en propageant le culte de Jean Népomucène et en préconisant une littérature vouée à la sainte Vierge. Dans son introduction à une traduction tchèque destinée à l'expansion du culte de la sainte Vierge, Antoine Frozín de Plzeň marque les limites de l'élément tchèque au commencement du XVIII^{ème} siècle et, se réjouissant du résultat, constate que la situation de la nation tchèque n'est pas encore aussi désespérée que ses ennemis voudraient bien le faire croire. Mais dans son langage il se sert, ainsi que le grammairien Václav Jan Rosa, de mots formés suivant la tendance alors générale du purisme et contre l'esprit de la langue, dont l'évolution historique avait été ébranlée par la brusque coupure entre la littérature d'avant et celle d'après la Montagne Blanche. La langue tchèque était devenue un mal nécessaire dont les autorités ne se servaient que pour s'entendre avec les paysans, et que la littérature des missionnaires n'employait que pour propager ses contes insipides.

Comme véhicule de la pensée, la langue tchèque resta confinée dans les limites étroites des villages. Les villes finirent par se germaniser, de même que l'aristocratie, qui subissait fortement l'influence de la cour de Vienne. La plupart des étrangers qui s'étaient installés en Bohême après la Montagne Blanche, disparurent dès la seconde moitié du XVII^{ème} siècle, mais à cette époque commence aussi la germanisation de la vieille noblesse indigène, qui aspirait seulement à faire carrière à la cour. Les chevaliers qui, avec les bourgeois, avaient jadis été les dépositaires de l'esprit tchèque, perdirent leur influence, d'autant plus qu'un grand nombre d'entre eux avaient émigré après la Montagne Blanche.

L'affreuse décadence spirituelle de la nation tchèque fut loin d'être compensée par l'érection des édifices de style „baroque“, qui donnèrent cependant un caractère personnel à certains quartiers de Prague. Les Fischer d'Erlach et les Dienzenhofer ont certes créé des œuvres remarquables et originales, mais le goût dépravé de l'époque pénétra bientôt dans les nouvelles constructions, notamment dans celles des églises où

les couleurs crues ainsi que les éblouissantes dorures étaient destinées à satisfaire le goût primitif du peuple. La domination autoritaire de l'ordre des Jésuites s'étendit ainsi même sur l'architecture.

Au commencement du XVIII^{ème} siècle, l'antique pont Charles fut orné de statues de saints de style „baroque“ qui virent défiler de nombreuses processions en l'honneur de Saint-Jean. L'aristocratie et les couvents cultivaient la musique avec zèle; les meilleurs éléments des orchestres seigneuriaux se recrutaient d'ordinaire parmi les Tchèques faisant partie du personnel du château, en raison de leur talent musical.

La misère intellectuelle du siècle de la contre-réformation marcha de pair avec la misère sociale. Le relèvement des villes royales après l'horrible guerre fut lent et celles-ci n'atteignirent jamais à cette époque l'état de prospérité économique de la période d'avant la Montagne Blanche. Déchues politiquement et succombant sous le poids des impôts, elles ne purent se relever; ce fut le déclin des anciennes professions qui nourrissaient jadis un grand nombre d'artisans. Les paysans étaient encore plus malheureux. Longtemps après la guerre de Trente Ans, une partie considérable des terres étaient restées en friches; les seigneurs profitèrent de cette occasion pour englober une grande partie des biens des paysans dans leurs domaines. Les paysans restés au pays eurent à supporter tout le fardeau des impôts que la Diète votait; ces impôts étaient perçus sans pitié. A ces taxes s'ajoutaient encore d'autres redevances en argent et en nature prélevées par les seigneurs, et enfin le fardeau le plus insupportable de tous pour le paysan, la corvée. Les seigneurs faisaient en sorte que leurs terres fussent travaillées sans rétribution. Les métairies seigneuriales possédaient peu de domestiques et peu de cheptel. Le paysan devait non seulement travailler mais aussi fournir ses propres bestiaux et ses instruments aratoires au seigneur. A l'époque des travaux il était tenu aux champs de ses maîtres durant toute la semaine et pour labourer son propre champ il devait prolonger son labeur jusqu'à la nuit. Les seigneurs le forçaient à leur vendre pour rien sa récolte et à leur acheter fort cher leurs mauvais produits d'industrie agricole, notamment la bière et l'eau de vie. Le paysan ne pouvait ni faire étudier son fils, ni lui faire apprendre un métier, ni se marier sans l'autorisation du seigneur. Il était proprement le serf de son seigneur qui disposait de lui presque comme d'une chose. Pour le paysan, l'administration seigneuriale était en même temps une instance politique, un tribunal et un bureau des contributions. Il avait le droit, il est vrai, de porter plainte devant le gouverneur du pays, voire même devant l'empereur, mais il ne pouvait le faire que par l'intermédiaire de son seigneur. L'existence des fonctionnaires seigneuriaux surnommés „fouetteurs“ ne fut pas une

des moindres causes de la misère des paysans. Ces fonctionnaires, en effet, craignant toujours de perdre leur poste, cherchaient à gagner par tous les moyens la faveur de leur maître, ainsi qu'à amasser une fortune pour se trouver à l'abri en cas de disgrâce. Les moindres délits entraînaient des châtiments corporels, et les infractions graves à l'obéissance étaient punies de prison. Toutefois, la condition du paysan différait sensiblement de domaine à domaine.

Dans la première moitié du XVIII^{ème} siècle, le paysan tchèque payait en impôts, en taxes seigneuriales et en dîmes d'Église de 70 à 80% du rendement de sa terre; 20 à 30% suffisaient à peine pour sa vie végétative dans les années fertiles. Mais si une série de mauvaises années arrivaient, le paysan était réduit à la mendicité, les impôts en souffrance et les taxes arriérées le ruinaient fatalement. Souvent, pour s'affranchir de cette servitude, il s'enfuyait clandestinement avec femme et enfants à l'étranger, où on le recevait avec empressement.

L'oppression économique et la restauration catholique imposée par violence privèrent ainsi le pays, pendant plus d'un siècle, d'excellents travailleurs. Ces deux causes furent au nombre de celles qui amenèrent de fréquentes révoltes paysannes, l'État commença alors à porter plus d'attention à la question paysanne, et prit des mesures légales, d'ailleurs généralement mal à propos.

Peu de temps après le traité de Westphalie, la Bohême, surtout dans les régions Nord et Nord-Est, assista au prélude de l'insurrection paysanne qui devait se déclencher plus tard. L'orage éclata en 1680 aussi bien dans les régions tchèques qu'allemandes, il prit des proportions dangereuses et dut être réprimé militairement. Il en résulta la publication des premières Lettres Patentes réglant la corvée, lesquelles, par leur généralité ainsi que par leurs diverses clauses, exposaient les paysans à une recrudescence de leurs maux; les secondes Lettres Patentes de l'année 1717 n'y apportèrent aucun remède.

La triste situation du paysan finit cependant par inquiéter le fisc, car les contributions paysannes constituaient la plus grande partie de ses recettes, l'aristocratie privilégiée ne fournissant que des contributions volontaires d'ailleurs fort minimes. Cet intérêt fiscal poussa Charles IV à remanier les obligations du paysan par les troisièmes Lettres Patentes de 1738, qui néanmoins n'apportèrent aucune amélioration essentielle à la condition sociale des agriculteurs.

L'argent extorqué au pauvre paysan tchèque servit aux aristocrates, généralement germanisés et qui vivaient oisifs à la cour de Vienne, à construire leurs palais „baroques“ avec des jardins d'agrément, ainsi qu'à se constituer des parcs à gibier. Prague tomba alors au rang d'une

capitale de province, tandis que Vienne, devenue la capitale de l'empire, se développait à ses dépens. Enfin les taxes inhumaines qui écrasaient le paysan servirent aux Habsbourg à redorer leur blason; ce fut grâce à ces taxes qu'ils purent entretenir l'éclat de leur dynastie, équiper leurs armées en Hongrie, en Italie et sur le Rhin...

Le dernier vestige de l'indépendance des pays de la couronne de Saint-Venceslas, la Chancellerie de la Cour pour la Bohême, sorte de ministère pour les pays tchèques, avait son siège à Vienne. Sa réorganisation eut lieu en 1719; elle fut alors divisée en deux sénats, l'un politique, l'autre juridique. Les affaires financières furent dirigées par la Cour impériale des Comptes, qui était l'administration centrale pour tous les pays des Habsbourg. L'administration du pays fut confiée à un collège de fonctionnaires supérieurs qu'on appelait lieutenants comme à l'époque d'avant la Montagne Blanche. Le premier échelon de l'administration centrale fut laissé à des bureaux régionaux. La centralisation des pays qui, plus tard, devaient former la monarchie d'Autriche, reçut une base juridique par la Pragmatique Sanction de Charles VI, en 1713, qui régla d'une manière définitive la question de succession pour tous les pays de la couronne des Habsbourg.

Les principaux articles de cette loi, dont la reconnaissance par l'Europe coûta à Charles VI tant de sacrifices, établissaient l'indivisibilité de la couronne et la succession par ordre de primogéniture aux descendants mâles. Charles VI n'ayant pas eu de fils, il était arrêté qu'à défaut de descendants mâles le droit de succession passerait à ses filles, également par ordre de primogéniture.

Le long règne de Charles VI (1711—1740), empereur faible et borné, dévoila à l'Europe la situation exacte des pays des Habsbourg. Eugène de Savoie avec son armée sut encore, malgré tout, sauver la face, mais sa mort produisit un changement subit et en 1739, Charles VI fut obligé de conclure avec la Turquie l'humiliante paix de Belgrade.

La caisse de l'Etat, vide, et les conseillers séniles de l'Empereur n'inspiraient à personne ni considération ni crainte. Le mécontentement causé par la situation économique ainsi que les violences de la contre-réformation avaient fait espérer aux États voisins que l'édifice artificiel des pays des Habsbourg, où les tendances séparatistes semblaient s'affirmer avec une force irrésistible, s'écroulerait à la mort de Charles VI. Il n'en fut cependant rien: Marie-Thérèse qui, en vertu de la Pragmatique Sanction, monta sur le trône en octobre 1740, sut conserver presque entière la succession de son père. Il est cependant juste de reconnaître que c'est moins grâce à ses mérites qu'à la jalousie et au manque d'entente de ses ennemis que la maison de Habsbourg-Lorraine put régner jusqu'en

1918 sur les pays tchèques. Le maintien de la monarchie de Charles VI fut cependant d'une importance capitale pour l'avenir de la nation tchèque; en effet, si elle n'en a pas préservé l'intégrité elle en a au moins entravé l'affaiblissement.

Les pays de la Couronne de Bohême étaient convoités par la Bavière, la Saxe et la Prusse; seul, Frédéric II réussit à s'emparer de la Silésie. On ne saurait oublier non plus que c'est en sacrifiant une province de la Bohême, la Lusace, que les Habsbourg firent la paix avec la Saxe pendant la guerre de Trente Ans et que, en 1742, en sacrifiant encore une partie précieuse du royaume de Bohême ils sauvèrent la monarchie pour une période de cent cinquante ans.

LIVRE III

LA PÉRIODE MODERNE

DEPUIS L'AVÈNEMENT DE MARIE-THÉRÈSE (1740) JUSQU'À NOS JOURS

CHAPITRE PREMIER

LE RÈGNE DE MARIE-THÉRÈSE ET DE JOSEPH II

LA RENAISSANCE NATIONALE

(1740—1792)

Caractères de la période de Marie-Thérèse. — La renaissance nationale. — Caractère profane de cette renaissance. — Guerre de succession d'Autriche. — Perte de Silésie. — Attitude de la France. — Occupation de la Bohême par les armées franco-bavaroises. — L'attitude du peuple tchèque pendant l'occupation. — Reprise de la Bohême par l'impératrice. — Couronnement de Marie-Thérèse reine de Bohême. — Reprise de la guerre par Frédéric II. — Politique de revanche de Marie-Thérèse. — Entente franco-autrichienne. — Réformes intérieures. — Réformes financières. — Dissolution de la Chancellerie de la Couronne de Bohême. — La guerre de Sept Ans. Inauguration d'une politique de paix. — Participation de Joseph II au pouvoir. — Nouvelles réformes administratives. — Situation juridique des pays de la Couronne de Bohême. — Politique religieuse. — L'intolérance religieuse. — Politique ecclésiastique. — Réformes scolaires. — Situation de la langue tchèque. — Réaction contre la germanisation. — Lutte contre le féodalisme. — Réforme fiscale. — Situation des paysans. — Caractères du gouvernement de Joseph II. — Liberté religieuse. — Liberté relative de la presse. — Rapports avec l'Église. — Amélioration du sort des paysans. — Réformes fiscales et administratives. — La vie intellectuelle en Bohême. — Le mécontentement à la fin du règne de Joseph II.

Sous le règne du dernier des Habsbourg de la ligne directe, la période des ténèbres avait, dans les pays tchèques, atteint son point culminant; le mouvement de contre-réformation qui suivit la Montagne Blanche était à son paroxysme. La mort de Charles n'amena pourtant pas un changement radical. On put cependant constater une notable atténuation des impitoyables rigueurs de la première moitié du XVIII^e

siècle. Comme souveraine, Marie-Thérèse reste, certes, fidèle à la contre-réformation. L'esprit conservateur de la maison régnante et de la cour n'en subit pas moins l'influence des idées nouvelles qui se sont répandues en France et en Angleterre touchant l'État et la société. Il en résulte une certaine liberté de penser, qui ne s'affirmera d'ailleurs que sous la co-régence de Joseph II, et les domaines des Habsbourg assistent à un important bouleversement politique. Les projets de centralisation, en germe depuis le XVI^e siècle, prennent corps. On songe, au moins en dehors des pays hongrois, à fondre les divers groupes hétérogènes en une monarchie danubienne unifiée. Les pays de la Couronne de Bohême cessent, en matière administrative, de former un corps autonome et particulier pour aller se mêler aux „pays allemands héréditaires“. L'usage du couronnement et l'emploi du titre de „roi de Bohême“, néanmoins, laissent subsister encore, au moins *de jure*, les droits politiques de la Couronne de Saint-Venceslas.

Le centralisme de Vienne avait ainsi sacrifié, au profit des pays alpins, l'indépendance de la Bohême, et par là, entravé le développement politique de la nation tchèque. Et cependant, on put dès lors constater une renaissance de l'esprit national chez les Tchèques. Ainsi donc, alors qu'on voit s'effondrer les bases sur lesquelles reposaient les droits historiques d'une nation, on constate un réveil de sa nationalité, de sa conscience d'un droit naturel. Encore que profondément ancrées dans le peuple, les traditions historiques ne seront plus que des armes destinées à renforcer la conscience nationale des Tchèques. Il ne faudrait d'ailleurs pas croire que la nation tchèque n'eût eu conscience d'elle-même qu'à partir de la seconde moitié du XVIII^e siècle. Cette conscience n'a jamais cessé de se manifester en divers écrits, à commencer par les chroniques de Kosma (mort en 1125). Elle survit encore à la période d'après la Montagne Blanche. Bien qu'elles lui eussent fait courir de gros dangers, ni les rudes persécutions, ni l'émigration incessante, ni la germanisation la plus agissante n'ont pu avoir raison de la nationalité tchèque. La nouvelle et menaçante campagne de germanisation entreprise dans la première moitié du XVIII^e siècle avait, au contraire, provoqué une réaction parmi les Tchèques. C'est une preuve que le gros de la nation était non seulement animé d'une puissante vitalité, mais encore désireux de se créer une existence nouvelle. Il s'en suivit que, sauf d'honorables exceptions qui confirment la règle, ce ne fut plus la noblesse tchèque qui prit la tête du mouvement national. Les chefs furent, en général, des hommes nouveaux, presque tous de saine souche paysanne, qui infusèrent au vieil arbre une sève nouvelle. Ces porte-parole de la conscience nationale s'élevèrent résolument contre l'oppression

pratiquée jusqu'alors; ils se fixèrent comme programme la libération du joug tant moral que matériel. La plupart d'entre eux, voire des prêtres, se rangèrent parmi les libéraux qui proclamaient la liberté de pensée, depuis longtemps abolie, et s'opposaient à la tyrannie morale pratiquée par la contre-réformation. Le libéralisme tchèque, encore que ce ne lui soit point particulier, se distingue par un certain anti-cléricalisme, voisin de celui des hussites, et par son esprit de tolérance en matière religieuse. Il est d'ailleurs fort naturel qu'à ce mouvement d'idées, qu'à ce réveil historique se soient mêlés des souvenirs du hussitisme, car les deux mouvements avaient, au fond, le même but et d'identiques aspirations. D'autre part, les Tchèques non catholiques gardaient confusément le souvenir d'un passé meilleur, souvenir qui entretenait dans les esprits la conscience que le mouvement nouveau s'apparentait au mouvement hussite.

Malgré les rapports que l'on pourrait trouver entre le hussitisme et le mouvement de renaissance nationale, les deux époques diffèrent essentiellement. Alors que le mouvement de réformation (et d'antiréformation tchèque) avait un caractère religieux, le mouvement de renaissance nationale est purement profane. Ce dernier fait est dû non seulement aux tendances libérales de l'époque, mais encore aux persécutions religieuses de l'époque précédente, persécutions qui ont engendré, sinon une complète indifférence en matière religieuse, au moins un large esprit de tolérance. Encore qu'il étonne dans le pays du hussitisme, cet abandon du terrain religieux est la conséquence logique des événements passés. La nation tchèque, renonçant aux formules religieuses que les pratiques de la contre-réformation avaient discréditées, embrassait avidement les idées nouvelles que propageait l'Occident, sans se douter même que plusieurs de ses meilleurs fils, notamment Komenský (Comenius), avaient incontestablement contribué à les faire naître.

Selon la Pragmatique Sanction, non seulement ratifiée par les Diètes de tous les pays soumis aux Habsbourgs, mais encore reconnue par les principales puissances de l'Europe, le trône devait, à la mort de Charles, passer à sa fille aînée, Marie-Thérèse, qui, quelques années auparavant, avait épousé l'archiduc François-Étienne, de la Maison de Lorraine. Mais à peine la nouvelle de la mort subite de l'empereur fut-elle parvenue aux cours étrangères, que surgirent des projets de liquidation de la succession des Habsbourg ouverte par la mort du dernier monarque de la lignée mâle. Au nom de son souverain, l'ambassadeur du prince électeur de Bavière auprès de la cour de Vienne protesta contre l'accession au trône de Marie-Thérèse et fit valoir les prétentions des Wittelsbach sur une partie des domaines des Habsbourg. Ces prétentions s'appuyaient notamment sur le contrat conclu en 1546 lors du mariage

d'Albrecht V avec Anne, fille de Ferdinand I^{er}. Tandis que la Bavière se livrait à une discussion d'abord toute théorique, apparut un autre compétiteur autrement dangereux par son énergie. C'est le jeune roi de Prusse Frédéric II, qui venait de succéder au clairvoyant Frédéric-Guillaume. Frédéric II réclamait à Marie-Thérèse une partie des territoires de la Couronne de Bohême, la Silésie presque entière. Depuis longtemps, en effet, par suite des persécutions exercées par la contre-réformation, cette province se tournait vers le jeune royaume de Prusse, auprès duquel elle pensait trouver aide contre le joug pesant des Habsbourg. Les prétentions de Frédéric, qu'il ne chercha que plus tard à justifier en droit, étaient une des manifestations de l'impérialisme croissant des Hohenzollern. Ceux-ci désiraient posséder la Silésie pour l'enfoncer comme un coin entre les domaines des princes électeurs de Saxe, qui régnaient alors sur le royaume de Pologne. Marie-Thérèse se trouvait alors dans une situation peu satisfaisante. La dernière guerre, menée contre les Turcs, avait montré la faiblesse de l'armée des Habsbourg. Les caisses de l'État étaient vides, et les croissantes rigueurs du fisc soulevaient, dans tous les pays, le mécontentement des populations. Le roi de Prusse disposait, par contre, d'une armée supérieurement organisée et d'un considérable trésor de guerre. Dans de telles conditions, l'entreprise de Frédéric n'avait donc rien de hasardeux; elle découlait en effet d'une exacte connaissance d'un état de choses trop favorable pour laisser échapper l'occasion qui s'offrait. Malgré les exhortations de quelques-uns de ses conseillers, Marie-Thérèse, refusant d'entrer en négociations avec Frédéric II au sujet de la Silésie, résolut de défendre ses droits par les armes. Le roi de Prusse eut vite fait de montrer sa supériorité militaire, et dès 1741 la plus grande partie de la Silésie passait sous son sceptre; il faut dire d'ailleurs que la population avait presque partout accueilli les soldats prussiens en libérateurs. Tel fut le début de cette guerre généralement désignée sous le nom de Guerre de la Succession d'Autriche, mais qu'il serait plus juste d'appeler „guerre pour la possession des pays de la Couronne de Bohême“. Frédéric II ne fut pas le seul, en effet, à vouloir s'approprier une partie du royaume de Bohême; la Bavière et la Saxe ne tardèrent pas à réclamer à leur tour un lambeau de l'héritage, la Bohême et la Moravie.

L'électeur de Bavière, Charles-Albert, descendant de Maximilien de Bavière, le vainqueur de la Montagne Blanche, faisait valoir de vieilles conventions qui, conclues entre la France et la Bavière, assuraient à cette dernière le royaume de Bohême. Lors de l'avènement au trône de Marie-Thérèse, la politique étrangère de la France était dirigée par le vieux cardinal de Fleury. Celui-ci ne songea pas tout d'abord à prendre parti

contre la jeune héritière de Charles VI; il ne le fit que sur les instances du comte de Belle-Isle. Reprenant alors les traditions politiques de la France, hostiles à la Maison d'Autriche, il entra en rapport avec Frédéric vainqueur. Il en résulta bientôt une alliance secrète entre la France, la Bavière et la Prusse. Outre la Bavière et la Prusse, l'électeur de Saxe Frédéric-Auguste II avait également élevé des prétentions à l'héritage de la Maison d'Autriche. Craignant non sans raison les ambitions de la Prusse, dans le cas où la Basse-Silésie eût agrandi les domaines de Frédéric II, il demandait en compensation que la Bohême tout entière lui fût attribuée. A la suite de longs pourparlers diplomatiques, un traité de partage fut, en septembre 1741, conclu à Francfort entre la Bavière et la Saxe. La Bavière devait recevoir la Bohême, qui porterait le titre de royaume, alors que la Saxe se verrait attribuer la Moravie (également érigée en royaume) et la Haute-Silésie. Selon un projet français, Marie-Thérèse aurait conservé le royaume de Hongrie ainsi qu'une partie des pays alpins (sauf la Haute-Autriche et le Tyrol). Ce traité de Francfort prévoyait donc le partage des pays de la Couronne de Bohême entre trois prétendants. La réalisation d'un tel programme eût été pour la nation tchèque un désastre d'une portée incalculable. Le sort de la Couronne de Bohême, la plus précieuse des possessions des Habsbourg, allait se jouer, en même temps que celui de la nation tchèque dont l'individualité et l'avenir (abstraction faite de la Silésie) dépendait de l'unité historique. A Francfort, les dés avaient été jetés sur le tambour des soldats mercenaires. La quadruple alliance ne doutait d'ailleurs pas de la victoire. Un avenir prochain cependant devait lui causer quelques déceptions.

Les armées franco-bavaroises entrèrent en campagne au mois de septembre 1741. Elles n'eurent pas de peine à s'emparer de la Haute-Autriche. Après avoir quelque peu hésité, Charles-Albert, renonçant à marcher sur Vienne, se tourna vers la Bohême. Pendant ce temps, le roi de Prusse, peu scrupuleux sur le choix des moyens, s'abouchait secrètement avec Marie-Thérèse. Moyennant la cession de la Basse-Silésie, il lui offrait sa neutralité. Désireuse de sauver la Bohême, Marie-Thérèse dut, à contre-cœur, et malgré la difficulté des négociations, qui furent plusieurs fois interrompues, sacrifier la Silésie. Après des combats insignifiants, Charles-Albert entra à Prague par le Sud (les troupes franco-bavaroises y pénétrèrent par la Montagne Blanche), dans la seconde quinzaine de novembre, cependant que l'armée saxonne y entra par le Nord. Presque toute la Bohême tombait aux mains de l'ennemi, qui avait rencontré très peu de résistance. La population accueillit cette occupation avec une certaine résignation, voire même avec le secret espoir en un avenir meilleur. Malgré la catholisation de la Bohême, la

nation tchèque était, un siècle après la guerre de Trente ans, aussi hostile aux Habsbourg qu'au moment de la Défenestration de Prague. Le clergé catholique lui-même, fatigué de l'ingérence du pouvoir civil dans les affaires ecclésiastiques et religieuses, sensible surtout depuis le règne de Charles VI, ne manifestait pour ses protecteurs qu'un enthousiasme fort modéré. La noblesse tchèque de son côté, qui devait sa puissance à la victoire remportée par les Habsbourg en 1620, ne laissa pas que de jouer un rôle assez équivoque. Le mécontentement causé par la politique intérieure de la Maison d'Autriche, presque toujours dirigée contre les Tchèques, ne resta sans doute pas sans influence, non plus d'ailleurs que la sympathie que nourrissaient à l'égard de la Bavière la plupart des francs-maçons tchèques. Après un court séjour à Prague, où la noblesse tchèque lui avait rendu hommage, Charles-Albert se rendit à Francfort en vue de l'élection au Saint-Empire romain germanique.

La situation de Marie-Thérèse se modifie alors du tout au tout. Jusque-là les armées impériales ne s'étaient pour ainsi dire pas opposées à l'invasion. Mais voici qu'au milieu de 1742, Frédéric II conclut avec Marie-Thérèse le traité de Breslau, par lequel celle-ci lui abandonnait toute la Silésie, sauf les régions d'Opava, Těšín et Krňov (Troppau, Teschen et Jägerndorf), et le comté de Glatz. L'armée de la reine, libérée de ce côté et réorganisée, put donc être opposée aux forces franco-bavaroises et saxonnes. D'autre part, l'Angleterre, unique alliée de Marie-Thérèse, montra, après le traité conclu avec Frédéric, plus d'activité à défendre sa partenaire. D'ailleurs, la Saxe ne tarda pas à suivre l'exemple de la Prusse, si bien que les pandours de Marie-Thérèse réussirent à chasser les garnisons françaises disséminées dans le pays. Elles se retirèrent à Prague. La ville, assiégée, tombait, au début de 1743, aux mains du prince Lobkowitz, commandant des forces autrichiennes. Le traité de Breslau et la capitulation de Prague marquent la fin du traité de Francfort et assurent, non sans de grosses pertes, l'intégrité du royaume de Bohême. Avec une visible répugnance pour les infidèles pays tchèques, Marie-Thérèse, qui comparait la Couronne de Bohême à un bonnet de fou, se fit couronner reine de Bohême. Ce couronnement, qui clôtura la première phase de cette épuisante guerre en vue de la possession du royaume de Bohême, ne met cependant pas, comme on l'espérait, fin à la lutte.

Inquiet des victoires remportées par les troupes de la reine de Bohême et de Hongrie, et craignant pour les territoires qu'il vient de conquérir, Frédéric II traite à nouveau avec l'électeur de Bavière, qui vient d'être élu empereur sous le nom de Charles VII. En 1744, l'armée prussienne envahit la Bohême sans rencontrer une forte résistance. Après un barbare bombardement, la capitale de la Bohême tombait bientôt aux

mains de l'avidité du roi de Prusse. L'occupation de Prague et de la Bohême (Charles VII avait promis à Frédéric les territoires de la rive droite de l'Elbe) ne fut pas de longue durée. Le traité de Dresde, qui y mit fin en 1745, n'était en somme que la consécration du traité de Breslau. Charles VII étant mort sur ces entrefaites, et le mari de Marie-Thérèse, François-Étienne de Lorraine, ayant été élu empereur, le traité d'Aix-la-Chapelle vint, en 1748, mettre fin à une guerre qui avait duré huit ans et à laquelle l'Angleterre et la France avaient pris une part active. Par ce traité, Marie-Thérèse renonçait au duché de Parme-et-Plaisance.

La guerre provoquée par la succession de Charles VI avait clairement montré le délabrement des finances et de l'armée dans les pays de la Maison d'Autriche, délabrement qui avait amené la perte de la riche Silésie. Même après le traité d'Aix-la-Chapelle, Marie-Thérèse ne considéra cependant pas comme définitives les cessions auxquelles elle avait été obligée. Elle regretta tout particulièrement celles qu'elle avait dû faire à Frédéric II. L'esprit de vengeance qui l'animait la poussa alors à modifier aussi bien la politique intérieure que la politique extérieure des Habsbourg. Au cours de la dernière guerre, l'Angleterre s'était montrée une alliée trop timorée. Les égards qu'avait eus, notamment, le roi d'Angleterre, souverain du Hanovre, pour le roi de Prusse, faisaient de l'alliance de l'Angleterre une alliance presque sans valeur pour Marie-Thérèse. Sur les conseils du comte Kaunitz, jeune homme d'État d'origine morave, qui fut quelque temps ambassadeur d'Autriche à Paris, Marie-Thérèse s'efforça de trouver une base d'entente avec la France. Les pourparlers en vue d'une alliance avec ce pays n'allèrent évidemment pas sans difficulté; les traditions anti-autrichiennes étaient en effet trop profondément enracinées à Paris pour qu'il fût possible de les vaincre aisément. A force d'habileté, Vienne réussit cependant à atténuer les antipathies de la France. D'autre part, la maison d'Autriche noua des relations avec la Russie, la Suède et le roi de Pologne, lequel était également électeur de Saxe. On voit donc, après 1755, se préparer une vaste coalition dirigée contre la Prusse et, aussi, contre l'Angleterre, coalition dont la préparation n'avait naturellement pas échappé à l'attention de Frédéric II.

A l'intérieur, Marie-Thérèse n'avait pas montré moins d'activité. La solide organisation de l'État prussien et de ses finances offrait à la reine de Bohême et de Hongrie le modèle à suivre pour la réorganisation de ses pays héréditaires. Profondément pénétrée d'esprit absolutiste, Marie-Thérèse manifestait cependant une aversion foncière pour les privilèges de la noblesse et pour les libertés des divers pays. Elle faisait valoir, dans des mémoires signés de sa main, que ces privilèges et ces libertés

étaient pour elle une entrave dans l'accomplissement des réformes projetées. Les conflits fréquents qui éclataient entre les chancelleries de Bohême et d'Autriche lassaient sa patience. Elle attribuait à l'esprit particulariste de la noblesse, plus soucieuse de ses intérêts particuliers que des intérêts généraux de l'État, les défauts de l'organisation financière et la désorganisation de l'armée. Grâce à l'active collaboration du comte Haugwitz, originaire de Silésie, l'impératrice put mener à bien ses réformes malgré l'opposition de presque tout son entourage, et notamment des hauts dignitaires de Bohême, absolument hostiles à ses projets. Dans le domaine financier, Haugwitz obtint des Diètes locales, notamment des Diètes de Moravie et de Bohême, en 1748, sous le nom de „recessions décennales“, des pouvoirs assurant au Trésor, sans qu'il eût à recourir aux États généraux, les revenus nécessaires à l'entretien d'une armée permanente d'environ cent mille hommes. D'autre part, les divers pays furent, sous le nom de „députations“, pourvus d'une administration nouvelle. Celle-ci, d'un caractère nettement impérial, réduisait considérablement les pouvoirs des anciennes institutions telles qu'en Bohême la Lieutenance générale, confiée aux principales familles nobles du pays. Ces „députations“ avaient pour objet de veiller à la stricte perception des impôts et à leur exacte transmission. Elles étaient en général confiées à des fonctionnaires. Cette mesure n'était d'ailleurs qu'un premier pas dans la voie de ces réformes qui, dans le domaine politique, devaient avoir de si douloureuses conséquences pour les pays de la Couronne de Bohême. Dans les premiers jours de mai 1749, en effet, sans consultation préalable des Diètes, fut dissoute la Chancellerie de la Couronne de Bohême qui, dans l'ordre administratif, symbolisait depuis de longues années l'indépendance des pays de Bohême, en même temps qu'était abolie la Chancellerie autrichienne dont la juridiction s'étendait aux pays alpins. Ces chancelleries, qui répondaient à la situation politique, furent remplacées par deux institutions nouvelles : le Directorium in publicis et cameralibus et la Haute Cour de Justice (Oberste Justitzstelle), dont les pouvoirs s'étendaient également sur les pays de la Couronne de Bohême et sur l'Autriche. De même, dans les divers pays, furent supprimées les administrations politiques existantes. Elles furent remplacées par des corps représentatifs où prédominaient des fonctionnaires fidèlement attachés à l'esprit absolutiste et centraliste. Par l'instauration de ces nouveaux services administratifs, notamment par l'atteinte portée à la constitution des pays de la Couronne de Bohême, l'idée d'un centralisme prend corps. Faisant fi des droits historiques et des nécessités pratiques, le centralisme fait litière d'un passé consacré par des serments et des engagements séculaires. Il faut dire néanmoins que les mesures

en question ne s'appliquaient pas à la Hongrie, qui conserva son autonomie. Ainsi se dessinait déjà ce qui, dans l'Autriche future, devait être le dualisme.

La Guerre de Sept Ans (1756—1763) montra bientôt que les mesures prises par Marie-Thérèse en vue de préparer sa revanche politique à l'égard du roi de Prusse étaient insuffisantes. Frédéric II, qui suivait attentivement la politique de la cour de Vienne, ne resta pas inactif en face du danger qui le menaçait. Avant que ne fût arrivé le moment fatal, il s'assura du succès en prenant l'initiative. Au cours des deux premières années de guerre, non seulement il put s'emparer de toute la Saxe, mais même d'une grande partie de la Bohême. La défaite qu'il subit à Kolín porta cependant un coup sensible à sa marche victorieuse. Le théâtre des opérations se transporta alors dans le pays même de Frédéric. Néanmoins, les talents stratégiques du roi de Prusse, favorisés par le désaccord qui régnait entre les chefs d'armée russes et habsbourgeois, permirent à la Prusse d'éviter un coup mortel. La France, alliée de Marie-Thérèse, prit également part à cette guerre, mais ses forces principales étaient occupées à combattre l'Angleterre, alliée à la Prusse. La défaite de la France et la mort de l'impératrice Elisabeth de Russie allégèrent considérablement les épreuves de Frédéric II. Les pays autrichiens se trouvaient épuisés par cette guerre aussi longue que coûteuse. Marie-Thérèse se vit donc obligée, en 1763, de signer le traité de Hubertsbourg, qui consacrait l'échec de sa politique de revanche et marquait un retour aux traités de Breslau et de Dresde. Le seul engagement que prit Frédéric II fut d'accorder à Joseph, fils aîné de Marie-Thérèse, lors de l'élection de l'empereur, la voix qu'il détenait en tant qu'électeur de Brandebourg. A la mort de son père, en 1765, Joseph fut en effet élu empereur.

La paix de Hubertsbourg marque la fin des rêves belliqueux de Marie-Thérèse. Celle-ci y avait été amenée non seulement par l'échec de ses armes, mais aussi par les faiblesses de son âge. Elle subissait alors une crise de bigoterie et faisait pénitence des péchés de sa jeunesse. L'incorporation de la Galicie, en 1772, à laquelle Marie-Thérèse ne donna son consentement qu'à contre-cœur, et l'occupation de la Bucovine en 1774, ne concernent qu'indirectement la Bohême. D'ailleurs ces usurpations n'auront d'influence que sous le régime constitutionnel de l'Autriche, dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Cette extension du domaine des Habsbourg ne s'opéra du reste que sous la pression de Joseph II, fils de Marie-Thérèse. Celui-ci, qui avait projeté de s'emparer de la Bavière, avait vu son plan échouer devant l'énergique résistance du roi de Prusse et l'opposition de la vieille reine. La démonstration militaire entreprise permit donc uniquement d'agrandir la Haute-Autriche de la région de

l'Inn. La politique extérieure des Habsbourg était alors dirigée par le comte Kaunitz, chancelier d'État depuis 1753. A partir de 1761, Joseph II prit aussi sa part à la direction des affaires. C'est d'ailleurs à lui qu'il faut attribuer la plupart des réformes accomplies après la Guerre de Sept Ans.

Marie-Thérèse se résolut d'autant plus facilement à entreprendre ces réformes que les espoirs fondés sur les réformes de 1748 à 1756 avaient été déçus et que les voix se faisaient de plus en plus nombreuses pour réclamer un retour à l'ancien régime. La haine allait surtout au Directoire, qui cherchait à augmenter sans cesse le nombre de ses attributions. Les réformes nouvelles, cependant, inaugurées par l'institution d'un Conseil d'État (1760) étaient loin de marquer un retour au régime d'avant 1749. On ne remédia notamment pas à l'abolition de la Chancellerie de Bohême. En 1762 le Directoire fut suspendu. Il fut remplacé par une Chancellerie bohémo-autrichienne, elle aussi centraliste. Dans cette chancellerie, les affaires de Bohême étaient confiées à des services spéciaux (certains parlent d'une „Section de Bohême“). Il en fut de même des affaires judiciaires concernant la Bohême, la Moravie et la Silésie, qui furent déférées à un tribunal tchèque siégeant à la Cour supérieure de Justice.

Dans l'administration des divers pays, des concessions furent faites touchant l'autonomie des États; en principe, cependant, l'administration du pays demeura fonction de l'État; la Bohême a à sa tête un burgrave supérieur, et la Moravie un capitaine territorial. L'administration des districts est également soumise à l'État (1751); à la tête de chaque district est placé un capitaine de district, représentant de l'État et responsable uniquement envers le monarque. On en arrive à ne plus recruter les fonctionnaires et les officiers uniquement parmi les nobles, mais également dans la bourgeoisie. En principe, néanmoins, seuls les nobles peuvent prétendre aux plus hautes fonctions, où ils attachent naturellement peu d'importance à l'autonomie des divers pays.

Nonobstant les réformes accomplies dans le domaine législatif, l'indépendance politique des pays de la Couronne de Bohême ne fut, en droit, jamais mise en doute. C'est en tant que reine de Bohême que Marie-Thérèse régnait sur ces pays. C'est comme reine électrice de Bohême que Marie-Thérèse, en 1745, vota pour son mari et, vingt ans plus tard, pour son fils. La souveraineté du royaume de Bohême ressort également du vote émis en 1743 par la Diète touchant la renonciation à la Silésie, transférée à Frédéric II, tout comme en 1636, la Diète avait approuvé la cession de la Lusace à l'électeur de Saxe. C'est également en tant que reine de Bohême que l'impératrice put céder certains fiefs étrangers dépendant de la Couronne de Bohême.

En matière religieuse, Marie-Thérèse, fidèle à l'esprit des ordonnances territoriales de 1627, continua à montrer une haine farouche à l'égard de toute hérésie, aussi l'esprit de tolérance de Joseph II en matière de religion, fut-il un perpétuel sujet de retentissants désaccords entre la mère et le fils. L'habile roi de Prusse, suivant en cela l'exemple de ses prédécesseurs, sut profiter de la néfaste politique religieuse de Marie-Thérèse. Le Nord et le Nord-Est de la Bohême regorgeaient d'agents prussiens qui, par une campagne discrète, cherchaient à engager les habitants non-catholiques à émigrer en Prusse. En Silésie, l'intolérance religieuse des Habsbourg avait largement préparé la voie à Frédéric II. D'autre part, l'occupation par les troupes prussiennes des régions de Hradec Králové et Chrudim, dans le Nord-Est de la Bohême, au cours de l'automne 1771, cause l'émigration en Silésie d'un grand nombre d'habitants non-catholiques, pour la plupart gens laborieux et instruits. Cette émigration, de tradition d'ailleurs, se poursuivit plus tard encore. Elle donna naissance, tant en Silésie qu'aux environs de Berlin, à de nombreuses localités tchèques. Aujourd'hui, seuls le nom tchèque de ces localités ou le nom déformé de certains habitants, rappellent l'inhumanité et l'imprévoyance des Habsbourg en même temps que l'habileté des Hohenzollern. Ceux-ci, qui surent se faire passer pour les protecteurs de la liberté évangélique, ne s'opposèrent d'ailleurs pas à l'immigration des catholiques. Jusqu'à la fin de sa vie, Marie-Thérèse ne s'aperçut pas de la maladresse de sa politique en matière de religion, aussi laissa-t-elle les rusés rois de Prusse s'enrichir aux dépens des pays de la Couronne de Bohême. Les missionnaires poursuivent avec zèle leur œuvre de propagande; l'index dressé par le jésuite Koniáš leur sert de guide pour la confiscation des livres tchèques hérétiques, qui sont impitoyablement brûlés. Vers 1750, une commission de censure avait été adjointe à l'administration de Prague; il ressort néanmoins d'un rapport de 1781 que cette commission s'occupait fort peu des livres tchèques, laissant ce soin au zèle des missionnaires. Or, pour ceux-ci, il suffisait généralement qu'un livre fût rédigé en tchèque pour être considéré comme entaché d'hérésie.

L'oppression morale ne se relâcha donc point sous le règne de Marie-Thérèse; les ordonnances émises alors en matière religieuse font preuve de la même rigueur que les patentes de Charles VI. C'est ainsi que la patente de 1749 prévoit la pendaison pour tous ceux qui donnent asile à des propagateurs d'hérésie, qui tiennent des séances secrètes d'hérésie ou possèdent et répandent des ouvrages entachés d'hérésie. En 1748, on avait découvert à Bydžov, ville de l'Est de la Bohême, l'existence d'une secte dite des Abrahamistes. Propagée par un rabbin, cette secte avait trouvé un assez grand nombre d'adeptes, dans la ville même et dans

les environs, parmi les catholiques. L'un des principaux de ces adeptes fut, par la cour d'appel de Prague, condamné à un horrible supplice : cousu dans la peau d'un bœuf, il fut traîné par des chevaux jusqu'au terrain d'exécution où il fut ensuite brûlé vif. Un certain nombre d'autres furent condamnés à la pendaison ; d'autres enfin furent condamnés à la réclusion ou aux travaux forcés. Dans les mémoires qu'il nous a laissés, un contemporain, François Vavák, paysan, échevin de la commune de Milčice (près de Poděbrady, en Bohême), nous apprend qu'en 1779 une patente impériale promettait une forte récompense en espèces à tous ceux qui dénonceraient les possesseurs ou les propagateurs de livres entachés d'hérésie. Tout propagateur de tels livres encourait un an de travaux forcés. En cas de récidive, il se voyait condamné à trois ans de détention dans une forteresse. Toute nouvelle récidive entraînait les galères à perpétuité, sans compter la confiscation de tous les biens du condamné. Enfin les enfants de ces incorrigibles hérétiques leur étaient enlevés pour être instruits dans la foi catholique. Seuls, par égard pour le mari de Marie-Thérèse, les francs-maçons, assez nombreux à Prague parmi les nobles, étaient tacitement tolérés.

Malgré son fanatisme, Marie-Thérèse se vit parfois obligée de faire céder ses convictions religieuses devant les nécessités de la politique. Elle avait un faible pour les Jésuites. C'est ainsi qu'en 1770 elle écrivait à sa fille Marie-Antoinette, femme du roi de France Louis XVI : „Vous savez que je les estime, que dans mes pays ils ont fait grand bien, que je serais fâchée de les perdre, mais que si la cour de Rome croit devoir abolir cet ordre, je n'y mettrai aucun empêchement“. Elle n'hésita pas cependant, en 1773, à admettre les conséquences de la suppression de cet ordre, qui avait été en Bohême la cause de si profondes ténèbres morales et de fanatiques persécutions. Si, dans la suite du règne de Marie-Thérèse, la terreur antiréformatrice se fait moins intense qu'au début du XVIII^e siècle, c'est grâce à l'esprit de conciliation que préconisaient aussi bien l'empereur Joseph II, co-régent, qu'un certain nombre de fonctionnaires animés d'idées empreintes de philosophie ou d'une plus grande clairvoyance politique.

Dans le domaine ecclésiastique, Marie-Thérèse reste fidèle à la direction imprimée par Charles VI, direction selon laquelle l'État, au nom de sa suprématie, s'était arrogé le droit d'intervenir dans les affaires ecclésiastiques. Malgré son aveugle soumission à l'Église catholique romaine, l'impératrice renouvela le *placetum regium*, c'est-à-dire l'ordonnance interdisant la publication ou la proclamation sans autorisation du gouvernement de toute bulle papale ou de tout document religieux. Aucun ouvrage écrit par des prêtres avec l'approbation de la censure

religieuse ne pouvait paraître sans un privilège de la censure civile. L'impression de tout livre touchant les superstitions et les miracles était interdite, sauf approbation des autorités ecclésiastiques compétentes. Pour des raisons d'ordre économique, le gouvernement obtint de Rome la réduction du nombre des fêtes, la suppression de certains pèlerinages ou processions, lesquels, au dire des administrations publiques, étaient prétexte à chômage et à prodigalités. Les biens de main-morte, les biens des églises ainsi que le traitement des prêtres furent soumis au contrôle de l'État ; l'exemption d'impôts fut levée sur les dotations religieuses. En même temps qu'il s'attribuait le droit d'exercer un contrôle sur l'entrée des novices dans les ordres, le gouvernement favorisait la création de nouvelles paroisses, convaincu qu'elles avaient pour le peuple et pour l'État une importance plus grande que des monastères bien dotés. A cette époque, des évêchés furent institués à Budějovice (Bohême) et à Brno (Moravie), et trois autres furent créés en Slovaquie. Sous l'influence des idées nouvelles, l'État étendit ensuite à la vie privée l'influence et le contrôle qu'il exerçait déjà sur la vie publique.

De même que, sous son règne, l'Église avait jusqu'à un certain point été placée sous le contrôle de l'État, Marie-Thérèse décréta que l'enseignement, jusqu'ici entièrement aux mains des ordres religieux (notamment des Jésuites et des Piaristes) et des communes, devait être considéré comme affaire d'intérêt public. Depuis la défaite de la Montagne Blanche, qui avait entraîné la disparition des excellentes écoles des Frères Bohêmes, l'enseignement, et particulièrement l'enseignement élémentaire, était, dans les pays de la Couronne de Bohême, descendu à un niveau fort bas. L'enseignement supérieur lui-même, où s'étaient introduites les méthodes surannées des Jésuites, était en fort piteux état. Le revirement qui se produisit alors était dû surtout à l'influence d'un Belge, le docteur van Swieten, médecin particulier de l'impératrice, président de la commission aulique de censure, adversaire passionné des Jésuites. L'effort principal de celui-ci tendit à débarrasser la censure et l'enseignement de l'influence des Jésuites, qu'il considérait comme les adversaires de tout progrès. La lutte entre van Swieten et les Jésuites fut des plus âpres ; elle resta indécise jusqu'en 1773, car, si Marie-Thérèse accordait à son médecin particulier une confiance inaccoutumée, elle ne manquait pas, d'autre part, de favoriser les Jésuites.

C'est dans l'enseignement élémentaire que s'accomplirent les progrès les plus marqués. Cet enseignement comprenait trois degrés. Dans les écoles inférieures, primaires, des régions tchèques, l'instruction était donnée en tchèque. Dans les écoles supérieures, situées généralement dans les villes, l'instruction était donnée en tchèque dans les basses

classes et en allemand dans les classes les plus hautes. Les écoles normales de Prague et de Brno, où étaient préparés les instituteurs, n'enseignaient qu'en allemand. Les écoles secondaires (gymnases) passèrent à partir de 1773 aux mains des Piaristes. L'enseignement y était donné exclusivement en allemand. A la suite de la dissolution de l'ordre des Jésuites, des professeurs laïques furent nommés à l'Université de Prague, dont le programme d'études fut élargi, de façon à y faire entrer des matières que les Jésuites en avaient jusqu'alors systématiquement exclues. La langue d'enseignement y avait jusqu'alors été le latin, mais on vit peu à peu se former l'habitude d'enseigner en allemand. Parmi les professeurs que comptait l'Université de Prague à cette époque, l'un des plus marquants fut Charles-Henri Seibt, originaire de la Haute-Lusace. Il faisait un cours de philosophie. Il fit connaître à ses auditeurs les représentants des idées nouvelles, et notamment Hume, Leibnitz, Voltaire et Montesquieu, et sa réputation dépassa bientôt les murs de l'Université. Dénoncé comme propageant des idées subversives et des principes contraires aux dogmes religieux, il fut en 1779 l'objet de poursuites judiciaires. Le procès qui lui fut intenté, et qui se termina par un acquittement, fit alors beaucoup de bruit dans l'empire des Habsbourg. En tant que censeur, Seibt a le mérite d'avoir adouci les rigueurs de la méthode jusqu'alors suivie. C'est ainsi qu'en 1775, il permit la publication de la „Défense de la langue tchèque“, de Balbín, cet excellent ouvrage qui, pendant 150 ans, avait dû rester à l'état de manuscrit. Il est vrai que cet acte valut au censeur un blâme sévère de la cour de Vienne.

Dans la première moitié de XVIII^e siècle, la langue et la conscience nationale tchèques étaient en pleine décadence. La noblesse et la bourgeoisie étaient généralement germanisées. Dans les hautes sphères, on parlait aussi beaucoup le français. Pour se faire comprendre du peuple, les fonctionnaires en étaient réduits à employer une sorte de charabia. Un rescrit royal de 1763 enjoint aux fonctionnaires, dans l'intérêt de leur charge, d'apprendre avec plus de soin la langue tchèque. On voit que la germanisation avait fait des progrès tels qu'elle entravait jusqu'à la bonne marche de l'appareil bureaucratique. Cette germanisation était due d'abord à la répugnance éprouvée pour la langue de l'hérésie, et plus tard, pour la langue vulgaire, la langue des paysans. Dans les milieux instruits, la connaissance du tchèque était insignifiante. Les écrivains à la mode étaient alors Wieland, Klopstock, Gellert, Gessner, Kleist, etc. Il n'existait d'ailleurs pas de littérature tchèque contemporaine; quant aux ouvrages anciens, qui, en dehors des non-catholiques, intéressaient du reste peu de gens, ils étaient presque tous à l'index. Sous la co-régence de Joseph II, par raison d'État, la germanisation progressa encore.

Il s'agissait d'unifier par la langue les divers pays du domaine des Habsbourg. La langue allemande fut alors proclamée langue „nationale“ et tous les instituteurs furent tenus de la connaître. „Dans un délai de cinq ans l'enseignement donné exclusivement en tchèque dans 130 écoles fut remplacé par un enseignement en allemand.“ Des villes, la germanisation gagna la campagne, et la ceinture allemande qui s'était formée le long des frontières, se resserra de plus en plus autour de la nation tchèque. Néanmoins, si sensibles qu'elles eussent été, les pertes ainsi subies dans les campagnes par la nation tchèque furent réparées au cours du XIX^e siècle. Il est curieux cependant de constater que, dans ses travaux, la Diète de Bohême avait conservé sa place à la langue tchèque et qu'elle lui accordait même la préséance sur l'allemand. Il n'en est pas moins vrai que ce n'est pas par sentiment national que les États agissaient ainsi; la plupart des députés en effet ignoraient absolument la langue dans laquelle étaient prononcés les discours d'ouverture et de clôture de la Diète. L'usage de la langue tchèque s'était surtout conservé par fidélité à la Constitution et aux anciennes traditions et aussi par une sorte d'opposition à un gouvernement qui avait fait fi des privilèges des États.

La germanisation exercée par Vienne amena pourtant une réaction. Elle se manifesta par la publication de diverses défenses de la langue tchèque. Deux ans avant la publication de l'ouvrage classique de Balbín, était parue une „défense“ due au comte Kinský. Celui-ci s'y proclamait d'excellente souche slave et, tant à cause de son harmonie que de sa richesse d'expression, il y plaçait la langue tchèque aux côtés du latin et du grec. C'était-là, certes, une opinion hardie et qu'il eût été difficile d'appliquer à la langue tchèque du XVIII^e siècle, si appauvrie. L'ouvrage cependant fut accueilli avec enthousiasme et sincèrement approuvé. Quant au touchant livre de Balbín, il se termine par ce vers d'un cantique à Saint-Venceslas :

Ne nous laisse pas périr, nous et notre postérité.

Parmi les zéloteurs de cette époque, l'historien Pelcl tient une place marquante. Tous ces patriotes s'adressaient en premier lieu aux milieux instruits. Force leur était donc d'écrire en allemand ou, comme certains, en latin. Ce n'est que sous le règne de Joseph II qu'ils songèrent à s'adresser également au peuple des campagnes. Il faut dire aussi que la campagne n'avait jamais perdu sa conscience nationale. Dès le règne de Marie-Thérèse, elle avait, par la plume de Vavák, échevin de Milčice, exprimé ses sentiments patriotiques. Dans ses mémoires, si curieux, celui-ci écrivait en 1780: „Le monde actuel s'en est, en quelque sorte, pris à notre langue tchèque, si bien que, non seulement il ne la lit plus, ne veut plus même la parler, mais encore il s'efforce de la faire dispa-

raître. Je sais cependant, et je m'en réjouis, que *la langue tchèque ne disparaîtra pas et que personne n'aura la force de la vaincre.*"

Le règne de Marie-Thérèse marque le début d'une lutte acharnée contre le régime féodal, qui s'opposait aux réformes profondes exigées par l'esprit nouveau. D'ailleurs, en dehors du mouvement des idées, de puissantes raisons d'ordre économique poussaient l'État à mettre des bornes au pouvoir illimité qu'avaient les nobles sur leurs serfs. On confia donc aux administrations régionales le contrôle des conditions du servage. L'essentiel en l'affaire était que les sujets pussent le plus possible contribuer au fisc; c'est ce qui conduisit à remédier aux abus les plus criants. En 1748 fut établi ce qu'on a appelé le „cadastre de Marie-Thérèse“, qui déterminait à nouveau l'étendue des terres pouvant être soumises à l'imposition (le premier cadastre dressé en Bohême l'avait été en 1654). C'est sur les évaluations de ce cadastre de 1748 que furent calculées les contributions foncières, qui engloutissaient 42% des revenus des paysans. Les biens seigneuriaux étaient également imposés, mais beaucoup moins que ceux des paysans. Malgré cette amélioration, la situation des serfs était fort dure. C'est qu'en effet le paysan avait subi directement les effets aussi bien de la guerre de Bohême que de la guerre de Sept Ans. Il lui fallait non seulement payer les impôts, mais aussi supporter presque seul la charge des contributions indirectes, payer la dîme ecclésiastique et la dîme seigneuriale, sans compter d'extrêmement lourdes prestations. Cette grave situation économique, aggravée par les duretés de la contre-réformation, provoqua, à la fin du règne de Marie-Thérèse, en 1775, un vaste soulèvement des paysans, qui ne put être réprimé que grâce à la force armée.

La noblesse elle-même avait d'ailleurs fini par s'apercevoir que la situation était devenue intenable. En 1772, lorsque s'étaient fait sentir en Bohême et en Moravie les effets d'une terrible famine, le prince de Fürstenberg, grand burgrave de Bohême, lui-même, avait adressé un mémoire à l'impératrice. Il y exposait en détail la situation critique du pays et proposait de vastes réformes. A la suite de la malheureuse révolte des paysans, il rappela à nouveau ses doléances et soumit à une vive critique la politique gouvernementale. Il n'est pas jusqu'à Joseph II qui, ayant, malgré l'avis de sa mère, fait une tournée d'inspection en Bohême, n'ait, dans un long mémoire, attiré l'attention de l'impératrice et de ses conseillers sur les abus qui mécontentaient la population. Bien qu'en reconnaissant l'utilité, Marie-Thérèse se refusait à accomplir les réformes demandées. A cet égard, elle était dominée par un esprit conservateur qui la faisait s'opposer à une brusque rupture avec des traditions séculaires, même lorsque ces traditions apparaissaient néfastes. Sa patente

sur le servage, émise à la suite de la révolte paysanne, n'était qu'un compromis qui satisfait peu de gens. Si quelque réforme fut accomplie, c'est grâce à l'énergique insistance de Joseph II, à qui ses lectures et ses voyages tant à l'intérieur qu'à l'étranger, avaient montré la nécessité de remèdes radicaux. C'est à lui surtout qu'est dû l'appui prêté par l'État, sous le règne de Marie-Thérèse, au développement de l'industrie et du commerce, auquel d'ailleurs, tout comme à l'agriculture, profitait l'accroissement de la population. A l'avènement de Marie-Thérèse, la Bohême comptait environ 2 millions d'habitants; quarante ans plus tard, elle en comptait près de 3 millions. A cela vint s'ajouter l'influence des doctrines physiocratiques qui se traduisit non seulement par l'adoption de nouveaux produits du sol (pomme de terre, betterave, trèfle) et de nouvelles méthodes de culture, mais encore par une réforme douanière. Les pays de la Couronne de Bohême et ceux d'Autriche furent en effet groupés en une union douanière, et les barrières douanières qui séparaient les diverses provinces se trouvèrent abattues. Ces mesures d'ordre économique, appliquées à la fois à la Bohême et à l'Autriche, renforçaient les liens qui unissaient ces pays. Ainsi se trouvait favorisé le centralisme de Marie-Thérèse, si sensible dans le domaine législatif.

Marie-Thérèse mourut en 1780 entourée du mécontentement général que les caprices de sa vieillesse, et surtout sa bigoterie exagérée, avaient encore aggravé. Son fils Joseph II lui succédait (1780—1790). Il apporte un esprit nouveau, qui s'était affirmé dans la seconde moitié du règne de Marie-Thérèse, et qui put alors continuer son œuvre. Imprégné du rationalisme occidental, Joseph II s'efforce de reconstruire à sa guise la médiévale monarchie des Habsbourg. Il se souciait peu des traditions de l'histoire et se laissait guider par le besoin de résultats pratiques. Il ne connaissait de bornes que celles de la raison. Ses tendances humanitaires sont teintées d'utilitarisme. Il se proclamait lui-même le premier fonctionnaire de l'État chargé d'assurer le bien-être de tous ses sujets. Il avait en horreur l'étiquette espagnole qui régnait alors à la cour de Vienne. Il appréciait les nobles non pas d'après leurs quartiers de noblesse, mais d'après les services qu'ils rendaient à l'État. Un contrôle secret permanent lui permettait de surveiller l'exactitude de l'administration. D'autre part, désireux de connaître l'opinion publique, dont les monarques s'étaient jusqu'ici peu souciés, il jeta les bases de la fameuse police autrichienne. Il s'attacha surtout à ceux de ses sujets qui étaient jusqu'alors privés de tous droits, et c'est à améliorer leur sort qu'il apporta la plus grande somme d'efforts. Il favorisa tout particulièrement l'armée; il fut le premier des Habsbourg à porter le simple uniforme d'officier. Il était, par contre, d'esprit trop despotique pour s'as-

surer les sympathies de son entourage. Il se trouvait donc comme isolé, et était souvent détesté. C'est ce monarque, dont la singularité rappelle Maximilien II, qui, renversant l'édifice médiéval de la féodalité et instaurant une ère de liberté, fonda l'Autriche moderne.

L'œuvre la plus remarquable de Joseph II, cependant, fut sa politique religieuse. A cet égard, la mort de sa mère lui avait ouvert le champ; on ne tarda pas à s'en apercevoir. Par son *édit de tolérance* de 1781, il abrogea la loi qui, en matière de religion, régissait la Bohême depuis 1627. Les protestants de la Confession d'Augsbourg et les calvinistes, de même que les orthodoxes, purent librement confesser leur foi; ils furent autorisés à s'organiser en communautés, à bâtir des temples de leur culte ainsi que des écoles. L'Église catholique demeurait, certes, religion d'État; les protestants néanmoins, non seulement n'étaient plus considérés comme traîtres, mais pouvaient, sous certaines conditions, se livrer librement aux exercices de leur culte, et le fait de ne pas appartenir à la religion catholique ne les excluait plus de la vie publique ou des fonctions publiques. En 1785, pour la première fois depuis la défaite de la Montagne Blanche, un protestant, Auguste Meissner, pouvait professer à l'Université de Prague. Cet édit de tolérance affranchissait tous ceux qui, en Bohême et en Moravie, pratiquaient secrètement une autre religion que le catholicisme. Il mettait fin au mouvement d'émigration qui, depuis cent cinquante ans, enlevait au pays une main d'œuvre précieuse. Il eut même pour effet de ramener au pays un bon nombre d'émigrés. Il va de soi que le chiffre de la population non-catholique n'était pas énorme; malgré une émigration continuelle et les méfaits de la contre-réformation, il était néanmoins resté assez considérable. L'interrogatoire qu'on fit subir à tous ceux qui ne se déclaraient pas catholiques témoigne de la confusion qui, en matière de religion, régnait généralement parmi eux. Cette confusion s'explique d'ailleurs du fait que toute administration leur manquait dans le domaine du culte, et que, pendant près de deux siècles, on avait procédé à la destruction des livres de leur religion. La population non-catholique fut alors organisée. Pour chacune des confessions luthérienne et calviniste fut, en Bohême, créée une superintendance relevant d'un consistoire siégeant à Vienne. Ceux des habitants qui se déclarèrent adhérents de la „vieille foi hussite“ furent autorisés à embrasser une des religions tolérées. Joseph II, en effet, entendait ne pas admettre d'autres sectes que celles que reconnaissait son édit de tolérance. Ceux donc qui, sous son règne, se disaient piétistes ou déistes furent l'objet de persécutions.

Une autre mesure devait avoir également une grande influence sur la vie intellectuelle et le développement de la liberté de conscience: c'est la réorganisation de la censure. Jusqu'alors la censure était exercée dans

les différents pays par des commissions spéciales relevant de la commission de censure de la cour. Ces commissions régionales furent supprimées et une partie de leurs pouvoirs furent confiés aux lieutenances. C'est cependant la commission de censure de la cour qui devait connaître de certaines questions importantes. L'édit de tolérance, d'ailleurs, modifiait considérablement l'esprit de la censure. Il fut permis d'écrire librement sur les sujets religieux et sur diverses autres questions brûlantes. Il en résulta qu'un grand nombre d'ouvrages, notamment de brochures, furent publiés en vue de renseigner le public avide de lecture sur divers problèmes d'ordre intellectuel ou économique. Plus tard, il est vrai, la liberté de la presse ayant conduit à des abus, la censure se fit plus sévère; il fut néanmoins toujours possible de parler sérieusement de choses sérieuses. On vit paraître à Prague les œuvres de Komenský (Comenius), ainsi que des ouvrages qui s'attaquaient à la légende de saint Jean Népomucène. En 1785 parut un édit autorisant, sous certaines conditions, la création de Loges maçonniques.

Dans les rapports entre l'Église et l'État, Joseph II fit litière des égards que sa mère nourrissait pour Rome. Opposé à la vie stérile des congrégations religieuses, il en supprima près de la moitié en 1781, ne conservant que celles qui avaient un but charitable ou se livraient à l'enseignement. Cette suppression des couvents, cependant, révéla un des points faibles du rationalisme de Joseph II: son indifférence à l'art. — Les biens des monastères et des églises, sans qu'il fût tenu compte de leur valeur artistique, furent mis à l'encan, si bien que de précieuses œuvres d'art disparurent. Les couvents ou monastères furent transformés en casernes, en bureaux, voire en usines. Leurs merveilleux intérieurs furent anéantis, mais le fécond utilitarisme triomphait. Les biens des congrégations dissoutes furent employés à la création de dotations religieuses (les biens de l'ordre des Jésuites, dissous en 1773, furent consacrés à la création d'une caisse d'études) dont les revenus servirent à fonder de nouvelles paroisses. Des séminaires furent créés en vue de la formation des prêtres. C'étaient des établissements publics sur lesquels l'État conservait la haute main. L'enseignement donné dans ces séminaires était animé d'un esprit philosophique, et les prêtres qui y étaient instruits devaient s'inspirer des sentiments de tolérance religieuse; ils devaient apporter plus de soin à la morale qu'au dogme et soutenir la politique du gouvernement. Les affaires matrimoniales furent enlevées à la compétence des tribunaux canoniques et confiées aux tribunaux séculiers.

Tout comme les congrégations, furent dissoutes les confréries. Leurs biens furent attribués à des œuvres de bienfaisance ou employés à des dotations. Ces œuvres et ces dotations permirent la fondation d'hôpitaux,

d'asiles, de maternités ou d'hospices. Les édits ou ordonnances furent appliqués avec la plus extrême sévérité. Certains de ces édits, notamment celui qui enjoignait les inhumations sans cercueils, soulevèrent dans la population de telles protestations qu'il fallut les rapporter. La politique de Joseph II en matière de religion causa une vive émotion à Rome. Désireux de mettre fin à ce mouvement de réformes, le pape Pie VI se rendit lui-même à Vienne en 1782, mais sans grand succès. Bien qu'au fond catholique convaincu, l'empereur savait distinguer les affaires ecclésiastiques des affaires religieuses. Tout en respectant la religion, il n'hésitait pas à intervenir dans les affaires ecclésiastiques lorsque le bien de l'État paraissait l'exiger.

En même temps que, dans le domaine intellectuel, on voyait diminuer la pression, on vit également allégées les charges qui pesaient sur la population. Au cours de ses voyages, Joseph II avait pu se rendre compte de la situation critique du paysan, qui ne parvenait qu'à grand-peine à assurer sa subsistance. Imbu des doctrines physiocratiques, l'empereur voyait dans le paysan la base même de l'État. Or il pensait fort justement que l'État ne peut exister que s'il a des bases solides. Dès l'époque de sa co-régence il avait donc veillé à ce que la situation des paysans dépendant des domaines royaux fût améliorée. Il avait à cet égard trouvé un ardent collaborateur dans la personne du conseiller Raab. Le régime instauré par Raab donne le signal d'une nouvelle colonisation à l'intérieur. Ce régime abolissait les fermes domaniales, qu'il remplaçait par des villages. Il augmentait ainsi le nombre des ruraux qui, grâce à une redevance annuelle, se trouvaient affranchis des corvées. Nombre de villages des régions de Poděbrady et de Pardubice, en Bohême, qui portent encore le nom allemand dont les avait baptisés leur fondateur, témoignent de cet effort. Joseph II aurait voulu que l'exemple de l'État fût suivi par les seigneurs, mais il n'eut pas grand succès. Dès 1781 Joseph II avait porté un coup énergique au servage par un édit abolissant ce qu'on appelait les incapacités. Cet édit, sans toutefois modifier en rien le principe même de la servitude à l'égard du seigneur, apporte au paysan certains allègements en l'affranchissant de certaines incapacités personnelles. C'est ainsi que le paysan obtient le droit de se marier sans l'assentiment du seigneur, de faire étudier ses enfants ou de les mettre en apprentissage, et même de quitter sans autorisation la terre seigneuriale. Malgré les intentions de l'empereur, néanmoins, le régime du servage resta en vigueur. Cependant le paysan trouvait dans l'État, représenté par les autorités administratives, un appui plus efficace contre les abus du seigneur.

Ces mesures ayant considérablement amélioré la situation juridique des populations assujetties, l'établissement d'un nouveau cadastre apporta

une amélioration à leur situation économique. Le cadastre dressé sous Marie-Thérèse laissait beaucoup à désirer. Un nouvel arpentage des terres fut donc ordonné en 1785. Il devait porter non seulement sur les terres des paysans, mais aussi sur les domaines seigneuriaux. Pour faciliter la lecture, on établit des communes fiscales ou cadastrales, qui servirent de base au calcul des impôts. Joseph II entendait en finir avec les privilèges fiscaux et voulait que les biens des paysans et ceux des seigneurs fussent imposés de façon égale. Le cadastre projeté par Joseph II fut dressé en quatre ans. Il donna lieu à l'édit de 1789 touchant le cadastre et les impôts, qui allégeait considérablement les charges fiscales des sujets et augmentait celles des seigneurs. Afin d'empêcher les seigneurs d'abuser de la perception des impôts au détriment des sujets, le droit d'établir les rôles et de percevoir les contributions leur fut enlevé. La perception des contributions et leur versement aux caisses publiques du district fut confiée à l'échevin du village. Un décret fut également pris autorisant certaines catégories de sujets à se libérer, dans un délai donné, de toutes leurs obligations et redevances à l'égard du seigneur.

Bien que désireux d'abolir toute servitude du sujet à l'égard du seigneur, Joseph II n'osa pas prendre des mesures absolument radicales; il se contenta de préparer le terrain pour l'avenir. Il va de soi que la plupart des seigneurs se montrèrent fort mécontents des mesures économiques prises par l'empereur, et qui réduisaient considérablement leurs revenus. Ils s'efforcèrent donc, par divers moyens, de violer ou, tout au moins, de tourner la loi. La mort de l'empereur devait bientôt leur permettre de s'attaquer ouvertement à son œuvre. Par ses réformes en matière de servage, Joseph II a accompli, en faveur d'une classe jusqu'alors à peu près privée de tous droits, une œuvre des plus méritantes. C'est donc à juste titre qu'on l'a surnommé le libérateur de la classe paysanne. En Bohême, en effet, les plus essentielles de ses réformes continuèrent à être appliquées.

En matière *d'administration publique*, Joseph II s'efforça d'effacer les différences qui régnaient entre les divers pays de son empire. Ses efforts d'unification et de centralisation se portèrent sur certaines institutions que le centralisme de Marie-Thérèse avait laissées intactes. Dans les différents pays, le régime administratif des États, déjà fort réduit, fut soumis à un sévère contrôle. De leur côté, les États provinciaux furent abolis et les affaires de leur juridiction, soumises aux bureaux des gouverneurs. Les États généraux, qui s'assemblaient chaque année, n'avaient plus qu'un rôle sans importance, car toutes les réformes furent accomplies sans qu'on les consultât, par des mesures absolutistes. Les vieux tribunaux de Bohême furent supprimés. L'autonomie municipale

fut fortement réduite. Prague perdit le titre de résidence, et l'empereur songea à transformer le palais royal en caserne. Un coup terrible fut porté aux vieilles corporations par l'adoption de la libre concurrence et par le développement de la production industrielle.

Le court règne de Joseph II eut une importance considérable pour le développement intellectuel de la nation tchèque. L'édit de tolérance et l'adoucissement de la censure, qui étaient comme une révolution contre l'esprit de contre-réformation, avaient libéré les esprits tchèques de la lourde servitude intellectuelle qui pesait sur eux depuis la défaite de la Montagne Blanche. La renaissance nationale devait y prendre ses racines; il était en effet nécessaire d'affranchir les individus pour arriver à affranchir ensuite la Bohême. Les idées des encyclopédistes français et des rationalistes anglais purent librement pénétrer en territoire tchèque, où elles trouvèrent un accueil empressé. L'esprit de l'Occident s'associait aux traditions anciennes pour coopérer à la restauration de l'édifice national, qu'il fallait d'ailleurs reprendre à pied d'œuvre. Les tentatives de germanisation de Joseph II, inspirées non par un esprit nationaliste au sens où nous l'entendons aujourd'hui, mais par le désir d'unifier les éléments hétéroclites d'un État dynastique, avaient provoqué une réaction nationale. Le réveil de la nation tchèque est, certes, étroitement lié au mouvement philosophique de l'Occident, encore que, parmi ceux des Tchèques qui participèrent à cette renaissance certains eussent été des adversaires de ce mouvement. L'étude du passé apporta à ce réveil un concours précieux. On jeta alors les bases d'une histoire scientifique de la Bohême, dégagée de la néfaste influence qu'avait eue la fameuse Chronique de Hájek, de 1541. Le fondateur de l'histoire tchèque moderne fut Gelasius Dobner. Son œuvre fut complétée par Joseph Dobrovský, patriarche de la slavistique, qui est la figure la plus marquante de ce mouvement de renaissance. Plusieurs des collaborateurs du mouvement, bien qu'ils eussent peu d'espoir dans un complet réveil de la vie nationale, n'en consacrèrent pas moins, avec un rare désintéressement, toute leur existence à un labeur qu'au fond d'eux-mêmes ils considéraient sans doute comme vain. Le libraire Kramerius alimentait le peuple en livres tchèques, si bien que peu à peu un sang plus vif se mettait à circuler à travers l'organisme national...

Le règne de Joseph II eut une fin peu glorieuse. Les réformes de ce monarque, appliquées aveuglément en dépit de traditions tenaces, avaient provoqué un mécontentement profond. Si, au sein de la bureaucratie, Joseph II avait des partisans ardents, il n'avait pas moins d'adversaires acharnés. Il en était de même dans le clergé dont une partie était toute pénétrée des grands principes de tolérance, mais dont le reste,

par égoïsme, restait fidèle à l'esprit de la contre-réformation. En Belgique, province du domaine des Habsbourg, on vit même se produire un soulèvement, cependant qu'en Hongrie tout présageait un orage. Un grand mécontentement régnait également dans les pays de la Couronne de Bohême.

La politique extérieure de Joseph II ne fut pas plus heureuse. Elle subit des échecs marquants dans la guerre contre les Turcs, alors que Frédéric II ne pouvait oublier son hostilité à l'égard des Habsbourg. Brisé de corps et d'esprit, Joseph II fut donc précocement emporté en 1790, après avoir, en Belgique et en Hongrie, aboli la plupart des réformes qu'il y avait réalisées. Sa mort fut le signal d'un nouveau réveil de la réaction qui, tenue en échec pendant dix ans, se déchaîna à tel point qu'en un demi-siècle elle fut maîtresse du domaine des Habsbourg.

* * *

Sous Marie-Thérèse des différences s'établirent entre la Hongrie et les autres terres soumises aux Habsbourg; à la Chancellerie de la cour de Hongrie, on eut soin que l'État hongrois gardât sa physionomie propre. Néanmoins les réformes de Marie-Thérèse furent aussi appliquées en Hongrie — et par conséquent en Slovaquie — et la classe paysanne si rudement asservie vit s'améliorer dans une certaine mesure son lamentable sort. L'agriculture ne suffisant pas à faire vivre les populations de la Slovaquie, beaucoup de gens, pour assurer leur subsistance, se mirent à fabriquer par les longues soirées d'hiver toutes sortes d'objets indispensables au ménage, qu'ils colportaient ensuite et vendaient, le printemps venu, dans les régions environnantes, notamment en Bohême et en Moravie. L'état social du peuple slovaque restait malgré tout déplorable et son instruction était à peu près nulle. De même, la conscience nationale était à peine éveillée, exception faite de quelques individus chez qui elle était déjà fort nette; cependant il n'y avait pas encore d'oppression magyare antislave car le sentiment national hongrois était alors à peu près inexistant. La langue officielle de la Hongrie était le latin; c'est seulement Joseph II qui introduisit dans les services administratifs de ce pays la langue allemande.

La germanisation et le centralisme de Joseph II rencontrèrent en Hongrie une opposition très vive. Cette opposition menaçant de dégénérer en soulèvement, Joseph II dut rapporter la plupart de ses ordonnances réformatrices et Léopold II rendit à la Hongrie son antique constitution. Tandis que s'exerçait cette pression gouvernementale, des idées philosophiques nouvelles arrivaient de l'Europe occidentale et pénétraient en Slovaquie

par l'intermédiaire des intellectuels protestants qui avaient étudié dans les Universités protestantes d'Allemagne et s'y étaient familiarisés avec les encyclopédistes français et le romantisme de Herder. Comme en Bohême, ces idées amenèrent en Slovaquie une renaissance du sentiment national, dont le centre fut Bratislava (Presbourg). Cette dernière ville eut „le Journal de Presbourg“ tandis qu'à Banská Bystrice paraissait „la Vieille gazette des Beaux-arts“, publications qui savaient se mettre à la portée des intelligences les plus humbles. En 1803, on créa au lycée protestant de Bratislava une chaire de langue et littérature tchécoslovaques: les positions du patriotisme slovaque s'en trouvèrent fortifiées. Bratislava devint alors le rendez-vous des Slovaques amis du progrès; là étudièrent les Slovaques J. Kollár et Šafařík et le Morave Palacký.

A cette époque on assiste aux premières tentatives sérieuses de séparatisme linguistique slovaque. La littérature catholique, en Slovaquie, se caractérisait dès le XVIII^e siècle par une quantité croissante de particularités dialectales; finalement Antonín Bernolák, à l'exemple de quelques écrivains antérieurs, renonça au tchèque comme langue écrite et composa la première grammaire et le premier dictionnaire de la langue slovaque. Parmi les dialectes slovaques, que l'on peut nettement répartir en trois domaines, il fit choix comme langue écrite du dialecte occidental, qui présentait le plus d'affinités avec le tchèque. De tous les poètes qui usèrent de cette première langue littéraire slovaque, un seul mérite d'être mentionné, le romantique Jean Holly, curé patriote d'une rare modestie. Les protestants ne s'étant pas ralliés aux tentatives que faisaient les catholiques pour constituer une langue écrite distincte du tchèque, l'exemple de Bernolák ne trouva pas beaucoup d'imitateurs en Slovaquie. En revanche, les intellectuels protestants de ce pays suivent avec intérêt le mouvement tchèque qui se dessine et — comme leurs frères de Bohême et de Moravie — ils vont raviver dans l'ouvrage de Kollár, „la Fille de Sláva“, la flamme de leur patriotisme.

Du jour où la nation magyare prit conscience d'elle-même, l'ère des épreuves commença pour les Slovaques. Le XVIII^e siècle exerça sur les Magyars, comme sur les Tchèques, une influence profonde, mais le patriotisme magyar ne s'en tint pas aux manifestations littéraires, il passa rapidement aux actes. Alors apparut le chauvinisme magyar qui regarda bientôt avec une malveillance non dissimulée les autres pays de la Couronne de Saint-Etienne et forma vite le projet d'opprimer et d'exterminer ceux pour qui le hongrois n'était pas la langue maternelle.

CHAPITRE II

LA RÉACTION — DÉVELOPPEMENT DU MOUVEMENT NATIONAL TCHÈQUE (1790—1848)

Léopold II (1790—1792). — Tendances constitutionnelles. — Le couronnement. — Progrès de la renaissance nationale. — François I^{er} (1792—1835). — La guerre contre la France. — L'empire d'Autriche. — Metternich. — Situation financière et économique. — La compression policière. — Rapports avec l'Église. — La vie nationale. Attitude incertaine du gouvernement. — Fondation du Musée National. — Le romantisme. — François Palacký. — La poésie. — Progrès de la conscience nationale. — Etablissement d'un programme politique national. — Le mouvement aux États généraux. — Les brochures politiques. — Avant l'orage.

La succession de Joseph II échut à son frère l'archiduc Léopold de Toscane, qui régna sous le nom de Léopold II (1790—1792). Au cours de sa jeunesse, celui-ci avait paru incliner vers l'idée moderne d'une monarchie constitutionnelle. Son court règne se signala pourtant, tant à cause de la situation extérieure que de la situation intérieure, par une liquidation presque complète de l'œuvre de Joseph II. La révolution française, et les revendications qu'elle formulait, eurent une grande influence sur la politique de l'Autriche. Les idées de la révolution française et de la Constitution des États-Unis d'Amérique n'étaient pas restées inconnues des pays tchèques, où elles avaient été accueillies avec une grande faveur. L'impitoyable despotisme de Joseph II avait contribué à l'expansion des principes constitutionnels. Les États songeaient donc à demander la restitution de leurs anciens droits, qu'ils entendaient compléter par des revendications compatibles avec les temps nouveaux. Une notable partie des États généraux de Bohême demandait que le roi partageât le pouvoir législatif avec les Diètes, et une partie plus considérable encore désirait une révision de la constitution octroyée en 1627. La politique fiscale de Joseph II fut l'objet d'attaques particulièrement vives. Les États généraux de Bohême, se proclamant les représentants de la nation tchèque, voulaient qu'aucun impôt ne fût levé sans leur assentiment. L'opposition au centralisme de Vienne, et à la germanisation qui l'appuyait, de certains groupes des États de Bohême, amena ceux-ci à se faire les champions de la cause nationale. Ils demandèrent notamment que, parmi les écoles secondaires de Bohême, plusieurs fussent trans-

formées en écoles tchèques. Ils n'eurent d'ailleurs pas grand succès. Le gouvernement de Vienne se contenta de décréter que, dorénavant, une chaire de langue et de littérature tchèques serait créée à l'Université de Prague. L'historien Pelcl en fut chargé. La noblesse ne prêta à ce mouvement national qu'un appui passager, occasionnel. Sa conduite était alors inspirée plus par le mécontentement provoqué par Vienne que par un sincère désir de prendre la direction du mouvement de renaissance nationale. Sa cause différait du reste de celle de la nation, devenue une nation de prolétaires. C'est qu'en effet seigneurs et sujets étaient encore séparés par un abîme infranchissable.

Léopold II satisfait en partie les revendications des États généraux de Bohême. Il leur fut promis que, lors du remaniement des lois abolies par suite d'un changement de constitution, il leur serait loisible de présenter des propositions.

On revenait donc à la situation qui avait régné de 1761 à 1763. Par contre, lorsque les États généraux de Bohême demandèrent que le rapporteur des affaires concernant la Bohême à la Chancellerie de la cour, fût originaire des pays de la Couronne de Bohême, ils virent leur demande repoussée sous prétexte qu'elle était incompatible avec la souveraineté du monarque. Alors qu'en Bohême l'opposition des États généraux était en partie inspirée par des idées de progrès, la résistance que l'œuvre de Joseph II rencontra en Moravie avait sa source dans le plus âpre esprit de réaction. Il est curieux de remarquer à ce propos que le leader des États de Bohême était un étranger, Mac Neven, d'origine irlandaise.

En 1791, Prague, que Joseph II avait privée de son titre de résidence royale, assistait à la brillante cérémonie du couronnement. A cette occasion, les savants tchèques formant la Société tchèque des Sciences, fondée en 1773, saluèrent le roi nouvellement couronné en un discours solennel que prononça Dobrovský, le plus grand savant tchèque d'alors. Ce discours, qui portait sur „le dévouement des nations slaves à la Maison d'Autriche“, après avoir rappelé ce que la famille des Habsbourg devait aux Slaves en général, et aux Tchèques en particulier, faisait ressortir que les Habsbourg régnaient sur une population en majorité slave. Ce n'était pas là cependant une constatation suffisante pour obliger Vienne à renoncer à sa politique de centralisation et de germanisation. Néanmoins l'œuvre accomplie en ces quelques années par les enthousiastes, champions du réveil national, commençait à porter ses fruits. Aussi lorsqu'en 1792 le patriote Jan Rulík publia sa défense de la langue tchèque, le pessimisme des débuts avait-il déjà fait place à un sentiment d'espérance en un avenir meilleur. Cette „défense“ de Rulík tient,

aux côtés d'œuvres du même genre de Dobrovský, de Pelcl, de K. H. Thám, etc., une place importante dans l'histoire de la renaissance tchèque. Depuis lors on ne cesse de croire au développement de la nation tchèque, pour laquelle Rulík cherche des appuis non pas auprès du gouvernement ou de la noblesse, mais parmi les écrivains de langue tchèque. C'est que le nombre des ouvrages écrits en faveur de la cause tchèque, et même rédigés en tchèque, va sans cesse croissant. Aux ouvrages traitant de questions religieuses s'ajoutent des écrits sur le patriotisme, sur le glorieux passé de la nation tchèque et sur l'espoir dans l'avenir. En 1793 l'historien Pelcl inaugurait à l'Université de Prague un cours d'histoire de la langue et de la littérature tchèques. Dans sa leçon d'ouverture, l'historien rétractait les pessimistes déclarations qu'il avait faites peu de temps auparavant touchant l'avenir de la nation tchèque. Tout en publiant des ouvrages nouveaux, notamment des récits de voyages, le libraire Kramerius réédite pour le peuple des ouvrages tchèques anciens dont on modernise la langue. Quant aux événements contemporains, la population en est informée soit par des feuilles volantes irrégulières, soit par la patriotique *Gazette* que publie régulièrement Kramerius. Ces publications contribuent à affermir la conscience nationale dans les campagnes, où l'on n'a jamais cessé d'employer la langue tchèque, alors que les villes, Prague surtout, avaient encore, sauf de rares exceptions, un vernis allemand. Dans la lutte contre cet état de choses, les représentations théâtrales données à Prague en langue tchèque, à partir de 1786, jouèrent un rôle important. Ces représentations avaient lieu régulièrement dans une salle en bois élevée sur le Marché aux chevaux (devenu plus tard la place Venceslas), et que l'on dénommait „la Baraque.“ Ces spectacles, où la scène répandait dans le peuple de Prague (les hautes sphères étaient germanisées) la bonne parole tchèque, inspirèrent des poètes tchèques amateurs. Ceux-ci composèrent des vers enthousiastes ou des œuvres dramatiques, dont la plupart empruntaient leur sujet à l'histoire nationale, et qui eurent une heureuse influence. Sous le règne de Léopold II, le théâtre de la rue Hybernská donnait également en tchèque des représentations auxquelles le roi, lors de son séjour à Prague en 1791, n'avait pas manqué d'assister.

La succession de Léopold II échut à son lourdeau de fils, *François I^{er}* (1792—1835), esprit tout pénétré d'idées réactionnaires que les événements de la révolution française ne firent que renforcer. En 1793 fut reconstitué le ministère de la police, dont la direction fut confiée au comte Pergen, que l'on peut considérer comme le véritable fondateur de la fameuse police autrichienne. On s'appliqua à connaître la moindre manifestation de libéralisme de la population et à l'étouffer immédiatement. A cet effet,

on organisa tout un réseau d'espionnage et de dénonciations, et les bureaux étaient tenus de faire un rapport des faits en apparence les plus insignifiants. Malgré tout, les idées de la révolution française parvenaient à se répandre non seulement parmi la noblesse, mais aussi dans le peuple (surtout dans la Bohême orientale), qui en attendait une amélioration de son triste sort. Mais ces espoirs, que finirent par partager les villes elles-mêmes, restaient secrets, personne n'osant songer à une organisation quelconque. L'exécution de Louis XVI détourna d'ailleurs des idées venues de France beaucoup de gens, qu'effrayaient un bouleversement et les excès qu'il entraîne. Il faut dire aussi que le gouvernement avait pris toutes les mesures propres à briser les oppositions. Les peines les plus sévères avaient été édictées contre tout perturbateur; la censure avait été renforcée et les écrivains tchèques avaient été rappelés à la prudence. Aux yeux de Vienne, d'ailleurs, le patriotisme tchèque constituait à lui seul une dangereuse révolution, car il répandait, disait-on, des idées visant à modifier l'état de choses existant. Il fallait oublier la courte période au cours de laquelle le „despotisme éclairé“ de Joseph II avait accompli une révolution radicale. Il n'est pas jusqu'aux efforts de la science qui n'aient paru subversifs au gouvernement. François I^{er} ne disait-il pas que l'État a besoin non de savants, mais de citoyens obéissants? Aussi toute forme de la pensée apparaissait-elle dangereuse, susceptible qu'elle pouvait être de pousser à la résistance, à la désobéissance aux ordres du gouvernement.

La guerre entreprise en 1792 contre la révolution française concentra bientôt l'attention de presque toute la population. Le peuple ne tarda pas à en sentir le lourd fardeau. Les victoires des armées de la révolution française, et plus tard des armées de Napoléon, affectèrent tout particulièrement les pays du domaine des Habsbourg. Les avantages obtenus lors du troisième partage de la Pologne (1795) furent annihilés par les effets du traité de Campo-Formio (1797), qui enlevait définitivement la Belgique à la Maison d'Autriche. Les tentatives faites en vue de la reconquérir furent brisées par les victoires de Napoléon qui, en 1805, infligeait dans le Sud de la Moravie, à Slavkov (Austerlitz), une défaite complète aux troupes autrichiennes et russes réunies. Peu après, les événements d'Allemagne obligeaient François I^{er} à renoncer au titre d'empereur romain germanique. Le vieil empire romain germanique disparaissait pour faire place à une confédération nouvelle. Pour conserver quelque lustre à sa Maison, François I^{er} prit le titre d'empereur héréditaire d'Autriche. Ce faisant, il prétendait ne vouloir porter aucune atteinte à la situation politique des pays constituant sa monarchie. En fait, on ne tarda pas à faire valoir que le titre d'empereur, qui devait tout d'abord

n'être qu'une affaire de dynastie, absorbe celui de roi de Bohême et de Hongrie. Il en résulta qu'on se fit, des liens politiques qui unissaient les divers domaines des Habsbourg, une conception nouvelle dont, une fois de plus, devait souffrir l'indépendance des pays de la Couronne de Bohême.

C'est en 1809, après de nouvelles victoires de Napoléon, que l'empire des Habsbourg reçut le coup le plus rude. L'Autriche, fortement diminuée, se vit alors ravalée au rang de puissance de second ordre. C'est dans cette Autriche humiliée que Napoléon devait trouver sa seconde femme, Marie-Louise, qui donna le jour au malheureux duc de Reichstadt (du nom d'une seigneurie de Bohême). La victoire remportée à Leipzig, en 1813, par la coalition anti-française mit fin à la prépondérance de Napoléon en Europe, fin qui, en 1814 fut consommée par l'échec des Cent jours. Après la chute de Napoléon, le congrès „dansant“ de Vienne (pour employer l'expression du prince de Ligne) entreprit de régler la situation de l'Europe. Étouffant les promesses du récent passé, ce congrès marque le triomphe de l'esprit de réaction sur les tendances à la liberté des nations. L'Autriche était alors dirigée par le prince de Metternich, prince d'origine rhénane, dont les doctrines de gouvernement, parfaitement d'accord avec celles de François II, dominèrent l'Europe pendant près d'un demi-siècle. Le principe fondamental de Metternich était, pour maintenir l'édifice délabré de la monarchie des Habsbourg, d'établir la plus absolue tranquillité. L'absolutisme de Metternich se distingue du despotisme de Joseph II par ses tendances réactionnaires et son esprit policier poussé jusqu'à l'excès. Metternich conserva également la direction des affaires sous le règne de Ferdinand V (1835—1848) qui, faible d'esprit, était absolument incapable de jugement et ne régna que de nom. Metternich rencontra bientôt un rival dans le comte Kolovrat, ancien grand burgrave de Bohême. Celui-ci s'occupa surtout des questions de politique intérieure. Son opposition au tout-puissant chancelier le poussa plus d'une fois à favoriser les idées libérales et à appuyer en Bohême le mouvement national.

Au cours de la première moitié du XIX^e siècle, les pays autrichiens eurent à faire face à une situation financière des plus embarrassée. Les guerres napoléoniennes avaient porté à l'Autriche, dans le domaine économique, un coup funeste qui, en 1811, amena une banqueroute formidable à la suite de laquelle la monnaie en cours descendit au cinquième de sa valeur nominale. Cette dévaluation radicale ne suffit cependant pas à améliorer la situation. L'inflation fiduciaire qui suivit provoqua, en effet, une forte hausse des produits tant agricoles que manufacturés. Dans l'espoir de se procurer de nouvelles ressources fiscales, le gouvernement s'efforça alors de favoriser en Bohême l'industrie textile, déjà très active.

C'est à cette époque également que furent créées en Bohême les premières fabriques de sucre de betterave. D'autre part, les améliorations apportées par des Tchèques à la charrue contribuèrent au progrès des méthodes agricoles. La création d'écoles réales (enseignement moderne) assura la formation des jeunes gens à la vie pratique, et en 1806 fut fondée à Prague, sur le modèle de celle de Paris, une école polytechnique. Le réseau des routes, lequel, pour des raisons d'ordre commercial et militaire, avait déjà pris une grande extension sous Marie-Thérèse et Joseph II, se développe encore; en même temps, sous le règne de Ferdinand V, on procède à la construction de la voie ferrée Vienne—Brno—Olomouc—Prague. Une nouvelle mensuration des terres par la trigonométrie permet d'établir ce qu'on appelle le „cadastre stable“ et les plans cadastraux. Le prix des produits agricoles ayant subi une forte hausse et, partant, les redevances seigneuriales et autres étant devenues moins sensibles, la situation du paysan s'est améliorée. Or, comme à cette époque les pays de la Couronne de Bohême sont encore essentiellement agricoles, l'impôt foncier y tient, par son rendement, le premier rang des contributions directes.

Le ministère de la police surveillait fort attentivement le développement de la vie intellectuelle. Il avait à sa tête, depuis 1817, le comte Sedlitzky. La police tenait les frontières hermétiquement closes. Sur la moindre dénonciation anonyme, on procédait à de fréquentes perquisitions inopinées. Un commissaire de police assistait à toutes les réunions, voire à tous les bals. La moindre conversation politique était considérée comme un acte de trahison, et les réunions d'amis au café ou au restaurant éveillaient les pires suspicions de complot. La bureaucratie de Joseph II, animée d'un esprit libéral, avait fait place à un monde de fonctionnaires qui, sans le moindre esprit d'initiative, se contentaient d'exécuter les ordres réactionnaires venus de Vienne. Les traitements étaient dérisoires, aussi la corruption avait-elle démoralisé tous les services publics. Les bureaux se signalaient par leur lenteur et leur paresse: il fallait des années pour régler la moindre affaire. On nomma de nombreuses commissions chargées de proposer des améliorations, des simplifications; elles ne firent qu'augmenter la confusion et la complexité des administrations. Quant à la censure, confiée à la police, elle se montrait aussi absurde qu'impitoyable et étouffait toute manifestation intellectuelle tant soit peu libérale. L'entrée des livres étrangers était à peu près complètement interdite, aussi, comme sous le règne de Marie-Thérèse, les introduisait-on en fraude. D'ailleurs la censure ne se bornait pas à frapper les ouvrages qui pouvaient paraître dangereux pour l'État; certains censeurs prétendaient imposer leur goût et tracassaient les écrivains, no-

tamment les poètes. D'autre part, les règles de la censure n'étaient pas uniformes: tel ouvrage interdit à Prague pouvait fort bien paraître à Vienne. Il va de soi que cette compression pesa lourdement sur la production littéraire tchèque, qui allait croissant. J. Kollár, le meilleur poète de cette époque, dut publier à Budapest ses sonnets animés d'un si grand esprit patriotique et slave. Les suspicions de cet esprit policier avaient, dans la population, tué toute confiance et personne n'ajoutait plus foi aux articles d'une presse stipendiée.

Bien que, comme la plupart des Habsbourg, François I^{er} eût été un fidèle catholique, il maintint entre l'Église et l'État les mêmes rapports que Joseph II. L'Église continua à être soumise au contrôle de l'État; on lui confia cependant la surveillance des écoles primaires. On attachait, il est vrai, dans la vie publique, plus de prix à la pratique du culte, cette pratique cependant resta de pure forme. Du reste, comme on avait, dans les séminaires, laissé en usage les manuels introduits par Joseph II, nombre de prêtres en sortirent animés d'idées libérales et s'efforcèrent de relever le niveau intellectuel du peuple. Certains d'entre eux contribuèrent, par de menus efforts, au réveil de la conscience nationale. Pendant les guerres napoléoniennes et plus tard encore, c'est en quelque sorte Dobrovský qui continue à diriger la nation tchèque. Ce créateur des études slavistiques doit à son esprit critique une grande influence aussi bien dans le domaine de la philosophie que dans celui de l'histoire. Ce fut Jungmann qui lui succéda. Encore que ce dernier n'égale Dobrovský ni par l'étendue de son esprit ni par sa noblesse d'âme, il a accompli une œuvre des plus méritoires. Après la première école poétique, qui s'était attardée à un idylisme désuet, apparaît le Slovaque J. Kollár, lequel, dans sa *Fille de Sláva*, nous apporte les lamentations d'un patriote sur les pertes incommensurables subies par les Slaves. L'étude des chants populaires influe largement sur F. L. Čelakovský qui, comme la plupart des patriotes tchèques de cette époque, est autant savant que poète. Jungmann et ses disciples s'efforcent de relever le niveau de la langue tchèque, dont ils enrichissent considérablement le vocabulaire. Jungmann donna de plusieurs poèmes étrangers une traduction dont la valeur est surtout d'ordre philologique, mais qui montra par l'exemple comment on pouvait augmenter les moyens d'expression de la langue tchèque. C'est en se basant d'ailleurs sur ses principes que fut créée la langue scientifique tchèque, qui doit beaucoup notamment aux naturalistes Purkyně et Presl.

Ces patriotes n'avaient pas de visées très hautes et n'affichaient pas publiquement de buts politiques. Leur intention était de rénover la langue nationale et, grâce à elle, de créer une nouvelle littérature nationale. Ce

n'est cependant pas sans défiance que le gouvernement de Vienne voyait se développer le mouvement tchèque. Après les guerres napoléoniennes, certaines concessions avaient bien été faites à la langue tchèque dans les écoles secondaires, et l'on avait exigé que les fonctionnaires connussent le tchèque. Les décrets impériaux apportant ces réformes avaient cependant éveillé au cœur des patriotes des espoirs exagérés. Le gouvernement n'avait pas tardé, en effet, à rapporter les décisions prises, voyant d'un mauvais œil les progrès de la conscience nationale. Dans les villes, l'emploi de la langue tchèque continuait à être considéré comme un signe de vulgarité: il n'était pas de bon ton de parler tchèque en public.

Si quelques étudiants se livraient à des agapes nocturnes, ils étaient taxés de suspicion, et l'on cherchait partout les traces d'un complot. A l'extérieur, Metternich préconisait une politique d'intervention contre les mouvements patriotiques d'Italie et d'Allemagne, qu'il accusait de vouloir troubler l'ordre établi. Il en était de même à l'intérieur, où il voulait que régnât la tranquillité la plus absolue. Ce fut en vain, car le mouvement tchèque était incoercible. En 1820 furent approuvés les statuts du Musée de Bohême, dans lequel Jungmann et ses disciples prévoient un puissant appui pour la cause tchèque. Il fallut cependant le jeune Fr. Palacký, ardent patriote originaire de la Moravie, pour insuffler à la nouvelle institution plus de vie et d'activité. C'est grâce à lui que put paraître, en 1827, le premier numéro du Bulletin du Musée de Bohême, revue scientifique d'histoire et de littérature publiée en langue tchèque et qui compte encore parmi les périodiques scientifiques tchèques les plus importants. Les débuts de cette revue furent des plus pénibles, car Palacký eut à lutter non seulement contre les défiances de la police, mais aussi avec les préjugés de l'aristocratie, qui avait la haute main sur l'administration du musée. En 1831 fut adjointe au Musée la *Matice česká*, groupement ayant pour but l'édition de livres tchèques.

La prudence de Palacký, qui désirait gagner l'aristocratie à la cause tchèque, déplaisait à de nombreux militants tchèques. A ceux-ci, imbus des idées de Herder touchant le bel avenir réservé aux Slaves, tout égard pesait à l'égal du boulet des forçats. A les entendre, la nation tchèque avait d'autant mieux le droit de se développer intellectuellement en toute liberté que sa culture était fort ancienne, antérieure même à la culture germanique. Dans ce romantisme se mêlent la vérité et la légende. Kollár va jusqu'à découvrir, dans la préhistoire, la trace des Slaves dans l'Europe tout entière. Poussés par le désir de prouver l'antiquité de la culture tchèque, en même temps que sa valeur, Hanka et certains de ses amis fabriquent, vers 1817, de faux manuscrits, qui deviendront les manuscrits de Králové Dvůr et de Zelená Hora (ainsi nommés à cause

des lieux où ils auraient, soi-disant, été découverts). Les poèmes en prétendu vieux tchèque qu'ils contiennent, nous montrent la princesse Libuše réunissant la nation en des assemblées populaires ou des guerriers tchèques prêtant victorieusement main-forte aux adversaires du germanisme. Bref, en imitant des poèmes tchèques ou yougoslaves anciens, les auteurs transposaient dans le passé les rêves et les vœux de leur romantique génération. Quelque scepticisme qu'eût montré Dobrovský à leur égard, ces manuscrits firent longtemps la gloire de la nation tchèque. Il est incontestable d'ailleurs qu'ils ont largement influé sur l'affermissement de la conscience nationale. Ainsi se trouvait tracé un tableau idyllique du passé des Slaves. Contrairement aux Germains, les nations slaves vivaient d'une existence démocratique et pacifique. Et l'on voyait se projeter sur la plus haute antiquité la différence essentielle entre les Slaves civilisés et les Germains barbares. C'est sous l'influence de cette conception romantique qu'un des plus grands esprits tchèques du XIX^e siècle, François Palacký, écrivit l'histoire des premiers âges de la nation tchèque. Après divers travaux préparatoires, Palacký, en effet, devenu „historiographe du pays“, avait entrepris la rédaction d'une histoire de la nation tchèque. La première partie de cette œuvre qui, malgré certaines erreurs, est devenue, à cause de son esprit, comme l'évangile de la nation, était écrite en allemand. Plus tard, Palacký refit l'ouvrage en tchèque et le compléta dans cette langue. Malgré sa foi romantique dans le passé démocratique des Slaves, Palacký fut, par une géniale intuition, conduit à considérer la période du hussitisme comme la période la plus marquante de l'histoire des Tchèques. Ce fut donc la première fois que l'histoire de cette époque était relatée avec amour, dans toute sa vivante vérité, et sans préjugés religieux. Au savant enthousiaste qu'était Palacký dans ses études sur la solidarité slave, on peut rattacher le Slovaque Šafařík, l'auteur des *Antiquités Slaves*.

En poésie, le romantisme patriotique prit fin avec K. H. Mácha qu'inspirait le romantisme de Byron, mais qui fut prématurément enlevé à la littérature. Son poème *Mai*, qu'on continue à lire aujourd'hui, apportait dans la littérature monotone et, pour ainsi dire, conventionnelle, une note nouvelle. D'autre part, on constatait plus de perfection dans la langue tchèque; elle était devenue plus souple et plus expressive. L'étude des chansons populaires et les progrès du folklore avaient enlevé au vers ce qu'il semblait avoir d'archaïque et d'artificiel. L'étude de la vieille littérature tchèque ne laissait pas non plus de faire sentir son influence. Tout livre tchèque nouveau (à l'exception des poèmes de Mácha) était accueilli avec un fervent enthousiasme et les poètes tchèques, dont la plupart n'avaient qu'un bien faible talent, étaient couverts d'éloges

dithyrambiques. La poésie ne servait guère d'ailleurs qu'à exprimer les sentiments patriotiques, auxquels se mêlaient d'assez brumeuses conceptions touchant la solidarité slave, conceptions qu'avait renforcées encore le passage des armées russes à travers la Bohême pendant les guerres napoléoniennes. Sous le règne de François II, néanmoins, la politique ne faisait généralement pas le sujet des entretiens des chefs de la nation. S'il leur arrive de se plaindre dans leur correspondance privée des tracasseries de la police, ils n'y envisagent point encore les moyens de s'organiser pour briser les entraves d'un absolutisme étouffant et germanisateur.

Les agitations de 1830 cependant obligèrent à réfléchir à la situation politique. L'insurrection polonaise contre le despotisme russe fut à Prague saluée avec sympathie, mais cette sympathie ne se traduisit guère que par la faveur dont on entourait tout ce qui était polonais. Depuis cette époque néanmoins l'espoir en un futur bouleversement ne devait plus disparaître. La propagande patriotique gagna les campagnes où se répandaient les livres tchèques. Les représentations théâtrales tchèques, qu'alimentaient surtout les drames de Klicpera et de Tyl, contribuaient également, tant en province qu'à Prague, à faire l'éducation de la nation. François Škroup fait alors jouer le premier opéra tchèque. On lui doit également l'hymne tchèque *Kde domov můj*. En février 1840 l'organisation d'un premier bal tchèque causa une véritable sensation à Prague, car les carnets de bal étaient rédigés exclusivement en tchèque et, à cette réunion, on ne parla pour ainsi dire que le tchèque. Ce bal, organisé dans une ville germanisée, apparut comme une entreprise audacieuse. Le succès qu'il obtint fut tel qu'on décida de le renouveler régulièrement. Les choses qui nous paraissent aujourd'hui toutes naturelles étaient alors exception, aussi ces manifestations risquent-elles de nous paraître par trop sentimentales et mesquines. Mais ne fallait-il pas que la nation passât par cette phase de douce puérité où le moindre progrès prend les proportions d'un événement?

L'importance croissante prise par le mouvement tchèque commença à effrayer certains radicaux allemands, qui y voyaient les prodromes d'une révolte à la Spartacus. D'autres Allemands, par contre, persuadés qu'ils étaient de la supériorité de la race germanique sur les Slaves, se montraient prêts à reconnaître aux Tchèques le droit à l'existence et à leur accorder certaines tolérances, mais non pas les droits d'égaux. Parmi les nobles, beaucoup restaient neutres dans la lutte nationale qui se déchaînait. Ceux-ci ne se considéraient ni comme Tchèques ni comme Allemands, mais comme des habitants de l'ancien royaume de Bohême, ce qui d'ailleurs ne les empêchait nullement de ne parler que l'allemand. A Vienne, les ministres effrayés appréhendaient autant la poussée du particularisme tchèque que les progrès des idées libérales; ils restaient

incapables cependant d'imaginer des mesures susceptibles de satisfaire la majorité. Ils prenaient sans réflexion des décisions imprécises que, du reste, les fonctionnaires mécontents n'appliquaient qu'avec négligence. Ainsi, aux yeux les moins prévenus, apparaissaient déjà, dans les assises mêmes de l'hétéroclite monarchie habsbourgeoise, des lézardes menaçantes.

Cette période de désorganisation fit comprendre aux Tchèques la nécessité d'établir un programme politique conforme à la fois à l'esprit du temps et aux traditions nationales tchèques. Il fallait également faire l'éducation politique des masses, car c'est en elles seules que les chefs pouvaient trouver leur force et par elles que pouvait triompher la cause nationale. Ce fut la tâche du grand historien Palacký et de l'excellent journaliste qu'était Havlíček. C'est grâce à eux que l'on put mettre fin aux mythes nationaux de la période précédente et établir une politique basée sur les réalités de l'heure présente. Ses études historiques faisaient tout naturellement de Palacký un défenseur des droits politiques du royaume de Bohême. Il espérait par là gagner à la cause nationale la noblesse conservatrice et même la maison régnante. Un manque de contact avec ses contemporains et la trop grande importance qu'il accordait à l'histoire devaient pourtant faire de Palacký une sorte de doctrinaire qu'affectaient peu les changements survenus. Son programme politique était cependant celui d'un fanatique de l'équité et de la justice. Quant à Havlíček, il se distinguait par de rares facultés d'observation et par un exceptionnel talent de vulgarisateur. Un séjour en Russie l'avait à tout jamais guéri d'une russophilie aveugle, aussi engagea-t-il le peuple tchèque à ne compter que sur ses propres forces. Il était plus que Palacký accessible au peuple dont il connaissait et les défauts et les qualités, aussi son intransigeance lui valut-elle une extraordinaire popularité.

Les années qui suivirent 1840 virent les États généraux de Bohême s'éveiller de leur longue léthargie. Metternich vieillissant avait alors beaucoup d'adversaires à la cour, et les caricaturistes n'épargnaient plus le chancelier usé. En 1843, les États de Bohême demandaient à Palacký de leur exposer la Constitution de 1627 et les modifications qu'elle avait subies. En 1847, une députation de la Diète allait exposer au roi Ferdinand V (qui avait été couronné roi de Bohême en 1836) les revendications des États. Certains demandaient que le gouvernement fût tenu de faire approuver chaque année non seulement ses plans financiers, mais même les comptes de sa gestion. Les débats de la Diète étaient agités, et les échos en arrivaient aux oreilles du public. Il faut dire cependant qu'une partie seulement des États se montrait disposée aux concessions qu'exige une constitution moderne; la grande majorité, par contre, se refusait à rien abandonner de ses privilèges aux villes et au

peuple des campagnes, véritables représentants alors de la nation tchèque. Il en résulta qu'entre la nation tchèque, dont les événements avaient fait une démocratie, et la noblesse, s'était creusé un abîme infranchissable, aussi vit-on, aux heures décisives, la direction passer exclusivement aux mains de chefs issus du peuple. La noblesse n'y eût aucune part.

De nombreuses brochures politiques, publiées à l'étranger entre 1840 et 1848 et répandues en fraude en Bohême, exposaient les projets de réforme préconisés touchant les pays de la Couronne de Bohême. Certains de ces écrits étaient dus à des auteurs tchèques. Ils exposaient et défendaient certaines revendications libérales que devait reprendre le programme de 1848. On y réclamait notamment l'égalité du tchèque et de l'allemand dans l'enseignement et l'administration. On y affirmait un vif sentiment pour l'indépendance politique à laquelle la bataille de la Montagne Blanche avait mis fin. Se basant sur le caractère slave de l'Autriche, on y demandait qu'une place équitable fût faite aux Slaves dans le gouvernement et l'administration de l'Autriche. Ces revendications nationales partaient naturellement des principes d'un libéralisme moderne. On réclamait donc l'abolition de l'absolutisme, son remplacement par le gouvernement du peuple et l'institution des droits et des libertés civiques. En ces années, on sent partout souffler un vent de révolution qui n'attend qu'une occasion favorable pour ébranler l'édifice décrépit qu'est l'empire des Habsbourg.

Les villes, où commence à émerger un prolétariat avide de voir son sort s'améliorer, et les campagnes, sont agitées d'espairs nouveaux. Les maladresses du gouvernement et l'incapacité des fonctionnaires, tant publics que seigneuriaux, ne font d'ailleurs que verser de l'huile sur le feu. On voit à Prague se constituer des associations (par exemple la „Měšťanská Beseda“, créée en 1846 et qui subsiste encore) qui, toutes portes closes, se livrent à des débats politiques et suivent anxieusement les événements extérieurs. Dès cette époque on vit, dans la société tchèque, se dessiner deux groupements, l'un de tendances libérales; l'autre, de tendances radicales. Les obsèques de Jungmann, mort en 1847, fournirent une occasion de passer en revue les forces de la nation. Havlíček, avec l'habileté qui le caractérisait, consacra à la révolution irlandaise et à ses revendications, des articles écrits de telle sorte que tout bon Tchèque y devait reconnaître un tableau des choses autrichiennes en général, et tchèques en particulier. C'est dans cette atmosphère surchauffée qu'en février 1848 parvint soudain la nouvelle que la révolution venait d'éclater à Paris.

* * *

Dès la première moitié du XIX^e siècle, nous assistons à une persécution non déguisée de l'élément slovaque en Hongrie. Des réclamations se font

entendre à Vienne, mais en dépit des belles paroles de Metternich, le chauvinisme hongrois ne désarme pas et poursuit ses violences. Les patriotes de Slovaquie eurent clairement conscience du péril que courait leur patrie, ils virent venir l'orage. Aussi voulurent-ils s'appuyer avant tout sur les classes populaires auxquelles les tendances et les efforts de leur patriotisme étaient jusqu'alors demeurés assez étrangers. Mais il fallait pour cela intensifier la propagande parmi le peuple (l'ancienne noblesse slovaque s'était complètement magyarisée), car seul le peuple pouvait offrir un point d'appui sérieux au cours des luttes qui s'annonçaient prochaines. On songea donc à reprendre l'idée de Bernolák rejetée jadis. Les leaders slovaques — dont les principaux étaient Ludevít Štúr, Michal Hodža et Josef Hurban — étaient persuadés que si l'on créait en Slovaquie une langue littéraire indépendante, leur propagande au sein des couches populaires serait plus aisée et plus efficace. En 1845, le dialecte parlé au centre de la Slovaquie était élevé à la dignité de langue littéraire. A Prague, des voix s'élevèrent contre les efforts séparatistes des Slovaques qui mettaient fin à une communauté millénaire de culture et de langue. On faisait remarquer à bon droit que cette scission ne pourrait profiter qu'aux ennemis des Tchèques et des Slovaques: les Allemands et les Magyars. Mais ces avertissements prophétiques furent vains; le schisme linguistique eut lieu et les conséquences ne se font que trop sentir encore à l'heure présente.

Le sentiment national n'en était pas moins en progrès dans les âmes slovaques. La génération poétique des Samo Chalúpka, des Janko Král et des Jan Botto est issue du sol de la Slovaquie. C'est par l'étude des chansons populaires et de l'originalité slovaque qu'elle s'est formée. La vie publique de ce pays s'organisa sur des bases plus solides. Les revendications des patriotes slovaques étaient d'ailleurs assez modestes: ils demandaient qu'on permît à leur langue maternelle de se développer librement et surtout qu'on leur donnât des écoles primaires nationales. Štúr, qui était député à la Diète de Hongrie, se fit l'interprète de ces vœux si modestes, mais il se heurta à l'opposition passionnée des Magyars. En 1847, le magyar fut proclamé seule langue officielle de l'État hongrois. Les Magyars reprochaient aux Slovaques d'être les perpétuels alliés des Tchèques, lesquels ne relevaient pas de la couronne de Saint-Étienne. Or c'est principalement pour enlever tout fondement à ce reproche que Štúr avait voulu créer une langue littéraire indépendante. Ce fut donc un rude soufflet pour le loyalisme de Štúr de voir le magyar devenir langue officielle. Une telle réponse à ses efforts conciliateurs blessa, comme bien on pense, profondément le leader slovaque. La mesure prise eut d'autre part pour effet de rapprocher les catholiques et les protestants de Slovaquie. C'est sur ces entrefaites qu'éclata la révolution de 1848.

CHAPITRE III

L'ÈRE CONSTITUTIONNELLE

LA PÉRIODE DU CENTRALISME

(1848—1867)

Le royaume de Bohême sous l'absolutisme. — La noblesse et le peuple tchèque. — Les partis nationaux: parti libéral et parti radical. — La révolution de 1848. — Le programme de 11 Mars. — Conséquences de la chute de Metternich. — La lettre de Cabinet du 8 Avril. — L'opposition allemande. — Le Comité National. — La nation tchèque et le Parlement de Francfort. — La dynastie et la nation tchèque. — Le Congrès slave. — Le prince Windischgrätz. — L'émeute de la Pentecôte. — Abolition du servage. — Fin du Parlement de Vienne. — Le Parlement de Kroměříž. — Abdication de Ferdinand — François-Joseph (1848—1916). — Fin de la période constitutionnelle. — Victoires de l'absolutisme sur les Magyars et sur la Prusse. — État d'esprit absolutiste de François-Joseph. — La Réaction victorieuse: ses persécutions contre la nation tchèque. — Havlíček et sa lutte contre le gouvernement. — Le régime policier. — Conclusion d'un concordat avec Rome. — Réorganisation de l'administration. — Développement économique. — La guerre d'Italie et la fin de l'absolutisme. — Le Diplôme d'Octobre 1860. — La Constitution de Schmerling (1861). — Les succès de l'œuvre de renaissance nationale: partis politiques, journaux et sociétés. — Chute de Schmerling. — Le ministère Belcredi. — La guerre avec la Prusse et l'Italie.

L'avènement des Habsbourg au trône de Bohême, en 1526, avait marqué le début de la décadence politique du royaume de Bohême. Bien que la monarchie des Habsbourg eût tout d'abord été constituée par une union personnelle autour d'une dynastie, les divers souverains de la Maison d'Autriche s'étaient toujours efforcés d'amalgamer en un tout les divers éléments de leur nouvel empire. Leur centralisme, qui se manifesta d'abord dans le domaine administratif par la création d'administrations centrales, aboutit à l'abolition de la politique extérieure de la Bohême et de la Hongrie. Officiellement, ces deux États sont représentés par l'empereur en tant que roi de Bohême et de Hongrie, mais en fait agissant le plus souvent non pas dans l'intérêt des deux pays, mais dans son intérêt propre et celui de sa Maison. Après la bataille de la Montagne Blanche, les États généraux de Bohême, qui politiquement constituaient alors la nation, n'avaient plus osé se mêler de politique extérieure. La politique de la Bohême ou de la Hongrie n'existent plus, mais la politique de la „Maison d'Autriche“. De ce fait, la Bohême perd toute importance dans la politique étrangère, qui devient le do-

maine exclusif du monarque. Par exception cependant, on lui demande parfois d'entériner après coup, et pour la forme seulement, les irrévocables décisions du souverain (lors de la cession de la Lusace ou de la Silésie, par exemple). Le même phénomène s'accomplit également en matière de politique intérieure. Sous le règne de Marie-Thérèse, la Bohême avait fini par se fondre parmi les „pays allemands héréditaires“ et l'absolutisme (qui sévit jusqu'en 1848) avait enlevé aux États généraux, dans le domaine de la politique intérieure, le peu de pouvoirs qui leur étaient restés après la Montagne Blanche. Le féodalisme était alors en pleine décadence; cette survivance du moyen âge ne répondait plus en effet à l'esprit des temps nouveaux. Il avait, temporairement tout au moins, fait place à l'absolutisme monarchique. Celui-ci devait à son tour céder devant les principes de constitution, en vue d'un État démocratique basé sur le droit des nations à se gouverner elles-mêmes. En Bohême, la décadence du féodalisme s'était nettement manifestée dès le XVIII^e siècle. La suppression, à la cour, de la chancellerie de Bohême, en 1747, s'était accomplie sans provoquer de graves protestations de la part des intéressés; de même les restrictions apportées à l'autonomie de la Bohême avaient été accueillies sans grande résistance. La noblesse tchèque, jusque-là représentante politique de la nation, avait fini par perdre ce caractère, incapable qu'elle était de sauvegarder les derniers vestiges de l'héritage ancestral. Il faut dire pourtant que certains nobles manifestèrent une certaine „conscience“ des droits politiques et que les rigueurs de Vienne provoquèrent des mécontentements, tout platoniques d'ailleurs et inopérants.

Tandis qu'ainsi se manifestait la désorganisation de la classe politique en Bohême, une société nouvelle naissait en dehors d'elle. C'est cette société, formée de gens jusqu'ici privés de droits politiques, voire même civiques, qui devait plus tard remplacer la noblesse incapable à la tête de la nation tchèque. Continuatrice de la nation tchèque primitive, cette société nouvelle part de principes absolument différents de ceux de la noblesse. Pour elle, la manifestation fondamentale de la nationalité est la langue tchèque, que la noblesse considère comme quelque chose de suranné qu'elle ne conserve que par opposition à Vienne. La renaissance tchèque se manifeste donc dans une renaissance de la langue, signe principal de la nationalité. Sa raison d'être n'est plus, par conséquent, dans la revendication d'un droit historique, mais dans la revendication du droit naturel qui veut qu'une nation ait le droit à l'existence par le fait même qu'elle existe. Malgré les méritoires services qu'ont pu rendre certains de ses membres, la noblesse tchèque se tient en dehors de cette société nouvelle. Ainsi formée de gens jusqu'ici

privés de droits, la nation aspire naturellement à conquérir les droits politiques lui permettant de défendre plus efficacement son existence et de se développer plus rapidement. Dès ce moment, les deux groupes sociaux se séparent jusqu'à devenir enfin adverses. A l'heure où l'idée nationale est en plein épanouissement, la noblesse cesse de représenter la nation parce que les aspirations de la nation, au sens le plus étendu du mot, sont tout autres que celles de la noblesse. Devenue complètement étrangère aux sentiments nationaux, la noblesse ne pouvait plus être appelée à jouer un rôle important dans la grande œuvre de réorganisation. Du fait de sa situation passée, la nation nouvelle ne pouvait qu'adhérer ardemment à la démocratie, qui assure non seulement la liberté des nations, mais aussi celle des citoyens.

Les promoteurs de la renaissance nationale avaient tout d'abord consacré leurs efforts à la langue, pour le relèvement de laquelle l'histoire et la philologie leur avaient fourni les éléments. Une fois assurée l'existence de la nation, ils songèrent à établir un programme politique. Après 1840, le mouvement politique s'était fort développé parmi les intellectuels tchèques. Deux courants, comme nous l'avons dit, s'y dessinent qui, en 1848, se manifesteront très nettement dans la vie publique. Le groupe libéral, ayant à sa tête Palacký, comprenait les plus marquants des intellectuels tchèques, des écrivains surtout. On comptait parmi eux l'éminent slaviste Šafařík, les poètes Koubek et Nebeský, l'historien Tomek, l'avocat Brauner, et Rieger, gendre de Palacký. C'était surtout le parti de la bourgeoisie, encore qu'on y rencontrât quelques aristocrates tels que le comte Deym, le chevalier Neuberk et le baron de Villani. Le journaliste Karel Havlíček était l'ornement du groupe. Divers courants se manifestaient, il est vrai, au sein du parti, mais l'autorité de Palacký savait les contenir. Quant au parti radical, c'était celui des artisans et des étudiants. Il se groupait dans l'association dénommée „Repeal“. Les principaux adhérents de ce parti étaient l'écrivain Sabina, Arnold, Knedelhans-Liblínský, J. V. Frič, Sladkovský, etc. Le parti libéral avait pour organe, en 1848, les *Národní Noviny*, de Havlíček, alors que le parti radical disposait de plusieurs journaux. Il faut dire aussi que le parti radical avait certaines tendances sociales et que plusieurs de ses adhérents s'attachaient déjà à l'étude des questions ouvrières. Les radicaux étaient naturellement plus ardents que les libéraux. Alors que les premiers prétendaient diriger les événements, les autres se laissaient entraîner par eux non pas, sans doute, sans une certaine résistance. Mais l'année 1848 devait le montrer clairement.

La chute de Louis-Philippe en France et le mouvement qui se produisit dans le Sud de l'Allemagne furent pour la Bohême elle-même le

signal d'une levée de boucliers contre l'absolutisme policier de Metternich. Le club „Repeal“, de Prague, prit la tête du mouvement. Il appela la population de Prague à une assemblée qui devait avoir lieu le 11 mars dans l'établissement de bains Saint-Venceslas. La police fit lacérer les affiches de convocation, mais n'interdit pas la réunion elle-même. Les autorités étaient d'ailleurs débordées, aussi laissèrent-elles les événements suivre leur cours. C'est l'avocat Brauner, connu par ses études sur les questions agraires et sur la question du servage, qui fut chargé de rédiger le programme. Aux revendications des libéraux (liberté de réunion, droit de pétition, secret de la correspondance, suppression de la censure et autonomie des communes), on ajouta des articles demandant l'abolition de la corvée, la suppression des administrations seigneuriales, l'établissement en Bohême de l'égalité devant la loi des deux nationalités. On réclamait en outre la restauration partielle d'un royaume de Bohême indépendant, pour l'administration duquel des bureaux centraux eussent été établis à Prague, alors que la Diète eût été appelée à siéger alternativement à Prague et à Brno. On formula même des revendications sociales portant sur l'organisation du travail et la réglementation des salaires. L'assemblée du 11 mars adopta ce programme rédigé sous la forme d'une pétition à l'empereur. Une délégation fut spécialement nommée pour aller présenter cette pétition au monarque.

La révolution qui avait éclaté à Vienne, la chute de Metternich et l'adoption en Hongrie du programme de Kossuth ne firent qu'encourager la résolution de Prague. La nouvelle que l'empereur venait d'octroyer une constitution (15 mars) fut accueillie avec un joyeux enthousiasme par une foule qui croyait y voir l'aube d'une ère de liberté. Les étudiants et la bourgeoisie s'armèrent pour former une garde nationale. La délégation tchèque chargée de demander à l'empereur l'exécution du programme du 11 mars, ne partit pour Vienne que le 19. Entre temps les événements s'étaient précipités. L'énergie des Hongrois avait obtenu la restauration d'une Hongrie indépendante, tandis qu'à Vienne le cabinet Pillersdorf, premier ministre constitutionnel, procédait à la rédaction de la constitution nouvelle. Celle-ci fut promulguée le 25 mars. D'esprit centraliste, elle ne tenait aucun compte de la situation particulière des pays de la Couronne de Bohême, qu'elle rattachait aux pays allemands des Alpes, comme une simple province. La position des Tchèques se trouvait, de ce fait, fort difficile. Pour conserver les Hongrois aux Habsbourg, on avait en effet sacrifié l'indépendance de la Bohême. La députation tchèque ne rapporta donc que des promesses vagues, aussi s'empressa-t-on de rédiger une nouvelle pétition que signa le comte Stadion, grand burgrave de Bohême, lui-même. Cependant Vienne voyait dangereusement

grossir le mouvement pangermaniste qui taxait de réaction tout appui prêté à l'Autriche. Au milieu des troubles, dans le chaos des idées contradictoires, la cour put reconnaître que la maison régnante ne pouvait s'appuyer ni sur les Hongrois ni sur les Allemands, mais seulement sur les Slaves. Ceux-ci seuls, désireux alors de maintenir l'Autriche pour empêcher le triomphe du pangermanisme, pouvaient apporter aux Habsbourg un concours sincère. La seconde députation tchèque, conduite par le jeune et éloquent Rieger, obtint donc, le 8 avril, une lettre de Cabinet dans laquelle d'assez larges concessions étaient faites aux revendications tchèques. Une habile campagne des conservateurs moraves avait cependant réussi à provoquer en Moravie une opposition à Prague.

Les concessions apportées par cette lettre de Cabinet assuraient à la Bohême l'établissement d'une administration supérieure et la convocation à Prague d'une assemblée constituante. Elles soulevèrent un vif mécontentement parmi les populations allemandes, qui sentaient leurs positions menacées. Un comité d'Allemands des pays de la Couronne de Bohême protesta contre la restauration du Royaume de Bohême et se refusa à admettre que le tchèque fût considéré comme langue publique. Dans ces circonstances, les Allemands, ne voyant que ce seul moyen de maintenir leur injuste hégémonie, se rejetèrent sur le „parlement de Francfort“, qui préconisait l'union de tous les Allemands. Cette agitation pangermaniste, si pleine de dangers, poussa tout naturellement les Tchèques à se rapprocher plus intimement des autres Slaves d'Autriche. De là naquit l'idée de réunir à Prague un congrès slave. Invité par le parlement de Francfort à prendre part à ses travaux, Palacký avait, le 11 avril 1848, répondu par une lettre qui devait devenir comme le programme politique de la nation tchèque. Il s'y opposait aux tendances pangermanistes et y montrait la nécessité de maintenir l'Autriche „dans l'intérêt de l'Europe, et même de l'humanité.“¹

A Prague, l'opposition aux tendances séparatistes allemandes grandissait à vue d'œil. Le comité élu le 11 mars à la réunion des Bains Saint-Venceslas s'était transformé en Comité National. Celui-ci, en même temps qu'il préparait les travaux de la future assemblée législative de Prague, constituait le conseil du comte Léon Thun, le nouveau lieutenant général (gouverneur), qui se montrait assez favorable au mouvement tchèque. Ce Comité National comptait dans son sein et des Tchèques et des Allemands. Havlíček, dans ses *Národní Noviny*, exposait au peuple

¹ „Si je porte mes regards hors des frontières des pays tchèques, les raisons naturelles et historiques me poussent à les tourner non pas vers Francfort, mais vers Vienne. C'est là que je chercherais ce pouvoir central capable d'assurer et de défendre la tranquillité, la liberté et les droits de ma nation.“

le programme national. Montrant la supériorité numérique des Tchèques dans le Royaume de Bohême, il en tirait les conséquences. Les revendications que préconisait ce journal peuvent se résumer ainsi : égalité réelle des deux nationalités ; union de tous les pays de la Couronne de Bohême ; abolition des droits féodaux ; égalité de toutes les classes devant la loi ; création de cours d'assises, d'un ministère responsable pour les pays de la Couronne de Bohême, d'une Diète générale de toute la nation tchèque, d'une garde nationale ; réforme radicale de l'instruction publique et des administrations.

De Francfort était lancée cette alternative : „Ou l'Autriche sera allemande, ou bien elle cessera d'exister.“ Le parlement de Francfort ayant invité les Tchèques à prendre part au vote, lequel avait d'ailleurs été autorisé par le gouvernement de Vienne, le peuple répondit à l'invitation en répétant une chanson satirique de Havlíček. Sur ces entrefaites, à la suite de manifestations dans les rues de Vienne, le cabinet Pillersdorf rapporta sa première constitution, qui fut remplacée par une autre, plus radicale. Mais les troubles qui agitaient la capitale impériale obligèrent la cour à se réfugier à Innsbruck.

En ces heures difficiles la dynastie ne fondait plus d'espoirs que sur les Slaves d'Autriche, notamment sur les Tchèques. Ceux-ci s'étaient ralliés aux idées que Palacký avaient exposées dans sa lettre à Francfort et ils se déclaraient prêts — si le pouvoir central reconnaissait la situation indépendante de la Couronne de Bohême — à soutenir de toutes leurs forces l'intégrité de la monarchie ; en face des Magyars et des Allemands dont les efforts tendaient au démembrement de l'Autriche, ils réclamaient *une reconstruction fédéraliste de l'empire des Habsbourg*. On offrit même alors à Palacký un fauteuil ministériel, mais il déclina cet honneur. Le 17 mai, le comte Léon Thun publia une proclamation par laquelle était convoquée d'urgence la Diète de Prague ; elle devait se réunir avant même que siégeât le Parlement de Vienne. La révolution qui avait éclaté dans cette dernière ville était une circonstance favorable qu'il importait de mettre à profit ; aussi vers la fin de mai on dépêcha à Innsbruck une délégation chargée de demander que l'archiduc François-Joseph fût envoyé en Bohême comme gouverneur et que l'on organisât dans ce pays un conseil d'administration spécial. Dans l'intervalle les esprits se montaient à Prague ; cette effervescence était due pour une part à l'attitude peu nette de Thun dont les agissements mécontentaient surtout les radicaux.

A ce moment critique se réunit à Prague *le Congrès slave*. Depuis longtemps déjà on le préparait : l'idée de Kollár sur la solidarité slave en avait jeté les bases et la naissance du mouvement pangermaniste

avait encore précipité les choses. Avec une pusillanimité réellement inexplicable, Palacký et ses amis repoussaient l'idée du panslavisme sur le terrain politique et — c'était la conséquence naturelle de leur politique autrichienne — ils se prononçaient sans détours pour l'austroslavisme.

Dans son manifeste du Congrès slave, Palacký énonçait en ces termes les principes sur lesquels tous les Slaves étaient d'accord : „Nous, Slaves, nous repoussons et nous exécrons toute domination qui s'appuie uniquement sur la force et contrecarre l'autorité des lois ; nous repoussons tous les privilèges et prérogatives ainsi que toutes les distinctions politiques entre les États (noblesse, villes, etc.) ; nous réclamons l'égalité absolue de tous devant la loi, une égale répartition des droits et des devoirs entre tous les citoyens ; là, où un seul peut naître esclave parmi des millions d'hommes, la véritable liberté n'existe pas encore. Liberté, égalité, fraternité de tous ceux qui vivent dans l'État, voilà quelle est notre devise, aujourd'hui comme il y a mille ans“.

Les perspectives de succès pour le Congrès slave n'étaient pas des plus séduisantes. Dès le début, l'inimitié russo-polonaise ébranla l'espoir que l'on nourrissait d'arriver à une entente. Néanmoins le Congrès eut lieu le 2 juin au milieu d'un enthousiasme délirant ; le discours de Šafařík en particulier souleva dans l'Assemblée une profonde émotion. „Les Slaves ne réclament pas autre chose que la justice ; ils ne s'appuient que sur la force morale. ... Ce n'est que par la lutte que l'on passe de l'esclavage à la liberté. Par conséquent, soyons vainqueurs et nous serons libres dans une nation libre, ou bien mourons avec honneur et la gloire nous suivra dans la tombe.“ Toutefois, au sein des commissions, des divergences graves se manifestèrent entre les conceptions des différentes races slaves. Les Slovaques reprochaient aux Tchèques leur loyalisme exagéré et ils leur rappelaient que les Habsbourg avaient en somme confisqué à leur profit l'histoire de la Bohême. Par ailleurs il y avait conflit entre les modérés et les radicaux ; le représentant le plus en vue de ces derniers était le révolutionnaire Bakounine. Ce fut le parti radical qui finit par l'emporter et le manifeste adressé aux peuples européens par le Congrès rejeta complètement la thèse du droit historique soutenue par Palacký et basa toutes ses conclusions sur le droit naturel. Cet appel réclamait pour les nationalités slaves le droit de disposer d'elles-mêmes ; elles devaient être traitées sur le pied d'égalité avec les autres ; la restauration de l'indépendance de la Pologne ne devait plus être ajournée ; il fallait au plus tôt accorder des droits nationaux aux Slovaques, aux Croates, aux Serbes et aux Ruthènes et enfin libérer les Slaves balkaniques du joug de la Turquie. Malgré les désaccords qui s'élevèrent entre les différents membres du Congrès, on peut dire que ce fut une entre-

prise d'une haute portée : elle rassembla pour la première fois les représentants de tout le monde slave, leur permit de se mieux connaître les uns les autres et posa les fondements d'une solution pratique de la solidarité slave. La russophilie de Hanka, dès avant l'ouverture du Congrès, avait été combattue victorieusement par Havlíček, et les patriotes de Bohême accueillirent tous leurs hôtes sans exception avec une extrême bienveillance. Le Congrès slave ne put malheureusement pas achever son œuvre, il fut interrompu brutalement par *les émeutes de la Pentecôte*.

Le parti radical, qui comptait une foule d'adhérents parmi la jeunesse, en particulier parmi les étudiants, n'était pas satisfait de la tournure qu'avaient prise les événements : tout allait trop lentement au gré de ses désirs et les avances réalisées lui paraissaient sans grande portée. Ce parti avait alors son siège central au Club Slavia et beaucoup de ses adhérents sympathisaient avec le prolétariat. La jeunesse universitaire, possédée d'une fièvre toute romantique, brûlait de se signaler sur les barricades comme l'avaient fait les étudiants de Vienne avec lesquels elle entretenait des relations chaudement amicales. Elle n'avait aucune confiance dans le comte Léon Thun, dont les faveurs allaient à l'Association pour le maintien de la paix et de l'ordre publics ; de cette Association faisaient partie les conservateurs et les réactionnaires que tourmentait la peur des violences et des coups de force.

L'une des principales causes qui déchaînèrent les émeutes de la Pentecôte fut qu'au début de juin le prince Windischgrätz prit le haut commandement de la garnison de Prague. Ce prince était un réactionnaire farouche qui dans les concessions de caractère constitutionnel faites jusqu'alors par la cour ne voyait que des mesures provisoires imposées par les circonstances ; il ne cherchait qu'une occasion favorable d'obtenir par la force le retrait des dispositions libérales consenties. Dans son ensemble, l'armée n'avait pas été touchée par l'esprit révolutionnaire ; elle formait une caste à part qui regardait de très haut les civils et les écrasait de son mépris. L'attitude de la garnison de Prague était franchement provocante et à travers la ville de sourdes rumeurs circulaient, colportant les propos menaçants tenus par certains officiers. Les mesures militaires arrêtées par Windischgrätz eurent pour effet de surexciter davantage encore les esprits ; il se flattait d'acculer Prague à un soulèvement que l'on réprimerait ensuite dans le sang et qui mettrait un terme aux progrès du libéralisme naissant. C'est en vain que la plupart demandèrent qu'on éloignât de Prague le maréchal détesté. Comme par bravade, celui-ci se mit à activer les préparatifs militaires ; en même temps il multipliait les provocations.

L'émeute éclata le 12 juin, lundi de la Pentecôte ; ce jour-là, une grande foule de gens s'étaient rassemblés sur la place Venceslas pour assister

à une messe solennelle célébrée en plein air devant la statue de Saint-Venceslas. Au moment où la foule se dispersait, les soldats attaquèrent ces gens sans armes et beaucoup de personnes furent grièvement blessées. Des cris retentirent à travers la ville : „Vengeance ! Aux barricades !“ En toute hâte le peuple surexcité amoncelle les objets les plus disparates et les barricades se dressent, déjà prêtes. Des armes, pour la plupart hors d'usage, complètent l'équipement. Ce n'était là qu'un semblant de révolution et ce fut un jeu de l'écraser : on l'avait peut-être prévue, mais elle était absolument improvisée ; la suite des événements fit bien voir que si l'on détestait Windischgrätz et ses troupes, on n'éprouvait pas cependant le besoin irrésistible de se battre à toute force. On vit aussi plus tard quelle grosse part d'idyllisme patriotique s'était alliée dans cette affaire au romantisme vague de la révolution. La portée réelle des événements n'échappa point aux hommes d'esprit pondéré ; ils comprirent sans peine que Windischgrätz avait enfin trouvé l'occasion cherchée d'ouvrir une ère de réaction. Les démonstrations militaires à Prague eurent un caractère nettement théâtral ; elles avaient évidemment pour but de prolonger la durée des troubles pour rehausser du même coup la gloire de Windischgrätz, vainqueur d'une dangereuse révolution. Le 17 juin, l'orage était apaisé et Windischgrätz voulut, sans tarder, mettre à profit les circonstances. La ville de Prague fut déclarée en état de siège et une cour martiale fut constituée à Hradčany pour juger ceux qui avaient pris part aux troubles. Le parti réactionnaire assurait que les événements de Prague étaient l'œuvre d'une conspiration très étendue, en relations avec des organisations secrètes de l'étranger. Malgré le désir ardent qu'on avait de mettre la main sur les fils de cette conspiration, on ne trouva rien parce que ces organisations mystérieuses n'existaient en somme que dans l'imagination fantasmagorique des adversaires de la révolution. Les élections à la Diète de Bohême avaient déjà eu lieu, mais on ne permit pas aux députés de se réunir : c'était la conséquence inévitable du triomphe du parti militaire. Les Tchèques mirent donc leurs derniers espoirs dans le parlement de Vienne, où leurs revendications avaient naturellement beaucoup moins de chances d'aboutir. De plus, le Comité national fut dissous et la vie publique tout entière paralysée. La réaction exultait. A peu près seul, Havlíček, énergique et intransigeant, lui tenait tête et la bravait.

Le parlement de Vienne, qui se réunit au mois de juillet, avait une majorité slave. Les Slaves et les Allemands des Alpes formaient le bloc gouvernemental en face des radicaux allemands : parmi ceux-ci, les juifs jouaient un grand rôle car la presse viennoise était à leur solde. La cour rentra d'Innsbruck à Vienne au mois d'août. A cette époque, les milieux

réactionnaires sentaient leurs positions renforcées par la victoire que Radecký avait remportée sur le roi de Sardaigne, créateur présumé, aux yeux des patriotes italiens, de l'unité prochaine de l'Italie. C'est alors que se dessine à l'horizon le plan, bien arrêté dans l'esprit des réactionnaires, d'entreprendre une expédition militaire contre les Magyars afin de leur retirer les concessions importantes que la cour leur avait consenties aux heures de grave crise. Les tendances constitutionnelles, incarnées pour ainsi dire dans le Parlement de Vienne, seraient, comme étant à tout le moins dangereuses, refoulées sans pitié. Le parti militaire, qui avait à sa tête Windischgrätz, commandant en chef des troupes autrichiennes situées hors d'Italie, rêvait tout simplement de restaurer l'absolutisme.

Malgré les divergences politiques et les conflits de nationalités, le Parlement de Vienne fut unanime à réaliser la grande œuvre de l'abolition du servage, qui répudiait la distinction fondamentale établie depuis des siècles entre les seigneurs et les vassaux et qui donnait aux paysans le droit de détenir désormais, en toute propriété, le sol arable dont ils n'avaient été jusque-là que les locataires. Moyennant une faible indemnité, la classe paysanne fut affranchie des pesantes corvées qui jusqu'alors l'écrasaient, ainsi que des redevances féodales ; pour faciliter le rachat du servage, on institua une caisse appelée „fonds de dégagement“ et les pays assumèrent le tiers de la dépense à supporter. Cette réforme grandiose, qui abolissait toute survivance du moyen-âge et dotait le peuple des campagnes d'une situation juridique, fut promulguée dans la première moitié de septembre. Une commission spéciale élaborait par ailleurs la nouvelle constitution autrichienne. Mais ses travaux furent interrompus par l'insurrection viennoise qui éclata au commencement d'octobre, principalement à l'instigation d'agents magyars. Cette insurrection, que traversait un souffle résolument hostile aux Slaves, obligea la plupart des députés à s'enfuir de Vienne ; de même la cour impériale dut se réfugier à Olomouc, en Moravie. Le soulèvement de Vienne prit rapidement des proportions menaçantes et fit une victime de marque dans la personne du ministre de la guerre, le comte Latour, que la populace furieuse pendit à un réverbère. Windischgrätz réussit cependant, après un siège de quelques jours, à mater cette explosion de l'esprit révolutionnaire.

Vienne humiliée, c'était pour la cour impériale une merveilleuse occasion de rapporter toutes les concessions libérales qu'on avait faites au cours des derniers mois ; le parti militaire insistait pour qu'on prît des mesures dans ce sens. En fin de compte, il fut pourtant décidé que le Parlement dispersé par la révolution viennoise se réunirait dans une petite ville de Moravie, à Kroměříž. Les députés tchèques furent de ceux qui demandèrent le plus instamment que l'Assemblée constituante n'inter-

rompît point ses travaux. Le nouveau ministère, qui avait à sa tête le prince Felix Schwarzenberg, était bien incapable d'inspirer un optimisme exagéré à ceux que l'avenir préoccupait. Toutefois, les Tchèques étaient pleins d'illusions; persuadés que la cour tiendrait, au moins en principe, ses promesses et les engagements qu'elle avait pris par écrit, ils étaient bien loin de prévoir la catastrophe qui était sur le point d'éclater. L'Assemblée de Kroměříž, dont la tâche principale était d'élaborer la nouvelle constitution autrichienne, n'offre guère en somme qu'un intérêt purement historique. La nouvelle constitution était toute pénétrée de l'esprit libéral: elle admettait comme principe fondamental la souveraineté du peuple; elle introduisait le mariage civil; supprimait la noblesse et faisait de l'Église une association privée. Mais tandis que sur les droits civils essentiels il y avait unanimité parfaite chez les membres de la majorité, en revanche, au sein de la commission chargée d'élaborer la constitution, le courant fédéraliste, représenté surtout par les députés tchèques, se heurtait aux centralistes qui réduisaient dans des proportions considérables la compétence des assemblées de pays (et, éventuellement, celle des assemblées provinciales) au bénéfice de la Diète centrale d'empire. Or, tandis qu'en réunion plénière et dans les commissions s'engageaient de platoniques débats, quelquefois orageux, le ministère, dans les coulisses, préparait un coup d'État. La première étape dans cette marche au coup d'État fut l'abdication de l'empereur Ferdinand, signée le 2 décembre 1848 en faveur de l'archiduc François-Joseph qui avait alors dix-huit ans et qui se mit aussitôt à la remorque de Schwarzenberg. Le ministre de l'intérieur, Stadion, prépara secrètement une constitution qui devait être octroyée au moment que l'on jugerait favorable. L'occasion cherchée s'offrit après la victoire remportée par les troupes gouvernementales sur les Magyars à Kapolna. Une semaine plus tard, le Parlement de Kroměříž était dissous par la force des armes. La Constitution de Stadion, qui était nettement centraliste, mais se tenait encore en principe sur le terrain constitutionnel, fut bien promulguée, mais elle demeura lettre morte.

La révolution mit les Slovaques dans une cruelle alternative. Les démocrates magyars, conduits par Kossuth, étaient les ennemis jurés de la nation slovaque et, d'un autre côté, l'absolutisme de Vienne n'avait eu pour elle jusqu'alors que des promesses jamais tenues. Les Magyars surent obtenir pour leur État l'indépendance; désormais la Slovaquie fut complètement à la merci des hommes politiques de Budapest. Les patriotes slovaques demandaient qu'on divisât la Hongrie d'après les nationalités, celles-ci auraient réglé dans des Diètes indépendantes les affaires n'intéressant pas le reste du royaume; pour les affaires communes, elles auraient été déférées à la Diète centrale de Budapest. Les Magyars

firent aux réclamations slovaques le même accueil qu'aux réclamations analogues des autres allogènes de la Hongrie: ils les repoussèrent et se disposèrent à briser les résistances par la force. Les prisonniers regorgèrent de Slovaques et l'on dressa des potences pour les patriotes. Le pire des crimes était d'être Slovaque. La population des villages s'enfuyait terrifiée devant les persécuteurs et tous les yeux se tournaient vers Prague où se tenait alors le Congrès slave. Štúr et ses amis ne se laissèrent point décourager par l'échec de ce Congrès; ils cherchèrent à organiser contre les violences magyares la résistance armée. Par malheur, Vienne, qui se trouvait pourtant elle-même dans une situation critique, ne favorisa guère les patriotes slovaques; c'est en vain qu'ils se battaient pour sa dynastie: à ses yeux, ils demeuraient suspects de panslavisme.

Au point de vue de la politique intérieure, François-Joseph I^{er} (1848—1916) avait tout d'abord à liquider l'année révolutionnaire 1848 et à réprimer les tentatives hongroises d'indépendance. Dans le domaine extérieur, il fallait tenir tête au Parlement de Francfort qui voulait chasser de l'Allemagne les Habsbourg et créer un nouvel empire allemand sous l'hégémonie des Hohenzollern. Le jeune empereur, qui manquait d'expérience et qui avait été élevé dans des idées étroitement conservatrices auxquelles il demeura attaché toute sa vie, devint l'instrument de la politique centralisatrice et pangermaniste de Schwarzenberg. Ne se sentant point obligé moralement de maintenir les concessions faites par son oncle (les obligations morales lui furent d'ailleurs toujours légères), il restaura l'absolutisme. La révolution magyare lui causa d'abord de sérieux embarras. L'Assemblée de Debreczín avait déposé les Habsbourg et proclamé Kossuth dictateur. Avec l'aide des Russes, on réussit pourtant à briser la révolte magyare le 13 août 1849, à Világoss, et la Hongrie fut de nouveau rattachée à la monarchie. En même temps Radecký acculait Venise à la capitulation et la guerre d'Italie se terminait ainsi également en faveur des Habsbourg. D'autre part, les tentatives qu'on avait faites en vue d'unifier l'empire allemand sans reconnaître l'hégémonie des Habsbourg échouèrent complètement: en 1851, la Confédération germanique fut reconstituée avec prépondérance marquée de l'Autriche; les Hohenzollern qui ambitionnaient la couronne impériale durent y renoncer pour un temps. Au point de vue extérieur, Schwarzenberg réussit à relever le prestige de la monarchie autrichienne, mais son successeur, Buol-Schauenstein, ne sut pas garder les positions si chèrement conquises. La guerre de Crimée, par suite de la politique équivoque de l'Autriche qui la brouilla avec la Russie sans parvenir à satisfaire ni l'Angleterre ni la France, ébranla la confiance de l'Europe en l'Autriche. La neutralité armée que l'on s'entêta à observer durant cette guerre porta un rude coup aux

finances publiques. La politique sans grandeur de l'Autriche, de 1853 à 1855, n'eut pas seulement pour conséquences les défaites de 1859 et de 1866, elle rendit possible la victoire de Bismarck sur la France en 1870.

La dissolution de l'Assemblée de Kroměříž jeta dans l'*opposition au gouvernement*, sans distinction de nationalités, tous ceux dont les idées étaient libérales et démocratiques. Le jeune empereur détestait les libéraux en qui il voyait des révolutionnaires et il mettait toute sa confiance dans l'armée. Il tournait dans un cercle d'idées fort étroit et s'en tenait à quelques formules d'où était exclu tout principe d'honneur et de loyauté. Sous l'empire d'une dévotion outrée, qui confinait à la bigoterie, il prétendait ne rien devoir à la volonté du peuple et gouverner par la seule grâce de Dieu. La forme absolue du pouvoir, d'où serait rigoureusement banni le contrôle de l'opinion publique, était celle qui lui convenait le mieux. Quand Stadion eut fait place à l'avocat Bach, un ancien libéral qui avait trahi son passé pour s'assurer une plus brillante carrière personnelle, la Constitution de Stadion fut rapportée par les Lettres patentes de la Saint-Sylvestre (1851).

La réaction triomphait sur toute la ligne. Elle en profita pour remettre en vigueur le régime policier absurde et brutal instauré jadis par Metternich. Toutes les revendications nationales et démocratiques du peuple tchèque se trouvèrent ainsi annihilées et la Bohême, qui en 1848 avait fourni tant de preuves de son loyalisme et avait été pour la dynastie un si précieux appui, connut à nouveau les horreurs de la persécution. On n'oublia jamais les heures douloureuses où les sentiments nationaux furent ainsi foulés aux pieds; François-Joseph, de son côté, ne fit jamais aucun effort pour calmer le ressentiment des Tchèques en satisfaisant tout au moins quelques-unes de leurs légitimes aspirations. Dès le mois de mai 1849, l'état de siège fut encore une fois proclamé à Prague où, dans leur fièvre romantique, une poignée d'étudiants encore adolescents songeaient à provoquer un coup d'Etat. Par la force, on réduisit au silence la presse radicale et libérale; par la peur, on ferma la bouche aux patriotes: c'est alors que Palacký se retire de la vie politique et, surveillé par la police, continue son Histoire de la Nation Tchèque. La conjuration de mai fournit à la justice militaire une occasion nouvelle de déployer toute sa violence. Quelques étudiants furent condamnés à mort, les autres à la réclusion; un jeune homme dont le seul crime avait été de voir un des accusés préparer des cartouches fut puni de dix années d'emprisonnement. Sans doute les sentences de mort ne furent pas exécutées, mais quelques-uns des condamnés payèrent de la folie leur romantisme révolutionnaire. On put voir ainsi à nu toute la brutalité de la réaction.

Le seul qui demeura un brûlant et perpétuel reproche pour le gouvernement de Vienne et qui en même temps, à ces heures de crise, ne cessa de stimuler la nation tchèque, fut *Havliček*. Cet homme au caractère intègre et à la rare constance se mit à batailler contre la réaction dans son journal *Národní Noviny*, défendant tantôt la Constitution et tantôt le programme national des Tchèques. Tandis que tous tremblaient et courbaient la tête sous la persécution, lui seul parlait, lui seul tenait tête à l'orage. Même les radicaux de 1848 se dispersaient, impuissants, devant les policiers de Bach. L'âme timorée des bourgeois de Prague se laissait dicter par la police des adresses humiliantes, et il se trouva au Conseil municipal une majorité pour nommer le prince de Schwarzenberg bourgeois d'honneur de la ville. Le gouvernement prit des mesures telles qu'il devint bientôt impossible à Havliček d'exercer son activité publique à Prague; il se réfugia donc à Kutná Hora où il fit paraître un journal qu'il appela *Slovan* (le Slave). Le ton anticlérical de cette feuille et l'insistance avec laquelle elle réclamait une véritable constitution ne plurent pas au gouvernement. Par ailleurs, Havliček jouissait d'une grande popularité parmi le peuple des campagnes: ses paroles étaient pour ainsi dire l'Évangile national du paysan. Cette popularité ne laissait pas d'effrayer le gouvernement. Traduit devant le jury pour infractions à la loi sur la presse (novembre 1851), Havliček fut acquitté à l'unanimité: ce fut une explosion de joie dans toute la Bohême. Mais le gouvernement était bien résolu à se débarrasser de Havliček coûte que coûte. Aussi, un mois après le procès de Kutná Hora, était-il arrêté en pleine nuit et secrètement conduit à Brixen, dans le Tyrol, où il fut soumis à une rude détention jusqu'en 1855. On ne lui permit même pas de se rendre au chevet de sa femme mourante et il ne fut relâché que lorsqu'on le vit miné par la maladie impitoyable qui devait l'emporter en 1856. La police considéra comme des malfaiteurs ceux qui prirent part à ses obsèques.

Dès lors un silence de mort régna sur la Bohême. Les patriotes, contraints de se taire, refoûlèrent jusqu'au fond de leur âme, devant le regard inquisiteur de la police, leurs secrètes espérances; on cessa de se réunir entre amis, les journaux furent supprimés, les jurys suspendus, la garde nationale dissoute; l'œil d'espions invisibles fouillait sans relâche la vie publique et privée des individus; partout régnaient la méfiance, la pusillanimité, la terreur. La censure fut rétablie, elle aussi, et poursuivit de ses soupçons les quelques modestes publications littéraires qui paraissaient alors en tchèque. La loi sur la presse était si sévère qu'elle enlevait à chacun toute velléité de manifester sa pensée par la voie du journal. Pour mettre le comble aux mesures policières insensées sous lesquelles

gémissait plus spécialement la nation tchèque, on imagina un système conscient de germanisation. De même qu'après la Montagne-Blanche tout Tchèque était réputé hérétique et rebelle; à l'époque dont nous parlons tout Tchèque était donc supposé conspirateur. „Dans six ans, s'il plaît à Dieu, on ne trouvera même pas un coq pour chanter votre littérature“, déclarait au jeune radical Frič un fonctionnaire de la police pragoise.

L'absolutisme de Bach trouva un allié fidèle dans le cléricisme. Le catholicisme fut proclamé le plus ferme appui de la monarchie; aussi lui fit-on d'importantes concessions qui réduisaient à néant une grande partie des conquêtes réalisées par le joséphisme et que Metternich lui-même avait respectées. Les évêques d'Autriche comprenaient fort bien que l'heure était propice à l'extension de leur pouvoir, aussi se mirent-ils avec empressement à la disposition du gouvernement pour le soutenir dans la guerre qu'il faisait aux idées révolutionnaires. La démocratie fut par eux flétrie du nom d'athéisme et le nationalisme fut rangé parmi les hérésies pernicieuses. On persécuta, on priva de leurs emplois les prêtres amis du progrès. En Bohême, l'esprit anticlérical, fort violent, trouva un interprète des plus âpres en Havlíček, qui cependant, à une certaine époque, avait songé à se faire prêtre. Les ultramontains n'en menèrent que plus chaudement le combat, mais leur tâche ne fut pas des plus aisées. En 1855, le ministre de l'Instruction publique, comte Léon Thun, conclut avec Rome un concordat qui autorisait les évêques à communiquer, comme jadis, directement et librement avec le pape. Les séminaires, ainsi que l'administration des biens d'Église, retombèrent complètement aux mains du clergé. Les prêtres catholiques furent officiellement regardés comme constituant une classe privilégiée et on leur confia en conséquence la haute surveillance des écoles primaires et des manuels scolaires. On leur donna le droit de rechercher les livres hérétiques et on leur remit les dotations créées sous Marie-Thérèse et Joseph II pour la religion et l'étude. De plus, on rendit aux tribunaux ecclésiastiques le pouvoir de prononcer des jugements en matière matrimoniale. Dans les écoles secondaires les professeurs d'instruction religieuse devinrent des personnages prépondérants et l'enseignement, dans tous les domaines, dut être donné dans un esprit strictement catholique. L'ordre des Jésuites, qui avait été rétabli, se reprit à faire du prosélytisme et étendit son champ d'action.

Le seul acte révolutionnaire positif auquel la réaction n'osa pas toucher fut l'abolition du servage. La liquidation de l'administration féodale obligea l'État à réorganiser profondément les services administratifs. Les tribunaux de juridiction inférieure étaient à l'origine les tribunaux de district tandis que les capitaineries de district occupaient l'échelon le plus bas de la juridiction politique. En 1855, cette distinction

fut abolie et la même administration de district fut chargée des affaires judiciaires et des affaires politiques. Pour la perception des impôts on créa des perceptions de district. A la campagne, les anciennes circonscriptions de bailliage furent supprimées et l'on accorda aux communes une certaine autonomie. La division en provinces subsista et dans les principales villes de ces provinces on établit des lieutenances générales. Le centralisme de Bach, héritier direct du centralisme de Marie-Thérèse, ne reconnaissait point les droits historiques des diverses parties de la monarchie autrichienne: on vit ainsi les pays de la Couronne de Bohême et la Hongrie abaissés au rang de possessions de la couronne impériale. Toutes les frontières entre les différents pays furent jetées à bas et l'unification, aussi bien sous le rapport administratif que sous le rapport judiciaire, fut étendue à l'Autriche entière. On ne releva pas l'ancien organisme des États généraux, mais on conserva, dans les pays tchèques, les comités exécutifs de la Diète, dont les attributions étaient d'ailleurs insignifiantes.

La lutte systématiquement engagée contre les sentiments nationaux et progressistes, le régime policier et la victoire du cléricisme irritèrent généralement les masses, et les progrès matériels réalisés avec l'aide du gouvernement ne compensèrent que bien faiblement les épreuves spirituelles des populations. Les communications furent réellement améliorées par la construction de routes impériales et par l'achèvement des principales voies ferrées déjà commencées avant les journées de mars 1848. Les relations postales furent accélérées et un réseau télégraphique relia entre elles les villes les plus importantes. Les anciennes corporations furent supprimées; le commerce et l'industrie furent libérés de toute entrave: on les vit alors s'épanouir merveilleusement grâce à l'appui des banques et des caisses d'épargne. Le prix avantageux des produits agricoles permit aux paysans de relever sensiblement leur situation matérielle.

Un coup décisif fut porté à l'absolutisme par la guerre d'Italie en 1859. Depuis l'expédition de Crimée, les finances autrichiennes étaient dans un état désastreux; l'Autriche avait dû vendre ses chemins de fer à des sociétés privées; elle avait même dû aliéner une partie considérable des domaines de la couronne. L'organisation de l'armée laissait beaucoup à désirer et l'incapacité bureaucratique rendait impraticables certaines réformes essentielles. De plus, en 1858, l'Autriche avait perdu en Radeký, qui était d'origine tchèque, un général populaire et fort habile. L'occasion était bonne pour l'Italie d'attaquer la monarchie ainsi réduite à ses seules forces. Aussi la Sardaigne, alliée à l'empereur des Français, Napoléon III, infligea-t-elle à l'Autriche les défaites de Magenta et de Solferino. La paix de Zurich, bientôt après, obligea l'empereur

François-Joseph I^{er} à céder la Lombardie au roi de Sardaigne. Les finances de l'État se trouvaient alors dans une situation si lamentable qu'il fallut modifier le système politique en vigueur.

Bach ayant été congédié, c'est à son successeur, le conservateur polonais, comte Agénor Goluchowski, qu'échut la tâche de liquider l'absolutisme. On convoqua un corps consultatif qui reçut le nom de Conseil d'Empire renforcé et qui ne comptait pas même un seul Tchèque d'origine bourgeoise. Quoique composée d'éléments conservateurs, cette assemblée ne cacha point le mécontentement qu'avait causé l'œuvre de Bach et elle demanda qu'à son rigide centralisme gouvernemental on substituât une large autonomie pour les diverses parties historiques de la monarchie. C'est des suggestions de ce Conseil que s'inspirait „l'irrévocable Diplôme d'Octobre“, accordé par l'empereur en 1860, lequel proclamait le retour aux méthodes constitutionnelles et esquissait dans ses grandes lignes ce que devait être par la suite l'armature politique de l'empire. La promesse d'une large autonomie pour les divers pays et d'une restauration tout au moins partielle de leurs droits historiques fut accueillie avec allégresse par le peuple de la Bohême, car il lui semblait que c'était un premier pas vers la réalisation du programme national fédéraliste de Palacký. Mais cette fédéralisation de l'Autriche, qui eût mis fin à la suprématie artificielle des Allemands, effraya un grand nombre de ces derniers, aussi quand le successeur de Goluchowski, Schmerling, élabora la nouvelle constitution, tint-il compte de leurs craintes. La Constitution de Février (1861), laquelle révoquait en réalité l'irrévocable Diplôme d'Octobre, marque encore une victoire du centralisme sur le fédéralisme et elle consolide en même temps l'hégémonie de la minorité allemande sur les autres nationalités de la monarchie. Le centre de gravité législatif, que le Diplôme d'Octobre situait dans les diètes de pays, se trouvait à nouveau transféré au Parlement central de Vienne, composé de la chambre des Pairs et de la chambre des Députés. On avait fait au point de vue magyar des concessions assez importantes et l'on avait établi une distinction entre les affaires cisleithaniennes et celles qui intéressaient tout l'empire. Les attributions laissées aux diètes cisleithaniennes étaient en somme insignifiantes et le système électoral avait été remanié dans un sens favorable aux Allemands. L'organe exécutif de la Diète de Bohême, laquelle comprenait trois Curies, fut le Comité exécutif, suprême instance pour l'administration des communes et des districts.

La constitution de Schmerling souleva l'opposition de la plupart des populations non-allemandes. Les Magyars, les Croates et les Italiens n'envoyèrent même pas de députés au Conseil d'empire. Quant aux

Tchèques, comme ils avaient peur du dualisme, ils se flattaient d'obtenir par la voie parlementaire une modification de la constitution dans un sens fédéraliste. La Diète de Bohême, en 1861, dans son adresse à l'empereur, exprimait le désir que le souverain se ferait couronner roi de Bohême; les députés allemands s'étaient associés au vœu des Tchèques sur ce point: on le leur promit. Les députés des villes de Bohême qui, quoique représentant la majeure partie des habitants du royaume, se trouvaient mis en minorité par la géométrie électorale de Schmerling, réclamaient bien pour les pays de la Couronne de Bohême une certaine autonomie, mais ils n'entendaient pas cependant revendiquer l'application intégrale des droits de la Bohême parce qu'ils ne voulaient pas compromettre la situation de grande puissance de l'Autriche. De plus, ils se prononçaient en faveur du Diplôme d'Octobre et ils repoussaient la Constitution de Février. A cette époque, seule la noblesse historique tchèque, comme on l'appelait, demeurait fermement attachée aux droits politiques de la Bohême. La position des députés de Bohême au Parlement de Vienne était sans espoir, car les tenants du fédéralisme ne formaient qu'une minorité. Le parti constitutionnel y avait la majorité et il mettait à profit cette circonstance favorable sans aucun ménagement, sans même considérer que ses avantages étaient purement fortuits puisque un grand nombre de députés fédéralistes n'étaient point venus à Vienne. Aussi, dès 1863, les Tchèques, reconnaissant que la situation était sans issue, quittèrent-ils le Parlement; ils inauguraient ainsi une ère de résistance passive au Conseil d'empire et ils devaient persévérer dans cette attitude jusqu'en 1879. A la Diète de Bohême, leur position était tout aussi difficile parce qu'un système électoral unique assurait aux Allemands une prépondérance factice. La tâche essentielle de cette Diète était de veiller à la bonne marche des écoles primaires ainsi qu'à la gestion des affaires municipales et provinciales.

La malveillance gouvernementale n'empêcha point l'élément tchèque d'avancer dans les voies du progrès. Les appréhensions des tout premiers pionniers de la renaissance s'étaient heureusement dissipées et, à plusieurs reprises déjà, la nation tchèque avait eu l'occasion d'affirmer, non sans énergie, son existence. Le labeur minutieux de patriotes infatigables commençait de porter des fruits merveilleux et la nation prenait enfin d'elle-même et de sa force une conscience très nette. C'est à dater de cette époque qu'elle s'applique à égaler, du point de vue intellectuel, les autres nations de l'Europe.

Les événements de 1848 avaient donné naissance à deux groupes politiques adverses: les deux camps se reformèrent lorsque la vie parlementaire reprit. La différence fondamentale qu'il y avait entre les conserva-

teurs *Vieux-Tchèques*, conduits par Palacký et son gendre, F. L. Rieger, et les radicaux *Jeunes-Tchèques*, menés par Sladkovský et Ed. Grégr, consistait surtout en ce que les uns et les autres ne considéraient point la noblesse sous le même angle. Tandis que les Vieux-Tchèques voulaient réaliser leurs aspirations nationales avec le concours de la noblesse historique, qui tenait pour les droits politiques de la Bohême et par ailleurs était foncièrement conservatrice, les Jeunes-Tchèques entendaient n'abandonner aucun de leurs principes libéraux et démocratiques. Les Vieux-Tchèques étaient alors en majorité et la direction de la politique tchèque était entre leurs mains.

D'autre part, la vie publique tchèque se manifestait avec une plus grande intensité. Depuis 1861, les *Národní Listy* (Feuilles Nationales) étaient devenus l'organe des tendances politiques et intellectuelles de la nation; grâce à cette feuille, on assistait à une rénovation du journalisme libéral en Bohême. Peu de temps auparavant, un autre journal politique avait été fondé, le *Čas* (le Temps). Les leaders de la nation tchèque estimaient à bon droit que les problèmes politiques le cèdent en importance aux problèmes d'ordre intellectuel et économique et qu'ils ne gagnent point à être résolus les premiers. Ainsi peut-on s'expliquer le fort mouvement intellectuel qui, à partir de 1860, agita la nation tchèque; c'est avec une véritable fièvre qu'elle s'efforça de reconquérir l'avance perdue au cours des malheureuses époques antérieures. Le goût naturel qu'ont les Tchèques pour la musique les amena à fonder un chœur de chanteurs, le Hlahol, qui existe encore et qui eut la bonne fortune d'être dirigé à ses débuts par le génial compositeur tchèque Frédéric Smetana. On organisa dans les campagnes des orphéons semblables, lesquels, non contents d'exercer une action des plus saines au point de vue musical, jouèrent un rôle fort utile sous le rapport social et national. Aussi bien la campagne fut le champ d'opérations où se dépensa l'ardeur inlassable d'étudiants pleins de flamme; les représentations théâtrales qu'ils organisaient avec le concours d'amateurs, les séances de déclamation qu'ils donnaient le soir répandirent en tous lieux la fièvre patriotique dont ils étaient eux-mêmes dévorés; le besoin d'organiser la nation et de relever le niveau de sa culture se fit sentir jusque dans les masses. L'âme généreuse des Tyrš et des Fügner donna le jour en 1862 à une société de gymnastique, le „Sokol“ (le Faucon); cette société ne visait pas seulement à endurcir et à fortifier les corps, elle se proposait encore de travailler pour la patrie et pour la civilisation. Sur le modèle de l'association pragoise, on constitua en province des groupements analogues qui devaient par la suite apporter au pays le secours inappréciable de leur puissante organisation. Il y avait aussi un Cercle artistique qui rassemblait les artistes tchèques

et les hommes de lettres. Mais naturellement les diverses manifestations de ce renouveau si consolant n'allèrent pas sans difficultés de la part du gouvernement.

Le mécontentement des Tchèques, provoqué par la Constitution de Février, se traduisit par des pétitions et de nombreuses réunions. Le mouvement protestataire, qui ne pouvait être vu d'un bon œil par le gouvernement, servit de prétexte à de nouvelles persécutions et la presse tchèque fut poursuivie sans pitié. Les journalistes et tous ceux qui travaillaient à éclairer l'opinion publique s'engagèrent alors dans la voie douloureuse qui passait par les geôles autrichiennes et qu'il leur faudrait suivre jusqu'à l'automne de 1918. Mais la résolution qu'ils avaient prise de batailler pour leur idéal national était inébranlable, et ni les procès de presse s'abattant sur eux ni le flot des amendes ni les emprisonnements ne purent avoir raison de leur ténacité. En Moravie, la situation devait se présenter plus tard sous un jour encore plus affligeant.

Les Tchèques, plus conscients de leur valeur, ne craignirent pas d'aborder les entreprises de vaste envergure. C'est à ce moment que paraît la première grande Encyclopédie tchèque de quelque étendue. On lit à son frontispice cette noble devise: „Notre salut est dans le labeur et le savoir.“ Due à F. L. Rieger, elle est encore estimée aujourd'hui. Palacký a recruté des hommes qui l'aideront dans son œuvre et qui continueront d'écrire après lui les annales de la patrie. Les belles-lettres font également des progrès rapides, elles sont représentées par Erben et Němcová, et ensuite par Neruda et Hálek qui peuvent déjà affronter les jugements d'une critique sévère. *Frédéric Smetana*, le créateur de l'opéra tchèque moderne, donne à cette époque un opéra historique *les Brandebourgeois en Bohême* et l'impérissable *Fiancée vendue*. Les temps sont bien passés où la ferveur de patriotes sans talent s'adonnait à une poésie primitive et créait de toutes pièces de prétendues chansons nationales. La pensée tchèque sort des limbes de l'idyllisme puéril et des élans naïfs pour se montrer fièrement au plein jour de la vie, dévorée du désir de faire grand...

L'opposition que la plupart des pays de la monarchie autrichienne ne cessaient de manifester à l'égard de la constitution de Schmerling et aussi l'importance politique croissante que prenait la Prusse sous la direction de Bismarck déterminèrent l'empereur François-Joseph I^{er} à apporter des modifications au régime gouvernemental. A la place de Schmerling, il mit le comte Belcredi, à qui fut confié le soin de rétablir la paix à l'intérieur et notamment de parvenir à une entente avec les Magyars. Palacký, dans sa brochure *l'Idée de l'Etat autrichien* mettait en garde contre le dualisme et réclamait, dans l'esprit du programme tchèque, la

justice et l'égalité des droits pour toutes les nationalités de l'Autriche. „J'ai toujours souhaité, quant à moi, l'existence de l'Etat autrichien, j'ai toujours eu présente à l'esprit une Autriche juste pour tous ses peuples, une Autriche qui, pour tous ses administrés, aurait le souci de se montrer une mère et non point une marâtre. En d'autres termes, j'ai toujours réclamé pour l'Autriche un gouvernement qui ne fût ni allemand ni magyar ni slave ni roumain, mais seulement autrichien dans le sens le plus haut et le plus général de ce mot, c'est-à-dire un gouvernement qui fût également juste pour tous ses ressortissants“.

Belcredi commença par suspendre la Constitution de Février et voulut élaborer une constitution nouvelle d'accord avec les diètes régionales les plus importantes de l'empire. Par malheur, les promesses que le souverain avait faites aux Magyars liaient complètement les mains à Belcredi : au début, en effet, il était tout disposé à réorganiser l'Autriche suivant le système fédéraliste et n'avait aucune sympathie pour le dualisme. Or les Magyars, sous la conduite de Deak, n'entendaient pas faire de sérieuses concessions à l'unité de l'Autriche. Ils se souciaient d'eux-mêmes en premier lieu, et médiocrement de l'Autriche. Au contraire, les Tchèques voyaient l'Autriche d'abord ; cette différence de conception devait amener la ruine de toute leur politique. Ils croyaient avec trop de confiance au triomphe final des grandes idées morales de justice et d'égalité des droits et il leur répugnait de recourir à l'argument de la force. A l'adresse que la Diète de Bohême envoya en 1865 et où l'empereur était de nouveau invité à se faire couronner roi, celui-ci répondit en termes favorables : il promit derechef de se faire couronner. „Je salue par avance avec joie le moment où la réussite de mes grands desseins me permettra de faire mon entrée dans mon antique et illustre ville de Prague pour y accomplir, au milieu de mes fidèles Tchèques, conformément au droit et aux saints usages, l'acte du couronnement“. Durant tout le cours de son règne, François-Joseph I^{er} accumula ainsi de fallacieuses promesses qu'il ne réalisa point et de solennels serments qu'il se garda bien de tenir : sa longue existence n'a été qu'un tissu de mensonges et de fourberies, par lesquels il s'est joué des plus nobles sentiments nationaux.

C'est seulement la guerre de l'Autriche avec la Prusse et l'Italie, en 1866, qui devait conduire à un Compromis avec les Magyars. Il faut chercher les causes profondes de cette guerre dans la rivalité déjà ancienne des Habsbourg et des Hohenzollern, également jaloux d'assurer leur hégémonie en Allemagne. Un habile homme d'Etat, Bismarck, sut adroitement discerner l'heure où il serait possible d'évincer l'Autriche de la Confédération germanique. La monarchie était affaiblie par des

discussions intestines ; de plus, elle n'était pas, militairement, préparée à une guerre. Son attitude pendant la guerre de Crimée l'avait isolée diplomatiquement ; „le chancelier de fer“, lui, sut gagner l'Italie à sa cause et lui fit jouer un rôle actif. L'Autriche fut bien soutenue par quelques monarques allemands, mais cet appui, d'ailleurs fort tiède, eut des résultats en somme insignifiants. Tandis qu'au Sud les Autrichiens battaient les Italiens sur terre et sur mer, la Prusse remportait une victoire décisive en Bohême à Sadova, près de Hradec Králové (Königgrätz). La paix de Prague (août 1866) obligea l'Autriche à se retirer de la Confédération germanique ; elle dut payer une faible indemnité de guerre, mais en revanche les Italiens lui cédèrent Venise. Guillaume de Prusse demandait que la rive droite de l'Elbe, en Bohême, fût abandonnée à la Prusse, mais Bismarck lui-même fit rejeter ces exigences. Pour ne pas perdre le bénéfice de sa victoire, Bismarck gardait en réserve la légion magyare de Klapka, laquelle, en cas d'insuccès militaire prussien, aurait eu pour mission de fomenter un soulèvement en Hongrie. En Bohême avait été répandue une brochure imprimée en tchèque, „les Lamentations de la Couronne de Bohême“, attaque passionnée contre les Habsbourg.

CHAPITRE IV

L'ÈRE CONSTITUTIONNELLE

LE DUALISME (1867—1914)

La politique de revanche de François-Joseph et l'entente avec les Magyars. — Nationalités souveraines et nationalités vassales. — L'empire dualiste austro-hongrois. — Le centralisme cisleithan: la Constitution de Décembre 1867. — La déroute des espoirs tchèques. — Rieger et Napoléon III. — Déclaration de la Nation tchèque (1868). — Le Théâtre National. — La lutte du gouvernement de Vienne contre la nation tchèque. — Tentatives de conciliation de la cour de Vienne. — La guerre franco-allemande. — Fin de la politique de revanche de l'Autriche. — La protestation de la Nation tchèque contre l'impérialisme prussien. — Difficultés des négociations entre Vienne et les Tchèques. — Les Articles fondamentaux. — Le rescrit impérial du 12 Septembre 1871. — Echec des négociations en vue d'un Compromis. — Renonciation de Palacký à son ancien programme. — Persécutions contre la nation tchèque. — Fraude des élections à la Diète de Bohême. — Victoire de la minorité allemande en Bohême et en Moravie. — Lutte entre partisans d'une politique active et d'une politique passive. — L'influence magyare sur la politique autrichienne. — L'amitié austro-allemande. — L'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine. — Rentrée des députés tchèques à la Diète de Bohême et au Conseil d'Empire. — Dédoublément de l'Université de Prague. — Tentatives de Compromis germano-tchèque. — Défaite de la politique vieux-tchèque. — Tentatives de solution de la question tchèque. — Les nouveaux partis politiques. — Conséquences de la lutte germano-tchèque. — Tension internationale. — Annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine. — Persécutions contre les Slaves d'Autriche. — Caractère de François-Joseph. — Le développement de la nation tchèque avant la guerre mondiale.

De même que Marie-Thérèse après la guerre de Bohême, François-Joseph I^{er}, au lendemain de la paix de Prague, ne songea plus qu'à prendre sa revanche sur les Hohenzollern; pour la réalisation de cette politique il alla chercher en Saxe, un ancien ministre Beust, qui regardait comme absolument nécessaire d'arriver d'abord à une entente avec les Magyars, lesquels s'obstinaient toujours dans leur attitude d'opposition au gouvernement. Expulsée d'Allemagne, l'Autriche devait se replier sur elle-même et les hommes politiques tchèques pouvaient conjecturer avec juste raison qu'une fois tranchés les liens qui avaient attaché pendant des siècles la Bohême et les pays alpestres au sort du vieil empire romain-germanique, on s'appliquerait, avec toute l'attention qui s'imposait, à résoudre le problème intérieur si complexe des nationalités. Mais les idées pangermaniques profondément enracinées dans l'esprit de l'empereur sous l'influence de Schwarzenberg, et aussi par l'effet d'une longue tradition, l'empêchaient d'apprécier équitablement les desiderata que for-

mulaient périodiquement les diverses nationalités et préparaient au contraire un dénouement inattendu et unilatéral, radicalement contraire à la justice. L'étranger Beust, qui ignorait tout des difficultés intérieures où se débattait la monarchie autrichienne, s'employa de toutes ses forces à régler définitivement le différend magyar, mais ce fut à l'insu de Belcredi; Beust alla en effet, dans ses concessions au point de vue hongrois, beaucoup plus loin que ne l'eût fait Belcredi, lequel était mieux informé des besoins et des aspirations des divers peuples de l'Autriche. Les nationalistes allemands comprenaient sans peine que, si les races non germaniques de l'empire prenaient conscience d'elles-mêmes, c'en serait fait à tout jamais de la suprématie factice dont ils avaient joui jusqu'alors; aussi, pour sauver la plus grosse part possible de leur hégémonie, qu'ils sentaient menacée, étaient-ils tout disposés à la partager avec les Magyars. Étant données les circonstances, le dualisme leur semblait la meilleure sauvegarde contre le fédéralisme qui eût forcément donné la prépondérance en Autriche à l'élément slave plus nombreux et eût fait disparaître radicalement le vernis germanique qu'on avait pour ainsi dire artificiellement appliqué sur la monarchie. C'est en vain que les hommes politiques de la Bohême, Palacký en tête, mirent en garde contre le démembrement de l'Autriche et l'hégémonie germano-magyare; en vain également que la Diète de Bohême menaça de ne pas reconnaître le Conseil d'empire (Parlement) cisleithan.

Le dualisme portait le coup de grâce au programme d'une grande Autriche de Palacký. Dorénavant il y aurait en Autriche deux nations souveraines; les autres nationalités seraient vassales et soumises. A dater de cette époque jusqu'à l'effondrement de la monarchie, toute la politique intérieure autrichienne devait porter la marque indélébile de ce fatal Compromis austro-hongrois. Il fut conclu au début de l'année 1867 sans qu'on eût pris l'avis des autres peuples de l'empire et malgré Belcredi, qui avait eu d'abord l'intention de soumettre le projet de Compromis au Parlement des pays cisleithans. Dans ces conjonctures, Belcredi se retira, cédant la place à Beust.

L'empire austro-hongrois tel que le dualisme l'organisait était une union réelle où l'unité de vues était assurée en ce qui concernait les affaires étrangères, les finances et l'armée. En conséquence, à côté de ministères autrichiens et hongrois, respectivement indépendants les uns des autres, on institua des ministères pour les affaires communes. A la tête du premier ministère hongrois on mit le comte Jules Andrassy. L'Autriche et la Hongrie eurent chacune leur parlement indépendant. Quant aux questions qui intéressaient l'ensemble de la monarchie, on décida qu'elles seraient réglées suivant les méthodes constitutionnelles

par des délégations prises au sein des deux parlements. Les Magyars firent admettre le principe de la parité absolue de la Hongrie et de l'Autriche, ce qui constituait pour celle-ci un préjudice des plus sérieux puisqu'elle était la plus forte sous le rapport économique et intellectuel. La Hongrie ne contribuait aux charges communes que dans la proportion de 30^o/o; en somme, les Magyars ne réclamaient que la parité des droits, nullement celle des devoirs. Le Compromis était déclaré immuable au point de vue politique; pour tout ce qui avait trait aux affaires économiques, on conclurait des conventions spéciales tous les dix ans.

Le Compromis garantissant à l'Etat hongrois une totale liberté d'action pour les affaires intérieures, il fallait maintenant adapter au nouvel ordre de choses l'organisation des pays qui composeraient désormais l'Autriche. Le centralisme grand-autrichien avait essuyé une lourde défaite, mais le centralisme purement autrichien restait intact: on allait s'efforcer par la suite de l'étendre au moins à tous les pays cisleithans. C'est ce centralisme qui inspira la *Constitution de Décembre* (1867), demeurée en vigueur dans ses parties essentielles jusqu'en 1918 et caractérisée par un certain libéralisme. Elle garantissait les droits civils fondamentaux, la liberté économique et même, théoriquement, la liberté des nationalités. Elle remaniait la composition des jurys et opérait des réformes profondes dans l'administration, où l'on rétablissait une distinction entre les affaires judiciaires et les affaires politiques. De plus, elle abrogeait les principaux articles du Concordat de 1855. En certains cas, la constitution permettait le retour à l'absolutisme (§ 14 de la Constitution de Décembre); mais enfin, d'une manière générale, on peut dire que les modifications apportées à l'ancien état de choses affirmaient le caractère constitutionnel de la monarchie. Les Magyars, au cours des tractations relatives au Compromis, avaient d'ailleurs fait de ce caractère constitutionnel une condition sine qua non, mais pour des raisons de pur égoïsme, car ils espéraient bien tirer plus tard leur profit des conflits de races qui se produiraient inmanquablement.

Le Compromis austro-hongrois fut une catastrophe pour la nation tchèque. La Constitution de Décembre noyait en quelque sorte les pays tchèques dans les „Royaumes et pays représentés au Conseil d'empire“ et les quelques pouvoirs laissés aux Diètes des pays n'étaient pas de nature à calmer les colères en Bohême. Les leaders tchèques, se plaçant alors strictement au point de vue des droits politiques de la Bohême, repoussèrent sans hésiter le dualisme et décidèrent d'engager une lutte implacable avec le centralisme de Vienne, lutte qui ne laissait guère de place à l'espérance puisque, dans les Diètes de Bohême et de Moravie récemment convoquées, les pratiques gouvernementales avaient donné la victoire

à une majorité toute dévouée au pouvoir central. Dans leur protestation d'avril 1867, les députés tchèques démontraient que la nation tchèque n'avait pas abdiqué son droit à l'indépendance et ils se déclaraient prêts à abandonner une part de cette indépendance proprement nationale, mais au seul bénéfice de la monarchie unifiée, jamais à l'avantage de la monarchie dualiste. On vit se dérouler des manifestations grandioses contre Vienne. On organisa de nombreuses réunions protestataires et des „tábors“ ou assemblées en plein air, auxquels prirent part des foules énormes. Ce fut aussi une démonstration que le voyage des principaux chefs tchèques à Moscou, où avait lieu justement une exposition ethnographique. Par ailleurs, le fondateur des études slaves en France, Louis Leger, s'employait à faire connaître dans son pays le programme tchèque. Vers le même temps, Rieger remettait à l'empereur Napoléon III un Mémoire où il exposait la situation intérieure de l'Autriche (1869). L'effort des leaders tchèques visait à faire de la question tchèque une question d'intérêt européen, et ils signalaient à l'Occident latin et à l'Orient slave le grand péril que la victoire prussienne de 1866 faisait courir à l'Europe tout entière. Ils insistaient en outre sur le caractère dangereux que présentait l'orientation magyaro-allemande de la politique autrichienne, laquelle, en dépit des rêves de revanche caressés par François-Joseph I^{er}, devait finalement aboutir à une alliance austro-magyaro-allemande.

La répression de l'insurrection magyare de 1849 n'apporta pas aux Slovaques d'avantages appréciables. La germanisation succéda à la magyarisation. On confiait les fonctions administratives à des gens qui ne savaient pas un mot de slovaque; dans les écoles secondaires, l'enseignement se donnait uniquement en allemand. L'absolutisme de Vienne — malgré ses promesses antérieures — n'avait aucun souci de garantir les droits des nationalités; il ne sut aucun gré aux Slovaques du loyalisme qu'ils avaient montré. Par ailleurs, l'agitation magyare promettait aux allogènes de faire aboutir leurs revendications s'ils acceptaient de combattre, eux aussi, pour la liberté constitutionnelle de l'Etat hongrois. Les chefs slovaques se laissèrent prendre en effet aux promesses des libéraux magyars, et pourtant les élections à la Diète de 1861 avaient clairement mis en lumière l'étrange idée que les Magyars se faisaient de l'égalité des droits pour les diverses nationalités. Par suite de manœuvres frauduleuses, les élections ne donnèrent pas un seul représentant aux Slovaques à la Diète de Hongrie, et leurs chefs durent exposer leur programme national dans les „Peštšké Vědomosti“. Même alors, leurs revendications n'avaient rien d'excessif. Ils demandaient seulement que fût assuré le développement de la vie nationale et ils exprimaient l'espoir qu'une Hongrie constitutionnelle serait, pour la Slovaquie, une garantie suffisante de sa liberté.

Pour appuyer le mouvement littéraire et intellectuel slovaque on fonda en 1862 la „Matica slovenská“ dont on fixa le siège à Turčanský Svatý Martin et vers laquelle se tournèrent aussitôt les grandioses espérances de la Slovaquie tout entière. Au premier congrès de la „Matica“, en 1863, les Slovaques, tenant tête à Budapest, réclamèrent l'unité de l'empire c'est-à-dire la restauration du centralisme tel qu'il fonctionnait dans les années 1850. Ils attendaient de François-Joseph I^{er} la réalisation de leurs vœux. On leur fit quelques concessions en effet, mais le Compromis austro-hongrois de 1867 vint anéantir les derniers espoirs de la Slovaquie. Dès lors les Slovaques ne cesseront plus de lutter contre la magyarisation — long et douloureux Calvaire qu'il leur faudra gravir jusqu'en 1918.

Les Magyars vainqueurs se hâtèrent de tirer parti de leur victoire. Ils le firent d'une manière particulièrement révoltante. Après avoir calmé relativement les Croates, ils se retournèrent avec une adresse infernale contre les Slovaques désarmés et une ère de violences telles qu'on n'en vit jamais s'ouvrir alors. Au dehors, les Magyars réussissaient à duper l'opinion européenne par leur esprit constitutionnel et leurs lois libérales tandis qu'au dedans les Slovaques étaient à même de savourer l'incroyable perfidie des „chevaleresques“ Magyars, lesquels, pendant des dizaines d'années, avec un cynisme éhonté, foulèrent aux pieds les droits les plus sacrés de l'humanité. Les Magyars avaient conquis la liberté pour eux-mêmes, afin d'être plus libres pour opprimer les autres. La condition essentielle pour pouvoir exercer une fonction publique en Hongrie était la connaissance parfaite de la langue magyare. Les Slovaques suspects de patriotisme furent persécutés et incarcérés; aux renégats, on offrit des avantages de toute nature. Le patriotisme slovaque fut regardé comme un crime de haute-trahison et, finalement, la langue slovaque fut à peu près radicalement bannie des écoles et des églises. L'Église se fit l'instrument complaisant de la magyarisation: avec un zèle digne d'une meilleure cause, elle écarta les curés et prédicateurs patriotes et les remplaça par d'authentiques Magyars. Les élections en Hongrie fournissaient l'exemple de la violation la plus brutale des droits du citoyen, et les descriptions des témoins oculaires dépassent toute imagination.

En Bohême, le point de vue tchèque fut à nouveau exposé dans la *Déclaration d'août 1868* que rédigea François Ladislav Rieger. La Déclaration constatait une fois de plus que le dualisme avait été réalisé au bénéfice des Allemands et des Magyars et qu'il visait à l'oppression des nationalités slaves. „Comme les efforts variés, absolutistes d'abord et, plus tard, apparemment constitutionnels, des précédents hommes d'État autrichiens pour fondre les différents peuples de l'Autriche en un seul État centralisé — où, sous prétexte de „porter la culture germanique

à l'Est“, toutes les nationalités de l'empire seraient soumises à l'hégémonie de l'élément et de l'esprit allemands et ainsi, peu à peu, radicalement germanisées, — comme ces efforts ont totalement échoué par suite de la résistance énergique de ces mêmes nationalités et notamment des pays hongrois; comme par ailleurs la Hongrie, s'étant échappée, sous la pression invincible des circonstances, de la sphère de la centralisation germanique, est retournée à son autonomie historique, on a vu les hommes politiques allemands s'attacher à retenir solidement dans cette sphère les pays germano-slaves pour que la suprématie de la race allemande — puisqu'il n'avait pas été possible de l'étendre à tout l'empire — fût au moins maintenue dans les pays non-magyars et consolidée par de nouvelles institutions politiques grâce auxquelles des systèmes électoraux factices, défavorables aux éléments slaves, permettraient de les mettre en minorité tout au moins au Conseil d'empire cisleithan...“ Rieger démontrait ensuite que l'union des pays de la Couronne de Bohême aux autres terres des Habsbourg fut toujours et demeure de caractère purement dynastique, et il développait les revendications tchèques concernant les droits politiques de la Bohême. Peu de temps avant que ne fût faite cette Déclaration, les représentants du monde savant et politique tchèque s'étaient réunis à Prague pour assister à la pose de la première pierre du Théâtre national; on était allé arracher aux montagnes les plus célèbres de la Bohême et de la Moravie de gros blocs qui formeraient les assises de l'édifice. Bientôt après, on fêtait le soixante-dixième anniversaire de la naissance de François Palacký, le guide de la patrie, et quelques semaines plus tard on entreprenait, à l'occasion du 6 juillet, le premier pèlerinage tchèque à Constance, témoin du martyr de Jean Hus. Ainsi, en toute occasion, on manifestait en faveur des droits politiques de la Bohême et l'on affirmait une résolution inébranlable de persévérer jusqu'au bout dans la lutte engagée pour la réalisation des grands idéaux nationaux.

En réponse à ces démonstrations, le gouvernement de Vienne déclara une guerre sans merci au mouvement tchèque. Malgré la liberté de réunion reconnue par la constitution, les „tábors“ et les assemblées furent interdits; la presse tchèque fut persécutée avec une sorte de rage; des journalistes furent jetés en prison. Même les groupements non politiques furent surveillés par la police: on défendit à l'Académie des chants nationaux de tenir ses séances, et l'on interdit des conférences ayant pour objet de répandre l'instruction parmi le peuple. Les provocations gouvernementales suscitèrent à Prague une émotion considérable; pour la calmer, la cour de Vienne ne trouva rien de mieux que d'envoyer à Prague, comme Lieutenant pour la Bohême, un militaire d'une énergie brutale,

le général Koller. Celui-ci, en octobre 1868, déclara la ville en état de siège et multiplia les arrestations pour délits politiques. On eut recours à des procédés franchement inhumains pour terroriser les Tchèques, mais les mesures prises produisirent un effet tout contraire. On ne commença à respirer qu'après la chute du ministère Auersperg, le „ministère bourgeois“, lorsque le nouveau Premier autrichien, comte Potocki, dès son arrivée au pouvoir, fit lever l'état de siège à Prague. Mais l'opposition des Allemands obligea Potocki à se retirer bientôt après. Les convoitises pangermaniques et les tendances centralistes des libéraux allemands, qui formaient alors la majorité dans les ministères autrichiens, soulevaient l'indignation dans tous les partis. Les députés tchèques refusèrent délibérément de se rendre au parlement de Vienne; de leur côté, les Polonais, les Allemands du Tyrol, les Roumains et les Slovènes finirent par quitter Vienne: un tel parlement n'était plus qu'une ombre de parlement.

La faillite de la constitution autrichienne de 1867 mit la cour de Vienne dans l'obligation d'adopter une attitude nouvelle, plus conciliante. Elle résolut de se rapprocher tout d'abord des Tchèques. Dès 1869, on entama des pourparlers avec leurs leaders dans le but d'arriver à un compromis et, en 1870, le ministère Potocki reçut pour mission de faire aboutir les négociations engagées. Potocki s'efforça de réparer les torts et violences dont la nation tchèque avait été précédemment victime; à cet effet il rappela Koller et, par une amnistie, rendit la liberté aux prisonniers politiques. La contrition de la cour de Vienne alla encore plus loin: la Diète de Bohême, où les Allemands étaient en majorité, fut déclarée dissoute et l'on procéda à de nouvelles élections que le gouvernement, cette fois, ne chercha pas à influencer par ses manœuvres coutumières. Le résultat fut que les députés tchèques obtinrent la majorité et que l'empereur intervint personnellement pour décider les Tchèques à rentrer au parlement de Vienne et à reconnaître en principe le Compromis austro-hongrois et la Constitution de Décembre. Le rescrit impérial du 26 septembre 1870 énuméra les concessions que le gouvernement était disposé à faire aux Tchèques et qui portaient principalement sur la réforme du système électoral et l'extension des pouvoirs de la Diète de Bohême; quant à la question des droits politiques de la Bohême, François-Joseph I^{er} la réglait provisoirement et sommairement en promettant — pour la troisième fois — de se faire couronner roi de Bohême.

Sur ces entrefaites, Bismarck avait criminellement déclenché la *guerre franco-allemande* où se révélèrent dès le début l'impréparation de la France et la faiblesse du Second Empire, combattu à l'intérieur par une opposition républicaine puissamment organisée. L'occasion était propice

de réaliser la politique de revanche de Beust, mais on ne songea même pas à profiter de l'heure pour lancer l'Autriche contre la Prusse d'abord et, ensuite, contre l'Allemagne entière, parce que la situation intérieure était trop profondément troublée et, surtout, parce que les Allemands d'Autriche et les Magyars étaient trop nettement orientés vers le germanisme. C'est alors que — dans le moment où la vague de l'impérialisme prussien déferlait contre Paris — la petite nation tchèque, poursuivant avec intrépidité sa lutte contre le centralisme de Vienne, affirma, dans la mémorable Déclaration du 8 décembre 1870 sur la politique extérieure, le droit des nations à disposer d'elles-mêmes et protesta contre les visées allemandes qui mettaient en péril l'indépendance française et dressaient la violence en face du droit. „La nation tchèque ne craint pas d'exprimer sa très sincère sympathie à cette noble et glorieuse nation française, qui ne combat aujourd'hui que pour la défense de son sol menacé et le maintien du gouvernement qu'elle préfère, à cette nation qui a rendu de si précieux services à la cause de la civilisation et fait plus que toute autre pour le progrès des principes de liberté et d'humanité“. D'autre part, le memorandum saluait avec joie l'affranchissement de la Grèce, de la Serbie et de la Roumanie et formulait le vœu de voir un jour les Slaves balkaniques étroitement unis. Il mettait l'Autriche en garde contre toute intervention dirigée contre la lutte des Slaves du Sud pour se libérer du joug des Turcs et contre la politique balkanique des Russes. La mission historique de l'Autriche, disait-il encore, est de constituer „une libre association de peuples groupés en vue de leur commune défense, association où les diverses nationalités se garantiraient mutuellement un développement national libéré de toute entrave, à la faveur d'une autonomie largement comprise, dans le respect consenti par tous des droits de chacun et dans une atmosphère de véritable égalité fraternelle“. Ce memorandum fut transmis au ministre des affaires étrangères, Beust, franchement hostile aux aspirations tchèques. Beust le retourna avec une note injurieuse, où il qualifiait le geste des Tchèques de crime de haute-trahison.

Les négociations relatives à un accord avec les Tchèques furent laborieuses. Le gouvernement avait les mains liées tant par le Compromis de 1867, réputé immuable, que par l'opposition germano-hongroise qui ne voulait même pas entendre parler de concessions à faire aux Tchèques. Par ailleurs, les chefs tchèques et la nation tout entière n'avaient aucune confiance en la justice de Vienne, d'ailleurs une telle défiance était parfaitement légitime, car jusqu'alors le gouvernement, dans ses actes, avait toujours pris le contre-pied des revendications tchèques. Aussi les leaders de la nation refusaient-ils catégoriquement d'entrer au Parle-

ment tant que l'on n'aurait pas établi un accord sur la question des droits de la Bohême. Les pourparlers continuèrent donc et l'on chargea un nouveau ministre, le ministre Hohenwart, de les mener à bien, conformément aux vœux de l'empereur. On avait confié à deux Tchèques les portefeuilles de la justice et de l'instruction publique. La personnalité la plus en vue de ce ministère était un Allemand d'Allemagne, l'économiste et sociologue Albert Schäffle, qui, par la réconciliation des Tchèques et des Allemands, se flattait de paralyser la prépondérance croissante des hommes politiques magyars. Il engagea donc personnellement des tractations avec les leaders tchèques et élaborait, dans ses grandes lignes, une nouvelle constitution autrichienne qui ne serait pas octroyée, mais serait sanctionnée cette fois par le Parlement de Vienne avec la participation des Tchèques. Les négociations aboutirent enfin heureusement; leurs résultats essentiels furent consignés dans ce qu'on appela *les Articles fondamentaux*. En vertu de cet accord, la nation tchèque se déclarait prête à reconnaître le Compromis austro-hongrois de 1867, tout en réservant à la Diète de Bohême le soin d'arrêter les mesures législatives n'intéressant pas le reste de l'empire. Pour les affaires se rapportant à la Cisleithanie, les Tchèques admettaient un congrès de délégués représentant les pays de la Couronne de Bohême et les régions alpestres. D'autre part, un sénat aurait pour tâche de préparer les projets de loi et d'aplanir les différends. La Cisleithanie aurait ses ministres communs, mais les groupements ethniques auraient, de leur côté, leurs ministères particuliers. Le ministre pour la Couronne de Bohême porterait le titre historique de Chancelier de la cour de Bohême. Le gouvernement régional de la Bohême, présidé par un Lieutenant-général, serait responsable devant la Diète du pays. En principe, les impôts directs rentreraient dans les caisses des pays respectifs, mais ceux-ci devraient contribuer dans une proportion déterminée à la bonne marche des services communs à tout l'empire. Enfin, une loi sur les nationalités garantirait et protégerait dans une large mesure les droits des minorités existantes.

Lorsque, par les lettres patentes impériales du 12 août 1871, le Parlement d'empire fut déclaré dissous, le centre de gravité de la situation politique se trouva reporté à la Diète de Bohême. Celle-ci se remit le 12 septembre; la séance s'ouvrit sur la lecture du fameux *rescrit impérial du 12 septembre*. Ce rescrit reconnaissait expressément les droits politiques de la Bohême. „Ayant en bonne mémoire la situation juridique de la Couronne de Bohême et sachant de quelle gloire et de quelle puissance nous et nos prédécesseurs sommes redevables à cette Couronne, nous souvenant aussi de l'inébranlable fidélité avec laquelle, à toute heure, les populations de Bohême ont soutenu notre trône, nous reconnaissons

volontiers les droits de ce royaume et nous sommes prêts à renouveler cette confirmation par le serment du sacre“. C'était la quatrième promesse solennelle que François-Joseph faisait en ce sens. La majorité tchèque de la Diète de Moravie se rallia sans réserves au programme politique tracé par les députés de Bohême. De même, en Silésie, la minorité slave adopta résolument le point de vue soutenu par les Tchèques. Il n'est pas douteux que le ministère Hohenwart fit des efforts sincères pour réaliser une entente avec les Tchèques; par ailleurs, François-Joseph I^{er} était tout disposé à ratifier dans leur ensemble les Articles fondamentaux. Par malheur, l'offensive conjuguée des Allemands et des Magyars réduisit à néant les espérances des Tchèques. Les Allemands suscitèrent en Bohême une agitation intense contre les Articles fondamentaux, les hommes politiques magyars écrivirent dans leurs journaux, sur un ton menaçant, qu'ils ne voulaient rien avoir de commun avec une Autriche slavisée. L'empereur d'Allemagne lui-même, Guillaume, au cours d'une entrevue avec François-Joseph, se prononça à mots couverts contre une entente avec les Tchèques. Le chancelier d'empire Beust, ennemi de Hohenwart, remit à l'empereur un mémoire détaillé où il mettait en garde contre la politique slavophile du gouvernement; de même, le premier ministre hongrois, l'habile Andrassy, qui jouissait de la confiance de Bismarck, protestait contre la politique de Hohenwart. Cette offensive générale ébranla le débile François-Joseph dans la résolution qu'il avait prise de faire aux Tchèques certaines concessions légitimes. C'en était fait du compromis avec la Bohême. Le ministère Hohenwart tomba en même temps que les articles fondamentaux.

C'est sous la double impression de la victoire du dualisme et de l'échec de cet accord, que le vieux Palacký, désavouant ses opinions antérieures touchant une Autriche nécessaire à l'humanité, écrivit la phrase fameuse: „Nous existions avant l'Autriche, nous existerons bien encore après elle“. „Voici que moi-même, à mon tour, j'ai perdu toute espérance de voir s'édifier une Autriche qui puisse vivre; une telle Autriche serait pourtant désirable, elle serait pourtant réalisable en soi, mais on a permis aux Allemands et aux Magyars de s'y assurer l'hégémonie et d'y établir un despotisme de race sans contre-partie aucune, despotisme qui, dans un Etat constitutionnel où se parlent une foule de langues, ne peut être de longue durée, étant fondé sur un véritable non-sens politique; or les Allemands et les Magyars ne veulent pas d'une Autriche qui ne serait pas ainsi organisée despotiquement. Par la faute de ceux qui s'efforcent de déchirer l'empire, l'Autriche est déjà malheureusement fort avancée sur le chemin glissant qui mène aux abîmes. Pour moi, malgré tout, je ne crains guère pour ma nation. Quand même il lui serait réservé de subir une fois de

plus la cruelle épreuve du fer et du feu, si son cœur ne cesse pas de battre, c'est assez : elle ne s'éteindra point avec l'Autriche, mais elle ressuscitera à une vie plus ardente, en dépit des circonstances adverses".

La ruine des espérances tchèques provoqua naturellement dans toute la nation une effervescence profonde. A la Diète de Bohême, de graves paroles tombèrent, invitant les Tchèques à défendre les droits de la Bohême „jusqu'au sacrifice de leurs biens et de leurs vies". La tâche du nouveau ministère, présidé par l'insignifiant prince Auersperg, fut de briser la résistance des Tchèques car tant à Prague que dans les campagnes cette résistance s'annonçait farouche. On commença donc par envoyer à Prague comme gouverneur le général Koller, qui précédemment, dans l'exercice de ces mêmes fonctions, s'était rendu si tristement célèbre. Immédiatement on se mit à persécuter violemment les Tchèques dans leur vie publique. La presse fut impitoyablement traquée et le jugement des délits de presse commis par les journalistes tchèques fut déféré à des jurys allemands. Le droit de réunion fut systématiquement suspendu. De lourdes amendes frappèrent ceux qui affichaient en manière de protestation le rescrit impérial du 12 septembre : on saisit même ce rescrit signé par l'empereur. On restreignit l'autonomie des communes et des districts. On alla jusqu'à retirer aux membres de la Société royale des sciences le droit de faire des cours à l'Université de Prague. Il ne restait plus qu'à enlever à l'opposition tchèque revendiquant les droits de la Bohême sa tribune officielle : la Diète de Bohême. La Diète alors en fonctions fut dissoute et l'on prépara de nouvelles élections. Le gouverneur Koller, secondé par les organismes placés sous ses ordres, notamment par la police, s'efforça par tous les moyens d'assurer au gouvernement la majorité dans la curie des grands propriétaires, laquelle jusque-là avait été dans son ensemble favorable aux droits de la Bohême. Dans ce but, on usa d'une supercherie, peut-être sans exemple, à laquelle le peuple de Bohême donna le nom de „*chabrus*", mot emprunté au jargon juif. On fonda un consortium étrange qui, disposant d'un capital élevé, entreprit d'acheter tous les domaines portés sur les livres publics comme autorisant leurs détenteurs — et ceux-là seulement — à voter dans la curie des grands propriétaires. Des procédés tout pareils présidèrent à l'établissement des listes électorales et l'on imposa des garnisaires aux régions où l'élément radical était particulièrement nombreux et actif.

En dépit de toutes ces manœuvres déloyales, on ne put réussir à terroriser les populations de Bohême : celles-ci surent remplir patriotiquement leur devoir. La curie des grands propriétaires n'en tomba pas moins aux mains du gouvernement et la nouvelle Diète de Bohême compta ainsi une majorité hostile aux droits politiques de la Bohême. Il en fut

de même en Moravie. Les députés tchèques et moraves adoptèrent alors à l'égard du gouvernement une attitude d'opposition passive, ils ne parurent ni à la Diète de Prague ni à celle de Brno. Les Tchèques s'abstinrent également de prendre part aux séances du Parlement de Vienne.

Pendant huit années entières, le gouvernement pratiqua sans relâche une politique résolument anti-tchèque. La majorité centraliste au Parlement de Vienne avait les mains libres et en 1873 elle décida de modifier la loi électorale en vigueur. Jusqu'alors les Diètes de pays envoyaient des délégués au Parlement ; les députés furent désormais élus directement et leur nombre fut augmenté au bénéfice de la curie urbaine et de la curie des grands propriétaires. En 1873, l'Exposition universelle de Vienne, que l'on avait rêvée éclatante et qui devait démontrer victorieusement la prospérité économique de l'Autriche, se termina par une catastrophe financière dont furent victimes, non seulement les spéculateurs inconscients, mais aussi toutes les classes de la population. Ce fut une conséquence de la politique à visées grandioses poursuivie par la minorité allemande d'Autriche, politique qui par son chauvinisme ethnique énervait et troublait profondément la vie publique. Ce rude avertissement, qui trahissait la faiblesse du Moloch d'argile autrichien, ne détourna point cependant le gouvernement de son but essentiel : triompher de l'opposition tchèque.

Il ne désespérait pas de la briser un jour ; ses espérances prirent plus de corps lorsque, dans le bloc tchèque jusqu'alors compact, une fissure inquiétante se révéla. Tandis que le parti des Vieux-Tchèques, toujours conduit par Rieger et Palacký, refusait délibérément d'entrer au Parlement et à la Diète de Bohême, le parti radical des Jeunes-Tchèques soulignait le danger d'une opposition parlementaire purement passive. La campagne de presse que les deux partis menèrent l'un contre l'autre fut violente et tous purent voir alors en quel point l'obstiné petit peuple se montrait vulnérable. Les députés tchèques de Moravie renoncèrent de bonne heure à cette attitude de simple passivité : ils entrèrent au Parlement de Vienne et à la Diète de Moravie en 1873 et en 1874, non sans déclarer formellement qu'ils demeuraient attachés aux droits de la Couronne de Bohême et qu'ils ne revenaient dans l'arène que pour mieux soutenir par la voie parlementaire, les revendications de la nation tchèque si gravement compromise dans son développement matériel et spirituel. En Bohême, le parti des Jeunes-Tchèques s'agita fiévreusement en faveur de la participation aux travaux parlementaires, mais les élections de 1874 démontrèrent que la plupart des Tchèques restaient irréductibles et s'en tenaient toujours au programme de Palacký ; néanmoins, les Jeunes-Tchèques élus députés firent leur entrée à la Diète de Bohême. Cet acte brisait

à tout jamais l'unité du front tchèque. En deux circonstances seulement, les deux partis se rapprochèrent alors pour un temps fort court, si divisés qu'ils fussent sur les autres questions : au moment de la guerre turco-serbe qui, malgré le gouvernement, donna lieu à des collectes et à des manifestations chaleureuses de sympathie en faveur du slavisme et, d'autre part, à la mort du grand Palacký (1876), devant qui s'inclinèrent respectueusement les adversaires les plus farouches de ses conceptions politiques.

La politique autrichienne, tant au dehors qu'à l'intérieur, subit alors l'influence des Magyars. Jules Andrassy ne s'était pas contenté de prendre à Beust le portefeuille de ministre des affaires étrangères, il avait mis son veto à un accord avec les Tchèques. Ce sont principalement les sympathies magyares pour la Prusse qui avaient fait échouer en 1870 la politique de revanche prônée par Beust. Avec elle avait pris fin la politique séculaire des Habsbourg, qui voyait dans les Hohenzollern des compétiteurs et des ennemis. Les Magyars ont ainsi fondé la politique autrichienne favorable aux Hohenzollern : dorénavant, jusqu'à l'explosion de la guerre mondiale, la monarchie danubienne n'échappera plus à l'étreinte de la tutelle magyare et poursuivra cette politique. Il est clair qu'une pareille évolution anéantissait pour toujours les espoirs que les Tchèques pouvaient mettre encore en une Autriche organisée conformément à l'équité. Au Palacký de 1848 déclarant l'Autriche nécessaire à l'Europe et à l'humanité on substitua en quelque sorte le Palacký des derniers temps : „nous existions avant l'Autriche, nous existerons bien encore après elle“. Provisoirement — et quoi qu'il lui en coûtât — la Bohême devait continuer à faire partie de l'Autriche ; pourtant l'on sentait fort bien que, seule, une intervention étrangère — et jamais une révolution intérieure — pourrait mettre fin à cette situation douloureuse et amener l'affranchissement. Dans ces conjonctures, l'opinion qui devait prévaloir était l'opinion de ceux qui n'entendaient pas assister inactifs aux assauts répétés de la germanisation et de la centralisation, mais qui voulaient fortifier le plus solidement possible les positions nationales jusqu'à l'heure où une solution définitive serait apportée aux problèmes en suspens.

Les progrès faits par l'amitié austro-allemande, entretenue avec esprit de suite par les Hongrois, apparurent nettement lors de la guerre russo-turque. L'adroite politique de Bismarck avait jeté l'Autriche dans le camp anti-russe. Tandis que la nation tchèque saluait avec allégresse l'avance victorieuse des armées russes (Vieux-Tchèques et Jeunes-Tchèques envoyèrent à la Russie des adresses de sympathie), l'opinion magyare, qui ne pouvait pas oublier l'intervention de 1849, demandait qu'on fit la guerre à la Russie. Au Congrès de Berlin (1878) où fut révisée au détriment de celle-ci la paix de San-Stefano, Bismarck fixa les grandes lignes

de l'expansion autrichienne, dont les profits essentiels devaient être en réalité recueillis par l'Allemagne. Le mandat que le Congrès attribuait à l'Autriche d'occuper les provinces de Bosnie et d'Herzégovine, relevant jusqu'alors de la Turquie, ouvrait aux Habsbourg la route des Balkans. Cette occupation constituait avant tout une menace pour l'héroïque Serbie en même temps qu'elle visait la nation qui protégeait les Serbes, la Russie. Elle souleva d'ailleurs l'opposition inattendue des nationalistes allemands d'Autriche qui redoutaient un accroissement du chiffre des Slaves dans la monarchie et qui craignaient en conséquence pour leur hégémonie factice. Les Serbes, eux aussi, résistèrent. L'expédition militaire qui avait pour tâche d'exécuter les décisions prises au Congrès de Berlin avait été préparée avec une légèreté coupable et la vigoureuse résistance des Serbes infligea de lourdes pertes aux armées autrichiennes. Le fait que la Bosnie et l'Herzégovine n'étaient qu'administrées par la monarchie austro-hongroise (ces deux provinces demeuraient „de jure“ possessions du sultan de Turquie) ne laissa pas de créer d'assez gros embarras à l'empire dualiste, car ni l'Autriche ni la Hongrie ne voulaient permettre que les régions récemment acquises fussent incorporées à l'un ou à l'autre de ces deux Etats. On leur attribua donc un statut indépendant et on les considéra comme des provinces appartenant à l'empire tout entier ; leur administration fut confiée au ministre des finances pour l'Autriche-Hongrie, lequel fut investi de pleins pouvoirs à cet égard. L'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine fut couronnée, en 1879, par l'alliance austro-allemande qui fut principalement l'œuvre d'Andrassy. Cette alliance, à laquelle devaient adhérer, de bonne heure, l'Italie et, plus tard, Carol de Roumanie, amena une entente de la Russie et de la France. Les dirigeants politiques magyars obligèrent ainsi les Habsbourg à capituler devant l'impérialisme du jeune empire des Hohenzollern. Désormais l'Autriche sera à la remorque de la politique étrangère de Guillaume II.

L'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine n'étant point du goût des Allemands d'Autriche, François-Joseph, pour contre-balancer leur opposition, dut procéder à un changement de ministère. On eut ainsi, en 1879, un ministère Taaffe dont fit partie un homme politique morave, Pražák, et qui entama de nouvelles négociations avec les Tchèques pour les décider à rentrer au Parlement d'empire. En Bohême, dans l'intervalle, l'agitation croissante du parti Jeune-Tchèque avait donné la victoire à ceux qui ne voulaient plus de l'opposition passive et qui désiraient jouer un rôle efficace dans les luttes politiques. En 1878, tous les députés tchèques prirent part aux séances de la Diète de Bohême. En 1879, ils firent également leur entrée au Parlement d'empire, mais ils formulèrent d'abord des réserves touchant les droits politiques de la Bohême et déclarèrent

que leur participation aux travaux parlementaires ne préjugait nullement leur renonciation à leur programme national. En réalité, l'espoir de voir un jour reconnaître les droits politiques de la Bohême était bien faible et, même aux heures où les Tchèques fournissaient au bloc gouvernemental l'appoint sensible de leurs votes, on ne se berçait plus de cette illusion. On fit alors, pour arracher quelques concessions au gouvernement, une politique de petite guerre, „une politique de miettes“, qui n'avait rien de commun avec les grandioses visées des Vieux-Tchèques d'autrefois, mais valut cependant à la vie nationale quelques précieuses conquêtes. L'une des premières concessions du gouvernement fut le dédoublement de l'Université de Prague jusqu'alors allemande (seulement quelques professeurs y faisaient aussi des cours en tchèque). Il y eut dorénavant une Université tchèque et une Université allemande (1882). Par un hasard fort heureux, il y eut alors à l'Université tchèque des professeurs de haut talent, parmi lesquels le philosophe Masaryk, le philologue Gebauer et l'historien Goll ouvrent une ère nouvelle dans le développement de la science tchèque et des jugements critiques sur la vie nationale. Bientôt après, les Tchèques conquièrent la majorité à la Diète de Bohême. Cette fois, les concessions du gouvernement au clan tchèque indisposèrent les Allemands qu'irritait notamment le décret bien naturel pourtant et demeuré en vigueur jusqu'à nos jours sur l'égalité des deux langues, tchèque et allemande, dans les rapports extérieurs des services publics avec les administrés. Les Allemands eurent alors l'idée de constituer en Bohême un „territoire clos“ où l'administration serait purement allemande. Ils cessèrent même de venir à la Diète de Bohême et pendant quatre ans ils firent de l'opposition passive. Ils ne rentrèrent à la Diète qu'en 1890, lorsqu'on engagea des pourparlers en vue d'établir un accord germano-tchèque. Cet accord, suivant le projet gouvernemental élaboré de concert avec les députés Vieux-Tchèques, consistait en substance à partager la Bohême en deux régions, une région allemande et une région germano-tchèque; de plus, il y aurait à la Diète deux curies correspondant aux deux nationalités et tous les services essentiels du pays seraient répartis entre deux sénats, un sénat tchèque et un sénat allemand. Ces tentatives de conciliation, qu'on appela les „*punctations*“, visaient manifestement à subordonner l'élément tchèque de Bohême à l'élément germanique, aussi le parti Jeune-Tchèque, qui aux élections de 1891 balaya à peu près radicalement le parti des Vieux-Tchèques, rejeta-t-il unanimement les „*punctations*“. Devant l'impossibilité de réaliser un compromis tchéco-allemand, le ministère Taaffe se retira.

La période qui va de cette époque à la guerre mondiale est tout entière remplie par la lutte acharnée qui se livre autour de ce compromis.

A plusieurs reprises le gouvernement essaya de résoudre cette épineuse question qui troublait à chaque instant la paix intérieure de l'Autriche: ses efforts demeurèrent infructueux. Au Parlement d'empire, les députés tchèques et les Allemands faisaient alternativement de l'opposition et de l'obstruction. Finalement, le pouvoir central — qui manquait d'ailleurs régulièrement de vigueur — laissa la victoire aux Allemands. Comme de juste, la nation tchèque ne voyait pas sans amertume la terreur qu'inspirait en haut lieu la minorité allemande. Par la faute de celle-ci, la surexcitation des esprits dans les deux camps atteignit un tel degré qu'on ne put réaliser une entente conforme au bon sens et à l'équité. Plusieurs ministres tchèques, qui se succédèrent alors dans les conseils du gouvernement de Vienne, furent également impuissants à créer un état de choses qui fût d'une manière durable avantageux pour les Tchèques. Le gouvernement tenta à différentes reprises de rejeter à l'arrière-plan le conflit tchéco-allemand en s'efforçant d'orienter l'attention du Parlement vers les problèmes économiques; enfin par la grande réforme électorale de 1907, laquelle accordait à tous les hommes sans distinction un droit égal de vote, il espéra un moment que les intérêts de classe l'emporteraient désormais sur les intérêts nationaux. On voit alors entrer en scène — et c'est une nouvelle page très significative qui s'écrit dans l'histoire de la politique tchèque — les blocs agrarien et social-démocrate. La vie parlementaire n'en demeura pas moins profondément agitée.

Il faut reconnaître, il est vrai, que les intérêts particuliers des paysans et du prolétariat des villes affaiblirent le parti des Jeunes-Tchèques qui jusqu'alors avait dirigé la politique, mais en somme les nouveaux partis tchèques ne s'accommodaient pas plus que les anciens des injustices nationales ni de l'indifférence de la cour pour les problèmes d'ordre intellectuel et social. Ainsi donc, non seulement le gouvernement ne réussit point à aplanir le grave différend germano-tchèque, mais aux conflits de races vinrent s'ajouter les luttes de classes qui rendirent la situation au Parlement de Vienne presque intolérable et les travaux à peu près stériles. A certaines heures critiques, le gouvernement dut même recourir aux mesures absolutistes que l'article 14 de la Constitution autorisait. Les Tchèques et les Allemands en vinrent finalement aux prises à la Diète de Bohême. Celle-ci, à partir de 1908, entra, par suite de l'obstruction allemande, dans une période d'inaction complète. En 1913, on alla jusqu'à suspendre le Comité Provincial, organe de la Diète de Bohême, auquel on substitua une Commission administrative gouvernementale. Le pouvoir central pratique alors manifestement une politique hostile aux Tchèques et les Allemands ont plus que jamais l'impression d'être les maîtres et les soutiens de la monarchie. L'orgueil allemand, qui fait fi des

droits fondamentaux des nationalités et des individus (droits reconnus pourtant et garantis par la Constitution de 1867), finit par amener, non seulement la décomposition de la vie parlementaire, mais la chute de l'Autriche. En effet, le principe dont tout gouvernement qui veut se maintenir au pouvoir doit s'inspirer au premier chef, principe inscrit aux portes mêmes du Palais impérial de Vienne: „justitia fundamentum regnorum“, n'a nulle part été aussi souvent foulé aux pieds, aussi cyniquement violé qu'en Autriche. L'hégémonie germano-magyare, qui tendait à opprimer les autres nationalités de l'empire sous le rapport ethnique, intellectuel et social, n'avait plus que quelques jours à vivre. François-Joseph I^{er}, souverain naturellement acquis à la cause de l'absolutisme, avait inauguré son règne par l'absolutisme de Bach: il devait le terminer par l'absolutisme de Stürgkh.

Les progrès de l'impérialisme et du militarisme austro-allemands inquiétèrent vivement les autres pays de l'Europe. La course folle aux armements grevait lourdement le budget des États, si bien qu'il ne restait pas un centime pour faire face aux dépenses urgentes de caractère social et intellectuel. Les tentatives de la Russie pour constituer à la Haye un tribunal international qui, par la conciliation, eût aplani les conflits entre nations échouèrent lamentablement par la faute de l'Allemagne à qui cette procédure eût interdit la réalisation de ses rêves exorbitants. L'Angleterre, pour sa part, s'employa aussi de toutes ses forces à détourner la catastrophe qui menaçait la paix européenne, mais sans plus de succès. Le souci de maintenir un certain équilibre sur le continent obligea l'Angleterre, la Russie et la France à faire bloc en face des plans de conquête germaniques: ces puissances durent à leur tour se préparer à une guerre qu'elles ne voulaient point déclancher.

La politique balkanique de l'Autriche dirigée par l'Allemagne, devait amener inéluctablement le conflit d'où sortit la grande guerre. L'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine aboutit en 1908, grâce aux efforts du ministre des affaires étrangères, le baron Aehrenthal, à une annexion qui était un nouveau soufflet à la Russie, protectrice des Slaves des Balkans, ainsi qu'une provocation à l'adresse de la Serbie, laquelle revendiquait à bon droit ces territoires de population presque exclusivement serbe. On réussit à conjurer l'explosion d'un conflit, mais ce ne devait pas être pour bien longtemps. En 1913, la guerre de libération des Slaves balkaniques, qui se termina par un désastre pour la Turquie, irrita vivement le parti militaire de Vienne qui eût voulu voir l'Autriche intervenir contre la Serbie. Tandis que l'Allemagne se rangeait aux côtés de la Roumanie, l'Autriche s'efforçait de créer le petit État indépendant d'Albanie pour empêcher la Serbie d'accéder librement à la mer et, dans

le même moment, elle excitait la Bulgarie contre la Serbie. Ces intrigues eurent pour résultat de diviser les peuples balkaniques jusqu'alors unis contre la Turquie: ils se firent la guerre, et la Bulgarie, à la grande déception de l'Autriche, succomba. L'Autriche songea bien encore une fois à une action militaire contre la Serbie, mais l'Italie et l'Allemagne lui refusèrent leur concours. Ces faits montrent jusqu'à l'évidence que l'Autriche, poussée par l'élément germano-magyar, plein de haine pour les Slaves, s'efforçait d'allumer l'incendie de la guerre mondiale. Ces tendances en politique étrangère trouvèrent un écho dans la politique intérieure et l'on persécuta les Slaves d'Autriche, non seulement ceux de Bohême, mais aussi ceux du Sud. A l'occasion du procès, qu'on appela le procès de haute-trahison de Zagreb, intenté aux meilleurs hommes politiques de la Serbie et de la Croatie, M. Masaryk révéla les indignes fourberies du parti militaire autrichien où le rôle capital était joué par Conrad de Hötzen-dorf, qui n'avait pas craint de falsifier des documents très importants pour surexciter les esprits déjà si vivement agités et les porter à des actes inconsidérés. La peur qu'inspirait aux Magyars une Russie dont la puissance grandissait et qui s'était soustraite à l'influence allemande pour devenir la protectrice des Slaves, poussa les fanatiques de Budapest et de Vienne à des provocations brutales. Même parmi les Allemands d'Autriche, la plupart commencèrent à penser que seule une grande victoire de l'Autriche sur les champs de bataille pourrait assainir la situation politique intérieure, mais dans le sens des visées allemandes, en permettant d'asservir radicalement l'élément slave de la monarchie autrichienne. L'occasion de déchaîner la guerre fut offerte par l'assassinat de l'héritier du trône d'Autriche, Ferdinand d'Este et de sa femme, à Sarajevo (juin 1914). L'Allemagne, craignant l'influence de l'archiduc Charles, successeur éventuel de François-Joseph I^{er}, crut plus prudent d'inciter Vienne à vider tout de suite la querelle par les armes.

L'avant-dernier empereur d'Autriche et roi de Hongrie, François-Joseph I^{er}, a souvent été dépeint, à l'étranger, sous les traits d'un homme juste, ami de la paix. Au vrai, ces qualités essentielles — l'amour de la justice et le goût de la paix — qui font le bon souverain étaient précisément les qualités qui lui manquaient le plus; c'est à sa faiblesse et à son indécision qu'il dut le nimbe de pacifisme et d'équité dont les observateurs lointains auréolèrent son front. Il était conservateur jusqu'aux moelles; c'était un dévot sans moralité et un militaire sans volonté sérieuse de vaincre. Il était moyennement doué, mais son labeur assidu lui donnait une certaine expérience des affaires par où il s'égalait, en habileté, à un bon conseiller aulique. Il subissait fortement l'influence de ceux qui l'entouraient: il oubliait d'ailleurs immédiatement les services qu'on lui avait

rendus. Il n'entendait rien à la complexité du problème des nationalités et n'avait pas la moindre compréhension de l'époque où il vivait. Sans doute, de temps en temps, il avait une vue fort claire de la situation critique de sa monarchie ; il cherchait alors sincèrement, à échapper à l'emprise magyare que favorisait puissamment son épouse, la princesse bavarroise Elisabeth. Par malheur il s'arrêtait toujours au beau milieu de son élan et revenait docilement se mettre sous le joug, ne prenant pas garde que, faisant les choses à demi, manquant à ses promesses et violant ses serments, il ébranlait à tout jamais la confiance de l'autre partie. A l'instigation des Magyars, il finit par se mettre complètement à la remorque de la politique impérialiste de Guillaume II et se fit le serviteur complaisant des volontés de la Prusse. Il hâta ainsi la décomposition intérieure de l'empire, ce qui permit au parti militaire de la cour d'allumer et d'attiser le formidable incendie de la guerre mondiale...

Pendant les quarante années qui précédèrent l'explosion de la Grande guerre, la Bohême assista à un développement merveilleux de sa vie économique et intellectuelle. L'enseignement primaire, dont la direction était confiée aux communes, prospérait à vue d'œil et, grâce à la fréquentation scolaire obligatoire, toutes les classes populaires recevaient dans la langue maternelle une solide instruction fondamentale. Avant 1914, il n'y avait presque pas d'illettrés en Bohême. Dans les régions de majorité allemande, une association, l' „Ústřední matice školská“, fondée pour la protection des minorités tchèques, créait et organisait des écoles dont les dépenses étaient couvertes par les souscriptions volontaires des Tchèques patriotes. A côté de cette œuvre, d'autres groupements s'employaient à éveiller la conscience nationale parmi les minorités tchèques et, de fait, leurs efforts arrêtaient les progrès de la germanisation dans les régions frontières. Par contre, beaucoup de Tchèques peu fortunés émigrèrent dans les villes allemandes (surtout à Vienne); ce fut une grosse perte pour la nation, car la plupart de ces déracinés se germanisèrent rapidement. L'enseignement secondaire tchèque, qui commença à se développer à partir de 1866, prit, lui aussi, un très vif essor. A côté des gymnases qui préparaient à l'Université et des écoles réales qui permettaient d'entrer à l'École polytechnique (à l'École polytechnique de Prague, comprenant une section tchèque et une section allemande, s'était ajoutée une École polytechnique, tchèque et allemande, à Brno), on fonda des écoles spéciales et des établissements pour jeunes filles. Parmi les écoles supérieures spéciales, le Conservatoire de Prague s'est acquis une grande réputation même par delà les frontières de Bohême. Quant à la vie scientifique tchèque, elle s'était concentrée à l'Université de Prague, où la méthode critique réaliste, instaurée par M. Masaryk, recueillit des adeptes

nombreux qui produisirent des œuvres remarquables dans toutes les branches du savoir humain. On ne voulait plus subir l'influence exclusive de la formation allemande; aussi des courants plus larges, de caractère européen, circulèrent-ils à travers la vie publique tchèque. La critique s'en ressentit et devint plus sévère. Les idéals nationaux gagnèrent en extension et en profondeur; le romantisme, en faveur jusque-là, fut détrôné; on lui substitua l'examen judicieux des faits et l'exacte appréciation des réalités.

Alors que la culture allemande était puissamment soutenue dans son essor par les gouvernements successifs de l'Autriche, les Tchèques étaient presque toujours réduits à leurs propres forces et obligés de faire appel à l'esprit de sacrifice de leurs compatriotes. Ceux-ci, d'ailleurs, ne laissèrent jamais de tels appels sans réponse. Fidèle à la devise de Palacký et de Rieger: „Notre salut est dans le travail et le savoir“, la nation tchèque a su se procurer elle-même, grâce aux cotisations volontaires de ses enfants, tout ce dont elle avait besoin pour répandre la culture: musées, théâtres, sociétés littéraires, expositions, journaux quotidiens et revues, conférences pour l'éducation du peuple, etc. Le centre de la vie musicale tchèque devint le Théâtre National avec sa belle devise: la Nation à elle-même. A peine sorti de terre, il brûla (1881), mais la générosité publique le releva rapidement: des offrandes considérables furent envoyées même par les Tchèques d'Amérique. Le créateur de la musique nationale tchèque d'inspiration moderne fut Frédéric Smetana, qui s'est fait un nom glorieux non seulement dans l'opéra, mais dans la symphonie, et qui a enrichi d'autre part le répertoire de la musique vocale tchèque. Dvořák et Fibich furent aussi des compositeurs éminents. Plus près de nous, une foule d'autres compositeurs sont l'orgueil de la nation tchèque: leurs œuvres ont franchi les frontières de la Bohême et les sphères cultivées de l'Occident ne les ignorent point. Il y a également en Bohême un grand nombre d'exécutants dont le talent contribue à faire connaître dans le monde entier le nom tchèque et la musique de leur pays. Il y a déjà bien longtemps que ce peuple est célèbre pour ses aptitudes musicales et son ardeur à cultiver la musique en général et le chant en particulier. Dans les villes et à la campagne, les nombreuses sociétés de musique et de chant furent un appoint considérable dans la lutte engagée sur le terrain national. Au point de vue scientifique, il convient de noter qu'à côté la vieille société germano-tchèque, la „Société des Sciences“, vint se fondre en 1890 l' „Académie tchèque des Sciences et des Arts“; les assises matérielles en furent jetées par l'architecte Hlávka, lequel, tout en construisant un vaste palais, ne perdait pas de vue les intérêts les plus modestes de la jeunesse pauvre qui fréquentait les hautes écoles. Non moins brillante à cette époque fut

la littérature tchèque. Dans la foule des poètes et des écrivains de tout ordre nous nous contenterons de citer Vrchlický, Čech et Neruda, plus anciens, et les noms de Machar, Sova et Březina qui appartiennent à la génération postérieure. Dans le roman historique, on ne saurait passer sous silence, à côté de l'historien Winter, le si fécond Aloïs Jirásek dont l'œuvre réputée fut, aux heures angoissantes de la guerre, — ainsi que la musique tchèque — le réconfort des âmes endeuillées et la source intarissable où l'on venait puiser l'espérance en des jours meilleurs. Une quantité de bibliothèques créées par les communes ou par des sociétés aidèrent à répandre dans les campagnes, non seulement l'amour du livre tchèque, mais l'instruction et les plus hautes notions morales. Dans tous les domaines, issue des profondeurs mêmes de la nation, bouillonnait une vie ardente et généreuse qui s'épanouissait au très grand déplaisir des Allemands et du gouvernement de Vienne.

En Slovaquie, le gouvernement hongrois mettait naturellement tout en œuvre pour refouler les manifestations nationales trop libres. C'est ainsi que les journaux slovaques furent saisis et interdits; c'est ainsi qu'en 1875 la „Matica slovenská“ fut dissoute et son avoir confisqué au profit de l'État. Le gouvernement subventionna et publia lui-même des journaux et des brochures écrits en slovaque, mais rédigés dans un esprit nettement pro-magyar et qui couvraient d'injures les patriotes slovaques, en s'efforçant de les discréditer aux yeux du peuple. On prohibait et l'on poursuivait rageusement tout essai de rapprochement avec les Tchèques qui étaient, en ces jours d'âpre persécution, l'unique soutien moral des malheureux traqués. Un écrivain pro-magyar, Czambel, alla jusqu'à soutenir que la langue slovaque n'appartient pas le moins du monde au groupe linguistique de l'Europe occidentale et que son affinité avec le tchèque est factice. Les Magyars ne reculaient devant aucune ruse ni aucune fourberie pour égarer l'opinion publique. Dans l'œuvre d'extermination des Slovaques, l'eau-de-vie joua un rôle considérable: c'est elle qui mettait ce peuple infortuné à la discrétion des marchands juifs, qui furent, comme l'Église, les très fidèles serviteurs de la magyarisation. Les gendarmes et les fonctionnaires étaient les agents tout dévoués du pouvoir central, toujours prêts à exécuter ses brutales ordonnances. Après chaque élection on ramassait régulièrement un grand nombre de morts et de blessés. Aussi n'est-il pas surprenant que des milliers de Slovaques se soient enfuis chaque année en Amérique: là du moins ils pouvaient se développer en toute liberté et ils jouissaient pleinement de tous les droits civiques.

Le danger de „magyarisation“ qui menaçait la branche slovaque de la nation tchécoslovaque obligea celle-ci à renoncer à ses conflits inté-

rieurs et à chercher appui hors des frontières d'une patrie qui se comportait en marâtre. Les protestants, principaux conservateurs de l'idée nationale slovaque à l'époque de la décadence intellectuelle, étaient dès le XVI^{ème} siècle en nombre considérable parmi les Slovaques. Cependant des catholiques, patriotes sincères eux aussi, finirent par comprendre que la question de religion ne devait par diviser ceux qui poursuivaient le but commun. C'est pour cette raison que les Slovaques trouvèrent compréhension et appui, dans leurs efforts, auprès des pays de la Couronne de Bohême où la scission de Štúr était douloureusement ressentie. Ce fut grâce à l'Université de Prague qu'un pont fut jeté entre Tchèques et Slovaques et que la collaboration se rétablit. Des savants tchèques d'origine slovaque se mirent à la tête du mouvement de rapprochement. A côté de M. Jaroslav Vlček, auteur de „l'Histoire de la littérature slovaque“, M. T. G. Masaryk contribua, pour une large part, à inspirer à la jeune génération slovaque des initiatives fécondes et l'encouragea à persévérer dans son travail national et intellectuel. Cette génération, représentée par le docteur Paul Blaho et M. Milan Hodža, a surtout obéi à des impulsions tchèques. Ainsi l'influence féconde du réalisme, si heureuse en Bohême et en Moravie, s'étendit également à la Slovaquie. Ce puissant mouvement national et intellectuel a donné naissance au plus grand poète de la Slovaquie, Hviezdoslav. De bonne heure Hviezdoslav abandonna le pessimisme de ses jeunes années, et sa résignation fit place à une foi ferme dans le grand avenir de sa patrie opprimée. Maintes fois la nouvelle presse slovaque accueillait avec reconnaissance les directives de Prague. A l'exemple de la Bohême un fort mouvement en faveur de l'indépendance économique se manifesta en Slovaquie. Ainsi, le rapprochement entre les deux branches de la famille tchécoslovaque s'accrut au cours des années qui précédèrent la guerre mondiale. Ce furent ces relations étroites d'avant-guerre que M. Masaryk fut le premier à créer qui déterminèrent la collaboration féconde des Tchèques et Slovaques pendant la guerre.

Durant ce laps de temps, la nation tchèque réalisa, au point de vue matériel, des progrès non moins dignes de retenir l'attention. Progrès intellectuel et progrès matériel marchèrent alors de pair; le professeur Albin Bráf insistait alors sur la nécessité du développement économique pour la nation tchèque. Les découvertes qui font époque dans la technique du XIX^e siècle furent mises en valeur dans les pays tchèques; on leur fit rendre tout ce qu'elles pouvaient donner et il s'ensuivit un développement soudain et inattendu de l'industrie. La création de vastes réseaux de chemins de fer accéléra la circulation des marchandises; les transactions commerciales tant à l'intérieur qu'avec l'étranger devinrent plus

actives. Cette industrialisation de la Bohême et de la Moravie — bien que l'agriculture continuât de jouer un rôle de premier plan dans l'économie nationale — amena un véritable bouleversement dans la vie sociale. Jusqu'en 1848, le problème social en Bohême tourne à peu près exclusivement autour de la question paysanne. L'abolition du servage releva la condition des paysans, non seulement sous le rapport économique, mais aussi du point de vue juridique et moral. Plus tard, la population s'accroissant, les paysans n'ont plus assez de terres à cultiver; les campagnards ont beau émigrer en masse dans les villes, cela ne saurait empêcher le morcellement de biens-fonds autrefois fort étendus; la propriété de chaque individu se trouve ainsi réduite et de nombreuses familles végètent dans un état voisin de la misère. Ces facteurs économiques — auxquels vinrent plus d'une fois s'ajouter les sujets de mécontentement que causait la situation générale de l'Autriche — mirent un fort pourcentage de la population dans la nécessité de quitter le pays. La plupart des émigrants allèrent se fixer dans les États-Unis de l'Amérique du Nord. Dans de telles conditions, étant donné surtout qu'en certaines régions plus de la moitié du sol était entre les mains de nobles grands-propriétaires (notamment au Sud de la Bohême), on s'explique aisément que dans la période d'avant-guerre la famine se soit fait sentir aux champs et que l'on ait posé la question du prolétariat agricole. Dans les villes, les courants sociaux contraires se heurtèrent encore plus violemment. Les grands industriels et les gros commerçants constituèrent une nouvelle classe, infime par le nombre, la classe des capitalistes; le crédit largement consenti par les banques vint en aide à la spéculation en même temps qu'il favorisait l'âpre désir du gain et de la puissance. Pour fortifier ses positions, le grand capitalisme organisa des trusts et des cartels qui portèrent un coup fatal aux petits métiers: ceux-ci se virent dans l'impossibilité de concurrencer la fabrication en usine, moins onéreuse et plus rapide. Il est vrai que d'un autre côté la spécialisation à outrance pratiquée sur plus d'un point au XIX^e siècle a donné naissance à des métiers nouveaux et a servi quelques modestes entreprises. Le régime capitaliste a réagi avec une intensité particulière sur les ouvriers travaillant en usine.

La première crise du prolétariat ouvrier en Bohême éclata dès le début du XIX^e siècle lorsque l'invention du métier à tisser menaça de supprimer complètement le tissage à la main. La fabrication industrielle accrut dans une proportion énorme le nombre des ouvriers. Conscients de leur puissance, ceux-ci se groupèrent en 1888 et formèrent le parti social-démocrate, qui fut en butte, dans les premiers temps, aux vexations du gouvernement. Mais l'établissement du suffrage universel vint

donner à ce parti toute sa signification politique. Il s'organisa d'une façon indépendante en Bohême et, aux élections de 1911, il conquiert 37% des suffrages. La social-démocratie ayant des tendances internationalistes, on fonda, pour lui faire équilibre, un parti socialiste national qui inscrivait dans son programme, à côté de ses revendications sociales, des revendications nationales concernant les droits politiques de la Bohême. Tout près de ces deux partis socialistes, il y en avait un autre, groupant un petit nombre d'adhérents, le parti réaliste fondé par M. Masaryk qui soumettait à une critique sans préventions toutes les questions d'intérêt général. La population paysanne des campagnes forma, dans son ensemble, le groupe des agrariens tandis que les catholiques constituaient, à l'instar des Allemands, un parti chrétien-social. Il y avait donc en Bohême avant la guerre plusieurs grands partis (la bourgeoisie et une fraction importante de la classe des intellectuels adhéraient au parti jeune-tchèque) et quelques petits partis de rôle politique plus modeste. La majorité des députés tchèques au Parlement de Vienne forma ce qu'on appelait le club tchèque, au sein duquel s'élevèrent parfois de très graves désaccords. Les intérêts de classe ainsi que les intérêts matériels avaient souvent plus de poids que les soucis d'ordre national et un esprit de basse querelle, d'une violence inconnue jusqu'alors, inspira plus d'une fois les polémiques à cette époque. C'est dans ce ciel déjà gros d'orage qu'éclata comme un coup de tonnerre l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie.

CHAPITRE V

LA GUERRE MONDIALE ET LA CRÉATION DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE
(1914—1918)

(PAR JAROSLAV PAPOUŠEK)

Conditions préalables de l'action libératrice. — Premiers préparatifs d'organisation. — T. G. Masaryk. — Persécution dans les pays tchèques. — Le centre de gravité de la révolution à l'étranger. — Difficultés de l'entreprise. — Premiers succès dans les différents pays alliés. — Manifeste du Comité étranger. — Briand témoigne sa sympathie pour la lutte de la nation tchécoslovaque. — Débuts de l'action militaire en Russie et en France. — Campagne entreprise pour la constitution d'une armée tchécoslovaque en Russie. — La Russie et la question tchécoslovaque. — Négociations relatives au transfert de volontaires tchécoslovaques de Russie en France. — Propagande menée par le Conseil National. — Réponse des Alliés à la note Wilson. — La révolution russe et sa portée pour la Tchécoslovaquie. — Commencements de la révolution collective en Bohême (Manifeste des écrivains). — Péril d'une paix séparée entre les Alliés et l'Autriche. — Entrée des Etats-Unis dans la guerre. — L'action tchécoslovaque aux Etats-Unis et en Italie. — T. G. Masaryk en Russie. — Nouvelles négociations relatives au transfert de volontaires tchécoslovaques en France. — Négociations pour la création d'un corps d'armée tchécoslovaque distinct en Russie. — Décret de constitution d'une armée tchécoslovaque en France. — Le corps d'armée tchécoslovaque de Russie partie intégrante de l'armée tchécoslovaque de France. — L'Italie et la question tchécoslovaque. — Attitude plus radicale prise par la politique tchécoslovaque dans la patrie. — La déclaration du Jour des Rois. — Conditions de la lutte diplomatique pour l'indépendance de la Tchécoslovaquie. — Congrès des nationalités opprimées à Rome. — Attitude commune adoptée à l'extérieur et à l'intérieur par les nationalités austro-hongroises opprimées. — Les manifestations de Prague. — Lansing manifeste dans une déclaration particulière ses sympathies pour les mouvements des peuples d'Autriche-Hongrie. — Négociations pour obtenir la reconnaissance du Conseil National comme gouvernement de fait et celle de l'armée tchécoslovaque comme armée alliée et belligérante. — Déclaration de la Conférence Interalliée de Versailles. — Départ du corps d'armée tchécoslovaque de Russie pour la France. — Difficultés pour la question des armes. — La convention de Penza. — Nouvelles difficultés. — L'incident de Čeljabinsk. — L'ordre d'Aralov et celui de Trotski. — Conflit armé avec le gouvernement soviétique. — Occupation du Transsibérien. — Proclamation des représentants alliés déclarant le corps d'armée tchécoslovaque armée alliée. — Négociations de Beneš avec la France et déclaration de Pichon reconnaissant le droit de la nation tchécoslovaque à l'indépendance. — Déclaration des Alliés proclamant la nation tchécoslovaque nation alliée, son armée armée belligérante et le Conseil National représentant du futur gouvernement tchécoslovaque. —

T. G. Masaryk aux Etats-Unis. — Constitution d'un gouvernement tchécoslovaque provisoire et déclaration d'indépendance faite par Masaryk à Washington. — Reconnaissance juridique de l'Etat tchécoslovaque par les Alliés. — Les députés tchèques du parlement autrichien se solidarisent publiquement avec les Alliés et avec le Conseil National tchécoslovaque. — L'Autriche capitule. — Le Comité National proclame à Prague l'indépendance et constitue un gouvernement. — Le nouvel Etat est une République, T. G. Masaryk en est le président. — Débuts de l'organisation du nouvel Etat. — Retour de T. G. Masaryk dans sa patrie.

Le problème des nationalités en Europe centrale, et particulièrement en Autriche-Hongrie, était devenu de plus en plus actuel depuis le commencement du XIX^{ème} siècle, c'est-à-dire depuis l'époque de la renaissance des nations slaves. La révolution de 1848 fut le premier symptôme manifeste des crises futures, lesquelles, devaient fatalement éclater du jour où il apparut que les dirigeants allemands de l'Autriche n'étaient pas à même de comprendre la nature et la portée de la question des nationalités et qu'ils étaient incapables de la résoudre dans l'esprit d'un fédéralisme également équitable pour tous les éléments ethniques. Le compromis austro-hongrois de 1867, en venant assurer à la minorité germano-magyare la suprématie sur la majorité slavo-romane, fit de cette question la cause d'une maladie intérieure de la monarchie des Habsbourgs, qui fut particulièrement grave surtout à partir du moment où cet empire commença, pour maintenir au pouvoir la minorité germano-magyare, à s'appuyer exclusivement sur l'Allemagne. Cet état de choses, qui faisait de l'Autriche-Hongrie une puissance dépendante de l'Allemagne, causa de nouvelles difficultés. L'Autriche-Hongrie commença à devenir un péril pour l'équilibre européen, car elle se transformait en un pont permettant la pénétration allemande dans les Balkans, l'Asie Mineure et les Indes.

Parmi les peuples qui composaient l'ancien empire autrichien, c'est surtout le peuple tchécoslovaque qui avait été, pendant tout le XIX^{ème} siècle, le représentant de cette idée que le problème de l'Europe centrale devait être résolu par le moyen d'une fédéralisation de la monarchie des Habsbourgs.

Il n'était donc pas opposé en principe à la formation territoriale que l'histoire avait produite, et ses représentants, Palacký par exemple, défendirent même un temps la nécessité de l'existence de cet Etat, dans l'intérêt de la sauvegarde des petits peuples de l'Europe centrale. Ce sont seulement le rejet du principe de la fédéralisation en 1848, et, surtout, le dualisme de 1867, qui ont forcé le peuple tchécoslovaque à envisager d'autres conceptions susceptibles de lui garantir son avenir. C'est ainsi que les théoriciens de la politique qui, comme Palacký, avaient en 1848 et dans les années suivantes défendu la nécessité de l'existence de l'Autriche-Hongrie, furent contraints de reconnaître que le problème de l'Europe centrale était devenu de plus en plus actuel depuis le commencement du XIX^{ème} siècle.

triche-Hongrie, commencèrent, une vingtaine d'années plus tard, tourner leurs regards du côté de l'étranger et à y chercher des appuis d'ordre moral pour la nation dans sa lutte pour l'existence. Le sens dans lequel va s'orienter la conception de la politique étrangère du peuple tchécoslovaque est nettement indiqué par l'organisation du voyage politique en Russie (1867) et par le manifeste de la diète de Bohême contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine par l'Allemagne. Mais depuis le moment où furent faits ces premiers pas en vue de gagner à la cause tchécoslovaque l'opinion publique française et russe, il s'écoula encore un demi-siècle avant que cette collaboration politique ne devînt une réalité. Une fois évanouis les espoirs qu'aux environs de 1870 les hommes politiques tchèques avaient mis en la France et en la Russie, le peuple tchécoslovaque se vit contraint de consacrer tous ses efforts à renforcer sa position politique, intellectuelle et économique en Autriche-Hongrie, dans le cadre de laquelle il était condamné à rester à moins d'une catastrophe universelle. Il se proposa donc de conquérir par un patient effort de détail, progressivement, ce qu'il n'avait pas réussi à obtenir d'un seul coup par une lutte unanime pour la souveraineté tchèque, que les Habsbourgs avaient certes solennellement reconnue, mais qu'ils ne respectaient pas, dès qu'il s'agissait de remplir les obligations y afférentes. Le peuple tchèque réussit de cette manière, non seulement à parachever sa renaissance au point de vue économique, mais à renouer, après 1890, les liens intellectuels et politiques avec la branche slovaque, qui, depuis 1867, se trouvait exposée à l'oppression magyare pesant sans scrupules sur les minorités ethniques.

Pendant tout ce demi-siècle, les *hommes politiques tchèques, sauf des groupes insignifiants, ont donc compté avec l'existence de l'Autriche-Hongrie* et visé à régler leur attitude en première ligne sur la situation intérieure générale de l'empire. Ils ne se leurraient pas d'une catastrophe mondiale susceptible de rompre les chaînes de l'empire, pas plus qu'ils ne comptaient sur une aide du dehors. Ils se proposaient d'obtenir des succès nationaux en réclamant des réformes communes et en appuyant les tendances réformatrices. Ce n'est qu'au début du XX^{ème} siècle que l'unanimité originaire de la politique tchèque commença à disparaître. Ce changement s'opéra sous l'influence de la politique de l'Autriche-Hongrie, politique caractérisée, à l'époque dont il s'agit, d'un côté par un redoublement des efforts centralisateurs, d'un autre côté par un désir d'expansion dans la direction de la Serbie et des Balkans doublé d'une vassalité accrue vis-à-vis de l'Allemagne. En présence de cette situation, les partis radicaux, partisans du droit historique, réalistes et socialistes nationaux commencèrent à formuler en termes de plus en plus tranchants

leur opinion sur l'incompatibilité avec l'Autriche-Hongrie. Mais, avant que leur orientation politique eût pu donner toute sa mesure, l'attentat de Sarajevo déclenchait la conflagration mondiale.

Avec la guerre mondiale, la politique tchécoslovaque se vit placée à un carrefour décisif. Elle se trouve forcée par la force des circonstances à décider si elle allait emboîter le pas à l'Autriche-Hongrie, ou se ranger du côté des Alliés et lier son sort à ceux-ci. Le choix n'était pas par trop difficile: tout ce qui avait été dit jusqu'alors de l'histoire du peuple tchécoslovaque parlait contre l'Autriche, et contre elle parlait encore ce fait évident que la guerre mondiale déciderait également de l'avenir de l'existence nationale tchécoslovaque. Car la marche belliqueuse de l'Autriche vers les Balkans, approuvée et soutenue par Berlin, indiquait qu'on allait vers une nouvelle union, encore plus étroite, de l'Autriche et de l'Allemagne, union dont la conséquence directe serait de redoubler la suprématie germano-magyare sur la majorité slavo-romane. Mais ce ne furent pas seulement des raisons de sain égoïsme national qui firent prendre au peuple tchécoslovaque position contre les puissances centrales. Il n'y fut pas obligé non plus seulement par les rancœurs accumulées au cours des siècles précédents. Il faut voir aussi le rôle essentiel joué dans la décision prise par de sérieuses raisons d'ordre moral, par le sens du droit et de la justice si brutalement foulés aux pieds par l'attitude arrogante de l'Autriche à l'égard de la Serbie, et de l'Allemagne vis-à-vis de la Belgique. Il y eut enfin l'action puissante des sympathies slaves du peuple tchèque, qui ne pouvait s'empêcher de sentir que l'attaque de l'Autriche contre la Serbie était également une attaque contre l'idée slave, l'une des idées créatrices qui avaient facilité la renaissance nationale tchécoslovaque.

En raison de toutes ces circonstances, il est naturel que dans le milieu tchèque on ait envisagé immédiatement la *conduite ultérieure à tenir vis-à-vis de l'empire des Habsbourgs*. Mais, avant que les hommes politiques eussent pu s'entendre sur une ligne de conduite donnée, avant qu'ils eussent pu faire connaître leur décision au peuple tchécoslovaque, les soldats tchécoslovaques partant pour le front, et les nationaux tchécoslovaques résidant à l'étranger, ce qui leur permettait de manifester librement, sans y être invités et de leur propre mouvement, manifestèrent clairement de quel côté se trouvaient les sympathies du peuple tchécoslovaque. Ces démonstrations de dispositions anti-autrichiennes faites par les soldats d'origine tchécoslovaque et slave, non seulement déterminèrent en substance les directives de la politique tchèque, mais furent aussi une des principales causes qui empêchèrent le gouvernement autrichien d'oser convoquer le parlement pour lui demander de sanctionner la guerre.

En dernier lieu, elles incitèrent les chefs politiques tchèques à réfléchir aux moyens de tirer avantage, au point de vue politique, de ces dispositions, la représentation officielle du peuple tchèque au parlement autrichien n'étant pas, pour les raisons les plus diverses, en mesure de prendre la tête d'une action nationale quelle qu'elle fût.

L'un de ceux qui dès les premiers jours de la guerre envisagèrent ces choses, fut le professeur Masaryk. Dès les premiers mois, non seulement il travailla à la constitution progressive d'une organisation centrale pour guider la nation dans cette situation difficile, mais il s'efforça de nouer des relations à l'étranger avec les Alliés, en partant de cette considération très juste que le peuple tchécoslovaque devait ne pas agir en dehors d'eux s'il ne voulait pas risquer, même en cas de victoire alliée, de succomber à la pression germano-magyare au cas où l'étranger — les Alliés — ne se seraient pas trouvés informés exactement de ses dispositions, aspirations et travaux. Ainsi que d'autres, Masaryk comprit également tout de suite que le peuple tchécoslovaque ne pouvait pas s'en tenir à de simples manifestations platoniques de sympathie pour les alliés, mais qu'il devait, dans cette grande conflagration de peuples, prendre parti et donner une aide active au parti auquel appartenait son cœur.

Aussi conçut-il un *plan d'organisation et de préparation, dans les pays tchèques, d'une révolution* destinée à éclater dès que la situation générale le permettrait. La nécessité de ces travaux préparatoires d'organisation étaient la première condition de succès, car, ne comptant pas, avant la guerre, sur une conflagration mondiale, le peuple tchécoslovaque n'était préparé ni techniquement ni financièrement à la révolution, et ne possédait pas en vue de cette éventualité le moindre organisme illégal de direction. L'accomplissement de tous ces travaux préparatoires était, cela va sans dire, extrêmement malaisé, en dépit du fait que le peuple tchécoslovaque était très avancé au double point de vue politique et intellectuel, et, même, préparé psychologiquement à la lutte contre l'Autriche. Il fallait effacer le souvenir des récentes et violentes querelles entre les partis politiques, il fallait surmonter les obstacles créés par l'état de guerre en Autriche-Hongrie. Aussi n'est-ce que par des efforts progressifs que Masaryk réussit à associer quelques groupes d'hommes politiques ayant des vues identiques en une sorte d'organisme révolutionnaire central, où vinrent finalement se fondre en un tout unique les divers groupements révolutionnaires qui s'étaient formés au début des hostilités autour de la „Samostatnost“ („L'Indépendance“), organe des radicaux, des „Národní Listy“ („Le Journal National“), organe des libéraux, et du „Čas“ („Le Temps“), organe des réalistes. Des difficultés analogues (l'état de guerre) entravaient naturellement les efforts de Masaryk pour établir la liaison avec l'étranger.

Il réussit à les surmonter dans l'automne de 1914, et à reprendre, au cours de voyages en Hollande, les *relations avec l'étranger* par l'entremise d'anciens amis W. Steed, Seton-Watson et Ernest Denis.

Après le départ de Masaryk pour l'étranger, à la fin de 1914, la direction de la double action susmentionnée fut assurée par un comité organisé par Masaryk (la „Maffia“), qui réussit de très bonne heure à se procurer les renseignements les plus confidentiels non seulement à la préfecture de police de Prague, mais même directement dans les administrations centrales autrichiennes, en particulier au ministère de l'Intérieur. La portée de ces informations apparut bientôt ; grâce à elles, Masaryk fut détourné de revenir en Bohême, ayant reçu en Suisse la nouvelle que les autorités autrichiennes avaient eu connaissance du détail de quelques-unes de ses conversations, qui ne laissaient absolument aucun doute sur le fait qu'il préparait un mouvement dirigé contre l'Autriche-Hongrie. C'est grâce à ces renseignements que les Alliés purent être informés souvent et avec précision de la situation en Autriche.

Le travail de ce comité intérieur et ses possibilités d'action étaient, cela va sans dire, fort restreints par la *persécution*, qui comença à se faire rigoureuse surtout à partir de l'époque où les armées autrichiennes, après leurs échecs des premiers mois, furent, avec l'aide allemande, réorganisées et préparées à reprendre l'offensive. Si, au cours des premiers mois de guerre, la police autrichienne avait porté son attention surtout sur les hommes politiques et les organes de tendance radicale (en septembre 1914 avaient eu lieu l'arrestation de V. Klofáč, celle du rédacteur Špatný, la suppression du „České Slovo“ (La Parole Tchèque), organe des socialistes nationaux, celle de la „Samostatnost“ (L'Indépendance), organe des partisans du droit historique, etc.), en 1915 elle s'applique constamment et systématiquement à étouffer toute vie politique tchécoslovaque. Elle comença à persécuter également tous les autres partis et n'hésita pas à s'en prendre même à des organisations non politiques du peuple entier, comme par exemple les Sokols, dès que la situation générale sur le front oriental se fut retournée, après la bataille de Gorlice, en faveur des puissances centrales.

En raison de ces circonstances, le *centre de gravité de la lutte entière fut transporté à l'étranger*, surtout après qu'on eut vu arrêter et jeter en prison quelques-uns des dirigeants de la vie politique tchèque, tels que le Dr. Rašín, le Dr. Scheiner, le Dr. Kramář, et que le principal collaborateur de Masaryk, le Dr. Beneš, eut été forcé, devant le risque d'une arrestation, de prendre également l'étranger pour champ d'action. La besogne politique du comité secret appelé Maffia dut nécessairement par la suite se borner à faire respecter par les différents partis tchèques

le point fondamental de la politique tchèque du temps de guerre, à savoir le principe de ne pas accorder au gouvernement autrichien par la voie parlementaire le consentement à la guerre et de lui refuser les crédits militaires. Bien que les chefs de certains partis eussent des vues différentes de cette directive convenue entre le professeur Masaryk et la Maffia, bien qu'il existât des tendances visant, par un loyalisme au moins de façade, à détourner du peuple tchèque le péril d'une persécution encore plus rigoureuse, ou demeurant (comme par exemple une partie des chefs du parti social démocrate) sceptiques à l'égard du succès de toute action tendant à un démembrement de l'empire des Habsbourgs, néanmoins, même dans cette situation difficile, le gouvernement autrichien ne réussit pas à extorquer aux représentants du peuple tchèque une déclaration qui eût, publiquement et démonstrativement, désavoué le prof. Masaryk dans ses efforts pour la libération de la nation.

L'action proprement dite entreprise contre l'empire d'Autriche-Hongrie fut entamée et se développa donc principalement à l'étranger. Elle prit naissance spontanément et naturellement dans tous les pays où habitaient des Tchèques et des Slovaques et où ils avaient la liberté de manifester leurs opinions. Elle prit naissance, simultanément, non seulement en Russie et en France, mais encore dans d'autres pays, notamment en Amérique, bien que la neutralité des Etats-Unis y empêchât la colonie tchèque de manifester ses sentiments d'une façon aussi radicale que le firent celles de France et de Russie, pays où un grand nombre de Tchèques et de Slovaques entrèrent aussitôt comme volontaires dans les rangs des armées alliées. De toutes ces actions menées à l'étranger, ce fut naturellement celle de Russie qui eut la plus grande importance, non seulement parce que la colonie tchécoslovaque concentrée dans ce pays était très nombreuse, mais surtout à cause du fait que l'arrivée progressive d'une masse de milliers de prisonniers tchécoslovaques vint de très bonne heure y donner la possibilité d'élargir dans des proportions fort considérables les cadres révolutionnaires antiautrichiens.

L'action tchécoslovaque à l'étranger y rencontrait naturellement des difficultés non moindres que l'action entreprise à l'intérieur. Mais elle y était en meilleure posture au moins en ce sens qu'elle y jouit dès le début de la liberté d'opinion et d'une liberté relative d'organisation. Toutefois, elle manquait, de même que l'action intérieure, de moyens financiers, elle ne possédait pas d'organisation unique et n'avait pas non plus au début une ligne de conduite politique unique, sauf sur le seul point de l'indépendance de la nation tchécoslovaque. Dans les premiers temps, elle s'orienta différemment suivant les pays où elle prenait naissance. Mais l'action étrangère réussit à vaincre ses obstacles plus facile-

ment, cela va sans dire, que l'action intérieure, surtout dès l'instant où parut à l'étranger le professeur Masaryk, que son activité d'avant guerre avait fait suffisamment connaître, et à qui son départ de Bohême gagna d'un seul coup la confiance absolue de l'immense majorité des chefs des différentes colonies.

En la personne de Masaryk, l'action menée à l'étranger acquit un *chef politique*. C'est grâce à lui que fut constituée une organisation centrale normale, appelée d'abord Comité Extérieur, puis, dans la suite, Conseil National des Pays Tchèques, (et dont les membres étaient: le Dr. Beneš, forcé en août 1915 de se réfugier à l'étranger, le député Dürich, parti pour l'étranger au printemps de 1915, et M. Štefánik, Slovaque d'origine, qui résidait en France dès avant la guerre). Masaryk réussit également à recueillir auprès des Tchécoslovaques d'Amérique des moyens financiers, et à organiser une propagande efficace en faveur de la cause tchécoslovaque grâce à la fondation d'un organe central, „Československá Samostatnost“ (L'Indépendance Tchécoslovaque), dont le rédacteur était L. Sychrava, et d'une revue destinée à informer l'étranger, „La Nation Tchèque“, dont le premier rédacteur en chef fut le professeur Ernest Denis.

Quoique toute la période de la guerre qui va jusqu'en 1915 puisse être caractérisée comme une époque de préparatifs, d'organisation et autres, néanmoins, dès cette période, on réussit à obtenir dans les différents pays des premiers succès assez importants. Au début, ce fut l'action en Russie qui réussit le mieux: la Russie était directement intéressée à l'affaiblissement de l'empire austro-hongrois, son concurrent immédiat et le plus dangereux dans les Balkans. Aussi fit-elle au début assez bon accueil aux efforts des Tchèques pour s'organiser, et accorda-t-elle à l'action tchécoslovaque antiautrichienne un appui même moral en donnant accès auprès de ses représentants les plus importants (le tsar, le 20 août et le 16 septembre 1914, et le ministre des Affaires Etrangères Sazonof), à des délégations tchèques et en écoutant leurs vœux et revendications. Le développement de la situation militaire, la débâcle de l'armée russe au printemps de 1915, vinrent naturellement affaiblir dans des proportions considérables la portée de ces premiers succès. Néanmoins, il y avait là une organisation solide, la Fédération des Associations Tchécoslovaques de Russie, fondée au printemps de 1915, et qui continua par la suite à demeurer l'armature de toute la campagne tchécoslovaque ultérieure en Russie.

La situation était sensiblement différente dans les autres pays alliés. La France n'avait pas en somme au début d'intérêt à voir démembrer l'empire austro-hongrois; à ses yeux, le coupable de l'agression et de la guerre, et son ennemi immédiat, était uniquement l'Allemagne, parce qu'elle n'était pas assez au courant de la situation dans l'Europe centrale,

et notamment du fait que l'Autriche-Hongrie avait cessé *de facto* de vivre d'une vie indépendante et était devenue la vassale de l'Allemagne. Aussi la politique française comptait-elle sur la possibilité d'une paix séparée avec l'Autriche, paix qui eût affaibli l'Allemagne et permis une victoire plus rapide. Néanmoins, la France soutint aussitôt, elle aussi, les efforts tchèques, autorisa l'entrée des Tchécoslovaques, sujets autrichiens, dans la légion étrangère, et, de même qu'en Russie, plaça les ressortissants des nationalités slaves, au point de vue juridique et du droit de propriété, sur le même pied que les citoyens des pays alliés. L'Angleterre n'avait pas non plus au début d'intérêt particulier à l'affaiblissement, encore moins au démembrement de l'Autriche-Hongrie; dans les milieux politiques anglais persista longtemps, et même jusqu'en 1918, cette thèse que l'Autriche-Hongrie était un élément indispensable de l'équilibre européen, barrière éventuelle contre l'expansion allemande dans les Balkans, vers l'Asie et les Indes. Bien que les bases et les possibilités de l'action tchécoslovaque de l'étranger fussent ainsi réduites dans les deux pays en question, la campagne active menée par le professeur Masaryk et ses amis dans les milieux politiques français et anglais n'en réussit pas moins au cours de la première année à obtenir au moins ce résultat de porter à la thèse de la nécessité de l'Autriche-Hongrie le premier coup grave en multipliant dans des proportions considérables le nombre des personnalités envisageant le démembrement de l'empire austro-hongrois en Etats nationaux et travaillant dans ce sens.

L'action tchécoslovaque commença à proprement parler à la fin de 1915, avec la publication par le professeur Masaryk, au nom de la nation, à une heure mauvaise pour les Alliés, d'un *manifeste*, signé par les représentants de toutes les colonies tchécoslovaques, proclamant la lutte implacable de la nation tchécoslovaque contre les Habsbourgs et pour l'indépendance de son territoire. Ce manifeste fit connaître à l'opinion mondiale non seulement le fait qu'il existait un mouvement révolutionnaire tchécoslovaque, mais aussi cette circonstance importante que ce mouvement avait derrière lui toutes les parties de la nation, et dans la patrie, et à l'étranger. Il fut en somme sans importance pour la suite que ce manifeste n'ait été l'objet que d'une attention superficielle de la part de l'opinion alliée, préoccupée des insuccès militaires, et notamment de l'entrée en guerre de la Bulgarie contre la Serbie. Le point important, c'est que le manifeste n'ait pas échappé à l'attention des milieux dirigeants de France, de Russie et d'ailleurs, et qu'on ait dès lors commencé à compter avec ce mouvement.

Les conséquences de la résolution prise par le peuple tchécoslovaque de marcher avec les Alliés, même dans les circonstances les plus diffi-

ciles, ne tardèrent pas à se manifester. En France, au début de 1916, le professeur Masaryk fut reçu par le président du Conseil Briand en une audience spéciale, au cours de laquelle Briand souligna pour la première fois publiquement que le peuple tchécoslovaque et ses efforts de libération avaient les sympathies de la France. En Russie, ainsi qu'en témoignent des documents confidentiels du ministère des Affaires Étrangères de ce pays, il se produisit, dans la façon d'envisager la question tchécoslovaque, (et sous l'impression, semble-t-il, de la réception de Masaryk par Briand), un changement en ce sens que le ministre des Affaires Étrangères Sazonov résolut de prendre l'initiative dans les affaires tchécoslovaques. En Angleterre, grâce au professeur Masaryk et à ses amis politiques anglais, commence une vaste action de propagande pour mettre l'opinion anglaise au courant de l'état des choses dans l'Europe centrale, du péril que constituerait pour la paix future le maintien de l'existence de l'Autriche-Hongrie, et enfin, également, des aspirations et des efforts des différentes nationalités subissant le joug austro-hongrois. A cette époque commence également une action intensive en Italie, et surtout aux *Etats-Unis d'Amérique*, où dès 1915 les chefs des organisations tchécoslovaques avaient réussi à attirer l'attention des milieux dirigeants américains sur la cause tchécoslovaque en dévoilant systématiquement les intrigues des Allemands et leurs tentatives pour susciter des grèves et organiser le sabotage et l'espionnage.

Si jusqu'en 1916, la tâche principale de l'action entreprise à l'étranger avait été de faire connaître à celui-ci les notions essentielles sur la situation et les aspirations du peuple tchécoslovaque, à partir de cette année-là, l'action tchécoslovaque de l'étranger travaille systématiquement à aider par tous les moyens possibles la cause des Alliés, afin de créer *les bases d'une reconnaissance internationale des aspirations et des buts tchécoslovaques*. Déjà, dès 1914, au début des hostilités, l'instinct national s'était rendu compte qu'il pourrait obtenir l'indépendance seulement, ou tout au moins en première ligne par ses propres efforts et sacrifices. C'est pourquoi, dès les premiers instants, des centaines et des milliers de Tchèques et de Slovaques habitant les Etats-Alliés s'étaient engagés dans les armées alliées, c'est pourquoi les chefs des différentes colonies tchécoslovaques s'étaient préoccupés dès le début de l'organisation d'une lutte défensive contre l'Autriche-Hongrie, c'est pourquoi enfin les chefs politiques du pays avaient réfléchi dès les premiers mois aux moyens possibles d'organiser les unités armées nécessaires au succès d'une révolte ou d'une révolution. Mais la situation générale internationale et la situation militaire, ainsi que l'état d'inorganisation de l'ensemble du mouvement tchécoslovaque, parfois aussi les conditions particulières dans tel

ou tel pays allié, où résidaient des colonies, n'avaient pas permis de réaliser avec succès dès le début l'organisation d'une lutte militaire de quelque ampleur contre l'Autriche-Hongrie.

Le seul pays offrant au début la possibilité de tenter d'organiser la lutte armée était la *Russie*. Il y avait là une colonie tchécoslovaque relativement nombreuse, et l'atmosphère générale était également en somme favorable à la réalisation de cette idée. Aussi s'était-il formé dans ce pays, dès le début des hostilités, un détachement de volontaires relativement considérable, aussi est-ce dans ce pays que se posa d'abord le problème consistant à compléter ce détachement pour en faire un corps de quelque envergure. Comme en outre c'était en Russie que s'était trouvée concentrée, dès le début des hostilités, en 1914, la grande masse des prisonniers tchécoslovaques, c'est dans ce pays également que devait nécessairement naître l'idée de les utiliser pour la lutte, puisqu'aussitôt faits prisonniers ils manifestaient eux-mêmes, d'une façon ou d'une autre, le désir d'aider à la cause des Alliés. Néanmoins, en dépit de ces conditions favorables, on ne réussit pas, même en Russie, à obtenir des succès importants en matière d'organisation de la lutte armée, bien qu'à la fin de 1914 l'autorisation eût été accordée de compléter le détachement de volontaires avec les prisonniers qui s'étaient inscrits immédiatement pour le rejoindre au front. Les obstacles étaient les uns d'ordre politique, — la Russie continuait alors à compter avec la possibilité du maintien de l'existence de l'Autriche-Hongrie, et, partant, ne désirait pas s'occuper d'un plan d'organisation de corps de volontaires tchécoslovaques dans des proportions plus considérables que ne le demandait l'intérêt que voyait la Russie à miner la puissance militaire de la double monarchie en lui suscitant une insurrection dans les pays tchèques, — les autres d'ordre militaire : après les victoires des trois premiers mois, la situation militaire commençait à empirer à vue d'œil, et, étant donné le manque de munitions et d'armement, ne présageait rien de bon pour l'avenir. En conséquence, la proposition faite par les organisations tchécoslovaques de Russie (qui en attendant s'étaient groupées en une Fédération des Associations Tchécoslovaques de Russie), demandant au gouvernement russe d'autoriser la formation d'une armée tchécoslovaque et de mettre pour ce à sa disposition des moyens financiers suffisants, fut rejetée catégoriquement par le gouvernement russe, qui motiva ce refus par cette raison que la demande des organisations tchécoslovaques était non seulement contraire au droit international existant, mais encore ne répondait pas aux buts de guerre de la Russie.

Dans ces circonstances, il ne restait aux organisations tchécoslovaques qu'à abandonner leur ligne de conduite pour l'ajourner jusqu'à l'heure

où les circonstances redeviendraient favorables. Entre temps, elles s'efforcèrent d'étendre et d'approfondir l'organisation existante de la Fédération des Associations Tchécoslovaques de Russie par un système d'organisations de prisonniers ayant formulé le désir et la volonté de porter les armes contre l'Autriche-Hongrie, ou tout au moins d'aider à la victoire de la Russie et de ses alliés par un travail volontaire dans les organisations de la défense nationale. Si, comme on vient de le voir, la Fédération ne réussit pas en 1915 à obtenir du gouvernement russe l'autorisation de compléter le détachement de volontaires primitif avec les prisonniers, elle réussit toutefois, par son œuvre systématique d'organisation, à créer au cours de cette année-là des cadres de prisonniers assez nombreux et solides pour *faciliter dans l'avenir la formation rapide d'une armée* : La réussite fut d'autant plus facile sur ce point que les prisonniers avaient commencé de leur propre initiative à se réunir en groupements révolutionnaires et à entrer en contact avec l'organisation centrale.

C'est seulement en 1916, lorsque la situation internationale générale et la situation militaire de la Russie se furent notablement améliorées, que les conditions se retrouvèrent favorables pour reprendre les négociations relatives à la constitution d'une armée tchécoslovaque, qui avaient échoué au printemps 1915, tant par suite de l'incompréhension des dirigeants de la Russie qu'à cause des demandes excessives des organisations tchécoslovaques, qui demandaient alors à la Russie plus qu'elle ne pouvait donner avec la meilleure volonté. Mais, en 1916, la question d'une organisation militaire tchécoslovaque ne devint pas actuelle seulement en Russie. On commença à en parler aussi en *France*, où l'entretien de Masaryk avec Briand avait créé pour cette action un terrain extrêmement favorable. La situation était naturellement autre en France qu'en Russie. En France, la colonie tchécoslovaque était en somme peu nombreuse, et, dans la mesure où elle avait pu prendre une part active aux hostilités, elle l'avait fait dès le début ; une partie proportionnellement considérable de ses membres avait contracté un engagement dans la légion étrangère, et y avait constitué une compagnie particulière qui s'était distinguée de très bonne heure aux combats de La Targette et de Neuville-St.-Vaast. A la différence de la Russie, il n'y avait pas en France de prisonniers tchécoslovaques. Les éléments dirigeants de l'organisation révolutionnaire centrale tournèrent donc leurs regards là où il y avait des Tchèques et des Slovaques en nombre suffisant ; ils commencèrent à envisager les moyens possibles d'utiliser les masses de dizaines de milliers de prisonniers tchécoslovaques, résolus à la lutte contre l'Autriche-Hongrie, non seulement en Russie, mais aussi en France, où leur participation aux hostilités prendrait pour le mouvement tchécoslovaque

une portée extraordinaire due à des raisons de politique internationale. Deux circonstances incitaient à ces calculs : d'une part, le fait que la Russie avait elle-même un excédent de soldats, alors que la France en manquait de plus en plus ; et d'autre part, ce second fait que la Russie et la France avaient négocié le transport de plusieurs centaines de milliers de soldats russes sur le front français. Ainsi naquit le projet de négocier avec le gouvernement russe l'autorisation de faire passer en France une partie des prisonniers tchécoslovaques (une trentaine de mille environ), dont on aurait pu former, après entente avec le gouvernement français, des corps tchécoslovaques suffisamment nombreux. Le député Dürich et, peu après lui, un autre membre du comité Milan Štefánik, partirent en Russie en vue de ces négociations.

Avant que ces négociations aient pu être entamées, la Fédération des Associations Tchécoslovaques avait commencé en Russie même une *nouvelle campagne pour la formation d'une armée tchécoslovaque*, sous des auspices prometteurs de succès. La Fédération avait en effet gagné à cette idée plusieurs chefs très influents de l'armée russe et finalement le tsar lui-même ; celui-ci donna l'autorisation de principe, le 21 avril 1916, à la libération des prisonniers slaves dont répondaient les organisations slaves existant en Russie, et en août de la même année à la formation d'une armée tchécoslovaque. Ces deux décisions auraient pu avoir une portée considérable pour le développement ultérieur de la situation militaire, si diverses circonstances n'étaient pas venues empêcher l'exécution des promesses du tsar. La première raison, et la principale, fut la situation intérieure particulière de la Russie, que suffit à caractériser le nom de B. Stürmer, qui était depuis février 1916 le successeur de Goremykine à la présidence du Conseil, et depuis juillet de la même année, celui de Sazonov au ministère des Affaires Etrangères.

La situation intérieure, marquée par la croissance violente de la réaction, par le renforcement des tendances germanophiles dans les milieux dirigeants, et par un chauvinisme pratiquant sur tous les points la politique de prestige, aboutit à *une certaine revision non seulement des rapports de la politique étrangère russe vis-à-vis des Alliés, mais aussi de ceux du gouvernement russe à l'égard de la question tchécoslovaque*. Le gouvernement russe commença à ressentir de la méfiance envers le mouvement tchécoslovaque dirigé de Londres et de Paris par le Conseil National Tchécoslovaque, et à faire en sorte de couper toutes liaisons entre les organisations tchécoslovaques existant en Russie et ledit Conseil National. C'est que les milieux dirigeants russes s'étaient pénétrés de cette idée que l'appui moral donné par les milieux politiques et gouvernementaux anglais et français aux mouvements tchécoslovaque et yougo-

slave avait pour objectif de détourner ces mouvements de l'orientation russe et de faire ensuite des Etats nationaux nés de la guerre victorieuse des instruments dociles de l'Occident contre la Russie. Et ainsi, au moment où le tsar donnait son consentement de principe à la formation d'une armée tchécoslovaque, il se formait un projet de création, sous le patronage du gouvernement russe, d'un Conseil National séparatiste en Russie, Conseil qui eût réglé son action uniquement sur les désirs et les directives du gouvernement russe, et qui eût été également financé par ce dernier. Malgré toute la résistance des chefs et de l'opinion tchécoslovaques, le projet en question fut effectivement réalisé, et, à la fin de 1916, il fut décidé en principe que le Conseil National séparatiste allait être créé et qu'on ne donnerait qu'à lui seul la possibilité d'organiser les prisonniers tchécoslovaques pour la lutte contre l'Autriche-Hongrie.

Cet état de choses devait fatalement entraver les possibilités d'un développement plus décisif de l'action militaire tchécoslovaque, qui avait commencé par être très prometteur après les décisions du tsar, notamment après l'offensive de Broussilov, qui avait amené en Russie de nouvelles dizaines de milliers de prisonniers tchécoslovaques qui se joignaient spontanément au mouvement révolutionnaire. La méfiance que l'on témoignait aux organisations dirigeantes tchécoslovaques, le Conseil National et la Fédération, fut reportée également sur ces détachements, si bien que dès l'été 1916, peu de temps après l'autorisation donnée par le tsar, le recrutement de l'armée tchécoslovaque fut arrêté sous le prétexte qu'il faisait tort à l'agriculture russe en lui enlevant de la main-d'œuvre au moment de la moisson. Puis, plusieurs fautes et imprudences commises par la Fédération des Associations Tchécoslovaques dans l'organisation des unités, amenèrent finalement le général Alexéïev, qui par ailleurs favorisait fort l'action militaire tchécoslovaque et ne partageait pas le point de vue de Pétrograde, à prendre la résolution de modifier radicalement le projet d'armée élaboré par la Fédération pour lui substituer un projet nouveau réduisant au strict minimum le rôle de la Fédération.

Néanmoins, même dans cette situation défavorable, *l'action militaire tchécoslovaque obtint des résultats tangibles assez considérables*. Dès le printemps 1916, le Bataillon originaire, devenu le 1^{er} janvier Régiment de Chasseurs, était transformé en brigade ; à la fin de 1916, c'est-à-dire à l'époque où le recrutement se trouva autorisé pour un temps et où un ordre des grands chefs militaires permit le départ de Kiiev, centre de formation, des corps déjà formés, le nombre des volontaires tchécoslovaques s'était accru au point que la question de la date à laquelle serait constituée la première division était devenue, par le fait même, le problème du jour. Enfin, cette même année 1916 avait vu faire à l'action

militaire tchécoslovaque un pas décisif à un autre point de vue encore. Parmi les prisonniers, qui, grâce au travail fait par la Fédération et les journaux tchèques publiés à Kiiev (le „Čechoslovan“, Tchécoslave), et à Pétrograde (le „Čechoslovák“, le Tchécoslovaque), se trouvaient de mieux en mieux informés, le mouvement des engagements dans l'armée tchécoslovaque prit des proportions telles que dès la fin de 1916 le nombre des demandes d'engagement permettait de tracer les premières lignes de la future armée tchécoslovaque.

Si les détachements tchécoslovaques ne virent pas utiliser en 1916 leur enthousiasme guerrier contre l'Autriche dans toute la mesure du possible, si pendant toute cette année 1916 ils ne furent employés auprès des différentes armées qu'à des opérations de reconnaissance, ce ne fut pas la faute de ces détachements. On ne leur donna aucune occasion de remplir une mission de quelque importance, bien qu'ils eussent montré clairement de quoi ils étaient capables par l'héroïsme déployé par eux dans le service qui leur était confié, héroïsme reconnu par d'innombrables ordres du jour de commandants de divisions et d'armées, et même par un ordre du jour du général en chef, qui fit même mettre au communiqué une brillante reconnaissance opérée avec succès par le détachement du lieutenant Syrový. L'ancien ordre primitif touchant l'utilisation des détachements tchécoslovaques demeura même encore en vigueur après que le détachement tchèque organisé près la division volontaire serbe sur le front roumain de Dobroudja eut démontré une fois de plus les aptitudes des volontaires tchèques à la guerre de mouvement.

L'attitude défavorable prise par les dirigeants russes à l'égard de l'action tchécoslovaque dirigée de Londres par le professeur Masaryk en qualité de président du Conseil National, ainsi que les efforts tentés par ces dirigeants pour créer en Russie un organe directeur séparatiste et entièrement soumis au gouvernement russe, pouvaient difficilement constituer une atmosphère favorable *pour les négociations relatives au transport de prisonniers tchécoslovaques en France*, tel qu'il était proposé par le Conseil National Tchécoslovaque. Aussi n'y a-t-il pas lieu de s'étonner que ce plan, apporté en Russie d'abord par le député Dürich, puis par un autre membre du Conseil National Milan Štefánik, ait été rejeté par les milieux gouvernementaux russes avec une défaveur si marquée que le Conseil National se vit contraint d'ajourner toutes négociations sur ce point à une époque plus favorable; puis quand le député Dürich eut cédé tout à fait à la pression du gouvernement de Pétrograde et pris position, contre le Conseil National de Masaryk, entièrement dans le sens des directives des cercles réactionnaires de Pétrograde, le Conseil n'eut plus qu'à abandonner complètement son projet. L'entente conclue avec

le gouvernement roumain par M. Štefánik lors de son voyage en Roumanie en octobre 1916, après l'échec des négociations en Russie, ne pouvait guère, naturellement, remplacer l'entente avec la Russie. Le nombre des prisonniers tchécoslovaques était en Roumanie incomparablement plus faible qu'en Russie, et les conditions de recrutement y étaient également plus mauvaises du fait que les prisonniers ne se trouvaient pas au courant. Que néanmoins Štefánik ait réussi à y organiser un détachement de 300 hommes pour la France, ce fait avait au moins cette portée de faire entrevoir surabondamment les possibilités qu'eût offertes l'entente, non réalisée, avec la Russie.

Pendant que s'établissait en Russie la base de la future armée tchécoslovaque, le Conseil National désormais impuissant à intervenir activement dans cette œuvre concentra toute son attention, à l'Occident, sur une *propagande intensive en France, en Angleterre et en Italie*. Son but était avant tout de mettre les personnalités dirigeantes de France et d'Angleterre au courant de la situation du peuple tchécoslovaque en Europe et de leur faire connaître l'importance qu'aurait pour la paix future de l'Europe la création d'un Etat tchécoslovaque indépendant. Il y avait également à vaincre de nombreux préjugés, en particulier à combattre des vues inexactes sur le rôle joué par l'Autriche-Hongrie dans la politique mondiale. Il fallut se donner beaucoup de peine pour démontrer que c'était l'Autriche-Hongrie, pour laquelle quelques milieux mal informés avaient certaines sympathies, qui était la principale responsable du conflit mondial, et que maintenir l'existence de cet empire était un danger pour l'Europe entière, car la suprématie germano-magyare donnait la possibilité d'utiliser contre les Alliés également les peuples non allemands et non magyars habitant l'Autriche-Hongrie, et de faire de l'Autriche un pont allemand vers les Balkans et dans la direction de l'Asie. Par une œuvre intensive et systématique, le professeur Masaryk et le Dr. Beneš ainsi que leurs amis anglais et français, réussirent effectivement non seulement à faire pénétrer dans un cercle assez étendu d'hommes politiques une connaissance approfondie de l'Europe centrale, mais encore à *gagner de nouveaux partisans à l'idée de la nécessité d'une réorganisation de l'Europe centrale et de nouveaux amis à l'idée de l'indépendance tchécoslovaque*.

Le Conseil National se trouva très favorisé dans sa tâche de propagande par la situation générale, tant militaire (offensive de Broussilov en Russie et combats heureux en Occident, arrêt de l'offensive autrichienne en Italie), que politique (entrée en guerre de la Roumanie aux côtés des Alliés). La tournure même que prenaient les événements conduisait à refléchir sur le rôle de l'Autriche-Hongrie, car son alliance avec l'Allemagne

obligeait directement à remonter dans le passé récent et à reviser les opinions relatives aux causes de sa participation à la guerre ainsi qu'aux possibilités d'un revirement de sa politique étrangère favorable aux Alliés. La mort de l'empereur François-Joseph survenant en décembre 1916 fut un événement qui semblait symboliser la situation : l'Autriche-Hongrie mourait aux yeux de l'opinion publique alliée et mourait à l'intérieur. Les semaines et les mois qui suivirent le démontrèrent nettement.

L'heure où mourut l'empereur François-Joseph rentre dans la période de la première offensive sérieuse de paix des puissances centrales, désireuses d'effacer par une offre de paix dépourvue de sincérité l'impression qu'elles avaient produite sur l'opinion mondiale en provoquant sans hésiter la guerre. Le 12 décembre, l'Allemagne avait adressé aux Etats-Unis une offre formelle de paix, et, le 21 décembre, les Etats-Unis avaient invité les puissances belligérantes à faire connaître publiquement les conditions auxquelles la paix pourrait être conclue. Lorsque les Alliés eurent résolu, pour paralyser la campagne allemande, de publier leurs conditions de paix, l'heure vint où se trouva, au moins théoriquement, à l'ordre du jour la question de savoir si les puissances alliées engloberaient dans ces conditions le problème de la réorganisation de l'Europe centrale et, en connexion avec celui-ci, le problème tchécoslovaque.

Grâce à son œuvre de préparation, le Conseil National vit effectivement ses efforts couronnés d'un succès très important, et, pour l'avenir, décisif, car, dans leur réponse à la note Wilson, les Alliés firent aussi figurer dans leur programme de remaniement de l'Europe la *libération des Tchécoslovaques*. Ce succès ne signifiait pas seulement la remise à l'ordre du jour des problèmes internationaux, après trois siècles, de la question tchécoslovaque, mais il était en même temps la garantie d'un meilleur avenir pour le peuple tchécoslovaque, quoique la réponse à la note Wilson ne demandât que la libération des Tchèques et des Slovaques, sans préciser la forme en laquelle devait être effectuée cette libération. Néanmoins, même sans formuler la nécessité d'un démembrement de l'Autriche-Hongrie, la réponse des Alliés était un premier pas décisif fait dans ce sens, car c'était la première fois que les puissances alliées rompaient officiellement, vis-à-vis de l'Autriche-Hongrie, leur ancienne tactique qui visait, par une attitude plus conciliante, à détacher cette puissance de l'Allemagne et à la gagner à une paix séparée. Leur réponse voulait dire pour le moins qu'en cas de victoire alliée, il ne s'agirait plus seulement d'enlever à l'Autriche les territoires peuplés d'habitants rattachés ethniquement aux pays voisins de l'Autriche-Hongrie, mais qu'il s'agirait de l'Autriche-Hongrie comme telle et de son problème des nationalités.

La réponse des Alliés à la note Wilson ne faisait naturellement qu'indiquer les possibilités de résoudre le problème des nationalités de l'Europe centrale sans s'engager à aucune solution déterminée. Mais, avant qu'il fût longtemps, la solution de ces problèmes se trouva hâtée par une autre voie, d'abord à l'Est de l'Europe. La situation intérieure de la Russie, qui était devenue extrêmement aiguë sous le régime de Stürmer et qui, jointe à l'épuisement du pays par la guerre, avait conduit à une violente crise économique et politique, atteignit son apogée dans la révolution russe, qui fit du problème des nationalités un problème européen et mondial. Elle le fit passer au premier rang, non seulement par la demande d'une réorganisation de l'empire russe tenant compte des nombreuses nationalités habitant cet empire, mais en proclamant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, principe dont elle voulait faire, avec celui de la paix sans annexions ni contributions, la base de la paix future. Mais la révolution russe ne hâta pas la solution du problème ethnique de l'Europe centrale uniquement par l'importance attachée et la propagande faite au principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Elle y contribua aussi pratiquement, en particulier par le renversement de la dynastie des Romanofs. Elle ébranla ainsi le principe absolutiste en Europe centrale et orientale et ôta à l'Autriche-Hongrie et à l'Allemagne la possibilité de donner à leurs prétentions sur des territoires allogènes l'appui de l'idée dynastique, que la Russie des Romanofs aurait soutenue quelles que fussent les circonstances. La révolution russe rendit impossible à l'Autriche-Hongrie, qui était partie en guerre sans même demander le consentement du parlement, de continuer les hostilités sans permettre aux représentants élus du peuple de donner leur avis sur la politique ultérieure de l'empire. En conséquence, la *violente persécution ethnique*, qui avait été, notamment en 1916, poussée jusqu'à l'absurdité, entre autre jusqu'à l'idée de mettre à mort plusieurs chefs de la nation tchécoslovaque (Kramář, Rašín), dut être tempérée ; et il fallut donner aux différentes nationalités d'Autriche-Hongrie au moins quelque liberté d'opinion. Enfin, après les premières incertitudes sur ce qui était son but, la révolution russe donna son appui moral aux mouvements des nationalités en Autriche. Moins de trois mois après l'époque où le ministre des Affaires Étrangères Czernin avait arraché aux chefs de la Fédération des députés tchèques, moitié en faisant pression sur eux, moitié par des promesses, une déclaration contre la réponse des Alliés à la note Wilson, on vit, sous l'influence de la révolution russe, et notamment en *Bohême*, commencer à se manifester de plus en plus nettement un *mouvement révolutionnaire populaire*, qui reçut une expression nette, d'une part (en mai 1917) dans le *manifeste des écrivains* demandant à la représentation tchèque au parlement autrichien d'exiger

avec le plus d'énergie possible la satisfaction des droits historiques souverains des Tchèques, d'autre part dans des résolutions des organisations ouvrières, parmi lesquelles, en particulier, la déclaration des ouvriers métallurgistes du 14 mai 1917 marqua la fin de la passivité antérieure. Les conséquences de ce mouvement apparurent bientôt. A la fin de mai 1917, la majorité des députés tchèques du reichsrat publia, à la rentrée du parlement, une déclaration dans laquelle, pour la première fois depuis l'ouverture des hostilités, elle réclamait énergiquement l'indépendance et l'unité tchécoslovaque, et la minorité de ces députés alla même ensuite jusqu'à faire une déclaration proclamant la fin de tous les liens, quels qu'ils fussent, avec les Habsbourgs et leur empire. La déclaration de la majorité ne renonçait pas encore ouvertement, il est vrai, à la dynastie des Habsbourgs, mais la formule même de la déclaration laissait voir clairement que cette addition ne tarderait pas.

La manifestation des députés tchèques au reichsrat eut une importance capitale, même en n'ayant pas été aussi radicale que l'étaient les sentiments de la nation. Bien qu'elle eût passé sous silence plusieurs questions brûlantes, elle n'en témoignait pas moins de l'unité des esprits à l'intérieur et à l'extérieur. L'important pour l'avenir était que la manifestation des députés tchèques n'était pas restée isolée au reichsrat, mais avait été suivie de déclarations analogues faites par les représentants des autres nationalités non allemandes et non magyares. Cela prouvait le début, en Autriche-Hongrie, d'une collaboration de toutes les nationalités latines et slaves, collaboration qui n'avait pu être organisée jusqu'alors à cause des Polonais; ceux-ci en effet, pour des raisons diverses, en particulier parce que c'était en Autriche-Hongrie que leur situation avait toujours été le plus favorable, avaient sympathisé avec la double monarchie jusqu'au moment où la révolution russe vint proclamer l'indépendance de la Pologne.

Tout en exerçant une influence très profonde à tous points de vue sur la marche ultérieure des événements, la révolution russe n'était pas assez forte pour porter le coup mortel aux puissances centrales. Certes, elle avait ébranlé l'Autriche-Hongrie de la façon la plus inquiétante, mais d'un autre côté elle éveilla en Occident la crainte de la voir impuissante à résister à la pression des armées des puissances centrales, et elle fit ainsi renaître chez les puissances occidentales *les tendances à conclure une paix séparée avec l'Autriche-Hongrie*, tendances qui gagnaient d'autant plus de terrain que l'Autriche-Hongrie se montrait elle-même de plus en plus encline à entamer des négociations à cet effet. Dans ces circonstances, l'une des tâches capitales de l'action tchécoslovaque à l'étranger fut de paralyser ces tendances à une paix séparée en faisant connaître

en détail à l'opinion de l'Europe occidentale la duplicité avec laquelle l'empire des Habsbourgs soutenait lesdites tendances. Ce n'était pas là une tâche facile. Les milieux politiques des pays alliés n'étaient toujours pas débarrassés de la crainte de voir le démembrement de l'Autriche-Hongrie amener une balkanisation de l'Europe centrale, et ils recommençaient à se bercer de l'espoir de voir l'Autriche-Hongrie, considérée à tort par eux comme une victime de la provocation allemande, devenir éventuellement un contre-poids de l'expansion allemande. Lorsque, outre cela, on se rend compte encore que le démembrement de l'Autriche-Hongrie paraissait aux Alliés une tâche au-dessus de leurs forces, et que certaines puissances alliées, comme par exemple l'Angleterre, avaient en somme peu de raisons motivant une modification de principe des directives de leur politique vis-à-vis de l'Europe centrale, on aperçoit nettement quel risque pouvaient constituer les diverses actions pour la paix, qui n'auraient pu aboutir à réaliser celle-ci, mais qui auraient pu embrouiller encore plus l'opinion publique et les idées des Alliés relativement aux problèmes de l'Europe centrale. Aussi le Conseil National renforça-t-il, dans la mesure du possible naturellement, son œuvre de propagande, en s'efforçant, par le moyen de nouvelles revues, „Le Monde Slave“ et „The New Europe“, de présenter à l'opinion des tableaux du passé, de l'état de choses actuel, et des perspectives d'avenir dans l'Europe centrale, afin d'emporter la conviction des austrophiles incrédules. Il n'y a pas lieu d'établir à quel point cette campagne agit sur le cours ultérieur des événements. Il suffit de constater qu'elle était forcée de réussir, parce qu'elle s'appuyait sur une juste et légitime analyse de la situation, comme les faits ultérieurs vinrent le confirmer.

Ainsi que nous l'avons déjà noté, la révolution russe affaiblit la puissance militaire des Alliés, en dépit de tous les efforts déployés par le gouvernement russe pour maintenir intacte sa force armée. Les sentiments défaitistes commencèrent à prendre irrésistiblement le dessus dans le peuple russe, ils conduisirent à la fraternisation avec l'ennemi sur le front et permirent aux puissances centrales de faire passer au moins provisoirement sur le front occidental une partie considérable de leurs divisions, et de menacer ainsi les Alliés occidentaux. La France courut même le risque du péril le plus grave au cas où l'Allemagne pourrait continuer à retourner contre elle une partie de ses forces concentrées à l'Est. Ce fut un succès décisif à l'actif des puissances alliées que la décision des Etats-Unis de cesser la lutte diplomatique avec l'Allemagne dans la question des sous-marins, de rompre les relations diplomatiques et de déclarer la guerre à l'Allemagne. Mais *l'entrée en guerre des Etats-Unis* ne fut pas seulement un avantage important pour les possibilités

militaires des Alliés, ce fut encore un nouveau clou enfoncé dans le cercueil de l'Autriche-Hongrie, bien que dans les débuts Wilson ne songeât pas à beaucoup près à un démembrement de l'empire austro-hongrois. C'étaient les principes de la démocratie et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, inscrits sur le bouclier de guerre des Etats-Unis, qui signifiaient fatalement la fin de l'empire des Habsbourgs, même alors que leur connaissance insuffisante de la situation de l'Europe centrale empêchait les dirigeants des Etats-Unis de tirer immédiatement de ces principes les conséquences exactes.

L'entrée en guerre des Etats-Unis eut encore pour les Tchécoslovaques une importance capitale pour une autre raison, c'est qu'elle permit à la colonie tchécoslovaque vivant aux Etats-Unis de participer officiellement à la révolution tchécoslovaque et d'entamer des campagnes que lui avait rendues impossibles au cours des années précédentes le respect de la neutralité du pays où elle résidait. Tout ce que la colonie tchécoslovaque d'Amérique avait déjà fait pour la cause commune, celle des Alliés, et spécialement celle des Tchécoslovaques, promettait beaucoup pour l'avenir. Dès 1914, en procurant des fonds au professeur Masaryk, elle avait assuré la possibilité et l'indépendance financière de l'action politique tchécoslovaque, puis, en paralysant le sabotage dans les usines de munitions travaillant pour les Alliés, en dévoilant l'espionnage (révélations du journaliste Archibald, preuves fournies contre l'ambassadeur d'Autriche Dumba et l'attaché militaire von Pappen), elle avait rendu des services signalés non seulement aux Alliés, mais aux Etats-Unis eux-mêmes. On était donc en droit de s'attendre à la voir prendre une part considérable à l'action militaire. Effectivement, il en fut bien ainsi, quoique les conditions particulières des Etats-Unis ne lui aient pas permis de participer aux hostilités en la forme de corps tchécoslovaques organisés comme en Russie ou en France.

Les Etats-Unis n'étaient pas en 1916 le seul pays où il fût possible d'étendre l'action militaire tchécoslovaque. Il en était de même en Italie, où commençait à triompher dans l'opinion publique cette idée que les aspirations italiennes ne pouvaient être pleinement satisfaites que si l'Autriche disparaissait de la carte de l'Europe. Ainsi passa au premier plan la question d'une organisation plus énergique de la lutte révolutionnaire tchécoslovaque en Italie, où dès janvier 1917 était né spontanément dans les rangs des prisonniers tchécoslovaques le projet de former des corps de volontaires comme il en existait déjà en Russie et en France.

La possibilité d'entreprendre une action militaire plus efficace en Russie et de reprendre les négociations en vue du transport de volontaires en France, la perspective de l'organisation de nouveaux détachements de

volontaires en Italie et, éventuellement, aux Etats-Unis, tout cela amena le Conseil National Tchécoslovaque à se préoccuper activement de l'idée de constituer, avec tous les détachements de volontaires existant en Russie, en France, et, plus tard, peut-être, en Italie, aux Etats-Unis et ailleurs, une *armée tchécoslovaque unique*, susceptible d'être reconnue comme armée alliée et belligérante. Mais, pour réaliser ce plan, il fallait d'abord remettre de l'ordre dans les affaires de Russie, pays où se trouvait concentré le plus grand nombre de volontaires et où la multitude des prisonniers tchécoslovaques présentait les meilleures conditions de développement pour cette armée. Cette tâche également fut considérablement facilitée par la *révolution russe*. D'un côté, la révolution *donna au mouvement tchécoslovaque* une absolue liberté d'organisation, d'un autre côté, par le désarroi qu'elle causa dans l'administration, elle fit trouver aux nombreux volontaires attendant dans les camps de prisonniers les autorisations voulues, la possibilité de s'en aller rejoindre les formations militaires. D'autre part, la réalisation du programme fut aussi facilitée par *l'arrivée en Russie du chef du mouvement tchécoslovaque, le professeur Masaryk*. Ainsi, dans les temps troublés de la révolution, les masses de milliers de prisonniers-volontaires tchécoslovaques furent prises en mains par le sûr directeur de toute l'action politique, et en même temps le représentant qui par son activité d'avant guerre était le plus propre à la représenter auprès des nouveaux maîtres de la Russie.

Toutes les *difficultés* ne se trouvaient pas, naturellement, surmontées grâce à la situation nouvelle et favorable créée par la révolution russe. Le manque croissant de main d'œuvre incitait encore plus les employeurs à s'opposer au départ des prisonniers tchécoslovaques pour les corps de volontaires. D'un autre côté, inquiets des mouvements nationaux polonais, ukrainien, lithuanien et autres, les milieux gouvernementaux ne considéraient pas sans certains préjugés la question de la formation des corps tchécoslovaques, car ils s'imaginaient dans leur ignorance qu'il s'agissait d'un mouvement organisée par des Tchèques et Slovaques citoyens de la Russie.

En dépit des obstacles, *l'action militaire* prenait désormais en Russie un développement rapide. Les différentes unités de volontaires, jusque-là dispersées auprès des différentes armées russes, furent peu à peu concentrées en un seul tout, qui commença à être systématiquement élargi pour former une division. On commença en même temps à constituer des cadres pour une seconde division. Dans ces circonstances, deux questions étaient pratiquement à l'ordre du jour : 1°) obtenir la réglementation définitive et légale de l'action militaire par un décret ministériel, et 2°) obtenir enfin l'exécution du projet de transport au moins d'une partie

des détachements en France, où, du point de vue politique, leur présence était extrêmement importante. C'est sur le second point que le succès vint le plus vite, car le professeur Masaryk, grâce à l'aide efficace d'Albert Thomas, qui séjournait alors en Russie, réussit à conclure en juin 1917 un traité formel relatif au *transport des prisonniers tchécoslovaques en France*, et à obtenir pour ce traité l'agrément des dirigeants russes. Sur l'autre point, c'est-à-dire pour les négociations relatives à la formation d'une armée tchécoslovaque régulière, il y avait à triompher de difficultés beaucoup plus considérables. La première était la crainte éprouvée par les révolutionnaires russes de voir les détachements tchécoslovaques devenir l'instrument de la contre-révolution. Plus tard, après la bataille victorieuse de Zborov (2 juillet 1917) où une brigade tchécoslovaque s'était distinguée et avait amené le président du Conseil Kerensky non seulement à reconnaître pleinement ses services, mais encore à donner l'autorisation de principe pour la multiplication des corps tchécoslovaques, les négociations relatives à la formation d'une armée furent compliquées par les changements fréquents de généraux en chef, ce qui rendait impossible la conclusion définitive d'un accord. Néanmoins, finalement, le professeur Masaryk réussit à faire approuver, le 9 octobre 1917, ses desideratas par le grand quartier général. Il fut *constitué un corps d'armée tchécoslovaque* ayant un commandement distinct et des réserves distinctes, et en même temps subordonné au point de vue politique au Conseil National Tchécoslovaque, qui eut le droit d'avoir son représentant militaire attiré au G. Q. G.

L'action tchécoslovaque obtint en Russie ce succès décisif pour ainsi dire à la 12^{me} heure. Un mois plus tard éclatait la révolution soviétique, qui engagea la Russie dans une voie nouvelle, celle des négociations de paix avec les puissances centrales. Il est hors de doute que la conclusion de cette paix eût réduit à néant tous les succès antérieurs de l'action tchécoslovaque en Russie, si la création d'un corps d'armée indépendant n'avait pas fourni une base permettant d'organiser toute l'action militaire tchécoslovaque sur le terrain international. La possibilité de mettre ultérieurement à profit cette base favorable fut acquise grâce aux accords que réussirent à conclure d'une part le professeur Masaryk en Russie, d'autre part le secrétaire général du Conseil National Tchécoslovaque le Dr. Beneš, à Paris.

Au début d'août 1917, dès qu'était parvenue à Paris la nouvelle de l'accord de Masaryk avec A. Thomas, le Dr. Beneš avait réussi à obtenir du gouvernement français son assentiment de principe à un projet de *formation en France d'une armée tchécoslovaque autonome*, dont tous les détachements opérant dans les autres pays eussent été partie intégrante. Le 17 août 1917 fut signé un projet dans ce sens au ministère

des Affaires Étrangères, et le Dr. Beneš commença à en assurer la mise à exécution aussitôt que, en vertu de l'accord Masaryk — A. Thomas, les premiers détachements de volontaires tchécoslovaques débarquèrent en France. Tout ayant été discuté et convenu en substance dès la signature du projet, toutes les questions formelles furent facilement tranchées, et, le 19 décembre 1917, le gouvernement français rendait un décret relatif à la formation d'une armée autonome en France. Le Conseil National Tchécoslovaque atteignait ainsi le but qu'il poursuivait en matière militaire. Les troupes tchécoslovaques se virent reconnaître le caractère international, et l'on permit en même temps la concentration de tous les corps dispersés dans les différents pays sous un commandement politique et militaire unique. Le décret portant formation d'une armée tchécoslovaque autonome en France eut de l'importance en particulier pour l'action militaire tchécoslovaque en Russie, car il donna la possibilité d'entamer avec les autorités compétentes des négociations pour le transport des détachements tchécoslovaques en France dès que la Russie eut conclu la paix avec les puissances centrales. Il facilita également d'une façon capitale la situation du corps d'armée tchécoslovaque au sein du chaos de la révolution, car il lui permit d'observer jusqu'en ses conséquences le principe de la neutralité dans les querelles intestines de la Russie; en effet ce corps put non seulement invoquer telles et telles clauses ad hoc des accords passés avec les commandants russes en 1917, mais encore souligner formellement son caractère international. Ce décret permit enfin au Conseil National Tchécoslovaque de déclarer, le 7 février 1918, *le corps d'armée tchécoslovaque partie intégrante de l'armée tchécoslovaque* existant en France, et de décider son départ de Russie pour la France. Outre cette importance pratique, le décret en question avait également une grosse portée politique. Il démontrait nettement que la France avait cessé de tergiverser dans la question d'Autriche-Hongrie, qu'elle avait cessé de compter sur la possibilité d'une paix séparée avec cet empire, et qu'elle était résolue à soutenir la lutte des nationalités austro-hongroises pour la liberté et l'indépendance jusqu'à ses dernières conséquences.

Le décret de création d'une armée tchécoslovaque autonome eut également sans conteste une influence sur l'attitude des autres puissances alliées dans la question d'Autriche-Hongrie, en particulier sur *l'attitude de l'Italie dans la question de l'action militaire tchécoslovaque*. Nous avons déjà mentionné que cette question était devenue aiguë en Italie depuis le début de l'année 1917, lorsqu'il s'était formé dans les camps de prisonniers une sorte d'association de prisonniers tchécoslovaques qui avaient déclaré vouloir contribuer volontairement, dans les rangs de l'armée italienne, à la victoire de la cause alliée et de l'idée de l'indépendance

tchécoslovaque. Naturellement, en Italie comme en Russie et en France, il y avait à vaincre de nombreuses difficultés avant de faire de ce désir une réalité. Les difficultés étaient ici surtout d'ordre politique: c'était la circonspection du gouvernement italien, qui d'une part ne voulait se lier en aucune façon pour l'avenir tant que la situation des Alliés ne se serait pas absolument éclaircie, et qui d'autre part lui était dictée par ses intérêts particuliers dans les affaires yougoslaves, intérêts qui ne lui permettaient pas de prendre radicalement position dans la question tchécoslovaque, tant qu'il n'en aurait pas fait autant dans la question yougoslave. Néanmoins, même étant donné ces circonstances difficiles, la possibilité d'une action militaire tchécoslovaque avait toujours eu en Italie les meilleures bases. Les affaires avancèrent beaucoup dans ce pays grâce aux relations personnelles de deux des chefs du Conseil National, M. Štefánik et le Dr. Beneš, avec les cercles dirigeants italiens, et aux négociations personnelles qui furent menées, d'un côté par Štefánik en avril 1917, d'un autre côté par le Dr. Beneš en janvier de la même année et surtout en automne 1917, époque où le Dr. Beneš réussit à obtenir du gouvernement italien l'autorisation de former au moins des organisations à demi militaires. Mais c'est seulement le succès des négociations tchécoslovaques en France qui mit fin aux tergiversations de l'Italie dans la question tchécoslovaque et la fit se résoudre à agir en cette question d'une façon aussi nette que la France. Ce fut fait lors d'un nouveau voyage de Štefánik en Italie, au mois de février 1918; Orlando donna l'autorisation de principe à la formation d'unités militaires tchécoslovaques. C'était là un succès certainement considérable, quand on réfléchit que, dans le même temps, le Dr. Beneš apposait sa cosignature aux instructions pour l'armée tchécoslovaque autonome de France, et que le professeur Masaryk déclarait le corps d'armée tchécoslovaque de Russie partie intégrante de l'armée de France. Ces trois décisions constituaient *de facto* les fondements d'une armée tchécoslovaque unique, quand bien même l'Italie s'en tenait formellement à ce point de vue qu'elle ne pouvait admettre la formation, sur son territoire, que de détachements subordonnés au G. Q. G. italien.

Mais l'action révolutionnaire tchécoslovaque n'enregistra pas seulement, vers la fin de 1917 et le début de 1918, ses succès de France et d'Italie. De même qu'à l'extérieur, à l'intérieur aussi se manifestaient des symptômes annonçant que la lutte pour l'indépendance était entrée dans sa phase dernière et décisive. *L'amnistie accordée à toute une série d'hommes politiques*, le Dr. Rašín, Kramář, Klobučák et autres, amnistie inspirée moitié par la crainte de faire empirer les querelles ethniques par une attitude plus rigoureuse, moitié par des considérations de politique étrangère, avait rendu aux partis tchécoslovaques, à l'automne de 1917, plusieurs

chefs importants, qui donnèrent à la politique tchécoslovaque officielle représentée par les députés envoyés au reichsrat, une tendance plus radicale et la mirent ainsi en harmonie avec les désirs et les aspirations des masses populaires, exprimés dans toute une série de manifestations; nous avons déjà mentionné le manifeste des écrivains et les résolutions des organisations ouvrières de 1917. Le caractère radical pris par la politique tchèque, non seulement dans la direction des partis bourgeois, mais même aussi dans celle du parti social démocrate, où l'aile radicale de Habrmann prit alors le dessus sur l'opportuniste de Šmeral, eut naturellement des conséquences à longue portée sur le développement ultérieur de la politique intérieure autrichienne. Il vint compliquer la question, déjà assez difficile sans cela, de la situation intérieure de l'Autriche-Hongrie et ébranler d'une façon inquiétante son autorité à l'étranger, car c'était l'expression évidente de la décomposition de l'empire des Habsbourgs. Au commencement de 1918, la situation politique était suffisamment mûre pour permettre aux dirigeants du camp politique tchèque, qui avaient eu connaissance entre temps, à Noël 1917, du décret de création d'une armée tchécoslovaque autonome en France, de prendre la résolution de formuler avec précision les buts et les desideratas de la nation tchécoslovaque dans une nouvelle déclaration particulière. Ils convoquèrent à cet effet, le 6 janvier 1918, une assemblée dite *diète générale des pays tchèques*, à laquelle prirent part tous les députés tchèques représentant le peuple au reichsrat et à la diète de chaque province. La déclaration, — connue sous le nom de „Déclaration du Jour des Rois“, — publiée par cette assemblée, annonçait à proprement parler la fin de l'Autriche. Par égards pour les milieux conservateurs, elle s'écartait sans doute encore dans une certaine mesure des thèses défendues par le Conseil National à l'étranger, — en ceci qu'elle se référait à la déclaration de mai 1917, faite à la rentrée du parlement, déclaration qui formulait les rapports avec les Habsbourgs d'une façon vague, — mais elle renfermait déjà la demande expresse de l'union complète des branches tchèque et slovaque de la nation en un Etat tchécoslovaque absolument indépendant. Ce qui caractérisait très bien la situation, c'est que le gouvernement autrichien n'avait plus assez de force pour étouffer complètement cette manifestation et que la censure autrichienne se vit, après quelques hésitations et tergiversations, contrainte d'en autoriser la publication.

Tout attestait donc au début de 1918 que les affaires de l'Autriche-Hongrie étaient proches de la fin. Et l'attitude prise par le Conseil National Tchécoslovaque n'était pas la dernière à l'attester; en effet, prenant en considération la situation générale, le Conseil avait entamé déjà à l'étranger une campagne pour obtenir la reconnaissance politique

de la révolution tchécoslovaque et la reconnaissance juridique de l'indépendance tchécoslovaque. Cette campagne avait *de très bonnes bases* dans les succès précédents, décret de constitution d'une armée tchécoslovaque autonome en France, convention relative aux instructions pour l'armée tchécoslovaque (de février 1918), reconnaissance de la neutralité dans les querelles intestines de la Russie, convention du Conseil National Tchécoslovaque avec le gouvernement soviétique relative au départ du corps d'armée tchécoslovaque pour la France, autorisation de principe donnée par Orlando pour la formation d'une armée tchécoslovaque en Italie. Les conditions n'étaient pas moins bonnes du côté de la situation internationale, notamment du fait de la politique étrangère de l'Autriche-Hongrie; ce pays en effet, par son manque de loyauté dans ses tentatives de paix séparée, avait convaincu les Alliés qu'il n'était pas possible de garantir la paix d'une façon durable et d'empêcher la possibilité de l'hégémonie allemande en Europe tant que les différentes nationalités dominées par la minorité germano-magyare ne seraient pas libérées. L'idée de la „conscience pourrie de la cour d'Autriche“, formulée par Clémenceau dans sa réponse à la tentative faite par le comte Czernin pour jeter le désarroi dans l'opinion publique européenne grâce à une représentation menteuse des essais de paix séparée, commença à devenir universelle. On cessa de compter moralement avec l'Autriche et les Habsbourgs, alors même que, comme puissance, leur sort n'était pas encore décidé. La nouvelle offensive décisive entamée par les Allemands à la fin de mars 1918 ne put rien changer à cette situation. En dépit de la passe difficile dans laquelle les armées alliées s'étaient trouvées placées par la conclusion d'une paix séparée entre la Russie et la Roumanie et les Puissances centrales, la *position des Alliés* était bonne dans l'ensemble grâce à l'aide apportée par les Etats-Unis, de sorte que la foi dans le succès final de la cause alliée demeura avec raison inébranlée.

Dans ces circonstances, le travail opiniâtre du Conseil National Tchécoslovaque se trouva considérablement facilité, au point que le Conseil put en peu de temps accuser dans la lutte diplomatique des *succès* notables. En dehors de la France, tel fut le cas notamment en Italie; à ce moment, ce pays non seulement abandonna sa ligne de conduite antérieure extrêmement prudente, dictée par la crainte de ne pas voir les Alliés assez puissants pour rayer entièrement de la carte de l'Europe l'empire austro-hongrois, mais il changea même de politique dans la question yougoslave, ce qui l'avait jusqu'alors empêché de prendre une position active vis-à-vis de la question tchécoslovaque. Le *congrès des peuples austro-hongrois opprimés* qui se réunit à Rome 9—12 avril 1918

et manifesta pour le démembrement de l'Autriche-Hongrie et pour l'indépendance de toutes les nationalités opprimées par cette puissance, donna au gouvernement italien l'occasion d'affirmer ses nouvelles tendances, non seulement par l'hospitalité offerte au congrès sur le territoire italien, mais par l'appui moral qu'il lui accorda, et qui accentuait encore son caractère de fait international de premier ordre. Le congrès des nationalités opprimées n'eut pas seulement, cela va sans dire, cette importance d'avoir fourni au gouvernement italien l'occasion de manifester son point de vue dans la question austro-hongroise; il fut également un facteur important pour les négociations tchécoslovaque-italiennes, car il fortifia en Italie la conviction que sa décision, prise en février, d'autoriser en principe l'organisation de détachements militaires tchécoslovaques avait été juste et prévoyante. C'est ce que vint démontrer la convention de l'Italie avec le Conseil National Tchécoslovaque conclue à cette époque et signée le 21 avril 1918 par les représentants du Conseil National Štefánik et Sychrava. A partir de cet instant, la solution de la question tchécoslovaque ne fut plus, pour l'Italie également, qu'une simple question de force; en cet instant, comme Orlando l'expliqua plus tard, le Conseil National Tchécoslovaque fut à proprement parler reconnu comme gouvernement de fait.

L'enthousiasme anti-autrichien, si nettement manifesté par le congrès des nationalités opprimées et illustré, du côté tchécoslovaque, par le fait qu'après la signature du traité du 21 avril 1918 il se fit inscrire en trois semaines près de 10.000 volontaires, ne pouvait naturellement rester sans action, non seulement sur l'opinion publique italienne, mais aussi sur le reste du monde. Le congrès avait en effet démontré entre autres choses à quel point *l'idée d'une attitude commune des nationalités opprimées d'Autriche-Hongrie* était devenue une force d'évolution créatrice. Cette idée datait bien entendu d'assez loin, car dès avant la guerre il avait été fait des essais très positifs pour lui faire porter ses fruits dans la politique intérieure de l'Autriche-Hongrie. Elle ne put toutefois commencer à prendre corps qu'à partir de l'instant où l'on en vint aux armes et où un nombre considérable de ressortissants des nationalités austro-hongroises se trouva hors des frontières de l'empire. On peut dès lors voir les représentants de ces nationalités collaborer dans des cas particuliers, nouer des relations de plus en plus étroites et viser à coordonner graduellement leur action. Un témoignage caractéristique de la vitalité de cette idée est le fait qu'il était entré dans la division volontaire serbe, en 1915 et en 1916, une *proportion notable de Tchèques et de Slovaques*, et qu'en 1917 des tentatives furent faites pour organiser une attitude commune des Serbes et des Tchécoslovaques. Mais c'est surtout

en Russie, en 1917, que cette idée fit des progrès très positifs au moment de la présence dans ce pays du professeur Masaryk, qui jouissait d'une autorité extraordinaire auprès des petites nations opprimées. Il y eut alors non seulement des négociations entre Polonais, Tchèques, Yougoslaves, Italiens et Roumains, non seulement (octobre 1917) un voyage de Masaryk en Roumanie, voyage qui fut une manifestation de fraternité tchécoslovaque-roumaine, mais encore une *réunion de toutes les nationalités opprimées à Kiïev*, qui fut tenue en novembre de la même année sous la présidence d'honneur du professeur Masaryk. Au début de 1918, lorsque le front russe se fut définitivement écroulé, l'idée d'une attitude commune des nationalités opprimées fut même envisagée dans le domaine de l'action militaire, et devint une question qui commença à préoccuper les Alliés, désireux de tirer parti pratiquement de cette force. Un projet fut élaboré en vue de grouper le corps d'armée tchécoslovaque avec les détachements polonais et ukrainiens et avec l'armée roumaine en un tout unique susceptible de reprendre le rôle de l'armée russe et de rétablir un front allié à l'Orient de l'Europe. Quoique ce projet n'ait pas été mis à exécution pour toute une série de raisons, en particulier à cause de l'incertitude qui régnait dans l'arrière en Russie, il n'en était pas moins un témoignage fort expressif de la considération accordée par les Alliés à l'effort commun des nationalités opprimées. Nous avons déjà indiqué précédemment que l'idée en question vivait non seulement à l'étranger, mais également en Autriche-Hongrie. Là aussi, à partir du moment où le parlement austro-hongrois fut convoqué, c'est à dire à partir du printemps 1917, cette idée commença à prendre corps d'une façon pratique et elle devint l'une des forces essentielles qui préparèrent et causèrent le démembrement de l'Autriche-Hongrie. Il est compréhensible que, lorsque les représentants des différentes nationalités eurent présenté au parlement austro-hongrois, le 30 mai 1917, des déclarations formulant à peu près identiquement les mêmes desiderata, et qu'ils se furent rendu compte de l'effet produit par cette attitude commune, l'idée de rapports encore plus étroits n'ait fait que se fortifier de plus en plus, au point de se voir, moins d'un an après, considérée par toutes ces nationalités comme une condition indispensable du succès final, et comme la meilleure arme à employer contre l'Autriche-Hongrie. C'est ce que traduisit nettement la *manifestation du 13 avril 1918, dite du serment de Prague*, et celle du 24 avril 1918, faite à l'occasion des fêtes commémoratives de la fondation du Théâtre-National à Prague; des représentants des différentes nationalités austro-hongroises se rendirent à ces fêtes pour illustrer de façon éclatante leur désir unanime de réaliser leurs buts nationaux par le moyen d'une attitude commune.

Etant donné toutes ces circonstances, il n'est pas étonnant que le Congrès des nations opprimées tenu à Rome ait produit un effet aussi puissant dans le monde entier, *en particulier dans les Etats-Unis* de l'Amérique du Nord, qui avaient adopté dès le début la thèse du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes non moins catégoriquement que la révolution russe. C'est pourquoi aussi le Congrès de Rome, joint à d'autres facteurs, eut relativement peu de peine à faire revoir aux Etats-Unis, selon la doctrine de leur politique étrangère, leur point de vue antérieur vis-à-vis du problème austro-hongrois, et à leur faire adopter provisoirement ce principe que, lors de la future organisation de la paix, on donnerait aux différentes nationalités austro-hongroises des facilités de développement autonome. *Le 29 avril, le secrétaire d'Etat Lansing formulait publiquement dans une déclaration spéciale ce changement de point de vue des Etats-Unis*; il fit connaître à tous les Alliés l'impression que le Congrès des nationalités opprimées avait produite, et il ajoutait que les Etats-Unis de l'Amérique du Nord accordaient leurs sympathies à la lutte des Tchécoslovaques et des Yougoslaves pour la liberté.

Toutes ces circonstances ainsi que les changements de point de vue de différents facteurs décisifs des pays alliés, obtenus du reste en grande partie grâce au travail incessant de propagande et d'information poursuivi par lui, le Conseil National se proposa d'en tirer le plus grand parti possible et d'édifier, sur ces bases, de nouveaux résultats. Nous avons mentionné les succès obtenus par le Conseil en France, en décembre 1917 et en février 1918, à savoir la création d'une armée tchécoslovaque autonome et la convention relative à l'organisation de cette armée, nous avons mentionné également les succès obtenus en Italie, à savoir la convention autorisant la formation d'une armée tchécoslovaque dans ce pays, nous avons enfin constaté les résultats obtenus en Russie, où le corps d'armée tchécoslovaque distinct reconnu par ce pays au début d'octobre 1917 avait pu être proclamé, avec l'assentiment du gouvernement soviétique, partie intégrante de l'armée tchécoslovaque unique, dont le caractère international était reconnu par les Soviètes. Il ressort de cette brève énumération que l'œuvre déjà accomplie avait créé pour la lutte diplomatique entreprise par le Conseil National Tchécoslovaque des bases d'une telle valeur que cette lutte pouvait être livrée sans crainte. C'est en effet ce que fit, avec rapidité et décision, le Dr. Beneš, secrétaire général du Conseil National. Il entama au printemps 1918 des *négociations avec la France* pour obtenir la reconnaissance du Conseil National comme gouvernement de fait et celle de l'armée tchécoslovaque comme armée alliée et belligérante. Lorsqu'il eut, en somme sans difficultés, réssui sur ces points,

et obtenu du gouvernement français la promesse de principe de faire connaître sa décision dans une déclaration publique, il passa au début de mai en Angleterre. Les négociations avec ce pays furent également faciles dans l'ensemble, quoique l'Angleterre se montrât, pour des raisons compréhensibles, plus réservée que la France. Le Dr. Beneš réussit également à se faire donner par le gouvernement anglais la promesse qu'il reconnaîtrait, en temps opportun, le Conseil National comme gouvernement de fait, et qu'il appuierait les efforts déployés par le Conseil National pour obtenir que cette reconnaissance fût faite collectivement par tous les Alliés. Seule la situation particulière de l'Italie, que ses intérêts empêchaient d'anticiper, par une déclaration quelle qu'elle fût dans la question tchécoslovaque, sur la solution du problème yougoslave, fit que cette déclaration collective n'eut pas lieu et que la déclaration de la *Conférence interalliée* du 2 juin 1918 se borna à réclamer l'indépendance de la Pologne avec, pour les Yougoslaves et les Tchécoslovaques, la promesse de leur libération sans spécification de la forme que celle-ci prendrait. Néanmoins, les négociations de Beneš avec la France, l'Angleterre et l'Italie avaient eu cette importance de faire formuler aux pays alliés avec précision leur position par rapport à la question tchécoslovaque, et de les avoir décidés dès lors à reconnaître avant la fin des hostilités le Conseil National tchécoslovaque comme gouvernement de fait et l'armée tchécoslovaque comme armée alliée et belligérante. Bien que la Conférence interalliée de Versailles (début de juin 1918) n'eût pas formulé son point de vue dans la question tchécoslovaque en termes aussi radicaux que l'eût voulu l'opinion effective des différentes puissances alliées, et bien que la déclaration collective relative à l'Etat tchécoslovaque telle que la demandait le Dr. Beneš n'ait pas eu lieu, néanmoins les vues réelles des puissances alliées reçurent une expression au moins sur les points où la situation l'exigeait immédiatement. Le fait se produisit en *Russie*, quelques jours après la Conférence interalliée de Versailles.

Le corps d'armée tchécoslovaque indépendant, qui, comme nous l'avons mentionné, avait été, le 7 février 1917, proclamé partie intégrante de l'armée autonome de France, et qui devait quitter la Russie pour se rendre en France aussitôt la paix séparée conclue entre la Russie et les Puissances centrales, se trouva placé dans une situation difficile et délicate. Il avait certes réussi à conserver, obéissant aux directives du professeur Masaryk, la neutralité dans les querelles intestines russes, il avait également réussi, d'un autre côté, à compléter son armement et à assurer son ravitaillement, mais ses facultés d'agir demeuraient limitées, d'une part du fait de la guerre civile en Russie, d'autre part du fait du conflit qui s'était élevé entre l'Ukraine et la Russie soviétique. Lorsqu'ensuite

l'Ukraine eut conclu une paix séparée avec les Puissances centrales, et que le gouvernement soviétique se fut vu lui aussi contraint d'accepter les conditions de paix de ces puissances, il ne resta plus au corps d'armée tchécoslovaque qu'à s'engager dans une *longue marche à travers le territoire russe pour gagner la France*. Le départ des troupes d'Ukraine et de Russie commença par se faire en complet accord avec le grand quartier général des armées russes; des détachements du corps tchécoslovaque concoururent même, de concert avec des éléments de l'armée soviétique, à contenir la pression de l'armée allemande près de Kiïev, de Žitomir et surtout de Bachmač, et ils firent remise de leur plein gré, au gouvernement soviétique, de l'excédent de leur armement. Mais l'acheminement des troupes tchécoslovaques à travers l'immense territoire russe fut bientôt gêné par toute une *série de complications* dues, d'une part au manque d'informations des dirigeants soviétiques locaux, d'autre part aux intrigues des Allemands, intrigues dont l'effet fut particulièrement fâcheux en Sibérie, où la masse des prisonniers allemands et hongrois devenait un instrument commode de la propagande allemande dirigée contre le corps d'armée tchécoslovaque. Sans doute, le Conseil National réussit bien, en moins de deux mois, à transporter une partie, assez peu considérable, du corps d'armée jusqu'à Vladivostok, et à en échelonner le reste entre cette même ville et Rtichtchevo, mais ses tentatives pour le transporter jusqu'en France échouèrent.

La cause de cet échec n'est pas imputable aux difficultés d'ordre technique que le Conseil National avait craintes originairement; mais à la situation toute particulière dans laquelle se trouva le corps d'armée. La paix séparée conclue par l'Ukraine avec les Puissances centrales, par où se trouva hâtée la paix séparée entre la Russie soviétique et l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, n'avait pas fait que mettre à l'ordre du jour le départ du corps d'armée tchécoslovaque de Russie pour la France, elle avait également fait se poser la question de savoir si des mouvements de troupes organisées et armées pouvaient avoir lieu sur le territoire d'un pays qui avait conclu la paix. La question fut soulevée grâce à la pression exercée par le gouvernement allemand, qui, dans une *note adressée à Joffe, réclama formellement non seulement le désarmement, mais encore la remise des prisonniers*, parmi lesquels les gouvernements allemand et austro-hongrois comptaient assurément aussi les volontaires tchécoslovaques. Le gouvernement soviétique se trouva mis par là dans une situation difficile, qui le contraignit finalement à agir d'une manière propre à ramener la défiance dans le corps tchécoslovaque; celle-ci avait été affaiblie, provisoirement, par une proclamation amicale du général commandant en chef le front soviétique du Sud-Ouest, Antonov Ovseïenko,

lequel avait appelé la remise volontaire de leur excédent d'armes par les troupes tchécoslovaques un don des frères qui se battaient héroïquement près de Kiiiev, de Žitomir et de Bachmač contre les armées de l'impérialisme allemand. Le gouvernement soviétique profita donc de quelques manifestations des soviètes locaux de Sibérie élevant des protestations contre la marche du corps d'armée tchécoslovaque vers cette province, pour donner une solution à la question qui lui était désagréable eu égard aux Allemands; il formula, à la fin de mars 1918, l'exigence de la remise, par le corps d'armée tchécoslovaque, de la totalité de ses armes aux Soviètes. Mais, comme il n'avait pas la force d'imposer l'exécution de cette demande par simple décret, il s'efforça d'obtenir ce résultat par la voie d'une entente à l'amiable, qui fut relativement aisée, car les dirigeants du corps d'armée tchécoslovaque étaient également disposés de leur côté à faire preuve de conciliation; ils comprenaient bien la position difficile du gouvernement soviétique, et d'autre part ils se rendaient parfaitement compte des périls que ferait courir au corps d'armée le refus de s'entendre avec les Soviètes.

C'est ainsi que, avec l'assentiment et sur le désir des représentants alliés, fut conclue la *convention de Penza* (26 mars 1918), formulée dans un télégramme de Staline. Aux termes de cette convention, le corps tchécoslovaque devait se mouvoir vers l'est, non pas comme une unité militaire, mais comme un convoi de libres citoyens emportant avec eux une certaine quantité d'armes en vue de se protéger contre des attaques possibles des contre-révolutionnaires. Evidemment, cet accord ne faisait pas disparaître tous les obstacles. Les Allemands, certes, n'en étaient pas satisfaits, ayant ainsi manqué leur but; mais non moins mécontents étaient les soviètes locaux de Sibérie, qui, insuffisamment informés sur le mouvement révolutionnaire tchécoslovaque, se laissaient facilement persuader par ce que leur soufflait la propagande allemande; or, celle-ci faisait courir le bruit que les Tchécoslovaques, sitôt parvenus en Sibérie, s'y allieraient avec les troupes contre-révolutionnaires de Semionof pour entamer une action commune. Aussi voyait-on les différents soviètes locaux, sans tenir compte de la convention de Penza, élever sans cesse de nouvelles exigences visant constamment la réduction des quantités d'armes que les convois tchécoslovaques transportaient avec eux en vertu de l'accord de Penza. Cette façon de faire ne pouvait naturellement guère fortifier la confiance des volontaires tchécoslovaques envers le gouvernement soviétique, ni calmer la nervosité causée par les remises d'armes faites en vertu de cet accord. En dépit de tout cela, ces difficultés mêmes auraient été évidemment surmontées, — puisque dans ces conditions une partie du corps d'armée avait atteint Vladivostok, — si la *suite des*

événements n'avait pas été compliquée d'une manière inattendue par les négociations intervenues entre les Alliés et les Soviètes. La Conférence interalliée d'Abbeville décida en effet que la partie du corps d'armée tchécoslovaque qui était en route pour Vladivostok ferait demi-tour et s'acheminerait sur Archangelsk et Mourmane. La Conférence s'entendit sur-le-champ, par l'intermédiaire de l'attaché militaire français avec le gouvernement soviétique, qui fit à cette offre le meilleur accueil, étant donné qu'il préparait lui-même un plan analogue, dans la crainte où il était de voir le corps d'armée tchécoslovaque, une fois concentré à Vladivostok, devenir une base sur laquelle pût s'appuyer la campagne contre-révolutionnaire de Semionof.

C'est ainsi que fut conclue entre les Alliés et les Soviètes une convention qui eut pour conséquence un décret du gouvernement soviétique ordonnant de diriger sur Archangelsk les éléments du corps d'armée tchécoslovaque qui n'auraient pas encore atteint Vladivostok. Par malheur, ni l'une ni l'autre des deux parties contractantes n'informèrent à temps les dirigeants tchécoslovaques des motifs de cette décision, de sorte que les troupes tchécoslovaques se trouvèrent brusquement en présence d'un fait qu'elles ne pouvaient s'expliquer. Il en résulta que la défiance provoquée par les entraves perpétuelles mises aux transports s'accrut dans des proportions extraordinaires, et que le décret du gouvernement commença à paraître en corrélation avec les intrigues allemandes; ceci était d'autant plus compréhensible que le groupe communiste tchécoslovaque, formé quelques mois auparavant par quelques anciens sociaux-démocrates, s'était mis, par ignorance et par inexpérience politique, et pour faire de l'agitation, à répandre dans son journal „Průkopník“ (Le Pionnier) des nouvelles dans ce sens. On en arriva à une tension que la Section du Conseil National avait peine à calmer, et qui ne fit qu'empirer quand arriva de Moscou la nouvelle qu'au début de mai les communistes tchécoslovaques avaient, d'un geste provocateur, *réquisitionné les locaux du Conseil National* à Moscou. Le gouvernement soviétique commença lui aussi à considérer cet état de choses avec des inquiétudes redoublées, ayant reçu des communistes tchécoslovaques des informations fausses tendant à faire croire que le Conseil National Tchécoslovaque avait en vue une action révolutionnaire.

C'est alors que se produisit, le 14 mai 1918, *l'incident de Céljabinsk*, où un détachement tchécoslovaque et les autorités soviétiques entrèrent en conflit. L'incident fut provoqué par la conduite provocatrice d'un prisonnier hongrois, qui lança une pierre dans un train transportant des volontaires tchécoslovaques. L'auteur de l'attentat fut massacré par la foule des volontaires irrités. Les autorités soviétiques se mêlèrent de

l'affaire; elles emprisonnèrent illégitimement la sentinelle envoyée par le commandant du régiment tchécoslovaque pour déposer. Excités par cette attitude, les volontaires tchécoslovaques se rendirent dans la ville, l'occupèrent et délivrèrent la sentinelle arrêtée. Puis ils se retirèrent dans leur train, et l'incident aurait pu être liquidé après réflexions et enquêtes faites à loisir et dans le calme. Mais alors le gouvernement soviétique se résolut à détourner le prétendu péril contre-révolutionnaire de la part des Tchécoslovaques avant qu'il ne fût devenu aigu. Il fit arrêter à Moscou les chefs de la Section du Conseil National pour la Russie, et il envoya en même temps un ordre télégraphique signé Aralov, en vertu duquel les détachements tchécoslovaques devaient être désarmés et transformés en compagnies de travailleurs. La réponse fut *la décision prise par les détachements militaires tchécoslovaques*, dont les représentants élus tenaient justement une réunion préliminaire en vue d'un congrès militaire, de ne plus se soumettre aux décrets des autorités soviétiques, de ne pas obéir à l'ordre reçu d'avoir à faire demi-tour, et de *poursuivre leur route vers l'est et vers la France, „selon leurs propres dispositions“, fût-ce s'il le fallait contre la volonté des Soviètes*. L'exécution de cette décision devait être assurée par un comité exécutif élu par les représentants des troupes et muni de pleins pouvoirs particuliers (les pouvoirs de la section du Conseil National pour la Russie se trouvaient abolis par cette décision). Les Soviètes répliquèrent par un *ordre de Trotski* prescrivant de fusiller sur place tout Tchécoslovaque qui serait trouvé les armes à la main. Il était désormais impossible d'arrêter le conflit, qui avait déjà éclaté en plusieurs endroits par suite du télégramme d'Aralov. L'ordre de Trotski prescrivant un désarmement honteux offensa l'orgueil national et l'honneur révolutionnaire du volontaire tchécoslovaque; il fit naître en lui le soupçon que le gouvernement soviétique voulait l'empêcher de partir pour la France et d'aller combattre les Puissances centrales. Il n'y avait qu'un moyen d'arrêter la lutte terrible qui allait se dérouler, ç'eût été de donner aux troupes tchécoslovaques la possibilité de continuer leur route vers l'est sans leur ôter le reste d'armes que le gouvernement soviétique lui-même leur avait laissé deux mois auparavant pour se défendre contre les contre-révolutionnaires. Mais le gouvernement soviétique n'accepta pas cette condition et il résolut de réduire les Tchécoslovaques à l'obéissance par le moyen de la force. Pour des raisons de prestige, il ne révoqua ni ne tempéra l'ordre de Trotski, et engagea *contre l'armée tchécoslovaque une expédition régulière*. Du côté tchécoslovaque, on répondit à l'offensive par une contre-offensive, bien que les représentants alliés, français surtout, ayant intérêt au départ des troupes pour la France, aient d'abord insisté

pour que les troupes évitent le conflit et fassent au besoin remise de leurs armes. C'est ainsi que se déclencha tout le long du transsibérien, depuis Rtichtchevo, en passant par Céliabinsk, Omsk et Irkoutsk, jusqu'à Vladivostok, une lutte dont le résultat fut aussi inattendu pour les Alliés que pour le gouvernement soviétique. Révoltés à l'idée de voir succéder à l'espoir d'une marche triomphale vers la patrie la perspective d'une existence déshonorante dans des camps de concentration, les volontaires tchécoslovaques, non seulement *s'emparèrent pour ainsi dire d'un seul assaut de tous les points de quelque importance situés sur le trajet du transsibérien*, non seulement ils s'assurèrent la possibilité de regrouper en un seul corps la plupart des unités disséminées, mais ils se donnèrent même des facilités pour passer éventuellement à une contre-offensive efficace s'ils se voyaient encore inquiétés. Sur le moment, leur départ pour Vladivostok et pour la France leur parut être assuré par cette première contre-attaque. Aussi n'eurent-ils aucunement l'idée de tirer profit de leur victoire ni au point de vue stratégique ni au point de vue politique. Ils annoncèrent partout qu'ils persistaient dans le principe de neutralité à l'égard des affaires intérieures russes, et qu'ils s'en allaient de Russie. Ce fut seulement en apprenant que la liaison entre la première division et les détachements arrivés à Vladivostok se trouvait coupée et en voyant les troupes soviétiques poursuivre leur offensive, qu'ils se décidèrent à contenir l'avance de celles-ci pour donner le temps au groupe de Vladivostok de rendre libre la route de l'est. Mais ce résultat ne fut atteint qu'assez tard. Mal informé de ce qui se passait à l'ouest, le groupe de Vladivostok ne commença ces opérations qu'au bout d'un mois, et la première division n'eut d'autre ressource que de se battre sans discontinuer, tâche qui lui fut entre temps facilitée par le fait qu'il se constitua dans ses arrières un nouveau gouvernement russe à la place des soviètes.

Au cours de ces combats, qui furent dans l'ensemble des victoires pour les volontaires tchécoslovaques, naquit dans un milieu tchèque *l'idée de restaurer le front oriental contre l'Allemagne*; cette idée gagna rapidement beaucoup de partisans, non seulement parce que du fait de son attitude hostile le gouvernement soviétique était tenu pour un allié secret de l'Allemagne, mais aussi parce que l'on faisait fond sur l'arrivée de secours alliés. Le changement d'avis des Alliés touchant la suite des événements de Russie et le rôle du corps d'armée tchécoslovaque vint confirmer définitivement cette conception. Les Alliés donnèrent leur assentiment à l'idée de restaurer le front russe et ils commencèrent à se préparer à une intervention en Russie. Le corps d'armée tchécoslovaque, dont les luttes étaient, à l'occident, suivies avec une attention redoublée,

se trouva placé par là en plein foyer de la politique mondiale; il en devint un des éléments importants, ainsi qu'en témoigne éloquemment ces mots d'un télégramme de Lloyd George au professeur Masaryk: „... *l'histoire de l'aventure et du triomphe de cette petite armée est en fait l'une des plus grandes épopées de l'histoire... Votre peuple a rendu à la Russie et aux Alliés un service inestimable dans leur lutte pour libérer le monde du despotisme. Nous ne l'oublierons jamais...*“

Les événements que nous venons de relater confirmèrent d'une façon tout à fait inattendue tous les arguments que le Dr. Beneš avait fait valoir dans ses négociations avec la France et l'Angleterre pour obtenir la reconnaissance du Conseil National Tchécoslovaque comme gouvernement de fait et les troupes tchécoslovaques comme armée alliée et belligérante. Ces événements démontraient aux puissances occidentales que *la volonté qu'avait le peuple tchécoslovaque d'obtenir sa liberté était indéfectible, et que le peuple tchécoslovaque était capable de décider de sa destinée*, puisqu'un élément important de ce peuple, — le corps d'armée tchécoslovaque de Russie, — avait donné une preuve si nette de discipline et d'autonomie. Ces événements enfin, non seulement donnaient raison à la clairvoyance des Alliés qui s'étaient laissé persuader par les arguments du Dr. Beneš, mais ils faisaient apparaître en plein jour les progrès qu'avait déjà faits la lutte diplomatique menée par le Conseil National pour l'indépendance de la nation. En effet, la situation difficile et confuse où le corps d'armée tchécoslovaque s'était trouvé dans les premières heures du conflit, avait amené les Alliés à remplir au moins partiellement la promesse donnée peu auparavant au Dr. Beneš, à savoir qu'ils feraient une manifestation collective pour l'indépendance de la nation tchécoslovaque et qu'ils reconnaîtraient son armée comme armée alliée. Ils en firent ainsi dès les premiers jours du conflit du corps d'armée tchécoslovaque avec les soviètes, lorsque, après les ordres d'Aralov et de Trotski, les fréquentes visites de l'ambassadeur d'Allemagne Mirbach au commissariat des Affaires Etrangères eurent indiqué que le gouvernement allemand s'efforçait d'exercer une pression sur les Soviètes. Vu ces circonstances, les représentants alliés proclamèrent *le corps d'armée tchécoslovaque armée alliée et tout acte commis contre lui acte d'hostilité contre les Alliés*.

A l'heure où le corps d'armée tchécoslovaque de Russie luttait avec les Soviètes pour son existence, le Dr. Beneš s'efforçait, à Paris, de faire passer en acte au moins la partie essentielle de ce qu'il avait obtenu dans ses négociations de mai avec les puissances alliées. Il s'agissait en première ligne de la date à laquelle le gouvernement français ferait une déclaration solennelle sur la position de la France vis-à-vis de la

question tchécoslovaque. On se mit d'accord sur ce point au début de juin. On négocia le texte de la déclaration et l'on convint des circonstances dans lesquelles la déclaration serait faite. Effectivement, le 29 juin 1918, à l'occasion de la remise de son drapeau au 21^{ème} régiment de chasseurs tchécoslovaques, le *ministre des Affaires Etrangères Pichon envoya au Dr. Beneš une lettre* qui non seulement *proclamait le droit de la nation tchécoslovaque à l'indépendance* et reconnaissait officiellement le Conseil National comme l'organe suprême administrant tous les intérêts de la nation, mais contenait en outre la promesse du gouvernement français de s'employer à faire réaliser dans ses frontières historiques les aspirations du peuple tchécoslovaque à l'indépendance. Puis, à la cérémonie de la remise du drapeau, le 30 juin, le président de la République Poincaré prononça un ample discours dans lequel il donnait les raisons historiques et politiques de cette décision de la France. Si on lit attentivement ce document, et que l'on suive le cours rapide des événements de la lutte diplomatique tchécoslovaque, on peut dire à juste titre que le 29 juin 1918 a été, déjà, le jour du triomphe tchécoslovaque. La parole décisive qui a été prononcée ce jour-là par la France sur le sort de la nation tchécoslovaque était d'un caractère tel que l'on devait s'attendre à bref délai à des manifestations semblables de la part des autres puissances alliées. La preuve en est d'ailleurs, non seulement dans le télégramme par lequel le *ministre des Affaires Etrangères d'Angleterre Balfour prenait bonne note du rapport télégraphique de Pichon* à ce sujet, non seulement dans la convention additionnelle conclue entre le Conseil National Tchécoslovaque et l'Italie relativement à l'armée tchécoslovaque, et qui fut signée le 30 juin 1918, mais encore, et surtout, dans *la déclaration du secrétaire d'Etat des Etats-Unis Lansing*, en date du 2 août de la même année, qui venait compléter et expliquer la déclaration faite précédemment, le 9 mai 1918, par les Etats-Unis, en précisant ce point que „tous les membres de la race slave devaient être complètement affranchis du joug austro-hongrois“. L'échec de l'offensive allemande à l'occident ne fit naturellement qu'accélérer la suite des événements, en créant une atmosphère favorable pour de nouvelles négociations de Beneš avec l'Angleterre et les autres puissances alliées. Le résultat de ces négociations fut en première ligne la *déclaration du gouvernement anglais en date du 9 août reconnaissant*: 1°) les Tchécoslovaques comme nation alliée, 2°) l'armée tchécoslovaque comme armée alliée et belligérante, et 3°) le Conseil National comme représentant (trustee) du futur gouvernement tchécoslovaque. Les autres déclarations suivirent peu après: celle des *Etats-Unis* (en date du 2 septembre 1918) et celle *du Japon* (en date du 9 septembre de la même

année), qui étaient analogues à celle de l'Angleterre, et enfin la *déclaration du président du Conseil Orlando au parlement italien*, aux termes de laquelle la convention conclue le 21 avril 1918 entre le Conseil National Tchécoslovaque et l'Italie „équivalait à une reconnaissance formelle du Conseil National Tchécoslovaque comme gouvernement de fait“. Le sort de l'Autriche-Hongrie fut scellé par ces déclarations, qui furent encore complétées par la *convention passée entre le Conseil National et l'Angleterre en date du 3 septembre 1918*, et celle entre le Conseil National et la France en date du 28 septembre, conventions qui développaient en détail le principe formulé dans les déclarations susmentionnées et qui garantissaient au Conseil National Tchécoslovaque sa participation à toutes les conférences où seraient débattues les questions touchant les Tchécoslovaques. L'opinion alliée ne s'y trompa pas, non plus que le gouvernement et l'opinion des puissances centrales, en particulier l'Autriche-Hongrie, qui dès lors, et surtout à partir de la déclaration anglaise, commença à se résigner à l'idée que la réorganisation de l'Europe centrale était une nécessité historique. *La lutte de la nation tchécoslovaque pour l'indépendance se trouvait ainsi entrée dans sa dernière phase*. Il ne restait plus qu'à obtenir la reconnaissance juridique de l'Etat tchécoslovaque et de son gouvernement et à libérer le territoire national des armées des puissances centrales.

La situation militaire hâta la solution de ces deux questions qui était préparée pour une époque ultérieure. Le 25 septembre, c'était la Bulgarie qui demandait un armistice aux Alliés, et le 5 octobre les autres puissances en faisaient autant. La fin de la guerre approchait, l'heure de la dernière offensive diplomatique décisive contre l'Autriche-Hongrie ne pouvait plus être retardée. Effectivement, et le prof. Masaryk, et le Dr. Beneš déployèrent toute leur énergie pour que leur action fût couronnée du succès final. Tandis que le Dr. Beneš négociait avec les représentants et les ministres alliés le texte des déclarations et des conventions reconnaissant le Conseil National comme gouvernement tchécoslovaque, le professeur Masaryk, qui était arrivé, venant de Russie et du Japon, en Amérique à la fin d'avril, se préoccupait et s'efforçait de toutes ses forces de gagner à la cause tchécoslovaque l'opinion publique américaine et ses milieux dirigeants. Cette tâche, qui outre la lutte diplomatique pour la reconnaissance de l'Etat tchécoslovaque, visait également à la sûreté de l'armée tchécoslovaque de Sibérie, fut également accomplie grâce à un labeur de plusieurs mois, de sorte qu'à l'heure décisive, lorsque les Puissances centrales s'adressèrent aux Etats Unis pour leur demander un armistice, le terrain se trouva préparé pour l'acte final de la lutte diplomatique menée pour l'indépendance tchécoslovaque. *Le*

14 octobre, le Dr. Beneš notifiait aux gouvernements alliés la décision prise par le Conseil National de constituer un gouvernement provisoire tchécoslovaque, et le 18 octobre, le prof. Masaryk, dans sa déclaration de Washington, proclamait l'Etat tchécoslovaque indépendant. L'indépendance de l'Etat tchécoslovaque devint dès lors un fait *juridique*, car les *Puissances alliées reconnurent également de jure, immédiatement, l'existence de l'Etat tchécoslovaque* et celle de son gouvernement provisoire. La France procéda à cette reconnaissance le lendemain même du jour où le Dr. Beneš lui notifia la constitution d'un gouvernement provisoire, l'Angleterre le fit le 23 octobre, et les autres puissances suivirent peu après. Il ne restait plus qu'à faire aboutir la seconde partie du programme, à savoir libérer le territoire des mains de l'Autriche-Hongrie. Ce rôle échut au peuple dans les frontières de la patrie.

Ainsi que nous l'avons dit, après la déclaration du Jour des Rois, faite par la diète générale des provinces tchèques et après les manifestations du 13 et du 16 avril 1918, le gouvernement austro-hongrois ne pouvait plus guère mettre en doute que le peuple tchécoslovaque ne se contenterait plus de demi-concessions. Elle espérait encore toutefois réussir à maintenir la nation tchécoslovaque dans le cadre d'un empire fédéraliste austro-hongrois ou tout au moins sous le sceptre des Habsbourgs. C'est dans ce sens qu'elle déploya tous ses efforts diplomatiques et tactiques. Mais il apparut bientôt que ses espoirs étaient vains sur l'un et l'autre point, et que l'heure était depuis longtemps passée où la nation tchécoslovaque se fût peut-être résignée pour quelque temps à de pareilles concessions, quand on vit, à partir de l'été 1918, différents députés tchèques *proclamer publiquement aux séances du parlement leur solidarité avec les Alliés*. D'un autre côté, l'existence d'un Comité National, qui fut créé à Prague, dans l'été 1918, par une entente entre tous les partis tchèques pour assumer la direction de la politique de la nation tchécoslovaque, devait nécessairement ôter au gouvernement autrichien l'espoir de pouvoir exploiter à son profit des dissensions dans le camp tchèque. Le cours rapide des événements à l'étranger, notamment l'échec de l'offensive allemande et les déclarations faites par la France, l'Angleterre et les autres puissances alliées en faveur de l'indépendance tchèque, amenèrent finalement les dirigeants du *Comité National*, au début d'octobre 1918, à *annoncer au monde, du haut de la tribune parlementaire*, non seulement qu'ils s'en tenaient inébranlablement aux principes proclamés dans la déclaration du Jour des Rois, qui réclamait l'indépendance de la nation tchécoslovaque, mais qu'ils se solidarisaient également d'une manière publique, avec les Alliés et avec le Conseil National Tchécoslovaque de Paris, et qu'ils demandaient que le peuple tchécoslovaque

fût représenté par ce Conseil National à la future conférence de la paix. Dans ces circonstances, et surtout étant donné l'état d'esprit des masses populaires tchécoslovaques, qui dès le début s'étaient montrées radicalement anti-autrichiennes et anti-habsbourgeoises, il est évident que toutes les tentatives faites par le gouvernement autrichien pour gagner l'opinion publique tchécoslovaque par des concessions devaient fatalement échouer. La tentative de l'empereur Charles, qui promit leur autonomie aux différents peuples de l'empire austro-hongrois, fut repoussée avec vigueur et il fut souligné qu'il ne pouvait plus être question d'aucun compromis.

De même qu'échouèrent les tentatives faites par le gouvernement autrichien pour sauver ce qui pouvait encore être sauvé, au moyen de concessions dans la politique intérieure austro-hongroise, de même échouèrent ses tentatives pour jeter le désarroi dans l'opinion publique et les milieux officiels alliés par diverses intrigues diplomatiques. L'opinion publique laissa passer sans lui accorder aucune attention la réponse du gouvernement autrichien à la déclaration anglaise du 9 août 1918, et le manifeste de Charles promettant l'autonomie aux différentes nationalités austro-hongroises devait également manquer fatalement son effet, puisque les Etats-Unis de l'Amérique du Nord, qui, au commencement de 1918 encore, ne songeaient nullement à un démembrement de l'Autriche-Hongrie, avaient proclamé le 2 juillet 1918, par la bouche de Lansing, la nécessité de la libération des nationalités opprimées d'Autriche-Hongrie. L'offre de paix de l'Autriche-Hongrie, qui, s'en référant aux 14 points de Wilson, visait à faire maintenir l'intégrité de l'empire des Habsbourgs, fut repoussée fort catégoriquement par les Etats-Unis quelques heures après la proclamation, par le prof. Masaryk, de l'indépendance tchécoslovaque. En réponse à l'offre austro-hongroise, les Etats-Unis répliquèrent que „le président ne pouvait accepter la simple autonomie des peuples en question comme base de la paix, et qu'il se voyait contraint d'insister pour que ce fussent eux, et non lui, qui soient faits juges de toute entreprise du gouvernement austro-hongrois...” C'est ainsi qu'échouèrent également sur le terrain diplomatique les intrigues austro-hongroises, et que l'Autriche-Hongrie, dont la situation militaire était devenue absolument intenable par suite de l'écroulement du front bulgare et de la désorganisation du front italien, se vit contrainte de souscrire à cette condition posée par le président Wilson. Le 28 octobre fut publiée la note d'Andrássy notifiant cette acceptation aux Etats-Unis, et la nation tchécoslovaque profita de ce moment non seulement pour manifester sa volonté de vivre d'une vie politique indépendante, mais aussi pour manifester qu'elle était d'accord avec l'attitude du chef de la révolution,

le prof. Masaryk, et de ses collaborateurs, le Dr. Beneš et Štefánik, qui formaient déjà, à ce moment-là, un gouvernement reconnu par les Alliés. Le même jour, sans difficultés ni incidents fâcheux, le Comité National constituait à Prague le gouvernement de la Tchécoslovaquie, qui fusionnait tout aussitôt avec celui de Paris en un corps unique.

Il va sans dire que ni la déclaration de Washington, ni la proclamation d'un Etat indépendant à Prague ne mettaient encore fin à l'œuvre de la révolution. Il fallait encore à l'Etat nouvellement formé, résoudre, d'une part la question de sa forme de gouvernement, d'autre part le problème de ses frontières. Sur l'un comme sur l'autre de ces deux points, des bases avaient été édifiées à l'étranger pour les solutions futures. Dès le début et avec esprit de suite, l'action tchécoslovaque à l'étranger avait réclamé le renversement des Habsbourgs, sans prendre d'autre part aucun engagement qui eût préjugé en quoi que ce fût de la future forme de gouvernement. Néanmoins, par le seul fait de la révolution russe, cette question se trouvait résolue en substance. La joie avec laquelle le peuple tchécoslovaque, aussi bien dans sa patrie qu'à l'étranger, avait accueilli les principes de la démocratie proclamés par la révolution de mars en Russie indiquait sans erreur que la forme de gouvernement du futur Etat ne pouvait être que démocratique, républicaine. C'est en ce sens que la déclaration de Washington avait proclamé l'Etat indépendant, et une entente s'était faite, sans difficultés, à ce sujet entre les représentants du Conseil National Tchécoslovaque et ceux du Comité National de Prague, à une réunion qui avait eu lieu à la fin d'octobre 1918 à Genève. Aussi l'Assemblée Nationale Révolutionnaire de Prague, qui inaugura ses séances le 14 novembre, proclama-t-elle à l'unanimité absolue que l'Etat tchécoslovaque indépendant serait une république, à la tête de laquelle serait mis, comme premier président, le président du Conseil National Tchécoslovaque, le professeur Masaryk.

La seconde question, celle des frontières, avait été également résolue en substance, ou du moins la solution en avait-elle été préparée au cours même de la guerre, non seulement par l'accord avec la France stipulant que le futur Etat tchécoslovaque aurait ses frontières historiques, mais encore en faisant reconnaître le principe que les représentants tchécoslovaques seraient admis à toutes les conférences où seraient traitées des questions touchant la nation tchécoslovaque. Effectivement, le Dr. Beneš prit part en qualité de délégué allié aux pourparlers d'armistice avec l'Allemagne, et participa plus tard, avec le Dr. Kramář, premier président du Conseil des ministres tchécoslovaque à la Conférence de la Paix, qui dressa le statut de l'Europe nouvelle et débattit les principes de la paix future. La fixation des frontières n'était pas

seulement, cela va sans dire, une question de droit, mais aussi une question d'organisation et de puissance. C'était naturellement aux dirigeants de l'intérieur à réaliser pratiquement ce que le Conseil National Tchécoslovaque de Paris avait obtenu par ses négociations au cours des hostilités. A cette fin, aussitôt après la proclamation de l'indépendance tchécoslovaque le 28 octobre, il fut procédé à l'organisation d'une armée tchécoslovaque occupant progressivement tous les territoires appartenant au nouvel Etat. La chose fut exécutée sans difficultés particulières non seulement en Bohême, mais aussi en Slovaquie, qui s'était associée à la proclamation d'indépendance par une déclaration spéciale le 30 octobre. A la suite d'un accord avec le conseil national des Ruthènes hongrois d'Amérique (novembre 1918), la partie nord-est de la Hongrie ou Russie Subcarpathique fut annexée à l'Etat tchécoslovaque, sous réserve d'un administrateur particulier (gouverneur) et d'une assemblée locale.

Au cours des mois de novembre et décembre 1918, le nouvel Etat tchécoslovaque fut organisé dans ses grandes lignes, de façon à pouvoir aborder l'œuvre créatrice avec une pleine confiance dans l'avenir, surtout après le retour dans son sein, où il fut accueilli avec l'enthousiasme le plus sincère, du professeur T. G. Masaryk, chef de la révolution et premier président de la République.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE	VII

LIVRE PREMIER. — ÉPOQUE ANCIENNE.

(DEPUIS LES ORIGINES JUSQU'À L'AVÈNEMENT DE CHARLES IV, EN 1346.)

CHAPITRE PREMIER

LES CELTES ET LES GERMAINS.

Insuffisance de données historiques. — Les premiers habitants: les Boïens et les Kotins de race celtique. — Défaite des Boïens par les Dares et les Marcomans. — Les guerres marcomannes. — L'offensive romaine sous Marc-Aurèle	1
--	---

CHAPITRE II

L'ARRIVÉE DES SLAVES.

Les Slaves en Bohême. — Le berceau et la répartition des Slaves. — Slaves et Germains. — Autochtonie des Slaves de Bohême. — Fin du peuplement des pays tchèques. — Arrivée des Slaves en Slovaquie. — Les Slaves de Bohême, de Moravie et de Slovaquie forment un seul groupe linguistique. — Les Slaves sous le joug des Avars. — Samo, fondateur d'un empire slave. — Les Slaves, tributaires de l'Empire franc.	7
---	---

CHAPITRE III

LE GRAND EMPIRE MORAVE.

Les Slaves moraves. — Le règne de Mojmir et la christianisation du pays. — Rostislav. L'orientation vers l'Est: Cyrille et Méthode. — Le premier alphabet et la première langue littéraire slave. — Difficultés des deux missionnaires. — Guerre avec les Germains. — La conquête de la Moravie par Carloman. — Le règne de Svatopluk. — Effondrement de la Grande Moravie. — Séparation de la Slovaquie	15
--	----

CHAPITRE IV

LES PREMIERS PŘEMYSLIDES.

Les débuts des Slaves en Bohême. — Légendes: Přemysl, fondateur de la dynastie. — Les tribus slaves de Bohême. — Règnes de Bořivoj, de Spytihněv et de Vratislav. — Interrègne: régence de Drahomíra, assassinat de Ludmila. — Saint-Venceslas. — Boleslas le Cruel. Guerre avec les Saxons. Relations avec la Pologne. — Boleslas II. La lutte contre le paganisme. L'évêque Adalbert; son conflit avec la nation. Fondation du premier monastère d'hommes en Bohême. Massacre des Slavníkovci. Unification de la Bohême. Martyre d'Adalbert 28

CHAPITRE V

PÉRIODE DE DÉCADENCE ET D'EFFORTS RÉGÉNÉRATEURS.

Boleslas III (999—1003). Massacre des Vršovci. Interrègne de Boleslas le Hardi de Pologne. — Jaromír (1004—1012). — Le duc Oldřich (1012—1034) et la régénération du pays. Conquête de la Moravie et séparation de la Slovaquie. — Břetislav (1034—1055). Négociations avec Rome. Guerre avec Henri III, empereur d'Allemagne. Traité avec la Pologne. — Règnes de Spytihněv (1055—1061) et Vratislav (1061—1092). Conflit entre Vratislav et Jaromír, évêque de Prague. Couronnement de Vratislav. — Břetislav II (1092—1100). Introduction funeste d'un nouveau mode de succession 39

CHAPITRE VI

PÉRIODE DE DÉCADENCE POLITIQUE.

Bořivoj II (1100—1107). Sa détronisation par Svatopluk (1107—1109). — Désordres et troubles sous le règne de Vladislav (1109—1125). — Soběslav (1125—1140). Règlement de la succession. — Vladislav II (1140—1173). Intervention de la papauté. Croisade de Vladislav. Couronnement de Vladislav roi de Bohême. Campagnes en Italie et en Hongrie. Tchèques et Allemands. Abdication de Vladislav. — Soběslav II (1173—1179). Campagne dans le Vitoraz. — Frédéric (1179—1189). Création du margraviat de Moravie. — Conrad Othon (1189—1191). — Lutttes de succession (1191—1197) 49

CHAPITRE VII

LES ROIS DE LA FAMILLE DES PŘEMYSLIDES (1197—1306).

Přemysl Ier (1197—1230). La Bohême royaume héréditaire. La bulle d'or de Sicile. Querelles entre le pouvoir temporel et l'Église. La Moravie réunie directement à la Bohême. — Venceslas Ier (1230—1253). Les Tchèques avant-garde des Slaves. Les marchands étrangers. Transformations économiques et conditions politiques. Colonisation allemande. Les villes. Invasion des Tatars. Politique extérieure. —

Přemysl II (1253—1278). Union personnelle de la Bohême et de l'Autriche. Réunion du territoire de Cheb. Relations avec la Hongrie. Lutte des Přemyslides contre Rodolphe de Habsbourg. Paix de 1276 et révoltes. Défaite et mort de Přemysl: crise intérieure. — Régence d'Othon de Brandebourg (1278—1283). Paix de Čáslav. Révolte. — Venceslas II (1283—1305). Influence de Závíši de Falkenštein. Politique extérieure et intérieure. La monnaie tchèque. Venceslas couronné roi de Pologne. — Venceslas III (1305—1306). Extinction de la famille des Přemyslides. Troubles (1306—1310) 57

CHAPITRE VIII

NOUVELLE DYNASTIE — JEAN DE LUXEMBOURG (1310—1346).

Jean de Luxembourg (1310—1346). Difficultés intestines. Politique étrangère. Lieutenance du prince Charles. Intervention dans la guerre franco-anglaise. Mort de Jean à la bataille de Crécy 80

LIVRE II. — PÉRIODE INTERMÉDIAIRE.

DEPUIS L'AVÈNEMENT DE CHARLES IV JUSQU'À LA MORT DE CHARLES VI (1346—1740).

CHAPITRE PREMIER

CHARLES IV (1346—1378).

Débuts de l'époque dite intermédiaire. — Charles IV (1346—1378). Difficultés intérieures. Fondation de l'Université de Prague (1348). Agrandissement de la ville de Prague. Le patriotisme de Charles. Relations avec la chrétienté occidentale. Haine des voisins de Charles IV. Nouvelles acquisitions territoriales. Jugement sur le règne de Charles: l'âge d'or de la Bohême 85

CHAPITRE II

LE MOUVEMENT RELIGIEUX TCHÈQUE.

Résultats du règne de Charles. Décadence religieuse. Influence de l'Occident. Les précurseurs de la Réforme: Conrad Waldhauser. Milič de Kroměříž, Mathieu de Janov. Développement de l'élément tchèque. — Venceslas IV (1378—1419). Caractère de Venceslas IV. Débuts du règne. Conflit avec l'archevêque Jean de Jenštejn. Supplice de Jean de Nepomuk (Saint-Jean Nepomucène). Conspiration de grands seigneurs. Venceslas destitué du trône allemand. Captivité du roi, son évasion. — Jean Hus. Tchèques et Allemands à l'Université. Activité littéraire de Jean Hus. La Bohême et le grand schisme. Le décret de Kutná Hora. Querelle des Indulgences. Excommunication de Jean Hus. Hus et le Concile de Constance. Mort de Jean Hus. Protestation de la nation tchèque. Mouvement religieux. — Mesures de Venceslas contre le hussitisme. Mort de Venceslas IV: le peuple contre Sigismond 92

CHAPITRE III

LES GUERRES HUSSITES.

Les partis hussites: les Praguois et les Taborites. Le mouvement chiliaste. Nicolas de Hus et Jean Žižka. Diète d'août 1419. Marche de Žižka sur Prague: défaite de Sigismond. Divergences de vues entre Prague et la campagne. Activité des Taborites. Les „Picards“. La question du trône. Déchéance de Sigismond. Žižka défait Sigismond. — Korybut, lieutenant gouverneur de Bohême. — Expédition de Žižka en Moravie et en Hongrie. Žižka devant Prague. L'armée Taborite, après la mort de Žižka. Défaite infligée aux Allemands par les Taborites. Crise dans le parti praguois. Expédition en Allemagne et Croisade allemande contre les hussites. Tendance vers la paix: pourparlers infructueux. Nouvelle croisade contre les hussites: son insuccès. — Concile de Bâle (1431). Procope le Grand. Succès diplomatique des hussites. — Les représentants hussites au concile de Bâle. La délégation du concile à Prague. Succès des intrigues. Ligue contre les Taborites. Bataille de Lipany. Résultats moraux de la Révolution. Sigismond, roi de Bohême. La question de succession. Diète de Prague 108

CHAPITRE IV

L'INTERRÈGNE (1437—1458).

Nouveaux troubles. — Élection d'Albert (1438—1439). Animosité des Tchèques contre les Allemands. Mort d'Albert et dissensions intérieures. — Question de succession. Intrigues du parti catholique. Nouvelle génération. — Georges de Poděbrady. Intrigues des catholiques: négociations avec Rome. Georges s'empare de Prague. Défaite de l'Union catholique de Strakonice. Georges élu administrateur du pays de Bohême. Élection de Ladislav le Posthume (1453—1457). Discussions religieuses. Mort de Ladislav 130

CHAPITRE V

GEORGES DE PODEBRADY (1458—1471).

La Bohême, royaume électif. Élection de Georges de Poděbrady. Le point de vue de la Moravie et de la Silésie. Esprit diplomatique de Georges. Georges et le pape. Précurseur de la Société des Nations. Lutte pour les compactata. Pierre Chelčický. Union des Frères Bohêmes. Intervention guerrière de Mathias, roi de Hongrie. Mort de Georges 147

CHAPITRE VI

LES JAGELLONS (1471—1526).

Avènement de Vladislav Jagellon en 1471. — Lutte contre le roi Mathias. — La paix de 1479 et le démembrement de la Couronne de Bohême. — Politique intérieure; catholiques favorisés, utraquistes méprisés. — Aggravation de la réaction. — Émeute à Prague en 1483. — Fin des luttes religieuses. Traité de Kutná

Hora en 1485, sa prolongation en 1512. — Luittes politiques. — Affaiblissement de la puissance royale. — Élection de Vladislav au trône de Hongrie en 1490. — Constitution de 1500. — Le roi „primus inter pares“. — Affaiblissement de la puissance politique des villes. — Lutte entre les villes et la noblesse. — Trêve de 1517. — Situation de la classe agricole. — Asservissement des paysans. — Nouveau train de vie de la noblesse. — Accroissement des „Frères Bohêmes“. — Intervention des utraquistes contre les Frères en 1478. — Reconciliation de l'Unité avec le monde. — Ordonnance de 1508 contre les Frères. — Influence de l'Unité sur les Utraquistes. — Vladislav fait couronner son fils Louis roi de Bohême. — Gestion des finances royales par des seigneurs, dont Léon de Rožmitál. — Tentatives de l'opposition. — Mort de Vladislav en 1516. — La dictature de Léon de Rožmitál. — Retour du roi en Bohême. Léon de Rožmitál destitué de ses fonctions. — Réhabilitation de Léon de Rožmitál. — Faiblesse du parti utraquiste. — Invasion de la Hongrie par les Turcs en 1526. — Mort de Louis en 1526. — Décadence intellectuelle du royaume de Bohême. — Déclin de l'idéalisme. — Importance morale des Frères Bohêmes. — Doctrine de Luther. — Rapport de Luther avec la doctrine de Hus. — Essor du radicalisme religieux. — Lutte contre le néo-utraquisme. — Victoire de la réaction. — Maintien de la pureté de l'Unité. — Essai d'un accommodement avec Rome. — Lutte des néo-utraquistes pour une reconnaissance légale 158

CHAPITRE VII

LES HABSBOURG. — FERDINAND I^{er} ET MAXIMILIEN II (1526—1576).

Efforts des Habsbourg pour s'emparer de la Bohême. Conventions entre les Habsbourg et les Jagellons. — Ferdinand élu roi de Bohême. — Arrivée du nouveau roi à Prague. — Efforts du nouveau roi pour consolider son pouvoir. — Le danger turc et la lutte religieuse. — Lutte du roi contre les Etats. — Sécurité du pays. — Lutte contre l'opposition. — Accroissement du pouvoir royal sur les villes. — Destruction du capitulaire d'élection de 1527. — Situation religieuse. — Affermissement du parti néo-utraquiste. — Essai d'un rapprochement avec l'Unité des Frères. — Intervention énergique de Ferdinand contre les néo-utraquistes. — Rapports de l'Unité des Frères avec les Réformes allemande et suisse. — Retour à la conception de Lucas. — Rapports de l'Unité avec les néo-utraquistes. — Efforts des Frères pour une reconnaissance légale. — Opposition contre Ferdinand. — Violation de la Constitution par le roi. — Les villes et l'Unité à la tête du mouvement. — Échec de la révolution. — Châtiment des villes. — Affaiblissement politique des villes. — Punition des chefs de la révolte. — Persécution de l'Unité. — Premier exil. — L'Unité en Moravie. — Essai d'accommodement. — Nouvelle attaque du roi contre les protestants. — Jan Blahoslav, chef intellectuel de l'Unité. — Activité littéraire de l'Unité. — Les écoles des Frères Bohêmes. — Nouvelles tendances de la politique religieuse. Les Jésuites à Prague 1556. — Réinstallation d'un archevêque à Prague 1561. — Le Consistoire utraquiste entre les mains du roi. — Le pape accorde la communion sous les deux espèces. — Maximilien II (1564—1576). — Espoirs des non-catholiques. — La politique de Maximilien en Bohême. — Vains espoirs des non-catholiques. — Abolition des Compactata. — L'édit de Vladislav contre les Frères et remis en vi-

gueur. — Rejet des revendications des néo-utraquistes et des Frères Bohêmes 1571. — Tentatives de rapprochement entre les vieux-utraquistes et les catholiques. — La religion sur les biens des néo-utraquistes. — Situation de catholicisme. — Politique des Jésuites. — Tendances à l'union des néo-utraquistes et des Frères Bohêmes. — Lutte pour la liberté religieuse. — La Diète de 1575. — Attitude des néo-utraquistes. — Base de la Confession tchèque. — Position difficile du roi. — Règlement de la question par un compromis. — La valeur de la parole royale. Les effets de l'échec des néo-utraquistes. — Mort de Maximilien 171

CHAPITRE VIII

DE L'AVÈNEMENT AU TRÔNE DE RODOLPHE II (1576)
JUSQU'À L'INSURRECTION TCHÈQUE (1618).

Rodolphe II (1576—1618). — Nouvelle génération catholique. — Culture latine. — Faiblesse du niveau intellectuel des chefs catholiques. — Qualités de Rodolphe. — Situation des néo-utraquistes. — Les vieux-utraquistes et le Consistoire. — Mécontentement de la population de Prague. — Décadence de l'Université de Prague. — Développement du luthéranisme. — L'Unité des Frères. — Importance intellectuelle de l'Unité. — Influence du calvinisme. — Revirement vers 1600. — Les catholiques à la tête de l'administration. — Inquiétude des non-catholiques. — Discorde dans la famille des Habsbourg. — État mental de Rodolphe. — Hostilité entre Rodolphe et Mathias. — Expédition militaire de Mathias en Bohême. — Les États de Moravie. — Paix de Libeň: 1608. — Revendications religieuses des États. — Venceslas Budovec de Budov à la tête des États. — Diète de 1609. — Lettre de Majesté de Rodolphe. — Espoirs des non-catholiques. — Accommodement avec les catholiques. — Résistance des catholiques intransigeants. — Conséquences de la Lettre de Majesté. — Consistoire. — Défenseurs de la foi. — Plan de vengeance de Rodolphe. — Invasion de la Bohême par Leopold de Passau. — Abdication de Rodolphe 1611. — Mathias (1611—1619). — Siège de la résidence impériale à Vienne. — Politique gouvernementale. — Politique fédéraliste des États. — Politique centralisatrice des Habsbourg. — Inquiétudes causées par la politique du gouvernement. — Opposition des catholiques à la Lettre de Majesté. — Influence funeste du protestantisme allemand. — L'esprit des Tchèques non-catholiques. — Application du principe allemand d'intolérance religieuse. — Violation de la loi par les catholiques. — Élection de Ferdinand de Styrie au trône de Bohême. — Les catholiques relèvent leur véritables intentions. — La politique gouvernementale dans les villes. — Dernière attaque du gouvernement contre la liberté religieuse. — Attitude résolue des non-catholiques. — Congrès du 21 mai 1618. — La défenestration de Prague 23 mai 1618. — Situation à Prague après la défenestration 193

CHAPITRE IX

L'INSURRECTION TCHÈQUE.

Intentions de la majorité des États. — Motifs de l'insurrection. — Responsabilité de la rupture avec les Habsbourg. — Lutte des deux partis tchèques. — Expulsion des Jésuites. — Attitude néfaste de Žerotín. — Situation de la cour de

Vienne. — Victoire des intransigeants. — Les États tchèques en quête d'alliance. — Mort de Mathias (mars 1619). — Règne de Ferdinand II (1619—1637). — La Moravie ralliée. — Les troupes tchèques devant Vienne. — Confédération danubienne. Frédéric le Palatin éla roi (août 1619). — Le caractère de Frédéric. — La situation internationale. — Les alliances de l'empereur. — La bataille de la Montagne Blanche 8 novembre 1620. — Fuite de Frédéric. — Occupation de Prague. — Vienne songe à la revanche. — Charles de Lichtenstein. — Le tribunal d'exception. — Exécution de 27 seigneurs (21 juin 1621). — Confiscation des biens. — Dépréciation de la monnaie. — Prodigalité de Ferdinand. — Albert de Wallenstein. — Débuts de la contre-réformation. — Expulsion des prêtres non-catholiques. — Difficultés du catholicisme. — La terreur contre-réformatrice. — Expulsion de la noblesse non-catholique. — Le destin des émigrés. — La Nouvelle Constitution (1627). — La ruine des villes et de la petite noblesse. — Le moyen-âge de l'histoire de la Bohême finit-il en 1627 ou en 1749? 206

CHAPITRE X

LE ROYAUME DE BOHÈME PENDANT LA GUERRE DE TRENTE ANS.

Les horreurs de la guerre. — Gustave Adolphe. — Albert de Wallenstein. — La trahison de Wallenstein. — Invasion des Saxons en Bohême (1631). — Wallenstein assassiné (1634). — Les espoirs de l'émigration. — Invasion de Baner en Bohême. Dernière déception des émigrés. — Le legs de Komenský à la nation tchèque 219

CHAPITRE XI

PÉRIODE DE LA CONTRE-RÉFORMATION (1648—1740).

Caractères de l'époque. — L'œuvre des Jésuites. — Progrès du catholicisme. — Misère intellectuelle. — Rapports secrets des non-catholiques avec l'étranger. — Le missionnaire Koniáš. — Le culte de Jean Népomucène. — Littérature. — Le style baroque. — Misère sociale 225

LIVRE III. — LA PÉRIODE MODERNE.

(DEPUIS L'AVÈNEMENT DE MARIE-THÉRÈSE (1740) JUSQU'À NOS JOURS.)

CHAPITRE PREMIER

LE RÈGNE DE MARIE-THÉRÈSE ET DE JOSEPH II. LA RENAISSANCE NATIONALE (1740—1792).

Caractères de la période de Marie-Thérèse. — La renaissance nationale. — Caractère profane de cette renaissance. — Guerre de succession d'Autriche. — Perte de Silésie. — Attitude de la France. — Occupation de la Bohême par les armées franco-bavaroises. — L'attitude du peuple tchèque pendant l'occupation. — Reprise de la Bohême par l'impératrice. — Couronnement de Marie-Thérèse reine

de Bohême. — Reprise de la guerre par Frédéric II. — Politique de revanche de Marie-Thérèse. — Entente franco-autrichienne. — Réformes intérieures. — Réformes financières. — Dissolution de la Chancellerie de la Couronne de Bohême. — La guerre de Sept Ans. Inauguration d'une politique de paix. — Participation de Joseph II au pouvoir. — Nouvelles réformes administratives. — Situation juridique des pays de la Couronne de Bohême. — Politique religieuse. — L'intolérance religieuse. — Politique ecclésiastique. — Réformes scolaires. — Situation de la langue tchèque. — Réaction contre la germanisation. — Lutte contre le féodalisme. — Réforme fiscale. — Situation des paysans. — Caractères du gouvernement de Joseph II. — Liberté religieuse. — Liberté relative de la presse. — Rapports avec l'Église. — Amélioration du sort des paysans. — Réformes fiscales et administratives. — La vie intellectuelle en Bohême. — Le mécontentement à la fin du règne de Joseph II 239

CHAPITRE II

LA RÉACTION. — DÉVELOPPEMENT DU MOUVEMENT NATIONAL TCHÈQUE (1790—1848).

Leopold II (1790—1792). — Tendances constitutionnelles. — Le couronnement. — Progrès de la renaissance nationale. — François I^{er} (1792—1835). — La guerre contre la France. — L'empire d'Autriche. — Metternich. — Situation financière et économique. — La compression policière. — Rapports avec l'Église. — La vie nationale. Attitude incertaine du gouvernement. — Fondation du Musée National. — Le romantisme. — François Palacký. — La poésie. — Progrès de la conscience nationale. — Établissement d'un programme politique national. — Le mouvement aux États généraux. — Les brochures politiques. — Avant l'orage 263

CHAPITRE III

L'ÈRE CONSTITUTIONNELLE. — LA PÉRIODE DU CENTRALISME (1848—1867).

Le royaume de Bohême sous l'absolutisme. — La noblesse et le peuple tchèque. — Les partis nationaux: parti libéral et parti radical. — La révolution de 1848. — Le programme de 11 Mars. — Conséquences de la chute de Metternich. — La lettre de Cabinet du 8 Avril. — L'opposition allemande. — Le Comité National. — La nation tchèque et le Parlement de Francfort. — La dynastie et la nation tchèque. — Le Congrès slave. — Le prince Windischgrätz. — L'élémte de la Pentecôte. — Abolition du servage. — Fin du Parlement de Vienne. — Le Parlement de Kroměříž. — Abdication de Ferdinand. — François-Joseph (1848—1916). — Fin de la période constitutionnelle. — Victoires de l'absolutisme sur les Magyars et sur la Prusse. — État d'esprit absolutiste de François-Joseph. — La Réaction victorieuse: ses persécutions contre la nation tchèque. — Havlíček et sa lutte contre le gouvernement. — Le régime policier. — Conclusion d'un concordat avec Rome. — Réorganisation de l'administration. — Développement économique. — La guerre d'Italie et la fin de l'absolutisme. — Le Diplôme d'Octobre 1860. — La constitution de Schmerling (1861). — Les succès de l'œuvre de renaissance nationale: partis politiques, journaux et sociétés. — Chute de Schmerling. — Le ministère Belcredi. — La guerre avec la Prusse et l'Italie 276

CHAPITRE IV

L'ÈRE CONSTITUTIONNELLE. — LE DUALISME (1867—1914).

La politique de revanche de François-Joseph et l'entente avec les Magyars. — Nationalités souveraines et nationalités vassales. — L'empire dualiste austro-hongrois. — Le centralisme cisleithan: la Constitution de Décembre 1867. — La déroute des espoirs tchèques. — Rieger et Napoléon III. — Déclaration de la Nation tchèque (1868). — Le Théâtre National. — La lutte du gouvernement de Vienne contre la nation tchèque. — Tentatives de conciliation de la cour de Vienne. — La guerre franco-allemande. — Fin de la politique de revanche de l'Autriche. — La protestation de la Nation tchèque contre l'impérialisme prussien. — Difficultés des négociations entre Vienne et les Tchèques. — Les Articles fondamentaux. — Le rescrit impérial du 12 Septembre 1871. — Echec des négociations en vue d'un Compromis. — Renonciation de Palacký à son ancien programme. — Persécutions contre la nation tchèque. — Fraude des élections à la Diète de Bohême. — Victoire de la minorité allemande en Bohême et en Moravie. — Lutte entre partisans d'une politique active et d'une politique passive. — L'influence magyare sur la politique autrichienne. — L'amitié austro-allemande. — L'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine. — Rentrée des députés tchèques à la Diète de Bohême et au Conseil d'Empire. — Dédoulement de l'Université de Prague. — Tentatives de Compromis germano-tchèque. — Défaite de la politique vieux-tchèque. — Tentatives de solution de la question tchèque. — Les nouveaux partis politiques. — Conséquences de la lutte germano-tchèque. — Tension internationale. — Annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine. — Persécutions contre les Slaves d'Autriche. — Caractère de François-Joseph. — Le développement de la nation tchèque avant la guerre mondiale. 298

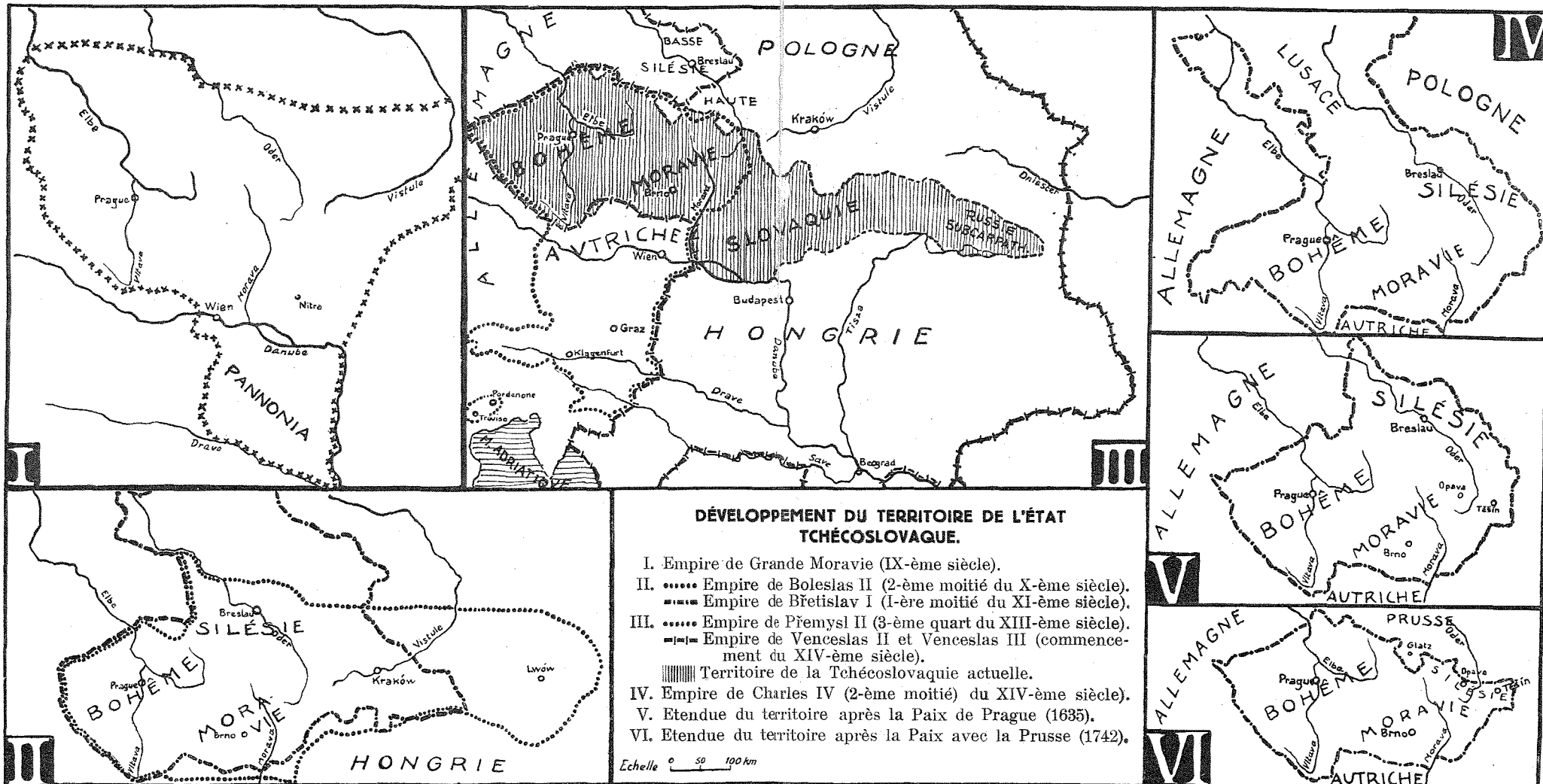
CHAPITRE V

LA GUERRE MONDIALE ET LA CRÉATION DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE (1914—1918).

(Par JAROSLAV PAPOUŠEK.)

Conditions préalables de l'action libératrice. — Premiers préparatifs d'organisation. — T. G. Masaryk. — Persécution dans les pays tchèques. — Le centre de gravité de la révolution à l'étranger. — Difficultés de l'entreprise. — Premiers succès dans les différents pays alliés. — Manifeste du Comité étranger. — Briand témoigne sa sympathie pour la lutte de la nation tchécoslovaque. — Débuts de l'action militaire en Russie et en France. — Campagne entreprise pour la constitution d'une armée tchécoslovaque en Russie. — La Russie et la question tchécoslovaque. — Négociations relatives au transfert de volontaires tchécoslovaques de Russie en France. — Propagande menée par le Conseil National. — Réponse des Alliés à la note Wilson. — La révolution russe et sa portée pour la Tchécoslovaquie. — Commencements de la révolution collective en Bohême (Manifeste des écrivains). — Péril d'une paix séparée entre les Alliés et l'Autriche. — Entrée des Etats-Unis dans la guerre. — L'action tchécoslovaque aux Etats-Unis et en Italie. — T. G. Masaryk en Russie. — Nouvelles négociations relatives au transfert de volontaires tchécoslovaques en France. — Né-

gociations pour la création d'un corps d'armée tchécoslovaque distinct en Russie. — Décret de constitution d'une armée tchécoslovaque en France. — Le corps d'armée tchécoslovaque de Russie partie intégrante de l'armée tchécoslovaque de France. — L'Italie et la question tchécoslovaque. — Attitude plus radicale prise par la politique tchécoslovaque dans la patrie. — La déclaration du Jour des Rois. — Conditions de la lutte diplomatique pour l'indépendance de la Tchécoslovaquie. — Congrès des nationalités opprimées à Rome. — Attitude commune adoptée à l'extérieur et à l'intérieur par les nationalités austro-hongroises opprimées. — Les manifestations de Prague. — Lansing manifeste dans une déclaration particulière ses sympathies pour les mouvements des peuples d'Autriche-Hongrie. — Négociations pour obtenir la reconnaissance du Conseil National comme gouvernement de fait et celle de l'armée tchécoslovaque comme armée alliée et belligérante. — Déclaration de la Conférence Interalliée de Versailles. — Départ du corps d'armée tchécoslovaque de Russie pour la France. — Difficultés pour la question des armes. — La convention de Penza. — Nouvelles difficultés. — L'incident de Čeljabinsk. — L'ordre d'Aralov et celui de Trotski. — Conflit armée avec le gouvernement soviétique. — Occupation du Transsibérien. — Proclamation des représentants alliés déclarant le corps d'armée tchécoslovaque armée alliée. — Négociations de Beneš avec la France et déclaration de Pichon reconnaissant le droit de la nation tchécoslovaque à l'indépendance. — Déclaration des Alliés proclamant la nation tchécoslovaque nation alliée, son armée armée belligérante et le Conseil National représentant du futur gouvernement tchécoslovaque. — T. G. Masaryk aux Etats-Unis. — Constitution d'un gouvernement tchécoslovaque provisoire et déclaration d'indépendance faite par Masaryk à Washington. — Reconnaissance juridique de l'Etat tchécoslovaque par les Alliés. — Les députés tchèques du parlement autrichien se solidarisent publiquement avec les Alliés et avec le Conseil National tchécoslovaque. — L'Autriche capitule. — Le Comité National proclame à Prague l'indépendance et constitue un gouvernement. — Le nouvel Etat est une République, T. G. Masaryk en est le président. — Débuts de l'organisation du nouvel Etat. — Retour de T. G. Masaryk dans sa patrie.



DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DE L'ÉTAT TCHÉCOSLOVAQUE.

- I. Empire de Grande Moravie (IX-ème siècle).
- II. Empire de Boleslas II (2-ème moitié du X-ème siècle).
- III. Empire de Břetislav I (1-ère moitié du XI-ème siècle).
- III. Empire de Přemysl II (3-ème quart du XIII-ème siècle).
- Empire de Venceslas II et Venceslas III (commencement du XIV-ème siècle).
- ||||| Territoire de la Tchécoslovaquie actuelle.
- IV. Empire de Charles IV (2-ème moitié) du XIV-ème siècle.
- V. Etendue du territoire après la Paix de Prague (1635).
- VI. Etendue du territoire après la Paix avec la Prusse (1742).

Echelle 0 50 100 km